LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE EN ISRAËL

SERGE DUMONT

I m d I

Ce texte est une version actualisée et augmentée de *L'Histoire vraie de la mafia israélienne*, de Serge Dumont, paru en 2014 aux éditions La Manufacture de livres.

ISBN : 9782358871686
La Manufacture de livres, 2017

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue et être tenu au courant de nos publications, envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre à :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris
ou
contact@lamanufacturedelivres.com

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelques procédés que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Introduction

19 janvier 2016 à la limite entre Givatayim et Ramat Gan, deux banlieues très middle class de Tel-Aviv où sont installées des ambassades, la bourse aux diamants et de nombreuses PME performantes. Le ciel est bas et gris, le vent souffle fort mais les rues sont toujours aussi fréquentées qu'en plein été. Aux terrasses, des *businessmen* règlent leurs affaires accrochés à leurs *smartphones,* d'autres consommateurs discutent des faits du jour : de la diminution annoncée du prix des transports public, de l'arrestation d'un Palestinien âgé de 15 ans qui s'était introduit deux jours auparavant dans la colonie d'Otniel (Cisjordanie occupée) pour y poignarder une mère de six enfants…

À 10 h 48 très précises, une forte explosion fait trembler les fenêtres des immeubles voisins. Un ouvrier qui travaillait sur une façade lâche son pot de peinture qui s'écrase sur un auvent situé deux étages plus bas. La circulation s'interrompt immédiatement, les passants se figent en regardant autour d'eux et la nouvelle se répand aussitôt : une Volvo 4 × 4 blanche vient de sauter au beau milieu de la circulation. Quatre personnes sont blessées, la cible de l'attentat ainsi que ses deux gardes du corps – des figures connues de la criminalité organisée – et la conductrice d'une BMW qui avait eu le malheur de s'arrêter à cet endroit-là.

Quelques secondes plus tard, le hululement des premières sirènes et des camions de pompiers se fait entendre au loin. En matière d'attentats, les services de sécurité israéliens ont l'habitude et ils réagissent vite. Surtout en cette période « d'intifada des couteaux » en cours depuis un peu plus de trois mois au moment des faits.

Si cette explosion s'était produite dans un autre pays que dans l'État hébreu, elle aurait sans doute mobilisé l'attention des médias et attiré des dizaines de reporters. En Israël, elle n'a pas suscité l'attention bien longtemps : quelques flashs spéciaux sur les radios, quelques directs dans les journaux télévisés du

soir accompagnés de commentaires convenus sur l'insécurité grandissante et hop, retour au conflit avec les Palestiniens, à la guerre en Syrie, à l'État islamique, et à la nouvelle crise économique qui semble pointer du nez.

Pour l'opinion israélienne habituée à avaler son lot quotidien de violence, la voiture piégée de Ramat Gan n'était qu'un fait divers ancré dans la routine. Un élément de plus sur la longue liste d'attentats, de « liquidations », et de règlements de comptes qui ensanglantent quasi quotidiennement les rues de l'État hébreu.

Pourtant, cette fois, quelques chroniqueurs se sont élevés pour dénoncer ce qui s'est passé à Ramat Gan. Pas l'attentat non, mais les passants qui ont filmé les victimes ensanglantées dans la carcasse de leur véhicule pour s'empresser de diffuser la séquence sur les réseaux sociaux. « Immoral », ont ainsi décrété les présenteurs de *Kol Israël*, la radio publique.

Certes, lorsqu'ils sont vraiment spectaculaires ou sanglants, les médias locaux s'intéressent aux attentats criminels. Mais ce n'est pas souvent le cas. Encore moins dans la presse étrangère qui n'évoque l'État hébreu que dans le cadre du conflit régional en cours. Mais qui s'intéresse à sa mafia ? À ses parrains et à ses hommes de main. Pourtant, les organisations criminelles « made in Israël » sont redoutables. En moins d'un demi-siècle, elles se sont développées au point d'inquiéter au plus haut niveau les services policiers occidentaux.

Il n'existe pas d'enquête récente consacrée à la criminalité organisée israélienne. La seule et unique a été publiée en 1980 par Jacques Derogy, alors journaliste d'investigation à *l'Express*[1], et beaucoup d'eau est passée sous les ponts depuis lors. Ces dernières années, quelques ouvrages publiés en Israël et aux États-Unis ont traité de l'une ou l'autre affaire dans lesquelles les grandes figures du milieu de l'État hébreu ont été impliquées, mais rien d'exhaustif. Ce livre vise à combler ce manque sans prétendre être définitif, car la matière est en perpétuel renouvellement.

Bienvenue donc dans cet univers décalé, cette société parallèle peuplée de prédateurs pour lesquels la vie humaine ne vaut rien… ou pas grand-chose. Car on y tue beaucoup : pour un oui, pour un non, pour des questions d'ego froissé. La mafia « blanche et bleue » tue plus ces dernières années que le terrorisme palestinien.

La guerre de soixante-huit ans

« Grosso modo, où que l'on se trouve dans le monde, deux grands modèles de criminalité organisée coexistent », explique Avi Davidovitch, responsable de l'unité de lutte contre la criminalité sévère et internationale de la police israélienne, le *Yahbal*, jusqu'en 2008, avant de devenir professeur de criminologie à Tel-Aviv puis à Ariel.

« Le premier type prend la forme d'un « syndicat » composé d'hommes d'affaires, fonctionnant comme une entreprise, et ne recourant à la violence qu'en cas de nécessité absolue. Ses tenants préfèrent agir discrètement en corrompant des policiers, des hommes politiques ou des magistrats plutôt que de les abattre. Lorsque des conflits surgissent, ses dirigeants négocient et ne font parler la poudre qu'à la dernière extrémité. Quant au deuxième, c'est le modèle mafieux classique basé sur la famille, le clan, sur le respect de la hiérarchie entre les vieux et les jeunes et sur quelques principes religieux basiques. Israël étant un pays méditerranéen, cette configuration-là domine la scène criminelle ». Et de poursuivre : « Bien sûr, chez nous, il n'existe pas de Coupole réunissant les « *capo de tutti capi* » de la *Cosa nostra* sicilienne, ni la même hiérarchie que dans la *'Ndrangheta* calabraise. Pas davantage de serments secrets, de cérémonies initiatiques ou de tatouages ésotériques censés exprimer la fidélité du soldat à son organisation. Mais l'on trouve malgré tout des similitudes avec la « grande » mafia. À l'instar de leurs cousines, les organisations criminelles israéliennes sont également dirigées par des patrons omnipotents et sont extrêmement violentes. En la matière, elles s'approchent du niveau de celui de leurs consœurs des pays de l'Est. Lorsqu'elles assassinent – et elles le font souvent – ce peut-être pour éliminer de présumés traîtres, pour des questions d'argent, mais également pour des questions d'honneur froissé fort importantes aux yeux de leurs chefs. Parce qu'il faut « défendre » le nom de la famille prétendument mis à mal, parce qu'il leur est interdit de perdre la face devant des rivaux, entre autres ».

On l'aura compris, l'expression « mafia israélienne » ne désigne pas des structures calquées sur celles opérant en Europe depuis parfois plusieurs siècles, mais des réseaux criminels nés dans l'État hébreu, et qui se sont développés avec lui en multipliant leurs métastases dans le tissu social. Certains de ces groupes se

contentent d'opérer à l'intérieur des frontières israéliennes, mais la plupart étendent leurs activités à l'étranger.

La criminalité organisée « blanche et bleue » est le produit d'une société profondément divisée, fébrile, parcourue de violentes secousses sociales, et en guerre depuis soixante-huit ans. Une société dans laquelle le taux de pauvreté dépasse les 20 % de la population, selon un rapport publié par l'OCDE en 2013, et dans laquelle les disparités s'accroissent sans cesse.

Les activités criminelles dont traite ce livre ne sont pourtant pas nées avec la création de l'État hébreu. Elles existaient déjà avant. Et depuis longtemps. Des rapports des polices ottomane puis britannique évoquent ainsi des organisations de voleurs d'eau et de bestiaux, des filières de trafic d'enfants, des razzias effectuées par des groupes de pickpockets européens débarquant en Palestine « pour faire la saison », des bandes spécialisées dans le racket et le cambriolage ainsi que des réseaux de prostitution.

Loin des élucubrations antisémites propagées par les partisans d'un hypothétique « complot mondial » dont Israël serait le centre et les juifs l'instrument, ces groupes criminels contemporains n'agissent pas de concert. Ils ne s'intègrent pas dans une même structure pyramidale hiérarchisée, n'ont aucune stratégie commune, et montent leurs coups chacun dans leur coin. Nous verrons d'ailleurs au fil des chapitres qu'ils passent une grande partie de leur temps à essayer de se détruire l'un l'autre, et que lorsqu'ils opèrent à l'étranger, leurs relations avec les communautés juives de la Diaspora sont inexistantes. Ou glaciales et conflictuelles.

Les grandes familles

Dans la foulée de la série d'enquêtes de terrain publiées entre 1973 et 1976 par le quotidien libéral *Haaretz*, est publiée une longue série d'enquêtes confirmant l'existence d'une criminalité organisée en Israël. Dans le même temps, la Police Nationale Israélienne, la *PNI*, a établi une première liste des principaux parrains de l'époque. Y figuraient onze noms parmi lesquels ceux du roi du prêt usuraire Yaakov Cohen, des frères Danokh spécialisés dans la récupération de créances impayées, de Mordekhai « Mentesh » Shimshi-Sarfati, du « restaurateur » Yehezkiel Aslan, de l'homme d'affaires Betzalel Mizrahi.

Près de quarante ans plus tard, cette liste est évidemment obsolète. Convoqué le 30 juin 2004 devant la commission de la sécurité intérieure de la *Knesset*, Ilan Franco, le commandant du département du renseignement et des investigations de la Police Nationale Israélienne (*PNI*) a dressé un nouveau panorama de la « mafia israélienne ». À ce moment-là, celle-ci s'appuyait sur quatre piliers importants : l'organisation de Zeev Rozenstein, celle des frères Aboutboul, celle des frères Aberjil, et enfin celle des frères Alperon. S'y ajoutaient une quinzaine de familles et sous-familles de moindre envergure.

Depuis, la scène s'est encore transformée. De nouveaux visages et de nouvelles structures sont apparus. Considéré pendant une dizaine d'années comme le « grand patron » de la criminalité israélienne, « l'homme d'affaires » Zeev Rozenstein, a, comme nous le verrons par la suite, livré une guerre sans merci aux frères Aberjil : Yaakov, Abraham, Itzhak et Meïr, quatre figures majeures du milieu qui le lui ont bien rendu.

Mais Rozenstein est aujourd'hui en prison et il n'en sortira pas avant 2020. Quant aux Aberjil ont connu des destinées diverses. Les deux premiers se sont mis en retrait après des attentats les visant ainsi que de lourdes condamnations, et les deux autres ont dû rendre des comptes à la justice américaine pour trafic de stupéfiants. En revanche, les membres de leur organisation continuent à sévir, principalement dans les villes de la grande banlieue de Tel-Aviv où les cadavres se sont, durant les années 2013-2015, accumulés à un rythme soutenu : au moins cinq « liquidations » au plus chaud de l'été 2013 et une dizaine d'autres dans la foulée.

Le 17 juillet 2013, le quotidien britannique *The Guardian* a en tout cas classé la famille Aberjil au sixième rang de son hit-parade des dix organisations criminelles les plus importantes au monde. Il ne se trompait pas comme en témoigne le « Dossier 512 », une enquête ultra-secrète menée pendant plusieurs années par des dizaines d'agents en civils de la PNI. Cette investigation hors du commun s'est déroulée en Israël et à l'étranger. Comme nous le verrons à la fin de cet ouvrage, elle a, en mai 2015, permis de démanteler entièrement l'organisation des Aberjil grâce à l'arrestation d'une cinquantaine de ses membres.

Figures mythiques de la criminalité organisée « blanche et bleue », les frères Alperon, Yaakov, Moshe dit « Moussa », Nissim et Zalman, auraient pu, eux,

faire penser aux frères Dalton tant certains d'entre eux semblent obtus et décalés. Sauf qu'ils étaient violents – très violents – et que leur organisation familiale basée à Ramat Gan dans la banlieue de Tel-Aviv, a, durant plusieurs décennies, touché à peu près à tout du moment que c'était illégal : au trafic de stupéfiants, à la prostitution, au racket, à l'extorsion, entre autres. Certes, depuis la mise sur la touche de Moussa à la suite d'un attentat et l'assassinat de Yaakov, la famille Alperon est sur le déclin. Dror, le fils de Yaakov qui se targue d'être l'héritier de l'organisation, n'a pas la carrure de son père. Il s'est embrouillé dans des affaires minables qui lui ont valu de fréquents séjours en prison.

Le tableau de la « mafia israélienne » évolue sans cesse en raison de la guerre que se livrent les organisations rivales et parce que la *PNI*, dépassée durant plusieurs décennies, a réussi à affiner ses méthodes de travail en s'inspirant du *FBI*. Ce qui n'a pas empêché de nouveaux visages de s'imposer : Amir Mulner « le Solitaire », Michael Mor, « le parrain du Nord », Arieh Shirazi, alias « Rico » et son fils en guerre contre les Aboutboul, les frères Bar Moha, les frères Mousseli, les frères Perinian, l'organisation moldave des frères Schneiderman, Avi Rouknan, les frères Shlomo, ainsi que plusieurs groupes d'escrocs franco-israéliens dont nous reparlerons largement à la fin de cet ouvrage.

En 2016 une vingtaine d'organisations de plus ou moins grande importance composent la mosaïque mafieuse israélienne. Elles sont actives sur l'ensemble de l'État hébreu, y compris dans les villes et villages arabes où quelques « *hamulas* », des clans héritiers de la société palestinienne d'avant 1948, ont établi leur zone d'influence. Les plus importantes ont établi des têtes de pont à l'étranger, et leurs opérations s'étendent sur tous les continents.

Ces organisations et ces clans pèsent lourdement sur l'économie de leur pays. Selon des statistiques publiées par le ministère de la sécurité intérieure, la criminalité organisée générerait un chiffre d'affaires annuel de près de deux milliards d'euros, et aurait coûté environ trois milliards d'euros à l'État en 2012. En moyenne, chaque délit mineur implique une dépense de onze mille shekels, soit trois mille euros, en frais d'enquête et dépenses connexes. Dans les cas d'assassinats et autres règlements de comptes relevant de la criminalité organisée, la dépense moyenne passe à six cent mille euros par dossier.

Terre promise

En mai 2009, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv James Cunningham décrivait Israël comme la « terre promise de la criminalité organisée » dans un rapport confidentiel à ses patrons du Département d'État. Il n'imaginait alors pas que ses propos seraient retranscrits un jour par le site internet *Wikileaks*. L'expression a fait le tout du monde depuis lors.

« Bon nombre d'éléments des familles criminelles israéliennes disposent de passeports étrangers leur permettant de circuler librement dans les pays européens et participent au flux avec les États-Unis », écrivait-il dans sa note censée rester secrète. « Il n'est pas encore clairement établi à quel niveau la criminalité organisée a pénétré l'*establishment* israélien et corrompu des représentants de l'État ».

L'ambassadeur citait également quelques noms de mafieux en expliquant que le consulat américain avait annulé le visa les autorisant à entrer aux États-Unis. Quelques-uns, tel Adam Aboutboul, Mordekhai Hassin, dit « Motti », et Moshe Bar Moha apparaissent à plusieurs reprises dans les pages qui suivent.

Le diplomate a eu raison d'évoquer l'infiltration de la criminalité organisée au sein des cercles dirigeants israéliens, mais il s'est montré trop timoré. Trop diplomate, en quelque sorte. Car au moment où il rédigeait son texte, les mafieux avaient, comme nous le verrons par la suite, déjà pénétré les rouages de l'État hébreu depuis plus de cinquante ans.

Souvent issus des milieux séfarades, peu éduqués mais pragmatiques, et poussés par une puissante envie de réussir, les petits truands locaux qui allaient devenir plus tard les « parrains » de la mafia israélienne ont été façonnés par leur environnement socio-économique défavorisé et par leurs nombreux séjours en prison. À force de se croiser dans les couloirs carcéraux et d'y forger de nouvelles amitiés, ils ont décidé de mutualiser leurs « compétences » pour tenter leur chance à l'étranger, là où il y avait beaucoup plus d'argent à gagner que dans leur pays d'origine.

Selon le discours consacré dans les cercles sionistes, quiconque s'installe en Israël pour y vivre définitivement effectue son « *alyah* », un terme hébraïque signifiant « montée ». A contrario, celui qui quitte l'État hébreu est un « *yored* ». Il en « redescend ». À leur sortie de prison, de nombreux jeunes truands des années soixante- dix ou quatre-vingt sont donc devenus des « *yordim* » en

s'installant aux États-Unis, en Australie, en Afrique du Sud, en Europe de l'ouest.

À Amsterdam, Edmon Sasson, alias « Eddie », s'est ainsi taillé un empire dans le monde de la prostitution et du trafic de marijuana. Même phénomène en France avec Yaakov Elsheik, alias « le Chien », un dur condamné à quatorze ans de prison pour trafic de stupéfiants.

En Allemagne, l'organisation créée par Yossef Amiel s'est rapidement imposée sur le marché du trafic d'héroïne. Composée de soldats démobilisés par *Tsahal*, elle fonctionnait sur le mode militaire et comptait parmi ses membres le diplomate Avner Kedem, responsable de la sécurité du ministère des affaires étrangères de l'État hébreu qui profitait de ses nombreux voyages professionnels pour faire circuler la drogue et l'argent dans la valise diplomatique.

Aux États-Unis, Ouri Mizrahi, un tueur impliqué dans divers trafics de stupéfiants a été un autre de ces sulfureux « *yordim* » avant d'être assassiné en 1991 dans le plus pur style *Cosa nostra*.

Avant de tenter l'aventure américaine, ce même Ouri Mizrahi avait défrayé la chronique judiciaire israélienne en dirigeant pendant plusieurs années un gang de Rishon-le-Tzion baptisé « les Siciliens ». Une aventure violente dont l'épilogue n'a pas surpris grand monde : quinze ans de prison pour plusieurs braquages de banques.

« Pendez-les aux arbres ! »

Pendant que les « *yordim* » s'implantaient à l'étranger, les vrais mafieux américains se sont eux beaucoup intéressés à l'État hébreu. Pas par sionisme, mais parce que ce pays pouvait éventuellement les abriter des poursuites judiciaires. À la fin des années quarante, le syndicat du crime composé de gangsters juifs et italiens contrôlait les organisations de dockers implantées sur les grands ports américains. En 1948, à la demande d'émissaires envoyés par l'entourage de David Ben Gourion, le « parrain » Meyer Lansky a ordonné à son organisation de l'informer des envois d'armes destinés aux pays arabes. Ces renseignements étaient ensuite transmis aux agents de l'État hébreu, qui s'arrangeaient pour détourner ou couler les navires signalés. Meyer Lansky n'est cependant pas le seul gangster juif à avoir soutenu les premiers pas d'Israël.

Dans ses mémoires[2], Mickey Cohen, un ex-boxeur devenu l'un des truands de la côte Ouest les plus flamboyants dans les années quarante, affirme avoir soutenu financièrement l'*Irgoun zvi leumi* (l'Organisation armée nationale), une milice d'extrême droite connue sous le nom d'« *Etzel* ». Dirigée par Menachem Begin, celle-ci se présentait en rivale de la *Haganah*, l'embryon de la future armée israélienne contrôlé par la tendance Ben Gourion du mouvement sioniste, et employait des méthodes plus radicales. Des attaques de banque, des attentats anti- Britanniques en plein centre des villes, des liquidations de traîtres juifs travaillant pour la Grande-Bretagne dont l'armée exerçait depuis 1921 un mandat sur la Palestine confié par la Société Des Nations. À l'en croire, Mickey Cohen ne se contentait pas de récolter des fonds pour l'*Etzel* et de lui envoyer des armes : il la conseillait sur la manière d'opérer. Le gangster se flatte entre autres d'avoir suggéré aux extrémistes sionistes d'enlever des soldats ou des officiers britanniques et de les pendre aux arbres pour démoraliser la troupe.

Léo Stacher, alias « Doc », a été le premier à effectuer son « *alyah* ». Adjoint de Meyer Lansky, membre dirigeant du syndicat du crime et cheville ouvrière du développement de Las Vegas, il a d'abord trouvé son bonheur dans une luxueuse villa de Césarée. Après le décès de son épouse, il a loué à l'année la plus belle suite d'un grand hôtel de Tel-Aviv. Il en avait largement les moyens. Employé par l'établissement, un cousin de l'auteur a souvent eu l'occasion de croiser le mafieux dans les couloirs. « Il était sympa et rigolo. En plus, il se montrait large sur les pourboires », lui a-t-il raconté peu avant sa disparition. « Tout le monde savait qu'il appartenait à la mafia et cela ne dérangeait personne. Des ministres, des personnalités de premier plan qui fréquentaient notre établissement dans le cadre de leurs occupations professionnelles lui donnaient du « Monsieur Stacher ». Poignées de main, sourires, ils faisaient comme si de rien n'était ».

En 1970, poursuivi par le *Internal Revenue Service* (*IRS*), le fisc américain qui l'accusait d'évasion fiscale[3], Meyer Lansky a débarqué à son tour en terre sainte. Mais son arrivée est passée beaucoup moins inaperçue que celle de Léo Stacher. Certes, en théorie, le mafieux pouvait bénéficier de la loi du Retour votée en 1950 et autorisant chaque juif à « revenir » en Israël. Mais de nombreuses voix se sont élevées au sein de la classe politique, du rabbinat, et dans les milieux intellectuels pour exiger que ce privilège ne soit pas accordé de manière automatique, pour qu'un tri soit effectué parmi les candidats à « *l'alyah* ».

Pourtant, l'ex-parrain du syndicat du crime new-yorkais n'a pas ménagé ses efforts pour amadouer l'opinion israélienne. Il a financé des associations caritatives, des synagogues, ainsi que des « *yeshivot* », les écoles talmudiques. « *Agoudat Israël* », un parti ultra-orthodoxe abonné aux majorités gouvernementales de gauche ou de droite pour y faire l'appoint en échange de subsides pour ses institutions religieuses, a également bénéficié de ses faveurs pour renflouer ses caisses électorales. Quant aux avocats de Meyer Lansky, ils ont beaucoup insisté sur le sionisme proclamé de leur client en répétant à l'envi qu'il avait participé à sa manière à la création de l'État hébreu en 1948. En vain. Au terme d'une longue procédure judiciaire qu'il savait sans doute perdue d'avance, Lansky, qui voulait éviter l'humiliation d'une expulsion, a quitté précipitamment Tel-Aviv en 1972. Il sera intercepté par le *FBI* durant sa quête d'un nouveau refuge en Amérique du Sud, jugé aux États-Unis et acquitté en 1974, avant de mourir à Miami en 1983.

On affirme souvent que Meyer Lansky est le seul gangster juif à avoir été refoulé par l'État hébreu et qu'il aurait très bien pu rester en terre promise si Washington n'avait pas pesé de tout son poids politique et financier sur Jérusalem. C'est partiellement vrai, mais ce n'est pas aussi simple, car d'autres truands ont également tenté l'aventure israélienne, et ils n'ont pas eu plus de chance que le mafieux américain.

En 1969, les frères William et Edgar Zemour, deux des stars françaises du crime, se sont ainsi installés à Ashdod et à Tel-Aviv dans l'espoir d'y trouver de nouveaux débouchés. Ils avaient de l'argent et cherchaient à s'associer avec les propriétaires de boîtes à la mode en jouant sur leur réputation de truands parisiens. C'était le meilleur moyen d'énerver leurs associés potentiels, dont certains – qui n'étaient pourtant pas des anges – se sont empressés de… déposer plainte à la police pour menaces de mort. Interpellés à plusieurs reprises par les enquêteurs du *Yamar*, l'unité centrale de lutte contre la criminalité organisée, qui venaient de recevoir un imposant dossier constitué par la PJ parisienne, William et Edgar Zemour ont vu leurs chances d'obtenir la nationalité israélienne réduites à néant. Ils ont donc réintégré l'Hexagone pour y poursuivre la carrière criminelle que l'on sait.

En 1975, peu après le massacre du « Thélème », une opération ratée de la brigade antigang de Paris durant laquelle un inspecteur a été blessé et William

Zemour abattu[4], Edgar a demandé à pouvoir s'installer définitivement en Israël. Blessé de cinq balles dans le dos durant l'intervention musclée des policiers français, il arguait de son état de santé fragile – un projectile restait fiché dans sa colonne vertébrale. Pour étayer sa requête, il se déclarait victime d'un ostracisme de la justice française en raison de ses origines juives, et rappelait à qui voulait l'entendre que sa famille avait récolté d'importantes sommes d'argent pour soutenir l'effort militaire israélien durant la guerre des Six jours en juin 1967. Tout cela n'a pas influencé les autorités israéliennes pour lesquelles les Zemour n'étaient pas les bienvenus.

Les truands français ont probablement payé pour leur célébrité car, à la même époque, d'autres membres du milieu français, des truands d'origine tunisienne, algérienne ou marocaine, ont réussi eux à prendre pied en Israël parce qu'ils n'étaient pas connus. L'un d'entre eux, Salomon Habou, un proxénète à la gâchette facile, est même devenu une petite célébrité dans le milieu tel-avivien, mais il s'est rapidement heurté à des rivaux plus violents qui l'ont poussé à se réfugier en Espagne. Avec ses proches et ses lieutenants.

À partir du début des années quatre-vingt-dix, une série de mafieux ayant prospéré dans les ex-républiques soviétiques se sont eux aussi découvert une folle envie de prendre racine dans l'État hébreu en profitant de la grande vague d'émigration des juifs russes. La plupart n'y sont pas restés longtemps. Anton Malevsky, le patron de l'organisation criminelle russe *Izmaïlovo*, a été déchu de sa nationalité israélienne et est retourné à Moscou. Sergeï Mikhaïlov, parrain de la *Solsnetskaya*, a lui préféré devancer l'expulsion en rentrant dare-dare dans son pays.

Plus récemment, en juin 2012, le *Bagatz*, la cour suprême de l'État hébreu, a autorisé l'extradition de Janusz Dern, le chef d'une organisation criminelle polonaise qui s'était réfugié en Israël avec son frère Wlodiemiercz depuis 1996. Repérés en 2005 par la justice polonaise qui les accusait de vol de matériel électronique, de contrefaçon de documents, et de nombreux autres faits délictueux, les deux suspects ont été arrêtés. Wlodiemiercz Dern a accepté une extradition volontaire en 2010. Il a été condamné à cinq ans et demi de prison en Pologne. Janusz a multiplié les procédures pour aboutir au même résultat.

Dans la foulée, quelques-uns – mais pas tous – des nombreux Français installés en Israël après s'être livrés à des escroqueries dans l'Hexagone ou ailleurs ont

été extradés. Mais les dossiers relatifs aux français traînent car la justice israélienne ne prend ces affaires à cœur. Ils ne constituent pas sa priorité et lorsqu'elle s'y intéresse, c'est en prenant son temps.

Un pays comme un autre

Nous verrons que les histoires de mafia israélienne sont souvent abracadabrantes. Qu'elles dépassent le cadre étriqué et provincial de l'État hébreu pour nous entraîner sur les cinq continents. Qu'il s'agisse d'un parrain de Netanya recruté par les services de renseignements du Nigeria, d'un autre ordonnant un assassinat en Californie à partir d'une terrasse d'Anvers, d'une réunion secrète de plusieurs « parrains » organisée dans un café de Bruxelles pour préparer un attentat sanglant en plein cœur de Tel-Aviv, ou d'une petite frappe de la région de Haïfa prenant le contrôle du trafic mondial d'ecstasy à partir d'un penthouse new-yorkais, ces affaires présentent toujours un aspect baroque et surprenant.

« Israël sera un pays comme un autre lorsqu'il aura ses voleurs et ses prostituées », déclarait souvent David Ben Gourion, premier ministre de l'État hébreu à peine créé qui s'inspirait des paroles du poète Haim Naham Bialik. Soixante-huit ans plus tard, nul ne pourra nier que leur prophétie s'est réalisée. Les « grands noms » de la criminalité organisée « blanche et bleue » sont devenus des acteurs incontournables de la vie de leur pays. Et des autres où ils se sont implantés.

Cruels, manipulateurs et ambitieux, ils développent une vision manichéenne de la société qui les entoure : les amis d'un côté, les ennemis de l'autre, et les cadavres au milieu. Mais ce sont également des hommes d'affaires pragmatiques s'évertuant à corrompre des policiers et à caresser la classe politique dans le sens du poil pour mieux infiltrer les rouages de l'État. Plusieurs chapitres de cet ouvrage démontrent qu'ils y parviennent très bien et que, si l'on n'y prend pas garde, leur influence grandissante risque de transformer Israël en une république bananière. Fût-elle, selon l'expression couramment employée, la « plus démocratique du Proche-Orient ».

1. Jacques Derogy, *Israël Connection. La mafia en Israël*, Plon, 1980.

2. Mickey Cohen, *My Own Words*, Prentice-Hall edition, 1975.

3. Sur la vie de Meyer Lansky, voir Uri Dan, Denis Eisenberg, Eli Landau, *Meyer Lansky, mogul of the mob*, Paddington Press, 1979.

4. Voir Jérôme Pierrat, *Caïds story, un siècle de grand banditisme*, La Manufacture de livres, 2011.

I.

Les premiers parrains

« Les événements portés à notre connaissance, les renseignements que nous avons pu recueillir et vérifier, nous amènent à conclure que la réponse à la question de l'existence d'une criminalité organisée en Israël est positive ».

En 1977, présidée par l'ex-procureur général Erwin Shimron, la première commission d'enquête sur la criminalité organisée en Israël clôture la rédaction de son rapport de cent trente-six pages. Siégeant à huis clos dans un local de Beit Agron, un immeuble sans cachet du centre de Jérusalem, les commissaires, parmi lesquels l'ancien directeur général du *Shin Beth* (la sûreté générale aujourd'hui baptisée *Shabak*), l'ex-commissaire général de la police nationale, ainsi que plusieurs spécialistes dont un comptable au fait de l'économie parallèle, ont travaillé d'arrache-pied pour récolter les déclarations de dizaines de policiers, d'ex-policiers, de truands plus ou moins repentis ainsi que des membres du personnel judiciaire. La partie publique du document est publiée en février 1978, mais ses annexes contenant les informations factuelles les plus intéressantes sont classifiées jusqu'en 2028.

Ce n'est pas un hasard si la « commission Shimron » a vu le jour en 1976. Car dans la foulée de la guerre de Kippour et du traumatisme national de l'offensive syro-égyptienne, l'économie israélienne a plongé en même temps que le moral national. La criminalité organisée s'est développée alors de manière exponentielle. À l'époque, les relations entre Israël et l'Iran gouverné d'une poigne de fer par le shah Reza Pahlavi, sont chaleureuses. Les deux pays échangent des renseignements, collaborent dans le domaine du nucléaire, et des Israéliens installés à Téhéran réalisent de juteuses affaires en vendant des armes à l'armée impériale. Mais des « *yordim* » beaucoup plus discrets que leurs compatriotes en mission officielle se livrent à un autre genre de commerce : ils achètent de l'héroïne pure provenant d'Afghanistan et l'envoient dans leur pays d'origine, directement ou en transitant par la Turquie, un pays qui entretient lui

aussi de bonnes relations avec Jérusalem. On voit alors apparaître les premiers gros réseaux de trafic de drogues dures – surtout de l'héroïne – opérant avec des « *yordim* » installés en Europe et approvisionnant Israël.

Certaines de ces filières sont éphémères. D'autres, telle celle mise en place par David Marciano, Abraham Elimech et consort, ont fonctionné jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Avant d'être démantelée, cette organisation passait pour l'une des plus structurée de l'État hébreu[5].

En tout cas, l'impact du rapport de la commission Shimron est énorme en Israël : le public découvre subitement un aspect de la société qu'il ne connaissait pas.

Les amis travaillistes de « Mentesh »

Lorsque Ben Gourion a proclamé l'indépendance de l'État hébreu en 1948, la criminalité organisée était aussi embryonnaire que les autres secteurs de la société en gestation. Certes, il existait des gangs criminels épars, dont certains formés de survivants de la Shoah, ainsi que des bandes se livrant principalement au marché noir, au proxénétisme et au racket. L'usage de drogues dures restait confiné à quelques cercles d'Européens bourgeois ayant émigré dans les années trente pour fuir le nazisme.

Tout a changé avec la montée en puissance d'un juif de Salonique qui avait émigré clandestinement avec un groupe de jeunes gens de son âge fort agiles de leurs poings : Mordekhai Shimshi.

Ambitieux et prêt à tout pour réussir, le jeune homme âgé de seize ans s'était installé une première fois en Palestine sous son vrai nom. Mais il a été expulsé en 1933 par les autorités mandataires britanniques, ce qui ne l'a pas empêché de revenir un peu plus tard sous la fausse identité de « Mordekhaï Sarfati ».

Durant la période troublée précédent l'indépendance d'Israël, des commandos de la *Haganah*, la principale organisation armée juive, dévalisaient régulièrement les entrepôts de l'armée mandataire britannique et Shimshi était un spécialiste en la matière. Ce qui a lui a valu d'être surnommé « le Déménageur ». Également appelé « Mentesh », le Salonicien était basé à Jaffa, une ville palestinienne intégrée plus tard dans le « grand Tel-Aviv ». Entouré de ses gros bras, il faisait régner l'ordre sur les quais du port pour le compte de la

Histadrout, le syndicat unique qui refusait d'intégrer des travailleurs arabes dans ses rangs en vantant le « renouveau du travail hébraïque ».

« Mentesh » et son groupe se livraient à de nombreux trafics. La période était propice car le jeune État connaissait d'importantes difficultés économiques. Des années difficiles auxquelles les historiens donneront le nom de « *Tzena* », la disette, et qui sont notamment marquées par de sévères mesures de rationnement, donc, par un marché noir florissant, qu'une section spéciale du *Shin Beth*, la sûreté générale de l'époque, installée dans un bâtiment palestinien abandonné proche du port de Jaffa, était chargée de combattre.

Imposée par le ministre du Ravitaillement Dov Yossef, la « disette » était sévère : certes, on trouvait du pain blanc à volonté mais la consommation mensuelle de maïs et de sucre était limitée à 60 grammes et à 58 grammes par personne. S'y ajoutaient 75 grammes de viandes, 17 grammes de riz et 8 grammes de pâtes. Du moins, lorsqu'il y en avait en magasin…

Le marché noir était donc prospère et si « Mentesh » en était un acteur important, il n'était pas le seul à opérer sur le marché tel-avivien. Parmi ses rivaux figurait notamment Mikha Rokenstein, alias « Pepe » ou « le Cerveau », un ex-Roumain dont l'organisation était elle aussi spécialisée dans les cambriolages de maisons privées et le déménagement des hangars. Autre concurrent : Reuven Grinberg, alias « Romek », un ancien de l'organisation d'extrême droite « *Lehi* » dissoute par Ben Gourion à la création de l'État hébreu.

Si « Romek » a terminé sa carrière comme indicateur de la police à la petite semaine, Mordekhaï Shimshi a su profiter du « *balagan* », expression hébraïque équivalente à « bordel ambiant » pour prendre de l'importance. Personne ne lui est jamais arrivé à la cheville.

Sa collaboration passée avec la *Haganah*, son incontestable courage physique et sa « *houtzpah* », son culot, l'autorisaient à entrer en contact avec les grands noms du mouvement sioniste parmi lesquels le futur premier ministre Lévi Eshkol. Cette proximité avec les dirigeants politiques du nouvel État, Shimshi, qui était entre-temps parvenu à faire avaliser la transformation de son nom en « Mordekhai Shimshi-Sarfati », l'a cultivée autant qu'il a pu. C'était un ami proche de Moshé Dayan et de sa famille avec lesquels il a toujours gardé de bonnes relations. Propriétaire d'entreprises de fret, de transport, de

déménagement, ainsi que de services hôteliers, il avait le bras vraiment très long durant les années 1950-1970. Puis, son influence a décru en même temps que celle du parti travailliste. Atteint par la maladie de Parkinson, il est mort d'un infarctus en 1991. À l'âge de 74 ans et dans l'indifférence générale.

Il existe très peu de photos de « Mentesh » car l'homme n'aimait pas les objectifs et c'était un taiseux sachant garder son calme en toutes circonstances. Les rares clichés de lui encore existant sont en noir et blanc. Ils ont été pris au cours de soirées organisées en présence du gratin travailliste.

L'État hébreu des débuts n'avait pas grand-chose à voir avec le pays ultralibéral et la pépinière de *start-up* que nous connaissons aujourd'hui. Sous la férule de Ben Gourion, l'étatisme socialiste régnait en maître. De nombreux secteurs de la vie publique étaient contrôlés par une administration indolente et tatillonne. Grâce à ses relations au *Mapaï*, le parti travailliste omnipotent, « Mentesh » régnait sur le marché de l'immobilier public de Tel-Aviv. Il intervenait, entre autres, dans le processus de distribution des logements, ainsi que dans l'évacuation manu militari des locataires mauvais payeurs. Une source de pouvoir importante.

Le nom de Shimshi circulait également parmi les entrepreneurs désireux de décrocher un marché public, de faire accélérer une procédure administrative ou de contacter tel ou tel membre important de l'*establishment*. Les obligés de « Mentesh » savaient-ils que leur « ami » rackettait les commerces et contrôlait le marché de la prostitution dans plusieurs villes ? Impossible d'obtenir une réponse lorsque l'on contacte des anciens responsables travaillistes et du syndicat unique, la *Histadrout*.

Affable et bon vivant, toujours prêt à danser sur les tables au cours de soirées durant lesquelles l'ouzo coulait à flot, le « déménageur » tirait son influence de l'imbrication de son organisation avec l'appareil travailliste, dont les dirigeants fermaient vertueusement les yeux sur ses activités illégales. Quand ils ne collaient pas les affiches électorales du *Mapaï*, les hommes de « Mentesh » assuraient la sécurité de ses meetings, et il leur arrivait régulièrement de se heurter à ceux d'un dénommé Yakobeleh Cohen, dont les sbires étaient, eux, employés par le *Hérout-Likoud* de Menachem Begin.

« Mentesh » avait délégué la gestion du service d'ordre travailliste à son lieutenant Ezra Shemtov Mizrahi, un sportif tout en muscles issu du quartier pauvre de Shapira au sud de Tel-Aviv. Preuve de l'infiltration de la pègre israélienne avec le monde travailliste d'alors, c'est cet homme aux poings d'acier qui a parfois assuré la sécurité personnelle de Ben Gourion avant que le *Shin Beth* ne s'en occupe de manière beaucoup plus professionnelle.

À l'instar des gangsters juifs new-yorkais recrutés par les syndicats locaux du début du vingtième siècle, les hommes de Mordekhai Shimshi intervenaient partout où le *Mapaï* et ses organisations satellites voulaient faire respecter leur autorité. Empêcher la création d'une organisation syndicale concurrente ? Saboter les activités des partis d'opposition ? Il suffisait de demander et Ezra Shemtov Mizrahi envoyait ses balèzes.

L'efficacité de ce dernier était appréciée en haut lieu. Elle lui a valu de décrocher le monopole de la vente de pastèques sur les marchés publics de Tel-Aviv. Une importante source de revenus dans un pays où les systèmes de distribution étaient alors encadrés par une administration intraitable. Les meilleures choses ayant toujours une fin, Ezra Shemtov Mizrahi n'a pas profité longtemps de son passe-droit : il a été abattu dans le cadre d'un règlement de comptes avec une bande de juifs pieds-noirs opérant alternativement en France et dans l'État hébreu.

De 1948 à 1977, année de la victoire de l'opposition nationaliste aux élections, aucun parrain israélien n'a eu autant d'influence que Mordekhai Shimshi Certes, au début des années 2000, ses lointains successeurs l'ont dépassé en s'infiltrant au sein de la direction du *Likoud*, le parti dominant à la *Knesset*, alors dirigé par Ariel Sharon, mais l'ancien fier-à-bras originaire de Salonique peut se flatter d'avoir été un précurseur. S'il avait vécu en URSS ou en Russie, on l'aurait surnommé « *Vor v Zakone* » un voleur dans la loi, une expression décrivant ces personnages surpuissants coiffant de nombreuses activités mafieuses. En Israël, c'était simplement « Mentesh ».

Yaakov Cohen, alias « Yakobeleh »

En 1976, la commission d'enquête sur la criminalité organisée en Israël présidée par l'ex-procureur général Erwin Shimron s'est spécialement déplacée à

Londres pour interroger un personnage inquiétant, sorte de requin au visage rond et à la peau foncée qui passait alors pour l'un des premiers vrais parrains du milieu israélien : Yaakov Cohen, alias « Yakobeleh ».

Né en Iran, le sexagénaire à l'air jovial et au ton mielleux avait été l'un des animateurs des nuits tel-aviviennes. Impliqué dans plusieurs affaires criminelles, « Yakobeleh » a ensuite erré en Amérique du Sud et aux États-Unis pour échapper aux foudres de la justice son pays. En fin de vie, il s'est fixé à Londres où il est mort en 1978.

Pourquoi le juge Shimron tenait-il tant à le rencontrer ? Parce que l'homme était considéré comme une encyclopédie vivante de la pègre blanc et bleu. « Il connaît tout sur tout le monde, même ce que les intéressés eux-mêmes ne savent pas », disait-on de lui à l'époque.

Lorsqu'il a reçu l'ex-magistrat, « Yakobeleh » se savait malade. Ses jours étaient comptés et il n'avait plus rien à perdre. L'occasion s'offrant à lui de passer à confesse, il a donc balancé ses amis, ses associés et ses rivaux, dévoilé les tenants et les aboutissants d'affaires non résolues.

Étrange comportement de la part d'un ancien petit voyou qui avait commencé sa carrière criminelle dans les années cinquante comme homme de main d'un petit gang de Polonais ayant survécu à la Shoah. Des déracinés à la dérive échoués en Israël parce qu'ils n'avaient nulle part d'autre où aller et que la « *Sokhnout* », l'agence juive chargée de l'immigration clandestine vers la terre promise, leur avait tendu les bras.

Pour survivre, bon nombre d'anciens déportés avaient en effet dû « se débrouiller » à la sortie des camps nazis. Sans papiers, sans statut, sans famille ni domicile, ces Polonais-là étaient devenus des criminels qui ont poursuivi leurs activités illégales après s'être installés en Palestine sous mandat britannique.

Avec eux, Yaakov Cohen a été impliqué dans divers cambriolages ainsi que dans une affaire d'assassinat pour laquelle il a cependant été blanchi faute de preuves. En tout cas, ce sont bel et bien ces Polonais qui lui ont mis le pied à l'étrier.

Dans le cadre de son cursus criminel, « Yakobeleh » a en effet touché à tout ce qu'il y a d'illégal. De la fraude au blanchiment en passant par le proxénétisme, la gestion de boîtes de nuit douteuses, les prêts à taux usuraire, le racket et le trafic

de diamants. Une activité pour laquelle il a d'ailleurs été arrêté au Brésil en 1977.

Lorsqu'il régnait sur le Tel-Aviv by night des années soixante, « le parrain » était le propriétaire officiel de plusieurs night-clubs et immeubles. Mais il en gérait beaucoup d'autres en sous-main, grâce à des prête-noms. Dans son grand appartement de la rue Arlozorov, il recevait le Tout Israël, y compris les dirigeants du parti « *Hérout* », « Liberté », le parti nationaliste de Menachem Begin dont il soutenait les campagnes électorales, faisant le coup de poing contre les hommes de « Mentesh ».

En réalité, le premier parrain de l'État hébreu alimentait son fastueux train de vie grâce à l'usure. Des prêts à taux exorbitants qu'il accordait à des industriels, des propriétaires de discothèques, des entrepreneurs en difficulté, des commerçants au bord de la faillite. Lorsque ses obligés n'arrivaient plus à rembourser – ce qui était toujours le cas –, il leur envoyait les frères Danokh, ses récupérateurs de créances. Deux brutes qui obligeaient les commerçants du centre de Tel-Aviv à accepter leur « protection » et qui menaçaient parfois les récalcitrants de leur crever les yeux avec une perceuse électrique.

« Le Bigleux » vous salue bien

De toutes les personnalités politiques entendues par la commission d'enquête en 1976, Ehoud Olmert, le futur premier ministre de l'État hébreu qui entamait une carrière politique prometteuse au sein du *Likoud*, est sans doute la plus surprenante. Âgé de trente- deux ans à peine mais le crâne déjà dégarni, ce jeune loup élevé dans une famille de la droite nationaliste ne cachait pas son ambition. Puisqu'il fallait se faire un nom et trouver un cheval de bataille, autant prendre la posture du chevalier blanc combattant la délinquance et la corruption.

En tant qu'avocat pénaliste, « le Bigleux » – c'est ainsi que certains de ses anciens collègues du barreau le surnommaient en raison de ses lunettes aux verres épais – avait défendu quelques figures de la pègre. Il connaissait donc le milieu.

À la tribune de la *Knesset*, épaulé par Yossi Sarid, un autre jeune loup qui allait, lui, faire carrière au *Mapaï* avant de devenir vingt-cinq ans plus tard le président du petit parti progressiste *Meretz et une* icône du « camp de la paix »,

« le Bigleux » se singularisait par ses harangues enflammées contre « la gangrène mafieuse au pouvoir ». Habitué aux discours lénifiants des leaders travaillistes en place depuis 1948 et à la propagande des médias officiels vendant les bienfaits du *kibboutz*, le public adorait. La presse écrite, du moins celle qui n'était pas aux ordres, assurait le relais.

Orateur incisif, Olmert n'était pas impressionné par les membres de la commission qui l'entendaient. Il affichait – et affiche encore quarante ans plus tard – le culot caractéristique des S*abras*. Chez lui, pas de langue de bois. Il lâchait des noms et révélait des faits précis en exigeant, entre autres, que la série d'articles sur la criminalité organisée publiée par le quotidien *Haaretz* entre 1973 et 1976 – la première du genre – soit prise au sérieux par le pouvoir travailliste. Que le législateur vote de nouvelles lois anti-mafia et que la *PNI* s'adapte à la situation criminelle de l'époque. Révolutionnaire !

Ehoud Olmert et Yossi Sarid étaient alors les pivots de la commission des sports de la *Knesset.* Ils profitaient de cette tribune pour faire parler d'eux en dénonçant les rencontres de football truquées par les organisations criminelles organisant des paris clandestins, les achats d'arbitres, la corruption du monde sportif, et les difficultés subies par les joueurs honnêtes soumis aux menaces.

Des errements du monde sportif, les deux élus ont cependant rapidement dévié rapidement vers ceux de certains membres de la classe politique, ainsi que de la hiérarchie militaire et de ceux qui leur tournent autour. Du chaud, du très chaud. Voire iconoclaste dans un pays habitué à la langue de bois. Mais les deux élus n'en avaient cure. D'autant que leur campagne était relayée par le *Haaretz* et surtout par *Aolam Hazeh*, *Ce Monde-là*, un hebdomadaire populaire dirigé par Ouri Avnery, la future icône de l'extrême gauche pacifiste israélienne.

Le 28 décembre 1976, devant ses pairs, Olmert enfonce en tout cas un nouveau clou. Reprenant des informations parvenues au *Aolam Hazeh*, il affirme « avoir appris que la police dispose de suffisamment d'éléments pour inculper Abraham Ofer, ministre du logement depuis 1974 ». Ce dernier, travailliste bon teint et personnage important de ce parti, contrôle le secteur de la construction.

La société israélienne de l'époque est partiellement collectiviste et les pouvoirs publics construisent des HLM à tour de bras pour loger les nouveaux immigrants. L'une de ces sociétés publiques, Shikun ovdim, a été dirigée par le

ministre, que « le Bigleux » accuse d'avoir détourné les fonds vers les caisses noires du *Mapaï*. Ehoud Olmert tape dur. Il soupçonne le cacique travailliste de s'être également rempli les poches et d'avoir privilégié certains entrepreneurs douteux liés à la criminalité organisée. Vrai ou faux ? Peu habitué à affronter ce genre d'attaque, le ministre balbutie et nie en promettant des explications[6].

Toujours en 1976, Ehoud Olmert franchit un nouveau pas en affirmant que des « éléments au passé militaire glorieux » et même « un officier supérieur » de *Tsahal* seraient liés à la mafia locale. Coup de tonnerre à Jérusalem ! Car moins de dix ans après la fin de la guerre des Six jours de juin 1967, les généraux sont encore auréolés d'un grand prestige. Malgré la semi-défaite de la guerre de Kippour d'octobre 1973, bon nombre de ces galonnés passent encore pour des demi-dieux. Des héros dont la photo orne les T-shirts pour touristes et les services de vaisselle familiaux. S'en prendre à leur réputation équivaut à cracher sur le drapeau, voire à trahir le pays.

Très vite, les commentateurs comprennent que « le Bigleux » vise Rehavam Zeevi, alias « Gandhi », un ancien major général de *Tsahal* promu conseiller pour la lutte antiterroriste du premier ministre Itzhak Rabin en 1974. Or, cet officier supérieur a priori irréprochable profite de ses fonctions officielles pour faire quelques extras. Pour conseiller l'une ou l'autre dictature sud-américaine auxquelles il propose également ses services rémunérés en tant que spécialiste de la sécurité. Et le cas échéant, il n'hésite d'ailleurs pas non plus à leur vendre des armes…

Manifestement tuyauté de l'intérieur, Olmert révèle en tout cas que sa tête de Turc est associée à Betzalel Mizrahi, un homme d'affaires haut en couleurs qui se présente comme « promoteur immobilier et touristique », mais que la *PNI* considère comme l'un des pivots de la criminalité organisée.

Le déclin de Betzalel Mizrahi

Né à Shapira, un quartier pauvre du sud de Tel-Aviv dans une famille séfarade de sept enfants, l'homme a bâti sa fortune à la force du poignet. « Bâtir » est le terme approprié car Betzalel Mizrahi a initié de nombreux projets immobiliers modernes à Tel-Aviv. Des immeubles avec ascenseurs dans une ville parsemée de constructions lépreuses datant du mandat britannique. En outre, il a participé

au développement de la station balnéaire d'Eilat en y construisant des hôtels, et il a dans ses cartons des dizaines de projets couvrant l'État hébreu.

À la fin des années soixante, l'entrepreneur est devenu un symbole de la réussite. Il donne des fêtes somptueuses en présence des vedettes du show-biz, finance le club de football des Bnei Yehouda de Tel-Aviv, et tient table ouverte. On y croise des personnalités politiques en vue et des généraux tels l'ex-chef de l'état-major Moshe Dayan et Motti Hod, chef de l'aviation durant la guerre des Six jours.

Tout le monde lape dans la gamelle du petit séfarade, tout le monde sauf les enquêteurs de la *PNI* qui le considèrent comme le blanchisseur en chef du milieu. En 1976, le *Haaretz* publie la fameuse « liste des onze » et Betzalel Mizrahi y figure en bonne place : un coup de massue pour l'entrepreneur qui perd tous ses « amis » en quelques heures.

Abattu, l'homme d'affaires se défend comme il le peut. Il nie, évoque une « campagne de diffamation policière », et assigne le *Haaretz*, qui sera condamné en première et en deuxième instance, ainsi que devant la cour suprême. Mais le verdict tombera trop tard car, en attendant, les politiques l'ont oublié et les glorieux généraux feignent de ne l'avoir jamais rencontré. Tous sauf un : Rehavam Zeevi, alias « Gandhi ».

Devant la commission Shimron, Ehoud Olmert donne des informations précises sur les relations entre l'officier supérieur et l'homme d'affaires. Il a même rencontré Betzalel Mizrahi et l'a enregistré clandestinement. Dans la foulée, il prétend avoir été menacé de mort au cours d'une réunion de conciliation organisée entre lui et ses deux adversaires dans un hôtel de Tel-Aviv. Ce que nie le duo qui accuse en retour le député de vouloir se faire un nom sur son dos « avec la complicité du *Haaretz* ».

Pourtant, le jeune loup du *Likoud* n'en démord pas. Il affirme entre autres que Rehavam Zeevi et Betzalel Mizrahi font des affaires avec Rahamim Aharoni, alias « Goumadi », et Touvia Oshri, des mafieux d'origine yéménite repris eux aussi sur la « liste des onze ». Des durs à cuire alors impliqués dans de nombreux dossiers criminels dont un trafic d'héroïne et, plus tard, un double assassinat qui leur vaudra une condamnation à la perpétuité au début des années quatre-vingt.

Un général aux ordres

Né lui aussi dans une famille pauvre, Oshri était parvenu à s'élever un peu sur l'échelle sociale en devenant menuisier. Quant à Aharoni, il vivotait comme tailleur de diamants. Au début des années soixante, les deux hommes sont devenus copains comme cochons et se sont associés pour former la bande du Kerem HaTeimanim (un quartier malfamé de Tel-Aviv situé à face à la mer) que les médias de l'époque considéraient comme « la première mafia israélienne ».

Spécialisés dans les cambriolages et même dans l'enlèvement de diamantaires, dont celui de Moshé Graufman en avril 1969, Oshri et Aharoni ratissaient alors très large. Ils prenaient l'argent là où il était et ne mettaient pas de gants.

En octobre 1971, grâce à leur complice Amos Orion qui s'était fait engager par la *Brinks*, une entreprise de gardiennage et de sécurité, les deux hommes envisagent de vider les coffres de la société situés au sous-sol de la tour Shalom, en plein cœur de Tel-Aviv. Un coup magistral et a priori bien pensé qui devait leur rapporter un pactole de plusieurs millions de dollars.

Mais l'opération ne se passe pas comme prévu : certes Amos Orion arrive aux coffres mais l'officier de sécurité chargé de surveiller les lieux est pris d'un doute. Il pose des questions, le ton monte et Orion ouvre le feu. Son collègue meurt immédiatement après avoir réussi à prévenir la police.

Condamné à la perpétuité, Orion n'a jamais donné le nom de ses commanditaires. Mais il leur en a toujours voulu. D'autant qu'Oshri a profité de l'enfermement de son complice pour séduire son épouse et lui faire un enfant.

Gracié au bout de huit ans de détention pour bonne conduite, Orion avait largement eu le temps de ressasser sa vengeance. Après avoir exigé de ses ex-associés un « dédommagement » de trois cent mille dollars qu'il n'a pas obtenu, il a tenté de liquider Oshri. Mais ce dernier était sur ses gardes. Au cours d'une altercation, il a finalement abattu Orion et le factotum qui l'accompagnait en vidant sur eux un chargeur de mitraillette Ouzi.

Pendant qu'Orion moisissait derrière les barreaux, Oshri et Aharoni étaient devenus des hommes d'affaires en vue. Ils menaient grand train, organisaient des soirées où se pressait le « tout Tel-Aviv », et couvraient leurs revenus mafieux grâce aux activités de « Bar-Bakar », une usine de transformation de viande située dans la zone industrielle de Bat-Yam.

C’est d’ailleurs dans cette usine qu’Orion et son complice ont été tués puis démembrés avec une scie électrique avant d’être enterrés dans les dunes d’Ashdod.

Fin de l’histoire ? Non car cet enterrement hors du commun a été confié à un proche d’Oshri ainsi qu’à un employé de « Bar-Bakar », qui ont bâclé le travail. Il n’a donc pas fallu longtemps pour qu’un chien soit attiré par l’odeur, que son maître rapplique, et que la police débarque dans la foulée.

Selon les procès-verbaux dressés à l’époque, un morceau de jambe émergeait du sable, raide comme un piquet…

Un relent de corruption

Sentant le danger, Oshri et Aharoni contactent alors leur « ami » Rehavam Zeevi – un assidu de leurs nombreuses fêtes nocturnes – pour lui demander de l’aide. En l’occurrence, ils veulent que le prestigieux général intervienne auprès de ses relations au sein du Mossad pour obtenir des conseils professionnels afin de quitter discrètement Israël par la mer.

Les deux patrons de « Bar-Bakar » se savent soupçonnés par la PNI mais ils ignorent que celle-ci les a placés sur écoute téléphonique. Grosse erreur. Car les enquêteurs enregistrent les deux mafieux demandant au général de se rendre clandestinement dans un appartement de Tel-Aviv afin de les rencontrer et de les tuyauter sur les moyens de se faire la belle :

– Tu viendras », lui demande Oshri,

– S’il le faut je viendrai », répond Zeevi.

Pour Oshri et Aharoni, « Gandhi » était le contact idéal puisqu’il était également conseiller spécial du ministre de la Police, aujourd’hui requalifié en ministre de la sécurité intérieure.

Ce faisant, Zeevi n’a évidemment eu aucun mal à accéder aux informations confidentielles relatives à l’enquête sur ses deux amis. Sur ces conseils, ceux-ci ont d’ailleurs abandonné l’idée de fuir par la mer pour acheter des billets d’avion à destination d’Amsterdam. Sous une fausse identité, bien entendu. Celles – plutôt transparentes – de « Aharonovitch » et de « Oshrovitch ».

Rehavam Zeevi n’était pas un idiot. Ni un naïf. Il connaissait la nature des activités des deux fuyards. Il savait donc ce qu’il faisait lorsqu’il s’est rendu

incognito à Amsterdam pour donner à ses amis – et quasiment ses complices – des informations sur l'enquête les concernant.

Mais Oshri, qui est un Oriental bon teint, n'en pouvait plus de vivre chez les Bataves. La pluie, le ciel gris, ce n'était pas pour lui. Malgré les conseils de son avocat, il est donc revenu clandestinement à Tel-Aviv où la police l'a rapidement repéré. Et arrêté.

Quant à « Goumadi », il a poursuivi sa cavale solidaire en Italie où il a été épinglé un an et demi plus tard suite à une conversation téléphonique avec son épouse restée en Israël.

Les deux fuyards ont été condamnés à la perpétuité mais libéré après dix-huit ans en raison de leur grand âge et de leur état de santé fluctuant. « Goumadi », qui avait également écopé de douze ans de prison pour avoir tenté d'importer de l'ecstasy aux États-Unis au début des années quatre-vingt, a vu sa peine réduite à huit ans. Il a retrouvé la liberté en février 2014 mais forcée de porter un bracelet électronique jusqu'en octobre de la même année. Alors âgé de 75 ans, il ne représentait plus aucun danger aux yeux de la police israélienne. Il s'est éteint le 24 janvier 2016 dans l'indifférence générale.

Profiteurs de guerre

Lorsqu'il a lancé ses accusations devant la commission Shimron, Ehoud Olmert n'était pas au courant de tous les tenants et les aboutissants de l'affaire Aharoni/Oshri/Zeevi même s'il savait que le général n'était pas blanc blanc.

Accusant le député du Likoud d'être un « diffamateur » et « menteur pathologique », «Gandhi » ne s'est pas laissé faire. Il s'est prétendu victime d'une cabale et a déposé plainte contre Olmert mais il a été débouté.

Désireux de « laver son nom » malgré tout, « Zeevi » a alors déclenché une nouvelle procédure mais l'initiative était plus médiatique que sérieuse. Il l'a abandonnée en 1982 lorsque ses avocats lui ont fait comprendre qu'elle n'aboutirait pas.

Revenons maintenant à la guerre des Six jours et à la victoire militaire israélienne de juin 1967. En effet, avant le début des hostilités, la population de l'État hébreu s'attendait à une longue et difficile période de souffrance, voire, pour une partie d'entre elle, à une nouvelle Shoah.

Après six jours de combats, la conquête par Tsahal de la Cisjordanie, du plateau du Golan, du désert du Sinaï, ainsi que de la partie arabe de Jérusalem où se trouve le mur des Lamentations, est donc apparue comme un « miracle » annonçant la prochaine venue du Messie.

Sur le terrain, la colonisation des zones conquises débute rapidement. Elle dope l'économie car tout est à faire. Il faut construire de nouvelles bases militaires, des infrastructures, des systèmes de communications. Trois mois à peine après la victoire, les premiers colons portés par une vague de messianisme installent les premières tentes qui seront rapidement remplacées par des caravanes, puis par des constructions en dur.

Les opportunités d'affaires se multiplient et des personnages douteux gravitent autour des décideurs politiques ou militaires. Pour autant qu'il dispose d'un accord de l'administration militaire de « Judée-Samarie », la Cisjordanie occupée, un entrepreneur peut acquérir des terres palestiniennes pour une bouchée de pain et les transformer en lotissements pour Israéliens. C'est à cette chasse aux opportunités que s'attellent, avec l'aide de Rahavam Zeevi, quelques hommes d'affaires liés à des personnalités mafieuses désireuses de blanchir leurs revenus illégaux.

« On vit des millions de dollars provenant le plus souvent d'affaires clandestines et illicites se recycler en un temps record dans la légalité avec la complicité du gouvernement israélien qui, non content de racheter les terrains à des intermédiaires douteux, leur faisait faire également des bénéfices astronomiques », écrit le journaliste d'investigation Jacques Derogy, le premier à s'être intéressé à la criminalité organisée israélienne[7].

Dans ce cadre, l'hebdomadaire *Aolam Hazeh* – encore lui – a déclenché un immense scandale en démontrant l'implication de Zeevi, de Betzalel Mizrahi ainsi que de quelques autres requins dans une combine immobilière : l'achat à un prix défiant toute concurrence et avec des autorisations douteuses d'une partie des terres d'An Nabi Samwil[8], un village idyllique situé au sommet d'une colline à quatre kilomètres au nord de Jérusalem. Un petit paradis sur lequel les promoteurs veulent ériger une implantation réservée aux Juifs. Essentiellement aux membres du personnel de *Tsahal*.

À la bonne soupe

À la décharge de Rehavam Zeevi et de nombreux autres officiers supérieurs de Tsahal qui ont également profité de la situation inédite créée par la victoire inattendue de juin 1967, il faut reconnaître que de nombreux Israéliens « ordinaires » sont également allés à la bonne soupe. On en a vu « emprunter » les bulldozers blindés de Tsahal pour aider l'entreprise de construction officiellement gérée par leur épouse et d'autres parcourir le monde pour vendre à des dictateurs étrangers le *know-how* sécuritaire israélien.

Parmi les figures hautes en couleur de cette époque trouble, le futur président du parti travailliste et futur ministre de la Défense Binyamin Ben Eliezer mérite lui aussi une mention spéciale. Non pas en raison de sa carrière politique mais parce qu'il avait, alors qu'il était Coordinateur des activités civiles israéliennes en « Judée Samarie » (la Cisjordanie occupée) créé à société de vente et d'achat de terrains conquis en 1967.

Comme activité annexe, cette PME installée dans la colonie de Maaleh Adoumim, à la sortie de Jérusalem, s'occupait également du commerce de fruits et légumes.

« Il n'y a pas de petits profits », dit le proverbe. Et Ben Eliezer l'a appliqué à la lettre puisque sa longue carrière ministérielle (Logement, Affaires économiques, Infrastructures nationales, etc.) a été émaillée de scandales étouffés de justesse. Jusqu'à ce qu'il soit inculpé en octobre 2015 de corruption, de fraude, d'abus de confiance et de blanchiment pour avoir accepté de l'argent en liquide de la part d'hommes d'affaires israéliens intéressés à des concessions pétrolières au large du port d'Ashdod.

Autour de la table

Replongeons maintenant dans le conflit qui opposait Ehoud Olmert à Rehavam Zeevi. En 2001, les hasards de la politique ont fait que les deux hommes – le premier était devenu l'une des figures du Likoud et l'autre dirigeant un petit parti d'extrême droite baptisé *Moledet* (Patrie)- se sont retrouvés au sein du même gouvernement dirigé par Ariel Sharon.

Certes, *Moledet* ne pesait pas lourd sur la scène politique mais Zeevi prônait une répression féroce de l'*intifada et* exigeait le transfert des Palestiniens de Cisjordanie vers les pays arabes voisins.

« Gandhi », qui considérait le Likoud comme « *une bande de fiottes* » est en tout cas entré dans le cabinet de Sharon au nom de « l'unité nationale face au terrorisme palestinien ».

Même unis contre « le méga-terroriste Arafat », les relations entre « Gandhi » et Olmert sont restées exécrables. Chaque dimanche, à l'occasion du conseil des ministres, les deux hommes étaient certes assis autour de la même table mais ils évitaient de se regarder et ne se parlaient quasiment pas. Dans les réceptions officielles, ils évitaient de se croiser et les contacts entre les deux cabinets étaient réduits au strict minimum administratif.

Rehavam Zeevi n'est cependant pas resté longtemps dans cette majorité d'extrême droite qu'il estimait « trop molle ». Le 17 octobre 2001, peu après l'annonce de sa démission, il a été assassiné par le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et enterré sur le mont Herzl, le cimetière national réservé aux héros. Une autoroute et plusieurs bâtiments publics portent aujourd'hui son nom et les hommages qui lui sont rendus annuellement n'évoquent jamais ses relations mafieuses.

De son vivant, Gandhi a toujours refusé de déposer plainte contre les journaux qui évoquaient ses liens avec sa criminalité organisée, et notamment le défunt quotidien *Hadashot* (*Les Nouvelles*) qui lui a consacré plusieurs dossiers en 1991.

Pourtant, Rehevam Zeevi avait la mémoire longue puisqu'il lui est arrivé de faire menacer de mort plusieurs journalistes qui le menaçaient. Et ce n'étaient pas des paroles en l'air : il a demandé à Touvia Oshri de « faire quelque chose » contre une chroniqueuse du *Yediot Aharonot* qui l'avait qualifié de « général mexicain castagnetas ». De fait, un soir, une bombe a explosé devant la porte de la jeune femme.

Le 14 avril 2016, Ouvda, l'émission d'investigation de la deuxième chaîne de la télévision a publié un programme spécial consacré à ce héros national israélien dont le nom figure désormais au fronton de plusieurs bâtiments publics. L'émission a apporté de nouvelles preuves de ses contacts avec la criminalité organisée et notamment le fait qu'il organisait des virées dans de luxueux bordels new-yorkais avec le tandem Aharoni-Oshri.

Mais également des informations inédites sur les soldates placées sous ses ordres et qu'il a violées, ainsi que sur les prisonniers palestiniens qu'il tuait de

ses propres mains ou faisait assassiner par d-ses hommes.

Touvia Oshri confirme la plupart de ces faits. En tout cas, lui et Aharoni étaient encore détenus lorsque Betzalel Mizrahi s'est éteint en février 2012.

L'homme d'affaires a été enterré par un jour pluvieux au cimetière de Kyriat Shaoul en présence de ses trois enfants et de son dernier carré de fidèles : le député Likoud et futur président de l'État hébreu Reuven Rivlin, quelques figures mafieuses du passé, ainsi que de Reuven Gavrieli, un homme d'affaires lié au *Likoud* et dont nous n'avons pas fini d'entendre parler.

Devenu un personnage public de premier plan, Ehoud Olmert a poursuivi une carrière nationale qui l'a propulsé à la tête du gouvernement au début de 2006. Mais pas pour longtemps puisqu'il a été contraint de démissionner en 2008 pour « défendre son honneur » dans le cadre de plusieurs enquêtes judiciaires le concernant. Reconnu coupable de corruption et d'abus de confiance, l'ex-« Monsieur Propre » de la vie politique israélienne a été condamné le 25 mai 2015 à huit mois de prison et à une forte amende.

5. Elle délivrait une héroïne de provenance asiatique de bonne qualité.

6. Le 3 juillet 1977, quelques mois avant des élections législatives qui allaient consacrer la victoire du *Likoud*, Abraham Ofer se tirera une balle dans la tête sur une plage de Tel-Aviv.

7. Jacques Derogy, *Israël connection. La mafia en Israël*, *op. cit*.

8. Aujourd'hui, Nabi Samuel.

II

Œil pour œil

A priori, le 24 février 1993 aurait dû être une journée ordinaire pour les commerçants de la rue Hakhachmonaïm, une artère animée du centre de Tel-Aviv où les aubettes à falafels côtoient des cabinets d'avocats et des petits commerces besogneux. En sortant du restaurant de poissons où il a déjeuné en galante compagnie, Yehezkiel Aslan est serein. Pas inquiet en tout cas. Et il a tort, car à peine s'est-il installé à bord de sa BMW noire qu'un tueur circulant à moto s'approche et vide son chargeur sur lui et sur la jeune femme qui l'accompagne.

Il est 13 h 30. Aslan est foudroyé de cinq balles dans la tête et dans le haut du corps. Sa passagère est blessée et l'exécuteur vêtu de noir prend la direction d'Ayalon, le périphérique local dont l'une des bretelles d'accès se trouve à quelques centaines de mètres. C'est un travail de pro réalisé en quelques secondes à peine. Les témoins n'ont pas grand-chose à raconter aux enquêteurs, et ceux qui ont croisé le regard du tueur préfèrent garder le silence.

Officiellement restaurateur et propriétaire d'un magasin de textile ainsi que d'une fabrique de jeans en Galilée, Yehezkiel Aslan, alias « le Lion », quarante-trois ans, n'était pas un enfant de chœur. Emprisonné à New York en 1971 et en 1979 pour trafic de stupéfiants, il figurait lui aussi sur la « liste des onze », et il avait déjà survécu à huit tentatives d'assassinat. En 1989, il avait notamment été atteint par sept projectiles. À force d'être blessé dans des tentatives de « liquidation », son visage était devenu asymétrique.

Figure populaire et respectée du sud de Tel-Aviv, Aslan était un parrain à l'ancienne. Il faisait régner l'ordre dans son quartier et les commerçants l'aiment parce qu'il les protégeait sans leur extorquer de l'argent.

Certes, son exécution n'était pas la première de l'histoire criminelle israélienne, mais elle a été déterminante. Elle a marqué le coup d'envoi d'une

guerre des gangs qui se poursuivait encore en 2015 et qui ne semblait pas près de s'apaiser.

Le Lion est mort

Né dans une famille juive originaire d'Irak, Yehezkiel Aslan a passé sa jeunesse dans le Chrounat Hatikvah, « le quartier de l'Espoir », la zone la plus défavorisée de Tel-Aviv malgré son nom poétique. Créé en 1936 dans le cadre du développement de Tel-Aviv, ce quartier d'une superficie de 94,6 hectares a toujours été considéré comme la « poubelle de la ville ». Un repère de toxicomanes, de prostitué(e)s, et d'assistés sociaux. Un secteur malsain où le souk infesté par les rats jouxtait alors des restaurants orientaux abritant des tripots clandestins et des bordels sordides.

En 2016, on comptait environ douze mille appartements dans le Chrounat Hatikvah mas la plupart d'entre eux n'étaient même pas enregistrés au « Tabou », le registré hypothécaire créé en Palestine lorsque cette dernière faisait partie de l'empire ottoman. Une situation chaotique et inextricable qui favorisait le développement d'organisations criminelles notamment chargées de maintenir l'ordre dans « leurs » rues et de perçevoir les loyers et « droits de protection ».

La population locale s'est tellement habituée à cet état de fait que le maire actuel de Tel-Aviv Ron Houldaï (travailliste) rencontre les plus difficultés pour dresser un registre des parcelles. L'opération devrait débuter en 2017, du moins si les inspecteurs municipaux dépêchés sur le terrain ne subissent pas de menaces…

Des années quarante à quatre-vingt dix, vivre dans l'Hatikvah signifiait végéter dans la pauvreté. Les habitants du quartier étaient marqués par leur origine séfarade et par le paternalisme méprisant dont les responsables de l'État hébreu d'origine ashkénaze, européenne, témoignaient à leur égard.

Comme beaucoup d'autres, « le Lion » a commencé à travailler jeune. Ses parents n'avaient pas les moyens de lui payer des études, et de toute façon, celles-ci ne l'intéressaient pas. Pour faire entrer de l'argent à la maison, il vendait des savons de mauvaise qualité aux voyageurs fréquentant l'ancienne gare routière de Tel-Aviv. Un commerce peu rentable rapidement supplanté par

celui des stupéfiants proposés sous l'étal aux prostituées monnayant leurs charmes dans les toilettes publiques des environs.

À l'époque, un dicton affirmait que « celui qui tient le Chrounat Hatikvah tient Israël ». C'était vrai pour Aslan qui s'est imposé grâce à son culot et à ses méthodes musclées. Car « le Lion » portait bien son nom. Il n'avait peur de rien.

À peine trentenaire, il contrôlait déjà plusieurs salles de jeux clandestines et passait pour un spécialiste de la « protection » rémunérée ainsi que des prêts à taux usuraires. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, il était en tout cas suffisamment influent pour figurer sur la liste des « clients privilégiés » du *Yamar Tel-Aviv*, l'unité centrale de la police de la ville en charge de la lutte contre la criminalité organisée.

Affecté dans la section surveillance de cette structure, Igal Ankori était alors chargé de pister Aslan en permanence. Une tâche difficile à en croire le petit ouvrage de souvenirs qu'il a publié à compte d'auteur peu après avoir pris sa retraite. « Je me souviens qu'à cette période, alors que je me trouvais dans le Chrounat Hatikvah, il m'est arrivé de croiser le jeune Aslan. Celui-ci était convoqué dans le cadre d'une enquête mais nous ne parvenions pas à le loger », a écrit l'ex-flic de terrain.[9]

Aslan était d'autant plus important aux yeux des policiers locaux qu'il avait été condamné à deux reprises aux États-Unis pour trafic de stupéfiants. En outre, en 1971, il avait participé à l'un des premiers « sommets de la mafia » organisé dans l'État hébreu. La rencontre se déroulait dans la chambre 310 d'un grand hôtel du front de mer de Tel-Aviv et des représentants de familles mafieuses américaines avaient été invités pour l'occasion. Mais ces derniers se sont désistés au dernier moment. Avaient-ils appris qu'une surveillance policière était mise en place ? Ont-elles cru à un piège ? De fait, lorsque les policiers décident d'entrer en force pour interpeller ce beau monde, les Américains ne sont pas là.

Surpris par l'irruption policière, « le Lion » et ses amis israéliens ont le temps de jeter des stupéfiants dans les toilettes, mais il en reste sur les fauteuils, sur les tables de chevet et sur la moquette. Du pain béni pour les enquêteurs qui peuvent enfin coincer Aslan. Et le faire condamner à trois ans ferme.

En février 1993, près de mille personnes assistent à l'enterrement du parrain du Chrounat Hatikvah. La police a dressé des barrages filtrants. Certaines rues sont

bouclées car les amis et les curieux affluent. Des vedettes, des journalistes, des prescripteurs d'opinion mais également de nombreux habitants du quartier. Ceux qui lui baisaient la main afin de quémander ses faveurs lorsqu'il s'y promenait. Pourtant, « le Lion » vivait ailleurs depuis longtemps. L'argent coulant à flots, il s'était installé avec sa famille dans une luxueuse villa d'Herzliya Pitouah, une station balnéaire huppée du nord de Tel-Aviv. Mais il se targuait d'avoir la fibre sociale. Il finançait le club de football local des Bnei Yehouda, distribuait de l'argent aux synagogues et aux institutions caritatives, envoyait des dons aux personnes âgées dans le besoin. Comble du cynisme, il soutenait financièrement un centre de désintoxication pour héroïnomanes, et lorsqu'il s'y rendait entouré de sa cour, il recommandait vertueusement aux patients de « ne plus toucher à cette saloperie ».

Peu après l'assassinat d'Aslan, ses hommes ont riposté en abattant un petit truand local qui se targuait de concurrencer le « Lion ». Mais pour le *Yamar-Tel-Aviv*, l'unité centrale de lutte contre la criminalité organisée, la mort d'Aslan porte une autre signature : celle de Zeev Rozenstein, l'étoile montante de la pègre israélienne avec lequel la victime était en froid depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Surnommé « le Loup[10] » par ses proches et « Hachamen[11] » par ses ennemis, Zeev Rozenstein est alors âgé de trente-neuf ans. C'est le truand qui a la cote. Et qui ne recule alors devant rien pour arriver au sommet, quitte à bousculer ou à éliminer ceux qui tenteraient de lui barrer le chemin.

Le grand méchant loup

Né en 1954 dans une famille d'origine roumano-caucasienne, d'un père rescapé de la Shoah et d'une mère venue en Israël par sionisme militant, Zeev Rozenstein n'a pas connu les mêmes difficultés sociales qu'Aslan. Mais il a vécu dans l'une des zones les plus pauvres de Jaffa que l'on appelait « *Shrounat HaMichtara* », le quartier de la police.

Là-bas, il passait pour un garçon timide et sans histoires. Un amateur de foot qui s'exerçait sur un terrain vague putride surnommé le « *bassa* ». Un cloaque en hiver, une étendue de terre aride en été.

Pourquoi a-t-il dévié ? Mystère. Il a en tout cas entamé sa carrière criminelle dès l'adolescence en se livrant à de petits vols et à des cambriolages minables. Officiellement videur dans une discothèque, il est arrêté pour la première fois en 1979 pour avoir cambriolé un bijoutier auquel lui et ses complices ont notamment une bague de grande valeur. Âgé de 23 ans, ce fait d'arme assez minable lui vaudra sa première condamnation à cinq ans de prison.

À sa sortie, le braqueur est devenu un autre homme. Il voit grand et il rêve de brasser millions. À l'époque, personne n'imagine encore que la petite frappe à la voix grave et au regard triste deviendrait un jour le criminel le plus dangereux de l'État hébreu. Et que l'État hébreu devra, bien plus tard, collaborer durant plusieurs années avec le *FBI*, la *DEA* ainsi que leurs homologues européens pour arriver à le faire tomber… en 2004.

Ce n'est pas un hasard si Rozenstein est devenu ce qu'il est dans les rues de Jaffa car, à partir de 1948, cette ville palestinienne abandonnée par la majorité de ses habitants d'origine remplacés par des immigrants juifs, est devenue l'un des viviers de la criminalité israélienne.

En 1974, le film musical « Kazablan » produit par Menachem Golan, un *tycoon* hollywoodien, a fortement mythifié ces mauvais garçons de Jaffa en les présentant comme des durs au grand cœur. Des victimes discriminées en raison de leur condition sociale modeste et de leurs origines séfarades.

Interprété par l'acteur et chanteur Yehoram Gaon resplendissant sous le soleil dans son jean blanc, « Kazablan » est devenu un personnage légendaire de la scène israélienne. Au moment où ces lignes sont écrites, sa vie continue d'ailleurs d'être racontée sous la forme d'une comédie musicale tournant avec succès dans les grandes villes de l'État hébreu.

Or, la vérité est moins séduisante que cette légende. Certes, les *sefaradim* étaient alors fortement discriminés au sein de la société israélienne et ceux qui voulaient réussir devaient se battre plus que les autres. Ou sombrer dans la délinquance. Mais « Kazablan » n'était pas un dur au grand cœur forcé à faire le coup de poing parce que l'on ne lui laissait pas d'autre opportunité.

En réalité, il s'appelait Haïm Dahan et c'était une ordure. Un proxénète connu de la police qui mettait des dizaines de filles au tapin dans des appartements

abandonnés par les réfugiés palestiniens. Et qui les battait de surcroît. Ce qui lui a valu une condamnation à an de prison ferme pour violences.

La passion du jeu

C'est à Jaffa également que fonctionnaient des clubs comme l'Ariana et l'Alhambra où les « mauvais garçons » se rencontraient pour préparer leurs coups au milieu de bourgeois venus s'encanailler en croisant des noms connus de la pègre.

Zeev Rozenstein a donc grandi à bonne école car, jusqu'à la fin des années soixante-dix, on trouvait beaucoup de « Kazablan » et assimilés dans les rues de Jaffa.

Selon les informations glanées en 1993 par la *PNI*, le contentieux opposant « le Loup » à Aslan portait sur le partage du juteux marché des jeux, des paris et des casinos.

En effet, outre ses trafics de stupéfiants, ses salles de jeu clandestines ainsi que la « protection » rémunérée qu'il accordait à certains commerçants de Tel-Aviv, Aslan avait trouvé un filon en or : il organisait chaque fin de semaine un pont aérien pour permettre aux joueurs impénitents d'aller jouer dans les casinos d'Antalya et d'Istanbul où il avait des intérêts.

L'affaire était d'autant plus juteuse que les joueurs sont nombreux en Israël et que les casinos y sont interdits en raison des pressions exercées par les partis religieux.

Pour assouvir leur passion, les flambeurs israéliens avaient alors le choix entre les salles de jeux clandestines et les « bateaux touristiques » d'Eilat qui se transformaient en tripots dès leur entrée dans les eaux internationales. S'y ajoutaient les casinos des grands hôtels turcs situés à une heure de vol.

Ce marché, Aslan a été le premier à l'exploiter mais à sa sortie de prison, Rozenstein est venu piétiner ses plates-bandes organisant ses propres réseaux de transport, suivi en cela par de nombreuses autres.

En 1998, lorsque l'*AKP*, le parti islamo conservateur turc fraîchement arrivé au pouvoir à Ankara, a interdit les jeux d'argent et ordonné la fermeture des casinos, a peu près toutes les grandes familles criminelles israéliennes de l'époque avaient investi en Turquie. Contraintes et forcées, elles se sont alors

repliées sur les pays de l'ex-bloc communiste et ouvert des hôtels casinos en Tchéquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Arménie. Mais Rozenstein s'y trouvait déjà. À Prague, à Budapest et à Bucarest notamment où il avait investi dans les salles de jeu et dans les hôtels attenants.

Au moment où il a été éliminé, Aslan avait de nombreux rivaux : les frères Aberjil dont nous reparlerons un peu loin, mais surtout Rozenstein, qui passait pour le concurrent le plus offensif du « Lion ». Le plus motivé à le remplacer, en tout cas.

« Nous avions beaucoup d'informations sur lui, y compris sur ses intentions à l'égard d'Aslan, mais nous ne disposions pas de preuves concrètes », raconte un ancien du *Yamar*. « Selon l'expression consacrée, nous avions un os à ronger mais il n'y avait pas suffisamment de viande autour. On l'a donc arrêté le soir même de l'assassinat d'Aslan pour essayer de trouver une faille en l'interrogeant mais ça n'a pas marché. On l'a relâché un peu plus tard ».

La loi du talion

Hérité du mandat britannique sur la Palestine, le système judiciaire israélien ne prévoit pas de juge d'instruction sauf circonstances exceptionnelles. Grosso modo, la police enquête à charge ou à décharge, le plus souvent à charge, et transmet le dossier au parquet avec une recommandation de poursuivre les personnes incriminées ou de ne pas le faire. En cas d'arrestation, les suspects sont déférés devant un juge du tribunal de première instance qui confirme ou non leur mandat d'arrêt pour une période déterminée, mais renouvelable sur la base des éléments dévoilés par les enquêteurs. Dans la majorité des cas, la *PNI* préconise de poursuivre ses « clients » devant la justice et le parquet se range à son avis. Encore faut-il pour cela disposer d'éléments probants. Or, le fait de savoir que la disparition d'Aslan propulsait Rozenstein au niveau le plus élevé de la criminalité israélienne ne constituait pas un élément de preuve susceptible de tenir la route devant un tribunal. Voilà pourquoi l'ancienne petite frappe de Jaffa a été relâchée sans être inculpée au terme d'une détention de trente jours.

Pour les policiers de terrain, ceux dont les rapports alimentent le département du renseignement et des investigations de la *PNI*, la mort d'Aslan annonçait d'autres événements dramatiques. Un « grand nettoyage » au sein du milieu et

du sang dans les caniveaux. De fait, le 10 avril 1994, Amnon Bahashian, un autre rival de Rozenstein, est abattu à la terrasse du restaurant qu'il avait ouvert un an plus tôt dans le centre de Tel-Aviv. Disposant de la double nationalité américaine et israélienne, ce truand avait dirigé le « Groupe de Los Angeles » dans les années soixante-dix. Une bande de « *yordim* » que le *Los Angeles Police Department* (*LAPD*) soupçonnait de trafic de stupéfiants, de recel d'objets volés et de bien d'autres crimes et délits.

Tueurs en série

En Israël, Amnon Bahashian était notamment connu de la justice pour avoir, en 1989, avec l'aide de son lieutenant Yossef Zacharia dit « Jo », loué les services d'un tueur à gages afin de faire assassiner un individu. Un inconscient qui avait osé bousculer son cousin à la sortie d'un bar et qui avait donc porté atteinte à l'honneur de la famille. Un crime de lèse-majesté que l'imprudent devait payer de sa vie.

Yossef Zacharia dit « Jo » était d'ailleurs la personne idéale pour gérer le contrat. Condamné à la perpétuité dans le cadre du massacre de l'hôtel Bonaventure aux États-Unis[12], il avait été libéré après sept ans pour vice de forme et s'était empressé de rentrer au pays pour y reprendre le cours de ses activités criminelles. Il connaissait « le milieu » local comme sa poche et savait où recruter des tueurs professionnels.

Reuven Graziani, l'assassin de Bahashian, a rapidement été confondu par les empreintes retrouvées sur l'arme du crime ainsi que sur sa tenue de motard qu'il avait abandonnée dans la rue. Pourquoi a-t-il laissé traîner autant d'indices derrière lui ? Il a toujours refusé de parler aux enquêteurs en prétextant qu'il n'était pas une « donneuse ». Il a gardé le même silence obstiné devant le juge qui l'a condamné à la perpétuité en 1996. En revanche, devant ses codétenus, l'assassin a reconnu avoir agi par vengeance… et par amour fraternel. Parce qu'il avait appris que sa victime et Aslan planifiaient l'assassinat de son frère Joseph Graziani, un « *yored* » américain, futur « repenti » qui allait révéler aux fédéraux ce qu'il savait sur le rôle central de Bahashian au sein de cette criminalité « made in Israël » aux États-Unis.

Le 14 janvier 1995, nouveau règlement de comptes. Cette fois c'est Moshe Alperon, alias « Moussa », le chef du clan familial du même nom qui est gravement blessé par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. Il survit mais perd une jambe et s'en sort affaibli.

Encore un coup de Rozenstein ? Les enquêteurs soupçonnent plutôt Gad Plum, dit « Shatz », un dur parmi les durs. Un personnage antipathique qui faisait en tout cas l'unanimité contre lui, même parmi les voyous. Mince, le regard sévère et la moustache noire, cet homme violent a été condamné à treize ans de prison pour meurtre par la justice allemande. Il figure également sur la « liste des onze » établie en 1976 par la *PNI*. Installé à Londres « pour prendre un peu de recul », il y a été ciblé en 1979 par une tentative de liquidation. Par qui ? Pourquoi ? « Shatz » n'était pas du genre à se plaindre ou à se confier. Il préférait régler les contentieux de manière radicale.

En octobre 1994, convoqué à la police dès son retour en Israël, il s'était engagé à filer droit. Du moins, à ne pas faire de vagues. Mais le connaissant, les enquêteurs chargés de son dossier ne croyaient pas le premier mot de ce qu'il leur racontait. En janvier 1995, ils l'ont en tout cas arrêté pour gestion d'une salle de jeux clandestine installée dans un appartement de Tel-Aviv. Un mois plus tard, il sera de nouveau interpellé avec deux complices dans la chambre d'un hôtel de Bat Yam, une station balnéaire voisine de Tel-Aviv. Les trois hommes détenaient des armes, sans doute pour préparer un assassinat.

En raison de ses « états de service » au sein de la pègre, Gad Plum, dit « Shatz », estimait qu'une part conséquente du marché des jeux clandestins lui revenait de droit. Dès son retour d'Europe, il avait donc joué des coudes et beaucoup menacé pour obtenir ce qu'il convoitait. Ce qui, pour les enquêteurs, expliquerait l'attentat visant « Moussa » Alperon.

Réponse du berger à la bergère, le 10 janvier 1995, Gad Plum est abattu de trois balles dans la poitrine et dans l'abdomen alors qu'il sirote une anisette à la terrasse d'un café. Alors âgé de cinquante ans, il meurt peu après son arrivée à l'hôpital. Touché à la jambe, Yehouda Hazan, un truand de moindre importance, condamné dans des dossiers de chantage, de violences et de trafic de stupéfiants qui partageait une consommation avec lui, s'en sort de justesse.

« Tout le monde s'attendait à ce que Plum finisse de cette manière », déclare alors Yaakov Shoval, le commandant en chef du commissariat Hayarkon où est

basé le *Yamar*. « Il était impliqué dans des dossiers de blanchiment, dans l'organisation de séjours à l'étranger pour les joueurs impénitents, dans la gestion de salles de jeux clandestines et beaucoup d'autres histoires encore. Il constituait une menace pour les Alperon, pour Zeev Rozenstein, et pour quelques autres ».

Contrairement à l'enterrement d'Aslan, celui de « Shatz » s'est déroulé dans l'indifférence générale. En présence d'une cinquantaine de membres de la famille et des quelques truands avec lesquels il n'avait pas encore eu le temps de se brouiller. « Tout le monde le détestait, personne ne l'a regretté », dira un enquêteur.

La fin du clan Aslan

Aslan éliminé, « Moussa » Alperon réduit à l'impuissance, Bahashian et Plum abattus : le chemin se dégage devant Rozenstein. Mais ce dernier est prudent. « Le Loup » est un renard calculateur – une qualité impérative pour survivre au sein de la criminalité organisée israélienne – qui utilise des intermédiaires, des prête-noms chargés de servir de paratonnerres, et renouvelle sans cesse ses canaux de communication.

Pour la famille Aslan décapitée, il ne fait cependant aucun doute que l'ex-petite frappe de Jaffa est le cerveau de l'assassinat du « Lion ». Et qu'il doit en assumer les conséquences.

La première tentative de vendetta se déroule le 5 février 1996 à proximité de l'immeuble de la municipalité de Tel-Aviv où l'ex-premier ministre Itzhak Rabin a été assassiné quatre mois auparavant. Ce jour-là, une voiture s'approche de celle conduite par Zeev Rozenstein, la vitre du passager s'abaisse, et un inconnu vide un chargeur de quinze balles sur sa cible.

Touché par deux projectiles, Rozenstein ne perd pas conscience. Il trouve la force de conduire jusqu'à l'hôpital le plus proche où il est anesthésié sous la protection de la police. « Je ne comprends pas ce qui s'est passé, je n'ai aucun ennemi », déclare-t-il aux policiers qui l'interrogent à son réveil.

Soupçonné d'être l'instigateur de l'opération, Ilan Aslan, le frère du parrain du Chrounat Hatikvah, est aussitôt arrêté, suivi par Yaakov Kahlon et Rafi Weitzman, ses deux complices présumés. Mais les policiers n'ont aucun élément

concret. Ils progressent à l'aveuglette et les trois suspects, qui pratiquent l'omertà, le savent bien. Résultats ? La *PNI* les relâche au bout de trois semaines.

À leur sortie, les avocats jubilent. Ils dénoncent « l'acharnement » de la police : « l'affaire n'en restera pas là », promettent-ils. Ils réclament même des dommages et intérêts pour détention abusive. Du vent, car les trois tueurs présumés s'empressent de se fondre dans le décor pour échapper à une vengeance qu'ils savent impitoyable.

Ilan Aslan est le premier à disparaître sans la moindre explication. Les premiers jours, ses proches tentent de se rassurer en affirmant « qu'il est parti à l'étranger pour refaire sa vie loin de tout ça ». Un déni de réalité car le temps passe et l'intéressé ne donne plus aucune nouvelle, ce qui est contraire à ses habitudes.

Au sein du *Yamar*, personne ne se berce d'illusions. En agitant leurs informateurs, les policiers tel-aviviens apprennent qu'une rumeur selon laquelle Ilan Aslan aurait été ciblé par contrat circule au sein du milieu. Plusieurs sources indépendantes les unes des autres répercutent un même tuyau : le corps du disparu aurait été coulé dans les fondations en béton d'un nouveau centre commercial en construction dans la partie nord de Tel-Aviv. On ne le retrouvera donc jamais, à les en croire.

Quant à Yaakov Kahlon, un des complices présumés, il s'est volatilisé. Du moins, jusqu'au 24 février 1997, lorsqu'un passant découvre son cadavre étendu sur un tas d'ordures derrière le Cinérama de Tel-Aviv. Avec une balle dans la tête.

Seul Weitzman a dû rendre des comptes devant la justice pour sa participation alléguée à l'attentat contre Rozenstein, mais il a été acquitté faute de preuves. La justice a donc clôturé le dossier, mais pas « le milieu » : il sera abattu à bout portant le 23 novembre 2000, face au lac de Tibériade, alors qu'il sortait d'un restaurant de poissons où il avait dîné avec un petit truand local.

Veuve de Yehezkiel et mère d'Ilan, Shoshana Aslan est doublement résolue à venger « ses » disparus. Avec ses longs cheveux noirs et son visage avenant, cette femme à poigne aurait sans doute pu, si elle n'avait pas croisé « le Lion » dans sa jeunesse, tenter sa chance dans le mannequinat. Mais le destin en a

décidé autrement et elle a, en bonne épouse orientale, préféré suivre sans broncher son défunt mari dans ses aventures mafieuses.

Mue par sa pulsion vengeresse, la veuve du « Lion » se dit en tout cas prête à tout pour qu'on lui apporte la tête de Zeev Rozenstein sur un plateau. Montant du contrat ? Inconnu. Mais la somme doit être conséquente car personne n'oserait s'attaquer au « Loup » pour une bouchée de pain.

Peu après la mort tragique de son mari, Shoshana Aslan l'a en tout cas invité à discuter au bar de l'hôtel Hilton de Tel-Aviv. Que ce sont-ils dit ? Les proches de la veuve affirment que celle-ci voulait jauger son ennemi.

Quoi qu'il en soit, l'information selon laquelle quelqu'un a lancé un contrat sur la figure montante de criminalité organisée circule très vite en Israël. Encore plus dans le cercle étriqué de la pègre locale. Si tout le monde est au courant du projet, il serait étonnant que Rozenstein n'en ait pas entendu parler et qu'il n'ait pas pris les mesures adéquates.

Le 22 juin 1996, Shoshana Aslan rentre d'une belle après-midi de shopping. Des sacs et des paquets sont empilés à l'arrière de sa voiture. Au moment où elle en sort, un tueur caché près de sa maison ouvre le feu et l'abat sous les yeux de son fils Ran alors âgé de onze ans. Un travail de pro.

Ivre de rage et de douleur, Meny Aslan, un autre enfant du parrain assassiné, décide à son tour de régler ses comptes. De venger l'honneur de sa famille. Mais il ne bénéficie pas de l'expérience de son père ni du caractère de sa mère. En tout cas, il manque de la discrétion la plus élémentaire. La *PNI*, qui l'a placé sous surveillance permanente, n'a aucun mal à suivre en direct les préparatifs de sa vendetta. Mieux : les enquêteurs détectent des inconnus rôdant régulièrement devant la villa familiale d'Herzliya Pitouah et devant le restaurant du Chrounat Hatikvah. Ce sont des tueurs à gages alléchés par un contrat de 50 000 dollars qu'un mystérieux commanditaire vient de placer au-dessus de la tête du fils du « Lion ».

Interpellés le 10 septembre 1997, deux de ces hommes passent aux aveux. Ils reconnaissent avoir voulu tenter le coup, mais jurent ne pas connaître l'identité du cerveau de l'opération. Ils affirment avoir été en contact avec Nahman Cohen, un truand déjà condamné pour meurtre et travaillant comme homme de main pour des « *yordim* » aux États-Unis. D'aveux en semi-confidences, la piste conduit le *Yamar* jusqu'à trois autres comparses. Ben Suthi, l'un d'entre eux, est

considéré comme un homme de Zeev Rozenstein. Il a été condamné à dix-sept ans de détention mais s'est évadé en 2001. Retrouvé en 2005 dans une chambre d'hôtel de Mexico, il a été extradé vers Israël dans le courant de la même année.

L'implication du « Loup » dans ce contrat n'a jamais été établie judiciairement malgré la présence de Ben Suthi dans le dossier. Zeev Rozenstein est donc resté provisoirement libre et Meny Aslan a filé à Las Vegas. Il est revenu quelques années plus tard en Israël pour se lancer dans la restauration.

Depuis cet épisode pathétique, les Aslan ont quasiment disparu du paysage criminel israélien. La dernière fois que leur nom a été cité, c'était en octobre 2006 lorsque Ran Aslan, alors âgé de vingt et un ans, a été arrêté avec un complice après avoir cambriolé le coffre-fort d'un site touristique d'Eilat.

Le Loup aux sept vies

Au fur et à mesure qu'il prend l'ascendant sur ses rivaux, Zeev Rozenstein aiguise leur jalousie. Donc leur volonté de l'éliminer. Le 1er octobre 2002, au terme d'une surveillance de douze mois, les enquêteurs de la *PNI* perquisitionnent au restaurant « Keshet », une cantine populaire proche de la vieille gare routière de Tel-Aviv où « le Loup » dîne régulièrement. Ce soir-là, leur cible n'est pas l'étoile montante de criminalité israélienne, mais les cinq hommes qui le suivent – trois dans la salle, deux à l'extérieur – depuis plusieurs heures. Ils font partie d'un commando de tueurs et transportent dans le coffre d'une de leurs motos un pistolet-mitrailleur à canon court ainsi qu'une arme de poing dotée d'un réducteur de son.

Surpris par les policiers, les suspects n'ont pas le temps d'esquisser le moindre geste. Leurs armes sont restées là où elles étaient planquées. Quant à Rozenstein, il ne s'est rendu compte de rien. À peine rentré à l'hôtel Hilton où il résidait faute de pouvoir dormir à son domicile, il n'a pas remarqué non plus que d'autres sicaires l'attendaient, planqués dans le jardin public voisin – alors considéré comme un haut lieu de la prostitution homosexuelle – ainsi que dans le lobby de l'hôtel. Il fallait agir vite pour éviter l'élimination du « Loup ». Intervenir en force pour empêcher les tueurs cachés dans le parc de remplir leur contrat. C'est ce qui a été fait. Voyant les policiers débarquer, la plupart des membres du commando ont pris la fuite sans tirer le moindre coup de feu, mais

deux ont été arrêtés : Dotan Shoukron, un exécuteur lié au gang de Pardès Katz[13] et Éliezer Kemel, alias « Koni », un trafiquant de drogue international déjà condamné en Grande-Bretagne, pour attaque de bijouterie, et pour prise d'otages aux Pays-Bas.

Né à Jaffa dans une famille d'origine bulgare, expulsé de l'armée en raison de son comportement violent, Éliezer Kemel dit « Koni » avait débuté sa carrière criminelle en organisant quelques casses avec… Rozenstein. De retour d'Europe au début des années quatre-vingt, il avait également travaillé pour Aslan avant d'entrer dans la nébuleuse des frères Aberjil, les principaux rivaux du « Loup ». C'est grâce à cette « protection » qu'il a ensuite pu faire sa place sur le marché de la cocaïne en collaboration, entre autres, avec l'organisation des frères Shoshani de Tibériade ainsi que des gangs arabes du nord de l'État hébreu.

Considéré comme une personnalité à part dans le milieu israélien, « Koni » n'est pas à proprement parler un parrain. Plutôt un « grand nom » de la profession qui, en quarante ans de carrière criminelle, a été arrêté à de nombreuses reprises et pour à peu près tous les chefs d'accusation. Y compris pour tentative d'assassinat au couteau contre l'un de ses voisins qui lui disputait une place de parking. Aujourd'hui en semi-retraite, il possède plusieurs commerces légaux à Tel-Aviv. Il a cependant été interpellé au début de juin 2013 après la découverte par le *Yamar* de trente grammes de cocaïne dans le boîtier électrique de l'hôtel où il réside à l'année.

D'un attentat à l'autre

L'enquête sur la double tentative d'assassinat de Rozenstein le 1er octobre 2002 a démontré qu'à l'instar d'Eliezer Kemel dit « Koni », les protagonistes de l'opération étaient liés aux frères Aberjil. L'un d'entre eux, Yaniv Ben Simon, est d'ailleurs devenu plus tard le responsable de l'antenne de leur organisation en Afrique du Sud.

Se sachant dans le collimateur de ses ennemis depuis l'attentat ourdi par le clan Aslan, « le Loup » s'est alors entouré de mesures de sécurité de plus en plus contraignantes. Peu après l'attaque de la place Rabin, il avait d'ailleurs acquis une Mercedes blindée noire spécialement importée d'Allemagne, un véhicule de plus de 200 000 euros doté d'un moteur surpuissant que l'on voyait parfois

circuler dans les rues de Tel-Aviv avec deux voitures d'escorte et quatre gardes du corps, des professionnels issus des unités spéciales de *Tsahal*, et dont un sera ensuite recruté comme informateur par la *PNI*.

Bien sûr, « le Loup » a également compris qu'il devait changer régulièrement de tanière. Certes, il évitait déjà depuis longtemps de dormir dans sa villa d'Hod Hasharon, une maison bourgeoise protégée par des alarmes sophistiquées dans laquelle son épouse, religieuse pratiquante, consacre la plus grande partie de son temps à financer des organisations de bienfaisance, mais il a appris à devenir plus mobile. Et imprévisible.

À la fin de 2002, le convoi blindé de Zeev Rozenstein est pourtant pris pour cible par une roquette antichar Law qui le rate de justesse. Le même jour, la Mercedes sera de nouveau visée par deux autres attaques à l'arme automatique et au fusil-mitrailleur, en plein après-midi, sur une autoroute empruntée par des milliers de personnes. Interrogé sur les raisons de cet acharnement, le parrain feint l'étonnement. Il jure ne rien comprendre à ce qui lui arrive.

Le 30 juillet 2003, nouvelle alerte. Cette fois, c'est une voiture piégée qui accueille Zeev Rozenstein devant le siège de son agence de voyages installé à proximité du vieux port de Tel-Aviv. Déclenchée à distance, la charge explose au moment précis où il sort de la voiture. Vingt personnes, dont certains de ses gardes du corps, sont blessées mais pas « le Loup », qui s'en tire miraculeusement avec une égratignure au doigt.

Profil bas

« Entre 1993 et 2004, année de son arrestation, ce type a été visé par sept attentats de plus en plus violents et il s'en est sorti à chaque fois », constate l'ancien du *Yamar* Avi Davidovitch. « Il a la baraka et c'est l'un des rares dans ce cas ».

Pour Rozenstein, l'attentat du port de Tel-Aviv est beaucoup plus qu'un simple signal d'alarme. Il montre que ses adversaires ont décidé de passer à la vitesse supérieure pour l'éliminer et qu'ils ne reculeront devant rien, quitte à tuer des innocents.

De fait, le 11 décembre 2003, une charge télécommandée explose rue Halévy, en plein centre de Tel-Aviv, au moment où Rozenstein vient de pénétrer dans un

bureau de change lui appartenant pour y déposer 70 000 dollars en liquide. Trois passants sont pulvérisés, dix-huit autres blessés.

Il s'en est fallu de peu. Touché aux jambes et aux bras, « le Loup » est exfiltré par son équipe de protection vers un hôpital de banlieue où les premiers soins lui sont donnés. « En pleine *intifada* palestinienne, cet attentat de type criminel et les précédents du même acabit nous ont autant choqués que la presse et la classe politique », raconte un officier de la *PNI*. « C'est à ce moment-là que les responsables politiques ont pris la mesure de la puissance de la criminalité organisée en Israël ».

Fidèle à ses habitudes, Zeev Rozenstein adopte un profil bas. Il feint l'étonnement et affirme « ne pas se connaître d'ennemis ». « Vous ne vous imaginez pas comme c'est dur de vivre pareils moments. Je ne souhaite ça à personne », déclare-t-il un jour au quotidien *Yediot Aharonot*. « Ces coups qui vous tombent de partout et vous ne savez même pas pourquoi ».

Interpellé par des médias incisifs, le ministre de la sécurité intérieure Tsahi Hanegbi du *Likoud* reconnaît qu'indépendamment de l'*intifada*, les règlements de comptes mafieux ont provoqué la mort d'une dizaine d'innocents et en ont blessé une soixantaine d'autres en 2003 seulement. « Il faut traiter ce terrorisme-là comme celui de Yasser Arafat », ajoute-t-il avant d'annoncer que le premier ministre Ariel Sharon convoque une réunion urgente du conseil de cabinet et promet de débloquer des fonds pour la police.

Six mois plus tard, en juin 2004, poussée dans le dos par l'opinion, la *PNI* interpelle cinq suspects dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue Halévy. Parmi ceux-ci, Golan Avitan, un soldat aux ordres des frères Aberjil, les rivaux les plus déterminés de Rozenstein.

Dans le dossier relatif à l'explosion du vieux port de Tel-Aviv du 30 juillet 2003, une piste mène à la même organisation : celle de la télécommande de la bombe qui avait été achetée quelques mois auparavant, sous un faux nom, dans un magasin de modélisme. Or, par le biais de ses informateurs, la *PNI* a appris que le client anonyme était lui aussi employé par les Aberjil.

Foire aux « contrats »

Le début des années deux mille est donc pour le moins agité au sein du milieu israélien. On liquide à tout va et les organisations criminelles recrutent des tueurs à tour de bras. En raison de l'*intifada* palestinienne, la plus grande partie des effectifs de la *PNI* est en effet affectée à la protection des lieux publics contre les attentats politiques, laissant ainsi le champ libre aux organisations criminelles. Qui s'en donnent à cœur joie.

Dans le cadre de ces vendettas quotidiennes, il arrive que des tueurs circulant à moto « balayent » à l'arme automatique la terrasse bondée d'un café où leur cible était attablée, qu'un homme de main lance une grenade offensive à la sortie d'un jardin d'enfants pour éliminer un concurrent, ou qu'un truand soit abattu dans la rue avec son bébé dans les bras.

Les victimes potentielles sont nombreuses et sur leurs gardes. Pour les surprendre, les attaquants doivent se montrer de plus en plus imaginatifs. Pinhas Bouhbout, un gangster originaire d'Ashkelon et au casier judiciaire chargé, est ainsi achevé à bout portant sur son lit de l'hôpital. Spécialisé dans le racket des petits commerçants, trafiquant… de sable (il existe de nombreuses carrières illégales dans le sud d'Israël), mais également tueur à gages à ses heures, il avait été gravement blessé au cours d'un échange de tirs survenu le 15 septembre 1999 dans une rue d'Ashkelon. D'abord soigné en urgence à l'hôpital local, Pinhas Bouhbout avait été transféré à Tel Hashomer, à Tel-Aviv, le plus grand établissement de soins de l'État hébreu. C'est là, dans une chambre privée, que Tsahi Ben Or, un ancien policier travaillant pour l'organisation des frères Perinian[14], et un complice, sont venus l'achever le 25 septembre à l'aube. Sans bruit, sans anicroche et sans que les membres du personnel soignant ne s'aperçoivent de quoi que ce soit.

La grande traque

Parmi les « nettoyeurs » les plus efficaces, David Attias est alors très demandé. Discret, performant – trois contrats avérés rien qu'en 2003 – ce personnage de roman dispose toujours d'un alibi en béton armé puisqu'il réside… en prison où il purge une peine à perpétuité pour assassinats. Or, le système carcéral israélien permet aux détenus se faisant remarquer par leur bonne conduite de bénéficier régulièrement de congés même lorsque leur libération conditionnelle n'est pas à

l'ordre du jour. Une occasion en or pour Attias, qui profitait de cette libéralité pour remplir de nouveaux contrats en même temps que son compte en banque.

C'est au cours de l'une de ces permissions que le tueur a été interpellé en pleine rue. Un banal contrôle de police. Sommé de vider ses poches, le taulard en vadrouille a évidemment eu du mal à expliquer pourquoi il se promenait avec une arme et la photo des frères Aberjil.

Menotté et emmené au commissariat de Haïfa, David Attias joue la grande scène du repenti. Il promet des révélations, cite le nom de Zeev Rozenstein et épate ces policiers de province peu habitués à fréquenter les grands noms de la pègre. En fait, il les entortille. Profitant d'un moment d'inattention – les flics nonchalants l'ont laissé seul dans une pièce – il parvient à prendre la poudre d'escampette et disparaît dans la nature. La tuile !

Informée la première, *Kol Israël*, la radio publique, sonne la charge, suivie par les autres médias israéliens qui hurlent à l'incompétence. Le grand patron de la *PNI* frôle l'apoplexie, le ministre de la sécurité intérieure menace de faire tomber des têtes pendant que les députés d'opposition réclament la création d'une commission d'enquête.

Humilié, l'état-major de la police déclenche une immense chasse à l'homme. Mille hommes sont lancés sur la piste du tueur, des volontaires de la milice civile sont chargés de fouiller le moindre bosquet, des hélicoptères dotés de moyens de détection électroniques décollent. Pour rien. Car Attias sera finalement capturé par hasard, à Tibériade, grâce à la sagacité d'un chauffeur de taxi qui venait de le transporter et qui avait reconnu son visage à la télévision.

Profession « nettoyeur »

À l'instar de David Attias, les autres exécuteurs israéliens ne savent plus où donner de la tête tellement les sollicitations sont nombreuses. On recrute des « nettoyeurs » à tout va. Le 9 juillet 2003, la *PNI* interpelle une jeune fille âgée de dix-sept ans qui se préparait à passer à l'action pour la première fois. Originaire de Beer Sheva, « capitale » du désert du Néguev, elle reconnaît vouloir devenir tueuse à gages parce que sa famille manque d'argent. Elle porte un nom de code : « Nikita ». « Trois hommes m'ont proposé beaucoup de liquide à condition de presser sur une gâchette et je me suis dit que le jeu en valait la

chandelle », déclare-t-elle sans sourciller aux enquêteurs stupéfaits. « Tout le monde a le droit de gagner sa croûte, non ? ».

Trois semaines plus tard à Saint-Jean d'Acre, un adolescent âgé de seize ans, le fils d'un policier municipal, est lui aussi arrêté après avoir été recruté pour assassiner un truand local qui refusait de partager le contrôle du petit port de pêche de la ville.

Lorsque la main-d'œuvre locale ne suit pas, les organisations criminelles prospectent à l'étranger. En 2001, deux *sicarios* colombiens recrutés par un proche de Zeev Rozenstein pour assassiner on ne sait qui – sans doute les Aberjil et les frères Alperon – sont surveillés pendant un mois par le *Yamar*. Par chance pour leurs cibles, le contrat a été annulé au dernier moment pour des raisons inconnues. Les Colombiens sont donc rentrés chez eux aussi discrètement qu'ils étaient arrivés.

Permis de tuer

À la même époque, Giorgeï Galachvilli, un « killer » géorgien est lui aussi invité à venir officier en Israël. Il sera interpellé peu après son arrivée avec la photo d'Itzhak Aberjil en poche. Qui l'a recruté ? Officiellement, personne, même si les regards policiers se tournent avec insistance vers « le Loup ». En mars 2004, la *PNI* détecte la présence de quatre Biélorusses. Des tueurs à la carrière prolifique qui débarquent pour une série de contrats. En bons professionnels, ils ne sont pas pressés. Ils passent plusieurs semaines dans un appartement en attendant l'ordre d'éliminer plusieurs grands noms de la criminalité organisée, ainsi que le père de la députée Inbal Gavrieli du *Likoud* impliqué dans des activités suspectes. Surveillés dès leur entrée dans l'État hébreu, ils seront également arrêtés avant d'avoir pu passer à l'action.

Quel que soit leur âge, les exécuteurs n'ont pas de problème pour trouver des armes récoltées sur les champs de bataille, volées dans les arsenaux de *Tsahal* ou subtilisées durant les opérations militaires dans les territoires palestiniens.

Baroukh Dadoush, un petit garagiste du sud de Tel-Aviv devenu lieutenant de Rozenstein et « retourné » par les enquêteurs leur a ainsi raconté comment son ancien patron se fournissait régulièrement en matériel sans rencontrer la moindre difficulté. Avec son frère Ilan, Baroukh Dadoush avait participé à de nombreuses

opérations conçues par Rozenstein. L'une d'elles l'a entraîné aux États-Unis pour y organiser une filière de trafic d'ecstasy. Condamné, l'ancien garagiste était amer. Il reprochait à son « ami de trente ans » de l'avoir laissé tomber pour sauver sa peau. C'est pour cela qu'il avait rompu l'omertà. « Trouver des armes ? Il suffisait de demander et de payer. Des militaires se servent dans les entrepôts de l'armée, ils fournissent à la demande. »[15].

Famille mafieuse

De toutes les organisations rivales de Rozenstein, celle des frères Yaakov, Abraham, Itzhak et Meïr Aberjil, est sans conteste la plus efficace. La plus puissante et la plus violente, en tout cas. À l'origine, Yaakov était le patron de la bande. Comme nous le verrons plus loin, il a jeté les bases d'un réseau de trafic de stupéfiants implanté en Belgique, aux Pays-Bas et en Espagne, mais s'est calmé après plusieurs tentatives d'exécution le visant dont une en juin 2002. Sans doute par des proches de la famille Aboutboul[16].

Abraham, alias « Ibi » ou « Abe » étant indisponible – il avait été lourdement condamné pour meurtre et pour trafic de stupéfiants – Itzhak, alias « Itzik », et Meïr ont donc repris en main la direction de l'affaire. Quant à leurs deux sœurs, elles ne sont pas mêlées à ces activités et l'on en entend rarement parler.

Quiconque a déjà croisé Meïr et « Itzik » en garde une profonde impression de malaise. Avec son air de Monsieur-tout-le-monde, le premier fait plutôt penser à un représentant de commerce qu'à un truand. C'est le cerveau financier de la famille. Lorsqu'il n'est pas emprisonné, il réside dans une splendide villa de Kfar Truman, à proximité de la ville nouvelle de Modiin. Un écrin de calme et de verdure dans lequel Rinat, son épouse, reçoit parfois les journalistes pour défendre son mari « injustement accusé » selon elle. Le second, Itzhak, semble calme et posé, mais il dégage une impression de violence mal maîtrisée. Face aux enquêteurs, aux juges et aux médias de l'État hébreu qui en ont fait une star, il affiche perpétuellement le même sourire énigmatique et quelque peu méprisant.

Itzhak et Meïr Aberjil ont huit frères et sœurs. Ils sont nés et ont grandi à Banit, le quartier le plus pauvre de Lod surnommé « le Chicago d'Israël ». Leur mère Jojo était femme de ménage pieuse et travaillant dur. Quant à leur père

Shalom, c'était un alcoolique vivant des maigres allocations versées par la sécurité sociale.

C'est d'abord comme petits caïds de rue à Banit, puis à Rehovot, que les frères Aberjil ont fait leurs classes. Qu'ils sont devenus des rois du coup de poing avant de se lancer dans le *deal* pour le compte de truands plus importants. Et parfois pour eux-mêmes puisque c'est au contact de ses clients que « Abe » est devenu toxicomane.

Parcours d'un parrain

Né en 1969, « Itzik » est sans conteste le plus dur de la fratrie Aberjil. « Imprévisible et irascible mais charmeur et charismatique », affirment aussi certains de ceux qui l'ont approché. Et de poursuivre : « Quiconque a le malheur ou l'inconscience de s'opposer à lui, de le contredire ou, plus simplement, de lui déplaire, le paye cher en général. Il a grandi dans la violence et l'illégalité, d'abord comme une petite frappe puis comme un tueur, enfin comme un parrain. Il ne sait rien faire d'autre, il ne fera jamais rien d'autre quoi qu'il dise. C'est son mode de vie, il est programmé pour ça et il l'assume ».

Condamné à dix-huit ans de réclusion pour avoir assassiné de trois balles dans la poitrine Yaakov Cohen, un petit trafiquant de drogue de Lod qui avait consommé qu'il devait écouler pour le compte de la famille Aberjil, « Itzik » entre en prison pour la première fois à l'âge de dix-sept ans. Il ne proteste pas et ne nie pas avoir ouvert le feu sur sa victime : il prétend pour se défendre que celle-ci a voulu lui balancer une grenade au visage et qu'il s'est défendu en tirant. Ce que dément Shimon Shitrit, un ami d'enfance d'Aberjil qui l'accompagnait ce soir-là en protection et qui est, lui, rapidement passé aux aveux.

Lorsqu'il passe la porte de la prison, Itzhak Aberjil est déjà un dur à cuire. Malgré son jeune âge, son casier judiciaire compte déjà quatre pages : tentatives d'assassinat, trafic de drogues, violences, trafic d'armes, etc. En fait, il a commis son premier méfait à l'âge de onze ans et il a failli être renvoyé de son école un an plus tard après avoir exhibé un 9 mm chargé dans la cour de récréation.

Itzhak Aberjil est quasiment analphabète au début de sa détention. Mais personne ne méprise car s'il a abandonné l'école au bout de six ans d'études

erratiques, il est soupçonné d'avoir participé à trois autres assassinats en plus de celui de Yaakov Cohen. Des affaires dans lesquelles il n'a pas été poursuivi faute de preuves.

Dans l'aile 6 de la prison de Beer Sheva, « Itzik » côtoie en tout cas les grands noms de la délinquance israélienne de l'époque mais ils ne l'impressionnent pas. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, Shemaya Angel, un double assassin passionné de philosophie dont nous reparlerons plus loin, qui lui apprend à lire et à écrire.

Malgré son jeune âge, « Itzik » s'impose rapidement. Il ne craint rien ni personne. « Dans la section des mineurs de la prison d'Abou Kabir, il dominait la chambrée », se souviennent des gardiens. « Il était le plus jeune, mais les autres le suivaient sans discuter ».

Un sous-directeur se remémore, lui, qu'à l'occasion d'une visite d'inspection, des cigarettes américaines avaient été découvertes sur une table alors que la possession en était interdite par le règlement. Lorsqu'il a demandé à qui elles appartenaient, Itzhak Aberjil s'est immédiatement dénoncé et lorsque le paquet a été confisqué, il a menacé de se couper une veine du bras, aussitôt suivi par ses codétenus. « En trente ans de carrière, je n'ai plus jamais croisé un jeune type capable d'une telle autorité », raconte le retraité.

Les confidences du « Chat »

Surnommé « le Chat qu'on n'attrape jamais », Yoram Landesberger est l'un des plus célèbres cambrioleurs israéliens. Une légende de criminalité organisée qui a passé la plus grande partie de sa vie en prison. Il y a souvent croisé Aberjil, auquel il voue une admiration sans borne.

Pour que les choses soient claires, le portrait d' » Itzik » orne d'ailleurs le mur du taudis de la banlieue de Tel-Aviv dans lequel Landesberger vivote après avoir dilapidé en héroïne et en femmes les millions d'euros volés au cours de sa longue vie criminelle.

« Ce qu'il y a de bien avec « Itzik », c'est qu'on peut lui faire confiance. Ce type est un roc, chez lui une parole reste une parole », nous a-t-il déclaré lors d'une rencontre organisée en avril 2014. « En contrepartie, il exige la fidélité de ses hommes et ceux qui le trahissent savent qu'ils en payeront le prix de la manière que l'on sait ». Et de poursuivre : « Dans notre milieu (celui de la

criminalité organisée, N.D.L.A.) il est rare que des gens restent fidèles longtemps. Même s'ils sont copains avec toi, ils t'enculent s'ils ont l'occasion de t'enculer. Comme on dit chez nous, une bite n'a pas de mémoire. Mais « Itzik » n'est pas comme ça. Du moins, pas avec moi. Souvent, lorsque je suis sorti de prison et que je me suis retrouvé sans une thune, je lui ai téléphoné, et il est venu me voir. On a bu le café et en partant, il m'a laissé mille, deux mille, trois mille euros en cash sur la table. Il ne m'a jamais rien demandé en échange, c'était juste pour aider. Parce qu'on était en taule ensemble. Croyez-moi, au moment où je vous parle je suis le plus vieux criminel israélien vivant et j'ai vécu pas mal de choses, mais je n'ai jamais vu quelqu'un faire ça. Que les flics et les médias disent ce qu'ils veulent sur « Itzik » mais moi, je le défendrai autant que je pourrai ».

Numéro de charme

Des fidélités comme celles-là, Aberjil s'en est attirée beaucoup depuis le début de sa longue vie criminelle. Même s'il fait peur, son charisme opère toujours.

À la prison de Nitzan, il a été pris en charge par le directeur Shlomo Twizer, un personnage apprécié des médias en raison de son action sociale en faveur des détenus. Certes, l'administration centrale, qui s'en méfiait, avait affecté Aberjil en cellule d'isolement, mais Twizer croyait à la possibilité d'une rédemption et l'a pris sous son aile. Il lui a appris à bien écrire, ainsi que des rudiments de philosophie. Il lui a également prêté des livres et ses efforts ont semblé porter leurs fruits puisque l'assassin s'est mis à dévorer des ouvrages de plus en plus difficiles, puis à composer des vers.

Des progrès tellement impressionnants qu'« Itzik » devient l'exemple à suivre. La preuve vivante que la politique d'aide à la réinsertion prônée par Shlomo Twizer donne de bons résultats. Chaud partisan d'une approche plus sociale de la détention carcérale, le député Yossi Sarid, le collègue progressiste d'Ehoud Olmert qui avait participé avec lui à la campagne du début des années soixante-dix contre la criminalité organisée, rend visite à Aberjil. Il lui explique les rudiments de la littérature, discute poésie, et lui propose de l'aider à trouver en emploi à sa libération.

Le 19 mai 1997, « Itzik » a déjà passé onze années derrière les barreaux et il est libérable dans huit mois. Shlomo Twizer l'autorise à participer en sa compagnie à l'émission « *Maagal* », la Roue, le talk-show hebdomadaire de Dan Shilon, le programme le plus couru de la deuxième chaîne de télévision. Hésitant sur l'emploi des mots mais malgré tout à l'aise, Aberjil séduit le public et les téléspectateurs. Il semble fragile et sincère. De la comédie ? Peut-être. En tout cas, il conquiert le public en déclamant quelques vers de sa composition et en répondant à toutes les questions.

« Quand je suis entré en prison, je vivais dans le crime et tous ceux qui m'entouraient étaient les mêmes », assène-t-il. « Vous me demandez de quoi j'ai peur ? Et bien, commettre un crime c'est sûr que je ne le ferai plus. J'ai peur des plus petites choses, j'ai peur de faire du mal à mon épouse que j'aime ».

Certes, en septembre 1994, « Itzik » a affiché des velléités de changer de vie en épousant Rinat K., une étudiante de Rehovot rencontrée alors qu'elle interviewait des détenus en prison. La cérémonie s'est déroulée derrière les barreaux sous la haute surveillance du *Yamar*. Il n'existe que quelques photos de cet événement qui a ensuite été scénarisé dans la série télévisée israélienne « Zinzana », un feuilleton qui racontait la vie derrière les barreaux et dont la première scène a d'ailleurs été filmée dans la cellule réellement occupée par Itzhak Aberjil.

Au fond de lui, « Itzik » n'a pourtant jamais eu l'intention d'abandonner la criminalité organisée. D'autant qu'il ne sait rien faire d'autre. Son numéro de charme lui a surtout permis d'être libéré en 1999, aux deux tiers de sa peine.

Une victoire mais partielle puisque l'homme fort de la famille Aberjil est prié par la justice d'aller s'aérer quelques mois à l'étranger. Parce que la *PNI* le juge toujours dangereux malgré sa prestation télévisée et sa volonté proclamée de réinsertion, mais également parce que « le milieu » est en ébullition et que des contrats ont été placés sur sa tête. L'ex-taulard ne se fait évidemment pas prier. Il voyage donc en Europe, et se rend, entre autres, aux Pays-Bas et en Belgique où il noue des contacts… professionnels. Revenu au pays, il prend naturellement la direction de la famille. Avec le soutien de Meïr, il va la développer en éliminant tous ceux qui se trouvent sur son passage.

La cour des miracles

Sous la conduite d'« Itzik », la famille Aberjil a atteint le sommet de sa puissance en 2004[17]. Jusqu'à leur condamnation en Californie pour trafic d'ecstasy, assassinats et extorsion, lui et son frère ont beaucoup collaboré avec le « gang de Jérusalem » dont les membres étaient de fait leurs soldats. Mais ils chapeautaient également des gangs locaux de la banlieue de Tel-Aviv et recourraient aux services de tueurs à gages « free lance » tel Avner Harari, surnommé « le Chanteur » parce qu'il avait commencé sa carrière professionnelle en interprétant des chansons orientales dans les fêtes de mariage et de *bar mitzvah*[18]. En 2005, âgé d'une cinquantaine d'années, Avner Harari a notamment été arrêté pour avoir tiré un missile Law sur la voiture d'Assi Aboutboul, le numéro un de la famille mafieuse du même nom en guerre avec les Aberjil pour le contrôle des salles de jeux clandestines de Netanya, la station balnéaire francophone d'Israël.

Face à Rozenstein et à ses alliés tels la famille Aboutboul et l'organisation d'Amir Mulner, le fils d'un officier de police dont nous reparlerons plus loin, « Itzik » et ses frères montrent leur détermination. Pas de cadeau, pas de pitié. Le sang coule autant à Tel-Aviv qu'à Haïfa, à Jérusalem, à Tibériade et dans les petites villes de province. Où qu'il se trouve, aucun membre des deux camps ennemis ne se sent en sécurité. Au début de 2005, cette guerre atteint même Arad, une petite ville perdue au milieu du désert du Néguev. Un trou sans attrait où Itzhak Aberjil dispose de trois appartements. Pour échapper aux hommes de Rozenstein, le truand s'est caché là durant quelques jours. Comment ses ennemis l'ont-ils appris ? En tout cas, ils s'en donnent à cœur joie. Planqués dans une dune à la sortie de la cité endormie, ils arrosent le véhicule d'Itzhak Aberjil sans lésiner sur la quantité de balles. Près du lieu de l'attentat, les enquêteurs découvriront une mitrailleuse légère et un lance-roquettes.

L'affaire du poison

Dans la coalition de mafieux combattant les Aberjil figure également Hanania Ohana, un habitué des tribunaux qui sera abattu en 2003 sur un parking de Petah Tikvah, dans la banlieue de Tel-Aviv, devant les yeux de sa femme et de ses

enfants. Confondus par les enquêteurs, Yoni Elzam et Shimon Zaharian, les auteurs de cette « liquidation » seront condamnés à la perpétuité.

Durant leur procès, les deux hommes se l'étaient pourtant joué « à la mafieuse » en refusant de répondre aux questions du tribunal. Ohana ? « Jamais entendu parler ». Le commanditaire du contrat ? « Aucune idée, Monsieur le juge ». L'omertà jusqu'au bout, donc. Sauf que Yoni Elzam, alors âgé de vingt-deux ans à peine, se voit mal moisir en cellule jusqu'à la quarantaine au moins. Devenu dépressif en prenant la mesure de ce qui l'attend, il ravale son ego et contacte les enquêteurs qui l'avaient vainement interrogé. Cette fois, pas besoin de tourner longtemps autour du pot. Il promet de conclure un accord avec le parquet moyennant une réduction substantielle de peine. En clair, il s'engage à confirmer devant un magistrat ses liens avec l'organisation des Aberjil et le fait que ceux-ci auraient ordonné l'assassinat de Ohana à Petah Tikvah.

Les policiers se frottent donc les mains. Ils sont persuadés que « Itzik » et Meïr vont aller au trou. Mais leur joie est de courte durée car la veille de sa comparution, Elzam est retrouvé mort dans sa cellule. Empoisonné à l'aide d'un produit dérivé du cyanure.

Yaakov Aberjil, le plus discret des trois frères qui avait rendu visite au « repenti » peu avant sa mort, est aussitôt arrêté. Mais à l'époque, rien ne permet d'affirmer qu'il a participé à l'empoisonnement, et les soupçons de la *PNI* ne constituent pas une preuve devant un tribunal. Il est donc relâché un peu plus tard. « Le disparu était dépressif, il s'est suicidé parce qu'il regrettait le mal qu'il aurait pu causer à nos clients », proclament les avocats des Aberjil. Dont acte.

L'économie grise

À l'instar des frères Aberjil, les organisations criminelles israéliennes s'abritent derrière une façade légale composée de sociétés parfaitement en ordre avec le fisc et payant leurs cotisations sociales rubis sur l'ongle. Presque des modèles de gestion. Lorsqu'ils ne créent pas leur propre business, les parrains sont souvent sollicités par des hommes d'affaires leur proposant une association en échange de leur bienveillante, mais coûteuse, protection.

La guerre entre les Aberjil et Zeev Rozenstein a éclaté pour une question d'ego et d'honneur froissé. Parce que « Itzik », qui était associé avec le « Loup » dans

la gestion d'une salle de jeu clandestine de Rishon-le-Tzion, a décidé que sa part de bénéfice n'était pas suffisante. Il a donc abandonné Rozenstein pour créer un établissement semblable juste en face.

Au moment où la rivalité entre les deux hommes atteint son paroxysme, le « Loup » dirige déjà un petit empire composé d'un casino en Roumanie et de diverses PME basées en Israël, une agence de voyages, des participations dans diverses affaires dont une station-service à Jaffa ou des bureaux de change.

Selon la loi israélienne, ces derniers sont obligés d'arborer sur leur façade la mention « autorisé par le ministère des finances », ce qui est censé rassurer les clients. En réalité, cette approbation officielle ne rime à rien puisque les agences ne sont pas contrôlées. Outre l'achat et la vente de devises étrangères, la plupart pratiquent le « nettoyage de chèques », une technique typiquement israélienne permettant à des personnes prises à la gorge financièrement d'encaisser le montant d'un chèque avant sa date d'échéance. Moyennant le paiement d'une forte commission bien entendu. Cependant, le « nettoyage de chèques » ne profite pas qu'aux Israéliens en délicatesse avec le fisc de leur pays puisque des étrangers désireux de recycler leur argent sale dans l'Etat hébreu y ont également recours.

A la fin des années 90 et au début des années 2000, dans le cadre des enquêtes sur les affaires de cavalerie à la TVA, d'escroquerie et de blanchiment connues sous le nom de « dossier du Sentier » et « dossier du Sentier II », la justice française a ainsi établi que des ressortissants de l'Hexagone ont utilisé des officines de change israéliennes pour «nettoyer » des chèques volés et blanchir de l'argent gagné au « black ».

Une autre technique consiste à déposer ce même chèque en garantie pour obtenir un prêt équivalent moyennant le paiement d'un intérêt pouvant atteindre 1,5 % par jour. Cela, alors que la loi de 1993 régulant les prêts fixe le taux d'intérêt maximal annuel autorisé à 2,25 fois celui pratiqué par la banque centrale.

On se souviendra à ce propos que l'attentat le plus meurtrier visant Zeev Rozenstein, celui de la rue Halévy, a été perpétré au moment où il venait de déposer une importante somme en liquide dans l'une des officines lui appartenant.

Ce « marché gris » est florissant dans l'État hébreu. Voilà pourquoi « le Loup » et quelques autres comme Benny Ravizada, alias « le Requin » y sont actifs. Signe de la vitalité de cette économie parallèle, en 1999, le ministère israélien des finances avait accordé son agrément à quatre-vingt-onze bureaux de change. En 2013, on en comptait plus de mille cinq cents disposants d'une agréation officielle à côté desquels fonctionnent entre cinq cent et mille officines illégales.

Selon l'administration fiscale israélienne, le montant d'argent noir circulant annuellement dans l'État hébreu atteindrait de vingt à trente milliards de Shekels (de cinq à six milliards d'euros) et bon nombre de ces bureaux de change servent à la blanchir tout en masquant des activités illégales.

Comparaissant le 16 juillet 2013 devant la commission des finances de la *Knesset,* Avi Arditi, vice-directeur général de l'administration fiscale, a estimé que « la majorité de ces agences servent de façade à des organisations criminelles ». Il a par ailleurs plaidé en faveur de la création d'une banque de données spécialisée ainsi que d'une législation obligeant les changeurs licenciés – les autres travaillent de toute façon au noir – à déclarer chaque transaction supérieure à 50 000 shekels, soit 11 000 euros. À l'en croire, par le biais de ces agences, vingt-cinq millions d'euros passeraient annuellement sous les radars du fisc au profit de la mafia « blanche et bleue ».

Dans un rapport publié au début de 2014, l'Autorité israélienne de lutte contre le blanchiment a estimé, elle, que si 16,9 % de l'argent noir circulant dans le pays sont liés au terrorisme, 48 % proviennent d'activités criminelles : le trafic de stupéfiants et les paris clandestins, entre autres.

La multiplication de ces appels a fini par sensibiliser la classe politique. Le 31 mai 2015, le gouvernement de Binyamin Netanyahou issu des élections du 17 mars a endossé un projet de loi limitant à dix mille Shekels (environ deux mille euros) le montant des transactions commerciales pouvant être effectuées en cash.

Le 7 juin de la même année, le conseiller juridique du gouvernement Yehouda Weinstein a annoncé qu'il adoptait les conclusions d'une cellule spéciale de réflexion recommandant, entre autres, la création d'une autorité chargée de contrôler l'activité des bureaux de change. Un premier pas important.

Le 28 juin 2015, le gouvernement israélien a, par ailleurs, approuvé à l'unanimité un projet de loi de la ministre de la Justice Ayelet Shaked punissant de trois ans de prison les usuriers trop gourmands et fixant un plafond aux intérêts exigés par eux.

Au moment où ces lignes sont écrites, ce texte n'a pas encore été voté par la Knesset mais il inspire quelques critiques. Entre autres parce qu'il fixe le plafond des intérêts exigibles sur le « marché gris » à vingt pour cent par an alors que l'inflation est quasiment nulle.

Ce qui signifie que les bureaux de change et des prêteurs privés ont encore un bel avenir devant eux. Et que les organisations criminelles continueront à réinjecter leurs gains illicites dans l'économie légale par leur intermédiaire.

Les spécialistes doutent d'autant plus de l'efficacité de la « loi Shaked » qu'environ deux tiers des consommateurs israéliens ont un découvert permanent à la banque et que ces établissements se montrent particulièrement restrictifs lorsqu'il s'agit de leur accorder un prêt aux conditions normales du marché.

En désespoir de cause, de nombreux, patrons de PME et ménages privés continueront donc toujours à s'adresser alors aux usuriers liés à la pègre. Bien sûr, chez ces prêteurs, rien ne fonctionne à la confiance et le système de recouvrement est violent. Un jour de retard et les fiers-à-bras débarquent en menaçant. Quelques heures supplémentaires et ils passent à l'acte. En commençant par lacérer la voiture de l'emprunteur avant de balancer une grenade sur la façade de son domicile ou d'importuner ses enfants à la sortie de l'école.

Cependant, pour Rozenstein et ses rivaux, le contrôle d'agences de change et de filières de prêts usuraires n'étaient que des activités parmi d'autres dans le courant des années quatre-vingt-dix. Car à l'époque, le "Loup" et ses ennemis se concurrençaient surtout dans le secteur des voyages. Puisqu'ils contrôlaient des casinos dans les pays de l'Est, ils organisaient également le déplacement et le séjour sur place de leur client dans des hôtels leur appartenant. C'est d'ailleurs parce qu'il voulait conquérir la suprématie sur le marché du jeu et ses annexes que « le Loup » s'est brouillé avec Aslan, puis avec les Aberjil. Et que ces derniers sont entrés en guerre avec les Aboutboul, une famille originaire de Tunisie dont le parrain Félix sera, plus tard, tué par une grenade devant l'entrée de son casino praguois. Et c'est également pour barrer la route aux Aberjil que le

« Loup » et Félix Aboutboul, qui ne s'appréciaient pas particulièrement, ont accepté de collaborer. Ce qui n'a pas empêché Rozenstein de prendre langue avec la légendaire famille Alperon, comme nous le verrons plus loin, mais leur lune de miel ne durera pas en raison de l'insatiable appétit financier des parties.

L'affaire Margarita Lautin

À partir de 2004, l'*intifada* palestinienne perd beaucoup de son intensité et les effectifs de police affectés à la lutte antiterroriste retrouvent leur vrai métier. Les coups de filet se multiplient dans les milieux criminels et des enquêtes initiées à l'étranger commencent à porter leurs fruits. Bref, le temps se couvre pour la criminalité organisée. Les règlements de comptes s'espacent quelque peu, mais le calme ne revient pas pour autant. Et les rues n'en sont pas plus sûres. En ce 27 juillet 2007, Margarita, Alexander Lautin et leurs deux enfants, une famille de Yahud, la grande banlieue industrieuse de Tel-Aviv, prennent du bon temps sur la plage de Bat Yam. Il fait beau, ce sont les vacances, et le pays semble baigner dans une douce euphorie après les années noires qu'il vient de vivre.

Mariés depuis six ans, les Lautin ont quitté la Russie au début des années quatre-vingt-dix et se sont rapidement intégrés dans la société israélienne. Elle est assistante sociale et lui, informaticien. Une famille sans histoire. Donc, ce 27 juillet 2007, le couple et leurs enfants lézardent sur la plage de Bat Yam lorsqu'une détonation retentit, une explosion à peine plus puissante que celle d'un pétard. Margarita, qui a aperçu un homme vêtu de noir pénétrer dans un restaurant voisin, comprend instinctivement qu'il se passe quelque chose d'anormal. Elle se couche sur le plus jeune de ses enfants et encaisse plusieurs balles. Elle meurt une heure plus tard sans avoir repris connaissance.

« L'affaire Lautin » soulève une vague d'indignation sans précédent dans l'opinion. Sous le portrait géant de la jeune mère de trente et un ans publié en manchette par les grands quotidiens populaires, les éditorialistes dénoncent « l'impuissance de la police » et « l'apathie du gouvernement face aux criminels mafieux ». Surmontant son accablement, son mari lance une campagne appelant le premier ministre Ehoud Olmert, le successeur d'Ariel Sharon, après que ce dernier ait été victime d'un accident vasculaire cérébral, « à montrer plus de fermeté contre le crime organisé ». La *Knesset* s'empare de l'affaire. Le « cas

Lautin » est discuté devant la commission des affaires internes, puis en assemblée générale.

Ronen Ben Adi, l'assassin de Lautin, et Shimon Sabah, le complice conduisant la moto avec laquelle le duo s'est enfui, sont arrêtés six semaines plus tard. À la suite d'une enquête rondement menée ? C'est effectivement ce que la *PNI* prétend. En fait, les tueurs auraient pu être épinglés quasiment en flagrant délit : Itzhak Aberjil était dans les parages une heure avant l'assassinat et une équipe policière le surveillait. Elle observait également les faits et gestes des deux cibles présumées de Ben Adi et de Sabah : Mordekhai Hassin, alias « Motti », un criminel de Rishon-le-Tzion travaillant pour le compte de la famille Aberjil, mais soupçonné par Itzhak de trahison, et Rami Amira, un spécialiste de l'extorsion de fonds qui avait commencé sa carrière criminelle dans l'organisation du parrain Rico Shirazi et passait pour le principal fournisseur d'armes des Aberjil.

La procédure relative au dossier Lautin est rapide. Le procès également. Sabah est condamné à sept ans de détention et Ben Adi à la perpétuité plus le versement d'une indemnité de 700 000 euros à Alexander Lautin. C'est tout ? C'est tout.

« Motti » Hassin s'émancipe

La *PNI* surveillait Mordekhai Hassin : parce qu'il travaillait pour les Aberjil et parce qu'il jouait double jeu. La fréquentation de ses patrons avait aiguisé son appétit, et il désirait monter sa propre organisation avec l'aide de Rami Amira. Lorsqu'ils se sont retrouvés dans le restaurant de plage à Bat Yam, les deux hommes négociaient d'ailleurs les termes d'une association sur le dos des Aberjil, qui étaient informés du projet.

« Double jeu » ? Des enregistrements clandestins effectués par le département du renseignement et des investigations de la *PNI* démontrent que, tout en cherchant l'accord avec son « ami » Rami Amira, Mordekhai Hassin étudiait avec Aberjil le moyen de s'en séparer « définitivement ». C'est-à-dire de le « liquider ».

Rami Amira aurait dû être sur ses gardes après la tuerie de Bat Yam. Prendre ses distances, disparaître à l'étranger, se fondre dans la foule. Mais cela n'a pas

été le cas. Six semaines après la mort de Margarita Lautin, un engin explosif a été découvert sous sa voiture garée à Netanya, sa ville de résidence. Étrangement, cette alerte n'a pas eu plus d'effet que la précédente : Amira a refusé de changer le cours de ses activités habituelles. Le 2 février 2011, il a été abattu au volant de son 4 × 4 en plein centre de Rishon- le-Tzion. Le motard qui lui a vidé un chargeur dans la poitrine n'a jamais été retrouvé.

Quant à Hassin, il sera arrêté en mars 2012 avec trois de ses lieutenants et inculpé pour le meurtre d'Avi David, un demi-sel assassiné de cinq balles tirées à courte distance alors qu'il était attablé à une table de restaurant. Dans le cadre de cette enquête-là, Zalman Shlomo Niamachik, l'un des complices de Hassin sera lui mis en examen pour le meurtre d'Itzik Geffen, un ami d'Avi David que l'on avait retrouvé truffé de plomb sur l'aire d'une station-service.

Avi David et Itzik Geffen n'étaient pas de grandes figures du crime, mais ils avaient pris leurs distances avec la criminalité organisée et se déclaraient prêts à faire des révélations sur les frères Aberjil. Ils l'ont payé de leur vie.

La mort de ces deux « traîtres » potentiels a été filmée par des caméras de surveillance. Par le plus grand « hasard », Hassin et ses hommes se trouvaient à proximité lorsqu'un tueur est arrivé pour effectuer sa mission.

La dure vie d'un mafieux

Inculpés, Hassin et trois de ses lieutenants sont jugés à partir de 2013 et les audiences s'étendent sur plusieurs mois. Portant de fines lunettes et parlant de manière normale, c'est-à-dire sans se montrer arrogant comme la plupart des autres figures de criminalité organisée, l'homme de confiance d'Itzhak Aberjil dégage une troublante impression de calme et de sérénité. Il donne une image un peu plus intellectuelle que celle des autres maffieux israéliens.

Pour accentuer le paradoxe, il ne se prive pas d'évoquer son quotidien. « Je suis un gangster, je fais des choses illégales et je le reconnais en vous disant la vérité », déclare-t-il le 26 novembre 2013 à la présidente du tribunal de district de Tel-Aviv où il comparait vêtu de son éternel pull-over bleu. « Vous savez, c'est dur. Je suis obligé de vivre en solitaire. Je ne me promène jamais en rue avec mes enfants » (par peur d'une liquidation).

En verve, Hassin reconnaît ensuite avoir « travaillé dans le recyclage de chèques » entre 2005 et 2008 avant d'entrer de plain- pied dans la délinquance. Il révèle que la police l'a informé à deux reprises dans « danger mortel significatif et immédiat » (un projet de « liquidation »), ce qui l'a poussé à s'installer au Mexique en 2009.

« Quand on te prévient que tu es la cible d'un « contrat », tu fuis. C'est simple, tu fuis parce qu'il n'y a rien d'autre à faire », reconnaît en baissant les yeux et la voix.

Durant sa confession inattendue, « Motti » explique qu'il tentait de brouiller les pistes menant à lui en changeant régulièrement de numéro de portable. « J'utilise une dizaine de cartes SIM pour chacun de mes portables ».

La « sincérité » affichée par Hassin fait sans doute partie d'une stratégie destinée à atténuer le verdict des juges. En tout cas, elle produit de l'effet puisque lui et ses complices sont laissés en liberté

Lorsqu'ils se présentent au tribunal le 10 septembre 2014, ils affichent d'ailleurs la même modestie que durant les audiences précédentes. Certes, peu avant la date du jugement, Hassin et son principal lieutenant s'étaient envolés à destination de la Bulgarie afin de mettre un peu de distance entre eux et la Terre promise. Mais leur départ n'était pas passé inaperçu et ils sont rapidement revenus à Tel-Aviv pour éviter un mandat d'arrêt international en prétendant qu'ils « avoir dû régler des affaires urgentes à l'étranger […] Nous faisons entièrement confiance à la justice de notre pays ». De fait, « Motti » et ses amis n'ont pas eu tort puisqu'ils ont tous été acquittés à la fureur du parquet, qui a aussitôt introduit un recours devant la Cour suprême. Une procédure toujours pendante au moment de clôturer ce chapitre.

9. Dans son ouvrage *Be Ayin Hoker*, Igal Ankori raconte notamment qu'Aslan refusait de répondre aux injonctions policières et qu'il était réputé pour sa force physique ainsi que pour son courage. Un jour, chargé de l'interpeller mais sachant qu'il n'y arriverait pas seul, l'enquêteur appelle un collègue à la rescousse afin de lui couper la retraite. Mais l'arrestation tourne mal : Aslan étant très populaire dans son quartier, il appelle les habitants à l'aide. Ceux-ci prennent les policiers à partie, et l'un des plus excités vole l'arme d'Ankori afin de le forcer à lâcher la taille d'Aslan pendant que celui-ci lui mord la main. « L'un des pires moments de ma carrière », écrit le retraité.

10. Zeev signifie « loup » en hébreu.

11. Le Gros.

12. Voir chapitre IV.

13. Voir chapitre suivant.

14. Voir chapitre XXI.

15. À l'époque, une mitrailleuse lourde dérobée dans un entrepôt militaire se vendait 2 000 euros sur le marché parallèle ; un légère : 1 200 euros, et un fusil mitrailleur d'assaut : 1 000 à peine. Pour 3 200 euros, les amateurs pouvaient également se procurer un détonateur électronique ultrasophistiqué employé par les unités d'élite de la police ou de l'armée.

16. Voir chapitre X.

17. Selon le département du renseignement et de l'investigation de la *PNI*, en 2004, la famille Aberjil contrôlait cinquante-sept entreprises parmi lesquelles des sociétés de leasing et de gardiennage, un centre de gestion de paris sur internet, un casino en Europe de l'Est, et même une firme de courtage de diamants bruts provenant du Sierra Leone. S'y ajoutaient alors quarante-huit appartements, cinquante-six voitures de luxe, et des comptes bancaires bien approvisionnés en Israël et à l'étranger.

18. « Même si vous m'offrez des milliards de dollars je ne dirai pas un mot, j'ai le sens de l'honneur », nous a déclaré Avner Harari au cours d'un entretien téléphonique. Contacté par d'autres interlocuteurs, il ne s'était pas montré plus loquace. À peine a-t-il accepté de reconnaître qu'en Israël, les tueurs professionnels ne sont pas payés si la cible survit à l'attaque. Il a également prétendu que leur « éthique professionnelle » les pousse à assister à l'enterrement de ceux qu'ils ont fait passer de vie à trépas.

III

Mourir à Johannesburg

Zeev Rozenstein, les vestiges du clan Aslan et les frères Aberjil ne sont pas les seuls à s'entre-tuer dans les années quatre-vingt-dix. D'autres affrontements tout aussi sanglants opposent le gang de Ramat Amidar, du nom de la cité parsemée de petits HLM où il s'est développé, à celui de Pardès Katz, un quartier pauvre de Bnei Brak, la plus grande ville ultraorthodoxe d'Israël.

Les membres de Ramat Amidar opèrent en sous-traitance pour la famille Alperon, dont ils sont les récupérateurs de créances. C'est-à-dire les gros bras. Mais ils développent également leurs propres activités criminelles indépendantes. Et leurs propres guerres.

À l'origine, Ramat Amidar et Pardès Katz ne formaient qu'une seule bande dirigée par Yossi Harari. En 1991, peu après la condamnation de Yossi Harari à cinq ans et demi de prison pour ses activités de racketteur, le groupe s'est divisé en deux. Certains ont suivi Amir Zaccaria, un fidèle lieutenant du « boss », pour former le gang de Ramat Amidar. Les autres se sont joints à Itzhak Hadif, pour créer un groupe concurrent basé à Pardès Katz.

Les violences débutent en avril 1995 avec l'assassinat d'Amir Zaccaria, suivi par celui de Meïr Hadad de Pardès Katz, abattu à titre de représailles. Quelques mois plus tard, Eyal Harari, neveu du patriarche Yossi Harari et de son frère Roni, est exécuté à son tour. C'était un adolescent âgé de seize ans et ses deux assassins n'ont pas hésité à le liquider en pleine rue, sur le chemin de l'école.

La spirale de la violence est enclenchée. Le 3 juin 1997, Sahar Azoulay, le numéro deux de Pardès Katz, déjà condamné pour avoir tenté de renverser un policier avec sa voiture et pour détention d'armes de guerre, est tué par l'explosion d'une moto piégée stationnée à côté de son véhicule.

Entre 1995 et 1998, les affrontements entre les deux groupes provoquent la mort de six personnes dont celle du rabbin Shimon Hadif, le père du fondateur

du gang de Pardès Katz. Le rabbin est tué par l'explosion d'un engin télécommandé placée sous sa voiture. Il meurt sous les yeux de ses onze enfants.

Interviewé sur les raisons de cette tuerie, Yossi Harari joue l'étonnement. « Je suis un honnête homme d'affaires opposé à la violence », répète-t-il en préférant s'étendre sur les origines égyptiennes de sa famille, sur son amour de la musique orientale et sur son regret de ne pas pouvoir se recueillir devant la tombe de ses ancêtres. Un discours formaté qui ne convainc pas grand monde. En tout cas, pas les policiers de Tel-Aviv qui se préparent alors à l'inculper pour meurtre, tentative de meurtre, enlèvement et extorsion de fonds.

Les gangs de Ramat Amidar et Pardès Katz n'ont pas grand-chose à s'envier en matière de violence. Certes, les premiers sont un peu plus efficaces que les seconds, mais ceux-ci ne manquent pas non plus de détermination si l'on en juge par les nombreuses tentatives d'élimination ciblant alors les frères Harari. Le 5 mai 1998, l'une de ces attaques se déroule à Givatayim, dans la grande banlieue de Tel-Aviv, et la plupart des Israéliens s'en souviennent encore dix-huit ans plus tard en raison de son caractère spectaculaire. Donc, ce jour-là, deux tueurs circulant à moto s'arrêtent devant la terrasse bondée d'un café et ouvrent le feu. Ils visent Roni Harari, un dur à cuire qui a commencé sa carrière criminelle en 1976 – à l'âge de dix ans ! – en détournant une camionnette de la coopérative laitière « Tnuva » dont il voulait vendre la cargaison aux épiciers de son quartier.

L'homme est sur ses gardes, la *PNI* l'a prévenu qu'« on » cherche à l'éliminer et qu'il devrait se mettre au vert. Il a cependant refusé de rester dans l'ombre, mais ne se déplace plus sans garde du corps. Dans le café, un groupe d'amis l'entoure. En voyant les tueurs approcher, il plonge sous la table et échappe aux balles en se collant au sol. Au-dessus de lui, les fenêtres explosent, les cris fusent, le sang coule. Onze consommateurs sont plus ou moins gravement blessés. Des dizaines d'autres ainsi que des passants sont traumatisés. Quelques-uns poursuivent encore leur thérapie aujourd'hui. C'est la première attaque du genre en Israël et les frères Harari ne digèrent pas le camouflet. Ils aspirent à une belle revanche. Ils préparent quelque chose mais ce sera un plan inachevé, puisque Yossi Harari est arrêté à nouveau auparavant.

Dans le cadre d'un « *plea bargain* » conclu en mai 2000, une transaction avec le parquet dans le cadre de laquelle un inculpé reconnaît sa culpabilité en échange d'une peine limitée, Yossi Harari avouera avoir acquis illégalement des armes et « conspiré » pour assassiner Avi Bitan, un membre important de Pardès Katz qu'il soupçonne d'être l'instigateur de l'attentat de Givatayim. Sa confession négociée lui vaudra l'indulgence de la cour et sept ans de prison. Au lieu de vingt.

La condamnation de Yossi Harari constitue une victoire pour la *PNI* et pour le parquet, qui déployaient d'énormes efforts pour « calmer » les gangs Ramat Amidar et Pardès Katz. En février 1999, ceux-ci avaient ainsi autorisé une rencontre entre Yossi Hariri et Itzhak Hadif, les dirigeants des deux clans emprisonnés à l'isolement dans deux établissements différents. Au terme d'une discussion de plusieurs heures, les deux leaders avaient accepté de conclure un cessez-le-feu et de transmettre les instructions adéquates à leurs hommes.

Ce rebondissement n'a cependant pas interrompu le cours des enquêtes puisque le 22 juin 2000, Itzhak Hadif et cinq de ses soldats ont été mis en examen dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de Givatayim. Inculpée également, Nourit Bushnik, l'avocate et petite amie du leader de Pardès Katz qui avait profité de son statut pour passer des messages entre différents membres de l'organisation déjà détenus.

L'épopée africaine

Le climat était devenu malsain avant l'accord de paix de 1999. Les soldats des deux camps vivaient cloîtrés chez eux par peur d'une attaque adverse. Yossi et Roni Harari étaient entourés de gardes du corps vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Leurs rivaux également. Chacune de leur sortie nécessitait des heures de préparation, des itinéraires de secours, des ruses, des subterfuges. Leurs proches, leurs amis, étaient également menacés.

Pressentant le bain de sang inéluctable, une vingtaine de membres de Ramat Amidar avaient, dès le début des années quatre-vingt-dix, décidé de quitter l'État hébreu pour s'installer en Afrique du Sud, à Johannesburg, à Durban, à Cape Town et à Pretoria.

Bien sûr, ces « *yordim* » n'avaient pas l'intention de jouer aux touristes. Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps pour qu'ils se mettent à racketter les membres de la communauté juive qui les avaient pourtant accueillis à bras ouverts. Et pour qu'ils se fassent détester par la plupart d'entre eux.

En effet, à part le fait qu'ils étaient censés pratiquer le même culte et célébrer les mêmes fêtes, ces Israéliens bruts de décoffrage n'avaient pas grand-chose en commun avec les membres très policés et *old fashion* de la communauté juive locale. Ils se comportaient comme des rustres bruyants et querelleurs. Leurs manières bling-bling, voitures de sport, bijoux voyants, ne cadraient pas avec la retenue de leurs coreligionnaires sud-africains éduqués à la britannique.

Dans les écoles privées juives où certains des membres de Ramat Amidar imposaient l'inscription de leurs enfants, parfois sous la menace, le personnel les surnommait les « Fish » (*Fucking israeli shit*). Dans les pubs où ils se rencontraient en fin de semaine, ils buvaient beaucoup et créaient des incidents.

En septembre 1998, soit cinq mois après l'attentat de Givatayim, Yossi Harari franchit également le pas pour échapper à une liquidation qu'il sait probable. Accompagné de son épouse et de ses enfants, il débarque dans la luxueuse villa de Shaï Avissar, son homme de confiance en Afrique du Sud, en attendant que l'orage se calme en Israël. Son lieutenant Amir Mulner l'y rejoint un peu plus tard.

Officiellement, le boss récupère. En réalité, c'est durant ces huit mois de « vacances » sud-africaines qu'il bâtit une belle fortune symbolisée par la magnifique villa qu'il s'offrira ensuite à Césarée, la plage pour multimillionnaires située à soixante-dix kilomètres au nord de Tel-Aviv.

Shaï Avissar est efficace, et il mène les affaires à la baguette. En outre, il reste fidèle à Yossi Harari, ce qui est rarissime dans un milieu où la trahison est une seconde nature. Il ne regrette donc pas la visite de son patron, puisque celui-ci lui confie la direction des affaires sud-africaines du gang, le racket bien sûr, mais également la contrebande de diamants bruts, des plans héroïne-cocaïne et, cerise sur le gâteau, des arnaques aux faux dollars.

Né à Jérusalem d'un père garagiste et d'une mère ménagère, Shaï Avissar n'avait a priori rien d'un truand. Diplômé en mécanique automobile, il aurait sans doute repris l'affaire familiale s'il ne s'était pas installé à Tel-Aviv au

milieu des années quatre-vingt, immédiatement après la fin de ses obligations militaires. Si Jérusalem est la ville où souffle l'esprit, Tel-Aviv est celle qui ne dort jamais et où l'on s'amuse. Beaucoup. C'est durant l'une de ses nombreuses sorties que le jeune homme faussement niais a croisé des membres du gang de Ramat Amidar. Il ne les a plus quittés et sa vie a basculé.

D'abord simple soldat de l'organisation, le novice s'implique de plus en plus dans ses opérations et en devient l'un des responsables. Lorsqu'il débarque en Afrique du Sud, il est sans le sou mais il a appris à se débrouiller. D'ailleurs, il ne traîne pas. Il s'associe à d'autres « *yordim* » également venus chercher fortune et se lance dans le trafic de diamants bruts.

Shaï Avissar et ses associés de circonstance cherchent des clients, la pétulante Hazel Crane sait comment les trouver. Elle est faite pour s'entendre avec eux. C'est une belle blonde née à Belfast mais ayant grandi en Rhodésie devenue le Zimbabwe, où son premier mari, soldat dans une unité spéciale, a été tué en combattant la guérilla anti-apartheid.

Dynamique, rayonnante, la jeune femme s'est taillé une solide réputation d'activiste sociale et de militante des droits de la femme. Nul ne se doute alors qu'une bonne part des dons qu'elle dispense généreusement aux organisations philanthropiques, et qui lui valent son exposition médiatique importante, provient de la vente illégale de diamants bruts. Cette activité lui vaudra d'être condamnée en 1993 à dix-huit mois de prison avec sursis et cinquante mille rands d'amende.

Shaï Avissar et Hazel Crane se marient le 11 septembre 1997. Parallèlement, ils développent leur filière d'écoulement de pierres volées. Leurs clients ? Majoritairement des Israéliens et des Belges. Les affaires prospèrent. Le « *yored* » collabore également avec les groupes mafieux nigérians forts actifs en Afrique du Sud. Leur spécialité ? Le « *black dollar* », une escroquerie consistant à proposer aux hommes d'affaires et touristes de passage de changer leurs dollars à un taux beaucoup plus avantageux que le cours officiel. Bien sûr, une fois l'opération effectuée, les pigeons s'apercevront qu'on leur a fourgué de la monnaie de singe.

L'argent rentre et Hazel Crane crée des façades légales destinées à blanchir les fonds. Parmi celles-ci, une concession de la chaîne Planet Hollywood[19]. Rien n'est trop beau pour le représentant de Ramat Amidar, qui exhibe à l'envi ses

montres de luxe, circule en voiture de sport, et dépense sans compter dans les endroits à la mode. Mais si les affaires prospèrent, la relation entre les époux Shaï Avissar et Hazel Crane s'étiole. Au point qu'ils décident de divorcer à l'amiable un an à peine après leur mariage.

Cependant, les deux ex-conjoints restent en bons termes, et c'est par l'intermédiaire de son ex-épouse que Shaï Avissar rencontre Winnie Mandela, l'égérie du ghetto de Soweto et de l'*African National Congress* (ANC) qui vient de divorcer du leader de la lutte anti- apartheid Nelson Mandela.

Les robes de Winnie Mandela

Issue d'une famille aisée, Winnie Madikizela-Mandela a toujours eu de gros besoins financiers. Contrairement à son ancien mari, elle aime mener grand train et s'entoure d'une cour de gens douteux et de profiteurs flattant ses envies.

Grâce à Hazel Crane, Shaï Avissar rencontre de plus en plus souvent l'ex-première dame. À force de patience, de compliments et de cadeaux, il se hisse dans le premier cercle de ses amis et devient son confident. Un conseiller aussi influent qu'indispensable qui l'assiste à toute heure du jour et de la nuit.

À la fin de 1997, on retrouve d'ailleurs Avissar dans l'aréopage entourant Winnie Mandela durant ses dépositions devant la commission « vérité et réconciliation » traitant des aspects les plus sombres de l'apartheid. Il est le seul homme blanc de l'équipe et il se tient toujours en retrait pour éviter d'être photographié. « Qui est-ce type ? », interrogent les journalistes incapables de l'identifier. Personne n'est à même de répondre. Lorsqu'elle est sollicitée, l'ex-madame Mandela reste toujours dans le vague.

Shaï Avissar cherche à rester dans l'ombre de son illustre amie, mais il est plus que jamais présent : Nelson Mandela a coupé les vivres à son ancienne épouse et cette dernière veut garder le même train de vie qu'auparavant. Grâce aux ressources illégales de Ramat Amidar, l'Israélien finance donc les fins de mois de la « camarade Winnie ». Il règle son loyer, lui offre des vacances dans une luxueuse villa de Cape Town, honore les factures de ses nombreux achats de vêtements. Dans quel but ? Mystère : l'ancienne première dame n'est plus très influente à l'époque. Certes, elle reste populaire dans les ghettos, et elle bénéficie toujours du soutien d'une partie des militants de l'ANC, mais

l'entourage de Mandela veille à ce qu'elle reste éloignée des sphères du pouvoir réel.

Dans le même temps, la réussite de Shaï Avissar et son adoubement par Yossi Harari, le chef historique de Ramat Amidar, suscitent des jalousies dans le milieu des « *yordim* ». Lior Sa'ad, un autre membre du gang installé à Johannesburg en 1991, convoite le fauteuil de parrain de l'antenne locale. L'arrivée d'un rival qui lui souffle l'affaire sous le nez ne lui plaît pas du tout. Il le prend d'autant plus mal qu'Avissar a débarqué en Afrique du Sud comme un moins que rien, avec quelques vêtements fripés dans un sac à dos, et qu'il a effectué une percée fulgurante.

Au « Brazil », l'établissement où les gens de Ramat Amidar se rencontrent régulièrement, les échanges deviennent de plus en plus tendus. Lior Sa'ad et Shaï Avissar se toisent. Les piques fusent, les disputes éclatent pour un rien. Les autres membres de la bande s'attendent à une explosion et ils ne se trompent pas…

Le 17 octobre 1999, le protégé de Winnie Mandela prend un repas dans un fast-food puis en sort pour se diriger vers sa voiture. C'est la dernière fois qu'on l'apercevra vivant. Son corps en décomposition sera retrouvé quelques semaines plus tard aux environs de Pretoria. Selon l'autopsie, il a été battu avec une batte de baseball et achevé avec une arme de poing.

En mars 2000, soit une semaine après la macabre découverte, la justice sud-africaine lance un mandat d'arrêt contre Lior Sa'ad et Amir Moila, alias « Baby face », un ancien des forces spéciales israéliennes qui passe pour l'un de ses proches. Or, les deux hommes se sont évaporés à l'annonce de la découverte du cadavre.

Les enquêteurs apprennent qu'ils disposent de faux papiers, que le premier se fait appeler « Jonathan Cohen » ou « Yossef Eden » au gré des circonstances, et que le second se fait passer pour un certain « David Milner ».

Lior Sa'ad est le principal suspect de l'assassinat et c'est bien lui que les policiers sud-africains veulent arrêter en premier. Sa piste mène au Portugal puis au Mozambique. Il y sera d'ailleurs arrêté en avril 2001 et prétendra avoir été enlevé par une unité spéciale de la police de Pretoria. Quant à Amir Moila, « Baby face », il court encore. Du moins, s'il est toujours en vie…

D'attentat en attentat

« L'affaire Avissar » déclenche une grosse tempête médiatique en Afrique du Sud où l'opinion découvre l'existence d'une « mafia israélienne » forte d'un noyau dur d'une vingtaine de personnes et de quelques dizaines de seconds couteaux. Les enquêteurs locaux demandent évidemment la collaboration de leurs collègues de l'État hébreu et ils l'obtiennent.

Interrogé sans relâche, Lior Sa'ad nie avoir liquidé son rival mais les événements se précipitent. Le 14 juin 2001, le fourgon transportant l'Israélien du palais de justice de Johannesburg vers le commissariat de police de la ville est attaqué à l'arme automatique. L'un des passagers du convoi, un petit trafiquant de stupéfiants qui avait été assis par hasard devant Sa'ad, encaisse le plus gros de la rafale et meurt sur le coup. L'Israélien, qui s'est abrité derrière son cadavre, en sort vivant. Qui et pourquoi a-t-on voulu le supprimer ? S'agit d'un règlement de comptes interne à la « *israeli mafia* » ? Ces questions restent encore sans réponse.

Le 10 novembre 2003, nouvel attentat. Hazel Crane est visée en se rendant au tribunal au volant de sa Mercedes portant des plaques minéralogiques à son nom. Ce jour-là, l'ex-épouse d'Avissar est censée déposer devant le tribunal de nouvelles informations relatives aux relations tendues entre son ancien mari et Sa'ad. Alors qu'elle attend à un feu rouge, un tueur circulant à moto s'approche de la voiture et ouvre le feu à six reprises.

Touchée à la tête, à la poitrine, aux jambes et aux bras, la conductrice meurt sur le coup. L'amie qui l'accompagne, et qui confirmera plus tard que de nouvelles informations avaient été trouvées, est gravement blessée.

Depuis le 17 octobre 1999, Hazel Crane s'était dépensée sans compter pour faire éclater la vérité sur les activités des « *yordim* » de Ramat Amidar. L'ex-épouse d' Avissar remuait la boue et se savait menacée, ce qui l'avait poussée à réduire fortement ses sorties et ses activités sociales. Harcelant quotidiennement les enquêteurs afin de les pousser à travailler plus vite, elle offrait une prime à quiconque lui fournirait de bons tuyaux. Le cas échéant, elle louait les services de détectives privés, voire de mercenaires.

L'assassinat d'Hazel Crane sonne comme une catastrophe pour les enquêteurs. Et ce n'est pas la seule : Wayne Kukard, l'officier de police chargé du dossier de la « mafia israélienne en Afrique du Sud » et le seul à connaître les tenants et les

aboutissants de toutes les affaires, meurt peu après l'ex-épouse d'Avissar. Foudroyé par une crise cardiaque. Il était âgé de trente-cinq ans à peine, l'enquête l'aurait épuisé.

Ces deux disparitions consécutives provoquent un tremblement de terre judiciaire car Hazel Crane et Wayne Kukard étaient les deux pivots de la procédure. Sans eux, le parquet se retrouve sans rien puisque tous les autres témoins susceptibles d'incriminer Sa'ad se sont rétractés ou ont été tués. En effet, peu après Shaï Avissar, Julio Bascelli, un homme qui participait à certains trafics de produits de contrefaçon organisés par l'Israélien, et qui avait accepté de « charger » Lior Sa'ad devant un tribunal est lui aussi retrouvé assassiné. D'une balle dans la tête dans un garage abandonné de Modderfontein, à l'est de Johannesburg.

Carlo Binne, un autre témoin des activités de Lior Sa'ad avait déjà été foudroyé par quatre balles de gros calibre en 2001, dans la périphérie de la même ville, alors qu'il allait s'asseoir au volant de sa voiture.

Hazel Crane, l'épouse, Julio Bascelli, le complice, Carlo Binne, le témoin, et Wayne Kukard, le policier, disparus, qui peut encore témoigner contre la branche sud-africaine de Ramat Amidar ? Personne. Faute de dossier consistant, le *State prosecutor* Tom Dicker ordonne l'arrêt de toutes les poursuites le 1er mars 2004. Le dossier est donc clos et d'un point de vue légal, Lior Sa'ad est considéré comme innocent. Il peut donc retrouver la liberté.

Placé sous la protection d'une quinzaine de gardes du corps appartenant à une unité spéciale antiémeute, il est traîné jusqu'au consulat d'Israël où la procédure administrative relative à son expulsion est expédiée en deux temps trois mouvements. Cinq heures plus tard, manifestement hébété par la vitesse avec laquelle les événements se déroulent, il embarque à bord du vol d'El Al LY 512 le ramenant dans son pays d'origine.

L'affaire Avissar reste une énigme. Elle n'a jamais connu d'épilogue judiciaire, et elle n'est pas la seule car plusieurs autres membres de la « mafia israélienne d'Afrique du Sud » sont eux aussi passés de vie à trépas sans que leurs assassins ne soient retrouvés.

L'expulsion de Lior Sa'ad a sonné le glas de la branche sud- africaine de Ramat Amidar en tant que structure organisée. Ses membres se sont dispersés dans la nature même si la plupart continuent d'opérer dans cette partie du

continent africain. Les responsables policiers de Pretoria confirment d'ailleurs régulièrement l'existence d'une « *israeli mafia* » dans leur pays. Plus discrète que la précédente, mais aussi active sur le marché noir des diamants bruts, des armes, ainsi que du coltan, un minerai rare employé dans la fabrication de composants électroniques.

Par ailleurs, à l'instar de celui de quatre personnes démantelé en mars 2002, de petits groupes de racketteurs Israéliens, indépendants du gang de Ramat Amidar, ont continué à opérer en Afrique du Sud après l'épilogue de l'affaire Shaï Avissar. Le 6 mai 2004, l'homme d'affaires israélien David Peri a ainsi été retrouvé agonisant au volant de son véhicule. Il avait été touché par six balles, douze autres avaient traversé la carrosserie. Cet assassinat n'a jamais été résolu, mais l'enquête s'est orientée vers des mafieux « blancs et bleus » qui avaient tenté de le racketter. Les enquêteurs avaient alors également été intrigués par le fait que David Peri a été abattu à proximité de l'endroit où Hazel Crane a également perdu la vie.

Dans la foulée de ces événements, un responsable de la police de Johannesburg a séjourné à Jérusalem en 2006 afin de renforcer les contacts entre les deux pays et améliorer l'échange d'informations.

La médaille de Mulner

Le gang de Ramat Amidar tient une place à part dans l'histoire criminelle israélienne. Parce que de nombreuses figures de la « mafia blanche et bleue » y ont fait leurs premières armes et parce que certains d'entre elles sont devenus de grandes figures du milieu.

Au moment où ces lignes sont écrites, les frères Harari ne figurent plus dans le peloton de tête de la criminalité organisée. Tous deux proclament d'ailleurs qu'ils se sont rangés des voitures. À partir de sa magnifique villa de Césarée, Yossi Harari lève des fonds pour des organisations caritatives et fréquente les séances de prière organisée par le rabbin Yeshayahou Pinto, une étrange figure religieuse d'Ashdod dont nous reparlerons plus longuement par la suite.

Quant à Roni Harari, il a été arrêté pour avoir joué au conciliateur entre un truand israélien qui avait gravement torturé un diamantaire anversois afin de lui

voler de l'argent et des pierres, et sa victime qui venait de déposer plainte à la police belge.

En juin 2012, le même a de nouveau été inculpé pour avoir, avec un complice nommé Andreï Sevastyanov, empoché l'argent qu'il était censé récolter pour le compte d'un prêteur sur gages du centre de Tel-Aviv. Depuis lors, le nom des Harari n'est plus cité que dans des affaires minables. De médiocres tentatives de chantage à la petite semaine et de récupération de créances n'ayant pas grand-chose à voir avec celles de la « grande époque ».

A contrario, Amir Mulner, l'ancien bras droit de Yossi Harari, a poursuivi une belle carrière criminelle. Au point de passer désormais pour l'une des figures dominante du milieu. Aujourd'hui âgé d'une quarantaine d'années, celui que la *PNI* présente parfois comme « l'héritier de Zeev Rozenstein » opère principalement sur le « marché gris », les prêts extra-bancaires à taux usuraires. C'est en tout cas sa façade officielle, celle qui lui permet de justifier ses plantureux revenus. Mais la réalité est un peu plus complexe.

Fils d'un officier de la police de Ramat Gan et d'une secrétaire dans une école de la même ville, Amir Mulner a, durant les années soixante-dix, été élevé dans un immeuble sans cachet du Sderot Yerushalaïm (Boulevard de Jérusalem).

Ceux qui le croisaient à l'époque se souviennent de ce grand jeune homme aux yeux bleus « un peu timide et toujours poli » qui semblait destiné à suivre la même carrière que son paternel.

Soldat d'élite

Incorporé dans les rangs de Tsahal à la fin de ses études comme tous les jeunes israéliens, Mulner a commencé sa carrière de bidasse comme cuisinier dans une unité ordinaire de planqués et de traîne- savates avant de demander sa mutation au sein de la brigade Golani, un corps d'élite spécialisé dans les opérations de terrain.

En février 1993, en patrouille en Cisjordanie occupée, son unité intervient contre un groupe d'écoliers palestiniens lançant des pierres. Mulner et un autre soldat ouvrent le feu à balles réelles : un adolescent est tué et plusieurs autres sont blessés.

Pour ce « fait d'arme », Mulner est promu officier. Alors haut gradé, le futur chef de l'état-major de Tsahal et ministre de Défense Moshé Yaalon (Likoud) lui décerne une médaille.

Au sein de la brigade Golani, Mulner apprend les techniques de guérilla et la manipulation des explosifs. Des techniques dont il devient expert.

C'est son *background* de vrai combattant et cette formation spéciale qui font que l'homme n'est pas un truand « ordinaire ». Qu'il ne ressemble pas à ces m'as-tu-vu en 4 × 4 que l'on peut croiser le samedi matin aux terrasses du boulevard Rothschild, l'artère huppée de Tel-Aviv, sirotant un café serré sous la protection de leurs gardes du corps.

En outre, Mulner est homme intelligent. Et contrairement aux autres figures criminelles, il fait toujours preuve de politesse envers ses interlocuteurs. Il leur parle sans élever la voix.

L'homme est tout ce que l'on veut sauf un impulsif. C'est un stratège qui a lié une alliance temporaire avec la famille Aboutboul après s'être brouillé avec celle des Alperon. Dans le panier de crabes de la criminalité israélienne, il fait en quelque sorte figure d'intellectuel. Il a également tissé d'excellentes relations avec les organisations mafieuses arabes telles les Karajah.

Les premiers ennuis judiciaires d'Amir Mulner datent de 1993. Cette année-là, il est déjà considéré comme le « cerveau » de la bande de Ramat Amidar. Ce qui ne l'empêche pas de payer de sa personne en descendant sur le terrain. Car il aime l'action, ce qui lui vaut d'être arrêté alors qu'il rackette, pour le compte des Alperon, une agence de voyages de Ramat Gan en compagnie des frères Harari. Il le paye d'un an de prison alors que ses complices en prennent sept.

Plus tard, Mulner rejoindra Yossi Harari en Afrique du Sud et participera durant quelques mois aux activités locales de l'organisation.

C'est pendant ce séjour qu'un certain Nissim Yemin, un membre de l'organisation resté en Israël et « retourné » par la *PNI*, accuse ses camarades d'avoir fait « liquider » le rabbin Shimon Hadif, père du leader de Pardès Katz. L'opération était sophistiquée. L'explosif avait été placé dans le repose-tête de la victime et le détonateur était relié au système de démarrage du véhicule. Selon les enquêteurs, seul Amir Mulner disposait des connaissances militaires adéquates pour réaliser ce montage professionnel.

Les révélations de Nissim Yemin tombent à point nommé. Elles sont précises, détaillées, imparables pour Yossi Harari qui est condamné à cinq ans de prison par défaut. Quant à Amir Mulner, il a plus de chance : non-lieu faute de preuves.

L'ancien de la brigade Golani ne reste pas longtemps à Johannesburg après l'assassinat de Shaï Avissar et l'expulsion de Lior Sa'ad. Il préfère le Mexique, où une petite colonie de truands israéliens en délicatesse avec la justice de leur pays réside à l'année dans un club de vacances sécurisée de Cancun. Là, ces « *yordim* » vivent en circuit fermé, téléphonant sans cesse à leurs proches restés au pays afin de savoir ce qui s'y passe.

Exil forcé

Prudent, Mulner joue la discrétion en débarquant dans ce marigot. Il ne se lie pas à beaucoup de monde sauf à Tsahi Ben Or, l'ex-flic impliqué dans l'assassinat de Pinhas Bouhbout sur son lit d'hôpital pour le compte des frères Perinian. Mais la parenthèse mexicaine ne dure pas. Amir Mulner revient en Israël à la fin de juin 2004, quelques semaines après que Nissim Yemin, la « balance » qui a dénoncé l'implication de Ramat Amidar dans l'assassinat du rabbin Hadif, eut été abattu d'une balle dans la tête pendant qu'il regardait la télévision dans le salon de son appartement de Bat Yam.

Plus mûr et doté d'une solide ambition, Mulner a pris goût au luxe durant ses séjours à l'étranger. À son retour en Israël, il s'installe dans le complexe Akirov, trois tours tel-aviviennes abritant de nombreuses personnalités en vue dont le ministre de la défense Ehoud Barak. La présence du parrain ne plaît guère aux résidents. Certains ont peur, d'autres sont incommodés par les va-et-vient de séides de l'organisation criminelle. Saisi du dossier, le syndic de l'immeuble s'empresse de relayer ces récriminations à Amir Mulner : la voiture de l'imprudent administrateur explose quelques jours plus tard.

Pour l'heure, les enquêteurs n'ont que des soupçons car aucun élément concret ne permet de relier Amir Mulner à cette affaire, même si ses voisins évitent de le croiser dans les couloirs et s'abstiennent de lui reprocher quoi que ce soit.

« On ne prête qu'aux riches », affirme le dicton populaire et le département du renseignement et des investigations de la *PNI* soupçonne à tort ou à raison l'ex-stratège de Ramat Amidar d'être impliqué dans de nombreux événements

semblables. Parmi ceux-ci, l'explosion, le 16 août 2003, du 4 × 4 de l'ex-bras droit du chef de la mafia israélienne de New York, Israël Mizrahi, alias « Alice », et celle, en novembre 2008 de la voiture de Yaakov Alperon, le chef de la famille mafieuse à laquelle Amir Mulner avait été allié avant de s'en distancier.

« Mulner ressemble à Zeev Rozenstein du temps de sa splendeur », constatent des enquêteurs du *Yamar*. « Il n'apparaît jamais nulle part, mais on retrouve sa patte partout. Pourtant, un jour, il commettra une gaffe et il tombera pour de bon. Nous l'avons dans le collimateur, on attend l'opportunité ».

Le 26 novembre 2008, agissant sur la base d'informations précises récoltées dans le cadre de l'assassinat de Yaakov Alperon, la *PNI* a d'ailleurs cru tenir sa chance en perquisitionnant dans un appartement de Ramat Gan présenté comme le quartier général de l'organisation de Mulner.

A priori, le tuyau était valable car des éléments relatifs aux opérations de Ramat Amidar y étaient entreposés. Mais à part un pistolet 9 mm muni d'un silencieux n'ayant jamais servi, les enquêteurs ne découvrent aucun élément permettant de relier Mulner et les seize hommes arrêtés ce jour-là aux assassinats précités. L'ex-numéro deux de Ramat Amidar a donc été inculpé pour détention d'arme prohibée. La *PNI* espérait mieux…

L'Étoile du nord

En janvier 2009, nouvelle montée d'adrénaline chez les policiers. Au terme d'une enquête secrète de plusieurs mois, Amir Mulner et vingt-six autres suspects sont arrêtés et accusés d'avoir voulu importer une centaine de kilos de cocaïne colombienne pure dans l'État hébreu via Panama. Une affaire énorme.

Au centre du trafic, le Français Michel Ben Simon, déjà connu de la police israélienne pour des faits semblables, son amie Hagit Bachila, ainsi que l'homme d'affaires Ran Shabi, le propriétaire d'une PME important des baffles hi-fi « made in Panama ». Du matériel de bonne qualité, mais qui n'intéresse pas beaucoup les consommateurs de l'État hébreu habitués aux grandes marques asiatiques proposées dans les supermarchés.

En grande difficulté financière, Ran Shabi constitue une cible idéale pour Michel Ben Simon, qui propose de le renflouer en échange d'un petit service :

accepter que ses baffles d'importation soient farcis de cocaïne. C'est ingénieux et les douanes ne devraient y voir que du feu. L'homme d'affaires aux abois accepte le marché. Mieux, il prend une part active au trafic en se rendant à Panama pour surveiller l'introduction de la drogue dans de petits compartiments spécialement aménagés. Quand à Ben Simon, il séjourne également sur place afin de négocier l'achat de la poudre à divers intermédiaires mandatés par les cartels colombiens.

Le jeu en vaut la chandelle : vendu au gramme dans les clubs branchés de Tel-Aviv, un kilo acheté six mille dollars aux Colombiens pouvait en valoir vingt-cinq fois plus après avoir été coupé.

A priori, ça roule. Sauf que le *Yamar* est au courant de la combine et qu'elle surveille les membres de la bande avec les services panaméens. Michel Ben Simon étant français, les policiers de l'Hexagone collaborent. Les Espagnols également puisque le « cerveau » de l'affaire est basé dans ce pays.

Les conversations téléphoniques des protagonistes identifiés sont écoutées, leurs courriels interceptés. Des traceurs électroniques sont implantés. Chaque mouvement des suspects fait l'objet d'une surveillance tant en Israël, qu'au Panama, en France et en Espagne. Certes, le dispositif est lourd, mais Michel Ben Simon est un homme prudent, voire paranoïaque. Pour communiquer avec ses complices, il utilise des lignes téléphoniques qu'il croit – à tort – sécurisées. Il emploie également des expressions codées. « Durant toutes mes années de service, j'ai rarement croisé une personne aussi sophistiquée et suspicieuse », racontera plus tard le superintendant Eli Assayag en charge de l'enquête. « Par mesure de prudence, le Français évitait de venir en Israël. Il concluait toutes ses transactions loin de chez nous afin de minimiser les risques ».

Pourtant, ces précautions ne servent à rien, la surveillance mise en place porte rapidement ses fruits et le nom d'Amir Mulner finit par apparaître. Il est l'un des financiers du trafic aux côtés d'Adul Karajah, le chef d'un clan mafieux arabe israélien, ainsi que d'Oudi et Mordu Shoshani, les chefs d'une petite organisation criminelle basée dans le nord d'Israël.

Au fil des interceptions téléphoniques et autres, Eli Assayag et ses hommes découvrent comment la bande prévoit d'envoyer la poudre en Israël et de quelle manière elle y sera vendue. Ils préparent donc leur coup de filet en se frottant les mains à l'idée de voir Amir Mulner et ses complices sous les verrous pour de

longues années. Mais l'affaire s'embrouille. Au Panama, un gang local attaque l'appartement où la bande a stocké la cocaïne, une partie de la marchandise disparaît. Persuadés qu'on essaye de les rouler, les frères Shoshani montrent des signes d'énervement. Ils enlèvent et séquestrent plusieurs des protagonistes israéliens de l'affaire. Les membres de leur famille sont menacés de mort.

Amir Mulner fait intervenir ses lieutenants pour calmer le jeu. Non pas qu'il se préoccupe du sort des victimes des frères Shoshani, mais il a investi dans l'affaire et il n'est pas question de perdre cet argent. Le moment est donc venu d'agir pour les services policiers des quatre pays impliqués dans l'enquête. L'opération « *Étoile du Nord* » est lancée.

Ran Shabi est arrêté à la sortie d'un bureau de poste, alors qu'il vient d'envoyer au Panama des pièces métalliques à introduire dans les baffles afin de perturber les scanners des douanes et les empêcher de détecter la coke. Vingt-sept autres suspects sont interpellés dans la foulée, au Panama comme en Israël. Quant à Michel Ben Simon, sa paranoïa le sauve : il réussit à s'enfuir de justesse en passant d'Espagne au Maroc.[20]

« S » se met à table

Le procès de la bande débute le 10 octobre 2010 devant le tribunal de Petakh Tikvah. Pour la première fois de l'histoire judiciaire israélienne, un témoin d'État placé sous la protection de la justice en vertu d'une nouvelle législation est entendu. C'est un ancien trafiquant surnommé « S » – la loi israélienne interdit désormais de citer son nom – qui a déjà vidé son sac devant les enquêteurs.

Face au juge, le « repenti » répète ses aveux sous la protection de quarante-cinq policiers chargés d'assurer sa sécurité. Serrés comme des sardines dans le box, les accusés sont une quinzaine. Ils ricanent, insultent « S » et l'empêchent de parler en lançant des lazzis, mais le témoin fait face. Mieux, il donne également des informations relatives à l'assassinat de trois truands en 2001 à Tibériade. À l'en croire, il s'agissait d'une vengeance de Zeev Rozenstein, alors emprisonné dans le cadre d'une autre affaire.

Rafi Weissman, Sharon Massawi et David Ben Mergi, des seconds couteaux du milieu avaient été abattus à la sortie d'un bar jouxtant le lac de Tibériade et

les enquêteurs n'avaient jamais compris pourquoi. La déposition fort détaillée de « S » fait donc l'effet d'un coup de tonnerre puisqu'elle enfonce davantage le « parrain des parrains » de la criminalité organisée israélienne alors incarcéré aux États-Unis pour trafic d'ecstasy.

En revanche, le « repenti » n'apporte rien de nouveau à propos de Mulner. En tout cas, il ne convainc pas le tribunal de son implication dans l'affaire des baffles à la cocaïne. Amir Mulner est donc acquitté, mais pas ses lieutenants Ouri Luzon et Guy Weberman, ni ses associés Karajah et les frères Shoshani.

Une figure intéressante cet Ouri Luzon. Ancien récupérateur de créances pour la famille Alperon, l'homme a rejoint Mulner au début des années deux mille et participé à des opérations contre ses anciens employeurs. Il a d'ailleurs failli le payer de sa vie puisqu'une bombe déposée sur un trottoir a explosé le 7 février 2009, à Ramat Gan, au moment où il allait prendre place dans sa voiture avec son garde du corps.

Considéré comme un homme de confiance de Mulner, voir comme le numéro deux de son organisation, cet ex-lieutenant d'Alperon n'a rien avoué dans le cadre du procès de « l'*Étoile du nord* ». L'omertà totale. À peine se rappelait-il son nom et de son adresse. Sa condamnation n'a d'ailleurs pas ralenti ses activités puisque la *PNI* a ouvert un nouveau dossier le concernant durant sa détention. Une affaire relative à un site de paris illégaux sur internet qu'il gérait à partir de sa cellule avec la complicité d'un gardien. Un business plutôt juteux qui a attiré de nombreux parieurs parmi lesquels le fils de l'homme d'affaires le plus puissant d'Israël. Au moment où l'existence de ce site était découverte, il avait déjà rapporté douze millions d'euros à son propriétaire.

La bombe

Amir Mulner n'a pas disparu de la scène criminelle israélienne après avoir purgé trente-deux mois de prison pour trafic d'armes et association de malfaiteurs. Il est simplement devenu plus discret et il a renforcé son influence au point d'être considéré à l'égal des plus dangereux. À la mi-mars 2013, il a de nouveau été arrêté et placé en résidence surveillée durant cinq jours pour avoir refusé l'accès de son domicile à des inspecteurs de la nouvelle unité policière

433-Lahav venus perquisitionner chez lui munis d'un mandat en bonne et due forme.

À partir de cette période, la police israélienne multiplie d'ailleurs les efforts pour l'empêcher de développer son organisation et de supplanter celle d'Aberjil et consort.

C'est dans le cadre de cette stratégie que Yossi Davah, l'homme de confiance du nouveau « parrain » chargé des finances de sa bande, ainsi que son père Vittorio, ont été arrêtés le 10 novembre 2013.

Accusés de racket pour avoir attaqué un négociant du centre de Tel-Aviv incapable de rembourser ses dettes, ils ont cependant refusé de se mettre à table lorsqu'il s'est agi d'évoquer les activités de leur commanditaire.

Cependant, c'est l'explosion, dans la soirée du 8 novembre 2013, d'une bombe placée sous la voiture de Guy G., un magistrat du parquet de Tel-Aviv chargé de centraliser les dossiers de lutte contre la criminalité organisée qui a dopé les investigations relatives à Mulner.

La voiture était vide lorsqu'elle a brûlé sur le parking réservé du palais de justice. Et selon les enquêteurs, tout dans le mode opératoire de cet attentat – la préparation minutieuse, les repérages minutieux, la qualité de l'explosif – fait penser à une opération mise au point par l'ancien de la brigade Golani. Encore faut-il le démontrer…

En 2009, le prédécesseur du magistrat visé par l'explosion du palais de justice de Tel-Aviv avait lui aussi été menacé lorsqu'il avait commencé à s'intéresser sérieusement aux activités de Mulner et de ses amis. Sur recommandation policière, il avait d'ailleurs été obligé de changer régulièrement de voiture et de dormir tous les soirs dans un hôtel différent. Sous la protection de gardes du corps.

Trois ans plus tard, son successeur et ses proches ont eux aussi été placés sous une lourde protection policière permanente pendant que plusieurs « soldats » de Mulner étaient convoqués pour interrogatoire.

Les enquêteurs ne disposaient d'aucuns indices matériels. Seulement de « tuyaux » remontant d'informateurs plus ou moins fiables. Ils allaient donc à la pêche en espérant trouver quelque chose au fond de leurs filets. Grosse erreur : les face-à-face avec les suspects ont été musclés mais aucun d'entre eux n'a parlé.

L'explosion du palais de justice de Tel-Aviv a suscité une vague d'indignation en Israël. Les radios-télévisions ont interrompu leurs programmes habituels pour transmettre l'événement en direct, le ministre de la Sécurité intérieure s'est aussitôt rendu sur place et Binyamin Netanyahou s'est fendu d'une déclaration affirmant que l'enquête « devra bénéficier de la priorité suprême » puisque cet attentat est « une atteinte directe au pouvoir de la loi et aux fondements démocratiques de notre pays ».

De fait, à la mi-décembre, cinq membres de « l'organisation Mulner » sont arrêtés au cours d'une opération commune menée avec l'administration fiscale. Des figures connues, Moshé Beit Eda, alias « Chico », est un ancien soldat de la famille Aberjil qui a changé son fusil d'épaule ; Lior Belisa est considéré comme le responsable opérationnel de la bande, et Lior Avada a été inculpé dans le passé pour avoir poignardé un débiteur qui lui devait sept cents euros. Quant à Adam Itzhak et Koby Dagan, ils sont moins importants. Quoi qu'il en soit, tous sont accusés de racket, de fraude, de blanchiment et de détention d'armes.

Puisque les enquêteurs n'ont pas grand-chose dans leur dossier, ils exercent de fortes pressions en espérant que l'un de ces durs à cuire va craquer. Qu'il négociera le statut de « témoin d'État » – donc l'immunité – contre des infos relatives à l'attentat.

Les flics déchantent rapidement car leur stratégie cousue de fil blanc ne fonctionne pas. Mais puisqu'ils l'ont lancée, autant continuer. De cinq, le nombre de suspects passe à onze, dont deux interpellés dans l'aéroport international Ben Gourion alors qu'ils se préparaient à fuir à l'étranger.

Dans la foulée, le 4 × 4 blindé de Mulner est saisie. Il s'agit d'une jeep transformée de manière artisanale pour subir un siège. Outre les plaques de métal anti-balles et anti-éclats, le véhicule est doté de meurtrières ainsi que d'un système vidéo permettant de surveiller l'environnement à 360 degrés.

Le « Rottweiler humain »

Faute d'éléments concrets sur l'attentat du palais de justice de Tel-Aviv, la PNI dispose d'une séquence filmée à Ramat-Gan par une caméra de surveillance. Elle montre certains des lieutenants de Mulner, ainsi que leur patron, déterrant une arme de poing le 3 novembre 2013 et la manipulant sans méfiance.

La séquence ne laisse place à aucun doute. Parmi les complices de Mulner interpellés se trouve Ben Cohen, un ami d'enfance de son patron que la police présente comme le « responsable du blanchiment de l'argent généré par les différentes activités de l'organisation ». Montant estimé : soixante-dix millions d'euros depuis 2009.

Autre, figure intéressante, celle de Denis Desiatnik, un ancien des forces spéciales israéliennes surnommé « Tyson » parce qu'il s'est fait tatouer sur le côté gauche du visage, autour de l'orbite, le même motif que celui de son idole, le boxeur américain Mike Tyson.

Marié, père de quatre enfants, Desiatnik est né en Ouzbékistan lorsque cette république était encore partie intégrante de l'URSS. Passionné de boxe, il « monte » en Israël avec ses parents en 1996 et y poursuit des entraînements sportifs entamés en Moldavie. Ce qui lui vaut notamment de participer notamment au championnat d'Israël junior et d'accumuler les médailles ainsi que les commentaires flatteurs des chroniqueurs sportifs. L'un d'entre eux le surnomme en tout cas le « Rottweiler humain » tant il se montre rapide et agressif sur le tapis.

Recruté par le « Yassam », l'unité antiterroriste de la police israélienne équivalente au RAID et au GIGN, Desiatnik y fait des merveilles durant quatre ans. En tout cas, ses copains apprécient les cours de boxe qu'il leur dispense et sa hiérarchie l'estime. Il semble promis à une belle carrière sous l'uniforme. Du moins, jusqu'à cette nuit funeste de juin 2006 qui le voit dérailler…

En patrouille avec un autre policier, Desiatnik repère en effet un poivrot agressif qu'il veut contrôler. Le ton monte avec le SDF, que le Moldave passe à tabac.

Inculpé après enquête du « Makhach », la police des polices, Desiatnik est mal embarqué. Pour éviter la prison, il signe un accord de « plaider coupable » et démissionne de la police pour se recycler dans le *coaching* sportif.

C'est ainsi qu'il rencontre Mulner, qui en fera son garde du corps et l'un de ses lieutenants les plus proches.

En l'absence du patron, l'organisation a évidemment perdu de sa puissance. Durant l'été 2014, la PNI a d'ailleurs prévenu certains de ses membres encore actifs qu'un contrat avait été placé sur leur tête et qu'ils seraient bien inspirés de

prendre des mesures de précaution. Mais la vengeance est un plat qui se mange froid – voire congelé – dans les cercles criminels israéliens.

Le 26 avril 2015, soit neuf mois après cet avertissement policier, Itzik Cohen, le frère de Ben Cohen qui passe pour le plus proche lieutenant de Mulner, est blessé dans l'explosion de sa voiture piégée. La scène s'est déroulée en plein jour, dans une rue animée de la banlieue de Tel-Aviv, et plusieurs passants ont également récolté des éclats.

Le retour du « Numéro un »

Quant à Mulner, il s'est installé en Thaïlande d'où il a, pendant vingt-deux mois, continué à gérer ses affaires dans l'État hébreu et à se tenir au courant des opérations de ses rivaux. Le *Yahbal* l'a finalement interpellé le 1er octobre 2015 à l'aéroport international de Tel-Aviv alors qu'il débarquait d'Asie du sud-est après avoir transité par Chypre.

Fidèle à ses habitudes, le « Numéro un » de la criminalité organisée israélienne à égalité avec Itzhak Aberjil affiche un calme olympien face aux policiers. Il leur répond poliment et feint de ne pas comprendre pourquoi ils l'abreuvent de questions.

« Il affichait son sourire mystérieux pendant qu'on lui passait les pinces, comme si la situation ne le dérangeait pas plus que cela », a déclaré l'un des officiers chargé de l'intercepter.

Inculpé de blanchiment, d'abus de confiance et de détention illégale d'armes en attendant d'autres charges beaucoup plus sérieuses, Mulner comparaît le 2 octobre 2015 devant un tribunal qui confirme son mandat d'arrêt.

« Je ne suis pas venu ici pour faire un show et je démontrerai que ces dossiers ont été montés de toutes pièces », déclare l'ex-fuyard qui s'était jusqu'alors astreint à garder le silence lors de ses précédentes comparutions en justice. Et de poursuivre : « Tout ce que l'on raconte sur moi est faux. La police me persécute en inventant des histoires sans queue ni tête, si je suis ici aujourd'hui, c'est pour tirer ces histoires au clair ».

À l'occasion de l'une des audiences consacrée à la prolongation de son mandat d'arrêt, il ajoute qu'il ne « croit pas aux procédures judiciaires » et qu'il « sait

que son sort est réglé par avance » avant de retomber dans son mutisme légendaire.

À tort ou à raison, les spécialistes du « dossier Mulner » estiment que l'ex-fuyard savait très bien ce qu'il faisait en rentrant en Israël. Qu'il s'attendait à repasser par la case prison ne fût-ce que quelques jours mais que le jeu en valait la peine à ses yeux. Parce qu'Aberjil, Rozenstein et de nombreux autres sont affaiblis, en position difficile, ou hors circuit. Il y a donc des opportunités à saisir et Mulner ne veut pas rester hors du coup.

Un pari risqué mais un pari gagné puisque le tribunal de première instance de Rishon-le-Tzion a constaté la faiblesse des éléments recueillis par la police à l'encontre de son client – rappelons qu'aux yeux de la loi israélienne, des informations recueillies auprès d'informateurs ne constituent pas des preuves – et à donc ordonné sa remise en liberté une dizaine de jours après son arrestation.

Les jambes de Ben Cohen

Le 19 janvier 2016, quelques semaines à peine après le retour de Mulner à Tel-Aviv, Ben Cohen, l'homme de confiance de Mulner brièvement interpellé après l'attentat du palais de justice de Tel-Aviv, est visé à son tour. Il est ciblé par un attentat à proximité de la bourse aux diamants de Ramat Gan. La Volvo 4 × 4 blanche dans laquelle il avait pris place en compagnie de ses deux gardes du corps explose et il perd les deux jambes. « Une opération hautement professionnelle », selon les enquêteurs de la *PNI* dépêchés sur place.

Considéré comme le responsable de la sécurité de Mulner, Cohen faisait pourtant preuve de la plus grande prudence depuis que son oncle avait été visé par un attentat semblable à la fin de 2015. Il faisait donc contrôler ses véhicules de prédilection – toujours de luxueux 4 × 4 – à plusieurs reprises et par des hommes de confiance différents avant d'y embarquer. Tout porte à croire que les commanditaires de l'opération avaient observé les déplacements de leur cible avant de passer à l'action et qu'un commando circulant en deux roues à collé une mine magnétique sur la Volvo en mouvement.

Un signal d'alerte pour Mulner puisque Cohen est un membre de son premier cercle, un ami d'enfance – ils ont été à l'école ensemble – qui lui a fait connaître

le monde de la criminalité organisée en l'entraînant dans le gang de Ramat Amidar alors dirigé par les frères Harari.

Âgé de 42 ans au moment où il a perdu ses jambes, Cohen a commencé sa carrière criminelle comme récupérateur de créance – autant écrire « gros bras »- des frères Harari. Mais il s'est placé dans la roue de son ami Mulner lorsque celui-ci a voulu voler de ses propres ailes. En 1995, les deux hommes ont en tout cas été inculpés pour extorsion. Quatre ans plus tard, Cohen et un complice ont de nouveau eu des ennuis mais plus sérieux ceux-là : ils ont été condamnés à sept ans de prison pour l'assassinat d'un mafieux israélien de Los Angeles. Un rival du « parrain » Félix Aboutboul – une figure marquante de la criminalité blanche et bleue dont nous étudieront les méfaits plus avant – que Cohen a étranglé avant de cacher le cadavre dans un coffre de voiture, enroulé dans un vieux tapis.

Plus tard encore, « l'ombre de Mulner », comme le surnomment ses amis, a également été inculpé pour avoir, au début des années 2000, voulu faire chanter un concessionnaire de voitures Subaru installé dans la zone industrielle de Tel-Aviv et pour avoir tenté d'interférer dans la vie clubs sportifs. En outre, il a été arrêté en 2013, avec deux autres « hommes de Mulner », dans le cadre d'une immense affaire de blanchiment d'argent sale portant sur environ soixante-dix millions d'euros.

Considéré comme un usurier et un récupérateur de créances de haut niveau, Cohen est également une figure de la vie nocturne tel-avivienne. Sportif et bien bâti, toujours entouré de jolies femmes, il réside dans un immeuble luxueux du « Park Tzameret », un lotissement de Tel-Aviv où les *people* croisent des hommes d'affaires israéliens ou étrangers, des mafieux parvenus, ainsi que des Français recherchés par la justice de l'Hexagone pour leur implication dans des dossiers d' » escroquerie au président » dont nous reparlerons à la fin de cet ouvrage.

Qui pouvait lui en vouloir au point de faire exploser sa voiture un mardi en milieu de matinée, au milieu d'une circulation intense de Ramat Gan ? La *PNI* sait que Cohen était en conflit avec plusieurs personnes dont Eytan Haya, l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New-York dont nous reparlerons plus loin. En outre, il jouait au médiateur entre deux groupes de truands qui se disputaient la gestion d'une brasserie située dans un quartier chic de Tel-Aviv.

Cinq semaines avant la tentative de « liquidation » qui l'a visé, Cohen en est venu d'ailleurs aux mains avec l'un des protagonistes de cette affaire, ce qui lui a valu d'être convoqué au commissariat. Là, les enquêteurs l'ont informé qu'un contrat venait d'être lancé sur sa tête.

Après l'explosion de Ramat Gan, l « ombre de Mulner » a en tout cas passé neuf jours dans le coma. Sans savoir qu'il avait perdu ses deux jambes et que son ami Mulner l'a veillé durant de longues heures en compagnie de gardes du corps qui patrouillaient dans les couloirs de l'hôpital Ichilov de Tel-Aviv.

Ben Cohen a ensuite été transféré au centre de revalidation de Tel Hashomer, l'autre grand hôpital de Tel-Aviv. Après un séjour mouvementé de plusieurs mois au cours duquel d'autres patients se sont plaints de son attitude grossière et arrogante, les médecins ont autorisé sa sortie le 29 juillet 2016.

Pour l'occasion, l'« ombre de Mulner » a organisé une beuverie dans les couloirs de l'hôpital au cours de laquelle il a agressé sexuellement une infirmière. Celle-ci a déposé plainte et Cohen s'est aussitôt retrouvé en détention préventive avec de nouveaux ennuis judiciaires sur le dos.

Deux rabbins dans la poche

À l'instar de la plupart des « grands noms » de la criminalité organisée israélienne, Mulner entretient une cour, dont Cohen est sans doute le grand chambellan. Mais il entretient également des rapports ambigus avec la religion et avec les hommes de foi.

Peut-être y croit-il vraiment ou peut-être est-il simplement superstitieux ? En tout cas, il ressemble à cette majorité de truands israéliens qui tueraient sans broncher mais ne rateraient pour rien au monde l'office du vendredi soir à la synagogue et respectent à la lettre le jeûne de Yom Kippour (le Grand pardon), la fête la plus sacrée du judaïsme.

Itzhak Aberjil a « ses » rabbins et nous verrons plus à l'avant que d'autres tels Charlie Aboutboul et Shalom Domrani ont également entretenu des relations de confiance avec des hommes de foi. Qui les ont eu recours aux services de leurs hommes de main pour s'imposer sur un marché religieux déjà fort encombré. En effet, contrairement à la religion catholique et aux autres obédiences du christianisme, il n'existe aucune hiérarchie structurée au sein du judaïsme.

Certes, les rabbins se revendiquent de tel ou tel courant, mais il leur appartient de se créer une communauté de fidèles qui financent le fonctionnement du lieu de culte.

Si certains rabbins perçoivent un salaire de l'État, beaucoup ne vivent que des dons récoltés à l'occasion de mariages, bar-mitzvah et circoncision. Or, les « parrains » de la criminalité organisée israélienne ont la réputation d'être larges…

Ce qui explique sans doute pourquoi le rabbin Haïm Kaniewski et le rabbin Dov Kook, deux grands noms du monde religieux ultraorthodoxe, ont accepté de procéder, le vendredi 25 décembre 2015 à 6 heures du matin, à la cérémonie de circoncision du fils de Mulner dans une synagogue sise au beau milieu de Bnei Brak, la plus grande ville ultraorthodoxe d'Israël.

19. Voir David Cray, *Hazel Crane, queen of diamonds, Testimony beyond the grave*, Spearhead, Kenilworth, 2004.

20. Ces dernières années, plusieurs mafieux israéliens se sont réfugiés au Maroc pour échapper aux tueurs lancés à leurs trousses ou aux poursuites judiciaires. C'est notamment le cas de Gaby Ben Harosh (voir chapitre VII) et de Shalom Domrani (voir chapitre XI).

IV

Un « Sicilien » à New York

Pour la seule année 2003, une dizaine de figures du milieu israélien sont passées de vie à trépas de manière violente. Parmi les plus notables exécuteurs de ces basses œuvres, le tueur à gages d'origine géorgienne Reuven Adouchvilli et le fameux Aharon Messika, alias le « Liquidateur ». Professionnel et fier de l'être, l'homme était connu pour son ego disproportionné. Il se croyait intouchable et il l'était. Jusqu'au 31 janvier 2003, le jour où l'un de ses confrères déguisé en ultra-orthodoxe l'a abattu en pleine rue. Une balle en plein front, ni vu ni connu.

Cependant, l'assassinat le plus marquant de 2003 est sans conteste celui d'Israël Mizrahi, alias « Alice », un dur à la peau tannée par la violence, les embrouilles, les beuveries et les séjours en prison. Un vrai caïd qui comptait autant d'ennemis que de sang sur les mains.

Le 6 août 2003, Israël Mizrahi, légende du milieu, est mort déchiqueté par l'explosion de son Mercedes ML en plein cœur de la rue Hertzl, une artère commerciale fréquentée du centre de Tel-Aviv. La bombe télécommandée contenait un kilo d'explosifs. Elle était placée sous le siège du véhicule de la victime dont les viscères ont été projetés sur des balcons situés à vingt mètres de distance. Le fils d'« Alice » âgé de treize ans se trouvait à ses côtés, il n'a pas été touché. Un travail de pro, donc.

Né dans le quartier défavorisé de Kfar Shalem au sud de Tel- Aviv, Israël Mizrahi, dit « Alice », a connu une jeunesse agitée. Vols, bagarres, condamnations à répétition pour cambriolages. Des petits casses également, qu'il organise avec ses associés de l'époque, Gad Plum et Shemaya Angel. Au départ, ces trois-là n'étaient que des petites frappes de quartier. Mais des petites frappes inséparables et douées. Basés à Rishon-le-Tzion, une ville de la grande banlieue

de Tel-Aviv, ils se faisaient appeler les « Siciliens » et l'appétit venant en mangeant, ils sont très vite passés de l'attaque des épiceries à celles de banques.

Au début des années soixante-dix, Gad Plum a pris du galon. Son pedigree lui vaudra de figurer sur la « liste des onze » établie par la *PNI*. En Europe, il a opéré en Allemagne et en Belgique. Prostitution, trafic de drogue. Il sera abattu le 10 janvier 1995, sans doute sur ordre des Alperon. Quant à Shemaya Angel, sa carrière criminelle culminera en 1982 avec une condamnation à la perpétuité pour une série d'assassinats avec préméditation. D'abord, ceux de deux trafiquants de drogue auxquels il était associé et qui ne se seraient pas montrés réglo. Ensuite, celui de son meilleur ami qu'il soupçonnait d'entretenir une relation avec sa première épouse.

Shemaya Angel était divorcé et l'ex-femme de sa vie était donc libre de faire ce qu'elle voulait avec son corps, argumenterait-on aujourd'hui. Mais pas à cette époque, et surtout pas au sein de la pègre israélienne, où le machisme est une règle au moins aussi fondamentale que celle de l'omertà. Selon « le code d'honneur » en vigueur, l'ancienne épouse avait « trahi » son ex-époux. Elle méritait donc une bonne leçon et son amant également. La première a été passée à tabac jusqu'à en être défigurée, le second a été lardé de cent trente et un coups de couteau.

Considéré comme le détenu de droit commun le plus dangereux d'Israël, Shemaya Angel a été incarcéré en isolement dans le quartier spécial de la prison Ayalon au nord-est de Tel-Aviv, où il a réussi à se mettre à dos tous les gardiens. « C'était une teigne », nous a confié l'un d'eux.

Certaines personnes sont douées pour se faire des ennemis où qu'ils aillent et quoi qu'ils fassent. Shemaya Angel en faisait manifestement partie. En 2001, à l'occasion de l'une de ses permissions pénitentiaires, une bombe a explosé sous le véhicule qu'il venait de louer pour effectuer une excursion en famille. Lui et ses proches en sont sortis indemnes, mais cela ne changeait plus grand-chose puisque les médecins lui avaient pronostiqué un cancer incurable : il ne lui restait plus beaucoup de temps pour profiter de la vie. Libéré pour raisons médicales en décembre 2003, il s'est d'ailleurs éteint dans son lit quatre mois plus tard.

« Le Dingue » et « le Sicilien »

Israël Mizrahi, dit « Alice », n'a pas connu le même sort que les deux autres « Siciliens ». Au terme d'une longue peine pour braquages, il s'est envolé à destination des États-Unis pour y rejoindre la cohorte des « *yordim »* qui y cherchaient fortune dans les années quatre-vingt. Loin de ses anciens associés, il lui fallait quelqu'un à qui se raccrocher et il a trouvé Yossef Attias, dit « Johnny », ou *Johnny Hagadol*, « le Grand Johnny », ou encore *Hamechouga* « le Dingue », un truand flamboyant qui envoyait *ad patres* tous ceux qu'il estimait susceptibles de lui faire de l'ombre.

Dingue, Yossef Attias ne l'était peut-être pas complètement, mais il n'était pas très équilibré. Raison pour laquelle tout le monde s'en méfiait, à commencer par ceux qu'il présentait comme ses « amis ».

Né dans une famille d'origine marocaine de Tirat Carmel, un village proche d'Haïfa, celui qui se hissera au rang de parrain de la mafia israélienne de New York, et qui occupera de ce fait une place jusqu'à présent inégalée dans l'histoire criminelle de l'État hébreu, est passé très tôt de l'autre côté de la barrière. Âgé de quinze ans, Yossef Attias a été arrêté une première fois alors qu'il venait de dévaliser l'un des nombreux entrepôts militaires de sa région située à quinze kilomètres de la frontière libanaise.

Dans les années soixante-dix, on le retrouve à la direction du « Lonely Johnny », un bar discothèque sordide où les habitants de Tirat Carmel viennent tuer l'ennui. Certains y écoulent des radios volées ou du matériel électrique « tombé du camion ». Un peu de shit également, importé directement du Liban. C'est pathétique et « Johnny » s'emmerde autant que ses clients. Heureusement, il y a la belle Ofra, la beauté locale que le cafetier a rencontrée en 1978 et épousée dans la foulée.

Tirat Carmel n'était pas une bourgade faite pour ces deux-là. Trop calme. Trop pauvre. Quelques mois plus tard, Yossef Attias et Ofra ferment boutique pour tenter leur chance ailleurs. Direction Paris où le couple se lance dans le trafic d'héroïne. Arrêté à plusieurs reprises pour possession d'armes et de stupéfiants, libéré, extradé en Suisse dans le cadre d'un dossier d'assassinat dans lequel il est blanchi faute de preuves, « le Dingue » est finalement expulsé vers Israël. Mais pas pour longtemps puisque ce pays l'ennuie. Il revient donc clandestinement en France et reprend ses activités illégales. Quelques mois plus tard, celles-ci lui

vaudront d'être soupçonné d'avoir abattu deux de ses pourvoyeurs et d'en avoir blessé un troisième dans un *deal* d'héroïne qui a mal tourné.

Cette fois, ça sent vraiment le brûlé. « Johnny » a les policiers aux trousses. Dans le courant de l'été 1984, il s'envole à destination des États-Unis où il pénètre illégalement en utilisant le passeport de son frère. Sa femme Ofra l'y rejoint un peu plus tard.

New York, New York

Yossef Attias est charismatique. Il parle l'anglais avec un accent rocailleux, mais c'est un tchatcheur et il voit grand. Il rêve de prendre le contrôle du marché new-yorkais de l'héroïne et de la cocaïne colombienne pour étendre le business à d'autres états. Un fantasme ? « Johnny le Dingue » dispose de relations à New York. Des « *yordim* » plus douteux les uns que les autres parmi lesquels Ran Ephraïm, un trafiquant de coke avec lequel il a passé quelques années à l'ombre en Israël. À ce dernier, Yossef Attias propose de devenir son lieutenant et de gagner beaucoup d'argent. Aux hésitants, il rappelle qu'il a déjà tué plusieurs personnes en Europe et qu'il vaut mieux se trouver de son côté plutôt que face au canon de son automatique.

Au moment où Yossef Attias débarque à New York, sa route croise celle de Eytan Haya. Arrêté à une dizaine de reprises en Israël avant de tenter sa chance aux États-Unis, ce petit homme musclé et tonique est un dur parmi les durs qui incarne la grosse artillerie du milieu tel-avivien. En 1974, il s'était fait connaître de l'opinion israélienne en dirigeant le soulèvement des détenus de la prison de Ramleh au sud de Tel-Aviv, où il purgeait peine de détention à perpétuité pour meurtre. En l'occurrence, il purgeait une peine à perpétuité pour avoir, le 26 octobre 1970 – à peine âgé de 17 ans – abattu un rival de deux balles dans la tête.

Eytan Haya n'avait peur de rien. Et certainement pas de l'administration pénitentiaire. Pour dénoncer les conditions de détention, la chaleur insoutenable dans les cellules, les « joukim », les cafards, et l'hygiène déficiente, lui et un complice ont donc pris un gardien en otage en menaçant de lui briser le cou si la vie carcérale ne s'améliorait pas sur le champ. Une première et un coup de

maître puisque l'administration a cédé. En revanche, la justice l'a condamné à six ans supplémentaires pour la prise d'otages.

Gracié en 1979 par le président Itzhak Navon et libéré le 30 décembre de la même année, Haya n'attend pas son reste et s'envole aussitôt pour New York où il se lance dans ses activités de prédilection : le trafic d'héroïne, l'extorsion, les combines diverses et les prêts à taux usuraires.

Sûr que l'arrivée tonitruante de Yossef Attias à New York ne lui plaît guère car elle perturbe un peu son business. Mais l'ex-taulard est prudent. « Lèche la main que tu ne peux mordre », dit le proverbe et c'est exactement ce qu'il fait en s'associant avec le nouveau venu plutôt que de s'y opposer frontalement.

À force de baratin et de menace, « Johnny » fédère autour de sa personne un groupe de truands israéliens qui se désigne comme le gang « Hahevrah », la « société » ou le « groupe » en hébreu qui va régner sur Brooklyn et le Queens. Le noyau dur de l'organisation ne compte qu'une vingtaine d'éléments, mais ce sont des truands aguerris ayant pour la plupart du sang sur les mains. Le gang « Hahevrah », le « Dingue » en devient même le parrain. Sa première victime, il la trouve en la personne de Moussa Alyan, le propriétaire du « Nirvana Club », un bar fréquenté par les membres de la famille mafieuse italienne Bonanno[21].

Accessoirement, Moussa Alyan est aussi une grosse pointure du trafic d'héroïne avec laquelle Yossef Attias veut s'associer, de gré ou de force. Cependant, fort de ses nombreuses relations dans le milieu, le patron du « Nirvana club » rejette les propositions de l'Israélien. Qui est ce type après tout ? Un parvenu qui parle trop fort et postillonne quand il s'énerve. Moussa Alyan n'aime pas ça, il remballe le solliciteur et passe à autre chose. Tragique erreur : il sera abattu un peu plus tard. Trois balles dans le dos pendant qu'il verrouillait les portes de son établissement.

En deux ans, épaulé par Ran Ephraïm, puis par Israël Mizrahi, « Alice », par l'ex-policier israélien Eli Ohana et surtout par Eytan Haya, le futur numéro deux de la bande, Yossef Attias devient une figure incontournable de la scène criminelle new-yorkaise. Un parrain qui se targue de négocier d'égal à égal avec la famille mafieuse Colombo en perte d'influence, avec les triades chinoises, les gangs jamaïquains et nigérians, les Hispanos, voire avec les premiers représentants de la *mafia* russe. Lorsqu'il le faut, « le Dingue » se montre tout à fait sensé. Surtout lorsqu'il faut discuter avec les familles mafieuses italiennes et

les « *babas* », ces chefs de gangs turcs spécialisés dans le trafic d'héroïne à grande échelle.

Grâce à Marinel Hershko, alias « Nelo », un trafiquant d'héroïne israélien basé en Thaïlande, « Johnny » a les introductions qu'il faut chez les fournisseurs. Il obtient régulièrement de grosses quantités et de bonne qualité. Le trafic est donc prospère, ce qui n'empêche pas le gang « *Hahevrah* » d'être à l'affût de toutes les opportunités. Aux escroqueries à l'assurance, ses membres ajoutent le racket de commerçants juifs ou Israéliens, le vol d'or et les attaques de bijouteries.

Au sein de la communauté juive locale, ces « *yordim* » sont considérés comme des loups dans la bergerie car ils sont impitoyables au point de braquer certains de ceux qui les ont pourtant aidés à s'installer. L'un de ces coups – le casse d'une bijouterie tenue par un couple de juifs de leur connaissance – leur rapporte quatre millions de dollars.

Le club des hommes de main

Tout semble sourire à la mafia israélienne de New York en ce début des années quatre-vingt. Lorsqu'elle ne liquide pas ses ennemis et ses concurrents à coups de 9 mm, elle les achève à la batte de baseball. Les autres gangs ethniques la redoutent en raison de sa violence exacerbée et de son organisation de type militaire. Les « *yordim* » sont tellement bons en leur domaine que les Russes et Italiens louent parfois leurs services pour mener à bien des extorsions de fonds ou pour exécuter un contrat délicat.[22]

En tant que numéro deux d'« *Hahevrah* », Eytan Haya blanchit l'argent qui coule à flots. « C'était relativement simple » a-t-il confié beaucoup plus tard à l'une de ses relations. « Je cherchais des gens honnêtes – genre couple de cadres avec deux enfants disposant d'économies – et me faisais passer pour un conseiller financier. Je proposais de faire fructifier leur patrimoine en le plaçant en bourse avec un retour important sur investissement. Je leur disais « confiez-moi cinq mille dollars et je me charge du reste ». Deux mois plus tard, je leur en rendais le double ou le triple. Ils ne savaient pas que c'était de l'argent sale et que j'avais moi gardé leur argent propre qui avait été injecté dans les circuits légaux ».[23]

À l'époque, la mafia israélienne de New York réalise un chiffre d'affaires d'environ cinq millions de dollars par mois. Net d'impôts, bien sûr. Yossef Attias et ses hommes mènent grand train : alcool, filles, sorties et poudre.

En association avec Michael Francese et Frankie Sciortino, deux membres de la famille Colombo, ainsi que des « *Vor y Zakone* » russes, ils participent à une immense combine visant à éluder grâce à de fausses factures et à un système de cavalerie le paiement de la taxe sur les carburants imposée par l'État de New York. Certes, la plus grosse part du produit de cette opération revient aux commanditaires de l'entourloupe, mais les « *yordim* » prélèvent leur dîme au passage.

Du moins, jusqu'au 23 décembre 1994, date de l'arrestation de trois suspects par le *New York Police Department* (*NYPD*). L'arnaque est importante. Dotés de gros moyens, la police de New York et les « *feds* » tapent de plus en plus haut. Ils arrêtent notamment Michael Markowicz dit « le Roumain », bien qu'il soit d'origine ukrainienne, et qu'il dispose d'un passeport israélien. Un étrange personnage qui a combattu dans les rangs de *Tsahal* durant la guerre des Six jours en juin 1967 avant de se mettre au service d'organisations criminelles russes. D'abord condamné pour trafic de drogue et pour racket comme un vulgaire truand, Michael Markowicz a finalement trouvé son bonheur dans la délinquance financière. Dans les combines de cols blancs. Et c'est en raison de ses compétences reconnues qu'il est devenu le représentant de la « *Mafya* » russe dans l'arnaque aux carburants.

Doué pour les chiffres, « le Roumain » l'est beaucoup moins pour résister aux interrogatoires policiers. En fait, ceux-ci n'ont pas dû attendre longtemps pour que leur « client » se déculotte et conclut un « *plea bargain* » avec le parquet new-yorkais pour éviter plusieurs dizaines d'années de prison. En clair, Michael Markowicz, l'ancien para de *Tsahal* raconte tout ce qu'il sait. La famille Colombo, qui l'apprend, n'apprécie guère. D'autant que la « balance » la désigne comme principale bénéficiaire de la fraude. À sa demande, les hommes d'« *Hahevrah* » sont donc priés de régler le problème selon les méthodes habituelles, et le plus tôt sera le mieux. La mission échoit à Israël Mizrahi, « Alice », ainsi qu'à Yossef Reisch, un autre « *yored* ». Le 3 mai 1989 aux petites heures de l'aube, l'équipe attend « le Roumain » à la sortie d'une longue

partie de poker. Ce dernier est fatigué, il ne se rend compte de rien. Trois balles font mouche, il meurt avant même d'avoir touché le sol.

Interpellé dans le cadre de l'enquête sur la fraude, mais pas de son implication dans la « liquidation » de Markowicz, Yossef Reisch est laissé en liberté après avoir reconnu être en contact avec Yossef Attias et estimé le montant de l'escroquerie à environ trente-quatre millions de dollars. Il comprend qu'il vaut mieux ne pas tenter le diable en restant à New York et s'enfuit à Tel-Aviv en espérant s'y faire oublier.

Nourriture pour chats

Les autorités américaines se sont intéressées à la criminalité organisée « made in Israël » dès le début des années soixante-dix, lorsque la présence grandissante de « *yordim* » a été détectée dans des affaires de trafic de stupéfiants et de blanchiment. Un phénomène tellement inquiétant que le *FBI* a demandé à renforcer sa collaboration avec la *PNI* et qu'une *task force* comprenant des représentants de plusieurs ministères et agences fédérales a été créée. Cette structure a bien fonctionné, mais elle a été dissoute à la fin des années quatre-vingt. « Pour des raisons budgétaires », disait-on alors à Washington. Peut-être également parce qu'à Jérusalem, le gouvernement ultranationaliste d'Itzhak Shamir s'obstinait à nier l'existence d'une « mafia blanche et bleue » – a fortiori son implantation à l'étranger – et que les cercles pro israéliens actifs à Washington ne se faisaient pas fait prier pour relayer le message auprès des élus et fonctionnaires importants avec lesquels ils étaient en relation suivie.

L'opinion américaine a pris conscience de l'existence de cette mafia en octobre 1979 avec l'assassinat des époux Esther et Eli Reuven, deux trafiquants de cocaïne originaires de l'État hébreu, mais installés de longue date aux USA. En litige avec un gang israélien qui leur réclamait le remboursement d'un prêt de 70 000 dollars accordé pour acheter de la poudre blanche, le couple traînait des pieds. Tout porte d'ailleurs à croire que les époux s'étaient crus plus malins que leurs créanciers et qu'ils avaient tenté de balader en racontant des histoires à dormir debout.

Quoi qu'il en soit, une rencontre de conciliation a été organisée dans la chambre 2419 de l'hôtel Bonaventure et le ton est monté. Les Reuven ont été

assassinés sur place, démembrés, découpés et leurs restes emballés dans des sachets ont été dispersés en ville et ont servi de… nourriture pour chats.

Reconnus coupables de ce double assassinat, Yossef Zacharia alias « Jo », considéré comme le commanditaire de l'opération, et son principal complice Yehouda Avital seront condamnés à vingt-cinq ans et quatre mois de prison. Eli Komarchero, un troisième complice qui avait témoigné contre les deux autres pour sauver sa tête, a lui été relâché. Il sera cependant arrêté un peu plus tard dans le cadre d'un autre trafic de stupéfiants impliquant cette fois des mafieux israéliens basés à Los Angeles.

Le massacre de l'hôtel Bonaventure constitue un marqueur important puisqu'il a donné naissance aux concepts de « *sabra mafia* » et de « *kosher mafia* » largement repris par les médias anglo-saxons depuis lors. Dans la foulée du double assassinat, les grands médias américains ont consacré des enquêtes de fond aux « *yordim* » impliqués dans les activités criminelles. L'ambassade d'Israël à Washington a eu beau nier, ses démentis n'ont plus jamais été pris au sérieux.

Près de dix ans après la fin tragique des époux Reuven, Yossef Attias et la « mafia israélienne de New York » sont en tout cas à leur apogée. Les méfaits d'« *Hahevrah* » confirment les chroniqueurs judiciaires locaux dans l'idée que les « *yordim* » ont conquis une place de choix sur le marché de la criminalité américaine. Paradoxalement, c'est à partir de ce moment que l'ambiance commence à se dégrader au sein de la bande. Car Yossef Attias devient de plus en plus irascible. Il divise pour régner, lance des rumeurs, attise les jalousies.

Le 2 avril 1988, soupçonné de dissimuler deux kilos d'héroïne pour les revendre à son profit, Albert Soussan, alias « Bébert », est attendu par Yossef Attias, par Eytan Haya et par deux membres de l'organisation sur le parking de l'aéroport JFK. Il s'apprête à s'envoler pour Israël où il doit participer à une réunion familiale, mais ses amis insistent pour l'emmener en balade. On retrouvera son cadavre le lendemain dans une rue de Brooklyn avec une balle dans la tête, une autre dans la poitrine, de nombreuses traces de tortures, et des marques de coups de batte de baseball. Avait-il vraiment voulu jouer « perso » ou était-il simplement victime de la paranoïa grandissante de son chef ? En tout cas, il l'a payé cash. Un avertissement aux autres membres de l'organisation.

Mortelle trahison

Deux clans s'opposent désormais au sein d'« *Hahevrah* ». D'un côté, Attias est soutenu par Israël Mizrahi, dit « Alice ». De l'autre, le duo Eytan Haya-Eli Ohana. Au milieu, le reste de la bande qui attend de savoir comment va tourner le vent.

À mots à peine couverts, Eytan Haya reproche à « Johnny » de ne pas répartir équitablement les gains. De s'attribuer le produit d'affaires auxquelles il n'a pas vraiment pris part. C'est un argument qui porte dans un milieu aussi vénal. Cerise sur ce gâteau de fiel, des rumeurs présentant « Johnny le Dingue » comme un « *rat* » – une balance – commencent également à circuler. Certes, au sein de la bande, tout le monde sait qui les a lancées. Mais elles se répandent rapidement, y compris parmi les associés russes et italiens. Ce qui signifie que le sort de Yossef Attias est scellé, car ces gens-là ne prennent pas de risques.

De fait, le 19 janvier 1990, alors âgé de trente-six ans, Yossef Attias, « le Dingue », festoie au Sea Dolphin, un restaurant casher new-yorkais tenu par un autre Israélien. C'est un endroit où il a ses habitudes et où il se sent à l'aise. Il sirote de la vodka et se sent en sécurité relative, même s'il subodore qu'une cabale se trame contre lui. Lorsqu'il se rend à son véhicule pour chercher quelque chose dans le coffre, un tueur lui tire trois balles dans le bas du dos. « Ils me l'ont mis dans le cul », lâche-t-il avant de perdre connaissance puis de s'éteindre dans l'ambulance qui l'emmène à l'hôpital.

Enterré quelques jours plus tard dans le petit cimetière de Tirat Carmel où son épouse Ofra le suivra en 1999, Attias n'a jamais été remplacé. Sa disparition a entraîné celle de la « mafia israélienne de New York ». Mais pas l'interruption des règlements de comptes entre ses membres.

En effet, resté fidèle à Yossef Attias, Israël Mizrahi, alias « Alice » a été visé par un premier attentat peu après la mort du « boss ». Sa Lincoln stationnée dans le centre de New York a été pulvérisée par l'explosion d'une bombe. L'avertissement était clair et l'intéressé n'avait pas besoin d'explications : il a aussitôt bouclé ses valises pour rentrer en Israël où il a repris contact avec le « traître » Yossef Reisch.

Outre le fait qu'ils voulaient se mettre à l'abri de nouveaux règlements de comptes, les deux hommes avaient une autre raison encore plus solide de rentrer au pays : ils étaient recherchés par la justice américaine pour l'assassinat de

Michael Markowicz, et ils imaginaient pouvoir échapper à ces poursuites grâce à la loi israélienne de 1978 interdisant l'extradition de ressortissants de l'État hébreu vers les pays où ils auraient perpétré des crimes et des délits.

A priori, l'affaire est pliée. Les deux fuyards sont persuadés que personne ne peut rien contre eux. Sauf qu'il y a une faille – et une belle ! – puisque la loi israélienne n'interdit pas de juger les ressortissants de l'État hébreu sur la base d'une enquête effectuée à étranger. Et c'est exactement ce qui va se passer : le procès débute en 1994, à Tel-Aviv en présence de dizaines d'agents spéciaux du *FBI* et de la *DEA* dépêchés pour l'occasion. Fort attentif également, le procureur new-yorkais Éric Seidel, un Juif américain qui a effectué son « *alyah* » et combattu dans l'armée israélienne durant la guerre de Kippour en 1973 avant de rentrer aux États-Unis. Connu pour son caractère intraitable, le magistrat met un point d'honneur à éradiquer la criminalité israélienne au États-Unis. Il parle couramment l'hébreu et facilite les contacts entre les enquêteurs des deux pays. Grâce à Seidel, ceux-ci collaborent de manière intensive dans le cadre de la surveillance téléphonique d'Attias et de ses hommes. Le procès – le premier du genre – s'avère complexe à mettre en œuvre. Internet et la vidéoconférence n'existent pas. Les appareils de télécopie ont la taille d'un réfrigérateur et il faut compter une minute pour scanner chaque page d'un dossier qui en compte des dizaines de milliers… En outre, il faut faire venir des États-Unis plusieurs « balances » intégrées dans le cadre du programme fédéral de protection de témoins. Tout cela coûte horriblement cher et pour ajouter au malaise, certaines des personnes sollicitées pour se rendre en Israël refusent de le faire par crainte pour leur vie.

Ces lourdeurs bénéficient aux accusés qui sont acquittés de l'assassinat de Markowicz. À titre de lot de consolation pour Seidel, Israël Mizrahi, « Alice », est toutefois condamné à douze ans de prison pour blanchiment et pour avoir importé aux États-Unis quatre kilos d'héroïne achetés aux Pays-Bas. Libéré sur parole après huit ans pour bonne conduite, il reprend aussitôt le turbin en ouvrant un restaurant dans le quartier de Chrounat Hatikvah, l'ancien fief de Yehezkiel Aslan, « le Lion », deux casinos clandestins et un bureau de prêts à taux usuraire. Des affaires qu'il gère à partir d'un petit bureau sis dans la rue Hertzl. C'est en sortant de là qu'il sera déchiqueté par la bombe placée sous son 4 × 4 le 6 août 2003.

La taupe

Quid de l'assassinat de Yossef Attias ? À en croire les informateurs de la *NYPD* et du *FBI*, Eytan Haya et Ran Ephraïm y auraient participé. Surveillant le gang « *Hahevrah* », les enquêteurs américains avaient d'ailleurs commencé à enregistrer les conversations téléphoniques des deux « *yordim* » plusieurs mois avant l'élimination de leur patron. Les fédéraux avaient ainsi appris que Ran Ephraïm, « l'ami de trente ans » de Yossef Attias avait prévenu Eytan Haya par téléphone que ce dernier allait quitter le Sea dolphin pour se rendre jusqu'à sa voiture garée en face.

Pour conforter leur dossier, les enquêteurs ont obtenu des déclarations d'Ofra Attias, la veuve du parrain qui a rompu l'omertà pour déposer contre les anciens associés de son mari. Une démarche identique à celle de Ron Gonen, un ancien braqueur recyclé dans le trafic de stupéfiants et dont le témoignage à permis de faire arrêter une trentaine de membres ou de complices extérieurs de la « mafia israélienne de New York ».

Ron Gonen était un pion important pour le *FBI* et la *DEA*. Certes, il n'avait pas vraiment fait partie de l'entourage du « Dingue », mais il en connaissait les activités grâce aux confidences de Ran Ephraïm dont il était l'ami. En tout cas, il s'est montré bavard et il a raconté ce qu'il savait sur Eytan Haya et sur les conflits au sein de la bande.

À l'époque, les informations inédites délivrées par ce « repenti » l'ont fait admettre dans un programme fédéral de protection de témoins. Une planque qu'il quittera volontairement au bout de dix-huit ans de vie clandestine.[24]

Ron Gonen était important aux yeux des fédéraux. Parce qu'il en savait beaucoup et parce qu'il pouvait convaincre d'autres suspectes de se mettre à table. Ce qu'il a d'ailleurs fait avec Ran Ephraïm en lui faisant miroiter une protection fédérale.

Grâce à ces deux « repentis » et aux autres témoins, l'enquête s'est focalisée sur Eytan Haya, qui l'a payé cash : treize ans dans un pénitencier fédéral du Kansas.

Détenu modèle

Durant son long séjour à l'ombre, Eytan Haya s'est comporté comme un détenu modèle. Aucun incident à signaler et participation assidue à des cours de yoga et de philosophie. Mais lorsque les portes de la prison se sont ouvertes devant lui, le « *yored* » a montré qu'il n'avait rien oublié, ni pardonné. Si Israël Mizrahi a été tué par l'attentat de la rue Hertzl, alors que Eytan Haya se trouvait aux États-Unis, les cadavres ont commencé à s'accumuler dès qu'il a remis les pieds en terre promise…

Marinel Herhsko, l'ami de « Johnny » et son principal fournisseur d'héroïne thaïlandaise, a ainsi été abattu en août 2005, à Bat Yam, une station balnéaire voisine de Tel-Aviv, pendant qu'il regardait la télévision.

À quelques jours de distance, Ran Ephraïm, qui venait d'ouvrir une galerie d'art dans le sud de Tel-Aviv après avoir quitté le programme américain de protection de témoins a été abattu dans la rue par deux hommes circulant à moto. Selon l'un de ses proches, peu avant sa mort, Eytan Haya lui aurait fait transmettre un message par lequel il exigeait le paiement d'une importante somme en dollars à titre de « dédommagement » pour son témoignage à charge devant la justice américaine. Personne n'affirme ouvertement que le rival de Yossef Attias soit à l'origine de ces éliminations. Qui oserait puisqu'il n'existe aucun élément le démontrant de manière irréfutable ? Reste que les policiers israéliens ont un avis bien tranché, et c'est bien cette piste-là qu'ils ont toujours suivie.

En avril 2007, bingo ! Une patrouille de la police circulant à Ramat Gan, le quartier des affaires de Tel-Aviv et celui de la bourse aux diamants qui passe pour le berceau historique de la famille Alperon, interpelle deux jeunes hommes athlétiques aux manières étranges. En voyant approcher les uniformes, l'un d'entre eux se débarrasse d'un sac à dos pendant que l'autre prend la tangente. Interrogés, les deux hommes n'arrivent pas à expliquer ce qu'ils font là. Ils sont embarrassés et confus. Encore plus lorsque les policiers récupèrent leur sac et y découvrent deux armes de poing munies d'un réducteur de son. Menottés et emmenés au poste, Sergueï Teplitzky et Ilya Khodonov, n'ont pourtant pas le profil de truands. Ils ont été formés dans une unité d'élite de *Tsahal* avant d'être recrutés pour la protection de personnalités officielles. Des ministres ainsi que de membres de la *Knesset*. Que font-ils à Ramat Gan ? Sergueï Teplitzky craque le premier. Il avoue – ce que Ilya Khodonov, moins prolixe, confirmera ensuite

dans une pièce voisine – qu'un intermédiaire les a recrutés pour… liquider un rival amoureux de Eytan Haya. Un homme qui aurait, selon lui, profité de sa longue détention au Kansas pour entretenir une relation torride avec son amie.

Le barrage psychologique étant brisé, les ex-*bodyguards* de la *Knesset* deviennent intarissables. Ils reconnaissant avoir rempli plusieurs contrats mais nient avoir eu des contacts directs avec le cerveau des assassinats. De qui pourrait-il s'agir ? Ils estiment sans pouvoir le démontrer qu'il s'agit de Eytan Haya et que celui-ci leur a bien commandé l'assassinat de Ran Ephraïm.

Dans la foulée, les deux avouent avoir été chargés de tuer Yoav Sinaï, l'ex-chauffeur d'Attias résidant à Rishon-le-Tzion. Pour quelle raison ? Parce que Eytan Haya détestait cet homme considéré comme le dépositaire des secrets de Yossef Attias et comme le dernier de ses fidèles. Or, les renseignements transmis à Sergueï Teplitzky et à Ilya Khodonov par le cerveau de cette énième liquidation étaient faux. Les deux sicaires se sont donc trompés de cible en ouvrant le feu sur un quidam qui n'avait rien à voir avec la « mafia israélienne de New York ». Cet homme a survécu, mais il est handicapé à vie.

Chantage à Jaffa

Aujourd'hui sexagénaire, Eytan Haya attend toujours les suites judiciaires de ces affaires. Arrêté puis relâché dans la foulée de l'interpellation de Sergueï Teplitzky et d'Ilya Khodonov, il n'a pas encore été inculpé. Au début de 2014, lorsqu'il ne fréquentait pas les frères Aberjil, il passait des jours tranquilles dans son penthouse de la tour W, un luxueux immeuble de Ramat Gan, et jurait en tirant sur son gros cigare cubain qu'il « ne regrettait rien de sa vie »[25] mais que le moment était venu pour lui de se retirer des affaires pour s'occuper de sa famille. De sa nouvelle épouse beaucoup plus jeune que lui, de ses deux enfants, de ses cinq petits enfants, ainsi que des deux chiens d'attaque qui l'accompagnaient souvent.

Pourtant, quoiqu'il ait prétendu avec la main sur le cœur, l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New-York n'a jamais pris sa retraite. Il a d'ailleurs été arrêté en mars 2014 avec une vingtaine de complices accusés d'avoir développé une vaste organisation de racket et chantage.

Ses victimes ? Des hommes d'affaires, des petits patrons, des people contraints de payer sous la menace. Ceux qui refusaient essuyaient des rafales alors qu'ils conduisaient sur l'autoroute, étaient battus en rue ou écopaient d'une grenade lancée sur la façade de leur maison.

Le système mis au point par « celui auquel personne n'osait dire non tant il faisait peur », selon l'expression d'une victime de la bande, était simple : il obligeait ses victimes à lui emprunter de fortes sommes à un taux usuraire et les forçait à continuer à payer même lorsque la dette avait été remboursée.

Les investigations relatives aux activités du « parrain » et de ses complices ont débuté par hasard à la fin de 2013, lorsque les deux propriétaires de la salle « Yaffa », un établissement de Jaffa organisant des mariages et des fêtes familiales, se sont enfuis à l'étranger en laissant un trou de vingt mille euros dans la caisse et des dizaines de couples de futurs mariés sur le carreau.

Lorsque certains des tourtereaux grugés ont déposé plainte pour escroquerie contre les tenanciers de « Yaffa », la police a découvert que ceux-ci n'avaient a priori aucune raison de partir puisque leur salle avait toujours été rentable… jusqu'à ce que ses bénéfices fondent au soleil de manière inexpliquée.

Retrouvés à l'étranger, les deux propriétaires n'étaient pas des truands en cavale, jusque des fuyards apeurés. Et qui se cachaient mal. Ils ne se sont alors pas fait prier pour raconter comment Eytan Haya et ses hommes les avaient pressés, au point de les pousser à tout abandonner d'un jour à l'autre.

Arrêté quelques semaines plus tard, l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New-York a tout nié et nie avec la même force qu'il le fait aujourd'hui. Mais la PNI avait déclenché une enquête *undercover* et les éléments recueillis à sa charge – des enregistrements téléphoniques, entre autres – étaient accablants.

Parmi les membres de son organisation identifiés figuraient en tout cas des « soldats » de la famille criminelle arabe Al Hariri dont nous parlerons plus longuement dans un prochain chapitre ; Itzhak Louzon, secrétaire général du club professionnel de football Maccabi Petah-Tikvah, et surtout l'avocat Amnon Zikhroni.

Certes, ce ténor du barreau ventripotent à la voix grave et aux allures de papa gâteau n'a pas été mêlé aux opérations de racket. Mais il apparaît dans le système de blanchiment mis en place par Haya pour recycler les sommes

récoltées. Et puisque son cabinet était en difficulté, il a emprunté cent cinquante mille dollars à son client en prétendant « ne pas savoir d'où venaient les fonds ».

Interrogé durant de longues heures, finalement il a accepté de témoigner contre Haya – bonjour la déontologie ! – afin d'éviter l'inculpation. Dans ce cadre, il a notamment reconnu que Haya menaçait certaines de ses victimes en utilisant les postes téléphoniques de son cabinet.

Triste fin de carrière pour ce plaideur bien introduit dans l'establishment travailliste et dans les cercles du pouvoir. Cofondateur de l'hebdomadaire « *HaOlam Haze* », défenseur du premier objecteur de conscience qu'ait connu l'État hébreu, conseiller du Premier ministre Itzhak Rabin lorsque ce dernier négociait les accords de paix d'Oslo avec l'OLP (1993), présentateur de plusieurs émissions à la radio et à la télévision, M^e^ Zikhoni bénéficiait de beaucoup de monde. Y compris du Shabak, la Sûreté générale, puisqu'il faisait partie du petit groupe d'avocats autorisés à défense les détenus dits « de sécurité au cours de procès tenus à huis clos et dont l'opinion israélienne n'a pas toujours connaissance. Parmi ses clients : Mordekhaï Vanunu, condamné pour avoir révélé au monde l'intérieur du complexe atomique de Dimona ; l'espion du KGB Shabtaï Kalmanovitch dont nous reparlerons dans le chapitre « Salade russe », et Nahum Manbar, un homme d'affaires israélien condamné pour avoir vendu à l'Iran du matériel permettant de fabriquer du gaz moutarde.

« Enculé de flic »

Durant leurs investigations, les enquêteurs ont eu du mal à convaincre les complices d'Eytan Haya de se lâcher. Voire, pour certains, de devenir « témoins d'État » contre leur ancien patron. À l'heure où ces lignes sont écrites, la plupart refusent encore de parler et leur crainte est compréhensible puisque l'un d'entre eux, « retourné » par la *PNI* et dont l'identité était censée rester secrète, a essuyé des coups de feu le 14 décembre 2014, alors qu'il prenait l'air dans son jardin, à Jaffa.

Parmi les victimes de Haya, beaucoup ont certes accepté de raconter aux enquêteurs comment ils avaient été malmenés mais la plupart ont refusé que leur déposition soit actée. Les enquêteurs ont donc dû déployer beaucoup de patience et de persuasion pour recueillir les 170 témoignages signés figurant au dossier.

Car même derrière les barreaux, l'ex-« numéro deux de la mafia de New-York » continue de faire peur. Violent, il était aux États-Unis et violent il est resté à son retour en Israël. Au début mars 2014, comparaissant devant un tribunal en vue de la prolongation de son mandat, il s'en est pris aux journalistes présents, au personnel du tribunal, ainsi qu'au chef de l'enquête : « Enculé de flic ! Sale pédé ! Pouffiasse ! Quand je sortirai je te baiserai, fils de pute », a-t-il éructé alors que les gardiens peinaient à le maintenir loin de sa tête de turc.

Au fil des audiences, l'examen du dossier a en tout cas confirmé que l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New-York avait bel et bien « replongé » dès son retour en Israël. Grâce aux violences et aux menaces, il s'est créé un petit empire économique composé d'affaires saines dont il prit le contrôle après avoir forcé leur légitime propriétaire à s'endetter.

Et l'homme à la mémoire longue. En témoigne, l'explosion, le 20 avril 2015, de la voiture dans lequel circulait le truand Itzik Cohen, alias « Le Perse », et son frère. Condamné à sept ans de prison aux États-Unis pour avoir tenté de fourguer cinq cent mille pilules d'ecstasy à un… agent *undercover* de DEA, ce truand israélien avait été autorisé à purger une partie de sa peine dans son pays d'origine. À sa libération, il s'est embrouillé avec le fils de Haya, lui-même soupçonné d'avoir « liquidé » au moins une personne. Mais il est également devenu l'amant de l'ex-épouse de Haya et ça, l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New-York ne lui a pardonné.

Par miracle, le « Perse » est sorti indemne de l'explosion du véhicule, qui a pourtant été pulvérisé. Mais son frère ainsi qu'un passant ont été gravement blessés. Quelques mois plus tard, une autre explosion a pulvérisé les jambes de Ben Cohen, le fils du « Perse » qui était également le plus proche lieutenant d'Amir Mulner.

Nous avons vu dans les pages consacrées à ce dernier que cet attentat s'est déroulé au milieu de la matinée et en plein de centre commercial d'une banlieue de Tel-Aviv. S'il n'a pas encore été élucidé au moment où ces lignes sont écrites, nombre d'enquêteurs estiment en privé que Haya y est mêlé. Mais ils reconnaissent aussi que leur suspicion se base sur des « tuyaux » d'informateurs. Pas sur des preuves concrètes.

Le 25 février 2016, Haya a en tout cas été condamné à vingt ans de prison et à trois cent cinquante mille euros d'amende dans le cadre du dossier d'extorsion

pour lequel il a été arrêté en 2014. Six de ses complices ont également écopé de peines moins lourdes. À l'ouverture de l'audience, le mafieux s'en est encore pris aux journalistes et au système judiciaire en général qui aurait préparé un « truqué » contre lui.

En raison des menaces de mort enregistrées dans les semaines précédentes, le procureur et le président du tribunal Zvi Gurfinkel avaient été placés sous protection policière depuis plusieurs jours. Dans les attendus du jugement, le magistrat, qui rendait sa dernière sentence avant de partir à la retraite, a notamment cité un extrait du livre de Mario Puzzo *Le Parrain* est estimé que la peine frappant Haya devait être « exemplaire ».

Fidèle a son personnage d'éternel rebelle prêt à se battre contre le monde entier et à éliminer ses ennemis, l'ex-« numéro deux de la mafia de New York » a aussitôt ordonné à ses avocats d'entamer une procédure devant la Cour suprême pour obtenir l'annulation du jugement. En attentant, il a confié la poursuite des affaires à Eran Haya, l'un de ses fils qui est, de ce fait, devenu l'un des cibles privilégiées du *Yamar* de Tel-Aviv.

Métastases

Avec des figures comme Attias, Haya, et quelques autres, la mafia israélienne de New York a sans doute été la plus flamboyante des organisations criminelles de « *yordim* ». Mais ils n'étaient pas les seuls à faire des étincelles.

À Los Angeles, Amnon Bahashian et ses hommes trafiquaient eux aussi de la drogue et des marchandises volées lorsqu'ils ne rackettaient pas leurs compatriotes expatriés.

En Floride, des « *yordim* » gravitaient également autour des casinos gérés par les familles italiennes. Et à la même époque à Boston, Shmouel David, officiellement copropriétaire d'un restaurant, s'était lui aussi taillé un petit royaume local. Entouré d'une quinzaine de complices tous Israéliens, il importait de la cocaïne colombienne à grande échelle.

Certes, Shmouel David n'avait pas la carrure de « Johnny » Attias ou d'Amnon Bahashian, mais il faisait marcher son organisation criminelle à la baguette. Ceux qu'il soupçonnait de trahison passaient au détecteur de mensonges. Dans les cas les plus sérieux tels celui de « Filin », l'un des passeurs de l'organisation

soupçonné de détourner de la marchandise en chemin, on en arrivait directement à la séquestration et aux séances de torture.[26]

Le business de Shmouel David a atteint son rythme de croisière entre 1987 et 1989. Deux années durant lesquelles lui et ses hommes ont écoulé un peu plus de dix kilos d'héroïne par mois et envisagé de s'implanter à New York où le prix de la poudre blanche est bien plus élevé qu'au Massachusetts.

La poudre, « l'organisation David » se la procurait grâce à Jaime Toro-Aristizibal et à son épouse Amparo, une couple de Colombiens basé en Floride et qui constituait le seul élément étranger de la bande. Parmi les principaux lieutenants du « restaurateur », Jacky Amoyal se chargeait de concrétiser les *deals* avec les clients ; David Yarden, un Israélien basé en Belgique, était lui chargé de trouver une filière d'approvisionnement alternative en Europe lorsque les fournisseurs colombiens des époux Toro-Aristizibal se montraient trop gourmands. Quant à Joseph Zalmanovitch dit « Yossi », et à Mordekhai Mizrahi, alias « Nouni », ils constituaient la tête de pont de l'organisation à Boston.

Autre personnage important : Reuven Furer, le responsable de la filière d'approvisionnement reliant la Floride et le Massachusetts. Un rôle clé qui lui a valu d'être ciblé puis « retourné » par la *DEA*.

En échange de l'impunité, le boss de la logistique a livré tout ce qu'il avait en magasin : le nom des membres de l'organisation, les numéros de *pager* et de téléphones de ses complices. Grâce à lui, les fédéraux ont donc intercepté des centaines de messages et d'heures de conversation, qui ont ensuite été traduites par une équipe de la *PNI* spécialement affectée à cette mission auprès de la *DEA*. Shmouel David a eu beau nier, il était cuit sur les deux faces. Verdict ? Trente ans de prison sans possibilité de libération sur parole et un demi-million de dollars d'amende : la peine la plus sévère prononcée au Massachusetts. Il est encore détenu au moment où ces lignes sont écrites.

Jamais le shabbat

Au tournant des années quatre-vingt, quatorze organisations criminelles israéliennes se sont développées et ont été identifiées sur le territoire américain. En 1997, l'une d'entre elles – dont le nom n'a jamais été révélé par la justice US – avait réussi à se procurer les coordonnées complètes, y compris leurs

numéros de téléphone confidentiels, de cinq cents enquêteurs du *LAPD* dont certains étaient précisément chargés de surveiller ses activités. Impliquée dans le trafic de cocaïne, la fraude aux cartes de crédit et dans la piraterie informatique, cette organisation opérait dans plusieurs villes dont New York, Miami, Los Angeles et Boston.

En juillet 2013, la *PNI* et, la *DEA* et le *LAPD* ont par ailleurs démantelé un réseau fort d'une dizaine de personnes opérant à la fois à Los Angeles et dans l'État hébreu.

Bien ancrés aux États-Unis, ces « *yordim* » dirigé par Moshé Masri, alias « Moshé le religieux », envoyaient de grosses quantités de cocaïne – un colis de dix kilos a été interpellé dans la banlieue de Tel-Aviv alors qu'un autre de vingt kilos était en préparation – à leurs complices Yaakov Hayat, Shmouel Masri (le frère du patron de la bande basé à Encino), Adir Kadosh et Kobi Edri restés au pays.

Outre ses activités sur le marché de la coke, Shmouel Masri disposait d'un entrepôt à Jaffa, à quelques kilomètres de Bat-Yam où il résidait. Là, il entreposait un important stock d'armes et de munitions. Selon les enquêteurs, lui et ses amis préparaient la liquidation de plusieurs figures importantes du milieu dont les noms ne nous ont pas été révélés.

Le cas des frères Masri est intéressant. Car si Shmouel Masri est considéré comme un truand de moyenne importance à Tel-Aviv, son frère Moshé installé à Los Angeles passe pour le « parrain » de la mafia israélienne de Los Angeles. Une activité qu'il a notamment menée sous la couverture de ses sociétés « *Three ways clothing* » (Beverly Hills) et « *MG26 group* » d'Encino.

Étrange personnage que ce Moshé Masri. Ambigu et surprenant, en tout cas. Revenu à la foi, il ne travaillait pas, ne circulait pas en voiture, et fréquentait une synagogue orthodoxe durant le shabbat. Ce qui ne l'empêchait nullement de vendre de la drogue…

Installé en Californie depuis la fin des années quatre-vingt-dix, propriétaire d'une maison à Reseda, l'homme n'était pas un inconnu de la *DEA* puisqu'il a été arrêté en 2000 pour sa participation à une filière de trafic d'ecstasy. La justice américaine n'a cependant pas réussi à démontrer qu'il jouait un rôle actif dans ce réseau, ce qui lui a valu, après une détention préventive de quatre mois, de n'écoper que d'une période de probation en liberté surveillée jusqu'en 2005.

Cette condamnation ne l'a en tout cas pas empêché de poursuivre ses affaires illégales puisqu'il est devenu l'un des points de contact de la famille Aberjil lorsque celle-ci a tenté de prendre pied aux États-Unis, comme nous le verrons plus loin.

Jusqu'à sa nouvelle arrestation en juillet 2013, « Moshé le religieux » passait pour un pivot de la communauté juive de Los Angeles au sein de laquelle il jouait d'ailleurs un rôle de juge de paix en réglait les conflits mineurs. A priori, rien ne laissait croire que ce dévot marié et père de plusieurs enfants – tous inscrits dans une école religieuse privée à la discipline stricte – trempait les mains dans des histoires bien plus sulfureuses que les cancans de synagogue.

Pourtant, l'enquête le concernant a débuté à Amsterdam lorsque Willivan Rojas, un agent *undercover* de la *DEA,* a contacté un certain Yaron Cohen, un Israélien basé aux Pays-Bas d'où il fournissait les réseaux internationaux en héroïne et en ecstasy, pour lui demander de blanchir deux cent mille euros.

L'Israélien a accepté et l'argent abouti sur un compte bancaire de Los Angeles après avoir notamment transité par Dubaï et Hong Kong. Pour que l'agent de la DEA puisse récupérer son argent moyennant le paiement d'un pourcentage de 0,004 % plus une commission, le trafiquant israélien lui avait demandé de contacter son homme de confiance sur place et ce dernier n'était autre que Moshé Masri. Qui a aussitôt été placé sous surveillance renforcée

À tous les râteliers

« Moshé le religieux » ne s'est jamais montré regardant lorsqu'il s'est agi de défendre ses intérêts en éliminant des rivaux et concurrents. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a accepté de devenir informateur de la *DEA*. Son rôle ? Renseigner l'agence inquiète de l'activisme des truands israéliens sur le sol américain. Une mission qu'il a menée à bien durant cinq ans. Ce qui signifie que l'Israélien a copieusement informé la *DEA* sur le développement des réseaux d'Aberjil en Californie… puisqu'il en était l'une des têtes.

Grâce à la relative impunité que lui offrait son statut, Masri a considérablement développé ses propres affaires de chantage et d'extorsion. Trop peut-être car, malgré la peur qu'il inspirait à ses « clients » en envoyant des gros bras les passer à tabac en rue ou détruire leur voiture « à titre d'avertissement », une

commerçante de Los Angeles a osé déposer plainte contre lui en 2009. Ce qui lui a valu une inculpation pour racket. Une mise en examen suivie d'une autre en 2010 pour avoir, avec son associé Gaby Ben, escroqué la compagnie aérienne El AL de deux cent billets d'avions. Des tickets Los Angeles/Tel-Aviv et retour que les deux hommes avaient commandés, jamais payés, mais revendus à prix réduit aux expatriés israéliens de leur ville. Montant du préjudice pour El Al : six cent mille dollars.

Le nom de Masri apparaît dans de nombreuses affaires. Lui et ses comparses sont notamment impliqués dans des dossiers de détention de papier volés, de blanchiment, ainsi que de fraudes à la carte de crédit et aux transactions bancaires. L'une d'entre elles a d'ailleurs coûté cinq millions de dollars à la *Citibank*, à la *Chase Manhattan bank* et à la *Bank of America*.

Cependant, ce sont ses trafics de drogue qui l'ont amené à sa perte et qui ont par ricochet, permis à la *PNI* d'interpeller ses complices en Israël.

En juin 2013, alors qu'il attendait les jugements relatifs à ses combines financières, « Moshé le religieux » avait en effet été contacté par un représentant d'un cartel colombien qui lui proposait de faire passer de la coke en Israël et ailleurs via Panama. D'abord dix kilos, puis vingt, puis le reste. Moshé était tout chaud car il y avait beaucoup d'argent à gagner dans l'affaire. Sauf que le Colombien était un agent *undercover* de la *DEA*. L'Israélien a donc rapidement été arrêté aux États-Unis pendant que son frère Shmouel et ses complices, qui venaient de réceptionner la première valise de poudre, étaient interpellés en Israël.

En aveu, Shmouel Masri a été condamné à douze ans de prison le 26 janvier 2014. Aux États-Unis, « Moshé le religieux » en a pris trente.

L'option Zéro

Si les États-Unis restent la destination privilégiée des mafieux israéliens, des structures moins connues se sont également implantées en Amérique du Sud à partir des années quatre-vingt. Il ne s'agissait pas de mercenaires tels l'ex-lieutenant colonel de *Tsahal* Yaïr Klein, Melnick Ferry et Tzedaka Avraham recrutés pour entraîner les sicaires du cartel de Medellín[27], mais de vrais mafieux dirigeant des structures criminelles actives.

En Colombie, Itzhak Richter, un truand bien connu de la police de Tel-Aviv a ainsi mis en place un important de fabrication et de trafic de faux dollars. Jusqu'à leur démantèlement en mai 2000, ses filières, notamment composées d'hommes d'affaires israéliens sans passé judiciaire, écoulaient la fausse monnaie en Europe de l'Est et en Asie. Les bénéfices étaient ensuite investis dans l'achat de grosses quantités d'armes pour les cartels colombiens.

Selon le *Yahbal*, l'*US Secret Service* et le *DSA*, les services de renseignements colombiens, lorsque l'organisation Richter a été démantelée, elle se préparait à livrer à ses clients un stock de 50 000 kalachnikovs et lance-roquettes antichar provenant des entrepôts militaires de l'ex-URSS.

Plus discrète que celle de Itzhak Richter, une autre organisation dirigée par Szion Yaakov Abenhaïm a fonctionné, elle, entre la fin des années quatre-vingt et 1993 et a permis de recycler une partie des énormes bénéfices engrangés par le cartel de Cali[28]. D'origine marocaine, mais disposant des nationalités israélienne et colombienne, Szion Yaakov Abenhaïm dirigeait son business à partir de la Colombie où il était très proche des grands barons de la cocaïne. Aux États-Unis, il opérait à partir du Connecticut, mais son réseau s'étendait à l'État de New York, à l'Italie, au Canada, à la Suisse, ainsi qu'à l'État hébreu.

Le parrain achetait l'argent « sale » du cartel de Cali en prélevant une commission de 10 % et le réinjectait ensuite dans l'économie légale via une série de sociétés écrans. En 1991, informée de ses activités de blanchisseur, la *DEA* a créé la *Prism financial service*, une PME financière bidon, afin de l'appâter. Le piège a bien fonctionné. Les employés de cette entreprise étaient à peu près tous des policiers opérant sous couverture. L'un d'entre eux a réussi à capter la confiance de l'Israélo-Colombien pour le compte duquel il a effectué trente-sept opérations de blanchiment portant sur des sommes variant de deux cent mille à deux millions de dollars.

Szion Yaakov Abenhaïm ne dirigeait pas une association de circonstance. Son organisation était bien structurée et disposait de relais importants dans le monde de la finance : entre autres, Dino Toscani, l'un des vice-présidents de la branche américaine de la banque Leumi, la deuxième institution bancaire israélienne.

Pour ses hommes, Abenhaïm portait le nom de code de guerre de « Zéro ». Il communiquait d'ailleurs avec eux de manière codée. Lorsqu'il voulait les contacter, il envoyait sur leur *pager* un message ordonnant de lui téléphoner à

partir d'une cabine publique afin de contourner d'éventuelles écoutes. Toutes les conversations se déroulaient en hébreu argotique pour compliquer leur interception éventuelle par les policiers colombiens et américains.

Malgré sa méfiance, l'Israélo-Colombien s'est fait berner par le *Prism financial service* puisqu'il a facilité le contact de certains membres du personnel de cette entreprise avec l'entourage des grands barons de la drogue. Le subterfuge a tellement bien fonctionné qu'un agent fédéral a pu s'infiltrer au cœur du réseau pendant plusieurs mois, identifier ses membres et étudier son fonctionnement.

« Zéro » a été arrêté en France en décembre 1992 suite à un avis émis par Interpol. Le 12 mai 1993, Raymond Chochana, un habitant de Jérusalem qui dirigeait l'antenne française de l'organisation, a également été épinglé à Paris, suivi par treize autres personnes en Israël et aux États-Unis. Par la suite, plusieurs affaires importantes ont confirmé l'existence de structures criminelles israéliennes basées en Amérique du Sud pour mieux collaborer avec les barons colombiens. La plus spectaculaire a éclaté en novembre 2008 lorsque la *PNI* et les douanes israéliennes qui collaboraient avec leurs homologues péruviens, colombiens et chiliens ont saisi une tonne et demie de cocaïne[29] que des « *yordim* » et des Israéliens restés au pays voulaient écouler partout où ils le pouvaient.

Le réseau était dirigé par Moris Abdelhak, alias « le Soudeur », et par Moshe El Garbeli, un ancien joueur de football du nord d'Israël surnommé « l'Arbitre ». Il comptait une dizaine de personnes et faisait transiter la drogue dans des pièces de machines-outils envoyées du Pérou au Chili et de là, à Haïfa avant de poursuivre sa route vers l'Europe.

21. Voir Dave Copeland, *Blood and volume*, Barricade Publishing, 2007.

22. *Ibid.*

23. Entretien particulier avec le témoin.

24. Dave Copeland, *op. cit.*

25. En 2010, Eytan Haya a coproduit le film *The Dead Sea* racontant l'histoire des mafieux israéliens de New York. Il est également apparu dans le documentaire *Last man standing* consacré aux aveux de Ron Gonen et à leur influence sur le démantèlement de l'organisation de Yossef Attias.

26. Arrêt de la Cour d'appel fédérale des États-Unis (940 F.2d 722) du 27 septembre 1991.

27. Yaïr Klein a également été arrêté au Sierra Leone où il était employé comme mercenaire par le *Revolutionnary army front* (RUF), l'une des milices impliquée dans la guerre civile. Acquitté en 2000, mais condamné à dix ans et sept mois en Colombie pour avoir formé les tueurs des barons de la cocaïne, il a été

extradé vers la Russie en 2007 et libéré en 2010 pour raisons de santé. Sa société de sécurité *Hod Hahanit* a par ailleurs entraîné des escadrons de la mort guatémaltèques.

28. Depuis lors, plusieurs autres trafiquants israéliens opérant en Amérique du Sud à titre individuel ou dans le cadre d'un réseau international ont également été arrêtés. En janvier 2012, l'un d'entre eux a été condamné à une peine de douze ans par la justice costaricaine. C'est la dernière affaire en date au moment où ces lignes sont écrites.

29. Valeur à la revente : un demi-milliard d'euros…

V

Les rois de l'ecstasy

Ce 24 février 1999 à l'aube, les enquêteurs français de l'Office Central pour la Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants, l'OCRTIS, savent qu'ils ne se sont pas déplacés dans ce quartier excentré de Nice pour de la petite bière. Oded Nissim Tuito, l'homme qu'ils sont venus cueillir dans cette magnifique villa avec piscine est un gros poisson. Et même un requin. Un trafiquant international contre lequel la justice a émis plusieurs mandats, et qui intéresse autant le *Bundeskriminalamt*, le *BKA* allemand, que les services espagnols et belges.

Le personnage hirsute et adipeux qu'ils surprennent au saut du lit pourrait facilement passer pour un joyeux fêtard émergeant d'une nuit agitée. Mais c'est le numéro un mondial du trafic d'ecstasy, un parrain hors du commun qui allait, en 2002, être inscrit par l'administration Bush sur la liste des trente principaux trafiquants mondiaux aux côtés des narcotrafiquants mexicains Ismaël Zambala Garcia, Eduardo Gonzales Quirarte, Mario Ernesto Villanueva Madrid, ou du Brésilien Luis Fernando Da Costa.

Habitué aux situations acrobatiques, Oded Nissim Tuito ne perd pas son sang-froid face aux policiers qui viennent de forcer la porte. Il leur présente des papiers établis au nom d'« Eliyahou Mamo » et prétend – c'est de bonne guerre – ne pas comprendre ce qu'on lui veut.

Étrange parcours que celui de ce balèze devenu le parrain d'une organisation internationale composée de « *yordim* » résidant aux États-Unis, au Canada, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique. Né le 25 juillet 1961 dans une famille de sept enfants de la banlieue de Haïfa, marié à Aliza Malul dont il a eu un fils en 1983, cet homme aux cheveux noirs et épais n'a jamais été un intellectuel. À ses yeux, les poings ont toujours mieux valu que n'importe quel diplôme universitaire. À en croire ses anciennes maîtresses, son corps porterait d'ailleurs les traces de nombreux coups de couteau et de blessures par balles plus ou moins bien cicatrisées : la cartographie de sa jeunesse animée…

Condamné par le tribunal de district de Haïfa à trois ans et demi de prison pour avoir trafiqué de l'héroïne pendant son service militaire – il avait pris langue avec des dealers libanais lorsqu'il était stationné dans ce pays [30] – Oded Nissim Tuito a véritablement commencé sa carrière de truand professionnel par un beau coup de baratin. Il a convaincu le juge qui venait de le condamner qu'il avait besoin d'une semaine pour mettre de l'ordre dans ses affaires et « préparer psychologiquement » sa famille à se débrouiller en son absence.

Il sait y faire, Tuito. Des trémolos dans la voix, quelques larmes de crocodile, et la requête est acceptée sans rechigner. À peine le magistrat est-il passé au dossier suivant que le jeune trafiquant se précipite déjà dans le hall des départs de l'aéroport Ben Gourion. Il quitte Israël en utilisant le passeport de son frère Daniel pour s'installer en Californie en attendant que madame le rejoigne.

Le soleil, la plage, c'est beau sur une carte postale, mais il faut manger, et le couple manque d'argent. Faute de revenu stable, le fuyard se lance dans le trafic de marijuana avant de passer au niveau supérieur : la coke colombienne, le « biz » qui rapporte.

Miami, Los Angeles, New York, Pittsburgh : l'Israélien étend rapidement ses activités et prend de l'importance. On le surnomme désormais « l'Oncle », « le Gros » ou « le Boss ». Il est doué, méthodique, efficace. À l'américaine, quoi ! Le revers de la médaille, c'est qu'un trafic qui se développe bien empiète toujours sur celui des voisins, et Oded Nissim Tuito ne se fait pas que des amis. En 1996, il est d'ailleurs ciblé par une tentative de « liquidation » jamais élucidée à ce jour.

Plaisir synthétique

L'héro et la coke rapportent bien, Tuito n'a pas à se plaindre, mais il y a mieux : le MDMA, une drogue synthétique inventée en 1912 par des chimistes allemands qui pensaient avoir découvert un coupe-faim, et qui deviendra célèbre soixante-dix ans plus tard sous les noms d'ecstasy ou de « pilule d'amour ». Les jeunes en raffolent. Les noceurs en redemandent. Il y a des affaires à faire. Au début des années quatre-vingt-dix, les laboratoires clandestins hollandais et belges produisent les meilleurs comprimés d'ecstasy du marché, mais faute de réseaux solides, leur distribution aux États-Unis s'avère chaotique. Zvi Hager,

alias « Steve », un fils de rabbin formé dans une école talmudique, une « *Yeshiva* », et devenu dealer après avoir abandonné la foi, est l'un des premiers à avoir a compris le potentiel de ce marché quasiment vierge. Il devine que l'ecstasy va dépasser le milieu des fêtards de discothèque pour séduire un public plus étendu d'étudiants, de bobos et de cadres. Il cherche donc un investisseur prêt à se lancer dans l'aventure et Tuito correspond au profil.

Zvi Hager a émigré aux États-Unis à la fin des années soixante-dix. Il est bien introduit dans le milieu des « *yordim* » *borderline*. Ceux qui traficotent à peu près dans tout, les portables et les cartes de crédit volées, le racket, l'alcool frelaté… Par son intermédiaire, Tuito rencontre Yaakov Ben Moha, dit « Jacob Orgad » ou « Cookie », un autre Israélien d'origine marocaine qui envisage lui aussi de se lancer plus loin dans le trafic d'ecstasy et qui y creusera son trou comme nous le verrons par la suite.

En attendant, Tuito multiplie les rencontres et constitue son état-major. Il poursuit dans la coke, mais prépare le terrain pour la suite. Zvi Hager fait évidemment partie de ses lieutenants, rejoint par Judy Ben Atar, un petit trafiquant israélien qui avait gravité autour du gang de Jérusalem. En Floride, il recrute Meïr Ben David et Yossef Lévy dont il fait les responsables locaux de son organisation.

La *DEA* et le *Los Angeles Police Department* (*LAPD*) ne sont pas absents du tableau. Car Oded Nissim Tuito est tout ce que l'on veut sauf discret, et certains de ses rivaux jaloux jouent les petits rapporteurs auprès des policiers. Le 1er octobre 1997, premier coup de semonce : Judy Ben Atar est arrêté à son domicile sur la base d'une dénonciation. D'importantes quantités de stupéfiants, des armes, et des documents sont saisis[31]. Bonne pioche pour les enquêteurs ? Sans aucun doute. Seul bémol au tableau, Oded Nissim Tuito, « l'Oncle », se trouvait dans la maison lorsque les policiers en ont défoncé la porte. Il a réussi à s'enfuir en sautant par la fenêtre. Direction Miami, où il se réfugie chez l'un de ses lieutenants, avant de prendre la tangente en Europe. Plus précisément à Bruxelles où le « *yored* », en cavale pour la deuxième fois de sa courte vie, s'installe en 1998 avec femme et enfant.

La stratégie du cafetan

À la fin des années quatre-vingt-dix, 90 % du commerce mondial d'ecstasy sont contrôlés par des trafiquants israéliens et cette percée inquiète de nombreuses polices. C'est un marché de niche délaissé par les mafias traditionnelles et par les barons de la drogue sud- américains. Il semble avoir été spécialement créé pour cette minorité de « *yordim* » hyper réactifs et opérant avec la précision militaire acquise durant leur service dans les rangs de *Tsahal*.

Oded Nissim Tuito ne voit que des avantages en s'installant dans la capitale belge située à une heure d'Anvers en voiture, et une heure et demie de la frontière hollandaise. D'abord, les laboratoires clandestins se trouvent à portée de la main. Ensuite, les mesures de sécurité postales n'y sont pas des plus strictes. Pour envoyer des « pilules d'amour » aux États-Unis, il suffit de confier les enveloppes matelassées aux postes belges, hollandaises, ou à *Federal express* si l'on veut que les colis arrivent plus rapidement, et le tour est joué. Pour éviter d'être repérée, l'organisation ne peut se permettre d'envoyer de gros colis. Elle expédie des dizaines d'enveloppes matelassées par semaine et passe du stade de la PME à celui de la multinationale fonctionnant presque sans accroc.

Oded Nissim Tuito, qui a abandonné les pluies du plat pays pour le climat ensoleillé de la Côte d'Azur, se repose désormais sur trois hommes : David Ben Amara, alias « Gingi », le rouquin en hébreu, Ronen Dayan dit « Touf-Touf », et Sean Erez, surnommé « Schmouli », un ancien marchand de glaces à Tel-Aviv disposant également d'un passeport canadien.

Alors âgé d'une trentaine d'années, David Ben Amara ne manque pas d'idées. La poste est trop lente ? Remplaçons-la par des « mules », des passeuses recrutées dans les boîtes à strip-tease et les clubs « pour hommes seuls ». La plupart de ces dames sont des danseuses topless, et c'est précisément pour cela que « Gingi » les engage. Il se dit peut-être à raison que les douaniers seront moins suspicieux face à une belle fille au décolleté plongeant que devant un passager ordinaire chiffonné par de longues heures de vol. Les candidates au voyage gratuit ne sont pas des oies blanches. Elles agissent en connaissance de cause. Certaines deviennent les maîtresses d'un ou de plusieurs membres de l'organisation, qui leur font mener la grande vie durant leurs séjours au plat pays. Les comprimés d'ecstasy, elles les transportent dans des valises à double fond. Les mêmes que celles utilisées pour acheminer discrètement des diamants entre Anvers et Brooklyn ou Tel-Aviv.[32]

Ces « mules » sont payées de mille à dix mille dollars par livraison, plus le billet d'avion et les frais annexes. Elles voyagent en classe économique pour ne pas attirer l'attention. Oded Nissim Tuito, qui remonte spécialement de la Côte d'Azur jusqu'à Bruxelles pour les accueillir, les loge à proximité de la Grand-Place, dans les hôtels Ibis et Plazza. Voire dans des établissements de catégorie supérieure pour les passeuses dont il fait la compagne d'une nuit.

« Touf-Touf » coordonne les envois et assure la logistique. Quant à Sean Erez, « Schmouli », il cherche sans cesse de nouvelles « mules » car le marché est en pleine expansion. Il veut des gens insoupçonnables, discrets, et qui se déplacent régulièrement entre l'Europe et les États-Unis. C'est en croisant tous ces critères que lui vient l'idée géniale de prospecter dans les milieux ultraorthodoxes de Brooklyn, d'Anvers, de Londres, ou d'ailleurs.

A priori tournés vers la prière et vers l'étude des Saintes Écritures, ces hommes vêtus de noir et ces femmes habillées en long avec un chapeau ou un voile couvrant leur chevelure ne sont pas censés éveiller la méfiance des douaniers. Ils sont peu liants, longent les murs pour ne pas être tentés par cette société moderne qu'ils ne comprennent guère, et vivent dans un monde à part, régi par un carcan moral strict. En outre, ce sont de grands naïfs qu'il est facile de baratiner en leur demandant d'accomplir une « *mitzvah* », une bonne action. Aux premiers étudiants de « *yeshiva* » qu'ils tentent de recruter, les lieutenants de Tuito racontent une histoire abracadabrante. Les comprimés d'ecstasy ? Ce sont des « médicaments » destinés à sauver un petit enfant juif new-yorkais au bord de la mort. Mais pourquoi dès lors les cacher dans une valise à double fond ? « Parce que le temps presse et qu'il faut éviter les démarches administratives. En outre, les droits de douane sont beaucoup trop élevés et les parents ne peuvent pas les payer ».[33]

Le 14 avril 1999, un couple de ces « *haredim* », « craignant Dieu » en hébreu, est interpellé à l'aéroport d'Orly avec 80 000 pilules. Valeur à l'achat : 40 000 dollars. Valeur à la revente : 2 250 000 dollars. Deux jours plus tard, c'est une jeune femme ultra-orthodoxe voyageant seule qui intrigue les officiers de l'aéroport de Montréal. Elle semble nerveuse et un peu perdue. Dans sa valise, 45 000 pilules dont la revente aurait fait entrer 1 260 000 dollars dans les caisses de l'organisation. Le cas de ces passeurs est limite. Certes, ils savent qu'ils se livrent à un trafic illégal, mais ils sont persuadés qu'ils transportent des

médicaments ou, dans la variante de ce scénario, des diamants « destinés à sauver une institution juive américaine au bord de la faillite ».

Sean Erez, « Schmouli », a vu juste en cherchant des « mules » parmi les *« haredim »*. D'abord, il les paye beaucoup moins que les demi-mondaines. Ensuite, la plupart d'entre eux n'ont aucune idée de la vie à l'extérieur de leur communauté. Ils sont donc motivés par l'idée de voir comment fonctionne le monde loin du contrôle oppressant de la famille, du reste de la communauté, et du rabbin. L'aubaine !

Business as usual

Après son interpellation par l'OCRTIS, Oded Nissim Tuito est incarcéré à Fresnes, ce qui ne l'empêche pas de gérer son réseau par des moyens détournés. David Ben Amara continue à chercher de nouvelles « mules » et l'organisation tourne à plein régime

Le dossier judiciaire semble bien ficelé. Sous le coup de deux demandes d'extradition – une Américaine et une Israélienne – Tuito est promis à un long séjour à l'ombre. A priori, ni la *DEA*, ni la *PNI*, ni le parquet français n'ont de raison de s'en faire. A priori, seulement… car l'avocat de Tuito a découvert que le père du trafiquant a vécu en Algérie avant 1959, du temps où cette terre était encore un département de l'Hexagone. De ce fait, la loi française le considère comme un ressortissant de plein droit, et son fils avec lui. Or, Paris n'extrade pas ses nationaux. Tuito ne peut donc pas être envoyé aux États-Unis ou dans l'État hébreu pour y être jugé.

L'argument est imparable. Le 11 octobre 2000, il produit l'effet escompté devant un juge. Conséquence ? Interruption de la procédure et remise en liberté immédiate de l'intéressé sous les yeux ébahis des enquêteurs venus assister à l'audience. Un peu sonné, mais prêt à reprendre la direction de son business, « l'Oncle » s'installe à Créteil et contacte ceux de ses lieutenants encore en liberté. Pas facile car l'étau se resserre malgré la surprise juridique française. Certains des piliers de l'organisation ont été arrêtés et d'autres tels Meïr Ben David et Yossef Lévy sont en fuite. Ils sont rentrés clandestinement en Israël pour se terrer dans un appartement de Givatayim, une banlieue résidentielle *middle class* de Tel-Aviv.

L'ecstasy étant devenue « la » drogue synthétique des années quatre-vingt-dix, de nombreux services policiers unissent leurs forces pour attaquer frontalement les trafiquants. Les Américains, les Hollandais, les Français, les Espagnols et les Israéliens mènent la croisade. Ils collaborent de manière intensive, infiltrent des agents sous couverture dans les réseaux, « retournent » des « *yordim* » en leur promettant l'impunité, et lancent des coups de filet de grande envergure.

En octobre 1999, l'opération « *Octopus »* organisée par les Hollandais et Israéliens donne un gigantesque coup de pied dans la fourmilière. Quarante personnes, dont une majorité de « *yordim* » sont arrêtées. Un million de comprimés d'ecstasy, des armes, et du semtex, un puissant explosif fabriqué dans les pays de l'Est, sont saisis. Sous le coup de plusieurs inculpations aux États-Unis, Oded Nissim Tuito voit ses revenus fondre comme neige au soleil et ses hommes disparaître dans la nature les uns après les autres. Or, il ne peut quitter la France sous peine d'être aussitôt extradé. Sa situation est d'autant plus délicate que plusieurs de ses ex-complices ont accepté une transaction judiciaire par laquelle ils reconnaissaient leur culpabilité en échange de l'abandon de certaines charges et d'une peine négociée. Pour cela, ils ont bien sûr dû se mettre à table et ils ne se sont pas privés de charger leur ancien « Boss ».

Les coups pleuvent, mais Tuito s'accroche. Grâce à Michel El Khayam, un Israélien croisé en prison durant sa jeunesse et qui avait formé à Barcelone un petit gang spécialisé dans les attaques de bijouteries, il remonte vaille que vaille un réseau sur les ruines de l'ancien. Ses projets sont grandioses puisqu'il veut repartir à la conquête de l'Amérique. Mais leur concrétisation s'avère compliquée car la *DEA* et les Israéliens le surveillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et sept jours sur sept. Ses filières de distribution fonctionnant encore aux États-Unis sont truffées d'indics et d'agents provocateurs de la *DEA* [34]. Les saisies succèdent aux saisies.

La tactique d'étouffement mise au point par les services américains et israéliens fonctionne bien. Aux abois, « L'Oncle » prend le risque de quitter clandestinement la France pour l'Espagne afin d'y rencontrer El Khayam. C'est le faux pas que les policiers attendent depuis plusieurs années. Le 18 mai 2001 à l'aube, ils encerclent un luxueux hôtel de Castelldefels où le trafiquant réside sous la fausse identité d'« Adel Tonitou », et celui-ci se laisse passer les

menottes sans incident. Dans la foulée, Michel El Khayam et ses complices sont interpellés le 29 juillet en Espagne. Parmi ceux-ci, Simon Itah, un autre « *yored* » chargé de recycler l'argent du trafic dans l'immobilier local. Deux jours plus tard, dix-sept autres membres de « l'organisation Tuito » sont épinglés à leur tour. Une belle prise assortie d'un beau butin : 500 000 comprimés d'ecstasy.

Au même moment, en Israël, la *PNI* cueille onze personnes à domicile dont Meïr Ben David et Yossef Lévy, qui pensaient être en sécurité à Givatayim alors qu'ils étaient placés sous surveillance permanente depuis leur retour précipité dans l'État hébreu.

L'agonie

Enfermé dans la prison espagnole de Soto del Real, le trafiquant attend le résultat des différents recours visant à éviter ou à retarder son extradition vers les États-Unis tout en poursuivant son commerce grâce à un téléphone portable passé en fraude. L'appareil sonne souvent. Son propriétaire n'imagine pas que les enquêteurs l'ont placé sur écoute et qu'ils le laissent travailler afin d'identifier ses derniers contacts opérationnels. La plupart des conversations se déroulant en hébreu, des officiers de la *PNI* ont été envoyés en Espagne pour les traduire. Les copies de rapports sont envoyées en Israël et au siège de la *DEA*. Au terme de deux ans de procédure, l'expulsion de Tuito est validée. Menottes aux poignets, il est remis aux autorités américaines le 15 avril 2003 et extradé le même jour à bord d'un vol commercial à destination de New York où il est aussitôt déféré devant un juge.

« L'Oncle » fait sa coquette. Il plaide non coupable au risque de se voir condamner à la peine maximale : vingt ans assortis d'une amende de deux millions de dollars. Un coup de massue auquel s'ajoutent les jugements prononcés par les tribunaux de Pittsburgh et de Los Angeles devant lesquels il est également appelé à comparaître.

De l'avis de ses avocats, l'Israélien va droit dans le mur. Il devrait accepter un *plea bargain*, mais il refuse obstinément. De toute façon, quelle importance ? Le 20 juin 2004, quelques jours à peine après son incarcération au *Metropolitan detention center* de Brooklyn, il est foudroyé par une crise cardiaque. C'est une mort naturelle. Ses mauvaises conditions de vie, l'usage régulier de coke et

ecstasy, ainsi que le stress inhérent à sa vie de perpétuel fuyard ont eu raison de sa santé.

Oded Nissim Tuito s'éteint à l'âge de quarante-quatre ans dans l'indifférence générale. Personne ne commente l'événement à part son avocat selon lequel les affirmations présentant son client comme « le roi du marché mondial de l'ecstasy » sont « largement exagérées ».

Pourtant, quelques mois avant la disparition du trafiquant, le Département d'État américain avait publié un rapport public estimant que « les organisations de trafic de drogue israéliennes sont la source principale de la distribution (de l'ecstasy) aux États-Unis » et qu'elles utilisent pour cela les services postaux express, les compagnies aériennes et les services d'avions- cargos[35].

Paradoxalement, le trafiquant est mort « innocent » puisqu'il n'a jamais été condamné malgré les nombreuses preuves recueillies contre lui. En revanche, ses complices, Sean Erez et son amie de l'époque Diana Reischerter, les recruteurs de « mules » ultraorthodoxes, seront condamnés à quinze ans de détention en 2001. Extradé vers le Canada cinq ans plus tard et rapidement libéré, Sean Erez disparaîtra des radars policiers jusqu'à ce qu'il soit blessé par trois balles au cours d'un *deal* de cocaïne dans l'ascenseur d'un hôtel de Toronto, en 2006.

Arrêté par la *DEA* en 2002, Zvi Hager a écopé d'une punition relativement clémente : quatre ans et sept mois. Libéré en 2006, il est devenu « *hozer be tchouva* », une expression hébraïque signifiant qu'il est « revenu à la foi », et ne fait plus parler de lui.

En ces années judiciaires agitées, les services policiers européens et américains semblent décontenancés par l'activisme et l'ingéniosité des organisations criminelles israéliennes[36]. Les « *yordim* » sont présents sur tous les terrains, et seul l'un d'entre eux peut se flatter d'avoir égalé d'Oded Nissim Tuito. Égalé et même dépassé, jusqu'à son arrestation le 7 avril 2000, un an avant celle de son mentor. Cet homme, c'est Yaakov Bar Moha, alias « Jacob Orgad » ou « Cookie », un trafiquant dont les réseaux ont importé en quelques mois neuf millions de pilules aux États-Unis pour une valeur de 270 millions de dollars.

Entré aux États-Unis en 1985 avec son ex-épouse Sigal et leur fils David alors âgé de six ans, cet Israélien d'origine marocaine grandit dans le nord de l'État hébreu où il étudie dans une « *yeshiva* », une école talmudique. De Fort

Lauderdale, il déménage à Los Angeles en 1994 et y ouvre un commerce d'appareils électroniques baptisé J and J Beeper. Yaakov Bar Moha obtient l'autorisation de changer son nom en « Tony Evans », ce qui ne cadre pas avec son teint olivâtre et son accent prononcé, mais peu importe. C'est un baratineur sympathique qui n'a pas son pareil pour attirer les clients et leur fourguer ses appareils électroniques. Tout est bon pour vendre. Yaakov Bar Moha multiplie les spots télévisés le mettant en avant, mais il soigne également sa pub auprès des autres « *yordim* » et des membres des communautés juives locales en se faisant passer pour un ancien agent du *Mossad*. En réalité, J and J Beeper couvre quelques trafics illégaux. Un peu de haschisch par ici, un peu de cocaïne par là, parfois de l'héroïne. Le *LAPD*, qui le sait, tient Yaakov Bar Moha à l'œil en attendant une bonne occasion de le faire tomber.

La vie du « *yored* » bascule le jour où une certaine Heidi Fleiss entre dans son magasin pour acheter une télévision en promotion. Ce n'est pas une cliente ordinaire. Celle que l'on surnomme alors « La Madame » est une *people* flamboyante. Une figure du « Tout *L-A* ». Elle fréquente des acteurs, des producteurs, des politiciens, des hommes d'affaires auxquels elle fournit de la compagnie tarifée. Des escort girls de luxe à mille cinq cents dollars la nuit.

Heidi Fleiss est une maquerelle, et outre le fait qu'elle veut s'offrir une nouvelle télé, elle a besoin d'un homme de confiance pour assurer la sécurité de son réseau. Un type solide qui la protégerait, elle et ses filles, des tentatives de racket dont elles sont régulièrement les cibles. L'occasion est trop belle et Yaakov Bar Moha met tout en œuvre pour la saisir. Il baratine, se met en avant, et Heidi Fleiss l'engage, ce qui lui permet aussi d'approvisionner les girls en stupéfiants, ça tombe bien, elles en consomment beaucoup…

Sammy le Taureau

L'Israélien répond donc à la demande de ces demoiselles en se spécialisant dans l'ecstasy, qu'il livre avec l'aide d'une compagne danoise dont nous reparlerons plus loin. Pour ce que l'on en sait, c'est Ilan Zarger, un autre « *yored* », alors âgé d'une trentaine d'années, qui le pousse à passer au stade professionnel en lui faisant miroiter des bénéfices mirobolants. Fier de ses tatouages et futé comme un singe, Ilan Zarger est le fils d'Israéliens installés aux

États-Unis depuis le début des années soixante-dix[37]. Il parle aussi bien l'anglais que l'hébreu et il « travaille » dans la drogue depuis plusieurs années.

L'organisation prend son envol au début de 1997 pour atteindre son rythme de croisière entre 1998 et 2000. À l'instar de ce qui s'était passé chez Tuito, les premières « mules » sont également des danseuses topless, voire des prostituées, recrutées dans les clubs de Las Vegas et payées de 10 000 à 15 000 dollars par mission, plus un séjour en France tous frais payés.

Quelques juifs ultraorthodoxes sont également de la partie. Mais Yaakov Bar Moha, que l'on ne nomme plus désormais que par son surnom « Cookie », abandonne rapidement le modèle établi par son prédécesseur pour inventer un nouveau type de passeur « insoupçonnable ». Aux danseuses manquant parfois de discrétion, il préfère des gens « ordinaires ». De jeunes adultes âgés de trente à quarante ans au look BCBG dont il supervise personnellement la formation. Il leur apprend, entre autres, comment se comporter en cas de contrôle, ainsi que les mille et une astuces pour ne pas éveiller l'attention des pandores. Le trafiquant monte une véritable école de comportement car il est soucieux du moindre détail. Il invente des stratagèmes parmi lesquels celui de la « double mule » : pendant qu'un faux passeur à l'air suspect, mais ne transportant rien, attise la suspicion des douaniers, un autre, vraiment chargé de marchandise, franchit tranquillement les contrôles avec l'air satisfait du passager soulagé d'être arrivé à destination.

« Cookie » se veut efficace et il n'a aucun scrupule. Il utilise même des handicapés mentaux en supputant sur le fait que les douaniers, pris de compassion, ne les fouilleront pas. Il veille également à ce que les faux ou vrais couples de passeurs soient assortis, et à ce que leurs vêtements, leurs bagages, ainsi que leur façon de se tenir cadrent avec le statut social affiché. Les comprimés d'ecstasy de « Cookie » sont généralement cachés dans des boîtes à jouets, dans des ustensiles divers que transporte n'importe quel touriste, ainsi que dans des valises à double fond. Avant d'arriver aux États-Unis, l'ecstasy effectue un parcours alambiqué pour embrouiller d'éventuels enquêteurs. Ou des concurrents. Partant des laboratoires hollandais ou belges vers l'Allemagne avant de transiter vers Paris où les passeurs la prennent en charge jusqu'à Mexico ou New York. C'est long et compliqué mais c'est rentable. La preuve ? En quelques mois, le « *yored* » ouvre des antennes à Los Angeles, à New York,

à Austin, à Las Vegas et à Phoenix en plus de celles de Paris, Anvers, Luxembourg, Amsterdam et Tel-Aviv. Il vit désormais sur un grand pied dans un appartement de Manhattan, dispose d'une flotte de voitures de luxe et ne s'habille plus qu'en costumes Armani.

À New York, son bras droit, Ilan Zarger livre en gros au *Brooklyn Terror Squad*, le *BTS*, un gang extrêmement violent qui écume les *rave parties* et autres soirées branchées. Ce sont des tueurs mais ils ont une clientèle importante. En Arizona, « Cookie » et Ilan Zarger ont trouvé mieux. Ils traitent avec Sammy Gravano, alias « *The Bull* », le Taureau en personne, une légende de la mafia. Numéro deux de la famille Gambino dirigée par le parrain John Gotti, Gravano avait fait défection en 1991 en reconnaissant avoir assassiné dix-neuf personnes pour le compte de son boss. Son témoignage retentissant – le premier du genre – avait fait condamner quarante poids lourds de la pègre dont Gotti. Arrogant et calculateur, ce dernier était surnommé « *Don Teflon* » parce qu'il avait toujours réussi à échapper aux poursuites judiciaires. Mais la confession de son « *consigliere* » l'a carbonisé. Reconnu coupable de racket et de meurtre, il est condamné à la perpétuité. En 2002, il s'éteindra d'ailleurs d'un cancer en prison. « Paix à son âme. J'ai parlé parce que je ne voulais pas que mes enfants connaissent la même vie que lui et que moi », a alors déclaré Gravano pour justifier sa trahison[38]. Étant donné l'importance de sa confession, « le Taureau » a eu droit à un traitement judiciaire spécial : cinq ans de détention suivis d'un placement dans le programme fédéral de protection de témoins. Une retraite peinarde pour le mafieux repenti ? Certes, ce dernier a purgé sa peine avant d'être réimplanté à Boulder, au fin fond du Colorado, sous la fausse identité de « John Moran, entrepreneur ». Il semble prospérer dans la construction de piscines. Il lance d'ailleurs plusieurs affaires connexes. Mais il s'ennuie ferme dans sa nouvelle vie clandestine. Malgré le contrat placé au-dessus de sa tête par la famille Gambino, il quitte le programme de protection au bout de six ans et réapparaît à Phoenix en Arizona… comme propriétaire d'une pizzeria. La couverture de Sammy Gravano ne tient pas longtemps. Il raconte ses aventures à ses clients, signe des autographes et devient consultant pour diverses séries télévisées ou films traitant de la mafia. En matière de discrétion, on peut mieux faire…

Le repenti n'aurait sans doute jamais dû croiser Yaakov Bar Moha, mais c'était sans compter sur son fils Gerard et sur Mike Papa, l'un de ses employés, qui arrondissaient alors leurs fins de mois en écoulant toutes sortes de stupéfiants. Y compris de l'ecstasy. Gerard Gravano n'était pas une grande pointure criminelle. Il avait déjà été condamné pour trafic de marijuana même s'il n'était qu'un sous-fifre, une pâle figure qui consommait d'ailleurs une bonne partie de son stock. Ses clients ? Principalement des amis ainsi que des joyeux noceurs de Phoenix.

Quant à Mike Papa, il disposait d'un réseau de revendeurs mais à l'échelle de « Cookie », il faisait figure d'amateur minable. Jusqu'au moment où Sammy Gravano est entré en scène, car si ce dernier s'inquiétait pour la santé du fiston, son sens du *business* lui a fait comprendre également que le trafic orchestré par Gerard pouvait rapporter beaucoup d'argent. À condition qu'il le reprenne en main et qu'il le professionnalise.

De fait, de quelques centaines de comprimés d'ecstasy par mois, les commandes de la filière du « Taureau » passent rapidement à plusieurs dizaines de milliers. Certes, les relations entre le duo Yaakov Bar Moha-Ilan Zarger et l'ex- « consigliere » sont souvent tendues car Sammy Gravano est dur en affaire. Il exige des réductions que « Cookie » refuse de lui accorder. À un moment, les contacts entre les « *yordim* » et l'Italien sont d'ailleurs au bord de la cassure et Yaakov Bar Moha, qui soupçonne Sammy Gravano de le rouler, loue les services d'un tueur à gages – nom de code : « Macho » – pour en finir avec l'ex-mafieux. Mais le contrat est annulé in extremis après qu'un accord financier eut été trouvé entre les deux hommes, qui poursuivent leur association entrecoupée de coups d'éclat.

Opération *Paris-Express*

Lorsqu'elle est démantelée le 24 février 2000 en Arizona, la filière de Gravano constitue un département autonome de l'organisation de Yaakov Bar Moha. Elle compte quarante-cinq personnes, écoule de 20 000 à 25 000 pilules par semaine pour un chiffre d'affaires d'environ un million de dollars par mois. Interrogé par la *DEA*, « le Taureau », qui n'a rien perdu de ses réflexes d'antan, commence par nier et plaider non coupable. Mais c'est un baroud d'honneur, il devra rapidement reconnaître les faits puisqu'une importante quantité de comprimés

d'ecstasy a été saisie et que plusieurs de ses revendeurs, dont son fils Gerard, le chargent autant qu'ils le peuvent.

Traduits devant la justice new-yorkaise – ils écoulaient également leur came dans cet État – « le Taureau » et son fils plaident coupable, en mai 2001. Le premier écope de vingt ans de prison et le second en prend pour neuf ans et demi-assortis de l'obligation de suivre une cure de désintoxication. Karen, la fille du « Taureau » qui trafiquait d'autres substances s'en sort avec trois ans de probation. Enfin, l'épouse du repenti récolte cinq ans pour avoir géré les affaires légales de son époux et blanchi l'argent du trafic.

La chute de Gravano sonne également le début de la fin pour Yaakov Bar Moha, qui est arrêté le 7 avril 2000. C'est l'effet domino : Ilan Zarger, la plupart de ses adjoints et les membres du *BTS* suivent quelques jours plus tard alors que des perquisitions sont lancées sur l'ensemble des États-Unis, ainsi que dans plusieurs pays européens. Le 14 juin, vingt-cinq personnes sont arrêtées dont Gilad Gidassi et David Roash, deux autres « *yordim* », des lieutenants de « Cookie ». Baptisé « opération *Paris-Express* », ce coup de filet international sans précédent se solde par un succès.

En juillet 2000, on peut considérer que l'organisation de Yaakov Orgad a vécu. Une incontestable victoire policière qui doit beaucoup à… la chance. En fait, tout porte à croire que « Cookie » et ses complices auraient continué à alimenter le marché si l'un des passeurs recrutés par Ilan Zarger n'avait pas été contrôlé le 4 juillet 1999 à l'aéroport international de Los Angeles parce qu'il semblait trop nerveux pour un voyageur ordinaire, et si deux autres « mules » n'avaient pas été arrêtées au même endroit quelques jours plus tard. Ces passeurs avaient voyagé à bord d'un vol United Airlines en provenance de Paris et transportaient 490 000 pilules d'ecstasy dans leurs valises. Valeur : quinze millions de dollars. Énorme ! Comprenant qu'ils venaient de tomber sur une grosse affaire, les douaniers du *custom office* ont aussitôt prévenu la *DEA*, qui a pris l'affaire en main. Surveillances et filatures internationales, écoutes téléphoniques, échanges intercontinentaux, l'enquête s'est rapidement étendue à la France, aux Pays-Bas, à la Belgique et à Israël. Les policiers de ces pays n'ont pas chômé pendant dix mois, et le jeu en valait la chandelle puisque tous les complices de Yaakov Bar Moha ont été arrêtés à l'exception de quelques sous-fifres passeurs, ainsi que d'un chimiste belge en fuite en Asie.

Les malheurs de Melissa

De nombreux incidents vont éclater durant la procédure judiciaire relative aux activités de « Cookie ». Pour avoir enregistré ses conversations téléphoniques avec d'anciens passeurs de l'organisation chargeant son client, l'un des avocats de Yaakov Bar Moha est sommé de se retirer. Pendant les audiences du procès, le trafiquant se mure souvent dans le silence en prenant un air absent. Une attitude confortée par son retour allégué à la foi qui se marque par le port d'une kippa et d'une épaisse barbe noire. Une démarche sincère ? Ses gardiens et codétenus, qui croient à un subterfuge destiné à apitoyer le tribunal, l'ont en tout cas surnommé « Rabbi Jacob ». Mais lui s'en tient à sa partition. Face aux questions du tribunal, il se montre évasif. Et s'il accepte finalement de plaider coupable et de ne pas s'opposer à la demande d'extradition vers la France où une autre procédure le concernant doit également s'enclencher, « Cookie » n'exprime pas beaucoup de regrets. « J'ai été con », lâche-t-il un jour en sortant du tribunal pour regagner sa cellule. Une prise de conscience tardive qui ne l'empêchera pas d'être condamné à quatorze ans.

Ce verdict ne marque pourtant pas la fin de l'affaire, car en 1998, au temps de sa toute-puissance, « Cookie » avait confié la gestion de l'antenne française de son organisation à Mélissa Schwartz, une Américaine alors âgée de quarante-quatre ans et un peu paumée qu'il avait rencontrée à Los Angeles puis retrouvée quelques semaines plus tard à Amsterdam. Se sentant abandonnée depuis le départ son ancien ami, un Asiatique surnommé Victor pour lequel il lui était arrivé d'effectuer quelques livraisons d'ecstasy, cette femme avait succombé au baratin de son nouveau chevalier servant.

Et ce dernier savait y faire ! Il avait déployé le grand jeu en invitant Mélissa Schwartz dans un hôtel des Champs-Élysées pour plusieurs semaines de rêve. « Il m'a rassurée », déclarera-t-elle plus tard aux enquêteurs de l'OCTRIS et au juge d'instruction Étienne Apaire qui l'entendait à ce propos.

Séduite par Yaakov Bar Moha, l'Américaine ne se contente pas d'être sa maîtresse. Elle devient également sa femme de confiance et son bras droit dans l'Hexagone payée dix mille dollars par mois pour gérer l'arrivée et le départ des « mules ». Et pour bourrer leurs valises à double fond de pilules. La manipulation se déroulait dans un appartement de l'avenue de Villiers que Yaakov Bar Moha avait acquis sous un faux nom. C'est d'ailleurs dans ces

mêmes locaux que se trouvait « l'école » dans laquelle les passeurs apprenaient à déjouer la sagacité des douaniers.

Interpellée en mars 2000 par l'OCTRIS en même temps que six passeurs – des Israéliens et des Américains logés dans un hôtel de la capitale où ils menaient la grande vie – Mélissa Schwartz est mise en examen pour trafic de stupéfiants et association de malfaiteurs, puis envoyée en détention préventive à Fleury-Mérogis. Son procès, avec une douzaine de membres du réseau, débute le 13 septembre 2002 devant le tribunal correctionnel de Paris qui la condamne à six ans de détention. Une peine que l'intéressée, coupée de ses amis et de sa famille, encaisse d'autant plus mal que « Cookie » ne lui donne plus de nouvelles. En 2003, à la veille de son transfert au centre pénitentiaire pour femmes de Rennes où elle est censée purger le reste de sa peine, l'Américaine met fin à son calvaire en se pendant dans sa cellule avec le câble électrique du téléviseur fixé au mur.

La mort de Mélissa Schwartz ne clôt pas non plus le dossier Yaakov Bar Moha qui connaîtra encore des rebondissements pendant plus de dix ans… au Danemark. En effet, en 1986, peu après son installation à Fort Lauderdale, le futur roi de l'ecstasy avait rencontré Camilla Broe, une étudiante danoise dont il a eu un enfant. À en croire la jeune mère, le couple a commencé à dealer de l'ecstasy vers 1995, et ce commerce a participé à la dégradation de leur relation. Le « *yored* » l'aurait, a-t-elle prétendu, violentée pour l'obliger à transporter des comprimés d'ecstasy alors qu'elle ne le voulait pas.

Yaakov Bar Moha, « Cookie », n'a jamais démenti. Après le démantèlement de l'organisation, Camilla Broe, repérée par la *DEA*, a été inculpée pour avoir transporté au moins 168 000 comprimés d'ecstasy. En raison de sa situation particulière et parce qu'elle était une jeune mère, elle a toutefois été autorisée à rentrer dans son pays en attendant le début de son procès aux États-Unis. Le 4 septembre 2009, au terme d'une procédure parsemée de rebondissements – les charges retenues contre elle n'étaient pas valables aux termes de la loi danoise et la *DEA* l'avait surveillée dans ce pays sans en avoir reçu l'autorisation des autorités – le Danemark a accepté d'extrader sa ressortissante de l'autre côté de l'Atlantique. Une première juridique puisqu'aucun Danois n'avait jamais été « livré » de la sorte à la justice américaine. Camilla Broe, ses proches, et le comité de soutien qui s'était formé autour d'eux ne se sont cependant pas

découragés. D'appels en recours, ils ont finalement obtenu le 22 mars 2010 l'abandon de toutes les charges contre la jeune femme. Celle-ci est donc revenue en Europe avec un casier judiciaire vierge.

Un catalogue de La Redoute de l'ecstasy

La fin d'Oded Nissim Tuito et la disparition de l'organisation de Yaakov Bar Moha n'ont pas découragé les candidats à la relève. À partir du début des années deux mille, de nombreux « *yordim* » ont été jugés aux États-Unis et en Europe pour leur participation au trafic d'ecstasy. Aucun d'entre eux n'a cependant réussi à se hisser au niveau de « l'Oncle » et de « Cookie ».

Parmi ces héritiers figure l'organisation de Rafi Cohen, un trafiquant déjà condamné à douze ans de prison en France et libéré en 1998. Marié à une Hollandaise, ce « *yored* » était bien introduit dans le milieu des laboratoires clandestins du Benelux mais son marché, il l'a trouvé dans les territoires palestiniens et les pays arabes voisins. Jusqu'à son arrestation, il disposait d'une dizaine de revendeurs opérant à Jérusalem Est, la partie arabe de la ville sainte, ainsi que d'une filière aboutissant au port de Haïfa d'où les comprimés d'ecstasy étaient envoyés à Chypre avant d'être réexpédiées vers le Liban et en Syrie.

Le 8 octobre 2002, la *DEA* et le *New York Police Department* (*NYPD*) ont interpellé Nakhson Sinouani, Ofir Lebar et Ofir Weizman alors qu'ils tentaient d'importer 1,4 million de comprimés d'ecstasy aux États-Unis pour une valeur à la revente de 42 millions de dollars. Cette prise n'a pas été effectuée par hasard. Les enquêteurs américains savaient que la came était dissimulée dans des tables à polir les diamants embarqués à Anvers, puisque les douanes belges avaient appris l'existence de la cargaison dès le 23 août et avaient donné l'information à leurs homologues d'outre atlantique.

Cette découverte – la plus importante faite par la justice belge – confortait également l'analyse de la *DEA* et des autres services américains selon laquelle le port flamand servait de plaque tournante. « Les trafiquants de stupéfiants israéliens, peut-être en raison de leurs relations de longue date avec Anvers, continuent d'être les éléments majeurs du transfert de grandes cargaisons

d'ecstasy de la Belgique (vers les États-Unis) », pouvait-on d'ailleurs lire dans un rapport public du Département d'État[39].

Quatre jours après la triple arrestation du port de New York, la *PNI*, qui était également dans l'enquête, est passée à l'action en interpellant Rahamim Aharoni, alias « Goumadi », l'homme qu'elle considérait comme le cerveau du trafic.

Cofondateur de la « Bande du Kerem Ha Teymanim » considérée comme la « première organisation mafieuse israélienne » et ami de l'ex-général Rehavam Zeevi, Aharoni ne nous est donc pas inconnu puisque nous nous sommes longuement penchés sur ses « exploits » au début de cet ouvrage.

Condamné à seize ans de prison en 1986 pour un double assassinat, libéré en 1998 pour bonne conduite, il prétendait depuis lors être « revenu sur le droit chemin ». Il s'était d'ailleurs établi comme courtier en bijoux et effectuait régulièrement la navette entre Tel-Aviv, Bruxelles et Anvers.

Les policiers israéliens étaient pourtant informés de ses contacts réguliers avec le trio Sinouani-Labar-Weizman puisque leurs conversations téléphoniques étaient enregistrées, et que le contenu de ces communications ne laissait aucune place à l'ambiguïté : « Goumadi » était bien leur commanditaire. Lorsqu'il a été épinglé, il se préparait d'ailleurs à quitter précipitamment Israël pour trouver refuge à Bruxelles en transitant par Sofia.

Filières en tout genre

Rahamim Aharoni et ses amis ne sont pas un cas unique car plusieurs autres réseaux de trafic d'ecstasy dirigés par des « *yordim* » se sont développés en Europe occidentale à partir des années quatre-vingt-dix.

Le 19 mai 2004, la 13e chambre correctionnelle de Bobigny a ainsi condamné neuf trafiquants d'ecstasy, majoritairement israéliens, identifiés sous les prénoms d'Asher et de son cousin Dror, d'Effi, d'Ouriel, de David, de Mohamed, de Sonia, et de Samy. Des personnages a priori sans histoire et qui n'avaient, pour la plupart, jamais attiré l'attention sur eux. Asher était restaurateur, Samy marchand de fruits et primeurs…

Cette filière présentée par le tribunal comme « un catalogue de La Redoute de l'ecstasy mondial » était basée en Seine Saint-Denis, mais Dror et Effi, ses deux

dirigeants, opéraient également en Allemagne où ils avaient déjà été condamnés à huit et dix ans pour des faits semblables. Purgeant leur peine de l'autre côté du Rhin, ils n'ont donc pas comparu à Bobigny. Les membres de la branche française de cette petite organisation dirigée par le tandem Dror-Effi n'étaient pas des pointures. Ils ont facilement reconnu qu'ils achetaient des comprimés d'ecstasy aux Pays-Bas et qu'ils recrutaient des passeuses françaises ou étrangères pour les livrer à New York, en Australie, ainsi qu'au Japon. Le modèle Tuito en plus petit.

Ces trafiquants auraient pu poursuivre leur business encore longtemps si deux de leurs « mules » – des Britanniques – n'avaient pas été interceptées à Londres en possession de quarante kilos de marchandise. Un coup dur suivi, un peu plus tard, par l'arrestation d'une passeuse française qui tentait d'introduire sa came aux États-Unis.

30. Le cas de Tuito n'est pas isolé. Durant l'occupation israélienne du sud-Liban (1982-2000), de nombreux soldats israéliens ont été arrêtés parce qu'ils dealaient avec des trafiquants libanais (voir chapitre XV).

31. Voir Sweetingham Lisa, *Chemical cowboys*, Ballantine Books, 2010.

32. Dina Siegel, *The Mazzel Ritual,* Éditions Springer, 2009.

33. Source : rencontre avec un quarantenaire anversois approché à la fin des années quatre-vingt dix par les recruteurs et vivant aujourd'hui dans le quartier religieux de Bait Va Gan, à Jérusalem. Ce témoin conforté par d'autres, nous a par ailleurs confirmé l'existence, dans les années quatre-vingt-dix, d'une importante filière de trafic de diamants fonctionnant entre Anvers, Brooklyn et Tel-Aviv. Dirigée par un certain « Monsieur Albert », elle proposait elle aussi un viatique de mille à mille cinq cent dollars par voyage aux passeurs, mais ceux-ci devaient transporter les pierres à l'intérieur de leur corps. Ils utilisaient pour cela un plan, un récipient en forme d'œuf qu'ils introduisaient dans le rectum.

34. Voir *Chemical cow-boys*, *op. cit.*

35.. En 2005, les déboires des « mules » ultra-orthodoxes ont inspiré le film *Holly rollers* distribué en Europe sous le titre *Jewish connection*. Ce film raconte l'histoire de Shimon Levita, alias « Shimi », recruté par Erez pour effectuer des passages entre les Pays-Bas et les États-Unis. Au moment des faits, le passeur était âgé de dix-huit ans et appartenait à la secte des *Bobover*, l'un des plus rigoureuses de la nébuleuse ultra-orthodoxe. Il ne connaissait pas grand-chose du monde extérieur et en a été ébloui. Devenu l'homme de confiance d'Erez et son antenne dans le monde des hommes en caftan noir, il a à son tour recruté d'autres « mules » payées mille cinq cent dollars par voyage. Lorsque son patron a été arrêté, il s'est enfui aux Pays-Bas avec une valisette contenant cent mille dollars, mais il a rapidement été arrêté puis extradé. Condamné à trente mois de prison, il a, à sa libération, été pris en charge par sa communauté religieuse et plus personne n'a entendu parler de lui. Tout porte d'ailleurs à croire qu'il n'a jamais vu *Holly rollers* puisque les règles en vigueur les *Bobover* interdisent de regarder la télévision, de fréquenter les cinémas, et de disposer d'un lecteur de DVD. Quant aux smartphones, inutile d'en parler…

36. Peu après l'arrestation d'Oded Nissim Tuito, des investisseurs mafieux israéliens ont tenté de mettre au point une ecstasy moins coûteuse, plus performante et indétectable qui aurait pu, selon eux, inonder le marché mondial. À la tête du projet se trouvait Yoel Rakhmielowicz, alias « le Professeur », un docteur en

chimie et en philosophie condamné à douze ans de prison pour sa participation à une filière de trafic d'antiquités et pour avoir, en 1991, installé un laboratoire clandestin à domicile. Une peine prolongée de neuf ans après une évasion ratée. Sorte de professeur Tournesol mâtiné de Géo Trouvetou, Rakhmielowicz n'est jamais parvenu à ses fins. Lorsqu'il se trouvait encore derrière les barreaux, il avait conclu une alliance avec Moshe Elimelech, un trafiquant d'héroïne arrêté au début des années quatre-vingt et emprisonné en même temps que lui. En échange de la protection du parrain, il utilisait la cuisine de la prison pour mener ses recherches sans être importuné par personne. À sa libération, « le Professeur » a installé un nouveau laboratoire à domicile mais ses expériences perturbaient tout le quartier en raison des odeurs nauséabondes. Il a été dénoncé et la *PNI* a démantelé son installation. Lorsque les enquêteurs lui ont demandé ce qu'il faisait ce matériel, il a prétendu travailler à création d'un… « viagra liquide ».

37. Voir *Chemical cow-boys*, *op. cit.*

38. Voir Peter Maas, *Underboss*, Harper-Collins, 1997.

39. In *US State departement*, rapport de 1998 et suivants.

VI

Le gang de Jérusalem

Parallèlement à la guerre sans merci qu'ils livraient contre Zeev Rozenstein depuis la fin des années quatre-vingt-dix pour le contrôle de salles de jeux clandestines et des bureaux de change ayant pignon sur rue – et sans doute parce que ces règlements de comptes étaient devenus quotidiens – les frères Aberjil se sont tournés vers l'étranger. Leur organisation était suffisamment solide pour cela. Itzhak et Meïr entretenaient des contacts en Asie et en Europe mais leur première filiale, c'est aux États-Unis qu'ils l'ont créée.

Nul ne sait de manière précise quand la famille Aberjil a effectué ses premières emplettes dans les laboratoires belges et hollandais. Sans doute en 1996 ou 1997. En tout cas, il est certain que la filière américaine de l'organisation a commencé à tourner à plein régime vers 2000-2001, grâce à Gabriel Ben Harosh, alias « Gaby », un Israélien né au Maroc en 1959 et dont les parents s'étaient installés en Israël deux ans plus tard.

À la fin des années quatre-vingt-dix, Ben Harosh est l'un des hommes de confiance d'Itzhak Aberjil aux États-Unis et sa tête de pont se trouve à Las Vegas. En Californie, « Itzik » est également en contact avec Moshé Masri, alias « Moshé le religieux », ce « parrain de la mafia israélienne de Los Angeles qui a, nous l'avons vu dans les chapitres précédents, été recruté comme informateur par la DEA.

Certes, Moshé Masri n'est pas très proche de la famille Aberjil mais il mange à tous les râteliers tant qu'il y a de l'argent à gagner et il fait du *business* avec elle tout en bénéficiant de l'impunité que lui procure son statut d'informateur.

Mais revenons à « Gaby » puisque ce dernier va jouer un rôle plus important que celui de Moshé Masri dans le développement des affaires des Aberjil aux États-Unis.

Gabriel Ben Harosh est l'une des figures les moins connues de la criminalité organisée israélienne. Pourtant, son parcours vaut son pesant d'années de prison. Famille traditionaliste mal intégrée dans le tissu social israélien, scolarité défaillante et sans avenir : ses jeunes années sont une longue dérive entrecoupée d'actes violents et de démêlé avec la justice. À peine adolescent, il est avec Michael Lévy Aslan, alias « Mikha », l'une des têtes pensantes du gang de Katamon, une bande de petites frappes terrorisant le quartier défavorisé du même nom. Un groupe violent dont les membres traficotent tout ce qui peut être trafiqué, rackettent les petits épiciers, et font le coup-de-poing contre le gang de Kiryat Yovel, leurs concurrents du quartier voisin dirigés par Tzion Dahan. Considéré comme un dépotoir social, Katamon est une cité à la mode israélienne. Construite à la va-vite et délaissée durant des décennies par un pouvoir lointain. Des familles nombreuses originaires du Maghreb et du Yémen s'y entassent dans des barres d'HLM de quatre étages surnommé « *Harakavot* », les trains en hébreu, en raison de leur longueur.

Élevé au milieu de ce chancre urbain, Ben Harosh n'a eu d'autre choix que d'apprendre les lois de la jungle. La première étant qu'il faut aller chercher l'argent là où il est. Il a donc accumulé les condamnations pour attaque à main armée, mais également pour association de malfaiteurs, faux et usage de faux.

Au début des années soixante-dix, les drogues dures commencent à se répandre dans l'État hébreu. Gabriel Ben Harosh et Michael Lévy Aslan flairent la bonne affaire. Ils verrouillent le marché en n'hésitant pas à éliminer les concurrents potentiels. La guerre débute le 15 juillet 1979 avec l'assassinat de Nissim Zagouri, numéro deux du gang rival de Kyriat Yovel. Elle se poursuivra pendant plusieurs années et fera de nombreuses victimes innocentes. Parmi celles-ci, la chanteuse française Chantal Sitruk, alias « Chantal Curtis », une choriste du groupe « Kassav » qui entretenait une relation avec un membre de Katamon. Un soir de 1985, l'homme a été ciblé par une tentative de liquidation, mais son amie à la carrière prometteuse a été touchée par les balles qui le visaient.

Meneur d'hommes charismatique et autoritaire, Ben Harosh est lui aussi dans le collimateur du gang de Kyriat Yovel. Les hommes tentent de l'assassiner de plusieurs manières. À coups de couteau, par balles, voir en lui balançant une grenade en pleine rue. Ce dernier attentat échoue comme les précédents, mais la bande de Katamon ne tarde pas à retrouver Simon Sabah, son exécutant qui se

terre à Eilat en attendant que la tension retombe. Amadoué par une proposition de conciliation, le fuyard accepte de rencontrer des représentants du clan ennemi pour discuter. L'explication doit se dérouler en présence d'hommes de confiance et sa sécurité est garantie. Du moins, en principe. Car lorsque Simon Sabah se retrouve dans la pièce, les garants sont invisibles et « Gaby » l'étrangle sous les yeux de complices venus assister à la mise à mort. Cet « acte de bravoure » conforte la position du jeune truand au sein du gang. Il l'élève au même rang que « Mikha » Aslan, l'autre figure charismatique de la bande, élevé lui à Nahlaot, un autre quartier pauvre de Jérusalem.

Michael Lévy Aslan et Gabriel Ben Harosh sont complémentaires au sein du gang Katamon. Le premier est plus physique. Sa carrure de catcheur a été affinée par son passage dans une unité spéciale de *Tsahal*. Le second, est beaucoup plus intellectuel. En tout cas, leur tandem fonctionne bien et il vaut mieux ne pas se le mettre à dos.

Au début des années quatre-vingt, David Hayu, un membre du gang qui avait voulu jouer au plus fin, en fait la triste expérience. Profitant des informations recueillies par la bande, il avait en effet cambriolé pour son compte le siège du patriarcat orthodoxe arménien de Jérusalem. Butin : l'équivalent de deux cent mille euros en devises et objets précieux. Lorsqu'ils ont appris que David Hayu se montrait déloyal, Michael Lévy Aslan et Gabriel Ben Harosh l'ont enlevé, torturé et étranglé dans les dunes jouxtant le port d'Ashdod. « J'ai fermé la gueule de cette « *charmouta* » (« pute » en arabe), on l'a enterré et on est rentré tranquillement chez nous », reconnaîtra plus tard le futur adjoint d'Aberjil aux États-Unis.

Made in Belgium

Pour ces deux meurtres-là et pour une série d'autres attaques ainsi que pour leurs trafics de drogues, Michael Lévy Aslan est condamné à quatorze ans de détention et Gabriel Ben Harosh à dix-huit ans. Au terme de deux ans de négociations avec le parquet – ce qui est exceptionnellement long en Israël – les deux hommes avaient plaidé coupable, moyennant la réduction des peines initialement requises.

Enfermés à la prison de Ramlah, les deux complices sont traités avec respect en raison de leur pedigree criminel et de la peur qu'ils inspirent. Signe de prestige, le gang de Katamon est désormais surnommé « gang de Jérusalem ». Ses chefs bénéficient d'une « suite royale », une cellule spécialement aménagée. Leurs codétenus sont aux ordres, y compris le jeune Itzhak Aberjil qu'ils ne connaissaient pas avant d'être condamnés, mais avec lequel ils sympathisent.

Malgré son passé judiciaire chargé, « Gaby » affiche une belle volonté de réinsertion. Il réussit le « *bagrout* », le bac israélien, et s'inscrit à l'université ouverte, un établissement public d'enseignement supérieur par correspondance. En mai 1994, lui et « Mikha » sont d'ailleurs libérés aux deux tiers de leur peine pour bonne conduite. Une décision contestée par le service de renseignements de l'administration pénitentiaire qui entretient un réseau d'informateurs dans les prisons, a rédigé des rapports extrêmement défavorables. Ceux-ci ne sont pas restés confidentiels très longtemps et les médias se délectent.

En effet, à les en croire, Gabriel Ben Harosh et Michael Lévy Aslan n'ont pas vraiment changé. Ils restent bel et bien les détenus les plus dangereux du pays et continuent à organiser des activités mafieuses à partir de leur cellule. Mais ces arguments n'influent pas la commission de libération, qui tranche en faveur des deux détenus.

Au lendemain de sa sortie, soucieux de clore la polémique, Ben Harosh apparaît dans l'émission télévisée d'investigation *Ouvda*, « le Fait ». Il reconnaît publiquement ses méfaits passés – son gang avait occupé une place centrale dans les chroniques judiciaires pendant une quinzaine d'années – et promet qu'on ne le reverra plus derrière les barreaux. Pour preuve de son désir de réinsertion, il annonce également qu'il se lance dans les affaires.

Vrai, puisque Ben Harosh se transforme rapidement en P.-D.G. et crée plusieurs entreprises de construction. Il se montre actif sur ce marché en plein développement – l'arrivée de la vague d'immigrants russes dope le secteur en ce début des années quatre-vingt-dix – et participe à quelques beaux chantiers à Jérusalem. Des projets résidentiels aujourd'hui évalués à trente millions d'euros. En outre, il s'associe avec « B. Yaïr », l'une des entreprises israéliennes de construction les plus réputées dont nous aurons l'occasion de reparler dans plusieurs chapitres.

De son côté, Michael Lévy Aslan n'est pas en reste. Il multiplie également les interviews et se lance dans les affaires. Outre « Énergie 2000 », une société proposant aux collectivités locales du fuel à bon marché, il gère la carrière de footballeurs locaux et propose ses compétences pour arbitrer les litiges commerciaux.

Près de vingt ans plus tard, les promesses de rédemption de Gabriel Ben Harosh semblent bel et bien oubliées puisqu'il dirige l'antenne américaine de la famille Aberjil. Avec une poigne de fer.

« Gaby » navigue avec aisance dans le cercle des trafiquants israéliens, fréquentant notamment Judy Ben Atar, un natif de Jérusalem employé par l'empereur de l'ecstasy Yaakov Bar Moha. Dans l'équipe qu'il monte pour Itzhak Aberjil figurent aussi Sasson Barashi, un entrepreneur un gros œuvre avec lequel il s'était lié d'amitié sur les chantiers de Jérusalem ; Yoram El Al, un ancien soldat de la famille Aboutboul passé dans le camp des Aberjil après que ses anciens patrons aient tenté de le liquider en plaçant une bombe sous sa voiture ; l'homme de main Eliyahou Marciano, et surtout Israël Ozifa, le responsable de l'approvisionnement de la bande en ecstasy.

Les hommes réunis par Gabriel Ben Harosh ne sont pas des enfants de chœur. Yoram El Al, surnommé « Yoram le Blessé » depuis l'explosion de sa voiture, a quitté précipitamment Israël en 2003, au lendemain de l'attentat à la bombe de la rue Halévy visant Zeev Rozenstein. Selon le département des renseignements et de l'investigation de la *PNI*, il en aurait été l'auteur et aurait agi sur ordre d'Itzhak Aberjil.

Quant à Israël Ozifa, alias « Israël le Grand », il est basé en Belgique d'où il gère avec son adjoint Yaniv Haziza les achats d'ecstasy dans les laboratoires locaux, ainsi que leur envoi aux États-Unis dans des colis de peluches animalières.

Dans les années quatre-vingt, Israël Ozifa avait été condamné en Turquie pour le trafic de vingt kilos d'héroïne. Il avait purgé une partie de sa peine turque avec Meïr Aberjil, le frère d'Itzhak qui l'avait ensuite recruté dans l'organisation familiale.

Le mort du « Bazel »

Âgé d'une cinquantaine d'années, Israël Ozifa, « Israël le grand », connaît toutes les ficelles du métier. Pour envoyer l'ecstasy à bon port et, dans une moindre mesure, du cannabis et de la cocaïne, il élabore des routes complexes censées dérouter d'éventuels enquêteurs. Des parcours débutant généralement d'Anvers et parsemés de transbordements dans des ports différents.

Preuve de l'importance de ce pro du trafic et de son adjoint : Itzhak Aberjil leur téléphone souvent. À partir d'Israël, d'Europe, ainsi que du Japon où il entretient d'autres filières. Mieux, il se déplace à Anvers ou à Bruxelles pour les rencontrer, et s'il est dans l'impossibilité de le faire, il délègue son frère.

Autour du noyau dur de l'organisation des Aberjil à Las Vegas gravitent les frères Moshe et Eytan Maloul, les patrons d'une équipe de revendeurs qu'ils traitent à la dure. Le 31 août 2003 à Encino, Sammy Attias, l'un d'entre eux est ainsi abattu sur le parking du café « Bazel », un lieu fréquenté par les « *yordim* » de la région. Une « punition » publique pour avoir, avec l'aide de Kobi Amsalem et Tal Brissman, deux autres trafiquants israéliens opérant en Californie, détourné environ 350 000 comprimés d'ecstasy, soixante-seize kilos, envoyés de Belgique par Ozifa.

Sammy Attias ayant eu l'idée de la combine, il devait la payer de manière spectaculaire. Encore fallait-il qu'Itzhak Aberjil donne son accord puisque Attias faisait partie du « gang de Jérusalem » et que personne ne pouvait s'en prendre à lui sans l'autorisation du big boss. Les enregistrements de conversations téléphoniques d'« Itzik » effectués par différents services policiers israéliens, européens et américains, démontrent que celui-ci a été informé de la préparation de l'assassinat, qu'il a proposé à ses instigateurs de les aider, et qu'il a avalisé le choix du tueur.

Les frères Maloul constituent un rouage important de la filiale américaine des Aberjil. Entre autres, parce qu'ils opèrent avec les *Vineland boys*, un gang d'Hispanos de la San Fernando Valley créé au début des années quatre-vingt par les membres d'une équipe de football américain. À l'origine, il ne s'agissait que de quelques sportifs au taux de testostérone dans le sang anormalement élevé, mais l'argent aidant, les *Vineland boys* ont rapidement sombré dans la criminalité la plus sauvage. Outre des attaques à la batte de baseball et de nombreux faits de violence, plusieurs assassinats – dont celui d'un policier – leur

ont notamment été imputés dans les années quatre-vingt. D'abord liés aux cartels mexicains pour lesquels ils assuraient le recouvrement des créances liées au trafic de stupéfiants, les *Vineland boys* se sont tournés vers les Israéliens lorsque ces derniers ont débarqué en force avec leur ecstasy. La collaboration s'est avérée lucrative. À la demande des frères Maloul et avec l'accord d'Itzhak Aberjil, c'est d'ailleurs Luis Sandoval, l'un de leurs meilleurs tueurs du gang opérant sous le nom de code « Hog », qui a été désigné pour éliminer Sammy Attias. Un homme qu'il connaissait pourtant et qu'il a tué sans état d'âme. *Business is business*.

Itzhak Aberjil se trouvait en Europe au moment où le « traître » a été abattu. Il séjournait régulièrement en Espagne et effectuait à partir de là de fréquents sauts de puce en Belgique pour y régler les détails des prochaines expéditions d'ecstasy. C'est d'ailleurs à partir d'Anvers qu'il a discuté au téléphone de la liquidation d'Attias et ses deux complices avec ses interlocuteurs américains. Étant occupé par d'autres affaires, il a cependant reporté sa décision à plus tard.

Dans l'une des conversations consécutives à la mort d'Attias, Aberjil a en tout cas fait preuve d'un soupçon de compassion. Il a accepté que la vie d'Amsalem et de Brissman, les deux complices du « traître », soit épargnée en échange du paiement d'une « amende » de plusieurs centaines de milliers de dollars.

À l'époque, personne ne se méfiait du téléphone portable. Pas plus que les autres, Itzhak Aberjil et ses complices n'imaginaient que leur ligne mobile puisse être placée sur écoute, que leurs déplacements puissent être suivis grâce aux antennes relais. Cette ignorance a bénéficié aux enquêteurs américains, israéliens et européens qui ont appris à connaître le fonctionnement de l'organisation Aberjil, son organigramme, ses contacts, ses tenants et aboutissants au États-Unis, en Israël et au Benelux.

Comment siphonner une banque

Outre Gabriel Ben Harosh et ses complices du gang de Jérusalem, Itzhak Aberjil s'appuie alors sur les frères Haï et Assaf Vaknine pour conforter sa tête de pont américaine. Nés à Beer Sheva mais élevés aux États-Unis, ces fils de « *yordim* » sont alors défavorablement connus du *Los Angeles Police Department* (*LAPD*) qui leur impute de nombreux faits de violences. En 1989,

Haï Vaknine a notamment été soupçonné du meurtre d'Arthur Hall, l'un de ses professeurs de la *Grand high school* de la San Fernando valley avec lequel il a eu un simple différend et que l'on a retrouvé assassiné de trois balles dans la tête. Mais les policiers qui l'interrogent durement durant six heures font fausse route : l'Israélien est innocent[40]. Quoi qu'il en soit, la manière avec laquelle il a été traité s'apparente à du harcèlement, Haï Vaknine dépose plainte contre le *LAPD* et contre les médias locaux qui ont traîné son nom dans la boue. Il obtient gain de cause et touche de plantureux dédommagements.

Parallèlement à son cursus scolaire et grâce à ce pactole, Haï Vaknine se lance dans le commerce de voitures d'occasion. L'affaire est florissante. Il mène grand train, devient arrogant. Violent même. Au point d'être de nouveau arrêté par le *LAPD*, puis renvoyé de son école supérieure pour avoir salement tabassé l'un de ses condisciples.

Au fil des années quatre-vingt-dix, Haï Vaknine s'impose comme une figure du « Tout *L-A* ». Voitures de luxe, propriétés de rêve, fêtes somptueuses avec les stars d'Hollywood, montres bling-Bling, rien ne semble trop beau pour lui. Ses affaires, parmi lesquelles une entreprise de transport de diamants, une société de location de voitures et une agence de messagerie postale, tournent à plein régime.

De son côté, le *LAPD* le considère toujours comme un homme dangereux et continue à le tenir à l'œil. Elle apprend que le « jeune-entrepreneur-à-qui-tout-réussit » est en contact avec Judy Ben Atar, un ancien de l'organisation de Yaakov Bar Moha, alias « Cookie ». En outre, des sources au sein de la communauté juive affirment que les frères Vaknine y font régner la terreur en rackettant des commerçants et d'autres « *yordim* ».

À l'époque, les Israéliens honnêtes de Las Vegas et de Los Angeles – qui représentent la majorité de cette communauté d'expatriés – détestent les deux frères. Ils les surnomment « *Hakouchim* », les « nègres » en hébreu, et changent de trottoir lorsqu'ils les aperçoivent. Est-ce dû à leur origine marocaine ou parce qu'ils ont baigné dans la misère dès la naissance ? En tout cas, Haï Vaknine et Gabriel Ben Harosh s'entendent bien dès la première rencontre. Leur collaboration avalisée par Itzhak Aberjil renforce le développement des activités « classiques » de l'organisation à l'ensemble de la Californie, mais elle favorise surtout la réalisation de la plus belle combine de l'histoire criminelle israélienne.

Une arnaque financière internationale et complexe inégalée qui va entraîner une banque a priori honorable au dépôt de bilan sans que ses responsables se soient aperçus de quoi que ce soit.

En effet, quoi qu'il ait prétendu à sa sortie de prison, Gabriel Ben Harosh a toujours gardé des contacts avec le milieu. Dès 1997, il a ainsi profité de son image de repenti modèle et d'homme d'affaires dynamique pour recycler dans les caisses de ses entreprises – et moyennant commission – l'argent sale que certains de ses amis de la pègre lui confiaient.

En 2001, associé à Michael Lévy Aslan et à l'entrepreneur en gros œuvre Sasson Barashi, il se lance également dans la finance *borderline* en créant une agence d'encaissement de chèques impayés et de prêts à taux usuraires. Parmi ses premiers clients, Ofer Maximov, un légumier de Holon plombé par les dettes. Un joueur compulsif sans cesse à la recherche d'argent frais pour flamber dans les salles de jeux clandestines de l'État hébreu ou aux tables de casinos est-européens.

Lorsqu'il contacte Ben Harosh, Maximov doit déjà des sommes énormes à ses proches, à ses amis, et aux professionnels du « marché gris », ces prêteurs travaillant hors des circuits financiers traditionnels. Alors considéré comme le roi de ce secteur, Benny Ravizada surnommé « le Requin », lui prête beaucoup d'argent tout en l'encourageant à fréquenter la salle de jeux clandestine qu'il dirige en sous-main avec son associé Aharon Ohev-Tzion dans la banlieue de Jérusalem. Plus le légumier perd dans sa salle, et plus il lui prête à un taux élevé. Il gagne sur tous les tableaux, démontrant ainsi que son surnom de « Requin » est mérité.

Gabriel Ben Harosh, Michael Lévy Aslan et Sasson Barashi ne disposent pas des mêmes moyens que Benny Ravizada, mais ils ne sont pas en manque de fonds. En tout cas, ils veulent Maximov dans leur cheptel puisque ce client très spécial est également le frère d'Etty Alon, une dirigeante de la Banque HaMiskhar, la Banque du Commerce, un petit établissement d'épargne implanté à Tel-Aviv. D'abord engagée comme simple guichetière, la jeune femme a gravi les échelons pour devenir directrice adjointe du département des crédits et des investissements. Une fonction stratégique qui en fait de facto le numéro deux de la société.

L’engrenage

À la fin des années quatre-vingt-dix, vingt-trois entreprises bancaires sont autorisées à opérer dans l’État hébreu et la Banque du Commerce est l’une des plus petites. À part son siège central situé au cœur de Tel-Aviv, elle ne compte qu’une agence. Ses clients sont des petits épargnants attirés par un taux de rémunération du « *pakam* » (l’équivalent israélien du livret d’épargne) plus élevé que celui de concurrents.

Dévoré par l’envie incontrôlable de jouer, perdant chaque mois de l’argent qui ne lui appartient pas, poursuivi par ses créanciers dont certains commencent à se montrer menaçants, Ofer Maximov va très mal en cette année 1997. Son commerce périclite et sa famille est au bord de l’explosion. C’est alors qu’il demande à sa sœur de « l’aider ». Elle a accès au coffre de la banque, pourquoi ne pas puiser dedans ? « Pas beaucoup, juste pour un coup de main », plaide-t-il en promettant d’aller faire soigner son addiction lorsque ses problèmes financiers seront résolus. Une promesse d’alcoolique qu’Etty Alon prend pourtant au mot. Elle qui donne entière satisfaction à son employeur et qui inspire confiance aux clients – certains lui ont confié leur signature – se met donc à « emprunter » ici et là.

Étant donné l’ambiance familiale régnant dans l’entreprise, personne ne contrôle son travail en profondeur. Sa première entorse, elle la fait en rédigeant des chèques et en imitant le paragraphe d’épargnants dont elle sait qu’ils ne vérifient jamais leur compte. Une première étape avant de passer au niveau supérieur en effectuant des virements électroniques, puis en prélevant carrément des sommes en cash dans la caisse. L’engrenage est lancé et la banquière ne peut plus faire machine arrière. De semaines en semaines, puis de mois en mois, les ponctions deviennent plus conséquentes, car Ofer Maximov se fait pressant. Voire oppressant.

Toute la famille Maximov soutient le légumier. Son ex-épouse Yaffa, son père Avigdor – également joueur compulsif – et sa belle- sœur. N’étant pas un truand habitué à l’omertà, le joueur a du mal à tenir sa langue. De tables de jeux en tables de jeux, sa combine s’ébruite et tout le monde au sein du milieu se bouscule pour devenir qui son « ami », qui son créancier privilégié.

En février 2002, informés par Gabriel Ben Harosh du potentiel représenté par Maximov et conscients du risque de perdre cette poule aux œufs d’or, Itzhak et

Meïr Aberjil frappent du poing sur la table. Ils convoquent tous les autres créanciers du joueur dans une suite de l'hôtel Dan Panorama, un cinq-étoiles de Tel-Aviv, et annoncent qu'à partir de ce moment seul le « gang de Jérusalem », c'est-à-dire Gabriel Ben Harosh et Michael Lévy Aslan chapeautés par la famille Aberjil, sera autorisé à « gérer » Maximov. Personne ne bronche, il ne vaut mieux pas.

Dans les jours suivants, les hommes du « gang de Jérusalem » aspirent littéralement le flambeur et ne le lâchent plus. Ils l'encouragent à jouer autant qu'il le souhaite puisque sa sœur rembourse. Entre mars 1997 et 2002, Etty Alon soustrait 254 millions de shekels[41] à son employeur. Celui-ci n'y voit que du feu en raison de la faiblesse du contrôle interne et des maquillages effectués par son employée modèle. Celle-ci aurait sans doute encore pu continuer son petit jeu longtemps, mais elle est moralement épuisée car des personnages douteux s'adressent de plus en plus souvent à elle pour obtenir de l'argent cash. Se présentant comme des « amis » de son frère, ils menacent de révéler la combine si elle ne passe pas à la caisse le plus vite possible. C'est-à-dire tout de suite. Le 27 avril 2002, rongée par la peur, l'« employée modèle » craque lorsque des agents de la Banque centrale d'Israël se présentent pour un contrôle de routine.

Pourtant, ceux-ci ne remarquent rien de spécial mais Etty Alon se croît découverte. Affolée, elle se rend chez le caissier, demande 75 000 shekels (15 000 euro) et se précipite chez un avocat en demandant à pouvoir se rendre à la justice.

Son histoire est tellement extraordinaire, que le plaideur et sa collaboratrice peinent à la croire : ils pensent avoir à faire à une dingue.

Aprés les avoir convaincu qu'elle dit vrai, elle se rend enfin au commissariat pour vider son sac. Les inspecteurs spécialisés sont absents ou en congés. Les policiers de garde l'écoutant, mais sans la prendre au sérieux, car personne n'imagine qu'il est aussi facile de siphonner une banque. Ils renvoient d'ailleurs Alon chez elle en lui demandant de revenir plus tard. Ce qu'elle fait. En demandant à réiterer ses aveux devant des officiers supérieurs.

L'annonce de l'arrestation d'Etty Alon déclenche une vague de panique dans les milieux financiers. Aussi surpris que la bourse de Tel-Aviv, le superviseur des banques – l'équivalent israélien de la commission bancaire – ordonne l'interruption immédiate des activités de la Banque HaMiskhar. Les centaines de

petits épargnants affolés qui se précipitent devant le siège de l'établissement dans l'espoir de récupérer leur argent trouvent porte close. Des policiers les dissuadent de rester sur place.

Plumer le pigeon

Dans les jours précédant les aveux de la banquière aux abois, les créanciers de Maximov ont senti le vent tourner. Pour accélérer le rythme des prélèvements, Yossi Malka et Itzhak Bar Moha, deux membres du gang de Jérusalem et tenanciers de jeux clandestins, séquestrent le légumier dans un hôtel de Jérusalem pour réclamer de l'argent à sa sœur, qui paye une fois de plus. La dernière, car cet enlèvement contribue à sa décision de se livrer à la police.

Remis en liberté, le légumier s'enfuit aussitôt en Roumanie où il sera arrêté quelques semaines plus tard. Quant à Ben Harosh et Barashi, ils vident leurs différents comptes bancaires israéliens et s'envolent à destination de Bruxelles d'où ils poursuivent en voiture vers Amsterdam. Au terme d'une nuit confortable dans un palace, ils embarquent pour Miami le lendemain, mais ils n'y seront pas seuls : Haï Vaknine les attend.

Entre 1997 et 2002, Ben Harosh et Barashi s'étaient fréquemment rendus aux États-Unis à l'invitation de leur hôte. À chacun de leurs voyages, ils avaient déposé des valises pleines de billets sur leurs comptes personnels et sur ceux de l'organisation d'Aberjil. Cet argent, c'était bien sûr celui de la banque HaMiskhar. Sous le faux nom d'« Amir Eldad », Gabriel Ben Harosh avait également effectué des versements à partir d'un compte de la banque Hapoalim, le principal établissement bancaire israélien, vers une coquille américaine.

Outre des voyages à Acapulco, il s'est offert des propriétés foncières et quelques autres beaux jouets dont une concession de voitures de luxe. Mais ces fonds ont d'abord servi à financer le trafic d'ecstasy de la famille Aberjil ainsi que les activités criminelles de son antenne locale. Entre autres, le racket, l'extorsion, et des prêts usuraires accordés à des « *yordim* ». En effet, lorsqu'une personne avait besoin de liquidités pour effectuer une opération douteuse, le « gang de Jérusalem » lui accordait facilement un prêt. Trop facilement sans doute, car il en réclamait ensuite le remboursement avant

l'échéance convenue. Pris à la gorge, l'emprunteur était incapable de répondre favorablement et se voyait imposer de lourdes « pénalités de retard ». Tout cela assorti de menaces explicites.

Haï Vaknine savait se montrer convaincant dans le rôle du gentil. Il feignait de comprendre les difficultés de son interlocuteur et prétendait « à son grand regret » devoir en référer à des gens « beaucoup plus dangereux que lui ». L'emprunteur, qui entendait proférer des menaces à peine voilées sur sa vie et sur celle de ses proches, finissait toujours par céder, quitte à être dépouillé de son entreprise, de sa maison et de son épargne.

Cette mésaventure, Eliyahou Hadad, alias « Eli », un « *yored* » installé aux États-Unis depuis 1987, l'a vécue durant plusieurs années. Il ne s'en est pas encore remis. Rond et affable, ce promoteur immobilier alors basé en Floride, mais opérant notamment à Philadelphie, s'est fait connaître parmi les autres expatriés israéliens en organisant le « *Miss Israël beauty contest of South California* ». C'est au cours de l'une de ces fêtes qu'il rencontre un certain Yossef Atia, un autre « *yored* », accompagné de Haï Vaknine et de Gabriel Ben Harosh. Des amabilités d'usage, la conversation dévie rapidement sur le business. Trafiquant d'héroïne condamné à plusieurs reprises en Israël, ainsi qu'à une peine de dix ans en Allemagne, Yossef Atia se présente lui aussi comme un entrepreneur en construction. Quant à Haï Vaknine et à Gabriel Ben Harosh, on connaît leur pedigree.

Eliyahou Hadad est-il au courant ? Plus tard, dans le cadre de l'enquête menée par la justice californienne, il prétendra en tout cas avoir tout ignoré des activités illégales de ses interlocuteurs. Quoi qu'il en soit, il s'associe à Yossef Atia. Le 8 mai 2002, les deux hommes empruntent 250 000 dollars à Gabriel Ben Harosh pour acheter de l'ecstasy en Belgique, la vendre aux États-Unis, et accumuler un petit magot destiné à financer des activités commerciales légales.

Eliyahou Hadad vient en effet de s'implanter à Syracuse dans l'état de New York, où il a acquis quatorze immeubles commerciaux à rénover situés dans le centre de la ville. Valeur estimée : 15 millions de dollars. Propulsé au rang de figure locale fréquentant le maire Matt Driscoll – et recrutant d'ailleurs deux de ses adjoints pour en faire ses têtes de pont dans la ville – le « *yored* » promet de moderniser le centre de la ville, mais il va rapidement manquer de fonds et n'en fera rien[42].

C’est à ce moment qu’il s’est associé à Yossef Atia. L’ennui, c’est que son *deal* d’ecstasy va tourner au fiasco. La drogue n’a pas été achetée ou elle a été volée. Peut-être n’a-t-elle pas été livrée après le paiement. En tout cas, l’argent du duo Haï Vaknine-Gabriel Ben Harosh, donc d’Aberjil et de la banque HaMiskhar, s’envole.

Sommés de rembourser, Eliyahou Hadad et Yossef Atia se retrouvent le dos au mur face à des créanciers au sens de l’humour très limité. Un soir, Haï Vaknine les convoque dans un immeuble pour menacer Yossef Atia de le balancer par la fenêtre si l’argent n’est pas restitué dans les prochaines heures…

« J’étais terrorisé, j’ai cru qu’il allait vraiment le faire devant moi », racontera plus tard Hadad aux enquêteurs californiens qui prennent sa déposition dans le cadre d’un « *plea bargain* ». Quant à Yossef Atia, à peine sort-il de la rencontre avec l’émissaire d’Itzhak Aberjil qu’il fuit au Panama où l’on n’entendra plus parler de lui… jusqu’à ce qu’il soit arrêté dans le cadre d’un autre trafic de stupéfiants.

Yossef Atia connaissait Ben Harosh et Itzhak Aberjil pour les avoir côtoyés à la prison de Ramlah. Il savait que leurs menaces étaient sérieuses et qu’il valait mieux disparaître. Seul face aux créanciers, Hadad a tenté d’éviter Vaknine et Ben Harosh, mais ceux-ci l’ont poursuivi en se montrant de plus en plus agressifs. Ils exigeaient non seulement le remboursement de sa part du prêt – ce qu’il avait d’ailleurs rapidement fait – mais également celle d’Atia. Le tout augmenté de diverses « amendes » et d’intérêts de retards. Soit 591 000 dollars plus une hypothèque sur sa villa estimée à 1,5 million de dollars.

« Un jour, Haï Vaknine m’a dit qu’il était temps de régler cette affaire et qu’il allait me présenter à des “gens sérieux” pour en discuter », a déclaré le « *yored* » aux policiers californiens. « J’avais peur, mais j’ai accepté le rendez-vous après un engagement écrit de Haï Vaknine selon lequel il ne m’arriverait rien ».

Cette étrange réunion se déroule le 24 avril 2003 à l’hôtel Sheraton de Miami. Outre Vaknine et Hadad, y participent Aberjil, qui séjourne aux États-Unis pour trois mois, ainsi qu’une vingtaine de membres de la branche américaine de son organisation. Pendant, la discussion, certains d’entre eux tournent autour de Hadad comme des vautours autour d’une proie. D’autres font des gestes explicites signifiant qu’ils vont l’éliminer.

Contraint et forcé, Hadad accepte tout ce qu'Aberjil et sa bande exigent après que son interlocuteur lui ait accordé « généreusement » une réduction et fixé le montant de sa dette à 330 000 dollars. « Tu as eu raison de te montrer raisonnable », lui dit Vaknine en sortant. « Autrement tu serais un homme mort en ce moment ».

Cette méthode de dépouillement, le gang de Jérusalem l'a pratiquée à la chaîne en Californie et les « *yordim* » n'en sont d'ailleurs pas les seules victimes. Nous verrons au chapitre suivant que de nombreux commerçants ont également été siphonnés de la sorte, y compris un garagiste d'Orange county contraint de brader son stock de Lamborghini au cinquième de sa valeur pour rembourser ses dettes envers ses créanciers israéliens.

40. Le vrai tueur a été arrêté en 1995.
41. Soit près de cinquante millions d'euros.
42. In *The Post Standard of Syracuse*, 14 juin 2006 et suivants.

VII

Big business à Los Angeles

Pendant que le gang de Jérusalem s'enracine aux États-Unis, le scandale de la banque HaMiskhar suscite une vague de protestations sans précédent en Israël. Pressé par des médias hystériques et par une *Knesset* surexcitée, le gouvernement d'Ariel Sharon accepte de garantir les sommes déposées dans cet établissement par les petits épargnants à concurrence de 50 millions d'euros. Le montant estimé du vol effectué par Etty Alon. Sur présentation de justificatifs les dépositaires d'un montant inférieur à 80 000 euros sont donc assurés de récupérer 95 % de leurs avoirs.

Le superviseur des banques Yossef Tal promet de réformer l'organisme poussiéreux qu'il dirigeait jusqu'alors. Quant à la *PNI*, elle se retrouve également sur la sellette, car son département des investigations et du renseignement avait eu connaissance de « l'arnaque Maximov » plusieurs mois avant la reddition d'Etty Alon, mais le dossier n'avait pas suivi son cours. Les informations récoltées étaient restées dans un tiroir et personne n'avait jugé bon de déclencher une enquête. « Il y a eu un problème de communication quelque part », déclarera plus tard le préfet général de la police au micro de *Kol Israël*, la radio publique, en ajoutant au discrédit dont souffre la *PNI*[43].

Durant son procès devant le tribunal de district de Tel-Aviv, Etty Alon semble ravagée par les années difficiles qu'elle vient de vivre. Elle reconnaît les faits retenus à sa charge en jurant « ne pas avoir pris un seul shekel pour elle ». Un léger mensonge puisque son dernier prélèvement était destiné à payer son avocat et ceux des membres de sa famille. En 2003, elle écope en tout cas de dix-sept années de prison et quitte la salle d'audience en pleurant. Son père, qui l'a aidée ou, du moins, qui a couvert ses malversations, est condamné à six ans. Quelques mois plus tard, Ofer Maximov comparaît à son tour. Inculpé à son retour de Roumanie, il plaide la maladie et évoque les pulsions irrépressibles qui le tenaillent. Ces arguments ne convainquent pas le tribunal, qui l'envoie à l'ombre

pour quinze ans. Dans la foulée, Benny Ravizada, « le Requin », celui que les enquêteurs surnomment « la Bank of America des prêts usuraires », est condamné à quatre ans et deux mois pour son rôle dans l'affaire. Il écopera ensuite de deux ans supplémentaires pour évasion fiscale ainsi que d'une amende d'un demi-million d'euros. Mais « le Requin » est un procédurier. Il interjette l'appel, et lorsque sa peine est confirmée, il dépose un recours devant la cour suprême. Objectif ? Gagner du temps afin d'éviter l'incarcération. Le couperet tombe le 3 janvier 2013. Ce jour-là, les juges estiment que « l'accusation principale était justifiée », confirment les sentences précédentes, et envoient l'usurier en prison sur le champ.

La police israélienne a mené l'enquête sur la Banque HaMiskhar tambour battant et la justice se montre intraitable. Plusieurs membres du gang de Jérusalem sont condamnés à des degrés divers, notamment ceux qui avaient exercé des pressions sur Maximov ou qui l'avaient séquestré pour forcer sa sœur à accélérer le rythme des remboursements. Pourtant, cette combine inédite va encore connaître de nombreux rebondissements. À commencer par l'assassinat, le 27 juin 2003, de Michael Lévy Aslan, l'ex-complice mais toujours associé de Gabriel Ben Harosh.

Recyclé dans « les affaires » – sans que l'on sache vraiment lesquelles – et dans l'arbitrage de conflits commerciaux, « Mikha » est invité à Eilat à l'occasion d'un mariage. Il profite d'un week-end familial, mais a accepté un rendez-vous professionnel dans le centre de la ville. C'est là qu'un tueur bien informé l'attend et lui tire cinq balles dans le dos.

Sauve qui peut

Aux États-Unis, les lieutenants d'Aberjil ne sont pas touchés par les vagues d'arrestations en cours dans leur pays d'origine, mais leur situation se dégrade. En effet, à force de pratiquer l'extorsion de fonds à grande échelle, ces « *yordim* » se sont fait beaucoup d'ennemis. Des dénonciations émanant de membres de la communauté juive locale et d'expatriés israéliens excédés, ont été envoyées à la justice californienne ainsi qu'à la *DEA*.

Arrêté au printemps 2006 dans le cadre de plusieurs plaintes pour racket, Haï Vaknine commence par nier en prenant la posture de l'honnête homme outragé

par le fait que l'on puisse douter de lui. Mais les enquêteurs le surveillent depuis 2003, et ils ont beaucoup d'atouts dans la manche : des enregistrements de conversations téléphoniques, des témoignages accablants dont celui de son « ami » Gabriel Ben Harosh, qui a négocié avec la *DEA*.

Il a fallu mobiliser du monde pour coincer ce « *yored* ». Des enquêteurs ont travaillé sur son dossier à Las Vegas, à Miami, en Israël, en Belgique, où il achetait de l'ecstasy, et au Mexique, où il se livrait à divers trafics de stupéfiants. Mais le jeu en valait la chandelle puisqu'il conclut un « *plea bargain* » : il reconnaît, entre autres, avoir extorqué de l'argent à Eliyahou Hadad, l'homme qui voulait remodeler le centre de Syracuse. Dans le cadre de cet accord judiciaire, la peine de Haï Vaknine est fixée à onze ans de prison assortis d'une amende de 646 000 dollars pour, notamment, avoir aidé à blanchir l'argent du « gang de Jérusalem ».

L'assassinat de Michael Lévy Aslan, son ancien associé et co-leader du gang de Katamon, secoue profondément Ben Harosh et le pousse à prendre ses distances. Quelque chose s'est brisé en lui. Craignant peut-être de figurer sur la liste des prochaines cibles, il erre du Mexique à l'Espagne, où il tente vainement de trouver un refuge définitif, avant de mettre le cap sur le Maroc. Là-bas, il séjourne dans un vieil immeuble du centre de Casablanca en croyant pouvoir se fondre dans une population qu'il connaît bien en raison de ses origines familiales. Ingénieux, mais pas longtemps. Car ses racines marocaines se sont évaporées avec le temps.

À force, Ben Harosh s'est américanisé et il détonne dans le paysage du Maghreb. Autour de lui, les gens posent des questions. Mieux vaut partir. Direction : le Canada où la *DEA* le repère facilement.

Le temps des aveux

Sans cesse sur ses gardes, dépressif, l'ex-entrepreneur en construction sait qu'un juge fédéral américain a lancé un mandat d'arrêt international contre lui, contre Yoram El Al, et contre Sasson Barashi. Ce qui ne l'empêche pas d'effectuer quelques sauts de puce aux États-Unis pour y liquider ses affaires.

Au Canada où il se planque avec son épouse, il comprend que ses jours de liberté sont comptés. Par le biais de son avocat, il entame des négociations de plusieurs mois avec la *DEA* au terme desquelles il devient le principal témoin de l'accusation. En échange de l'impunité. Les termes du marché sont clairs : Ben Harosh couchera par écrit tout ce qu'il sait du gang de Jérusalem, acceptera d'être confronté à ceux qu'il trahit, et de réitérer ses accusations devant un juge chaque fois que la procédure le nécessitera. C'est à prendre ou à laisser : il prend.

Avant, ou peut-être à cause, du changement de camp, le fuyard est devenu « *hozer be tchouva* »[44]. Il se présente devant le tribunal avec une lourde kippa noire et une barbe fournie. Son témoignage carbonise Haï Vaknine, Sasson Barashi qui a entre-temps été condamné à quatorze mois de prison par la justice israélienne, El Al, ainsi que les frères Aberjil. Mais Ben Harosh n'est pas le seul à collaborer avec les enquêteurs pour sauver sa tête. Rentré en Israël en 2003 après avoir reconnu devant les enquêteurs américains que la famille Aberjil était impliquée dans un trafic d'ecstasy à Los Angeles, Assaf Vaknine, le frère de Haï également surnommé « Assi », ne se fait pas prier non plus pour déballer la marchandise.

Connu dans l'État hébreu pour avoir été actionnaire de l'agence internationale de mannequins « Roberto modeling agency », l'homme s'attend lui aussi à être inculpé dans le dossier de la Banque HaMiskhar. Il préfère donc trouver un « arrangement » avec le parquet. Interpellé par le *Yamar*, il se montre donc loquace et accepte de discuter par téléphone avec des agents de la *DEA* en sachant que la conversation sera enregistrée.

Un détail de la procédure ? En fait, cette discussion actée sur un procès-verbal de cinq pages se déroule le 11 juillet 2003. Elle restera longtemps gravée dans les mémoires des enquêteurs, puisque leur interlocuteur leur donne en quelques minutes et d'une seule traite les renseignements dont ils rêvaient depuis plusieurs années.

En préambule, « Assi » manifeste son intention de mettre de l'ordre dans sa vie et fonder une famille lorsque les péripéties judiciaires liées à ses activités criminelles et à celles de son frère seront terminées. Il lâche ensuite des détails sur les opérations de son frère et de Gabriel Ben Harosh aux États-Unis mais également – et c'est ce qui intéresse le plus les policiers israéliens – sur les

causes de la guerre que se livrent Zeev Rozenstein, la famille Aberjil, et celle des frères Aboutboul, les parrains francophones de Netanya[45].

À l'en croire, outre les questions d'ego, ceux-ci s'entre-tuent d'abord pour maintenir leurs zones d'influence dans l'État hébreu, ainsi que les revenus des casinos qu'ils contrôlent en Roumanie et en Arménie. Ce serait justement parce qu'il aurait tenté une médiation entre Itzhak Aberjil et Zeev Rozenstein – et que cette initiative en dérangeait d'autres – que l'ancien co-leader du gang de Jérusalem « Mikha » Aslan a été abattu à Eilat. « Par un tueur à gages russe », précise même le témoin miraculeux.

Assaf Vaknine présente les frères Aberjil comme les premiers responsables de la guerre en cours depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Sa confession est d'une importance majeure pour la *PNI*. Elle dresse pour la première fois un panorama de la criminalité organisée israélienne vue de l'intérieur, permettant ainsi de mieux apprécier les équilibres entre les différentes familles de la mafia « blanche et bleue ».

Sa déposition et celle de Gabriel Ben Harosh annoncent l'hallali pour l'organisation Aberjil. En août 2008, Meïr et Itzhak Aberjil sont arrêtés par la *PNI* en même temps que six complices parmi lesquels le chef de l'antenne belge de la famille Israël Ofiza, et Moshe Malul, cerveau de l'assassinat de Sammy Attias à Encino[46].

La justice passe

Cette fois, les Aberjil ont vraiment du souci à se faire car la justice américaine demande leur extradition pour le trafic d'ecstasy à Los Angeles, pour le meurtre de Sammy Attias, ainsi que pour blanchiment. Quant aux enquêteurs israéliens, ils sautent de joie à l'idée de se débarrasser de ceux qu'ils considèrent comme les « truands les plus dangereux » de leur pays.

Les frères chancellent. Ils se battent pied à pied pour ne pas être extradés. Leurs avocats multiplient les recours et les incidents, c'est de bonne guerre. Le 12 janvier 2011, au terme d'une procédure de trois ans qui les a menés devant la cour suprême de l'État hébreu, Itzhak et Meïr Aberjil embarquent menottes aux poignets à bord d'un avion spécial du gouvernement américain. Le 7 mai, le premier plaide coupable d'avoir fait importer au moins 100 000 pilules d'ecstasy

aux États-Unis – il figure alors sur la liste des quarante trafiquants les plus importants établie par la *DEA* – et d'avoir participé à l'assassinat de Sammy Attias. Sa peine est fixée à dix ans moins la période de détention préventive effectuée en Israël.

Le 22 août 2011, Meïr trinque à son tour : trente-six mois pour racket et extorsion de fonds à concurrence de près d'un million et demi de dollars. Relaxé au bout de quelques semaines et expulsé des États-Unis, il revient en vedette dans l'État hébreu – la presse l'attend à l'aéroport – et reprend les rênes de la famille. Toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt en Belgique et en Allemagne, il sera cependant arrêté en janvier 2012 à l'occasion d'un « voyage d'affaires » dans ce dernier pays.

Après avoir lui aussi plaidé coupable, Moshe Malul s'entend, lui, condamner à passer quinze ans dans un pénitencier fédéral. Israël Ozifa, qui avait également conclu un « *plea bargain* », écope de huit ans. Quand à El Al, l'auteur probable de l'attentat de la rue Halévy contre Zeev Rozenstein, et à Luis Sandoval, le tueur des *Vineland Boys* recruté pour assassiner Sammy Attias, ils sont déclarés fugitifs.

Contrairement à ce qu'il avait prétendu durant son entretien de 2003, « Assi » Vaknine ne s'est pas tout à fait calmé puisqu'il a de nouveau été arrêté le 12 septembre 2009, avec deux de ses associés de l'époque. Cette fois, le *Yahbal* le soupçonnait de blanchir de l'argent de provenance douteuse par le biais de « Lucky 18 online », un casino sur internet fondé avec quelques complices. De nouveau contraint de justifier le moindre de ses faits et gestes, l'ancien du gang de Jérusalem s'en est cependant sorti sans inculpation. Par manque de preuves. Mais l'avertissement est on ne peut plus clair : quoi qu'il fasse, Assaf Vaknine reste dans le collimateur…

En avril 2011, les fédéraux américains qui ne croyaient pas davantage à son repentir que leurs homologues de Jérusalem, ont d'ailleurs profité de l'un de ses déplacements au Mexique pour le faire arrêter et extrader par les autorités locales. L'information relative à ce voyage provenait d'Israël. Elle a permis au *FBI* et à la *DEA* de l'interroger de manière approfondie sur les frères Aberjil, sur leurs complices, et sur les activités des organisations criminelles israéliennes aux États-Unis. Mais « Assi » a refusé de leur répondre.

De retour au Mexique, il s'y est lancé dans les affaires a priori légales. Sauf qu'il ne disposait pas d'u pays de séjour. Arrêté, il a introduit un recours devant tous les tribunaux imaginables, y compris devant la Cour suprême mexicaine, afin de retarder son extradition.

Celle-ci s'est finalement déroulée le 1er août 2015, lorsque « Assi » Vaknine a débarqué à l'aéroport de Tel-Aviv entouré d'agents mexicains de l'immigration. Prix en charge par le *PNI*, il n'a cependant pas été arrêté puisque les enquêteurs de l'État hébreu n'avaient rien à lui reprocher. Sollicité officieusement, il a de nouveau refusé de témoigner contre la famille Aberjil en affirmant qu'il n'avait qu'une seule idée en tête : se précipiter à l'ambassade du Mexique, y demander un permis de séjour dans ce pays, et rentrer « chez lui » pour y poursuivre son business.

À l'instar de » Assi » Vaknine, Gabriel Ben Harosh et son épouse Sima ont été "ciblés" par les grandes agences fédérales américaines vers 2010-2011. Le couple a d'ailleurs été placé en détention durant quelques semaines pour être réentendus sur ses activités passées. Parce que le *FBI* et la *DEA* voulaient être certains que Ben Harosh et son épouse n'avaient rien « oublié » de leur dire durant leurs précédentes auditions.

Fin de cavale

Parmi les hommes d'Aberjil arrêtés aux États-Unis figure Yaniv Haziza, un truand discret inculpé en 2004 pour avoir importé environ trente kilos d'ecstasy à Los Angeles. Achetés en Belgique, les comprimés d'ecstasy étaient cachés dans des peluches et expédiés à partir d'Anvers.

Tout en participant aux activités de l'organisation des frères Aberjil, Haziza collaborait à celle d'Eliyahou Marciano, alias « Lucky » ou « Koukou », queue-de-cheval en hébreu. De fin 2001 à septembre 2004, ce dernier, « l'homme d'affaires » Hillel Haham et Haziza avaient organisé un vaste trafic partant de Tchéquie et approvisionnant la Pologne, l'Autriche, la Russie, l'Australie ainsi que Los Angeles. Plus de sept millions de comprimés d'ecstasy avaient ainsi été écoulés et l'argent recyclé par le biais d'emprunts hypothécaires accordés à des particuliers.

L'enquête internationale sur le sous-réseau Aberjil a débuté en mars 2002 à Los Angeles, mobilisant la *DEA*, le *LAPD*, ainsi que les services anti-stups tchèque, belge, autrichien et espagnol. Eliyahou Marciano et ses hommes ont tous été condamnés sauf Haziza, qui a réussi à fuir en Israël en décembre 2006. Il a cependant été rapidement « logé » par la *PNI* grâce à sa collaboration avec Interpol. Mais l'homme est un dur à cuire. À ses yeux, l'omertà est une vertu. Presque un mode de vie. Lorsque les policiers israéliens l'interrogent, c'est à peine s'il accepte de décliner son identité. Aberjil ? Gabriel Ben Harosh ? L'ecstasy ? Yaniv Haziza répond aux questions par des grognements ou par de longs silences.

Pour éviter une extradition vers les États-Unis où il risque une lourde condamnation puisqu'il refuse de plaider coupable, les avocats d'Haziza tentent de convaincre le cour suprême de l'État hébreu que leur client doit être jugé en Belgique, là où la drogue a été achetée, plutôt qu'en Californie où elle a été vendue. Ils défendent également une thèse selon laquelle leur client a déjà rendu des comptes pour les faits qui lui sont reprochés. En effet, selon eux, le trafiquant, qui a comparu en même temps que les frères Aberjil devant le tribunal correctionnel d'Anvers en 2005, ne peut être sanctionné deux fois. Logique ? Pas pour les magistrats israéliens qui déclarent Haziza extradable. En juillet 2009, celui-ci est donc renvoyé aux États-Unis. Menottes aux poignets.

En marge de leurs ennuis judiciaires américains, les frères Aberjil – et surtout Itzhak – affrontent aussi les foudres de la justice belge. Celle-ci les accuse d'avoir utilisé le petit royaume pour exporter de l'ecstasy – au moins 100 000 comprimés – vers les USA. Inculpé avec huit complices, « Itzik » ne comparaît cependant pas à son procès, puisqu'il est déjà détenu de l'autre côté de l'Atlantique. Le verdict du tribunal correctionnel d'Anvers tombe comme un couperet en mai 2008 : cinq ans ferme.

Au début des années deux mille, alors que la famille Aberjil s'implantait dans le port flamand afin d'en faire son *hub*, la police belge, qui rencontrait des difficultés à pénétrer ce milieu totalement inconnu d'elle, avait renforcé ses échanges avec les services de l'État hébreu. Cela, par l'intermédiaire de l'officier de liaison de police d'Israël en poste aux Pays-Bas et dont la compétence s'étend à l'ensemble du Benelux.

En 2004, grâce à cette collaboration, les enquêteurs belges ont d'ailleurs failli « serrer » leur « client », plusieurs de ses gardes du corps, ainsi que des membres de son entourage, mais la petite bande, qui avait semble-t-il repéré l'une ou l'autre filature, s'est réfugiée in extremis aux Pays-Bas. Le comble, c'est qu'Aberjil et sa cour ont rapidement été « logés » au pays des Bataves. Arrêté le 9 septembre 2004 à l'aéroport de Schipol, le parrain a d'ailleurs été détenu un mois en l'attente d'une suite à donner à l'affaire, mais Israël n'a pas exigé son extradition. Quant à la Belgique, sa demande s'est perdue dans les méandres de l'incompétence administrative. Un magistrat avait oublié de la signer. Lorsqu'un nouveau document a été envoyé, « Itzik » était déjà rentré à la maison pour y préparer son organisation à l'orage judiciaire qui s'annonçait.

Tête en béton

Le plan d'Aberjil était simple. D'abord, sauver ce qui pouvait l'être en trouvant un modus vivendi avec certains rivaux, ensuite éliminer ceux de ses rivaux qui salivaient à l'idée que sa condamnation leur permettrait de dépecer l'empire de la famille.

À la fin d'octobre 2005, quelques mois après qu'une bombe eut explosé sous le véhicule de l'un de ses frères, « Itzik » demande à rencontrer Eli Arish, le chef d'une bande très active à Jérusalem et qui se profile de plus en plus comme un concurrent sérieux. L'invitation sonne comme une convocation, car à moins d'être suicidaire, personne ne peut encore se permettre d'ignorer une telle requête. Manquer de respect au leader des Aberjil, c'est signer son arrêt de mort.

La rencontre se déroule dans le centre d'Israël, mais les deux hommes ne parviennent pas à s'entendre sur le partage de leurs activités dans la ville sainte. Arish refuse les propositions d'« Itzik » et c'est une grosse erreur. Le 15 novembre, soit deux semaines après l'entrevue, deux tueurs l'attendent à la sortie de son immeuble. Ils le touchent de quatre balles au moment où il s'installe dans son 4 × 4. Eli Arish est salement blessé. Le premier projectile lui a transpercé le pharynx, les suivants le nez et le crâne. Âgé de trente-cinq ans et en bonne forme physique, l'homme trouve pourtant la force de se mettre à l'abri et d'appeler une ambulance. Ce qui lui a sauvé la vie et lui vaut depuis lors le surnom de « tête en béton ».

À la fin des années quatre-vingt-dix, Arish s'était positionné sur le marché des stupéfiants en s'opposant à Tzion Dahan, le « roi de la drogue » de Jérusalem qu'il a d'ailleurs tenté de faire assassiner. L'opération ayant échoué – Tzion Dahan avait seulement été blessé – son rival a tenté d'échapper aux représailles en quémandant la protection d'Eliran Naïm, alias « le Magicien », un petit parrain qui rêvait de succéder à Aberjil et tentait, à partir de la prison où il purgeait une peine de neuf ans pour trafic de stupéfiants, de combler le vide provoqué par l'arrestation des protagonistes de l'affaire de la Banque HaMiskhar.

Eli Arish et Naïm se connaissaient bien pour avoir collaboré avec le gang de Pardès Katz. Lorsque le scandale de la banque HaMiskhar a éclaté, « le Magicien » a multiplié les efforts pour prendre le contrôle des salles de jeux clandestines dans lesquelles Ofer Maximov avait dépensé des fortunes. Usant à profusion du téléphone public de la prison, il a également recruté des hommes de main chargés de déloger ceux de la famille Aberjil dans certains quartiers de la ville sainte. L'ennui, c'est que la ligne était placée sur écoute permanente et que ses plans étaient connus des enquêteurs avant même d'avoir été mis en application. Inculpé, « le Magicien » a dû abandonner ses beaux projets et conclure une transaction judiciaire à la suite de laquelle il a été condamné à deux ans de détention supplémentaires.

N'importe quel autre détenu aurait compris la leçon mais pas Naïm, qui a toujours rêvé – et rêve encore même s'il est détenu – de briller au firmament de la scène criminelle israélienne. En témoigne, l'annonce, le 4 juin 2013, par les enquêteurs du *Yamar-Nord,* de son implication dans la gestion d'une chaîne de salles de jeux et de paris clandestins sur internet. Une petite affaire illégale qu'il dirigeait à partir de sa prison avec l'aide de deux codétenus dont l'un condamné à deux fois la perpétuité pour un double assassinat.

Escapade brésilienne

Revenons maintenant au gang de Jérusalem et à la famille Aberjil. Partiellement démantelée aux États-Unis et en Israël, l'organisation poursuit malgré tout ses activités à l'étranger. En effet, en quittant précipitamment Los Angeles pour ne pas subir les mêmes déboires judiciaires que ses complices,

Yoram El Al, l'ancienne petite frappe de Netanya soupçonnée d'avoir perpétré l'attentat de 2003 contre Zeev Rozenstein, s'est installé en Amérique du Sud dans l'espoir de collaborer avec les cartels de la drogue.

Ex-lieutenant de Félix Aboutboul, le « parrain » de la famille qui lui avait confié la gestion d'une salle de jeu à Ramat-Gan, El Al a réussi à s'embrouiller avec le fils de son patron. Ce qui lui a valu une tentative de « liquidation ». Contraint de quitter Netanya sous peine de terminer sa vie en bouillie – pour en terminer avec lui, les Aboutboul avaient piégé sa voiture avec une charge de forte puissance – El Al est parti chercher fortune à Tel-Aviv. C'est ainsi – et plus spécialement par le biais de Shimon Zrihen – qu'il entre dans l'organisation des Aberjil. Comme tueur.

Visé par un mandat d'arrêt international émanant des justices israélienne (dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de 2003 visant Zeev Rozenstein) et américaine (et son implication dans les activités criminelles d'Itzik Aberjil aux États-Unis), signalé par Interpol, Yoram El Al ne reste pas longtemps en cavale : il est arrêté à Punta del Este en Uruguay et enfermé dans une prison ironiquement baptisée… « *Libertad* ».

Le « *yored* » risque gros car l'attentat de Tel-Aviv visant Rozenstein en 2003 a provoqué la mort de trois passants innocents et la justice israélienne a toujours la main lourde dans ce genre de dossier. Quant aux juges américains, ils ne se montrent guère plus complaisants avec ceux qui ont trafiqué de l'ecstasy.

Pendant que ses avocats utilisent toutes les ficelles procédurales pour retarder l'extradition, l'Israélien prépare une évasion. C'est sa seule chance et il la tente avec son frère Nissim qui effectue régulièrement la liaison entre Israël et l'Uruguay. Le scénario ? Hollywoodien. Pour 100 000 dollars cash, le taulard et son frangin achètent la complicité d'un gardien de sa prison qui aidera Yoram El Al à se faire la belle le 4 octobre 2004.

Ce jour-là, un groupe de mercenaires déguisés en policiers et circulants dans un faux fourgon cellulaire se présente à la porte de la prison avec de faux documents autorisant l'extraction de l'Israélien « pour le transférer dans un autre établissement ». Comme convenu, le maton véreux les autorise à entrer. Les formes sont respectées et l'autorité pénitentiaire n'y voit que du feu. Une fois dehors, Yoram El Al est pris en charge par son frère et disparaît dans la nature.

La samba des *bicheiros*

Une nouvelle cavale commence, mais elle ne dure pas car le trafiquant ne passe pas inaperçu. Il est quelque peu enrobé et sa silhouette est facilement repérable. Le 22 décembre 2006, une patrouille motorisée de la police brésilienne s'arrête à sa hauteur le long de la plage d'Ipanema, l'une des plus belles de Rio de Janeiro. Contrôle d'identité, explications vaseuses, l'arrestation se déroule sans incident.

Présenté par les médias brésiliens comme « l'un des plus grands trafiquants d'ecstasy de ces dernières années », Yoram El Al refuse d'être extradé vers les États-Unis. Il introduit une requête devant la cour suprême de Brasília qui statue à la surprise de tous, et surtout des Américains, et rejette la demande d'extradition en estimant que la *DEA* n'a pas fourni de preuves convaincantes. « Le dossier ne contenait que du bla-bla, des ragots et des éléments relatifs à d'autres personnes », exulte l'avocat du détenu, qui est également – et ce n'est probablement pas une coïncidence – celui d'Itzhak Aberjil.

En attendant l'arrêt brésilien, la *DEA* avait contacté El Al en cellule pour lui présenter quelques offres de collaboration. Elle lui faisait miroiter la possibilité d'entrer dans le programme américain de protection de témoins en échange de tuyaux sur la criminalité organisée israélienne aux États-Unis, mais le « *yored* » n'a jamais été du genre à se déboutonner pour s'éviter quelques décennies de prison supplémentaires. « Je ne sais rien, je n'ai rien à déclarer et il n'est pas question que je témoigne », a-t-il répondu dans un communiqué de presse publié par l'intermédiaire de son frère. « Je lis ce que l'on raconte sur moi dans la presse, mais je suis calme et je ne renie pas mes amis ».

Remis en liberté suite à la décision de la cour suprême, El Al peut évidemment faire ce qu'il veut mais la *Policia federal brasileira* (*PFB*) l'a placé sous surveillance constante. Ses déplacements sont suivis et photographiés, ses conversations téléphoniques écoutées. Et l'investissement en vaut la peine puisque El Al est en contact régulier avec les « *bicheiros* », les tenanciers de casinos clandestins contrôlant des écoles de samba défilant durant le carnaval de Rio et impliqués dans le trafic de stupéfiants, la prostitution, ainsi que dans des affaires de racket.

Pendant deux ans, la *PFB* accumule 21 000 heures d'enregistrements de conversations entre le « *yored* » et les « *bicheiros* », mais également entre les

mêmes et divers trafiquants de stupéfiants. Il ressort de ces écoutes que l'homme travaille toujours pour le compte de la famille Aberjil, et que celle-ci cherche de nouvelles opportunités criminelles au Brésil. Mieux : les enregistrements démontrent que l'organisation criminelle israélienne collabore avec la *Solntsevskaya Bratva*, la plus importante famille mafieuse russe, pour aider au blanchiment de l'argent des « *bicheiros* ».

En octobre 2011, la presse brésilienne[47] révèle qu'à la suite de trois opérations baptisées « *Hurricane* », « *Escambo* » et « *Black Ops* », la *PFB* a retrouvé la trace d'une partie de cet argent. Au moins 28 millions de dollars ont été recyclés dans des casinos légaux d'Argentine, d'Équateur et d'Uruguay. La somme équivalente à plus d'un million de livres sterling a été déposée sur des comptes bancaires de la City londonienne et d'autres montants en dollars et diverses devises étrangères transférés au Panama et en Suisse. De ces trois opérations, « *Black Ops* » lancée le 7 octobre est la plus importante. Elle a été menée simultanément dans quatorze états de la fédération par une unité spéciale de lutte contre la criminalité organisée de la *PFB*, par l'administration fiscale et par le parquet. Outre la découverte de nombreux documents, elle s'est soldée par l'arrestation de Yoram El Al ainsi que de trois autres « *yordim* » eux aussi liés au gang de Jérusalem[48].

Le 4 février 2013, Yoram El Al a donc été condamné à treize ans et six mois de réclusion pour blanchiment, contrebande de matériel électronique – des machines à sous –, et « crime contre l'économie populaire », un chef d'accusation spécifique au code pénal brésilien.

Aujourd'hui âgé de quarante-huit ans, le condamné risque de passer plusieurs décennies dans les geôles sud-américaines puisque l'Uruguay demande son extradition pour les raisons exposées plus haut. La justice brésilienne prépare, elle, un autre « procès El Al » puisque le lieutenant des frères Aberjil est également impliqué dans l'attentat perpétré le 8 avril 2010 contre le fils d'un « *bicheiro* » âgé de 17 ans.

Aventures au Japon

Le renvoi du « *yored* » sous les barreaux dès 2010 a sonné la fin des activités de la famille Aberjil au Brésil, mais pas sur d'autres continents. Et surtout pas en

Asie. Certes, Itzhak Aberjil végète alors toujours dans une cellule américaine, mais il continue de gérer les affaires par l'intermédiaire de son frère Meïr. Il donne des ordres, prend des contacts et envoie des messages.

En avril 2008, la police des frontières de l'aéroport de Tokyo-Narita intercepte ainsi trois voyageurs à l'air suspect. Trois juifs ultraorthodoxes en cafetan noir, dont un mineur âgé de dix-sept ans, qui viennent de débarquer d'un vol en provenance d'Amsterdam. Les trois sont domiciliés à Jérusalem et affirment étudier dans une « *yeshiva* » liée au *Satmar*, un courant minoritaire de l'ultraorthodoxe juive ne reconnaissant pas l'État hébreu parce qu'il a, selon eux, été créé par des laïcs et non par la volonté de Dieu. Les *Satmar* sont les tenants d'une orthodoxie radicale rejetant de nombreux acquis de la société moderne. Des zélotes menant une vie austère et respectant à la lettre les 613 commandements de la Torah. Les plus résolus ne disposent même pas de papiers d'identité israéliens – l'État impie –, ni d'un compte en banque. Ils sortent donc rarement de leurs quartiers afin de ne pas être « contaminés » par l'impureté grouillant autour d'eux. A priori, ils n'ont donc aucune raison de se rendre au Japon.

Les pandores nippons sont d'autant plus suspicieux que quinze passeurs de drogue, des « *haredim* » et israéliens laïcs, ont déjà été arrêtés depuis le début des années deux mille. Le 9 septembre de cette année-là, David Bitton, le premier d'entre eux, a été intercepté alors qu'il débarquait en provenance de Bruxelles avec 25 400 comprimés d'ecstasy dans ses bagages.

Huit ans plus tard, les trois *Satmar* ont fait plus fort encore en convoyant 90 000 comprimés dans leurs valises à double fond. Arrêtés sur le champ, les passeurs déclarent qu'ils pensaient transporter des antiquités et qu'ils avaient été chargés de remettre les valises à une tierce personne une fois sortis de l'aéroport. L'ecstasy ? Ils n'en avaient jamais entendu parler, selon eux. Quant à Itzhak Aberjil, son nom leur était vraiment inconnu puisque le parrain recourait à des intermédiaires.

Quoi qu'il en soit, la justice japonaise n'est pas tendre avec les trafiquants de stupéfiants. Surtout lorsqu'ils sont surpris en flagrant délit. Conformément à un accord entre Jérusalem et Tokyo, le plus jeune des trois détenus – un mineur – est condamné à huit ans de détention et à une amende de 40 000 dollars avant d'être extradé vers l'État hébreu pour y purger sa peine. Yoel Goldstein et

Yaakov Yossef Grinwald, les deux autres, adultes, écopent respectivement de six ans et de cinq ans à purger dans une prison locale.

Poursuivant à Jérusalem l'enquête sur cette filière entamée par ses homologues japonais, la *PNI* découvre que les trois *Satmar* avaient été recrutés par Ben Tzion Miller et par Haïm Roter, des figures connues de leur communauté. Des militants toujours prompts à dénoncer la corruption de « l'État sioniste impie ».

Le premier se fournissait en ecstasy auprès du gang de Jérusalem et dealait dans les milieux ultraorthodoxes. Il sera condamné à trois ans de prison. Quant au second, il réussira à quitter l'État hébreu en catastrophe pour disparaître en Europe. Selon les dernières rumeurs courant dans les cercles ultraorthodoxes hiérosolymitains, il se trouverait à Londres ou à Anvers où personne ne prendra l'initiative de le dénoncer.

Au milieu de sa détention, Goldstein a entamé une procédure devant la justice japonaise en exigeant d'être blanchi. Arguant du fait que leur client vivait dans une société extrêmement fermée au monde extérieur lorsqu'il avait été recruté et qu'il ne connaissait rien de l'ecstasy, ses avocats ont plaidé la manipulation. Et ils ont obtenu gain de cause ! Libéré après quatre ans derrière les barreaux, l'ex-passeur a même bénéficié d'un dédommagement de 150 000 dollars.

43. Voir chapitre XXI.
44. Celui ou celle qui « retourne à la réponse ». Autrement dit : revient à la religion.
45. Voir chapitre IX.
46. Voir page 136.
47. In *O Globo*, 11-12 octobre 2011.
48. Parmi les autres inculpés dans cette affaire : Meïr Zloff, Tal Amir, Genrich Birman et Vitaly Okorov.

VIII

La guerre de succession

Etty Alon est entrée a la prison pour femmes de Neveh Tirtza avec l'image de la « plus grande criminelle en col blanc de l'histoire pénale israélienne ». En réalité, c'était une femme ravagée par le remord, ainsi que par la séparation avec ses enfants et son époux, qui a demandé et obtenu le divorce.

Employée à l'imprimerie, elle est lentement sortie de sa dépression. En participant à la rédaction du journal de la prison et à quelques spectacles durant lesquels ses talents de comédienne ont été remarqués.

Plusieurs éditeurs lui ont également proposé d'écrire ses mémoires mais elle a refusé. Provisoirement, semble-t-il.

Sa libération conditionnelle, Alon l'a évidemment demandée à plusieurs reprises. La commission « ad hoc » la lui a finalement accordée le 17 février 2016, mais le parquet y a fait opposition, arguant du fait qu'elle n'a jamais remboursé les clients spoliés de la Banque du Commerce et qu'elle a sans doute planqué une partie des sommes détournées par elle. Une poire pour la soif en quelque sorte. En outre, le ministère public lui reproche de n'avoir jamais réglé l'amende par le tribunal – un peu plus d'un million d'euros – en même temps que sa peine de prison. Cependant, la commission des libérations a pris acte de sa bonne conduite durant ses quatorze premières années de détention. Elle a donc accepté de la voir sortir à l'été 2016, soit deux ans et demi avant la fin de se sa peine. Alors âgée de 58 ans, elle travaillera comme ouvrière dans une usine dont son avocat refuse de révéler le nom.

Dehors, elle retrouvera Rakhel, sa mère septuagénaire et cancéreuse. Quant à son père Avigdor Maximov, il a mal supporté sa condamnation à six ans pour complicité. Après avoir subi deux accidents vasculaires cérébraux durant sa détention, il a été libéré pour raison médicale mais s'est éteint quelques mois plus tard sans avoir revu sa fille et son fils Ofer.

Plus de dix ans après les faits, l'affaire de la Banque du Commerce continue de faire du bruit en Israël. En 2014, la *PNI* a en effet interpellé Yaïr Bitton, le P.-D.G. de « B. Yaïr », une société anonyme de construction cotée à la bourse de Tel-Aviv et employant directement quatre cents personnes ainsi que des milliers de sous- traitants. Un entrepreneur puissant et respecté, donc. Sauf que « B. Yaïr » a viré sans raison apparente près de douze millions d'euros à des entreprises contrôlées par Itzhak Aberjil et d'autres membres de sa famille.

L'enquête de la police ainsi que de l'administration des impôts a duré quatre et demi. À les en croire, une partie du magot volé à la banque par Etty Alon a été blanchi par le biais de « B. Yaïr » qui l'a ensuite restitué à l'organisation Aberjil. Celle-ci a alors utilisé ces fonds pour grandir et s'établir à l'international.

Nous verrons à la fin de cet ouvrage pourquoi l'affaire « B. Yaïr » a provoqué un immense scandale dans les milieux judiciaires israéliens. Et pourquoi elle a placé « Itzik » Aberjil en position difficile. Car il a été établi que ce dernier a protégé l'entrepreneur et qu'il l'a aidé à obtenir des terrains bien placés.

Quoi qu'il en soit, à l'annonce de l'arrestation de Yaïr Bitton, mais également de son frère et de six petits entrepreneurs travaillant pour la société anonyme, la bourse de Tel-Aviv a interrompu la cotation de l'entreprise avant de la reprendre quelques jours plus tard.

L'enquête sur les relations entre « B. Yaïr » s'est clôturée au début de 2015. Outre leur frère Itzhak qui était déjà détenu lorsque l'affaire a éclaté mais qui a été ré-arrêté » pour la forme, Avraham et Meïr Aberjil ont également été interpellés.

Calife à la place du calife

La déconfiture du gang de Jérusalem, l'incarcération d'Aberjil et l'échec d'Eliran Naïm après que celui-ci eût tenté de les supplanter suscitent évidemment des vocations parmi des truands de moindre envergure désireux de devenir calife à la place du calife… Entre autres, celle des frères Itzhak et Moshe Bar Moha, deux tenanciers de salles de jeux clandestines qui avaient joué un rôle secondaire dans l'affaire de la Banque du Commercer en séquestrant Ofer Maximov.

Itzhak Bar Moha n'est pas un plaisantin. En fait, c'est un tueur condamné en janvier 2004 à sept ans de prison plus un an de probation pour menaces, chantage et tentative d'assassinat sur Yaakov Kakoune, un truand de Haïfa qu'il voulait tuer en posant une bombe sous sa voiture. Malheureusement pour lui, l'engin avait explosé pendant qu'il le manipulait et la *PNI* l'avait arrêté sur le lit d'hôpital où il tentait de survivre à ses blessures.

Moins impliqué dans cette affaire mais complice malgré tout, son frère a écopé de cinq plus un an de probation pour les mêmes chefs d'accusation. Des peines plus légères ont également été infligées à deux autres comparses. Emprisonné dès que son état de santé l'a permis, Itzhak Bar Moha ne s'est pas calmé pour autant. Il voulait le titre de « boss » de la criminalité organisée de Jérusalem et était prêt à faire ce qu'il fallait pour y parvenir, transformant sa cellule de la prison Hasharon en un « *business center* » d'où il gérait les extorsions de fonds menées par son organisation.

En 2011, celle-ci comptait une dizaine de lieutenants et de soldats opérant sur le territoire de Jérusalem et dans le nord d'Israël. Leur spécialité ? Les prêts usuraires. Ils en avaient accordé trois cent soixante-dix à deux cent cinquante-cinq clients, pour la plupart incapables de les rembourser. Taux d'intérêt : 208 % par an, soit une rentrée de 700 000 euros nets d'impôts en moins d'un an.

Les services fiscaux ont rapidement été informés des activités carcérales d'Itzhak Bar Moha et de son épouse Évelyne, qui transmettait les messages et organisait des conférences téléphoniques entre son époux et les hommes de main. Placés sur écoute téléphonique, madame et les autres membres de l'organisation ont donc été suivis pas à pas. Cependant, à l'époque, l'organisation des frères Bar Moha était trop étriquée et trop artisanale – elle s'est développée depuis lors – pour pouvoir envisager de concurrencer sérieusement le « vrai » gang de Jérusalem. Pourtant, Bar Moha continue de croire à sa bonne étoile. A peine avait-il été libéré après douze ans passés derrière les barreaux qu'il s'est remis au travail dans le courant de l'été 2016.

Cette fois, lui, son épouse Évelyne et quelques complices ont tenté de prendre le contrôle du « souk » de Jérusalem en obligeant des négociants à passer leurs commandes de fruits et légumes auprès d'une société créée pour la circonstance. Et qui pratiquait évidemment des prix exorbitants.

La méthode pour convaincre les clients potentiels ? Des menaces et des violences. Le 28 juillet 2016, la voiture de l'une de leurs cibles a ainsi été pulvérisée par une bombe en plein centre de Jérusalem. L'attentat n'a causé que des dégâts matériels mais Bar Moha et son épouse ont été arrêtés quelques heures plus tard.

La percée des « légumiers »

Plus sérieux, surtout plus dangereux que les précédents, les frères Élie, Yossi, et Shaï Mousseli dont la famille tentait déjà, avec l'aide de leur père Nissim, de tailler les croupières aux Aberjil dans le centre d'Israël.

La bande de Bar Moha n'est pourtant pas aussi dangereuse et organisée que celle des frères Elie, Yossi et Shaï Mousseli dont la famille tente également, avec l'aide de leur père Nissim, de tailler les croupières d'Itzhak Aberjil dans le centre d'Israël.

À l'origine, les frères Mousseli, leur père, et quelques copains formaient un gang de rue actif à Kfar Shalem, un quartier pauvre du sud de Tel-Aviv érigé peu après l'indépendance de l'État hébreu sur les ruines du village palestinien de Salameh.

Kfar Shalem se compose de constructions de piètres qualités, voire de taudis. Au début des années quatre-vingt, la mairie de Tel-Aviv a tenté, avec l'accord du gouvernement, de raser ces chancres urbains au bulldozer. La population s'est révoltée, des manifestations violentes ont éclaté et un habitant du quartier a été tué par la police.

Durant les années quatre-vingt-dix, la « bande à Mousseli » n'était qu'une assemblée de petits délinquants au look punk qui se livraient plus à des incivilités qu'à de véritables délits. À l'époque, on les surnommait ironiquement les « légumiers ». Personne ne pensait que ces rustres iraient bien loin.

Sauf que les frères Mousseli ne sont pas des imbéciles, qu'ils ont rapidement brûlé les étapes et que leur nom est apparu dans des affaires beaucoup plus graves à partir des années 2003-2004.

À l'origine, la famille Mousseli vendait des légumes dans le marché couvert de la Shrounat Hatikvah, l'ancien fief de Yehezkiel Aslan. Nissim Mousseli

fréquentait alors Avigdor Maximov, le père d'Ofer Maximov qui, comme nous l'avons vu, l'un des protagonistes de l'affaire de la banque HaMiskhar.

Nissim et Avigdor ont d'ailleurs fréquenté les mêmes salles de jeu clandestines mais le premier savait s'imposer des limites alors que le second était aussi compulsif que son fils.

Welcome au Platinium

À l'instar de la famille Aberjil, Nissim Mousseli et ses enfants ont en tout cas profité de l'addiction au jeu des Maximov. Grâce au système mis en place par Etty Alon, ils ont également pompé la Banque du commerce mais dans une moindre mesure que les Aberjil.

Certes, avant de profiter de cette manne inespérée, l'organisation Mousseli pratiquait déjà l'extorsion, les prêts usuraires et la récupération musclée de créances mais cet argent lui a permis de développer ses affaires en Israël – des projets immobiliers tout à fait légaux – ainsi qu'à l'étranger : plusieurs casinos en Roumanie dont le « Platinium », le plus important du pays ; des salles de jeu en Grande-Bretagne, en Espagne, en Slovénie, et en Hongrie.

Quoi qu'il en soit, la montée en puissance des Mousseli s'est faite dans le sang et dans la violence. Elle a été émaillée de nombreux incidents, d'assassinats, et de tentatives de « liquidation ».

Au début des années 2000, affolé parce qu'il voyait et entendait, et sans doute par la peine qu'il aurait encourue s'il avait été arrêté, l'un de leurs anciens avocats et associé du gang en a alors dénoncé les activités illégales à la *PNI*. Il est également devenu témoin d'État pour le compte du parquet. À l'en croire, les Mousseli avaient beaucoup à cacher : des meurtres, des trafics d'armes, du racket ainsi que du blanchiment d'argent sale.

Lié à Amir Mulner et à Yossi Harari, le leader de Ramat Amidar dont il a fréquenté la villa à Césarée acquise grâce aux opérations effectuées en Afrique du Sud, Yossi Mousseli est désormais considéré comme un élément important de la criminalité organisée « blanche et bleue ». Il passe comme le chef du bras armé de sa famille alors que son frère Élie en serait le cerveau, le gestionnaire.

Durant ses surveillances de l'organisation, la *PNI* a ainsi constaté qu'Élie, le « cerveau », se rendait fréquemment à l'étranger pour y faire prospérer l'argent

familial sous le paravent d'entreprises parfaitement légales et en ordre avec les impôts.

À titre d'exemple, durant les sept premiers mois de 2014, Élie a effectué trente-quatre séjours hors d'Israël. Il s'est rendu dans les villes où sont implantées les affaires familiales mais a également eu des rendez-vous à Munich, à New-York, ainsi que dans d'autres des États-Unis.

Aller simple pour Johannesburg

Se sachant sous surveillance policière quasi permanente, Élie Mousseli avait intérêt à se rendre à l'étranger pour y « travailler » à l'aise. En effectuant des sauts de puce d'un jour ou deux – voire de quelques heures dans certaines occasions – dans des pays différents, il empêchait les enquêteurs israéliens de monter une opération avec leurs collègues étrangers.

Shaï Mousseli, un ancien étudiant de « *yeshiva »* (école talmudique), a lui aussi effectué de fréquents déplacements hors d'atteinte de la *PNI.* Durant l'été 2012, accompagné de son bras droit et garde du corps Shimmy Anou (27 ans), le plus jeune des frères Mousseli s'est ainsi rendu à Bucarest avant d'embarquer pour l'Afrique du sud.

C'est là, dans un terrain désert de la banlieue de Johannesburg, que le corps d'Anou a été découvert en novembre 2012. L'information n'est parvenue à la famille qu'un mois et demi plus tard.

Que s'est-il passé ? Pourquoi le jeune homme a-t-il été éliminé ? Mystère. On sait en tout cas que lui et son frère Avraham, alias « Bero », s'occupaient des finances de Shaï Mousseli. Lorsqu'il a quitté Israël avec son patron, lui, son frère « Bero » et quelques comparses devaient par ailleurs comparaître devant le tribunal correctionnel de Tel-Aviv pour avoir tenté de racketter deux plaignants.

Bref, la victime n'était pas une sainte-nitouche. En 2009, Shimmy Anou avait d'ailleurs déjà été arrêté – puis libéré faute de preuve – dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un jeune cousin de l'éphémère députée du Likoud Inbal Gavrieli, une étoile filante politique dont nous reparlerons plus loin.

Recherché par la justice israélienne dans le cadre de plusieurs enquêtes relatives à la guerre pour le contrôle des agences de change de la périphérie de

Tel-Aviv, Shaï Mousseli a été arrêté le 12 octobre 2015 par la police sud-africaine qui agissait sur la base d'informations provenant de la *PNI*.

Une fois n'est pas coutume, les instances judiciaires de Pretoria ont collaboré avec celle de Jérusalem. Ce qui n'est généralement pas le cas en raison des relations politiques plus que tendues entre les deux pays.

Lorsqu'il a comparu le 29 octobre 2015 devant le tribunal de Randburg qui devait statuer sur son extradition, le procureur sud-africain a donc répété mot pour les arguments de ses homologues israéliens selon lequel le suspect est recherché dans l'État hébreu pour « meurtre et conspiration dans le but de commettre un meurtre ».

Le temps des emmerdes

Les frères Mousseli sont de vieux « clients » de la justice israélienne. En septembre 2005, Yossi et vingt membres de son organisation avaient déjà été interpellés pour avoir organisé ou participé à la tentative d'assassinat visant Sharon Kain, un petit truand dont le domicile avait été piégé par quatre bombes artisanales. Trois suspects – dont Nissim Mousseli, le patriarche de la famille – avaient alors été rapidement été relâchés.

Mais dix autres, parmi lesquels Yossi, ont été inculpés et condamnés en 2007. Depuis lors, ce dernier dirige ses affaires à partir sa cellule et il le fait bien puisque l'influence de son organisation ne cesse de s'étendre.

En 2009, le *Yamar* a également enquêté lui sur les contacts des frères Mousseli avec deux hauts fonctionnaires de la mairie de Tel-Aviv qui leur signalaient les terrains dont d'administration municipale souhaitait se séparer et qui les aidaient à remporter les appels d'offres publics. Une mine d'or dans une métropole rongée par la spéculation immobilière. Suspendus en attendant la fin des investigations, les mêmes fonctionnaires sont aussi soupçonnés d'avoir aidé leurs commanditaires occultes à installer illégalement des parkings publics payants sur des terrains appartenant à la ville tout en retardant les procédures légales visant à les en expulser.

Intéressante également, l'infiltration de l'organisation Mousseli au sein du monde sportif. Plus spécifiquement dans le milieu du ballon rond au sein duquel plusieurs joueurs professionnels, également des flambeurs invétérés, s'avèrent

incapables de rembourser leurs dettes. Toujours serviables, les frères leur proposent d'annuler l'ardoise en échange de la remise de leur carte professionnelle et deviennent ainsi leurs gestionnaires de carrière. Un moyen d'influer sur la composition des équipes du championnat et sur le cours des rencontres. Donc, de maximiser les gains de leur organisation puisque celle-ci pratique également les paris clandestins.

« La criminalité organisée israélienne a toujours cherché des entrées dans le monde sportif parce qu'il y a de l'argent à gagner », explique David Tzur, ancien commandant de la police de Tel-Aviv. « Nos enquêteurs ont constaté que ses cibles sont généralement de petites équipes manquant de fonds et dont les infrastructures sont dépassées. Elles sont plus vulnérables, plus faciles à influencer en tout cas »[49]. Ce qui explique peut-être pourquoi l'un des joueurs dont les frères Mousseli ont pris en main la carrière a été transféré chez les Bnei Yehouda, cette petite équipe du sud de Tel-Aviv dont Yehezkiel Aslan fut longtemps le protecteur. Coïncidence…

Au milieu de l'été 2013, l'organisation Mousseli a encaissé un nouveau coup dur avec l'arrestation d'une quinzaine de ses membres impliqués dans le racket, l'extorsion et les prêts usuraires. Cette opération, lancée par le *Yamar* de Tel-Aviv à la fin du mois de juillet, avait été préparée par des mois d'enquête clandestine au cours desquels plusieurs milliers d'heures de conversations téléphoniques ont été enregistrées.

Durant les perquisitions, la *PNI* n'a pas trouvé grand-chose sauf… un document crucial. Une liste dactylographiée de soixante personnes rackettées par la bande, ou qui lui ont emprunté de l'argent moyennant un taux d'intérêt de 25 % par mois.

Le ripou

Au fil du temps, la famille Mousseli a étendu son influence de manière significative. Y compris dans les milieux policiers où elle a recruté au moins une taupe. Et pas n'importe où : sein de l'Unité 433, le top du top de la PNI dont les membres se considèrent – sans doute à tort – comme l'équivalent du FBI. En l'occurrence, Gilad Granvitch, alias « Gili », un officier de renseignement de cette structure, que les frères Mousseli sont parvenus à corrompre. Arrêté en

2014, l'officier était chargé de centraliser les informations sur les organisations criminelles émanant des agents sous couverture, des informateurs divers, ainsi que des « témoins d'État ». Il manipulait donc des dossiers ultrasensibles et avait accès à de nombreuses informations confidentielles. Précisément celles qui intéressaient au plus haut point Élie Mousseli et ses complices puisqu'elles leur permettaient de déterminer qui les trahissait, comment et pourquoi.

Selon le réquisitoire du parquet, « Gil » vendait ses informations au prix de cinquante mille dollars pièce. Grâce à lui, les frères Mousseli au découvert le nom d'au moins une source policière infiltrée dans leur organisation.

Durant l'audience du 8 juin 2015, un témoin est venu raconter à la barre comment « Gil » et lui avaient travaillé de manière proactive pour les frères Mousseli. En sonorisant la voiture d'un homme d'affaires ultra-orthodoxe qu'ils voulaient racketter, entre autres. Lorsqu'est entendue la déposition de cet homme désormais protégé par la PNI, l'ex-officier s'est exclamé qu'il « regarde trop de films policiers »

Au printemps 2015, Eli Mousseli a quitté Israël suite à l'arrestation d'une vingtaine de ses lieutenants et soldats dans le courant du mois d'avril. Mais ses « vacances » n'ont pas duré longtemps. Dès son retour au pays en septembre de la même année, il a été arrêté et inculpé d'avoir, en février 2012 et en plein centre de Rishon-le-Tzion, fait « liquider » deux petits truands qui se targuaient de vouloir lui faire de l'ombre.

La PNI croyait beaucoup à ce dossier ; En tout cas, elle prétendait disposer de nombreux renseignements émanant de ses informateurs. Des tuyaux certes, mais pas des preuves tangibles susceptibles d'emporter l'opinion d'un tribunal. Élie Mousseli a donc été remis en liberté le 24 septembre 2015. Trois jours à peine après que des inspecteurs du Yamar lui eurent passé les menottes.

Vendetta de banlieue

Le fait que ce double assassinat imputé à Mousseli et à ses hommes – dont plusieurs sont inculpés dans le cadre de ce dossier – se soit déroulé à Rishon-le-Tzion est intéressant. En effet, après l'arrestation « d'Itzik » et de Meïr Aberjil, la famille Mousseli a tenté de récupérer leurs fiers-à-bras basés de cette famille opérant à Tel-Aviv et dans quelques villes périphériques. Elle également tenté de

prendre le contrôle des bureaux de change inféodés à ses rivaux car ils permettent, sous le couvert d'activités légales, de blanchir d'importantes sommes d'argent tout en accordant des prêts extra-bancaires à un taux exorbitant. Cette mission, c'est à Shimmy Anou et à son frère « Bero » que les Mousseli l'avaient confiée.

Même affaiblis par leurs ennuis judiciaires et par l'appétit de leurs rivaux, les frères Aberjil disposaient toujours d'une belle capacité de nuisance. Ils ne se contentaient pas d'assister sans réagir à la montée en puissance de leurs rivaux. Comme toujours en Israël, cette rivalité s'est concrétisée par un immense bain de sang.

Exemples parmi de nombreux autres, en 2010, Avi Dor, un lieutenant d'Itzhak Aberjil et l'un de ses tueurs patentés – il avait notamment tenté d'abattre Assi Aboutboul – a été assassiné pour avoir quitté le camp des Aberjil pour passer dans le camp des Mousseli. En 2012, Daniel Samara et Ehoud Franco, deux hommes de main des Aberjil qui s'étaient également recasés chez leurs concurrents ont eux aussi payé cette « traîtrise » de leur vie.

Depuis janvier 2006, la guerre entre les reliquats de l'organisation Aberjil et celle des frères Mousseli a provoqué la mort d'au moins dix-sept personnes dont celles de Leah Katayev, une fillette âgée de trois ans, et de sa mère, assassinées en mars 2006 par un commando de cinq tueurs qui pensaient mitrailler la Volvo d'Itzhak Aberjil.

Autre page sombre de cette guerre : le 28 février 2013, lorsqu'Alex Lerner et Shmulik David, deux soldats d'Aberjil âgés d'une vingtaine d'années, ont été déchiquetés par la bombe qu'ils transportaient dans leur voiture. Un troisième homme, le chauffeur du véhicule qui venait précipitamment de le quitter, a eu la vie sauve. L'explosion s'est produite à Rishon-le-Tzion, en fin de matinée, sur un parking jouxtant le palais de justice situé au centre de cette ville de cent mille habitants. Trois semaines plus tard, une autre voiture piégée a explosé à Jaffa, et cette succession d'attentats réveille les mauvais souvenirs…

La guerre entre Aberjil et Mousseli se déroule par l'intermédiaire d'organisations satellites. Elle s'est amplifiée en janvier 2011 peu après l'extradition d'Itzhak et de Meïr Aberjil vers les États-Unis à des fins de jugement. Jusqu'alors, les deux frères « contrôlaient » la zone de Rishon-le-Tzion et ses environs par l'intermédiaire de David Amoyal, l'un de leurs

hommes de confiance qui y faisait régner l'ordre avec son gang et qui tenait son autorité du blanc-seing accordé par « Itzik ». Lorsque ce dernier a été provisoirement mis hors course en raison de son arrestation, David Amoyal s'en est retrouvé affaibli et Yaniv Ben Soussan, l'un de ses lieutenants, a fait sécession en emmenant une partie des troupes avec lui. Depuis, deux gangs s'entre-tuent sur le territoire municipal et sur celui des villes voisines : celui de Rishon-le-Tzion ouest toujours dirigé par Amoyal lui-même couvert par Aberjil, et celui de Rishon- le-Tzion dirigé par Yaniv Ben Soussan et financé en sous-main par les frères Mousseli.

Les membres des deux gangs se connaissent personnellement pour avoir opéré ensemble depuis le début des années deux mille avant de se retourner les uns contre les autres. Les premières « liquidations » se sont déroulées selon le système de la « *kippa adouma* » (chaperon rouge) fréquemment utilisé par le milieu israélien : prétextant une rencontre amicale ou une discussion d'affaires, les tueurs invitent leur cible dans un café ou un restaurant, voire dans un centre commercial… avant de l'abattre en public.

Par la suite, les méthodes employées par les deux parties sont devenues beaucoup plus sophistiquées et les voitures piégées ont refait leur apparition. Quoi qu'il en soit, le conflit entre Rishon est et ouest ressemble beaucoup à celui qui opposait Ramat Amidar à Pardès Katz dans les années quatre-vingt-dix. Peut-être parce qu'Eden Besson, l'un des hommes du gang de l'ouest s'est lui aussi réfugié en Afrique du Sud où il a mystérieusement disparu en janvier 2010.

Plus récemment, une figure importante de la criminalité israélienne impliquée dans cette guerre, et dont la *PNI* refuse de citer le nom tant que son dossier n'aura pas été clôturé, s'est elle aussi enfui à l'étranger. À en croire ses proches, les enquêteurs l'ont informée que la bombe transportée par Alex Lerner et Schmulik David le 28 février 2013 lui était destinée.

Au plus chaud de cette guerre, trois unités spécialisées de la police, dont le *Yamar* de Tel-Aviv, étaient chargées d'apaiser Rishon-le-Tzion et ses environs, mais elles n'y sont jamais parvenues. Certes, en mai 2011, elles ont arrêté David Amoyal, alias « Doudou », et Yaniv Ben Soussan et poussé l'affaire jusqu'au procès. À la suite d'une transaction judiciaire, le premier a été condamné à deux ans et le deuxième à trois ans. Le premier a donc été libéré en 2013 et le second un peu plus tard. De toute façon, ces mises en détention ne les ont pas empêché

de régler leurs comptes par l'intermédiaire de leurs hommes comme s'ils étaient en liberté.

L'une des vendettas les plus spectaculaires s'est déroulée le 27 juin 2013 à midi dans le centre de Petah Tikvah, face à l'entrée d'une école maternelle municipale dont les enfants jouaient dans la cour. Sans se préoccuper du risque qu'il faisait courir à ces innocents, un tueur circulant à moto a vidé son chargeur sur un groupe de trois hommes discutant sur le trottoir. Deux d'entre eux sont morts quasiment sur le coup, le troisième a été grièvement blessé et placé sous protection judiciaire. L'attentat visait Eli Orkabi, un trentenaire connu des services de police pour avoir, en 2000, assassiné un baigneur qui lui contestait l'usage d'un fauteuil sur la plage de Tel-Aviv. Condamné à trois ans de prison et libéré anticipativement, il s'était alors lancé dans la récupération de créances pour le compte de gangs de la périphérie est de Tel-Aviv chapeautés par l'organisation des frères Aberjil ou par leurs concurrents. Peu importait tant qu'il y avait une commission à la clef.

Tueur à 17 ans

Les frères Mousseli payaient leurs tueurs cinquante mille dollars par tête. Ils les rencontraient dans des fast-foods et dans des petits restaurants populaires pour leur confier leurs nouvelles missions. Mais tout ne leur a pas toujours bien réussi. Dans la soirée du 20 mai 2013, à Holon, Moshé Avraham (26 ans), un petit délinquant de Rehovot déjà connu de la police, a été abattu au volant son véhicule de location par un commando de trois tueurs à moto.

L'affaire a été rondement menée. En pleine conversation téléphonique au volant de la Toyota blanche, le jeune homme ne s'est rendu compte de rien. Son interlocuteur l'a entendu évoquer un anniversaire avant que sa phrase ne soit coupée par une série de détonations suivie d'un long silence.

Une « liquidation » comme une autre ? Presque, car Avraham était surveillé par la police et ses conversations téléphoniques étaient écoutées. Peu après avoir été louée, la Toyota avait été « sonorisée » par le service technique de la *PNI*. En outre, au moment de l'assassinat, Avraham était filé.

Le tueur a moto ainsi que ses quatre complices chargés de faciliter le déroulement de l'opération ont donc été arrêtés sur le champ. Ou plutôt en pleine

rue et immédiatement après avoir touché leur cible, qui est morte un peu plus tard à l'hôpital.

La *PNI* a eu beaucoup de chance car si une équipe de filocheurs ne s'était pas trouvée sur place, tout porte à croire qu'il aurait fallu atteindre longtemps avant de résoudre l'affaire. La jubilation des enquêteurs s'est muée en cris de victoire dans les couloirs lorsqu'ils ont découvert que les cinq personnes interpellées sur le fait étaient des soldats de la famille Mousseli. Des tueurs à gage appartenant à la branche opérationnelle de la famille et qui communiquaient grâce à des téléphones portables dont la carte SIM était indétectable.

Le procès des cinq tueurs s'est déroulé en 2014. Le 8 juin, l'un des « filocheurs » de la *PNI* est venu témoigner à l'audience, avec une cagoule sur le visage pour qu'on ne le reconnaisse pas, les mains cachées, et entouré d'une forte protection rapprochée.

Son témoignage a confirmé tout ce qui figurait dans le dossier mais il a surtout levé un coin du voile sur les activités et les techniques méconnues de la section spéciale de « filoche » de la police israélienne.

Le dos au mur, les inculpés ne se sont pas fait prier pour négocier un accord avec le parquet dans le cadre d'une procédure de « plaider coupable. Celui-ci a été conclu le 14 novembre 2014. L'exécuteur a été condamné à la perpétuité et les autres, de dix-neuf ans à quarante-cinq mois selon leur implication dans l'attentat.

En avril 2015, Yossi Mousseli, son frère Élie et cinq de leurs lieutenants ont de nouveau été arrêtés pour avoir commandité ou exécuté une quinzaine d'assassinats depuis 2011.

Placé au secret, Yossi Mousseli a évidemment tout nié en bloc. Son frère et ses complices également. Comparaissant aux audiences publiques durant lesquelles un juge devait statuer sur la prolongation de leur mandat d'arrêt, ils arboraient d'ailleurs tous un large sourire, saluaient leurs proches assis dans la salle et demandaient à leurs avocats – des ténors du barreau – de déclarer aux journalistes présents qu'ils « n'ont rien à se reprocher » et qu'ils « sortiront bientôt de cette affaire avec les honneurs ».

C'était aller vite en besogne car si les enquêteurs chargés de la famille Mousseli ont, pendant plusieurs années, rencontré les pires difficultés pour pénétrer cette organisation, ils ont finalement touché le gros lot. En l'occurrence,

il s'agit de l'un des tueurs de la bande qui a accepté de charger ses complices en échange de cent mille dollars, d'un statut de témoin protégé réimplanté à l'étranger, d'une opération de chirurgie esthétique au visage, ainsi que de l'assurance de bénéficier de l'impunité absolue pour tout ce qu'il a fait dans le passé.

Grâce à ses informations recoupées et aux éléments de preuves qu'il a fournis, ce témoin a donc permis de « coincer » de manière certaine les frères Mousseli pour au moins cinq « liquidations » et des dizaines de tentatives infructueuses.

Que sait-on du témoin miraculeux ? Pas grand-chose sauf qu'il a assassiné à trois reprises pour le compte de ses patrons et qu'il est âgé de… 17 ans.

Le « mafieux souriant »

Face aux frères Mousseli, les vestiges de l'organisation Aberjil ont tenu bon durant toutes ces années. « Doudou Amoyal est resté fidèle. Motti Hassin également. Ce dernier étant plutôt efficace malgré ses ennuis judiciaires, les frères Mousseli ont décidé d'en finir avec lui en plaçant un contrat sur sa tête au début de 2015. Une aubaine pour la *PNI* qui a, lorsqu'elle l'a appris, trouvé une bonne occasion de lancer ses filets dans le panier à crabes : vingt arrestations au cours d'une opération lancée à l'aube du 6 avril 2015.

Également visé par la vengeance des trois frères, Avraham Roukhan, alias « Avi », une figure importante de la criminalité organisée israélienne qui s'est constitué un fief à Petah Tikvah et dans les banlieues résidentielles encerclant Tel-Aviv.

Lorsqu'il a ouvert sa petite épicerie à Pardès Katz dans le courant des années 90, la guerre faisait déjà rage entre le gang de ce quartier et celui de Ramat Amidar. Ceux qui ont connu « Avi » Roukhan à l'époque affirment cependant que le petit épicier n'y était pour rien. Toujours souriant, toujours affable, il avait plutôt tendance à aider ses clients en situation difficile – et ils l'étaient tous à Pardès Katz – en leur faisant crédit.

C'est ainsi, et en profitant de la terreur que faisaient régner les bandes de Ramat Amidar et de Pardès Katz qui s'étripaient, que le petit commerçant a progressivement étendu ses activités aux prêts usuraires et à la récupération de créances.

Quiconque a déjà croisé « Avi » Roukhan a l'impression d'avoir affaire à un elfe. Et peut-être à un benêt au sourire chaleureux. Mais c'est une erreur car l'homme est subtil. Plutôt que de prendre parti dans la guerre que se livraient Pardès Katz et Ramat Amidar, il a préféré les aider tous en finançant, grâce à l'argent des prêts usuraires, les attentats qu'ils montaient l'un contre l'autre. Ce faisant, il a également monté sa propre organisation. « Ami » d'Amir Mulner, des frères Harari, et de nombreux autres, il a, au fil du temps, également réussi à se faire adopter par les frères Aberjil dont il bénéficiait encore de la protection au début de 2015.

Celui que certains chroniqueurs judiciaires israéliens surnomment le « mafieux souriant » a tout fait avant de se hisser au niveau des plus grands noms de la criminalité organisée de son pays. Au début des années 2000, il était en tout cas fort actif sur le marché des casinos et des paris clandestins puisqu'il accompagnait des Israéliens mordus du jeu en Europe de l'est et même en Ouganda.

Silence, on tue

« Avi » Roukhan a donc changé de statut. Il a laissé l'appartement pourri de Pardès Katz, pour s'installer avec femme et enfants dans un luxueux penthouse de Raanana, une banlieue huppée de Tel-Aviv où résident d'ailleurs – mais c'est un hasard – plusieurs membres de la famille Alperon.

Inculpé en 2006 pour détention de sept grammes d'héroïne, condamné à trente-huit mois de prison en 2008 pour extorsion, racket, et pour tenue d'une salle de jeu clandestine, l'ex-épicier cache beaucoup de chose derrière son éternel sourire. Car son organisation a pris une part prépondérante dans la guerre que livraient les frères Aberjil à leurs rivaux. Ce sont en effet les hommes « d'Avi » Roukhan qui ont « nettoyé » les rues de certaines villes telle Petakh Tikvah pendant que d'autres s'évertuaient à "liquider" les traîtres et autres informateurs de police.

En 2011, peu après la libération de l'ex-épicier, plusieurs « balances » ou supposées telles, ainsi que des témoins susceptibles de lui porter préjudice, ont été assassinées l'une après l'autre. La *PNI* a obtenu des informations précises sur l'implication de l'ex-épicier dans ces affaires mais jamais aucune preuve

concrète. Ce qui explique pourquoi il s'en est toujours tiré à bon compte. Du moins, jusqu'à ce que Shaï Behar, un petit commerçant âgé de quarante ans, père de quatre enfants, et croulant sous les dettes, décide de rompre l'omertà et de raconter ce qu'il savait.

Shaï Bahar devait une somme importante à « Avi » Roukhan. Environ 80 000 euros qu'il n'arrivait pas à rembourser. Menacé à de nombreuses reprises par les hommes du « mafieux souriant », il a déposé plainte à la police pour extorsion avec violences et donné des informations précises sur les méthodes musclées de son créancier. Ce qui a déstabilisé son créancier et l'a poussé à lancer de nouvelles menaces beaucoup plus explicites visant son débiteur.

Le petit commerçant était la première victime « d'Avi » Roukhan à oser aller aussi loin. Il représentait donc un danger majeur pour lui et un élément important pour les enquêteurs de la *PNI.* Mais il était soumis à des pressions venant des deux côtés : des hommes de Roukhan passaient des messages à ses proches lui intimant de laisser tomber alors que la police le poussait à maintenir le cap.

Pris en tenaille entre les menaces et les sollicitation de la police, Bahar a déposé une première plainte contre Roukhan avant de la retirer puis d'en déposer une deuxième. Apeuré, déboussolé, il ne savait plus à quel saint se vouer. Car si les enquêteurs prenaient ses déclarations au sérieux, la *PNI* n'a jamais accordé à ce témoin une protection digne de l'intérêt qu'il suscitait.

Bien sûr, les policiers lui ont prodigué des conseils de base et l'ont aidé à se trouver une planque mais, dans l'ensemble, il a du se débrouiller seul avec ses emmerdes. Au point de devoir inviter quelques chroniqueurs judiciaires au fait de la situation pour leur exposer sa solitude, sa peur et sa détresse.

« Voilà deux mois que je n'arrive plus à dormir. Je ne vis plus qu'avec des calmants à portée de mains », a-t-il déclaré à un journaliste de la deuxième chaîne de la télévision israélienne qui l'interviewait dans la chambre d'hôtel où il se cachait.

Présenté avec le visage flouté et les initiales « S. B », Shaï Bahar se déclarait alors surveillé par l'organisation de son créancier. Et en danger. À l'en croire, les hommes « d'Avi » Roukhan allaient bientôt passer à l'action contre lui. Ce n'était plus qu'une question de temps.

Le commerçant ne se trompait pas : le 23 janvier 2015, une bombe de forte puissance a explosé sous sa camionnette à la sorte de Hod Hasharon, une petite

ville sans histoires proche de Raanana. Le commerçant est mort sur le coup et sa fille âgée de 17 ans a été grièvement blessée.

Suspect logique, « Avi » Roukhan a été arrêté le 30 mars 2015 mais au moment où ces lignes sont écrites, rien à part des supputations et des informations non étayées par des preuves concrètes, ne permet de le relier directement à l'attentat de Hod Hasharon.

Quant à la *PNI*, son porte-parole continue de fournir des explications vaseuses lorsqu'on lui demande de justifier le fait que son précieux témoin n'a pas été protégé comme il le méritait.

49. En juin 2011, la *PNI* a créé une cellule spéciale d'enquête sur la corruption du monde sportif après que deux dirigeants du club de football Hapoël Petah Tikvah eurent été arrêtés pour avoir acheté des arbitres. Des négociations sont par ailleurs en cours avec le *Toto* et le *Lotto*, les organismes officiels de paris sportifs, afin qu'ils financent partiellement une structure chargée de combattre les paris clandestins.

IX

Le Loup chasse en Amérique

Les tueurs lancés à ses trousses par les frères Aberjil – et par d'autres – n'étaient pas le seul souci de Zeev Rozenstein au début des années deux mille. S'y ajoutait l'arrestation de son lieutenant Baroukh Dadoush et de son frère Ilan dans le cadre d'un trafic d'ecstasy vers les États-Unis. Une affaire qui risquait de tourner à l'aigre pour « le Loup aux sept vies »…

Condamnés par la justice israélienne à vingt ans de prison, Baroukh Dadoush, officiellement garagiste dans le sud de Tel-Aviv, et son frère, accusaient en effet leur patron de les avoir abandonnés. Ils en avaient gros sur le cœur. « Rozenstein et moi étions inséparables. Lorsque j'ai plongé, il ne m'a même pas envoyé une saucisse pour bouffer. Je n'aurais jamais pensé qu'il m'aurait laissé tomber comme une merde », a ainsi déclaré, hors procès-verbal, l'ex-lieutenant du « Loup » qui en voulait manifestement beaucoup à son ex- « meilleur ami ».

L'ex-garagiste étant amer, ses interrogateurs israéliens espéraient en tirer beaucoup en le chauffant à point. De son côté, la *DEA* voulait également profiter de l'aubaine. Elle proposait d'accueillir Baroukh Dadoush et sa famille aux États-Unis afin d'entendre ce qu'ils avaient à raconter sur leur ancien patron. Le problème, c'est que la législation américaine ne permettait pas de les intégrer dans le programme fédéral de protection de témoins. Mais pourquoi se formaliser pour si peu ? En accord avec la *PNI* et la justice de l'État hébreu, l'agence américaine a donc créé une structure de protection spéciale. Un petit programme indépendant lui permettant de garder le « repenti » sous la main.

En novembre 2004, Baroukh Dadoush passe donc d'une cellule israélienne plutôt décrépie à une luxueuse résidence de Fort Lauderdale en Floride. Les efforts déployés pour le séduire montrent à quel point « le Loup » était devenu important pour la *DEA*. Chaque bribe d'information valait son pesant d'or.

Certes Baroukh Dadoush ne savait pas tout sur Zeev Rozenstein, mais il en avait appris plus que les autres. Aux policiers de Tel-Aviv, il a ainsi raconté que

son ex- « ami » ne faisait pas seulement la guerre à ses rivaux pour des histoires d'argent, de pouvoir et de casinos clandestins mais également pour des questions d'ego. Parce que lui, les Aberjil, les Alperon, et quelques autres se jalousaient. Au-delà des intérêts financiers, leurs vendettas à répétition faisaient donc partie d'un jeu malsain.

L'ancien lieutenant du « parrain » était d'autant plus loquace qu'il risquait soixante ans de réclusion. Il ne s'est évidemment pas fait prier pour raconter comment il avait rencontré « le Loup » vers 1996 et comment il s'était lié d'amitié avec lui. À l'époque, le garagiste n'était déjà plus un saint puisqu'il avait, en 1992, eu des ennuis avec la justice américaine dans le cadre d'un trafic de voitures volées entre ce pays et Israël. Une combine qui lui avait d'ailleurs valu d'être interdit de séjour aux USA.

Face à la justice israélienne, les frères Dadoush avaient confié leur défense à Ronel Fisher, un jeune avocat entreprenant – ancien présentateur de radio – que l'on disait alors promis à un grand avenir. Quant au ministère public, il était représenté par Ruth David, une jeune procureur que l'on présentait alors comme féroce et intraitable. Retenons ces deux noms car nous les retrouverons plus loin, au centre d'un scandale judiciaire majeur impliquant des hauts gradés de la police, des personnalités du monde des affaires, et des grands noms de la criminalité organisée.

Mais revenons en 1999, l'époque où Zeev Rozenstein était considéré comme « LE » parrain le plus influent de la criminalité israélienne. À l'époque, même si nombreux ennemis le gardaient dans leur collimateur, le « Loup » considérait que le territoire israélien était trop étriqué pour lui et que le monde était à sa portée.

Encore fallait trouver des lieutenants capables et surtout fiables. Si l'on en croit Baroukh Dadoush, c'est alors qu'il lui aurait proposé de faire partie de son organisation. Quelques mois plus tard, au cours d'une rencontre dans le *lounge* de l'hôtel Hilton de Tel-Aviv, il lui aurait présenté un certain Zvi Fogel, un « *yored* » qui passait alors pour l'un des nombreux opérateurs israéliens sur le marché de l'ecstasy. Objectif de la rencontre ? Préparer l'implantation du sieur Rozenstein sur le marché américain.

Le pacte scellé avec Zvi Fogel prévoyait que le parrain israélien financerait en tout ou en partie les achats de comprimés d'ecstasy en Belgique et au Pays-Bas, et que le « *yored* » en organiserait le transport et la livraison aux États-Unis. Quant à Baroukh Dadoush, il devenait leur homme de liaison. Le délégué du parrain chargé de suivre l'évolution des affaires.

Zvi Fogel était bien connu de plusieurs services de police en raison de ses nombreuses activités dans le trafic de stupéfiants. En octobre 1999, il avait d'ailleurs été interpellé dans le cadre de « l'opération *Octopus* », mais le coup de filet n'avait rien donné le concernant. Remis en liberté, il était retourné travailler tranquillement à faire progresser son association avec « le Loup ». Quoi qu'il en soit, c'est en le surveillant que la *PNI* et la *DEA* ont découvert ses contacts avec Baroukh Dadoush. Donc, avec Zeev Rozenstein.

À la demande des enquêteurs de l'État hébreu, plusieurs services européens ont également surveillé les activités de la bande. À Paris, les policiers de l'OCTRIS ont planqué pendant que Baroukh Dadoush et Zvi Fogel se rencontraient pour mettre au point leurs méthodes de travail. Quant à l'envoi de la première cargaison d'ecstasy vers les États-Unis, ce sont les policiers hollandais qui se sont chargés d'en suivre la progression sur leur territoire.

Le ver dans le fruit

Zeev Rozenstein considère ce premier envoi comme un test. C'est un coup d'essai et il se montre prudent : sur les 135 000 comprimés d'ecstasy que contient la cargaison, il n'a financé l'achat que de 32 000. Le reste a été payé par d'autres « investisseurs » dont l'identité ne nous a pas été révélée.

Bilan ? Positif ! D'abord envoyé en Allemagne camouflé au fond de moteurs d'occasion, le lot de comprimés est transporté sans anicroche jusqu'aux États-Unis où il trouve rapidement preneur. Zeev Rozenstein et Baroukh Dadoush se partagent un bénéfice de 180 000 dollars.

Rassuré, « le Loup » se déclare partant pour une deuxième opération. Plus importante, celle-là : 305 000 comprimés d'ecstasy cachés dans des pièces d'ordinateur et des débris métalliques. Cette fois, l'ex-garagiste accompagne la marchandise, mais il est refoulé à la frontière en raison de ses déboires passés avec la justice américaine. Heureusement, il n'est pas seul. Son frère Ilan est

également du voyage. Laissé à lui-même, ce dernier coordonne vaille que vaille la livraison et l'écoulement des comprimés d'ecstasy à New York. C'est compliqué car le frérot débarque sur une planète qu'il ne connaît pas. Mais il s'en sort et le succès est de nouveau au rendez-vous ! L'argent également. À partir de ce moment, la filière créée par Zeev Rozenstein passe à la vitesse supérieure en cherchant de nouveaux débouchés. La Californie et la Floride deviennent ses nouveaux terrains de chasse.

Pendue aux basques de Zvi Fogel et de Dadoush, la *DEA* n'a probablement pas réussi à découvrir tous les *deals* réalisés par l'Israélien et ses complices, mais elle établit de manière certaine qu'une autre cargaison de 250 000 comprimés d'ecstasy payés 150 000 dollars aux fabricants hollandais a été acheminée en 2001.

Cette fois, l'écoulement de la marchandise est plus laborieux car, pour développer son réseau, Zeev Rozenstein a recruté David Roash, Israël Ashkenazi et Shemtov Michtavi, trois figures montantes de la criminalité organisée israélienne. Ceux-ci ont à leur tour contacté un certain Mordekhai Cohen dit « Flaco », un autre trafiquant israélien basé en Espagne grâce auquel le réseau prend langue avec le dealer colombien Patricio Vives, puis avec son collègue Juan Carlos. L'ennui, c'est que Patricio Vives est un informateur rémunéré de la police de Miami et de la *DEA*[50].

Sur ordre du grand patron, Baroukh Dadoush loue un appartement à Manhattan au nom de David Roash et de David Rashi, alias « Doudou », un comparse payé quelques dollars pour prêter son nom. Considéré comme sûr, ce logement devient le quartier général américain de l'organisation. Les hommes de Rozenstein s'y sentent à l'aise. Et ils se trompent car Patricio Vives les a dénoncés depuis longtemps. Grâce à ses tuyaux, la planque des trafiquants est surveillée nuit et jour. Ceux qui y pénètrent ou en sortent sont pris en filature.

Tous les téléphones sont sur écoute. Les contacts du réseau sont identifiés. Malgré sa paranoïa légendaire, Zeev Rozenstein ne se doute de rien. À la demande de Patricio Vives, il a même accepté que ses hommes rencontrent à New York un client potentiellement important – il prétend vouloir acheter de grosses quantités – prénommé « Georges ». C'est un traquenard : en réalité, ce « dealer » est un agent *undercover* de la *DEA* chargé de ferrer le poisson.

Le 17 janvier 2001, des dizaines de policiers en uniforme et en civil ainsi que des agents de la *DEA* fondent sur l'appartement de Manhattan. Patricio Vives et « Georges » ont bien fait leur travail, les informations sont de première main. Dans les chambres, les enquêteurs découvrent 700 000 comprimés d'ecstasy pour une valeur à la revente de 40 millions de dollars et 187 000 dollars en cash.

Arrêtés le même jour, David Roash et Israël Ashkenazi reconnaissent les faits et acceptent de collaborer avec les enquêteurs. Ils avouent avoir quitté Jaffa à la demande du « Loup » dans le but de participer aux activités américaines de son réseau. Dans le cadre d'un « *plea bargain* », ils seront condamnés à quatre ans, une peine relativement clémente.

En juin 2003, Shemtov Michtavi est épinglé à Sofia, en Bulgarie. Il est extradé vers les États-Unis où il sera condamné à vingt ans de prison en novembre 2005. Sa peine sera cependant réduite en appel après que ses avocats eurent démontré que les enquêteurs s'étaient trompés de quelques dizaines d'unités en calculant le nombre de comprimés d'ecstasy découverts dans l'appartement new yorkais.

À partir de sa cellule et sans doute parce qu'il n'a rien d'autre à faire, Shemtov Michtavi entame alors une longue série de procédures qui se révèlent toutes infondées. Il attaque également le quotidien *New York Daily News* qui a causé « d'insupportables souffrances morales » en prétendant qu'il envisageait de collaborer avec la police et de dénoncer ses complices.

Interpellé en Espagne en 2002, « Flaco » Cohen est lui extradé vers les États-Unis et condamné à sept ans et trois mois dans le cadre d'un « *plea bargain* ». D'origine israélo-colombienne, ce trafiquant s'était installé à Madrid en 2001 dans l'espoir de suivre les traces de son père Elias Cohen, un petit baron de la drogue associé au cartel de Medellín. Il avait été recruté par Shemtov Michtavi pour le compte de Zeev Rozenstein afin de l'aider à écouler ses comprimés d'ecstasy.

Le problème, c'est que « Flaco » n'avait pas la carrure de son père. Les interrogateurs de la *DEA* n'ont donc pas eu de mal à le convaincre de se mettre à table. À vrai dire, il n'avait pas le choix puisque les fédéraux disposaient de biscuits. Entre autres, des enregistrements téléphoniques dans lesquels leur client évoque avec Shemtov Michtavi la saisie d'une cargaison de 700 000 comprimés d'ecstasy avant de calculer la perte financière pour l'organisation. Le contenu de certains de ces enregistrements est hallucinant. Outre le fait que les trafiquants y

parlent de leur ecstasy comme s'il s'agissait d'une vulgaire marchandise à écouler sur un marché dominical, on y entend Zeev Rozenstein, hors de lui, ordonner à ses lieutenants de couper le contact avec certains intermédiaires soupçonnés d'être des agents infiltrés. Durant l'un de ces échanges, « le Loup », semble encore plus à cran qu'auparavant. Il déclare qu'il a « perdu beaucoup d'argent dans cette histoire » et que « quelqu'un devra assumer la responsabilité » du fiasco. Dans sa bouche, ces menaces sonnent comme une condamnation que personne ne prend à la légère dans son entourage.

Le piège

Le rôle des Cohen père et fils dans le démantèlement de la filière américaine de Zeev Rozenstein n'est pas clair. Selon Shemtov Michtavi, Elias Cohen était en rapport avec les frères Alperon, les concurrents du « Loup » qui collaboraient avec la famille Aberjil afin de l'éliminer. Il aurait même été personnellement chargé par Yaakov Alperon de recruter deux tueurs colombiens chargés de supprimer leur rival.

De son côté, Mordekhai Cohen, dit « Flaco », déclare aux enquêteurs que « le Loup » avait aussi engagé des sicaires pour liquider les Alperon. Une affirmation confirmée par des enregistrements téléphoniques en possession de la *DEA* et dans lesquels « Flaco », Michtavi et Zeev Rozenstein traitent de ces assassinats en utilisant un langage codé enfantin. L'attentat proprement dit était qualifié « d'accident » et les mercenaires colombiens, de « frères ».

Durant ses auditions, « Flaco » évoque longuement la détermination du « Loup » à éliminer ceux qui se mettent en travers de son chemin ou lui font perdre de l'argent. C'est d'ailleurs parce qu'il craignait que Zeev Rozenstein ne s'en prenne à lui après le démantèlement de la filière new-yorkaise de son organisation qu'il affirme s'être résolu à collaborer avec la justice.

Celui que les grands quotidiens populaires locaux présentent encore comme « l'Al Capone israélien » n'a pourtant pas le temps de passer à l'acte. Le 7 novembre 2004, il est arrêté en plein centre de Tel-Aviv alors que son convoi de voitures blindées circule le long de l'avenue Ben-Gourion, une artère huppée proche de l'endroit où les tueurs payés par la famille Aslan avaient tenté de

l'assassiner en 1996. Selon la version policière officielle, « le Loup » avait ses habitudes dans un café des environs où il passait quasiment tous les matins. En réalité, avant de l'interpeller, les « filocheurs » de la *PNI* l'avaient suivi jusqu'aux abords d'un petit hôtel où il rencontrait une jeune prostituée.

Quoi qu'il en soit, son arrestation et, plus tard, sa condamnation, seront fêtées au champagne par les policiers de Tel-Aviv qui le pistaient depuis dix ans. Leur « client » est enfermé dans une cellule de haute sécurité de la prison Ayalon surveillée vingt-quatre heures sur vingt-quatre par des caméras vidéo. Une pièce spécialement aménagée et qui a, avant lui, « accueilli » Ygal Amir, l'assassin du Premier ministre Itzhak Rabin condamné à la perpétuité.

La prison Ayalon compte deux ailes d'isolement. La treize et la quinze. L'une d'elles abrite les espions, les traîtres et les terroristes présumés dont l'identité est gardée confidentielle durant le temps de l'enquête, et même lorsqu'ils purgent une peine prononcée à huis clos après des débats secrets. L'autre est réservée aux mafieux. Quelques mètres carrés, un confort spartiate, et le silence de rigueur. Grosso modo, les ailes de haute sécurité des prisons israéliennes sont l'équivalent des anciens quartiers de haute sécurité français, les fameux QHS, mais en plus beaucoup plus sévère. « Le Loup » supporte mal ces conditions extrêmes : pas de contact avec qui que ce soit, pas même les gardiens, une heure de promenade par jour dans un préau séparé.

Amaigrie, l'ex-figure centrale du milieu israélien a perdu de sa superbe. On le dit dépressif. En tout cas, il déclenche plusieurs procédures pour obtenir l'amélioration de sa qualité de vie. « Je meurs à petit feu », s'exclame-t-il, lui qui ne montre habituellement jamais ses sentiments, devant un tribunal de Jérusalem chargé d'avaliser l'allégement éventuel de ses conditions de vie journalière. Peine perdue.

Entre autres, le mafieux demande à pouvoir bénéficier de la compagnie d'un codétenu ne fût-ce que pendant une ou deux heures par jour. Histoire de rencontrer quelqu'un pour discuter un peu. À force de requêtes, l'administration pénitentiaire consent à assouplir le régime mais elle ne trouve aucun volontaire : Zeev Rozenstein continue de faire peur. Sa méfiance a fait le tour des parloirs. Les détenus susceptibles d'être désignés pour passer quelques heures par jour avec lui redoutent d'être pris pour des « balances » et d'en subir les conséquences mortelles.

Le mauvais virus de la Sumitomo

Pour ajouter à ses malheurs, le parrain perd pied à l'extérieur. Le 15 juillet 2006, l'un de ses meilleurs lieutenants, Aharon Abou Hamra, chargé de faire tourner la boutique en l'absence du patron, est abattu par deux hommes circulant en scooter. Le résultat d'une longue surveillance : le truand était assis dans sa voiture et n'a pas eu le temps d'esquisser le moindre geste de défense. Il est mort quelques minutes à peine après son admission à l'hôpital. Aharon Abou Hamra était pourtant sur ses gardes puisqu'il avait déjà été ciblé par au moins deux tentatives de liquidation. En 2004, une charge explosive avait été déposée à l'entrée de son domicile. Elle était censée exploser durant l'un de ses rendez-vous de travail avec « le Loup », dont il partageait certains des secrets financiers, mais la minuterie avait mal fonctionné.

Le lieutenant de Zeev Rozenstein était autorisé par son patron à organiser ses propres coups. En indépendant. En mars 2005, c'est dans le cadre de l'un d'entre eux qu'il avait été arrêté puis relâché au bout de cinq jours faute de preuves. Une enquête menée avec *Scotland Yard* sur une escroquerie internationale au préjudice de la banque Sumitomo. Une embrouille informatique grâce à laquelle des inconnus étaient parvenus à détourner 316 millions d'euros en introduisant un virus dans l'ordinateur central de la banque.

Près de douze ans plus tard, les milieux bancaires refusent toujours de communiquer sur cette affaire. Pour ce que l'on sait – et l'on ne sait pas tout – le rôle d'Aharon Abou Hamra consistait à recycler une partie des sommes détournées en les faisant transiter par les comptes d'Israéliens ordinaires totalement inconnus de la justice qui prélevaient un petit pourcentage au passage. Cette combine, Aharon Abou Hamra l'a d'abord testée en convainquant Yaron Bolondi, un habitant de Holon, de « prêter » son identité et son compte. L'expérience s'étant révélée positive, il s'est alors arrangé pour trouver neuf autres titulaires de comptes, qui ont eux aussi collaboré sans poser de question.

L'addition

Depuis son assassinat, Aharon Abou Hamra est tombé dans l'oubli. Les chroniqueurs judiciaires n'en ont plus jamais reparlé sauf une fois, le 23 novembre 2014. En effet, ce jour-là, agissant sans doute sur dénonciation, des

inspecteurs de la *PNI* ont perquisitionné le domicile du disparu. Sharona Abou Hamra, sa veuve, a été placée sous mandat d'arrêt après la découverte de 98 grammes de cocaïne. Une petite affaire comparée aux trafics du patron de l'organisation.

Au début des années quatre-vingt-dix, Rozenstein apparaissait en effet en bonne place sur la liste des « *Consolidated Priority Organisation Target* » (*CPOT*) établie par le procureur général des États-Unis. Un « honneur » démontrant que la justice américaine s'intéressait à lui, qu'elle avait pris la mesure de sa dangerosité, et qu'elle espérait bien le juger.

Après avoir épuisé tous les recours légaux, y compris une requête devant la cour suprême d'Israël, le « Loup » est donc extradé vers Miami le 6 mars 2006, à bord d'un avion spécial envoyé par les États-Unis. Les photos de lui prises sur le tarmac de l'aéroport international Ben Gourion de Tel-Aviv montrent un homme vieilli qui s'est empâté dans sa cellule d'isolement.

Jugé à Fort Lauderdale en janvier 2007, Zeev Rozenstein plaide coupable, il est condamné à douze ans de prison. Les différents traités conclus entre Israël et les États-Unis autorisant un détenu à purger sa peine dans son pays d'origine, il sera cependant renvoyé dans l'État hébreu pour y effectuer sa période derrière les barreaux et pour y être jugé dans le cadre de deux autres dossiers.

Le premier traitait du recrutement de *sicarios* colombiens chargés d'éliminer les frères Alperon. Se sachant carbonisé par des enregistrements téléphoniques, et par divers témoignages, dont celui de « Flaco » Cohen, « le Loup » se retrouvait avec le dos au mur. Il ne lui restait pas d'autre choix que de plaider coupable moyennant une peine négociée de trois ans ajoutée à celle qu'il était déjà en train de purger.

Quant au second procès, il a débuté un peu plus tard, le 18 janvier 2010. Cette fois, Zeev Rozenstein était accusé d'avoir, en 2001, fait assassiner Rafi Weitzman, David Ben Mergi et Sharon Massawi, trois truands qu'il soupçonnait d'avoir travaillé avec la famille Aslan en 1996 lorsque cette dernière avait tenté de le faire assassiner dans le centre de Tel-Aviv. Pour leur « punition », les trois hommes avaient été abattus à bout portant alors qu'ils quittaient une plage du lac de Tibériade pour prendre place à bord de leur véhicule. Rafi Weitzman et Ben Mergi étaient morts sur le coup, Sharon Massawi en arrivant à l'hôpital[51].

« Le Loup », qui a été dénoncé par « S », un témoin interpellé dans le cadre de l'opération « *Étoile du nord* », n'a pas beaucoup d'éléments à avancer pour sa défense. Une fois encore, il se retrouve acculé à accepter une nouvelle transaction judiciaire pour éviter la perpétuité. C'est ce qu'il fait. Le 20 février 2011, le tribunal de Nazareth le condamne donc à une peine de cinq ans et demi de prison qui s'est ajoutée aux précédentes.

Mon ami l'ex-ministre

L'ex- « Al Capone israélien » a perdu de son influence depuis son arrestation. Il est hors circuit depuis près d'une décennie et il a vieilli. Mais il garde beaucoup de contacts à l'extérieur, et ceux-ci préparent le terrain en vue d'un retour éventuel. Tout porte d'ailleurs à croire que l'organisation n'a pas été entièrement démantelée, seulement mise en veilleuse. En tout cas, de nombreux mystères planent encore sur les activités passées de Zeev Rozenstein. Entre autres, sur ses rapports avec l'ex-ministre de l'environnement Gonen Segev condamné à cinq ans de prison pour trafic d'ecstasy.

Élu pour la première fois à la *Knesset* en 1992 sur la liste du parti d'extrême droite « *Tsomet* », Gonen Segev, un ancien pédiatre, et deux autres députés de son groupe ont ensuite fait défection pour former une faction indépendante qui allait soutenir les accords de paix d'Oslo que le premier ministre Itzhak Rabin peinait à concrétiser en 1993-1994. Sans le soutien de ces « traîtres », Rabin n'aurait jamais rassemblé une majorité parlementaire soutenant le processus de paix avec l'OLP de Yasser Arafat. En remerciement pour son coup de pouce, Gonen Segev est entré au gouvernement en tant que ministre de l'énergie et des infrastructures. Un poste moyennement influent.

Au lendemain de l'assassinat d'Itzhak Rabin et des élections législatives du 29 mai 1996, marquées par la victoire de Binyamin Netanyahou du *Likoud*, celui que certains commentateurs présentent comme « le petit prince de la politique israélienne » disparaît des écrans radar. Plus personne n'entendra parler de lui… jusqu'au 22 avril 2004. Ce jour-là, débarquant des Pays-Bas, il est arrêté à l'aéroport Ben Gourion en tentant de franchir le contrôle des frontières avec un passeport diplomatique israélien falsifié. Dans l'État hébreu, l'usage veut que les anciens parlementaires et les ex-ministres rendent à la fin de leur fonction les

documents de voyage diplomatiques dont ils sont pourvus. Mais Gonen Segev ne l'a pas fait. Il a d'ailleurs frauduleusement prolongé leur validité en les maquillant grossièrement.

Redevenu un citoyen lambda, l'ex-ministre est donc traité comme Monsieur tout-le-monde. Il est soumis à la fouille et interrogé. Les douaniers sont intrigués par le nombre anormalement élevé de boîtes de friandises M & M's que transporte le suspect. Des confiseries en vente libre dans n'importe quelle épicerie israélienne et dont il a manifestement constitué un stock. « Vous préparez la guerre ? », interroge ironiquement un gabelou. « J'aime le goût de ce chocolat-là », répond Segev qui traite ses interlocuteurs avec arrogance. Avant de baisser de plusieurs tons lorsque les douaniers ouvrent les boîtes suspectes pour découvrir qu'elles contiennent… 30 000 comprimés d'ecstasy.

Menotté, l'ex-ministre nie les faits. Il se prétend « victime d'un complot politique » et persiste sur cette ligne jusqu'à ce que ses avocats le convainquent de plaider coupable. Ce qu'il fera en février 2005. Il reconnaît donc le trafic mais pas les autres faits reprochés. À savoir, la détention d'un compte bancaire au Luxembourg grâce auquel il réglait pourtant ses frais de justice, ainsi qu'une escroquerie à la carte bancaire qui lui avait permis de retirer 5 000 dollars d'un distributeur de Hong Kong alors qu'il prétendait avoir été victime d'un pickpocket.

Plaidant les « grands services rendus au pays » par leur client, les avocats de Segev parviennent à convaincre le parquet que ce dernier, certes inculpé ne présente aucun danger pour la société et qu'il peut être remis en liberté moyennant un contrôle policier sévère.

De son côté, la *PNI* qui n'apprécie guère la manœuvre et aurait préféré garder son « client » sous la main, soupçonne Segev d'être une « mule » régulière. Donc d'avoir introduit de l'ecstasy en Israël à plusieurs reprises avant son arrestation. Pour corser l'affaire, les enquêteurs disposent d'informations selon lesquelles Segev aurait blanchi l'argent de chaque *deal* en déposant dans des banques tchèques des chèques volés ou trafiqués.

Officiellement, les commanditaires du trafic auquel l'ancien « petit prince de la politique israélienne, chouchou d'Itzhak Rabin » a été mêlé n'ont jamais été identifiés. Pourtant, dans ses rapports confidentiels, le département des renseignements et des investigations de la *PNI* met en exergue sa grande

proximité avec Rozenstein. Les deux hommes se sont en effet rencontrés à plusieurs reprises pour discuter business. Notamment de la création d'un casino à Prague. « Au milieu de 2002, j'ai effectivement organisé un rendez-vous avec lui à l'hôtel Hilton de Tel-Aviv », a reconnu l'ancien ministre devant les enquêteurs. « Je voulais importer des cigarettes en Israël et je lui ai demandé s'il avait des connexions. Il a fait tester le produit par ses collaborateurs pour voir si l'affaire en valait la peine et nous en sommes restés à ce point car ils estimaient que la qualité de l'échantillon proposé n'était pas suffisamment élevée pour notre marché ».

Selon l'avocat de Segev, « 70 % des auditions portaient sur les relations entre son client et le chef mafieux, pas sur le trafic d'ecstasy dans lequel il était pourtant impliqué ». Durant l'un de ces interrogatoires, la police a d'ailleurs proposé à l'inculpé d'abandonner toutes les charges retenues contre lui à condition qu'il charge « le Loup ». L'ancien ministre a refusé en expliquant qu'il avait été invité au mariage du fils de Rozenstein un mois auparavant et que ses principes lui « interdisaient de trahir un ami ».

Conditions spéciales

Certes, « le Loup » a perdu de sa puissance d'antan et il ne fait plus peur. En tout cas, il passe pour un *has been* aux yeux de la génération montante. Reste que la justice s'en méfie et que l'administration pénitentiaire le maintient dans des conditions spéciales de détention en prétextant qu'il pourrait être ciblé par l'une ou l'autre tentative de « liquidation » à l'intérieur de la prison.

En raison de sa dangerosité passée, Rozenstein a longtemps été comme un détenu de catégorie A, c'est-à-dire soumis à une surveillance spéciale et dont les demandes de congé ne sont pas accordées automatiquement même si sa conduite a été impeccable. Fort logiquement, sa première demande de libération anticipée « pour raisons de santé » a été rejetée le 13 juillet 2012 par le président de l'État Shimon Pères. Onze mois plus tard, le 12 juin 2013, se basant sur des informations précises transmises par la *PNI* et selon lesquelles la vie du « Loup » serait toujours menacée, le tribunal de Lod a également rejeté sa requête de pouvoir quitter sa cellule durant quelques heures afin de participer au mariage de sa fille. La cour suprême a confirmé ce refus. Un an auparavant, une demande

identique à l'occasion des noces du fils parrain avait déjà été repoussée pour la même raison. Car même s'il est amoindri, le parrain à moitié déchu reste une belle cible, et ses nombreux ennemis attendent patiemment le moment de régler leurs comptes avec lui.

Reclus dans sa cellule, Rozenstein a donc continué à gérer ses affaires légales comme il le pouvait. Pour la seule année fiscale 2003 par exemple, celles-ci lui ont rapporté dix millions de dollars, sans doute plus, car plusieurs d'entre elles sont gérées par des prête- noms à l'étranger. En août 2014, il a en tout cas comparu après avoir tabassé l'un de ses codétenus de la prison Ayalon pour une sombre histoire de vol de produits achetés à la cantine de l'établissement. L'administration pénitentiaire a d'ailleurs pris prétexte de cet incident pour rejeter ses demandes de congé mais il a fini par obtenir gain de cause en février 2016 : quarante-huit heures de congé divisé en plusieurs tranches de douze heures mais dans un lieu secret déterminé par le tribunal.

Dans la foulée, arguant du fait qu'il est désormais sexagénaire et malade, il a également obtenu d'être rétrogradé dans la catégorie des détenus B1, celle des taulards ordinaires ne présentant pas un danger particulier pour la société. Le parquet a fait appel. Sans résultat.

À force d'obstination, Rozenstein a également décroché une courte permission afin de participer à un évènement familial au début de 2016. Pour n'importe quel quidam, ces quelques heures passées à l'extérieur, avec interdiction de quitter la salle des fêtes où il devait se rendre, n'en n'auraient pas valu la peine. Mais pour le « Loup », c'était une immense victoire .

50. In *Chemical cow-boys*, *op. cit.* On trouve également des détails intéressants dans l'arrêt de la cour suprême d'Israël du 30 novembre 2005 autorisant l'extradition de Rozenstein vers les États-Unis.

51. Selon l'acte d'accusation, Rozenstein avait offert 100 000 dollars pour la tête de Rafi Weitzman. David Ben Mergi et Sharon Massawi ont été abattus parce qu'ils avaient eu la mauvaise idée de passer la soirée avec lui dans un bar jouxtant l'une des plages du lac de Tibériade et qu'il valait mieux pour le tueur ne pas laisser de témoins vivants. Rafi Weitzman a été tué par Eyal Shitrit, un trafiquant de drogue de Tibériade travaillant pour le « Loup ». Cet homme a été abattu deux mois plus tard par l'un de ses complices auquel il refusait de verser une part de l'argent du contrat. « La détermination de Rozenstein à traquer ses ennemis et à recruter des gens pour perpétrer ces meurtres cruels montre à quel point cet homme est dangereux », écrit le parquet.

X

« Charlie » Aboutboul ne rira plus

Une bouille ronde et un large sourire. Pour peu, on lui aurait donné le bon Dieu sans confession. Mais Charles Aboutboul, alias « Charlie », n'était pas un ange. C'était un dur à cuire même s'il s'est suicidé le 17 avril 2014 en se tirant une balle dans la tête allongé sur son lit pendant que ses proches discutaient à quelques mètres de là.

Cette mort a fait l'effet d'un coup de tonnerre en Israël car « Charlie » était le chef d'une organisation criminelle qui a connu son heure de gloire dans les années soixante-dix et quatre-vingt, mais qui gardait de belles capacités de nuisances.

« Charlie » Aboutboul était un vieux « client » de la justice israélienne et il a connu ses derniers ennuis judiciaires le 30 octobre 2012. Ce jour-là, lui, son épouse Sonia et une dizaine de complices ont en effet comparu devant un juge chargé de prolonger ou non le mandat d'arrêt délivré à leur encontre pour des faits graves : enlèvement, torture, séquestration. De quoi les envoyer derrière les barreaux pour une bonne décennie étant donné leurs nombreux antécédents.

Certes, devant les journalistes qui se pressaient face au banc des accusés, « Charlie » tentait de garder bonne figure en prétendant ne pas comprendre ce que lui, son épouse et ses amis faisaient là. « Vous verrez que la lumière sera bientôt faite sur cette affaire et que nous sortirons d'ici par la grande porte pour aller boire un café », proclamait-il. Mais personne ne prenait ses fanfaronnades au sérieux, car ce nouveau dossier à sa charge semblait solide.

L'embrouille s'était enclenchée une semaine auparavant lorsqu'un étudiant de « *yeshiva* » en visite chez un rabbin pour y recevoir des conseils spirituels a profité de l'inattention de son hôte pour fouiller les tiroirs et dérober 900 000 shekels[52]. Une somme importante, peut-être destinée à alimenter la caisse électorale d'un parti religieux dans le cadre d'élections législatives que les chroniqueurs politiques commençaient alors à envisager avec insistance.

Pour le grand malheur du voleur, le rabbin connaissait la famille Aboutboul et lorsqu'il a été sollicité, « Charlie » a pris la situation en main.

L'affaire n'a pas traîné : ses fiers-à-bras ont retrouvé l'étudiant au bout de quelques heures, l'ont enlevé, et l'ont traîné jusqu'au sous-sol de la maison familiale des Aboutboul afin de le « travailler ».

L'interrogatoire n'a pas été une partie de plaisir. « Charlie » y a participé mais pas tout le temps, car ses affaires l'appelaient également ailleurs. Pendant l'un de ses déplacements, il a confié la garde du prisonnier à l'un de ses hommes de main… qui s'est endormi sur son fauteuil. Une occasion en or pour l'étudiant, qui s'est libéré silencieusement pour disparaître sans demander son reste.

Une histoire de Pieds-Nickelés ? Pas pour le jeune voleur qui a été ligoté, bâillonné et passé à tabac pendant plusieurs heures. Lorsqu'il s'est présenté dans un commissariat pour raconter son histoire, les policiers ont trouvé devant eux un individu exténué avec des os du visage brisés, et qui articulait difficilement : un jeune homme en état de choc dont le crâne et le corps portaient d'innombrables contusions.

Découvrant l'évasion de son prisonnier, « Charlie » a compris que l'affaire tournait à l'aigre. Il a donc pris le large avec quelques-uns de ses lieutenants, mais la *PNI* n'a pas eu de mal à les « loger » dans un appartement de Bavli, un quartier bourgeois du nord de Tel-Aviv où leur comportement de comploteurs les désignait aussi sûrement à l'attention des voisins que des mouches sur de la chantilly.

Au nom du frère

Âgé de cinquante-sept ans au moment où « l'affaire de l'enlèvement » a éclaté, grand amateur de compétitions sportives télévisées et de whisky, Charles Aboutboul était une légende au sein du milieu israélien. Un truand « à l'ancienne » dont la parole tenait lieu de garantie et qui se targuait d'être une sorte de « sage ». Le dernier parrain vivant d'un clan de Juifs tunisiens qui s'était d'abord installé en France avant de venir chercher fortune en Israël au début des années soixante-dix.

Après avoir quitté la Tunisie, une partie des Aboutboul est d'ailleurs restée dans l'Hexagone et y a creusé son trou dans le secteur de l'alimentation.

D’autres membres de la famille se sont installés au Canada. Mais c’est à Netanya, la station balnéaire la plus francophone d’Israël où prospéraient alors quelques diamantaires européens et des centaines de pieds noirs, que ces « *olim* », ces nouveaux immigrants, ont forgé leur réputation.

Ils ont débuté petit en pratiquant la « protection » des commerces locaux en s’alliant à des truands pieds-noirs. Leurs cibles préférées ? Les petites épiceries de Netanya dont l’arrière-salle accueillait à toute heure du jour et de la nuit les amateurs de jeux à la petite semaine et de parties de poker.

Félix Masoud Aboutboul, alias « *Baïza* », « le Boucher » en dialecte du Maghreb, le frère de « Charlie », a beaucoup contribué à étendre l’influence de sa famille. À Paris, il connaissait le milieu et disposait d’une table dans des restaurants fréquentés par la pègre. En Israël, il se montrait particulièrement dur.

Sa réputation internationale, il se l’est faite en enlevant en juillet 1984 l’ancien ministre nigérian des affaires étrangères Oumaro Diko Diouk en exil à Londres.

Aussi corrompu que ses prédécesseurs et que ses successeurs, Oumaro Diko Diouk s’était réfugié en Grande-Bretagne à la suite de l’un des nombreux coups d’État qui secouaient son pays depuis le début des années soixante-dix.

En 1983, le pouvoir avait en effet été accaparé par un mystérieux Conseil Militaire Suprême (CMS) dont le leader autoproclamé Mohamadu Bouari accusait l’exilé londonien d’avoir détourné des fonds durant son passage au gouvernement. L’ex-ministre n’était probablement pas le seul à s’être servi dans les caisses de l’État, mais le CMS faisait une fixation sur lui en l’accusant d’avoir quitté le Nigeria avec plusieurs milliards de dollars dans ses bagages. Vrai ou faux ? Les faits de corruption sont établis par des témoignages. En revanche, le montant évoqué par les nouveaux dirigeants nigérians est exagéré.

L’argent de Lagos

Quoi qu’il en soit, dès son accession aux commandes du Nigeria, Mohamadu Bouari décide de faire enlever Oumaro Diko Diouk. Pour cela, il contacte Elisha Cohen, un homme d’affaires israélien implanté de longue date dans son pays, et ce dernier prend l’affaire en main. Étant donné son carnet d’adresses bien fourni, trouver des hommes de main ne lui est pas difficile. D’abord, Alexander Barak, le fils d’un diamantaire honorablement connu sur la place de Netanya. Un jeune

homme instable qui a laissé de mauvais souvenirs dans les cercles diamantaires anversois et a eu maille à partir avec la justice allemande dans sa jeunesse.

Vient ensuite Félix Masoud Aboutboul dit « *Baïza* », qu'Elisha Cohen rencontre grâce à Barak, et enfin Arieh Lev Shapiro, un anesthésiste hospitalier qui a émigré d'URSS au début des années soixante-dix. Façonné par son passé soviétique où le KGB était omniprésent, le médecin ne pose aucune question. Ses associés lui racontent avec des airs de conspirateurs qu'il participe à une opération ultra-secrète du *Mossad* et lui gobe la moindre de leurs paroles. Il est habitué à avaler des couleuvres et à se taire. Un grand naïf, ce Shapiro. Mais pas tant que ça finalement, car si le service de renseignement extérieur israélien n'est pour rien dans l'affaire, celle-ci est bel et bien une opération barbouzarde supervisée par la *Nigerian Intelligence Agency* (*NIA*). Du James Bond en vrai.

Comme dans toute mission secrète qui se respecte, les membres du commando sont affublés d'un pseudonyme et priés de communiquer en langage codé. Ils disposent également de faux papiers : le passeport d'Alexander Barak était libellé au nom de « Kamal Shimon ». L'argent ne manque pas. La *NIA* a débloqué cinq millions de dollars. Un beau pactole. Elle loge ses recrues dans des beaux hôtels, organise des rencontres conspiratives dans plusieurs grandes villes du monde, et leur inculque les rudiments de l'action clandestine : observation à distance, filature, contre-filature.

Le scénario de l'enlèvement est élaboré par Alexander Barak, et approuvé par Elisha Cohen et par Félix Masoud Aboutboul, alias « *Baïza* », au cours de rencontres secrètes d'abord organisées à Lagos, puis à New York. Il prévoit que les comploteurs déguisés en faux journalistes appâteront leur cible en lui proposant une longue interview télévisée sur une chaîne américaine ayant pignon sur rue. Pour cela, il devra se rendre dans un appartement transformé en faux studio d'émission où il sera assommé puis anesthésié par Shapiro.

Mais Oumaro Diko Diouk n'est pas né de la dernière pluie et il hésite malgré le fait que de vrais journalistes freelance – le Français Armand D. et un Ghanéen – ont été recrutés pour le convaincre de l'utilité de cette tribune télévisée[53].

En fin de compte, ne pouvant plus attendre, Alexander Barak et « *Baïza* » décident de passer au plan B. Fini les subterfuges, place à l'action directe. Ils fondent sur leur cible en pleine rue, la maîtrisent avec l'aide de quelques

hommes de main recrutés sur le pavé londonien, et l'enlèvent en quelques secondes.

L'opération est rondement menée. Personne ne se rend compte de quoi que ce soit. Sauf la secrétaire de Oumaro Diko Diouk, une femme fort attentionnée qui se demande pourquoi son patron ne lui donne pas de nouvelles comme d'habitude. Inquiète, elle n'imagine évidemment pas qu'il soit tombé dans les mains des Israéliens. Elle pense plutôt à un ennui de santé puisque son patron souffre du cœur et qu'il prend des médicaments. Quoi qu'il en soit, elle prévient *Scotland Yard* qui entame aussitôt des recherches.

Conformément au plan, les ravisseurs ont drogué l'ex-ministre et l'ont enfermé dans un caisson en bois aménagé. Shapiro est assis à ses côtés pour veiller à ce qu'il reste endormi et à ce que sa santé ne se dégrade pas. Quant à Alexander Barak et à « *Baïza* », Félix Massoud Aboutboul, ils attendent dans un deuxième caisson le Boeing 707 cargo spécialement dépêché par le gouvernement nigérian qui viendra les cueillir sur la piste de l'aéroport de Standstead. Mais les enquêteurs britanniques sont plus rapides. Ils débarquent en force à l'aéroport et arrêtent tout ce beau monde *in extremis*, y compris l'équipage du Boeing.

Interrogatoire. Aveux. Procès. Incident diplomatique entre Londres et Lagos. Alexander Barak est condamné à quatorze ans, Félix Masoud Aboutboul et Arieh Lev Shapiro à dix ans. Un officier de la *NIA* opérant sous couverture diplomatique à partir de l'ambassade nigériane en Grande-Bretagne, et dont l'immunité a été levée, écope également d'une lourde peine.

Du coup, Félix Masoud Aboutboul se transforme en héros pour les membres de sa famille restés à Netanya. Pensez donc ! Les services secrets, le mercenariat, les embrouilles politiques, ça a plus de gueule que le racket des épiciers… Lorsqu'il est libéré pour bonne conduite aux deux tiers de sa peine, ses proches le portent en triomphe à son retour en Israël. Et ça tombe bien car « le Boucher » s'est fait quelques relations utiles dans les prisons de Sa Gracieuse Majesté. Il caresse désormais un grand projet : transformer son clan qui vivotait en une véritable organisation mafieuse s'étendant au reste d'Israël et débordant sur l'étranger.

Le capo de Netanya

Soutenu par « Charlie » et par les fils de celui-ci Assaf, dit « Assi », ainsi que François – ce dernier gérant les prêts usuraires accordés par la famille –, « Baïza » décide de développer les entreprises légales de la famille afin de mieux couvrir celles qui le sont nettement moins.

Les Aboutboul prennent donc leurs aises à Netanya. Ils ouvrent une salle de billards, des boulangeries, une série de restaurants orientaux. Mais ils développent également leurs activités à Eilat où ils acquièrent de prétendus « bateaux touristiques » se transformant en casinos flottants une fois passée la limite des eaux internationales.

En janvier 2004, le *Yahbal* alors dirigé par le commandant Yohanan Danino, le futur grand patron de la *PNI*, confisquera d'ailleurs cinq de ses navires et interpellera dix-neuf suspects liés à la famille Aboutboul. Certains vendaient les billets de transport, un autre dirigeait une compagnie privée d'autocars emmenant les joueurs à Eilat, et d'autres aidaient les Aboutboul à transférer cet argent noir aux îles Marshall et Caïman ainsi qu'à Gibraltar.

Certes, les Aboutboul ne sont pas les seuls pieds-noirs à s'être implantés à Netanya mais ceux qui ont voulu leur faire de l'ombre en ont subi les conséquences. Au début de l'automne 1979, « Dédé » et « Bébert » Amar, deux Français recherchés dans l'Hexagone pour une sombre affaire de meurtre et qui tentaient de s'installer dans la station balnéaire israélienne, ont ainsi été abattus au pistolet- mitrailleur alors qu'ils venaient de quitter le « Golden Gate », un club en vogue à l'époque dont ils voulaient faire leur quartier général. « Dédé » et « Bébert » étant hors circuit, plusieurs attaques ont visé d'autres rivaux potentiels des Aboutboul originaires du Maroc, d'Algérie, et de Tunisie. Ceux-ci n'ont pas insisté : ils sont allés chercher fortune ailleurs.

D'emblée, Félix Masoud Aboutboul prend la posture du parrain à l'ancienne. Il s'impose comme un « homme d'honneur » interdisant à sa mère Esther et à sa fille Shirley de se mêler des affaires de la famille « parce que ce n'est pas pour les femmes ». Considéré comme un notable et comme un juge de paix, il pratique la bienfaisance en aidant des associations caritatives ou des synagogues en manque de fond. Durant ses promenades régulières le long de la place de l'Indépendance, le centre commercial et culturel de la ville, les passants se précipitent pour lui baiser la main. À l'orientale. Certains quémandent des

interventions. On se croirait sur le tournage du *Grand Pardon*, sauf que ce folklore de pacotille cache de la tension, de la peur, et de la violence. Bien réelles celles-là.

La *PNI* dispose alors déjà d'informations inquiétantes sur les activités de la famille. Ses rapports évoquent des assassinats commandités par Félix, des trafics d'héroïne dirigés par certains de ses proches. Parmi les dossiers « chauds » qui s'amoncellent au fil des années figure celui de l'exécution d'Alon David Giladi, un ancien récupérateur de créances des Aboutboul parti chercher fortune aux États-Unis où il a intégré l'organisation du roi de l'ecstasy Yaakov Ben Moha alias « Cookie ». A priori, Félix Masoud Aboutboul, « *Baïza* », et Alon David Giladi se sont quittés en bons termes. Pourtant, ce dernier a été assassiné et « l'on » s'y est pris à plusieurs fois. D'abord en plaçant une bombe sous son véhicule – une explosion à laquelle il a survécu – puis en l'exécutant de la manière la plus « classique » qui soit et en cachant le cadavre dans le coffre d'une voiture[54].

Le « *yored* » dérangeait quelqu'un mais qui ? Et pourquoi ? L'affaire n'a jamais été éclaircie. Dans les milieux proches de l'enquête, il se dit que « *Baïza* » avait une très grosse dent contre son ex-soldat. Qu'il l'accusait de trahison et qu'il aurait placé un contrat de 100 000 dollars sur sa tête parce qu'il aurait trop parlé de ses anciens employeurs. Les mêmes sources affirment que l'exécution aurait été menée par l'un des tueurs habituels de Zeev Rozenstein avec lequel le « parrain de Netanya » entretenait alors de bonnes relations.

À l'époque, il était difficile de coincer Félix Aboutboul sur ce genre de dossier. Malin, prudent, l'homme inspirait également la peur. Certes, plusieurs victimes du racket pratiqué par son organisation s'étaient épanchées auprès des enquêteurs, mais de manière officieuse et sans qu'il y ait procès-verbal. Porter plainte contre « *Baïza* » équivalait en effet à signer son arrêt de mort. Au début des années quatre-vingt-dix, le seul commerçant à avoir osé franchir le pas – un tenancier de kiosque à boissons – a changé d'avis après que son commerce eut été incendié et qu'une main mal intentionnée eut balancé une grenade d'exercice sur sa voiture en stationnement.

L'omertà entourant Félix Masoud Aboutboul ne l'a pourtant pas exonéré de quelques ennuis judiciaires, mais pour des faits relativement « mineurs » comparés à ceux pour lesquels la justice aurait sans doute pu le poursuivre. La

première fois, il a été condamné pour avoir lourdement frappé l'un de ses employés de casino soupçonné d'avoir piqué dans la caisse ; et la seconde pour avoir eu le même comportement envers un entrepreneur en construction. Dans ce dernier cas, la victime n'a jamais voulu évoquer les raisons du litige.

Cortège mortuaire

L'organigramme de la famille Aboutboul est compliqué et l'on s'y perd dans les prénoms. En résumé, Félix (*Baïza*) et Charles (Charlie) sont frères. Le premier a deux enfants baptisés Adam et François. Le second a également deux enfants prénommés Assi et François. « *Baïza* » et « Charlie » ont également un autre frère, Lucien Pinhas Tevel. Vivant en marge de la famille, ce dernier est apparu dans les chroniques judiciaires beaucoup plus tard que ses frères. En mars 2011, lorsqu'il a été inculpé pour avoir tenté d'assassiner son épouse et son fils.

Mais revenons à « *Baïza* ». Sous sa direction, les enfants et petits-enfants de sexe masculin participent aux affaires. Ils apprennent également à défendre « leur » territoire quitte à faire couler le sang. Le 26 mai 1997, un homme vêtu de noir et circulant à moto s'arrête devant la terrasse de la place de l'Indépendance où un certain Alex Dubinsky, un tenancier de salle de jeux originaire d'Odessa, prend tranquillement le soleil. Le motard sort posément son arme et foudroie sa cible de plusieurs balles dans la tête. Une exécution professionnelle réalisée trois mois après l'assassinat de Paulina Cohen et Shlomi, l'épouse et le gendre de la victime. Pourquoi cet acharnement ? Alex Dubinsky était ce que l'on appelle communément une « grande gueule ». Il disait tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, et surtout, il se targuait de vouloir faire de l'ombre aux Aboutboul. En fait, il était en rapport avec des organisations mafieuses ukrainiennes dont il voulait devenir la tête de pont à Netanya. Était-ce une raison suffisante pour l'assassiner après avoir fait « liquider » ses proches ? Le 26 août 1997, Félix Aboutboul a en tout cas été arrêté pendant huit jours dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Paulina et de Shlomi Cohen, mais l'enquête n'a rien donné. Il a donc été relâché faute de preuves.

De toute façon, on imagine mal « *Baïza* » prenant la fuite en scooter après avoir fait le coup de feu en plein centre de Netanya. Il n'en était plus à ce stade-

là. La *PNI* focalise alors ses investigations sur Eliran Naïm, alias « le Magicien », un homme de main des Aboutboul qui deviendra une figure importante du milieu de Jérusalem.

À en croire les informations recueillies par les enquêteurs mais jamais concrétisées par le moindre élément de preuve concluant, le jeune truand aurait pris une part active à la préparation de la triple exécution. Du moins, il en aurait été informé. Mais il aurait surtout participé d'une manière ou d'une autre à l'assassinat de… Shalom Aboutboul, un cousin de « *Baïza* » résidant dans la banlieue parisienne.

Étrange ? Pas si l'on sait qu'à l'origine, ce dernier avait été chargé d'éliminer Alex Dubinsky pour le compte de la famille. Le problème, c'est qu'il s'est trompé de cible et qu'il a abattu Paulina Cohen ainsi que son fils. Un double assassinat gratuit et inutile. Une « *fachla* », une « bavure » en argot local, qui a sali le nom des Aboutboul et devait être réparée comme il se doit.

Coïncidence : au moment où Shalom Aboutboul était liquidé de huit balles dans le thorax et dans la tête, Eliran Naïm et son ami Assi, le fils de Félix Aboutboul et le cousin de la victime, se trouvaient justement en France. « Pour y faire du sport », ont-ils déclaré aux policiers chargés de les interroger.

À partir de l'été 1997, « l'affaire Dubinsky » et ses soubresauts mobilisent régulièrement la manchette des journaux israéliens. Le quotidien anglophone *Jerusalem Post* lui consacre même un dossier spécial. « Pourquoi le crime se développe-t-il à Netanya ? », interroge le journal en pointant la famille Aboutboul du doigt[55].

Certes, faute d'éléments concrets, « *Baïza* » n'est pas inculpé dans ce dossier mais les rumeurs courent, confortant son image de parrain impitoyable avec lequel il vaut mieux ne pas entrer en conflit. Et cela tombe à point puisqu'il cherche à forger des alliances. C'est d'ailleurs à ce moment qu'il se rapproche des frères Meïr et Moshe Ohana, eux-mêmes associés à Zeev Rozenstein et ennemis des Alperon.

A priori, Aboutboul et « le Loup », le successeur de Yehezkiel Aslan, n'auraient jamais dû s'entendre puisqu'ils convoitent tous deux le statut de chef de file de la criminalité organisée israélienne. Mais ils affrontent également des ennemis communs : les frères Aberjil, eux-mêmes associés aux Alperon. Ceux-ci

ont vainement tenté d'éliminer Zeev Rozenstein à plusieurs reprises et ils lorgnent sur Netanya, fief des Aboutboul. Cette menace est sérieuse. Elle les pousse à étouffer provisoirement leur ego et à collaborer puisque leurs intérêts convergent.

À l'époque, « le Loup » dispose déjà d'un hôtel-casino en Roumanie. Quant à « *Baïza* », il acquiert à Prague, en 2000, un immeuble administratif désaffecté datant de l'ère soviétique pour le transformer en un luxueux hôtel-casino baptisé « Royal Prague casino hôtel ». Un nom pompeux derrière lequel se cache une usine à délassement tournant à plein régime pour des centaines de joueurs israéliens emmenés quotidiennement en avion charter. L'axe Rozenstein-Aboutboul et la mutualisation de leur *know-how* en matière de jeux maximalisent les profits des deux organisations. Mais l'alliance porte préjudice à leurs concurrents restés en Israël avec leurs salles de jeux décaties fonctionnant clandestinement dans des entrepôts enfumés. De là découlent les nombreuses tentatives de liquidation visant « le Loup » et auxquelles l'intéressé échappe par miracle.

« *Baïza* » gêne ses rivaux, mais il n'a pas la baraka de Rozenstein, qui échappe régulièrement aux nombreux attentats le visant. D'ailleurs, dans son cas, le premier essai est le bon. En août 2000, quelques mois à peine après l'inauguration de son complexe, un tueur à moto s'approche du parrain des Aboutboul au moment où il sort de l'établissement aux bras de son amie Léa. Il vise posément la tête, vide son chargeur, et disparaît dans la circulation. Un travail soigné qui provoque une explosion de joie chez les Aberjil pour lesquels « *Baïza* », Félix Aboutboul serait le commanditaire de plusieurs tentatives de « liquidation » les visant.

Prague, nid d'embrouilles

Le 12 août, l'enterrement du parrain prend l'allure d'un événement national dans l'État hébreu. Plusieurs milliers de personnes y participent et *Kol Israël*, la radio publique, lui consacre des flashs spéciaux. Les commerces, les débits de boissons et certaines administrations de Netanya ont fermé leur porte. La police en uniforme canalise la circulation pendant que des enquêteurs en civil photographient tout ce qui bouge. Dans le plus grand silence, la dépouille est

portée de la synagogue *Chevet Akhim*, un lieu de culte que Félix Masoud Aboutboul avait fait aménager en plein centre de la ville en mémoire de ses ancêtres, jusqu'au cimetière municipal où les honneurs dignes d'un grand personnage de l'État lui sont rendus. Fin de l'ère « *Baïza* ».

À Prague, Assi Aboutboul, reprend les affaires en main et assure la liaison avec le reste du clan resté en Israël. Mais la disparition du *pater familias* ne calme pas ses ennemis. En octobre 2002, à l'occasion de l'une des visites d'Assi à Netanya, une bombe placée sous sa BMW explose au moment où il y prend place avec son garde du corps. Les deux hommes sont choqués mais indemnes. Plusieurs passants sont blessés. La suite de la vengeance des Aberjil ? C'est en tout cas ce qui se dit alors dans le milieu.

Un mois plus tard, à Paris, Félix Lévy, une « relation d'affaires » de « *Baïza* » – l'une de ses têtes de pont dans l'Hexagone – est exécuté à la terrasse d'un café de Belleville où il avait l'habitude de déguster son café-croissant. Deux balles dans la tête et deux dans le thorax. Encore une exécution professionnelle.

Âgé de quarante-six ans, marié et père de famille, Félix Lévy se flattait de ses contacts privilégiés avec les Aboutboul. Son assassinat est-il est lié aux affaires internes de la criminalité organisée israélienne ? Peut-être, mais ce n'est pas certain car le défunt était également connu de la police française pour d'autres histoires. Un dossier portant sur un trafic de faux dollars, entre autres[56].

Toujours est-il que quelqu'un a décidé d'attaquer frontalement les mafieux de Netanya. Tous les proches de « *Baïza* » sont visés les uns après les autres. Le 13 juillet 2003, Alex Barak, un tenancier de bar surnommé « le Mystérieux », se rend à un rendez-vous d'affaires. Un investisseur propose d'acquérir son fonds de commerce à un bon prix, et ça tombe bien : il a besoin d'argent. C'est un traquenard. Un exécuteur l'attend à la sortie de son domicile et l'abat de plusieurs balles. Il s'en sortira, mais de justesse.

Le 2 août 2004, nouvel attentat. Dans la rue Wenceslas, une artère commerciale du centre de Prague, un inconnu lance une grenade offensive au passage d'Assi Aboutboul. Étourdi par le souffle, ce dernier est aussitôt exfiltré par ses gardes du corps qui ne se préoccupent guère des dix-huit passants – des touristes allemands, britanniques et américains – plus ou moins gravement blessés.

Cette fois, ça fait beaucoup. L'opinion tchèque s'émeut. Dans la presse et au parlement, des voix s'élèvent pour réclamer « l'éradication de la mafia étrangère » ainsi que le renforcement du contrôle des casinos – on en compte alors plus de quarante-cinq à Prague – qui « attirent la pègre et favorisent le blanchiment de leur argent sale ». Quant au nouveau premier ministre Stanislav Gross, il promet « des mesures pour mettre fin aux règlements de comptes ».

Interrogé par la police, le fils de « *Baïza* » fait mine de s'étonner. Assi Aboutboul se présente comme un « honnête homme d'affaires ne se connaissant pas d'ennemis ». Pour la branche praguoise de la famille tunisienne, le moment semble venu d'envisager un repli, provisoire ou non, sur Netanya.

Qui a ordonné l'élimination d'Assi et pourquoi ? Mystère. Yaakov Mushaylov, le lanceur de grenade de la rue Wenceslas, est identifié par les policiers israéliens et arrêté en septembre 2004. Extradé vers la Tchéquie en janvier 2006, cet immigrant originaire de l'ex-URSS n'est qu'un exécutant. Il y sera condamné à cinq de prison par un juge praguois. Une peine qu'il a purgée dans l'État hébreu en vertu d'un accord entre les deux pays. Sans jamais révéler le nom de son commanditaire.

Opération *Harry Potter*

De retour en Israël, Assi Aboutboul met un terme à l'aventure praguoise et recentre ses activités sur son pays d'origine. Ce qui ne plaît pas à ses rivaux, qui le font savoir le 22 décembre 2005 en tirant une roquette antichar sur la façade de sa maison. Pas de blessés mais des dégâts matériels, y compris chez les voisins.

Entouré de gardes du corps, le fils de « *Baïza* » fréquente les soirées branchées, les restaurants où il faut se montrer et les boîtes à la mode. Il sait que les enquêteurs le soupçonnent – entre autres – d'avoir participé à plusieurs assassinats ou tentatives dont une visant les survivants de la famille Aslan, mais il ne s'en émeut guère. En plastronnant partout où il le peut, il montre aux ennemis de la famille qu'il n'a pas peur. Ce faisant, il cherche également à s'imposer face à son frère François, alias « François le Grand », lui aussi rongé par l'ambition de devenir le « parrain » de la famille.

Marié, père de deux filles, « François le Grand » a repris en main les rênes de la branche israélienne de l'organisation peu après la disparition du père. Mais personne ne le considère vraiment comme une « grande pointure » de la criminalité organisée, même s'il a été blessé aux jambes au milieu des années quatre-vingt-dix à la suite d'une tentative d'assassinat, et s'il a séjourné cinq ans en prison pour racket.

Pour la plupart des chroniqueurs judiciaires, « François le Grand » n'est qu'une très pâle copie de son père et de son frère. En fait, la seule fois – avant son assassinat en septembre 2011 – où il a vraiment mobilisé l'attention des chroniqueurs judiciaires, c'est à l'occasion de sa condamnation à un an et dix mois de prison pour violences conjugales. Il avait battu son épouse avant de tenter de l'étrangler. Glorieux.

Quoi qu'il en soit, Assi et François sont en concurrence tout en étant obligés de rester unis face à l'adversité. Car le fait de porter le nom Aboutboul les désigne automatiquement comme les cibles potentielles d'une vendetta. Dans l'aile spéciale de la prison Ayalon où François est parfois envoyé en détention préventive, les gardiens veillent à ce qu'il ne contacte aucun autre prisonnier. Sa seule compagnie autorisée est celle d'Assi lorsque ce dernier se retrouve lui aussi derrière les barreaux. Ce qui se produit régulièrement.

Le 27 avril 2006 aux environs de minuit, une zone de dunes aux environs de Netanya, une patrouille de police contrôle une Volkswagen dont le chauffeur, Michael Eran, et le passager semblent nerveux. Un contrôle de routine. Pendant les formalités d'usage, les deux hommes profitent de l'inattention des policiers pour jaillir du véhicule et fuir à toutes jambes… en « oubliant » un pistolet-mitrailleur, des chargeurs et trois silencieux. Interpellé quelques heures plus tard, Michael Eran reconnaît les faits et devient « témoin d'État » moyennant l'abandon des poursuites le concernant. Ce faisant, il révèle le nom des commanditaires de l'opération : Assi Aboutboul et Eliran Naïm alias « le Magicien », les deux principaux suspects dans les dossiers de l'assassinat d'Alex Dubinsky et de Shalom Aboutboul.

Les investigations se déroulent tambour battant car la *PNI* est persuadée de pouvoir décapiter ou, du moins, de porter un coup décisif à la famille de Netanya. Ils lancent l'« Opération *Harry Potter* ». Grâce à des heures d'écoutes

téléphoniques et à des dizaines de filatures, les policiers « logent » un appartement loué par Eliran Naïm et le perquisitionnent. Un dépôt d'armes clandestin les y attend : des explosifs militaires, des fusils-mitrailleurs M16 et Kalachnikov, des chargeurs et des réducteurs de son. De quoi soutenir un siège.

Cette fois, le fils de « *Baïza »* est bon pour une condamnation, mais il semble ne pas croire à sa malchance. Souriant, arrogant, sûr de lui, il apostrophe les magistrats du tribunal de district de Jérusalem ainsi que les chroniqueurs judiciaires venus en nombre assister au procès. Parfois, il se montre tellement déplaisant qu'il faut l'expulser avec les menottes aux poignets. Après la lecture du jugement qui le condamne à dix-huit mois ferme, Assi Aboutboul éructe. « Elle en payera le prix », dit-il en montrant de la tête la présidente du tribunal Hanna Ben Amy.

L'inculpé persifle à tort car ce premier verdict en annonce d'autres. Quelques mois plus tard, nouvelle inculpation, nouveau procès. Cette fois, il écope de quinze ans de prison dont deux avec sursis pour chantage, extorsion, et violences diverses. Un coup d'autant plus dur que durant les audiences, Yoram Hacham, un ténor du barreau engagé pour le défendre, a été déchiqueté par l'explosion d'une bombe télécommandée placée sous son luxueux 4 × 4 blanc. L'explosion s'est produite en plein centre de Tel-Aviv au beau milieu de la journée. Le fils de « *Baïza* » se déclare anéanti par la nouvelle. « J'en connais qui vont payer pour ça », s'exclame-t-il en coupant la parole au juge au milieu des débats.

L'accusé et le plaideur n'étaient pourtant plus en bons termes. Car Hacham était le défenseur de quasiment tous les grands noms de la criminalité organisée et le fils de "Baïza" estimait qu'il ne s'occupait pas suffisamment de ses intérêts alors qu'il se faisait payer fort cher.

Les deux hommes ont donc eu des mots, des cris ont fusé. Après avoir congédié son défenseur, Assi Aboutboul à entamé une action au civil contre lui en réclamant des dommages et intérêts à concurrence de sept millions d'Euros. Ce qu'il n'a pas obtenu.

Le fils de « Baïza » s'est cependant rendu compte qu'il ne pouvait se passer des services de Yaram Hacham car ce dernier était fort, très fort. Leur embrouille s'est finalement réglée lorsque l'avocat a, peu avant sa mort, été invité à passer une soirée dans la maison des Aboutboul à Netanya.

Quoi qu'il en soit, Yoram Hacham se savait menacé. À plusieurs de ses relations et connaissances il avait, peu avant sa mort, affirmé qu'il était surveillé. Que des voitures le filaient et qu'il avait identifié certains de ceux qui lui filaient le train. Qui étaient-ils ? Il n'a jamais voulu le dire. Face aux policiers qui l'avaient également prévenu que « quelque chose » se tramait contre lui, il a également gardé le silence au nom du secret professionnel.

La *PNI* est persuadée que la famille Aboutboul – du moins Assi et François – avait alors décidé d'en finir avec lui. Et que l'invitation à la fameuse soirée de réconciliation à Netanya constituait une opération « chaperon rouge », cette technique fréquemment employée au sein de la criminalité organisée israélienne qui consiste à inviter un ennemi pour « régler les problèmes » afin de mieux l'assassiner par la suite.

Encore fallait-il le prouver, ce que les policiers, qui ont interrogé plusieurs membres du clan Aboutboul, n'ont jamais pu faire. Du moins, pas immédiatement après les faits.

La peur au ventre

Assi Aboutboul s'est rendu antipathique à tout le monde durant son procès. Peut-être en raison de la disparition de l'avocat Hacham. Quoi qu'il en soit, comme si la disparition de son défenseur principal ne suffisait pas, une autre de ses avocates a également fait parler d'elle. Suspendue du barreau pour avoir tenté de suborner un témoin, un commerçant de Netanya qu'elle a voulu convaincre de retirer la plainte pour menaces qu'il avait déposée contre son client, elle a été contrainte d'abandonner le dossier.

La condamnation d'Assi Aboutboul et de vingt-trois complices a jeté une lumière crue sur les méthodes de la famille mafieuse de Netanya. Parmi les plaignants figurait en effet un avocat appelé à donner un arbitrage dans un conflit purement commercial entre deux exportateurs d'œufs. Pour son malheur, le plaideur, qui n'imaginait pas où il mettait les pieds, avait rendu une décision contraire aux intérêts de l'une des parties dont les Aboutboul assuraient justement la « protection ». Ceux-ci ont donc menacé le médiateur et l'ont mis à l'amende pour lui apprendre à prendre les bonnes décisions. Montant : 300 000 dollars à payer le jour même. Certes, l'avocat a refusé de céder mais, sur le

conseil de la police, il s'est réfugié dans un village perdu du nord d'Israël avec femme et enfants par crainte des représailles.

Autres victimes des Aboutboul, des hommes d'affaires et des « *olim* » français rackettés sans vergogne. Les cibles étaient désignées par des soldats de la famille qui écumaient les centres d'intégration pour nouveaux immigrants et les nombreux endroits de Netanya fréquentés par les francophones. Lorsqu'une victime était identifiée, Assi se chargeait de la « traiter ». Un jeune couple obligé de vider son livret d'épargne a préféré rentrer en France en abandonnant tout sur place. Un homme d'affaires s'est lui enfui précipitamment en Jordanie avant de revenir à Paris, et d'autres ont préféré s'installer en Floride et en Californie pour être quittes de ce racket qui n'en finissait pas.

La « section française »

Au sein de l'organisation d'Assi Aboutboul existait une « section française » chargée de détecter les cibles potentielles des tentatives d'extorsion. Il était dirigé par Gabriel Ben Achour, un Israélien qui a passé la plus grande partie de sa jeunesse en France et qui a repris contact avec la famille Aboutboul à son retour dans l'État hébreu.

Avec l'aide d'un certain David Zoaretz – dont nous reparlerons à la fin de ce chapitre – Ben Achour signalait les cibles à son patron, qui exerçait ensuite son savoir-faire.

« Les victimes françaises de l'organisation avec lesquels nous avons été en contact étaient tellement apeurées qu'ils refusaient de déposer plainte et de signer le moindre document », se souvient l'ex-commandant du *Yahbal* Avi Davidovitch. « Nous avons eu recours à un traducteur assermenté parce qu'ils ne parlaient pas l'hébreu ou très mal. Hors procès-verbal, ils nous racontaient qu'Assi Aboutboul et ses hommes les convoquaient à n'importe quelle heure du jour et de la nuit pour exiger toujours plus d'argent. Ils débarquaient à une quinzaine en proférant des insultes en hébreu et en brandissant des flingues ». Et de poursuivre : « Nous avons comptabilisé une vingtaine de cas d'extorsion de Français, mais il y en a sans doute eu plus. Ceux avec lesquels nous étions en rapport étaient tellement terrorisés qu'ils refusaient de témoigner malgré notre engagement de les protéger. Nous les avons donc enregistrés à leur insu. Même

s'ils n'étaient pas physiquement présents au procès, leurs propos ont contribué à faire condamner Assi Aboutboul et sa bande ».

En tant que « bras droit d'Aboutboul », Gabriel Ben Achour était également en contact avec quelques figures de la pègre française. C'est ainsi qu'il a demandé à son patron de « traiter » le cas d'un homme d'affaires qui s'était épris d'une gitane. Malheureusement pour lui, la jeune femme était également la maîtresse d'un truand opérant dans l'Hexagone et Assi a joué sur cela pour extorquer de l'argent à sa cible du moment.

Dans le cadre de cette affaire, et « pour l'ensemble de son œuvre » est-on tenté » d'écrire, Ben Achour a d'abord été condamné à huit ans de prison portés à onze après appel du parquet devant la cour suprême de l'État hébreu.

Incarcéré à la prison de Tzalmon, il a comparu le 21 décembre 2015 devant la commission des remises en liberté, présenté ses « regrets sincères » pour ses actes passés et juré qu'il a coupé tous les liens avec l'organisation d'Assi Aboutboul. Il a donc bénéficié de libération conditionnelle assortie de plusieurs conditions dont le port d'un bracelet électronique.

François face aux juges

Le 6 juillet 2009, c'est au tour de François Aboutboul, l'un des fils de « Charlie », de comparaître devant ses juges. Il est, lui, accusé d'avoir assassiné Raanan Lévy, un jeune homme de dix-huit ans, au cours d'une altercation dans une discothèque de Shefayim, un riche *kibboutz* côtier situé entre Tel-Aviv et Netanya. La victime avait eu le tort de regarder de manière un peu trop insistante l'une des filles accompagnant l'accusé. À la sortie de la boîte, il l'a poursuivi avec les membres de son entourage, et l'a tué de trois coups de couteau. Bien sûr, François Aboutboul nie l'agression, prétendant même ne pas avoir été présent sur les lieux au moment des faits. Mais les enquêteurs ont retrouvé des témoins, dont l'un sera d'ailleurs poignardé par un cousin de l'inculpé au beau milieu du hall d'arrivée de l'aéroport de Tel-Aviv.

Également prête à témoigner, Reut Levin, la jeune femme qui accompagnait François Aboutboul dans la discothèque, est placée sous protection policière car le risque d'assassinat est sérieux : des écoutes téléphoniques prouvent que les plus jeunes membres de la famille Aboutboul envisagent la possibilité de « finir

la pouffiasse ». À un moment, les pressions sont tellement fortes que ce témoin crucial est exfiltré à l'étranger en attendant le procès. Verdict pour François ? La perpétuité. Quelques-uns de ses cousins comparaissant en même temps que lui bénéficient de condamnations moins lourdes[57].

Entre les procès de ses proches, les emprisonnements à répétition et les convocations des membres de son clan, « Charlie » gère le clan vaille que vaille. Il continue de faire tourner la boutique, mais les temps sont difficiles et les Aboutboul ont perdu de leur superbe.

Huit balles dans le buffet

La période est d'autant plus dure que l'allié Zeev Rozenstein est incarcéré en l'attente d'une probable extradition vers les États-Unis. Certes, la situation des Aberjil, les principaux ennemis des Aboutboul, n'est pas meilleure puisque Meïr et « Itzik » se retrouvent eux aussi derrière les verrous. Mais leur organisation est mieux structurée que celle de leurs rivaux et elle garde une forte capacité de nuisance.

Le 7 septembre 2008, « Charlie » est en tout cas pris pour cible par deux tueurs alors qu'il déjeune à la terrasse d'une succursale de Bat Haikar, la chaîne de restaurants servant de façade légale à l'organisation. Huit projectiles de 9 mm l'atteignent en pleine poitrine, les secouristes le donnent pour mort. Trois passants sont également blessés[58]. Or, contre toute attente, « Charlie » survit. À l'hôpital, ses obligés défilent sans discontinuer. Les hommes de main de la famille tournent en rond en matant les infirmières, et les policiers en civil surveillent tout le monde. Dans les semaines suivant cette liquidation ratée, deux restaurants Bat Haikar sont attaqués à l'arme automatique et un troisième est endommagé par une grenade d'exercice. Quant au parrain convalescent, il reprend vite les affaires en main en préparant la riposte. Plusieurs de ses proches sont d'ailleurs interpellés, en armes, alors qu'ils se préparent à lancer une expédition punitive contre des rivaux réels ou supposés. Des échanges de coups de feu sont également entendus presque toutes les nuits dans la périphérie de Netanya.

Parmi tous ces événements, l'élimination en pleine rue de Yotam Cohen, est sans doute l'un des plus importants car ce jeune truand est un homme d'Arieh Shirazi, alias « Rico », un nouveau venu sur la scène du crime organisé qui ne cache pas son ambition de ravir Netanya aux Aboutboul.

Le déclin

« Charlie » et son clan résistent, mais ils sont affaiblis. L'unité familiale cimentée par la quête de puissance s'est fracturée. Des clans se sont formés qui se soupçonnent mutuellement de trahir l'intérêt commun. Dans une série de lettres écrites en prison et interceptées par l'administration pénitentiaire, Avi Aboutboul, un petit-neveu de « *Baïza* » impliqué dans le meurtre de la discothèque de Shefayim, exprime clairement ce qu'il pense de ses cousins et petits cousins. Il demande à certains de ses codétenus de « lui faire une grande faveur en plantant quelque chose dans le dos de François » qui serait, selon lui, « passé dans le camp d'Arieh Shirazi ».

De son côté, François Aboutboul ne reste pas les bras croisés. Détenu lui aussi dans le cadre du « dossier Shefayim », il appelle par écrit ses amis à « écrabouiller Avi », à le « réduire en morceaux ». Ambiance…

D'abord dépassée par les événements, la *PNI* crée une *task force* spéciale de deux cents membres aussitôt déployés à Netanya. Barrages, contrôles d'identité, interpellations. Elle transforme le centre de la ville en une zone occupée. Dans la foulée, l'état-major lance une offensive inédite contre la criminalité organisée en appelant la population à boycotter Bat Haikar ainsi que la chaîne de restauration concurrente dont Arieh Shirazi est le propriétaire.

Il n'est pas difficile de couler un café ou un restaurant : il suffit de placer quelques policiers en faction devant l'entrée et de vérifier l'identité des clients potentiels en leur posant beaucoup de questions, ou de procéder à de méticuleux contrôles fiscaux, de la TVA, des affaires sociales ainsi que de l'inspection du travail.

« Nous déclarons la guerre économique aux organisations criminelles », proclame en tout cas le porte-parole de la *PNI*. « Nous allons les agripper là où ça leur fait mal et serrer très fort ». Et de poursuivre : « Al Capone n'est pas

tombé pour ses activités mafieuses, mais parce qu'il fraudait les impôts. Nous allons employer la même méthode ».

Le 14 septembre 2008, des dizaines de policiers en uniforme investissent les restaurants de la chaîne des Aboutboul et passent de table en table. Ils relèvent les identités des clients et les informent qu'ils « risquent leur vie » en fréquentant ces établissements. Cinq succursales sont fermées sur le champ et les consommateurs priés d'aller manger ailleurs. Devant l'entrée, des hommes en uniforme distribuent des tracts expliquant les raisons de leur opération.

De son lieu de convalescence, « Charlie » Aboutboul multiplie les déclarations outragées. « La police met tout en œuvre pour me maintenir dans la criminalité alors que j'essaye de m'en sortir en créant des affaires légales », pleurniche-t-il au micro de la radio publique. « J'emploie des dizaines de personnes, si l'on m'y oblige, je vais devoir les licencier ».

Les chroniqueurs judiciaires ne sont pas très sensibles à ces larmes de crocodile. Pas plus que les élus municipaux. Mais devant le tribunal de Kfar Saba, les avocats de la famille Aboutboul démontrent facilement que la décision policière de fermer la plupart des restaurants de la chaîne est illégale. Ils obtiennent donc gain de cause et font condamner la *PNI* pour entrave à la libre entreprise.

À l'époque, l'un des informateurs de la « Cellule Aboutboul » constituée par les policiers israéliens n'est autre que Michael Mandel, un ancien garde du corps de la famille inculpé en décembre 2008 pour avoir, avec deux complices, assassiné un chauffeur de taxi d'Ashdod parfaitement étranger au monde de la criminalité organisée. En raison d'une homonymie malheureuse, ce dernier avait été confondu avec David Shimshilashvili, un tenancier de bordel que les tueurs voulaient supprimer pour résoudre vite fait un obscur litige financier portant sur la gestion de l'établissement.

Certes, la famille Aboutboul n'était pas mêlée à cette affaire crapuleuse mais après son inculpation, Mandel a tenté d'alléger une peine qu'il savait sévère en balançant tout ce qu'il pouvait balancer sur les Aboutboul. De quoi allécher le parquet qui a, lui, accepté de négocier une transaction aux termes de laquelle le tueur aurait été libéré au bout de six mois moyennant des aveux détaillés.

Le marché n'a cependant pas tenu bien longtemps car, à la suite d'une erreur de l'administration, le nom de Mandel a été révélé à la presse, qui l'a diffusé en

précisant qu'il s'agissait du principal informateur de la *PNI* gravitant au sein de la famille Aboutboul ! Publier son avis de décès aurait été plus simple…

Désabusé et apeuré, l'ex-garde du corps a donc rejeté le « *plea bargain* ». Il a au contraire demandé à être condamné à une longue peine, et à être placé en isolement « pour sauver sa vie ».

Mort sur le parking

En août 2010, « Charlie » a récupéré de ses blessures. Il semble au mieux de sa forme. La preuve ? La *PNI* l'arrête alors qu'il se prépare à aller régler son compte à Yoram Sofer, un homme d'Arieh Shirazi présenté comme l'exécutant de l'attentat de 2008 qui a failli lui coûter la vie. Certes, le parrain est épinglé avant d'avoir pu passer à l'action, mais il démontre par cette opération qu'il n'est pas le « *has been* » que l'on décrit alors. Et qu'il dispose toujours d'informations de première main sur ses rivaux.

Réponse du berger à la bergère, quelques jours plus tard, deux tueurs circulant à moto tentent à nouveau d'assassiner « Charlie ». Eux aussi sont bien informés car leur cible sortait à peine d'une assignation à résidence prononcée par la justice dans le cadre de ce dossier Yoram Sofer. Cette fois, l'attaque est moins professionnelle que la précédente. Les balles passent loin de leur cible et vont se ficher dans un mur. Mais les réflexes sécuritaires du parrain se sont émoussés, il s'est laissé surprendre en attendant dans une voiture garée face à un grand hôtel.

La reprise des vendettas suscite de nombreuses réactions dans les médias et dans la classe politique. Le ministre de la sécurité intérieure, qui chapeaute la police, tient les propos d'usage et promet de nouvelles mesures. En réalité, la *PNI* ne peut faire grand-chose à part pourrir la vie des mafieux. Parallèlement à sa politique d'assèchement économique, elle pratique donc le « *cooling down* », une technique consistant à calmer le jeu en extrayant les différents protagonistes de leur sphère sociale durant plusieurs jours, voir quelques semaines.

Dans le cadre de cette tactique, les membres de la famille Aboutboul et leurs ennemis sont régulièrement convoqués pour interrogatoire ou, plus simplement, pour être tenu au frais dans les locaux de la *PNI*. Certains restent en cellule plusieurs heures, d'autres plusieurs jours. Tout est bon pour les enlever de la rue. François Aboutboul est ainsi placé en détention parce qu'il emploie dans l'une

de ses boulangeries des Palestiniens de Cisjordanie séjournant illégalement en Israël. « On veut me briser, mais je ne céderai pas », déclare-t-il à un journaliste local.

À force de secouer leurs informateurs, les enquêteurs parviennent également à obtenir quelques résultats. Aviv Aboutboul, l'un des fils de « Charlie », est ainsi arrêté parce qu'il tentait de se procurer un engin explosif et qu'il dealait de l'ecstasy et de la cocaïne sur la place de Netanya. Manque de chance, le client auquel il proposait sa came était un agent *undercover* de la police. Dans la foulée, les deux auteurs présumés de la dernière tentative de liquider « Charlie » sont identifiés. Le premier est un soldat d'Arieh Shirazi et le second Izzat Hamad, un Arabe israélien de Jaffa considéré comme l'étoile montante de la criminalité organisée[59].

Pour les analystes du département du renseignement de la *PNI*, l'identité des deux hommes démontre que la famille Aboutboul est bel et bien menacée sur ses terres, que son emprise sur Netanya est contestée de plusieurs côtés à la fois.

Le tueur à moto

C'est au milieu de la nuit du 3 au 4 septembre 2011 que « François le Grand » est abattu sur l'aire d'une station-service située à la sortie de Netanya. Filmée par les caméras de surveillance et diffusée en 2013 par la deuxième chaîne de la télévision israélienne, la scène est impressionnante. On y voit un tueur casqué se coller à la vitre avant du véhicule de sa cible et vider son chargeur pendant qu'un garde du corps tente vainement de se dégager en ouvrant la porte de la voiture tout en agitant un gilet pare-balles devenu inutile.

Durant les semaines précédant cette « liquidation », les enquêteurs avaient appris que Shalom Domrani, alias « le parrain en kippa », et « Rico » Shirazi, qui nourrissaient de longue date le projet de supplanter les Aboutboul, avaient décidé de passer à la vitesse supérieure. Mais leurs sources les avaient également informés que de leur côté, François et « Charlie » caressaient également l'idée d'éliminer leurs rivaux.

Shalom Domrani et Arieh Shirazi contre François et « Charlie » Aboutboul : le cocktail était explosif et la *PNI* devait réagir rapidement pour éviter le bain de sang. Dans un premier temps, les policiers chargés du dossier Aboutboul avaient

convoqué François pour lui conseiller de se mettre au vert le temps que la tension diminue. Refus immédiat. « Je dois gérer mes affaires, je ne peux pas m'absenter comme cela », leur avait-il répondu.

Dans le camp d'en face, Domrani avait lui aussi écarté avec mépris l'idée de se mettre à l'ombre durant quelques semaines. « Je ne me connais aucun ennemi », avait-il dit. Faute de mieux, la *PNI* avait alors convaincu un juge de l'assigner à résidence dans sa villa fortifiée d'Otzem, à proximité de la bande de Gaza, pendant que son allié Arieh Shirazi était placé sous surveillance permanente. Un dispositif lourd et voyant destiné à lui faire comprendre qu'il n'avait pas intérêt à bouger.

La paix des braves

L'assassinat de François s'est déroulé une semaine après que « le parrain en Kippa », à peine libéré de son assignation à résidence, et « Rico », toujours sous surveillance, se sont rencontrés dans un restaurant populaire de Netanya. Pour y préparer l'élimination de leur rival ? Interrogés sur leur implication éventuelle, les deux hommes ont toujours nié. Aux chroniqueurs judiciaires qui les sollicitaient, ils répondaient qu'il « n'est pas interdit d'aller au restaurant » et qu'ils « ne comprennent pas pourquoi on leur cherche des poux dans la tête ». Également convoqués par la *PNI*, plusieurs de leurs relations « professionnelles » parmi lesquelles Zayad Jaroushi, une figure importante de la criminalité arabe, chef de la famille mafieuse du même nom bien implantée à Lod, et Youssef Hariri, le co-dirigeant d'une petite organisation arabe du nord d'Israël, ont tenu le même genre de discours. En gros, personne n'a rien vu, rien entendu.

En septembre 2008, peu après l'attentat qui avait failli coûter la vie à son oncle « Charlie », François Aboutboul avait eu un entretien avec un journaliste. Il avait reconnu « savoir à quoi s'attendre », ajoutant qu'il n'avait « pas l'intention de se laisser faire ». Quelques semaines avant sa mort, excédé par les jets de grenades d'exercice contre ses établissements, il avait tenté de négocier un accord avec « Rico » Shirazi. Les deux hommes s'étaient rencontrés en toute discrétion au

domicile de Shaoul El Khariv, un rabbin de la banlieue de Jérusalem disposant prétendument de pouvoirs miraculeux.

Étrange personnage que ce ministre du culte à la longue barbe broussailleuse et au chapeau élimé. D'origine irakienne, approchant la cinquantaine, il reçoit sans discontinuer dans son petit trois pièces sans cachet pour accorder ses conseils et ses bénédictions. Ses ouailles : des gens ordinaires qui auraient sans doute consulté un astrologue ou une voyante s'ils s'étaient trouvés en Europe, mais également des personnalités, des hommes d'affaires et… des figures du milieu, dont « Rico » Shirazi.

Que se sont dit François Aboutboul et son rival durant cet entretien ? Ont-ils discuté un partage de Netanya comme le soupçonnent les policiers ? Interrogé à diverses reprises, « Rico » a toujours prétendu qu'ils s'étaient « contentés de parler de choses et d'autres ». « Nous n'avions rien à négocier puisque nous n'étions pas fâchés », a-t-il poursuivi.

Quant au rabbin médiateur, il a affirmé que ses deux invités se sont quittés « en amis ». « Rico m'a dit ensuite qu'il aimait François comme son frère et qu'il n'y avait aucun lézard entre eux ». À démontrer, car la réalité n'était peut-être pas aussi idyllique. Selon d'autres sources requérant l'anonymat, Arieh Shirazi, alors en phase ascendante, aurait exigé des parts dans Bat Haikar en échange d'une participation moindre des Aboutboul dans l'un de ses propres restaurants. Mais il s'est montré gourmand et François, qui estimait l'accord déséquilibré, l'aurait très mal pris.

La même année, « Charlie » a lui aussi rencontré « Rico », Arieh Shirazi, au domicile du rabbin El Khariv pour discuter « entre hommes ». On ne saura sans doute jamais ce qu'ils se sont dit, mais le parrain des Aboutboul est sorti de là en se déclarant « content ». « Lui et moi, c'est la même famille. On est comme des frères », a-t-il asséné en évoquant « Rico » Shirazi. « Il n'existe aucun différend entre nous, le reste c'est du bla-bla de journaliste ».

Paroles en l'air

L'enterrement de « François le Grand » donne en tout cas aux Aboutboul l'occasion de se ressouder pour faire front. Après le *kaddish*, la prière des morts, les membres de la famille encore en liberté réunis au grand complet ont

d'ailleurs laissé filtrer leur fureur. Et leur envie d'en découdre. « Nous retrouverons ceux qui ont fait cela et nous jurons de les faire payer », s'exclame au nom de ses pairs l'un des plus jeunes cousins de François.

Des paroles en l'air ? Pour les proches du défunt, la cause est entendue : « Rico » Shirazi et Shalom Domrani sont les vrais commanditaires du « contrat » quoi qu'ils prétendent aux policiers et aux médias. Encore faut-il retrouver son exécutant et les Aboutboul déploient beaucoup d'énergie pour l'identifier. Dans la foulée, ils se multiplient sur le terrain pour démontrer qu'il faut encore compter avec eux. En mai 2012, « Charlie » et deux complices sont ainsi arrêtés pour des incendies volontaires et pour le racket d'établissements a priori « protégés » par l'organisation de Shirazi.

« Je ne comprends pas, je suis à la retraite. Pourquoi la police ne me laisse-t-elle pas vivre ma vie tranquillement ? », demande ingénument le parrain de Netanya au juge de Rishon-Le-Tzion devant lequel il est cité à comparaître pour ces faits.

Remis en liberté faute de preuves, « Charlie » n'en est pas quitte pour autant. Cette fois, la *PNI* le soupçonne d'avoir ordonné l'élimination de deux soldats de « Rico » Shirazi. Deux frères que les Aboutboul croient à tort ou à raison être impliqués dans l'attentat contre François. De fait, les deux hommes ont été blessés par des tirs alors qu'ils se trouvaient dans un parc de Netanya, mais leur vie n'a jamais été en danger. Et ce sont des durs pratiquant l'omertà. Interrogés dans le cadre de l'enquête, ils ont prétendu « ne rien comprendre à cette histoire sans queue ni tête ». Un bel exemple de bouche cousue qui permettra au chef de file des Aboutboul de sortir du commissariat sans la moindre inculpation.

Du moins, provisoirement, car l'Unité 433 de la police, une nouvelle structure interdépartementale créée pour combattre la criminalité organisée[60], le soupçonne, elle, d'avoir préparé l'assassinat d'un membre de la famille Karajah, un clan arabe israélien de Taïbeh qui tente également de prendre pied à Netanya.

Fin de partie

L'avenir ne s'annonce pas rose pour les Aboutboul, qui passent désormais pour une famille sur le déclin[61]. Peu avant son suicide, « Charlie » ne faisait d'ailleurs

plus peur à grand monde et il le savait même s'il a tenté de faire bonne figure jusqu'à son dernier jour.

Le 8 juin 2013, il a ainsi accompagné son neveu Aviv détenu, dans la prison d'Eshel, devant le tribunal de district de Nazareth Objectif ? Convaincre les juges d'accorder aux membres de sa famille emprisonnés dans le cadre de divers dossiers une permission de sortie de quelques heures afin de participer à une « *brith mila* », une circoncision. Résultat ? Refus sur toute la ligne.

« Charlie » Aboutboul avait déjà la tête ailleurs lorsqu'il a plaidé la cause de ses proches à Nazareth. Il semblait un peu absent. Distant en tout cas. Car l'argent ne rentrait plus ou en quantité moins importante que par le passé et les affaires de la famille commençaient à péricliter.

Dans les trois ans précédant le suicide de « Charlie », lui et son épouse Sonia ont vendu au moins trois de leurs propriétés. Un autre de leurs biens – un penthouse de six pièces à Natanya – avait été cédé à un coût inférieur à sa valeur réelle pour rembourser un emprunt bancaire.

Aux abois, les époux Aboutboul croulaient sous les dettes. outre les frais d'avocat devenus exorbitants, ils devaient en effet éponger les ardoises laissées par leurs enfants et d'autres membres de la famille qui s'étaient lancés dans des affaires foireuses.

Ces tracas financiers inextricables semblent avoir joué un grand rôle dans la dépression chronique qui tenaillait le chef de la famille Aboutboul.

Seul contre tous

Quant à Assi Aboutboul, ses ambitions de devenir un jour un « grand » de la criminalité organisée dorment désormais dans la même cellule que lui. Le 25 février 2013, le tribunal de district de Beer Sheva présidé par le juge Yaakov Pareski a d'ailleurs décidé de prolonger de six mois les conditions d'isolement total dans lesquelles il est détenu depuis six ans.

À la lecture du jugement, son avocat Moshe Shirman a accusé l'administration pénitentiaire d'avoir rédigé des rapports « mensongers » sur son client afin de tronquer le débat. Il a également annoncé que celui-ci saisira la cour suprême en urgence. Quelle que soit la décision de cette dernière, il est certain que l'héritier des Aboutboul ne retrouvera pas la liberté de sitôt.

En mai 2013, le fils de « *Baïza* » a adressé une longue complainte manuscrite à la future et très controversée ministre de la Culture Miri Regev, l'une des pasionarias du *Likoud*. Alors simple députée, celle-ci présidait la commission de l'intérieur de la *Knesset* qui organisait le 29 du même mois un débat sur les conditions de détention dans les prisons.

Accusant la police de vouloir le briser en faisant courir sur son compte des rumeurs selon lesquelles il aurait accepté de devenir « témoin d'État » contre les membres de sa famille – ce qui reviendrait à le condamner à mort – l'héritier des Aboutboul a reconnu être physiquement au bout du rouleau et suivre un traitement psychiatrique pour supporter l'isolement carcéral.

À l'en croire, c'est à cause des bruits de couloir lancés en 2008 que certains de ses établissements ont été incendiés et que son gendre ainsi que son frère François auraient été assassinés. « La *PNI* met tout en œuvre pour m'enfoncer alors que je ne demande qu'à vivre comme un détenu normal avec un minimum d'honneur », a-t-il écrit à l'élue. « La police fait tout ce qu'il faut pour me maintenir en isolement et je crois que je ne tiendrai plus au fil du temps […] Mesdames et Messieurs les députés, essayez de rester seuls vingt-trois heures sur vingt-quatre et de vous promener une heure dans un préau qui ne mérite pas d'accueillir un être humain. Vous comprendrez ».

Depuis son incarcération, Assi Aboutboul est entré en guerre contre le monde entier. À commencer par l'administration pénitentiaire puisque deux gardiens et un commandant de prison ont déposé plainte contre lui pour « agression ».

Comparaissant devant un juge en janvier 2014, le chef en titre de la famille Aboutboul a affirmé « être traité pire qu'un terroriste du Hamas ». « Mais je suis fort, je me battrai », a-t-il poursuivi. « J'ai également un passeport français. S'il le faut, je saisirai la justice européenne, le tribunal de La Haye. Ils ne m'auront pas ».

En juin 2015, apprenant que son épouse Carine avait été interrogée par la *PNI* dans le cadre de nouvelles informations relatives à des assassinats commandités par lui, Assi Aboutboul a tenté de mettre fin à ses jours dans sa cellule d'isolement. Il n'y est pas parvenu.

Pourtant, même si elle semble en débandade, l'organisation Aboutboul n'est pas encore morte. En juin 2015, quatre de ses membres ont d'ailleurs été condamnés par le tribunal de district de Tel-Aviv à des peines variant de

quarante à quarante-huit mois de prison. Sept mois auparavant, en novembre 2014, Shimri Malka, Ahmad Masrawi, Avi Chtinling et Eliko Alichkov avaient en effet tenté de se procurer des détonateurs sans fil de fabrication chinoise destinés aux engins explosifs artisanaux utilisés par l'organisation. Certaines de leurs conversations téléphoniques avaient alors été enregistrées par la *PNI*. Après leur arrestation, ils ont préféré négocier un accord avec le parquet.

La relève

La nature ayant horreur du vide, de nouvelles figures criminelles apparaissent à Netanya. Certes, elles ne bénéficient pas encore de l'aura nationale des Aboutboul mais elles sont beaucoup plus violentes. En tout cas, elles se battent déjà pour le contrôle de la « ville la plus francophone d'Israël ». Ce qui se traduit sur le terrain par de nombreux règlements de comptes et tentatives « liquidations ».

Le 20 octobre 2015, le parquet a ainsi demandé l'inculpation de Ron Shebah et Maor Malloul, deux figures de la criminalité locale qui tentent de chausser les bottes des Aboutboul. En concurrence avec Barouch Bokel, un autre truand de Netanya qui affiche la même ambition qu'eux, le duo a tenté d'écraser son rival à l'aide de deux voitures bélier alors qu'il roulait en scooter dans le centre de la station balnéaire.

La scène est hallucinante et elle a été filmée par des caméras de surveillance. Malgré ses blessures, Bokel, qui en était à la deuxième tentative d'assassinat, le visant, a réussi à se traîner jusqu'à l'hôpital le plus proche.

Selon le réquisitoire transmis par le parquet le 23 octobre 2015 au tribunal de district, la tentative de « liquidation » de Bokel n'est qu'un épisode de la lutte pour le contrôle de Netanya auquel se livre le gang de David Zoartetz (il ne s'agit pas encore d'une véritable organisation criminelle bien structurée bien qu'elle compresse quelques anciens de l'organisation Aboutboul) et celui de Bokel.

Avant cette tentative d'assassinat qui a mal tourné pour eux, Maor et Melloul ont semble-t-il été mêlés de près ou de loin à d'autres affaires sanglantes. Car la guerre entre les deux bandes ne passe pas inaperçue à Netanya où plusieurs

restaurants appartenant aux membres de l'une ou l'autre partie sont régulièrement attaqués à la grenade.

Le 28 décembre 2015, Bokel a de nouveau été ciblé par une tentative de « liquidation » alors qu'il circulait en voiture avec ses cousins – également connus des services de police – dans un quartier bourgeois de Rishon-le-Tzion. Cette fois, une bombe télécommandée placée sous leur véhicule Hyundaï a explosé et les trois passagers ont été gravement brûlés alors que des passants étaient touchés par des éclats.

Hospitalisé dans un état grave, Bokel a donc survécu à sa quatrième tentative d'assassinat mais il ne faut pas être devin pour comprendre qu'il y en aura d'autres.

52. 190 000 euros.

53. Plusieurs milliers de dollars en « frais de pige » avaient été promis à ces deux journalistes. Ils n'en ont jamais vu la couleur.

54. Voir également *Chemical cow-boys*, *op. cit.*

55. Voir *Jerusalem Post*, 9 juin 1997.

56. Voir Jérôme Pierrat, *Mafias, gangs et cartels*, Denoël.

57. L'assassinat de Raanan Lévy et les pressions exercée sur Reut Levin ont bouleversé l'opinion israélienne. En 2012, l'affaire a été reconstituée au détail près dans un téléfilm à succès intitulé *Euphoria*. « Ce n'est pas une histoire de sexe, de drogue et de rock n'roll, plutôt une de drogue, de mal-être et de dépression au sein d'une jeunesse dorée qui se croit tout permis », a déclaré le réalisateur en présentant son travail.

58. Trois semaines auparavant, le 11 août 2008, Nati Ohayon, un jeune truand qui venait d'épouser Shirley Aboutboul, la fille de « *Baïza* » avait également été abattu prés d'une école de Netanya. Considéré par la *PNI* comme un tueur professionnel « particulièrement cruel », Nati Ohayon avait eu de nombreux ennuis avec la justice. Il a ainsi été arrêté avec un complice alors qu'il transportait dans sa voiture… un missile Law.

59. Voir chapitre XIII.

60. Voir chapitre XXI.

61. Le 1er février 2012, l'hebdomadaire *Sof Hashavoua* a publié un dossier de cinq pages sur les nouveaux racketteurs sévissant à Netanya en lieu et place des Aboutboul. Un témoignage rare dans lequel deux commercants prennent le risque de raconter à visage découvert, et preuves à l'appui, comment le gang de Baroukh Djan, un truand connu et violent, les obligent eux et leurs confrères de la zone industrielle, à débourser de deux à quatorze mille euros par mois en échange de leur « protection ».

XI

Les mécomptes de Monsieur Rico

Au début des années deux mille, Arieh Shirazi, alias « Rico », apparaît comme le plus sérieux des ennemis de la famille Aboutboul. Le plus déterminé, en tout cas. Peu connu des chroniqueurs judiciaires, cet « homme d'affaires » implanté à Netanya n'est pourtant pas un nouveau venu sur la planète criminelle, puisqu'il affiche quelques années de prison au compteur au moment où son nom commence à apparaître en manchette des pages « faits divers » des grands journaux. Contrairement à nombre de ses rivaux, Shirazi est alors impliqué dans des magouilles financières. En juin 2007, lui et neuf présumés complices sont ainsi arrêtés et inculpés pour blanchiment, fraude fiscale, cavalerie, fausses factures, tenue de salles de jeux clandestines, paris illégaux : un vaste coup de filet lancé par la *PNI* et l'administration fiscale.

Outre « Monsieur Rico », les enquêteurs ont épinglé du beau monde : Avi Veig, un ancien policier devenu avocat ; les deux propriétaires d'une concession Mercedes bien connue sur la place de Netanya, ainsi qu'un haut fonctionnaire de l'administration de la TVA qui arrondissait ses fins de mois en aidant l'organisation à confectionner une comptabilité bidon basée sur de fausses factures. À en croire l'acte d'accusation, les comptes de la concession Mercedes servaient à recycler les revenus générés par les salles de jeu clandestines et les prêts usuraires, mais il y en avait tellement que l'organisation cherchait sans cesse de nouveaux moyens de faire circuler l'argent. Il leur fallait constamment de nouveaux comptes bancaires, ceux de leurs proches, des amis de leurs proches, des voisins des amis, de copains de régiment et même de commerçants du quartier. Le cash devait circuler vite et tout le temps, pour brouiller les pistes.

L'art et la méthode

Contrairement à celle des Aboutboul ébranlée par l'assassinat de « *Baïza* » et par les coups de boutoir de la police, l'organisation d'Arieh Shirazi dit « Rico »

est bien structurée[62]. Elle fonctionne de manière rigoureuse, avec un organigramme et des fonctions attribuées. Durant leur enquête, la *PNI* et l'administration fiscale découvrent à leur grand étonnement l'existence d'une sorte de service de renseignements chargé de flairer les bonnes affaires et de signaler les personnes aux abois susceptibles d'emprunter à un taux usuraire.

Pour repérer les clients potentiels, les lieutenants de « Rico » avaient même créé une fausse association caritative baptisée « *Yad Lehayev* », « aide à l'endetté », dont l'objectif déclaré consistait à conseiller les consommateurs fragilisés par leur situation financière insolvable. En réalité, elle se contentait de les orienter vers Shirazi et ses conseillers qui se faisaient évidemment un plaisir de proposer à ces personnes fragilisées des prêts qu'elles ne pourraient jamais rembourser.

Le dossier élaboré en 2007 semblait accablant, mais il manquait des preuves concrètes car les rumeurs, les « on-dit », les informations confidentielles dont la source ne peut être dévoilée ne suffisent pas pour convaincre un tribunal de maintenir des suspects sous mandat d'arrêt.

De fait, le juge n'a pas été convaincu. Il a estimé qu'en l'état du dossier, les suspects ne devaient pas être poursuivis et il les a relâchés.

En novembre 2011, nouvelle offensive judiciaire. « Rico » Shirazi et une dizaine de complices sont de nouveau arrêtés. Et pour les mêmes motifs ! Sauf que cette fois, le résultat des investigations de la *PNI* et de l'administration fiscale est beaucoup plus consistant. Des documents censés démontrer que l'organisation a éludé le fisc à concurrence de cinq millions d'euros sont joints aux éléments datant de 2007 et aux rapports de l'inspection des impôts estimant que « Rico » aurait, à titre personnel, « oublié » de verser 750 000 euros dans les caisses de l'État.

Malgré les risques, plusieurs personnes menacées par le parrain ont accepté de témoigner. L'une d'entre elles, un garagiste, a notamment raconté comment Arieh Shirazi a menacé de lui « arracher la tête » s'il ne remboursait pas sur le champ un prêt grevé d'intérêts usuraires. Enfin, cerise sur le gâteau, les enquêteurs ont trouvé un « témoin d'État ». Un certain « D », un ancien petit entrepreneur en construction qui a ensuite dirigé une entreprise de déménagement.

L’homme qui en savait trop

« D » et Shirazi se sont rencontrés en 2010 par l’intermédiaire d’une connaissance commune. À l’époque, "Monsieur Rico" taillait déjà les croupières de la famille Aboutboul. À force de menaces et de « liquidations », il s’imposait de plus en plus sur le marché des prêtes usuraires de Netanya sans que ses concurrents n’arrivent à lui résister.

Week-end dans les hôtels de luxe d’Eilat, nuits tumultueuses dans les clubs, montre et voitures de luxe : les deux hommes menaient le même de genre de vie et ils se sont bien entendus. Au point que « Rico » Shirazi a décidé de prendre « D » sous sa protection et de faire des affaires avec lui.

Au fil du temps, « D » est devenu l’homme des affaires financières de son patron, se chargeant entre autres de blanchir ses gains grâce à des sociétés fictives.

Quoi qu’il en soit, « Rico » Shirazi a été surpris du retournement de son lieutenant. Sa fureur était d’autant plus grande que le « repenti » connaissant la plupart des secrets de l’organisation qui l’avait employé durant plusieurs années.

Pour les enquêteurs, « D » était d’autant plus intéressant qu’il détenait des informations relatives à d’autres organisations criminelles et qu’il a également témoigné dans de nombreux dossiers indépendants de Shirazi.

Lors d’une confrontation entre « D » et son ancien patron, ce dernier a regardé son ex- » ami » droit dans les yeux et lui a fait comprendre ce qui l’attendra le jour où ils se croiseront de nouveau sur un trottoir : « Tu payeras pour ça et tu sais comment », a-t-il lâché. Une menace tellement sérieuse que le témoin s’est mis à l’abri en Asie durant quelque temps[63].

Mais « D » est rapidement devenu problématique pour la *PNI*. Voire encombrant. Car les enquêteurs chargés de vérifier le contenu de ses déclarations ont constaté qu’il « arrangeait » la vérité et qu’il enfreignait l’accord de collaboration conclu avec le parquet en octobre 2009. Censé renoncer à toute activité illégale, il avait ainsi proposé à certains des autres inculpés du procès Shirazi de jouer de ses relations dans les milieux judiciaires pour faire lever les charges pesant contre eux ou pour en atténuer la portée. Bien sûr, ce n’était pas gratuit : dix mille euros par intervention réussie.

En janvier 2012, « D » a de nouveau fait parler de lui en prétendant que l'avocat d'Arieh Shirazi lui aurait proposé 500 000 euros afin de l'encourager à retirer ses déclarations visant son client ou à les modifier. Cette accusation gravissime a aussitôt entraîné l'ouverture d'une enquête *undercover* visant le plaideur. Filatures, écoutes téléphoniques, ce dernier a été traité comme s'il faisait partie de l'organisation de « Rico ». Pour rien car « D » avait menti.

À la suite de ces affaires « D » est devenu tellement encombrant que le parquet a envisagé de rompre l'accord conclu avec lui. Une décision stratégique qui aurait entraîné l'annulation d'une grande partie de l'acte d'accusation visant « Rico », sa remise en liberté immédiate, et probablement son acquittement à la fin du procès. Une bérézina judiciaire qui aurait sans doute fait sauter quelques têtes au sein de la magistrature.

C'est pour éviter la débâcle que la *PNI* et le département des dossiers spéciaux du fisc, une structure chargée des dossiers sensibles, ont pris le risque de poursuivre la procédure en sachant que leur dossier présentait des imperfections.

Le 13 mai 2012, marquant ainsi leur volonté d'en finir avec l'organisation de « Rico » Shirazi, les deux services ont transmis au tribunal de Ramleh une nouvelle demande d'inculpation du mafieux pour blanchiment. Selon ces documents, Shirazi aurait accordé huit prêts fictifs pour un montant de plus de deux millions d'euros à la société *Lev Energia*, une PME spécialisée dans le commerce des produits pétroliers, qui remboursait grâce à un jeu de fausses factures. Ces activités commerciales fictives permettaient au prêteur de recycler de l'argent venu d'on ne sait où et à l'emprunteur de récupérer une partie de la TVA.

Le calvaire de Benny Levin

Étrange histoire que celle de cette petite entreprise familiale dirigée pendant vingt ans par Benny Levin, un patron septuagénaire qui a fait fortune à la force du poignet. En effet, en 2010, l'un des clients de *Lev Energia* a fait défaut et la PME s'est retrouvée avec un trou dans la caisse d'environ cinq cent mille euros. Pour éviter la faillite, son directeur-fondateur s'est mis en chasse. Il devait trouver le plus rapidement possible un associé ou, du moins, un partenaire susceptible de l'épauler.

« Dans le monde du pétrole, une petite entreprise comme la mienne ne pèse rien. Personne ne lui fait crédit et elle doit payer cash le pétrole qu'elle achète aux raffineries », raconte-t-il. « Pour moi, c'était donc une question de jours. J'étais aux abois, je devais trouver quelqu'un tout de suite sous peine de mettre la clef sous la porte et de porter le qualificatif de « failli » sur mon front ».

C'est durant cette quête éperdue que Levin a rencontré « D », chaudement recommandé comme un « génie des affaires » par une connaissance commune. De fait, l'homme fait bonne impression au petit patron en difficulté. Il semble s'y connaître et, surtout, il ne manque pas de fonds. Étant donné l'urgence, le petit patron n'envisage même pas de se renseigner sur son bienfaiteur providentiel. Certes, « D » est toujours accompagné de gardes du corps. Il fait également bling-bling avec son stock de montres de marque et ces 4 × 4 neufs qu'il remplace au moins une fois par mois. Mais il est sympathique, à l'écoute. Ce qui pousse le patron de *Lev Energia* à l'accueillir dans son affaire en poussant un gros soupir de soulagement.

Erreur. Car « D » travaille alors déjà pour « Rico » Shirazi tout en conseillant Eliran Naïm, alias « le Magicien », l'ancien homme de main de la famille Aboutboul devenu l'une des grandes pointures du milieu de Jérusalem. Pour ces deux-là, Levin est un pigeon et sa PME une couverture idéale leur permettant de blanchir des fonds.

Au fil des jours, Benny Levin perd donc le contrôle de son entreprise. Certes, il en signe les chèques puisqu'il en est toujours officiellement le P.-D.G., mais il ne contrôle plus rien. Il ne sait pas alors que certains des chèques qu'il se voit contraint de signer servent à payer les frais de défense en justice de ses étranges associés.

En tout cas, Levin ne comprend pas d'où proviennent ces sommes énormes qui transitent par la caisse de *Lev Energia*. Ni pourquoi des officines de change viennent déposer des chèques contre l'argent frais et vice-versa.

Qu'est-ce que cela à voir avec le commerce du pétrole ? Pourquoi ne l'informe-t-on pas ? Affolé, le petit patron comprend qu'il s'est fait avoir et qu'il se retrouve mêlé contre son gré à des affaires douteuses. Quitte à fermer définitivement les portes de sa PME, il tente de couper les ponts avec « D » et avec les « associés » de ce dernier. Plus facile à dire qu'à faire car Levin s'est réveillé trop tard et que des accords ont été signés. À toutes fins utiles,

l'organisation Shirazi met alors la pression sur le vieillard. Des malabars le bousculent dans la rue, d'autres font le pied de grue devant sa porte. Au téléphone, « on » lui explique que ses amis ne voudraient pas « qu'il lui arrive quelque chose parce que ce serait trop bête ».

Le coup de main du « Bigleux »

C'est de l'intox car « D », « Rico » et Eliran Naïm n'ont pas intérêt à perdre leur pigeon. *Lev Energia* leur est bien trop utile. Pour calmer la situation, ils proposent un arbitrage que le pétrolier accepte sans savoir que Motti Hassin, le « juge » choisi pour départager les deux camps, est lui aussi une figure de la mafia « blanche et bleue ». Un associé des frères Aberjil.

La cause est donc entendue avant d'avoir été plaidée : Motti Hassin, parfois surnommé « le Bigleux » en raison de ses lunettes rondes et de son air intellectuel, tranche en faveur de « D ». Et lorsque Benny Levin renâcle, les amis du « juge » lui téléphonent pour lui rappeler que sa vie ne tient pas à grand-chose finalement.

Dans le cadre de ses investigations *undercover* sur l'organisation Shirazi, le *PNI* a évidemment découvert l'existence de *Lev Energia*, dont la ligne téléphonique a d'ailleurs été placée sur écoute. En octobre 2011, considéré comme un complice, Benny Levin a également été arrêté. « Je leur ai raconté comment que je m'étais fait emberlificoter par « D », Shirazi et consorts mais ils ne m'ont pas cru », assure-t-il. « Ils me disent que j'aurais dû d'ailleurs cliquer sur Google pour comprendre à qui j'avais à faire mais je n'y ai même pas pensé ! Vous croyez vraiment que j'ai internet à la maison ? Je ne sais même pas comment ça fonctionne ce truc-là ».

Placé en détention préventive, ruiné, réduit à effectuer en indépendant des prestations de chauffeur d'autobus intermittent, Levin attend un verdict qui risque de l'envoyer en prison pour quelques années car il a bien bel et bien signé des chèques couvrant les activités de blanchiment du sieur « Rico ». Et les policiers se demandent toujours pourquoi il n'a jamais porté plainte lorsqu'il a découvert avec quels personnages il s'était associé.

Nul ne saura jamais si Levin était aussi naïf qu'il le prétend. En revanche, le dossier démontre qu'il n'a pas été le seul petit patron son gré comme homme de

paille pour couvrir les activités délictueuses de l'organisation de Shirazi.

Le petit prince

En 2011, la *PNI* tient vraiment Arieh Shirazi dans son collimateur. Elle l'accuse, entre autres, d'avoir été impliqué dans un double assassinat. Celui de Sagi Or, le videur du Night, une discothèque du sud de Tel-Aviv, et de Raphaël Ronen, le patron du « Taboun », un restaurant oriental voisin. Le premier avait été tué à l'entrée de la boîte, sans doute parce qu'il en refusait l'accès à quelqu'un, et le second se trouvait là par hasard. Parce qu'il avait entendu des échanges verbaux animés et qu'il était allé voir ce qui se passait. Arrêté quelques heures après les faits, « Rico » ne dit rien. Pourtant, il ne reste pas longtemps en cellule, car l'enquête démontre que les témoins se sont trompés. Ils l'ont confondu avec son fils Shaï, qui est donc interpellé peu après la libération du père.

Considéré comme un dur parmi les durs, « l'homme d'affaires » a un gros point faible : son fils, qu'il surnomme affectueusement le « petit prince de sa vie ». Gâté, parfois violent et se croyant tout permis, ce grand amateur de jeunes femmes plus belles les unes que les autres a bien profité de l'argent mal acquis par son père. En tout cas, il peine à expliquer aux enquêteurs pourquoi il s'est disputé avec le portier du Night. Il change sans cesse de version et s'embrouille dans des histoires sans queue ni tête. Les policiers qui le « travaillent » sont convaincus de sa culpabilité. Quant aux témoins, ils sont prudents. La plupart perdent subitement la mémoire lorsqu'ils apprennent que l'homme qu'ils sont appelés à dénoncer sur procès-verbal est le fils d'une grande figure du milieu. Fin de l'enquête et clôture du dossier par manque de preuve. Mais Shaï Shirazi n'en est pas quitte avec la justice pour autant. Le 14 avril 2009, lui, son père et deux complices, avaient déjà été impliqués dans un autre assassinat. Celui d'Arthur Metayev, un truand local qu'ils voulaient rencontrer pour discuter affaires sur le parking d'une grande surface, au milieu de la nuit.

Bien connu des services judiciaires, Arthur Metayev traînait un casier judiciaire à rallonge. Au moment de la rencontre avec le fils de « Rico » et ses amis, il gérait un casino clandestin situé dans la zone industrielle de Netanya. Un

établissement fonctionnant avec l'aval des Aboutboul et que l'organisation de « Rico » aurait bien voulu prendre sous son aile protectrice.

Selon la *PNI*, qui se basait sur des informations provenant d'informateurs au sein de l'organisation Shirazi, Arthur Metayev accusait le fils du parrain et plusieurs de ses proches d'avoir pénétré dans son établissement pour en voler les ordinateurs. Donc, pour en perturber son fonctionnement. La discussion sur le parking aurait tourné à l'aigre et le tenancier de la salle de jeux aurait été poignardé dans le dos.

Outre les tuyaux d'informateurs, les enquêteurs disposaient d'enregistrements vidéo car la ville de Netanya, et plus encore sa zone industrielle, est proche de la « ligne verte » séparant l'État hébreu de la Cisjordanie. Durant la deuxième *intifada*, de nombreuses caméras y avaient donc été installées pour aider à prévenir d'éventuels attentats. Certaines d'entre elles ont donc filmé la discussion entre Shaï et Metayev mais de manière partielle.

Lorsque l'affaire a éclaté, les avocats de « Rico » sont aussitôt montés au créneau pour dénoncer un « harcèlement policier ». Un « complot judiciaire » dont le père et le fils Shirazi seraient les innocentes victimes. Sûr de lui, Shaï Shirazi a d'ailleurs tout nié en bloc, persuadé que son père, qui s'accusait à sa place, allait le sortir de là.

Il se trompait le fiston, car l'enquête a démontré que « Rico » se trouvait bien dans les environs – il y avait emmené Shaï dans sa voiture – mais qu'il n'a pas participé aux violences. Fort logiquement, Arieh Shirazi a donc été remis en liberté. Pas pour longtemps d'ailleurs, puisqu'il a de nouveau été interpellé le 7 juillet 2009, après que la police d'Eilat eu découvert de la cocaïne dans sa chambre d'hôtel.

Quant à Shaï Shirazi, il s'est relativement bien sorti de l'affaire Metayev : un an et demi de prison pour « incitation à l'assassinat ». Durant sa détention, il a continué à plaider son innocence et a refusé d'adopter un profil bas. Exigeant qu'on le traite avec les égards dus au fils d'une figure de la criminalité organisée, il a titillé l'administration pénitentiaire en multipliant les procédures. La première, pour obtenir le droit de recevoir régulièrement le mensuel *Blazer*, une publication pour hommes spécialisée dans les photos suggestives ; la seconde pour obtenir le droit de bénéficier de plus de visites conjugales, six heures d'intimité une fois par mois, que les autres détenus.

Fraude et blanchiment

En 2011, lavé de tout soupçon dans l'affaire Metayev, « Rico » doit cependant répondre d'éventuelles malversations fiscales ainsi que du délit de blanchiment. Et cette fois, le dossier est nettement plus lourd. Arrêté en octobre 2011, enfermé dans l'un de ces départements spéciaux des prisons israéliennes qui ont notamment vu défiler Zeev Rozenstein et Assi Aboutboul, le parrain mange son pain noir. Certes, à l'extérieur, ses avocats multiplient les recours en plaidant que le régime d'isolement imposé à leur client est injustifié, mais les tribunaux ne sont guère sensibles à leurs arguments. Il faudra attendre le 28 février 2012 pour que la cour suprême accepte sa requête et ordonne le renvoi d'Arieh Shirazi aux arrêts domiciliaires en attendant son procès.

Pourquoi cet acharnement de la *PNI* et du parquet ? Parce qu'ils considèrent qu'en raison de l'absence forcée des frères Aberjil et de Rozenstein, alors incarcérés, « Rico » est le seul à pouvoir fédérer des gangs épars, à conclure les alliances lui permettant de s'imposer comme le numéro un de la criminalité organisée israélienne.

À partir de 2007, la montée en puissance de son organisation a aiguisé la curiosité de nombreux chroniqueurs judiciaires qui voulaient en savoir plus sur cet homme et sur ses connexions. Dans ce cadre, la journaliste de la radio publique Adi Meïri et son collègue de la presse écrite Avi Ashkenazi ont commencé à poser beaucoup de questions. Trop peut-être car un jour, Adi Meïri a été appelée au téléphone par le député Yoram Marciano, le président du groupe travailliste à la *Knesset* dont la formation faisait alors partie de la coalition gouvernementale.

Ami du ministre de la défense Ehoud Barak et député influent, Yoram Marciano était très irrité après avoir appris que les journalistes s'intéressaient à ses relations avec Arieh Shirazi. « Si vous vous obstinez, je pourrais briser votre carrière », a-t-il lâché à son interlocutrice estomaquée[64].

Élu à la *Knesset* pour la première fois en 2006, Marciano a perdu son siège aux élections suivantes en février 2009. Devenu suppléant du député Amir Peretz, il a occupé son siège de 2012 à 2013 lorsque celui-ci a quitté le parti travailliste pour rejoindre une autre formation. À l'occasion des législatives du 22 janvier 2013, il ne se trouvait pas en position éligible sur la liste de son parti et n'a pas non plus été réélu. Sans doute en raison de sa réputation de fort en gueule et de

populiste qui s'est surtout fait remarquer par ses esclandres dans les boîtes de nuit et par ses nombreuses infractions au code de la route, plutôt que par son travail parlementaire.

Durant la campagne électorale, il a de toute façon annoncé qu'il ne se sentait plus travailliste et qu'il rejoignait les rangs du *Likoud*, le parti nationaliste dont il est devenu la tête de liste à Lod à l'occasion des élections municipales d'octobre 2013.

Soyons clairs : l'ex-député n'est pas un « mafieux ». Ni un truand. Mais il n'a jamais caché ses relations douteuses. Meïr Aberjil, l'un de ses amis d'enfance, a d'ailleurs été invité à la *bar-mitzvah* de son fils où l'on pouvait croiser le gratin de l'État hébreu. Des députés, des ministres, et même le président de l'État Shimon Pères.

Comment le chef de groupe travailliste a-t-il rencontré Arieh Shirazi ? Peut-être l'a-t-il vu durant l'une des nombreuses soirées arrosées ? En tout cas, il a continué à entretenir des contacts avec lui alors que la *PNI* l'avait inscrit sur sa liste des parrains de la criminalité organisée israélienne et que l'information, répercutée par les médias, était de notoriété publique.

Relations utiles

Moins m'as-tu-vu que les autres chefs de file du milieu israélien, et sans doute plus finaud, Arieh Shirazi a toujours eu du flair lorsqu'il s'agissait de se faire des relations utiles. C'est d'ailleurs parce qu'il entretenait de bons rapports avec le truand qu'Eli Gavison, l'un des responsables de la prison de Nizan dans laquelle Arieh Shirazi avait un temps été détenu, a vu rejeter sa candidature à la fonction de directeur général de l'administration pénitentiaire. Pourtant, l'impétrant répondait à tous les critères professionnels exigés, mais il était intervenu de manière étrange pour améliorer les conditions de vie de Shirazi et ce comportement considéré comme « inapproprié », voir suspect, lui a coûté une belle promotion.

En quelques années, l'organisation de « Rico » s'est taillée une place de choix au sein du milieu israélien. À Netanya, dans la région de Tel-Aviv, mais également dans le sud d'Israël où elle dispose de solides relais. Entre autres, celui de Hagaï Zagouri, un truand bien implanté et connu pour avoir, en 2006,

tenté d'acheter des joueurs du club de football Hapoel Beer Sheva. Donc de truquer les rencontres sur lesquelles d'importantes sommes avaient été misées.

Dans le collimateur de la section anti-fraude de la police de Beer Sheva depuis lors, Zagouri et trente-deux complices sont interpellés le 27 janvier 2010 au cours d'un vaste coup de filet organisé en collaboration avec l'administration fiscale. Une opération qui concrétise un peu plus de deux ans d'enquête clandestine, de filatures et d'écoutes téléphoniques. L'acte d'accusation ? Sévère. Blanchiment, racket, fraude, et surtout l'assassinat d'Eli Uzan, un ancien joueur de football professionnel sélectionné dans l'équipe nationale israélienne au début des années quatre-vingt.

Dans cette affaire, la *PNI* dispose d'un « témoin d'État » en la personne de Yaniv Boulbil, le spécialiste des affaires économiques de l'organisation qui conseillait ses membres en matière d'investissement. « Retourné » en échange de l'impunité, le « repenti » a révélé les secrets de ses anciens amis. Que Zagour contrôle une quinzaine de salles de jeux clandestines générant environ cinq millions d'euros par an, nets d'impôts. Que l'organisation est impliquée dans des trafics de boissons alcoolisées, de cigarettes et de stupéfiants, ainsi que des prêts au taux usuraire de 128 % par an.

À en croire Boulbil, le footballeur Eli Uzan aurait emprunté de l'argent à Zagouri mais aurait « oublié » de le rembourser, ou n'y serait pas parvenu en raison de la charge de l'intérêt élevé. Le 23 novembre 2009, son cadavre a été retrouvé au volant d'un véhicule lui-même encastré dans un poteau électrique.

Accident ? C'est ce que tout le monde a cru a priori, jusqu'à ce que l'autopsie démontre qu'on lui avait tiré dessus avant que sa voiture ne percute un obstacle.

En mars 2010, Zagouri et certains de ses soldats interpellés quelques semaines plus tôt ont donc été mis en examen pour meurtre, tentative de meurtre, extorsion et blanchiment.

Neuf d'entre eux, dont leur chef, ont ensuite conclu un accord de « plaider coupable » avec le parquet. Détenu dans la section spéciale de la prison d'Eshel, placé sous haute surveillance et interdit de communications téléphoniques, Zagouri n'a plus fait parler de lui depuis lors. Sauf lorsque Gershon Barzin, l'un des gardiens, a été inculpé en juillet 2015 pour avoir vendu divers articles aux détenus.

Car l'enquête a démontré que le ripou comptait Zagouri parmi ses clients. Il lui a notamment fourgué un lot de DVD porno au prix de 200 euros ainsi qu'un smartphone lui permettant de rester en contact régulier avec les membres de sa bande toujours en liberté.

Tout vient à point qui sait attendre

« Rico » Shirazi a réussi à éviter les foudres de la justice pendant de nombreuses années. Mais tout à une fin. Grâce au « témoin d'État », la *PNI* a constitué un dossier solide contre lui.

Certes, elle n'a pas obtenu qu'il soit mis en examen en tant chef d'une organisation criminelle mais il a, le 1er novembre 2015, été inculpé pour fraude fiscale et blanchiment à concurrence de six millions d'euros : huit ans de prison.

En réalité, les enquêteurs sont persuadés que le montant de la fraude imputée à « Monsieur Rico » est beaucoup plus important mais ce qu'ils ont découvert et établi de façon certaine avec l'aide des services spécialisés de l'administration fiscale suffit amplement à convaincre le tribunal de district de Tel-Aviv, qui l'a condamné à huit ans de prison le 7 décembre 2015.

Grosso modo, l'acte d'accusation (l'équivalent israélien du réquisitoire) présenté par le parquet au tribunal de district de Tel-Aviv décortiquait jusque dans le moindre détail la manière avec laquelle le condamné et ses complices accordaient des prêts à des taux usuraires avant de blanchir l'argent extorqué grâce à des activités commerciales fictives et à des factures bidon.

Peu après l'arrestation de Shirazi, le parquet lui a proposé un *plea bargain* qui aurait limité sa peine à quatre ans et demi de prison mais son « client » l'avait refusé avec mépris parce qu'il était trop sûr de lui. Il pensait avoir, pendant ses premiers jours de détention, réussi à faire disparaître sa comptabilité secrète cachée par une table en bois massif trônant au milieu de son luxueux appartement d'Herzliya Pitouah. Or, ce n'était pas le cas car les enquêteurs étaient bien informés sur la cache : ils avaient perquisitionné son domicile lorsque les documents – parfois imprimés et parfois manuscrits – s'y trouvaient encore.

Les flics ne les ont pas emportés : ils se sont contentés de les photographier et photocopier et de faire authentifier ces reproductions avant de les remettre en

place.

Plus tard, lorsqu'ils ont de nouveau perquisitionné dans l'appartement de Shirazi situé dans une résidence de la marina d'Herzliya, le suspect a prétendu qu'il n'avait rien à cacher et c'est alors qu'ils lui ont mis sous les yeux la copie certifiée conforme de sa comptabilité secrète.

Un gros moment de solitude pour « Monsieur Rico ». Et un passeport pour un long séjour en prison puisqu'il sera condamné à 13 ans de prison.

Pendant sa détention, Shaï Shirazi, le « petit prince de sa vie » avec lequel il s'entretenait tous les jours par téléphone, a fort logiquement tenté de reprendre les affaires paternelles. Mais il n'était pas de taille. Il a en tout cas été abattu le 7 mai 2016 alors que sa voiture attendait à un feu rouge de la banlieue nord de Tel-Aviv. Le tueur présumé a été arrêté quelques jours plus tard : il s'agit de Michaël Levy, un petit malfrat auquel « le petit prince » devait de l'argent.

62. Durant l'enquête sur la guerre entre les Aboutboul et les Shirazi, la *PNI* a enregistré des heures de conversations téléphoniques. Entre les responsables des deux organisations ennemies, mais également entre leurs soldats dont certains gardaient le contact tout en appartenant à des clans opposés. Avi Aboutboul discutait ainsi au téléphone avec le fils de « Rico ». Ils comparaient les mérites de leurs avocats et se filaient des tuyaux relatifs à ceux qui acceptaient ou non « d'effectuer les commissions ». C'est-à-dire de transmettre des messages et de faire entrer en prison des objets interdits.

63. Que ce soit devant les juges ou lorsqu'il croise des chroniqueurs judiciaires, Arieh Shirazi refuse obstinément de parler de quoi que ce soit. La seule fois où il a accepté de fournir des informations circonstanciées, c'était pour aider à la défense de son fils accusé de meurtre.

64. Témoignage de l'intéressée au micro de *Kol Israël*.

XII

Le parrain en kippa

La rivalité entre la famille Aboutboul (lorsque cette dernière était au faîte de sa puissance) et l'organisation de Shirazi (avant que celle-ci subisse les foudres de la justice) s'est exacerbée au début des années 2000. Dix ans plus tard, en 2010, la *PNI* qui redoutait de nouveaux règlements de comptes a interpellé « Rico » et quelques-uns de ses hommes. Pour rien. Dans le seul but de les sortir du jeu afin de faire retomber la tension : le « *cooling down* ».

Dans la foulée, les enquêteurs ont convoqué Shalom Domrani, le chef de la plus importante organisation mafieuse du sud d'Israël qui avait lui aussi intérêt à affaiblir les Aboutboul. Et qui s'appuyait sur Shirazi pour y arriver.

Né en octobre 1974 d'un père originaire d'Éthiopie et d'une mère blanche, Domrani a grandi à Ashkelon où les enfants de son quartier le surnommaient « le Nègre » en raison de sa couleur de peau café au lait.

Pour l'anecdote, on retiendra que Yohanan Danino, le futur commissaire général de la *PNI* parti à la retraite en juillet 2015 en laissant la police dans un très mauvais état, habitait dans le même quartier que le futur truand. Et que les deux garçons se sont sans doute croisés avant de se revoir plus tard, en face-à-face dans la salle d'interrogatoire d'un commissariat.

Généralement décrit comme un enfant « ouvert et souriant », Shalom Domrani a grandi dans un milieu difficile. Zacharia, son père toxicomane, gérait un « guichet ». Une station de distribution » pour les autres drogués du quartier. Bref, il dealait. A grande échelle. En outre, il battait Iris, son épouse, qui a finalement divorcé en obtenant la garde de Shalom alors âgé de seize ans, ainsi que de sa sœur plus jeune de deux ans.

C'est alors qu'a débuté la carrière criminelle de celui que ses pairs allaient ensuite surnommer « le parrain en kippa ».

Entre 1990 et 1992, Domrani a été arrêté à onze reprises pour cambriolage vol, atteinte à la propriété et violences. En 1996, il a également écopé de cinq ans

pour trafic d'héroïne puis, plus tard, d'une peine dix ans pour des faits de violences.

Aujourd'hui marié à Ofra, Shalom Domrani est domicilié à Otzem, un « *moshav* », un village agricole, proche de la bande de Gaza. Une villa, une maison d'intendance- avec piscine et un vaste parking entourés d'une muraille : selon les normes israéliennes, il s'agit incontestablement d'un beau domaine. Sauf que les époux Domrani ont eu tendance à s'approprier du terrain qui ne leur appartient pas. En 2013, une régie publique ad hoc a d'ailleurs entamé une procédure pour récupérer l'usage des terrains publics et en juillet 2015, les deux époux ont reconnu leurs torts en acceptant de verser un loyer rétroactif de vingt mille euros.

Faute d'être entouré d'amis sincères, le « parrain en kippa » ne renie pas son père trafiquant. Mieux : il lui voue un culte qui se concrétise par un mausolée érigé au-dessus de sa tombe.

Désormais considéré comme une figure incontournable de la criminalité organisée, Domrani fait peur à beaucoup de monde. Durant l'une de ses innombrables périodes d'incarcération pour trafic de stupéfiants, l'administration pénitentiaire l'a ainsi enregistré alors qu'il menaçait un débiteur à partir du téléphone public de la prison. « Quand je sortirai d'ici, je t'arracherai la tête avec mes mains et te l'enfoncerai dans le cul », lui a-t-il dit. « Et si tu continues à pleurnicher comme une fiotte, je te baiserai ».

Le paradis de la ménagère

L'ombre de Shalom Domrani plane sur de nombreux commerces illégaux dans le sud d'lsraël : le trafic de stupéfiants, les carrières de sables de clandestines, la « protection » de chantiers de construction, ainsi que le contrôle des plages et des « *shouk* » (marchés).

En Israël, ces derniers représentent une opportunité d'affaire importante pour les organisations criminelles. Parce qu'ils sont fréquentés quotidiennement par des dizaines de milliers de personnes attirées par des produits plus frais, de meilleure qualité et nettement moins chers que dans les supermarchés. Et que cette clientèle dépense beaucoup, en liquide, sans exiger de reçu.

Outre le blanchiment et la fraude fiscale, l'affluence permanente de ménagères à l'affût de bonnes affaires permet de couvrir de nombreux trafics.

Ces dernières années, Itzhak Aberjil, Avi Rouhan et Shalom Domrani ont constitué une sorte de cartel visant à prendre le contrôle des marchés les plus importants. Ceux de Rishon-le-Tzion et Petah Tikvah, entre autres,

« Apparenté à l'organisation Domrani » selon la *PNI*, du moins « protégé » par lui, l'homme d'affaires Dany Dahan a ainsi lancé la marque « Le shouk de Ramla-Lod », une entreprise gérant une vingtaine de marchés sur l'ensemble de l'État hébreu.

Coïncidence ? Les plus grands noms de la criminalité blanc-bleu ont investi dans ce projet qui a débuté modestement, il y a une vingtaine d'années dans la petite ville de Kyriat Gat.

Afin d'assainir le secteur, la police israélienne a suspendu le permis de gérer des « *shouk* » accordé à Dahan mais ce dernier a entamé une procédure judiciaire pour le récupérer. Ce qui n'est pas acquis au moment où ces lignes sont écrites.

L'ami des vedettes

Lorsqu'on le rencontre pour la première fois, Shalom Domrani donne franchement l'impression d'un rustre. D'un lourdaud peu préoccupé par ceux qui l'entourent. Mais ce n'est qu'une apparence car l'homme est un finaud. Son avocate affirme en tout cas qu'il est « doué d'un grand sens de l'humour » et certains de ceux à qui il a eu à faire jurent qu'il sait se montrer attentionné. Du moins, lorsqu'il est de bonne humeur et que son interlocuteur n'est pas un concurrent potentiel…

Enrobé, joufflu, plutôt calme, le « parrain en kippa » cherche à adoucir son image de mafieux en se présentant comme un « homme d'affaires ». Par l'intermédiaire de son épouse, il contrôle d'ailleurs plusieurs sociétés parfaitement légales, payant les impôts et les charges sociales rubis sur l'ongle. Parmi celles-ci, un PME de distribution de vins, alcools et spiritueux aux pubs, bar et hôtels ; un magasin de fruits et légumes dans le souk de Tzrifin, ainsi qu'une boulangerie.

En outre, Domrani se targue d'être l'agent de quelques figures du show-business local dont Margarit Za'anani, surnommée « Margol », une chanteuse orientale fort populaire[65]. Étrange ? Pas vraiment. Car en Israël, les chanteurs orientaux ont toujours entretenu de bonnes relations avec les milieux criminels. Entre 1948 et le milieu des années quatre-vingt, les premiers étaient en effet considérés comme des artistes de deuxième catégorie. Ils étaient interdits d'antenne sur « Kol Israël » et sur la télévision d'État, les seuls médias électroniques alors autorisés. Quant aux grandes maisons de disques, elles ne s'y intéressaient pas.

Issus des mêmes quartiers pauvres et délaissés par le pouvoir *ashkénaze* que les futures grandes figures criminelles, utilisant les mêmes codes et le même langage qu'eux, les artistes orientaux se sont naturellement tournés vers leurs amis pour commencer leur carrière musicale. Ils ont trouvé une oreille d'autant plus compatissante qu'ils partageaient tous les mêmes sentiments d'aigreur et de frustration envers « l'élite ».

Dans le courant des années 1960-1970, Touvia Oshri, l'un des grands noms de la criminalité de l'époque dont nous avons évoqué les relations avec l'ex-général Rehavim Zevi au début du livre, finançait l'achat de matériel pour les artistes débutant. À la condition qu'ils soient séfarades et qu'ils viennent jouer gratuitement durant les fiestas qu'il organisait pour le « tout Tel-Aviv » et pour les généraux de Tsahal.

À la même époque, de nombreux artistes orientaux de renom ont fait leurs premiers pas à « l'Ariana », un cabaret de Jaffa tenu par la famille Gavrieli et dont nous reparlerons plus longuement par la suite. D'autres ont débuté au ainsi qu'au « Flaka » et au « Barvaz » (Canard), deux clubs de nuit gérés par les frères et sœurs Alperon, une famille mafieuse dont nous examinerons également les activités.

C'est dans ces établissements – et surtout au « Barvaz » – que Zohar Orkabi, alias « Zohar Argov », un jeune chanteur originaire d'un quartier pauvre de Rishon-le-Tzion, a commencé une carrière qui allait se terminer en 1987 par une overdose à l'héroïne.

Aujourd'hui, surnommé « HaMelekh » (le Roi), Argov est devenu à titre posthume la figure emblématique et la superstar incontestée de la musique orientale. Les milliers de fans qu'il compte encore dans l'État hébreu ne savent

cependant pas que son premier album a été produit par la famille Alperon et que Shoshana Alperon lui servait de « conseillère » au moment où sa carrière prenait de l'ampleur.

La baraka du parrain

Mais revenons à Shalom Domrani. Pour ce que l'on en sait, ses relations avec « Margol » n'étaient pas poussées. Il a semble-t-il été sollicité comme « juge de paix » dans le cadre d'un litige qui opposait la chanteuse à son producteur. Cette dernière jure en tout cas qu'elle n'entretient aucune relation avec criminalité organisée et que l'intervention de Domrani dans son litige professionnel était purement fortuite.

De fait, pour le « parrain en kippa », la protection bienveillante on qu'il accordait à Margol ne coûtait pas cher. Et elle ne lui servait qu'à redorer son blason, puisqu'il vaut mieux être présenté comme un « ami des artistes » que comme un trafiquant de drogue sans scrupule.

Cette apparence respectable n'empêchait cependant pas Shalom Domrani d'agir avec brutalité et de régler les conflits avec ses rivaux et concurrents à coups de 9 mm et de voitures piégées. Quant à ses nombreux ennemis, ils ne se sont pas privés de rendre coup pour coup.

Le 2 juin 2003, assigné à résidence par la justice, « l'homme d'affaires » d'Otzem est convoqué au palais de justice de Beer Sheva pour entendre statuer sur l'un des nombreux dossiers dans lesquels il est impliqué. Il se déplace avec prudence et rase les murs. Mais ses ennemis sont informés. Des tueurs l'attendent donc à l'intérieur du bâtiment et tentent de le surprendre à la sortie de l'un des ascenseurs. Un plan bien conçu mais mal exécuté puisque les « liquidateurs » se trompent de porte d'ascenseur et ouvrent le feu sur un justiciable ressemblant vaguement à leur cible. Grosse bavure, l'homme en question encaisse quatre balles.

La baraka du « parrain en kippa » lui colle à la peau. Dans la nuit du 20 au 21 juillet 2003, à Ashkelon, Shalom Domrani a rendez-vous avec Yaniv Revah, l'un de ses hommes de confiance dans la ville. La rencontre se déroule sans incidents mais dure moins longtemps que prévu. Après avoir déposé son patron, Yaniv Revah croise une autre de ses relations et l'embarque dans sa voiture pour

faire la causette. C'est sur ce passager-là que deux exécuteurs surgis de nulle part ouvrent le feu en croyant éliminer leur cible.

Encore une bavure, que la *PNI* n'a pas eu beaucoup de mal à décortiquer puisque « le parrain en kippa » et certains de ses rivaux réels ou supposés étaient placés sur écoute téléphonique de longue date. Cette fois, l'attentat avait été planifié par Michel et Igal Janot, deux truands locaux avec lesquels Domrani était en guerre pour le partage des carrières clandestines de sable qui pullulent de la région.

Shalom contre Shlomo

La dernière tentative connue de « liquidation » de Domrani s'est déroulée le 9 octobre 2012. Ce jour-là, un commando de quatre hommes opérant dans le meilleur style hollywoodien a tenté de défoncer la porte de sa villa à l'aide d'un bulldozer sur la pelle duquel était juché un homme armé… d'un lance-roquettes. Les attaquants voulaient tout simplement pulvériser la maison et tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur. Un *modus operandi* audacieux et inédit dans les annales du milieu israélien, qui en a pourtant vu beaucoup d'autres…

Certes, l'opération a échoué, mais il s'en est fallu de peu. Sur les conseils insistants de son entourage et des enquêteurs qui redoutaient un nouveau bain de sang embrasant les villes du sud d'Israël, Domrani a alors décidé de s'aérer à l'étranger. Il s'est envolé à destination du Maroc où les tueurs lancés à ses trousses avaient peu de chances de le retrouver. Quant à la *PNI*, elle n'a pas tardé à identifier deux des membres du commando au bulldozer. Des tueurs professionnels liés à la famille Aberjil.

Parmi les nombreux ennemis de Domrani figurent les frères Benny et Shalom Shlomo, deux de ses anciens lieutenants qui ont profité des séjours en prison de leur ancien patron pour tenter de restreindre son influence sur le sud de l'État hébreu.

Les frères Shlomo sont des figures montantes de la criminalité blanche et bleue. Du moins, ils l'étaient jusqu'au 19 septembre 2015. Car ce jour-là, Shalom (37 ans) a été abattu à bout portant vers quatre heures matin alors qu'il se trouvait sur le siège passager de sa Skoda Octavia blanche à vitres teintées et que son chauffeur se préparait à parquer le véhicule dans le garage de sa villa.

L'attaque s'est déroulée en quelques secondes. Le tueur attendait dans l'ombre et Shalom Shlomo n'avait aucune chance de s'en tirer. Un coup de Domrani ? Le chauffeur et seul témoin de cette élimination professionnelle a été immédiatement interpellé par les enquêteurs mais il a toujours refusé de raconter ce qui s'est passé.

Pourtant, les deux frères Shlomo et leur ancien patron étaient inséparables jusque dans les années 2010-2013. Mais les ennuis judiciaires récurrents du « parrain en kippa » les ont convaincus qu'ils avaient une carte à jouer pour s'imposer sur le marché des dépôts privés d'immondices dont Domrani est un acteur important dans le sud d'Israël.

En 2013, les deux frères ont donc jeté les bases de leur propre organisation en emmenant plusieurs anciens lieutenants et hommes de main de Domrani. Ce faisant, ils ont déclenché une guerre maffieuse sans pitié – au moins sept morts – puisque le « parrain en kippa » n'est pas du genre à se laisser détrôner sans réagir.

Duo de choc

Benny Shlomo, alias le « Computer » ou « HaCombinator » (le Combinard), et son frère Shlalom ont toujours donné l'impression d'être des gens affables et polis. Des trentenaires à l'allure de cadres moyens qui n'élèvent jamais le ton quand ils parlent. Pourtant, c'étaient des durs formant un duo de choc. Des gens aussi implacables que celui dont ils briguent la place.

Né à Haletz, un petit *moshav* proche de la bande de Gaza où il réside toujours actuellement, Benny Shlomo a d'abord passé sa jeunesse à Rehovot. Là, il s'est acoquiné avec les frères Amos et Ofir Lavi qui vont, nous le verrons plus loin, également jouer un rôle dans cette histoire.

Benny Shlomo était l'élément dominant du duo qu'il formait avec son frère. Avant de devenir un lieutenant de Domrani et de le quitter pour devenir son ennemi juré, il avait déjà été condamné à plusieurs reprises pour violences et pour port d'arme prohibée.

Le palmarès criminel des deux frères vaut son pesant d'années derrière les barreaux. Au début de 2014, le « Combinard » et son frère ont ainsi été arrêtés pour avoir tenté de racketter un négociant en pièces de voitures usagées.

Quelques mois plus tard – en septembre – la *PNI* a perquisitionné au domicile familial des deux frères ainsi que de leurs complices. D'importantes sommes d'argent liquide ainsi que de la cocaïne ont été saisies.

Alors qu'ils étaient emprisonnés dans des établissements séparés et pour motifs différents, Domrani et les frères Shlomo ont en tout cas poursuivi leur guerre impitoyable commencée en 2012-2013 pour le contrôle des grandes villes du sud de l'État hébreu.

Dans le cadre de cette rivalité sanglante, des voitures piégées ont explosé en série à Ashdod et à Ashkelon. Des hommes appartenant aux deux organisations ennemies y ont perdu la vie.

Shalom Domrani a été libéré en janvier 2015 et Benny Shlomo quinze jours plus tard. En mars, deux hommes du « parrain en kippa » ont été arrêtés alors qu'ils se préparaient à activer une voiture explosive en face d'une synagogue de Kyriat Gat fréquentée par le « Combinard ».

Le lieu de culte était bondé à l'occasion du shabbat car la population de cette ville est croyante. Pratiquante en tout cas.

Selon la technique fréquemment utilisée au Liban par le Hezbollah et par Daesh dans les zones d'Irak et de Syrie qu'il contrôle, le véhicule avait été préparé pour faucher tout le monde et provoquer l'effondrement du bâtiment. Son dispositif comprenait une bonbonne de gaz de 12 litres reliée à un détonateur et un jerrycan contenant vingt litres d'essence. Les portes de la voiture étaient bourrées de clous rouillés, de boulons, de billes et de petites pièces de métal coupantes comme une lame de rasoir.

Si cet attentat avait réussi, il aurait sans doute été le plus meurtrier de l'histoire de la criminalité organisée israélienne. En tout cas, il aurait marqué une étape importante. La *PNI* a toujours refusé d'expliquer comment elle a découvert la voiture et arrêté les hommes de Domrani, parmi lesquels le bras droit du parrain Shaï Ben Amo (36 ans) au moment où ils allaient passer à l'action. Il nous revient cependant que la police disposait d'un agent infiltré dans l'organisation du « parrain en kippa » et qu'il s'agissait d'une femme. Plusieurs semaines avant la date de l'attentat, celle-ci a informé ses supérieurs qu'une voiture piégée était en préparation dans le *moshav* Zohar et tous les suspects ont été placés sous surveillance.

Sous le soleil d'Eilat

La « guerre du sud » opposant Shalom Domrani aux frères Shlomo est emaillée de nombreux incidents, de batailles rangées pour le contrôle de restaurants opérant illégalement sur les plages d'Ashdod et d'Ashkelon, pour le développement du trafic de sable volé sur les plages et revendu aux fabricants de béton, ainsi que de nombreuses menaces, d'explosions et de mitraillages.

Tout porte cependant à croire que l'OPA des frères Shlomo sur l'organisation du « parrain en kippa » a échoué. Certes, après l'assassinat de son frère, Benny Shlomo a tenté de s'imposer seul en usant de la force pour prendre le contrôle de commerces et de restaurants contrôlés par Domrani. Mais il s'est heurté à un mur. Le 29 janvier 2016, lui et trois ses lieutenants ont en tout cas été arrêtés à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv alors qu'ils tentaient de quitter l'État hébreu. Immédiatement déférés devant un juge, ils ont été inculpés de tentative de chantage et d'extorsion.

Dans cette spirale de la violence, un homme a joué un rôle important. Il s'agit de d'Eddy Makhlouf, alias « l'Ingénieur », un spécialiste de l'armement qui fournissait l'organisation de Domrani en bombes sophistiquées. Arrêté à la fin de 2014 alors qu'il était en train d'installer l'un de ses engins, il a été jugé le 1er juillet 2015 et condamné à trois ans de prison. Une peine relativement clémente.

Pour le soutenir dans son offensive contre ses concurrents, le « parrain en kippa » pouvait – et peut encore – compter sur les frères Ofir et Amos Lavi. Deux truands locaux liés aux frères Shlomo durant leur adolescence mais qui s'y sont ensuite opposés pour de sombres questions d'argent.

Le premier des frères Lavi est surnommé « l'Italien », et le second le « Petit ». Pourtant, Amos est bien le cerveau de ce duo de racketteurs qui s'est replié sur la station balnéaire d'Eilat pour échapper aux projets de « liquidation » ourdis contre eux par les frères Shlomo.

Une fois sur place, « l'Italien » et le « Petit » se sont associés à des truands locaux dans le cadre de différentes affaires de prêts sur le « marché gris ». Ils ont également été inculpés pour avoir tenté de faire chanter David C., un homme d'affaires français propriétaire d'une plage privée qu'une call-girl à l'air innocent avait fort opportunément été chargée de séduire.

Toujours à Eilat, les frères Lavi ont tenté de faire assassiner pour le compte de Domrani un certain Eyal Nagar, un ancien soldat d'Itzhak Aberjil qui avait préparé la « liquidation » des frères Lavi après être passé dans le camp des frères Shlomo.

L'appétit du « Boss »

Arguant de la protection de Shalom Domrani, les frères Lavi n'ont pas eu beaucoup de mal à créer leurs propres réseaux à Eilat. En mars 2014, la *PNI* qui les soupçonnait de trafic de stupéfiants à Eilat et de trafic d'animaux dans d'autres villes d'Israël a en tout cas lancé une grande opération visant leur organisation : une quinzaine de perquisitions ont été effectuées et d'importantes sommes d'argent liquide ont été saisies.

Les frères Lavi font partie de cette nouvelle génération de truands aux dents longues qui éclôt dans le sud de l'État hébreu et qui étend son influence à l'ensemble du pays en profitant de la guerre des chefs et du fait que ces derniers passent des périodes de plus longues en prison.

Parmi les nouveaux venus promis à un grand avenir criminel figure Moshé Rubin, un trentenaire que ses hommes et ceux qu'il rackette surnomment le « Boss ».

Au moment où ses lignes sont écrites, sa zone d'influence s'étend aux endroits où les hommes de Shalom Domrani n'opèrent pas. Ou plus. Mais les dents du « Boss » raclent le parquet et les analystes de la *PNI* sont persuadés qu'il ne se contentera pas de si peu.

À l'instar des « grands », Rubin opère dans sur le « marché gris » ainsi que dans les paris sportifs, fort prisés dans des villes telles Beer Sheva et Ashkelon.

Pour aider à son développement, le « Boss » a obtenu, moyennant un pourcentage des recettes, la bénédiction du « parrain » de Beer Sheva Hagaï Zagouri, alias « Nivi ».

Ce dernier n'est pas un inconnu puisque nous avons évoqué au chapitre précédant ses relations avec « Rico » Shirazi ainsi son implication dans les paris sportifs truqués.

Quoi qu'il en soit, Rubin a longtemps été son homme de confiance avant de prendre son indépendance au moment où son ancien patron était emprisonné.

Incapable de gérer ses affaires comme il le souhaitait, « Nivi » a donc accepté le deal proposé par le « Boss ». De toute façon, il ne pouvait pas faire autrement. En novembre 2014, la *PNI* a en tout cas réussi à faire inculper Rubin et cinq de ses hommes pour extorsion, violences et gestion d'une organisation criminelle.

L'argent à tout prix

Faire la guerre à ses ennemis c'est bien, mais il faut la financer et surtout ne montrer aucun signe de faiblesse. Indépendamment de leurs opérations contre les frères Shlomo, les hommes de Shalom Domrani vaquent aussi aux occupations « ordinaire ». En 2014, une dizaine d'entre eux a ainsi comparu pour avoir détourné environ dix-huit millions d'euros par l'intermédiaire de sociétés fictives qui fraudaient également le fisc.

Le 24 juin 2015, trois hommes de main ont été arrêtés par le *Yamar* et rapidement inculpés de racket avec violence. L'un d'entre eux – le chef du commando – est d'ailleurs passé aux aveux complets en devenant témoin d'État. Il a reconnu avoir incendié la totalité des aubettes et du matériel de plage de d'Ashkelon sur ordre de Sharon Kadosh, un protégé de Domrani.

Figure locale, Kadosh s'était imposé comme le "patron" des plages d'Ashkelon en y louant illégalement des chaises, des parasols et des fauteuils tout en prélevant une dîme sur les aubettes voisines. Montant de la recette ? Environ dix mille euros (nets d'impôts) par week-end.

Emprisonné pendant un an, il a donc été contraint d'abandonner son *business* et le nouveau maire Itamar Shimoni (divers-droite) en a profité pour lancer un appel d'offres en bonne et due forme.

Dans cette affaire, le maire a beau rôle mais pas dans d'autres. On se souviendra en tout cas qu'il a été arrêté le 5 janvier 2016 pour avoir harcelé sexuellement plusieurs de ses employées municipales et violé au moins l'une d'entre elles dont il a acheté le silence grâce à l'argent des pots-de-vin que lui versait un entrepreneur immobilier.

Revenons maintenant au cas de Kadosh, qui n'a évidemment pas supporté d'être évincé. Encore dans les formes légales.

Avec l'accord de Domrani, il a donc formé un commando avec deux complices chargés de pratiquer le politique de la terre brûlée sur la plage d'Ashkelon.

Plusieurs autres enquêtes relatives au « parrain en kippa » et à ses hommes de main sont encore en cours au moment où ces lignes sont écrites. Elles concernent la zone touristique d'Eilat où l'organisation de Domrani et celle d'Itzhak Aberjil se disputent l'approvisionnement des grands hôtels par le biais d'entreprises ayant pignon sur rue.

Bien sûr, ces entreprises présentent toutes les apparences de la légalité. Sauf qu'elles fourguent leur marchandise un peu plus cher que leurs concurrentes et que leurs clients hôteliers n'ont pas intérêt à acheter ailleurs s'ils veulent éviter les ennuis…

« Chico » et les nettoyeurs

À l'instar de ses rivales, l'organisation de Domrani fait feu de tout bois pour se financer. Le 8 avril 2015, Chico Dahan, son « trésorier », et plusieurs de ses « soldats » ont ainsi comparu devant le tribunal d'Ashkelon pour s'entendre signifier leur inculpation pour cambriolage.

Avec l'aide de son fils âgé de vingt-quatre ans, le principal inculpé repérait les villas cossues d'Ashkelon, les surveillait pour connaître les habitudes des propriétaires et envoyait une équipe opérationnelle « nettoyer » l'immeuble lorsque ces derniers étaient absents.

Pendant le cambriolage, des guetteurs à moto surveillaient les environs. Ils ne manquaient manifestement pas de travail puisque l'équipe opérationnelle "visitait" deux à trois propriétés par semaine.

À quoi servait l'argent ? À faire vivre tout ce petit monde bien sûr, mais également à acheter des armes et des explosifs destinés à éliminer les ennemis de l'organisation. À commencer par les frères Shlomo.

L'arrestation de Chico Dahan est un coup dur pour le « parrain en kippa ». En octobre 2013, ce fidèle parmi les fidèles de Domrani avait déjà été interpellé avec cinq complices dans le cadre d'une enquête sur l'explosion d'une voiture piégée à Ashkelon (un mort).

Faute de preuves, Dahan avait été relâché un peu plus tard. Mais la *PNI* l'a toujours tenu sous surveillance. C'est par le biais d'écoutes téléphoniques que les enquêteurs ont découvert l'existence des équipes de cambrioleurs.

Parce qu'elle tente de contrôler la plage d'Ashkelon – donc les restaurants, les bars et les clubs qui s'y trouvent – l'organisation de Domrani est soupçonnée de vouloir attenter à la vie du maire de la ville Itamar Shimoni ainsi qu'à celle de ses proches.

Depuis lors, l'élu vit en tout cas sous protection rapprochée. Il est d'autant plus menacé qu'il a publié plusieurs arrêts ordonnant la fermeture et la destruction au bulldozer de commerces de plage fonctionnant sans autorisation administrative et reliés de manière pirate aux réseaux d'eau et d'électricité. Des commerces qui ne payent aucune taxe locale et encore moins l'impôt sur le revenu des sociétés. [66]

Le 24 juin 2015, Sharon Kadosh, un lieutenant du « parrain en kippa », et deux de ses hommes ont été arrêtés pour avoir menacé un loueur de fauteuils et de matelas de plage qui avait remporté le plus légalement du monde l'appel d'offres lancé par la municipalité.

Or, les amis de Domrani visaient également ce marché. Ce qui explique peut-être les quatre cents fauteuils et matelas du lieu ont brûlé dans la nuit du 10 mai 2015.

Monsieur « Bon offices »

Jusqu'à « l'affaire Margol », le nom du Shalom Domrani n'était pas très connu du public israélien. En tout cas, les chroniqueurs ne le considéraient pas comme un « grand nom » de la criminalité organisée. Mais les déboires de la chanteuse suivis par l'attaque au bulldozer l'ont propulsé au premier rang de l'actualité judiciaire. En creusant, les journalistes d'investigation ont découvert que Domrani avait des entrées partout, que son influence s'étendait à la moitié du pays et que cet ex-cambrioleur était déjà considéré comme un « sage ». Un « juge de paix » arbitrait des conflits commerciaux pour politique en usant de son aura criminelle.

En mai 2014, Shalom Domrani a de nouveau bénéficié d'une large exposition médiatique après avoir été condamné à quinze mois de prison pour avoir, en 2013, interféré de manière directe dans le processus électoral en cours à Netivot, une petite ville de vingt-cinq mille habitants proche d'Ashkelon.

Cette peine relativement modeste, le « parrain en kippa » l'a négociée avec le parquet en échange d'aveux partiels. Et étonnants. En effet, dans le cadre de la

campagne municipale de 2013, Yehiel Zohar, le maire en place depuis des années, voyait son leadership contesté par un certain Eyal Messika, l'étoile montant de la politique locale.

La majorité de la population de Netivot est séfarade, d'un niveau économique modeste, et fort pratiquante. La ville passe d'ailleurs pour un « centre spirituel et religieux » en raison de l'installation dans ses murs d'une des Abou Hatzera, une dynastie de rabbins originaire du Maroc. La tombe de « Baba Salai », l'une des figures les plus connues de cette dynastie, est d'ailleurs un lieu de pèlerinage fréquenté annuellement par des dizaines de milliers de fidèles.

Au nom du rabbin

Quoi qu'il en soit, il est impossible de percer à Netivot sans porter une kippa et sans avoir rallié l'une ou l'autre figure religieuse influence. À l'occasion des municipales de 2013, Yehiel Zohar était donc soutenu par le rabbin Yoram Aberjil alors que son challenger pouvait compter sur Yaakov Ifergan, un rabbin aux pouvoirs prétendument miraculeux que ses ouailles surnomment « Roentgen » en raison de son regard « pénétrant comme un rayon X ».

Le fait que ces deux rabbins se retrouvent dans des camps opposés n'est pas étonnant puisqu'ils sont rivaux de longue date. Ils se haïssent et disposent chacun de leurs propres institutions ainsi que de leurs propres filières de récolte de fonds. Celles-ci leur permettent de brasser d'énormes sommes d'argent sans aucun contrôle de l'État.

En 2012, le mensuel *Forbes* a d'ailleurs classé « Roentgen » à la sixième place sur la liste des rabbins israéliens les plus riches avec une fortune estimée à plus d'un milliard de dollars.

La plupart des rabbins influents d'Israël sont basés dans le sud du pays. Plus loin dans cet ouvrage, nous nous intéresserons d'ailleurs plus spécifiquement à l'un d'entre eux : Yeshayahou Pinto, un homme aux multiples relations douteuses.

Entourés de leur cour, ces rabbins reçoivent en tout cas régulièrement la visite de personnalités politiques de premier plan, de généraux de Tsahal, de P.-D.G. connus qui leur demandent conseils en échange de « dons pour les œuvres sociales ».

En soutenant un candidat à la mairie, Yoram Aberjil et Yaakov Ifergan savaient qu'en cas d'élection, leur poulain renverrait l'ascenseur durant la durée de son mandat. En nommant des proches dans l'administration municipale et en accordant de généreux subsides.

Durant la campagne, redoutant de voir chanceler le fauteuil de Yehiel Zohar, le rabbin Aberjil s'est adressé à Shalom Domrani en lui demandant d'aider « son » candidat à rester en place. Ce que le « parrain en kippa » a fait en passant des coups de fil menaçant et en demandant à certains de ses hommes de faire la même chose.

La vieille du scrutin, Shalom Domrani a d'ailleurs rencontré le rabbin Ifergan, la caution spirituelle d'Eyal Messika, afin de faire pression. Mais rien n'a jamais filtré de ce que les deux hommes se sont dit.

Peu avare de ses efforts, le « parrain » a également été en contact avec Bruria Zvuloni, la sœur d'Ifergan. Celle-ci s'est arrogé le titre de « rabannit » (rabbin au féminin) qui n'existe pourtant pas dans la tradition orthodoxe juive. Mais peu importe, là où il y a de la gêne il n'y a pas de plaisir et ce titre lui donne de l'influence. Aux yeux d'une population pieuse et crédule, les « pouvoirs » de son frère rejaillissent sur elle. Ce qui explique peut-être pourquoi elle figurait aussi la liste de *Forbes*. Mais en treizième place, avec vingt millions de dollars « à peine ».

Bruria Zvuloni connaissait Shalom Domrani de longue date. À l'époque, elle était d'ailleurs plutôt bien introduite dans le petit monde de la criminalité organisée puisque son travail de médiatrice l'avait, dans le passé, amenée à tenter de négocier un accord de pacification entre l'organisation d'Itzhak Aberjil et celle de « Charlie » Aboutboul.

En tout cas, c'est en s'adressant aux principaux soutiens d'Eyal Messika que Shalom Domrani a fait passer son message. À savoir, qu'il serait « très fâché » si Yehiel Zohar n'était pas réélu à la mairie de Netivot. Nul ne peut affirmer que le « parrain en kippa » a réellement influencé le vote mais les résultats sont là : Zohar a été réélu avec 58,4 % des voix.

L'affaire n'en est cependant pas restée là car pendant l'enquête de la *PNI* relative aux activités électorales de Domrani, le rabbin Aberjil a été placé en détention préventive, ses ouailles ont déclenché des émeutes à Netivot pour bien

faire comprendre aux enquêteurs que la seule justice valable à leurs yeux ne peut venir que du ciel.

Influence grandissante

La photo de Domrani apparaît donc de plus en plus souvent dans les chroniques judiciaires israéliennes depuis le début des années 2000, signe qu'il est devenu un poids lourd de la criminalité.

Au sein de la *PNI*, une enquête interne a été menée sur les relations qu'entretenaient, entre 1998 et 2006, un officier supérieur lourdement soupçonné de corruption et le mafieux en kippa. Dans la même veine, la justice s'est intéressée aux contacts de ce dernier avec un important cadre de *Kadima*, le parti créé par Ariel Sharon et quelques-uns de ses proches qui avaient quitté le *Likoud* en novembre 2005. Certes, depuis lors, *Kadima* a été laminé aux élections et n'est plus représenté à la Knesset. Mais avant 2010, c'était le parti de pouvoir au sein duquel il fallait avoir des connexions.

Or, le cadre en question gérait un café-restaurant de la marina d'Ashkelon et cet établissement était contrôlé en sous-main par Domrani, qui l'utilisait pour blanchir de l'argent. En fait, les deux hommes étaient tellement proches que la *PNI* les a retrouvés un peu plus tard dans un vaste carrousel à la TVA dans lequel apparaissent également quelques autres figures connues de la criminalité organisée[67].

C'est également dans le cadre de son activité de faiseur de roi et de juge de paix que le « parrain en kippa » est intervenu pour régler un litige entre l'ex-star du football israélien Haïm Revivo et un homme d'affaires lié au milieu. Ce dernier ayant obtenu gain de cause, Revivo, qui refusait de se plier à la décision, a été contraint de s'exiler aux États-Unis pendant plusieurs mois sous peine d'en subir des conséquences que l'on imagine volontiers.

Une activité parmi d'autres pour l'allié de Shirazi, qui est également soupçonné de financer un réseau de paris clandestins sur internet baptisé « *DonBet* ». Un site illégal sur lequel trois mille flambeurs ont perdu plusieurs dizaines de millions d'euros en quelques mois[68].

Pour jouer, les parieurs devaient se rendre dans des bureaux de change bien spécifiques. Ils gagnaient peu, mais perdaient beaucoup. Le montant de leurs

dettes était récolté chaque semaine à domicile par des chauffeurs de taxi liés à l'organisation du « parrain en kippa ». Étant donné la réputation de celui qui les envoyait, les refus de payer étaient rares.

Le 3 juillet 2013, le *Yalak*, l'unité nationale de lutte contre les crimes économiques, et l'Unité 433 de la *PNI* – une nouvelle structure chargée de lutter de manière intensive contre la criminalité organisée et dont nous reparlerons plus en détail au chapitre XVI –, ont de nouveau interpellé « le parrain en kippa » et deux de ses lieutenants. Pour un motif somme toute futile étant donné leur curriculum criminel : ils étaient soupçonnés d'avoir falsifié les procès-verbaux de policiers relatant leurs multiples infractions à la circulation. Surtout des excès de vitesse.

Dans la foulée, protégé par une cinquantaine de policiers, un juge du tribunal de première instance de Rishon-le-Tzion a en tout cas confirmé l'inculpation des suspects pour faux, usage de faux, et fraude. Il a également prolongé leur mandat d'arrêt de cinq jours. Une victoire pour la *PNI* qui utilise tous les moyens à sa disposition pour mettre hors-jeu ceux qu'elle présente comme les « chefs de file » de la mafia « blanche et bleue ». Même emprisonné, Shalom Domrani reste cependant influent. Et actif. À l'instar de son allié « Rico » Shirazi avec *Lev Energia*, « le parrain en kippa » cherche lui aussi à investir dans des sociétés ayant pignon sur rue afin de blanchir les profits de ses diverses activités illicites.

Paradoxalement, bon nombre de petits patrons ne répugnent pas à s'associer à des figures du milieu car ils ne voient pas le danger. Au contraire, la présence de tel ou tel « grand nom » de la criminalité organisée dans leur affaire les rassure. Ils imaginent qu'une association avec un « parrain » connu les protégera du racket et des ennuis. La plupart du temps, ils s'en mordent les doigts.

Exemple parmi de nombreux autres : en novembre 2009, Youval Gafni, un diamantaire en vue sur la place de Tel-Aviv, mais également en Californie où il présidait la *Gafni diamonds Inc*, a été condamné à dix-huit mois de travaux d'utilité sociale – un verdict relativement clément – pour délit d'initié et pour avoir enfreint la législation réprimant le blanchiment.

L'affaire est un peu complexe, mais elle mérite d'être racontée. En résumé, le diamantaire était associé à un certain Oded Dessau qui lui devait 65 millions de dollars et ne savait comment les rembourser. En 2006, ce dernier a trouvé un investisseur capable de combler ce gouffre. Gafni dans un premier temps,

Dessau ensuite, se sont empressés de téléphoner à Arieh Shirazi, à Shalom Domrani et à d'autres de leurs relations pour leur conseiller d'acheter des actions de leurs sociétés dont la cotation en bourse allait, selon eux, effectuer un bond spectaculaire.

Sûr de son coup, Gafni, s'est personnellement engagé auprès de Shirazi à rembourser les pertes qu'il pourrait essuyer si la prévision ne se réalisait pas. Sur recommandation de « Rico », il a également contacté une série de personnes afin de leur proposer cette opportunité.

L'enquête de l'autorité boursière démontre qu'Arieh Shirazi a joué un rôle actif dans l'affaire et qu'il a aidé Gafni à récolter des fonds et effectuer un montage fiscal. Mais l'opération ne s'est pas déroulée comme prévu car l'investisseur susceptible de renflouer Dessau a finalement fait faux bond. Puisqu'il s'y était engagé et qu'il ne valait mieux pas braquer des gens de la stature de Shirazi et de Domrani, le diamantaire les a donc remboursés ainsi que leurs amis sur ses fonds propres. Le tout assorti d'un bonus de 5 %. Une perte énorme pour l'homme d'affaires, mais un pis-aller puisqu'il s'est quand même tiré de ce bourbier avec la vie sauve… Lorsqu'il a été démasqué, Gafni a reconnu les faits et conclu un « *plea bargain* » avec le parquet à la condition que les noms de Shirazi et de Domrani n'apparaissent pas dans l'acte d'accusation. Il a obtenu gain de cause et assumé l'entièreté de la combine.

Les dossiers tels que ceux-là sont de plus en plus nombreux au parquet car la plupart des familles mafieuses cherchent des passerelles avec les milieux entrepreneuriaux. Exemples parmi de nombreux autres : alors qu'il se trouvait derrière les verrous dans le cadre d'une petite condamnation, Assi Aboutboul est intervenu comme arbitre dans un litige entre plusieurs actionnaires de Club hôtel, une importante entreprise de loisirs israélienne, qui n'arrivaient pas à se mettre d'accord. Ne pouvant apparaître officiellement, le truand s'abritait derrière le paravent d'une société chypriote qui a, en échange des services rendus par Aboutboul, reçu 10 % de la chaîne hôtelière[69].

Opération 8 035

Au fur et à mesure qu'il gagnait en puissance et que son influence grandissait, le « parrain du sud » est devenu l'une des cibles privilégiées de la *PNI*, qui cherchait évidemment le moyen de le faire tomber pour de bon.

Cette occasion, c'est l'assassinat de Shalom Shlomo qui le lui a donné. Le 6 octobre 2015, soit quelques semaines après la mort du rival de Domrani, cent cinquante policiers ont fondu sur le domicile de leur « client » et de ses principaux lieutenants.

Outre le « parrain du sud », vingt-huit personnes ont été arrêtées. Et non des moindres puisqu'Amos Lavi, qui passe pour l'un des protégés de Domrani – en tout cas, pour l'un de ses principaux exécutants à Eilat – est également tombé dans l'escarcelle des policiers.

Connu de quelques personnes sous le nom de code « d'Opération 8 035 », le coup de filet était d'ampleur nationale puisque des perquisitions ont été menées dans plusieurs villes de l'État hébreu, y compris à Saint-Jean d'Acre (nord d'Israël) et dans une bourgade aussi reculée que Migdal Hemek.

« L'Opération 8 035 » n'a évidemment pas été lancée au hasard. Elle avait été préparée de longue date par des écoutes, des repérages et des filatures. Avant d'enquêter sur l'exécution de Shlomo, la *PNI* avait d'ailleurs déjà fait placer Domrani sous surveillance renforcée dans le cadre d'un autre dossier : celui de la « liquidation » de Menache Maor, un concurrent de Domrani et de Lavi qu'un groupe mafieux dépendant de ce dernier et opérant à Ashdod s'était chargé « d'effacer », selon l'expression employée au cours d'une conversation téléphonique.

Selon les éléments du dossier, Domrani et les membres de son clan organisaient à une « liquidation » ou à une tentative tous les dix jours en moyenne. Ils ont donc été « chargés » par le parquet qui dispose cette fois d'un témoignage d'un « repenti » : un tueur à gages employé par le « parrain en kippa » qui a raconté tous ses faits d'armes en échange de l'impunité et du statut de « témoin protégé ».

Grâce aux écoutes et aux confessions du « repenti », la *PNI* a ainsi pu déterminer que le tueur à gages recruté pour assassiner Maor a été payé douze mille euros ainsi que… des vêtements de marque gratuits.

Au fil des investigations, le dossier monté par la PNI s'est pourtant révélé moins appétissant qu'annoncé. Certes, les écoutes et les éléments de preuve

étaient et restent intéressants mais le fameux « repenti » dont les enquêteurs étaient si fiers s'est montré digne de confiance alors qu'il avait touché une prime du parquet évaluée à cent mille euros et qu'il bénéficiait d'une protection spéciale.

En clair : ses aveux présentés comme « accablants » se sont avérés lacunaires. Voir mensongers. En mai 2016, le « parrain en kippa » est donc sorti de prison sans la moindre inculpation dans la cadre de cette affaire. Il a cependant été assigné à résidence en attendant que la justice statue sur le sort du dossier.

65. Ancienne vendeuse de poisson sur le port de Jaffa, Margarit Za'anani fait carrière depuis plus de trente ans dans le show bizz israélien. Grosse vendeuse de disques, vedettes de plusieurs comédies musicales, membre du jury de « *Kochav nolad* », la version israélienne de *La Nouvelle Star*, elle a été arrêtée le 16 août 2011 pour avoir exercé des pressions sur son manager avec l'aide de Shalom Domrani, qui la protégeait, et condamnée à six mois de travaux d'utilité publique. L'enquête a démontré que « Margol » était également en relation d'affaires avec Amir Mulner.

66. Si Itamar Shimoni a le beau rôle dans cette affaire, il n'est pas non plus blanc-blanc puisqu'il a, au début de 2016, été inculpé pour avoir accepté des pots de vin de la part d'un promoteur immobilier. Selon l'enquête, cet argent a servi à s'assurer le silence de plusieurs employées municipales qu'il a violées et qui le faisaient chanter.

67. À la mi-septembre 2009, dans le cadre d'une opération baptisée « *Vents d'automne* », deux cent vingt policiers ont perquisitionné aux domiciles de Shalom Domrani et des membres de son organisation. Outre le « parrain en kippa », quatorze personnes ont été placées sous mandat pour fraude à la TVA et blanchiment, mais relâchées quelques jours plus tard. Le 23 septembre 2009, Domrani et quatre de ses lieutenants ont été inculpés pour avoir tenté d'enlever Avner Harari, un tueur à gages lié à la famille Aberjil et qui a été blessé pendant l'action. Surnommé le « *killer number one* » par les policiers, Harari est un ennemi juré de Domrani. Mais il est également soupçonné d'avoir voulu éliminer Assi Aboutboul à l'aide d'une roquette antichar Law et d'avoir, en 2010, été recruté pour liquider Amir Mulner à l'aide d'un automatique muni d'un silencieux. Condamné à une dizaine de reprises, le « *killer number one* » a en tout cas passé trente-cinq de sa vie en prison et s'y trouve encore au moment où ces lignes sont écrites. Depuis l'été 2013, il participe au développement d'une application pour smartphone permettant de retrouver facilement son chemin…dans les cimetières.

68. L'informaticien chargé de maintenir le site et de veiller à ce que les pertes des joueurs dépassent leur gain est un ancien de l'Unité 8200, une structure ultra-secrète des renseignements militaires israéliens (*Aman*) chargée des interceptions électroniques et de la cyberguerre. L'Unité 8200 a notamment participé à l'élaboration des virus informatiques *Stuxnet* et *Flame* qui ont perturbé le fonctionnement d'installations stratégiques iraniennes en 2010-2012.

69. À la même période, Meïr Aberjil est lui intervenu dans un litige opposant Ratio Oil à ses partenaires dans le cadre de forages gaziers et pétroliers effectués au large de côtes de l'État hébreu. Une fois connue, la présence des Aberjil dans un secteur promis à forte expansion a suscité une forte polémique et Ratio Oil a présenté des excuses publiques.

XIII

Don Alperon

« Son jour est arrivé ». Cette manchette du quotidien *Yediot Aharonot* résume bien l'opinion des Israéliens au lendemain de la mort de Yaakov Alperon, le parrain de la famille mafieuse du même nom déchiqueté le 17 novembre 2008 par l'explosion d'une bombe de forte puissance placée sous son véhicule de location. En guerre avec tout ce que le milieu comptait de figures importantes, le boss avait accumulé de nombreux ennemis durant une carrière criminelle longue de quarante ans. La *PNI* a en a compté sept mille, mais ceux qui l'ont tué sont probablement les plus sophistiqués et les moins matamores d'entre eux. Les mieux informés en tout cas puisque, le jour de sa disparition, « Don Alperon » n'avait pas proclamé sur tous les toits qu'il se rendait au tribunal de première instance de Tel-Aviv pour assister au procès de son fils Dror, inculpé d'extorsion de fonds.

De toutes les figures de la criminalité organisée israélienne, le chef de la famille Alperon se rapprochait le plus des affranchis siciliens de l'époque glorieuse, ce qui explique son surnom de « Don Alperon ». En raison de son passé sportif au sein du club « Les poings d'or » où il avait, dit-on, appris à décrocher des droites fulgurantes, les policiers préféraient cependant l'appeler « *Hametagref* », le boxeur en hébreu.

Souvent condamné pour violences, usage de poignards et d'autres armes de guerre, chantage, racket et extorsion, Yaakov Alperon a passé une quinzaine d'années de sa vie derrière les barreaux. Là aussi, il s'est imposé par la force et la plupart de ses codétenus ont toujours veillé à ne pas le contrarier. « Musclé, généralement en forme, il était sans doute le plus physique des mafieux de ce pays », se souvient un enquêteur. « Au début de sa carrière criminelle, il préférait régler un différend à la loyale en pleine rue plutôt que de sortir un calibre comme l'auraient fait ses rivaux ». Et de poursuivre : « C'était un parrain à l'ancienne qui prétendait avoir des principes. Bien sûr, il n'était pas

recommandable et il valait mieux éviter de le contredire, mais on trouvait chez lui une forme d'honneur, de respect de la parole donnée. S'il promettait, il tenait même s'il mentait comme un arracheur de dents en se prétendant innocent de tout ce dont on l'accusait ».

En 2007, c'est en s'inspirant de sa vie et de celle de Ouri Levy, alias le « Capitaine », une autre figure mafieuse qui a longtemps fréquenté la famille Alperon, que des scénaristes ont créé « *Haborer* », le médiateur, le personnage central d'une série télévisée consacrée à la vie d'un « juge de paix » de la mafia israélienne et qui a scotché les téléspectateurs devant leur écran durant quatre saisons. Au fil des épisodes, ceux-ci découvraient un homme distant et froid, mais susceptible de faire preuve d'humanité, qui rackettait sa ville tout en respectant la *halakha*, la tradition religieuse juive, et en exigeant de ses proches qu'ils se tiennent bien à table.

Selon les préceptes de la religion juive, les défunts sont enterrés quelques heures après être passés de vie à trépas. Dans un linceul, pas dans un cercueil. En ce 18 novembre 2008, près de mille personnes se sont déplacées au cimetière municipal de Raanana pour accompagner « Don Alperon » à sa dernière demeure. Outre les proches et des policiers en civil chargés de filmer l'événement, « Rico » Shirazi et son fils Shaï, l'ancienne figure du gang de Ramat Amidar Roni Harari, l'épouse de Zeev Rozenstein représentant le parrain emprisonné, et Shlomo Narkis dit « Shlomo », un spécialiste des prêts usuraires, ont fait le déplacement.

Brisant le silence de circonstance, Omer, l'un des fils du « Boxeur », jure solennellement que les Alperon se vengeront. « Celui qui a fait ça n'ira pas au ciel », hurle-t-il entre deux sanglots. « Il n'aura pas de tombe décente. Nous lui arracherons les jambes et les bras ! »[70]

Ahuva Alperon, l'épouse du parrain, s'est faite discrète durant l'enterrement de son époux. Ce qui ne signifie pas que cette ancienne secrétaire médicale d'origine marocaine n'avait rien à dire. Trois semaines plus tard, c'est dans les colonnes de *Paris-Match*[71] qu'elle a choisi de s'exprimer pour vider une partie de ce qu'elle avait sur le cœur.

Reconnaissant – comme elle l'avait déjà fait à plusieurs reprises dans le passé dans les médias israéliens – que son mari « n'était pas un saint », cette belle

femme blonde que l'on dit férue de philosophie a cependant ajouté que « Don Alperon » en avait assez de sa vie de truand et qu'il tremblait pour l'avenir de ses enfants. Des propos confirmés par d'autres personnes ayant fréquenté Yaakov Alperon durant les derniers jours de sa vie. « Il était fatigué. Las des combines et des intrigues. Il avait été sur le qui-vive depuis le début des années soixante-dix, mais l'âge avait fait son œuvre. Il n'avait plus la niaque »[72], nous a déclaré l'un de ces témoins.

La bande des huit

Fuyant l'Égypte en 1949, Haïm et Yaffa Alperon dite « Jamila », les parents de Yaakov, s'étaient installés dans une baraque sordide de Givat Shmouel, un village perdu au milieu de nulle part. La vie était dure dans l'État hébreu créé moins d'un an auparavant et partiellement ravagé par sa guerre d'indépendance. Les nouveaux immigrants se débrouillaient comme ils le pouvaient, et le logement des Alperon, situé au bord d'une route poussiéreuse, ne comptait qu'une seule pièce sans eau courante ni électricité.

Mais Haïm a pris le taureau par les cornes : puisqu'il fallait trouver de l'argent, il s'est lancé dans la criminalité. Rapidement surnommé le « Don », Haïm Alperon excellait dans l'art de la « *borerout*, l'arbitrage de conflits locaux moyennant finance. Une activité qui s'étendait aussi à la récupération de dettes et de créances impayées. C'est ainsi qu'il est devenu le parrain de Givat Shmouel pendant que son épouse feignait de ne rien savoir des activités de son mari.

Haïm et Yaffa Alperon ont élevé huit enfants dont un, prénommé Reuven, deviendra… policier. Il sera tué durant la guerre d'usure contre l'Égypte, un conflit de basse intensité qui a suivi la guerre des Six jours à partir de juin 1967, et obtiendra la médaille d'honneur à titre posthume. Un geste non dénué de signification dans un pays où l'on décerne les décorations au compte-gouttes et uniquement pour des faits d'armes sortant de l'ordinaire.

À leur arrivée en Israël, les Alperon ne mangeaient pas tous les jours à leur faim à Givat Shmouel. À la mort du père, Ouri Levy a joué le rôle de mentor pour les enfants Alperon. Il bénéficiait d'une certaine autorité puisqu'il pratiquait lui aussi la « *borerout ».* Son statut de juge de paix officieux était

conforté par son statut d'ancien capitaine dans une unité de commando et ses deux diplômes universitaires.

Dès l'âge de quinze ans, Yaakov Alperon a d'ailleurs dû abandonner l'école pour aider son père à subvenir aux besoins de la famille. D'abord bagagiste à l'hôtel Carlton de Tel-Aviv, il a enchaîné les emplois précaires, sans avenir, et mal payés.

Avec le temps, les frères Alperon se sont imposés comme des figures importantes du milieu. Personne n'osait se frotter à Moshe dit « Moussa », à Zalman, à Nissim (condamné à quatre ans de prison en 1984 pour trafic de stupéfiants), à Yaakov et à Arieh.

Quant aux sœurs, elles sont restées en retrait, comme il se doit dans les familles séfarades traditionalistes, mais elles ne se sont jamais contentées d'un rôle de femme au foyer.

Shoshana Alperon-Barski, la plus connue d'entre elles, a ouvert un grill baptisé *Mifgash Hanemerim* (l'Auberge des Tigres). Une affaire à laquelle elle tenait manifestement beaucoup puisqu'elle a passé dix mois en prison pour avoir envoyé des comparses incendier le *Hamoshava* (Le Village), un restaurant concurrent de Petah Tikvah. Touchée par la grâce durant sa détention, elle deviendra ensuite « *hozeret be tchouva* », une juive pratiquante dont la vie dévote est rythmée par les prières de la journée, par les « *mitzvot* » (bonnes actions), ainsi que par le strict respect du shabbat et des nombreuses fêtes religieuses que compte le calendrier juif.

À la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, alors que Shoshana n'avait pas encore retrouvé la foi, son auberge était placée sous surveillance permanente de la *PNI*. Parce que de nombreux mafieux la fréquentaient, dont Ephraïm Idan, un gros trafiquant de drogue qui en avait fait son point de chute, et parce qu'elle servait de quartier général aux Alperon.

Le jour de l'enterrement de son frère, Shoshana Alperon a en tout cas retrouvé sa gouaille d'antan pour promettre publiquement que sa famille identifiera les responsables de la mort de Yaakov et qu'elle « leur fera la même chose ». « Notre vengeance sera douloureuse », a-t-elle poursuivi. « Nous en savons beaucoup, nous agirons à notre manière ».

Nettement moins connue que Shoshana, Faïga Alperon-Shamaï est sans doute la plus discrète des sœurs. En tout cas, elle commente rarement ce qui est arrivé

à Yaakov. Également revenue à la foi il y a une trentaine d'années, cette mère de onze enfants réside désormais à Jérusalem, dans le quartier ultra-orthodoxe de « *Mea Shearim* » (Les cent portes) où elle fréquente la cour du rabbin Eliezer Berland, une figure emblématique du petit monde de l'ultra-orthodoxie juive[73].

Le roi de l'évasion

De toutes les sœurs Alperon, Haviva, qui réside désormais dans une ferme isolée de Galilée, est la seule à avoir de vraies accointances avec le milieu. En pratiquant elle aussi la *borerout* et en épousant Nahman Farkash, un personnage mythique de la criminalité israélienne né en 1936 en Transylvanie et surnommé « le roi de l'évasion ».

Plusieurs fois champion de boxe junior au début des années cinquante et champion d'Israël senior en 1954, Farkash a rapidement sombré dans la délinquance. Au point d'être condamné à perpétuité pour meurtre.

Selon les critères de l'époque, l'ex-boxeur aurait au moins dû séjourner vingt-cinq ans derrière les barreaux mais au bout de quelques années de détention, il a profité de l'indolence de ses gardiens, dont il avait endormi la méfiance en manifestant un comportement irréprochable, pour disparaître.

Vivant de vols, de braquages et de cambriolages, de racket et de petits trafics de stupéfiants, Farkash a été arrêté à quatre reprises dans le courant des années 1960-1970 et il a toujours réussi à s'évader. Dans des conditions rocambolesques, le plus souvent.

En 1963, peu après s'être évaporé du commissariat de Jaffa, l'ex-boxeur a poursuivi sa cavale dans le sud de l'État hébreu et franchi la ligne de séparation avec la bande de Gaza alors sous contrôle égyptien. Arrêté par les *Moukhabarat*, les services de renseignements du Caire qui le considéraient comme un « espion du Mossad », Farkash a alors été longuement torturé mais il n'a rien avoué.

Libéré en 1965, au terme de négociations indirectes entre le gouvernement de David Ben Gourion puis de Levy Eshkol et celui de Gamal Abdel Nasser, l'ancien boxeur a pu regagner Israël où il a aussitôt été incarcéré à la prison de Ramla.

Entre 1963 et 1965, la presse israélienne a beaucoup spéculé à propos de la disparition du « roi de l'évasion ». Certains chroniqueurs le croyaient « envolé

au Canada ». D'autres le croyaient mort, « liquidé » par l'un ou l'autre ex-associé mécontent. Seuls informés de l'endroit où il se trouvait, le gouvernement et les services de sécurité de l'État hébreu avaient tenu l'affaire secrète jusqu'à son dénouement.

Étant donné son parcours de vie, Farkash n'a jamais réussi à s'intégrer dans la société israélienne. Dans le courant des années soixante-dix, il passait la plus grande partie de son temps dans les monts de haute Galilée, loin des villes et loin des gens.

Marié et divorcé à plusieurs reprises, il a vécu une quinzaine d'années avec Haviva Alperon. Le couplé s'est séparé durant l'été 2014 et le corps de l'ex-boxeur a été retrouvé sans vie deux mois plus tard, dans le campement de fortune qu'il occupait aux environs de Safed.

À la force des poings

Les Alperon ont commencé à se faire un nom dans le milieu au début des années soixante-dix. Leur comportement violent leur a alors valu d'effectuer des séjours de plus en plus longs en prison. Incarcéré pour avoir, avec ses frères, déclenché des bagarres générales dans des pubs, Yaakov était en guerre ouverte avec beaucoup de monde. Pour un regard, pour un mot de travers, pour le contrôle de tel ou tel commerce à « protéger »…

Parmi les nombreux ennemis du futur parrain se trouvait Nifat Nagar, un chef de bande aussi dur que lui, et qui s'est retrouvé en prison, mais dans un autre établissement pénitentiaire, au moment où Yaakov Alperon devait purger l'une des peines auxquelles il était régulièrement condamné.

Les deux hommes se haïssaient et ils ne s'en cachaient pas. Alperon soupçonnait son rival de travailler pour la *PNI* et de l'informer sur les faits et gestes de sa famille. Ce en quoi il n'avait pas tort. En juin 1976, profitant du déclenchement d'une émeute violente pendant le petit-déjeuner, trois codétenus de Nagar ont pénétré dans sa cellule pendant que les gardiens étaient occupés ailleurs. Ils l'ont massacré à coups de barres de fer et de poignards de fortune. C'était une boucherie, bien sûr, personne n'a rien vu. Ou rien voulu voir car la *PNI* et l'administration pénitentiaire ont rapidement appris que l'ordre « d'en finir avec cette donneuse de Nagar » avait été lancé par Alperon.

Un mois plus tard, les trois tueurs identifiés ont été lourdement condamnés, mais pas leur commanditaire dont l'ombre n'a cessé de planer sur le procès. Ce faisant, « le Boxeur » – contre lequel aucun élément de preuve n'a été recueilli – s'est affirmé comme une figure avec laquelle il fallait commencer à compter au sein du milieu. Il a conforté son image de caïd irascible qu'il valait mieux ne pas défier. Beaucoup plus tard, c'est-à-dire après la prescription, il reconnaîtra à demi-mot avoir organisé l'émeute à distance et manigancé l'élimination de son rival.

Au départ, Moshe « Moussa » était le chef du clan Alperon. Le plus mûr de la bande. Le patriarche pour lequel les passages à tabac n'étaient rien d'autre qu'une technique professionnelle destinée à faire entrer de l'argent dans les caisses familiales. Mais il a été ciblé par un attentat en janvier 1995. Une bombe a explosé sous sa voiture et il a perdu l'usage de l'une de ses jambes[74]. Gad Plum dit « Shatz », le truand solitaire et antipathique que tout le monde redoutait au sein du milieu, était probablement à l'origine de cet attentat. Peu après la sortie de « Moussa » de l'hôpital, il a été abattu à la terrasse d'un café et Yaakov, auquel son frère venait de transmettre le leadership de la famille Alperon, n'a pas caché sa satisfaction ce jour-là.

« Le Boxeur » n'était pourtant pas préparé à reprendre le commandement familial puisqu'il purgeait une peine de sept ans pour racket et que sa libération n'était pas prévue avant 1999. Grâce à son apparente bonne conduite, il a certes décroché une libération conditionnelle en 1996 mais le parquet, qui le considérait comme « extrêmement dangereux pour l'ordre public », s'est opposé à la décision en déposant un recours devant la cour suprême. Qui lui a donné raison. Quatre jours après être sorti de cellule, le nouveau chef de file des Alperon a donc réintégré la prison. Non sans avoir participé à la *bar-mitzvah* de son neveu, le fils de « Moussa », en présence d'un millier d'invités réunis dans une salle des fêtes de Ramat Gan. Au-delà de son caractère religieux, l'événement marquait le passage de témoin entre l'ancien et le nouveau parrain de la famille. Une intronisation qui se déroulait en présence d'avocats, de journalistes et de photographes de presse parce qu'il fallait que cela se sache partout en Israël. Y compris au sein du milieu dont les figures passées ou présentes défilaient pour rendre leurs hommages : Israël Danokh dit « le

Shérif », une vieille gloire de la pègre qui figurait sur la « liste des onze » au début des années soixante-dix, Zeev Rozenstein, Meïr Bahashian, le fils de l'un des premiers « boss » de la mafia israélienne aux États-Unis, ainsi que des membres des gangs de Jérusalem et de Pardès Katz.

Extorsion Inc.

En invitant tout ce beau monde dans une salle bling-bling de Ramat Gan, les Alperon voulaient démontrer qu'il fallait encore compter avec eux et que les affaires suivaient leur cours. Mais plus pour longtemps, car le retour de Yaakov derrière les barreaux l'a empêché de diriger la famille et son business comme il aurait voulu. Quant à son frère Nissim, il n'était pas le mieux placé pour l'épauler puisqu'il purgeait une peine de cinq ans et demi pour trafic de stupéfiants. Une condamnation à laquelle s'est ajoutée une peine de deux ans pour violences.

L'empire économique de la fratrie s'est développé dans le courant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la période durant laquelle la famille a vraiment dominé le milieu israélien. À ses entreprises légales de « conseil en gestion », de textile et d'alimentation s'ajoutaient des participations occultes dans des clubs, des boîtes de nuit, des casinos clandestins. D'autres recettes illégales provenaient du racket, de la « protection », et quelques intérêts dans la prostitution. Du trafic de drogue ? Le fait est acquis en ce qui concerne Nissim, mais pas à très grande échelle comme Zeev Rozenstein ou les frères Aberjil. Quant à Yaakov, on sait qu'au sortir d'une peine de prison à la fin des années soixante-dix, il a passé plusieurs années à « bricoler » en France, aux Pays-Bas, en Belgique, et en Allemagne. À l'époque où de nombreux « *yordim* » s'installaient dans ces pays pour s'y livrer au commerce des stupéfiants.

Fleuron familial et emblème de la réussite financière du clan, la *« Alperon Business, Management and Promotion Ltd* » (*ABMP*), une société de récupération de créances créée à la fin de 1987 respectait a priori les formes légales. C'était une PME basée dans un immeuble moderne du centre de Ramat Gan avec de beaux bureaux, de grands fauteuils et des ordinateurs flambant neufs. Elle louait à l'année les services de cabinets d'avocats chargés d'envoyer des lettres comminatoires aux créanciers.

Parmi la quinzaine d'employés que comptait cette PME payant ses charges sociales rubis sur l'ongle, Yossi Heyman, un ancien chroniqueur judiciaire du quotidien *Hadashot* passé de l'autre côté de la légalité à force de fréquenter les Alperon, les frères Roni et Yossi Harari, ainsi que Shlomi Oz, un futur cadre du *Likoud* dont nous reparlerons largement au chapitre suivant.

Cependant, en coulisses, les patrons d'*ABMP* se montraient souvent plus expéditifs que les avocats dont ils requéraient l'expertise. Surtout Yaakov, qui ne s'embarrassait pas de ce verbiage de « baveux » et se présentait directement chez certains créanciers… muni d'une hache.

Pressions, menaces, coups, voire « petite promenade » à la campagne, les personnes ciblées par *ABMP* étaient traitées à la dure. L'une d'entre elles, incapable de faire face à ses obligations a ainsi été pendue à un citronnier et tabassée jusqu'à ce qu'elle demande grâce. D'autres se sont plaintes d'allusions insistantes au sort qui serait réservé à leurs proches s'ils ne remboursaient pas leurs dettes…

Des méthodes expéditives qui se sont soldées par une perquisition policière – la hache de Yaakov a été retrouvée à côté de son fauteuil directorial –, par la fermeture de la PME en mars 1989, et par un procès au terme duquel « le Boxeur » et son personnel ont été condamnés à quinze mois de prison. Cependant, à la suite d'une requête devant la cour suprême, « Don Alperon » a vu sa peine commuée en une simple assignation nocturne à domicile.

Au milieu des années quatre-vingt, toujours associés aux frères Harari et à Shlomi Oz, les Alperon ont également participé à la création de plusieurs stations de télévision pirates émettant sur le câble. Un business fort rentable grâce aux revenus publicitaires non déclarés.

En tout cas, quelles que soient les affaires qu'ils brassaient – et brassent encore épisodiquement – les Alperon ont toujours recouru à la violence physique. C'est leur marque de fabrique[75]. En juin 1997, Arieh a d'ailleurs été condamné à cinq mois de prison pour avoir, avec deux complices, tenté d'extorquer de l'argent à une commerçante. Là où d'autres se seraient contentés de montrer leurs poings, lui a préféré terroriser sa « cliente » en menaçant de lancer sur elle le rottweiller qui l'accompagnait.

L'agent 1636

À partir du milieu des années soixante-dix, la *PNI* a beaucoup investi pour combattre les Alperon. Donc pour mieux les connaître. En ce domaine, son plus grand succès est sans conteste le recrutement comme informateur de Yaakov Katz, un proche de la famille mafieuse devenu une source policière privilégiée pendant plus d'une décennie.

D'origine polonaise, les parents de ce modeste employé dans une compagnie d'assurances, s'étaient liés à Haïm et Yaffa Alperon au début des années cinquante. Ils partageaient beaucoup de choses à commencer par leur pauvreté. Beaucoup plus tard, à la mort de son épouse, Katz s'est rapproché de Shoshana Alperon-Barski. Autoritaire, la restauratrice, qui avait également perdu son mari, régnait sur une petite cour d'admirateurs qu'elle dirigeait à la baguette. Dévoué, aimable, d'aspect inoffensif, l'employé de bureau à la vie si monotone lui inspirait confiance. Il avait donc été admis au sein du premier cercle.

Yaakov Katz a commencé à informer la *PNI* en 1982 et il a livré d'excellents tuyaux, mais la bureaucratie israélienne est ainsi faite qu'il a fallu attendre 1991 pour que son recrutement en tant que « *makor-sokhen sodi* », « source-agent clandestin », soit officialisé et qu'il soit immatriculé sous le numéro 1636. Donc, qu'il soit rémunéré en conséquence.

Lorsque les Alperon ont été arrêtés pour extorsion et que leur PME de récupération de créances a fermé ses portes, la taupe policière se trouvait aux premières loges pour rapporter fidèlement tout ce qui se disait au sein du clan. Katz était d'ailleurs l'un des rares à pouvoir rendre visite à ses « amis » en prison, et à rencontrer Yaakov et ses frères « pour les aider ». En réalité, il transmettait tout ce qu'il apprenait à la *PNI*.

Le travail de l'agent 1636 était facilité par la rumeur selon laquelle il était l'amant de Shoshana. Vrai ? Faux ? Peu importe. Grâce à ce bruit, il s'est rapproché fortement de Yaakov et de Nissim Alperon mais aussi de Zalman. De son côté, grâce à son air naïf et son attitude perpétuellement effacée, l'employé a su capter leur confiance au point de devenir leur petit factotum incontournable. Celui devant lequel on parle librement sans se douter qu'il enregistre tout avec un appareil spécial fourni par les enquêteurs.

Sans méfiance, les Alperon lui ont ainsi demandé de transporter des colis, d'accompagner Nissim à des *deals* de drogue, et même de participer à un trafic de grenades volées à l'armée. Au péril de sa vie, Katz a toujours répondu

présent. Il rencontrait ensuite ses officiers traitants dans les grands hôtels de Tel-Aviv et racontait ce qu'il venait de vivre. Ses informations valaient de l'or, notamment celles relatives aux conflits et aux rivalités entre les Alperon qui pouvaient parfois déboucher sur des séquences violentes[76].

L'agent 1636 a donc fait du bon travail, mais au fil du temps, ses informations sont devenues de moins en mois fiables. En tout cas, c'est à la suite de l'un de ses tuyaux douteux que Zalman, celui des Alperon que les policiers présentent comme « l'intellectuel de la famille », a été condamné à trente-deux mois de prison pour une affaire dans laquelle il n'avait pas trempé. Pour une fois, est-on tenté d'écrire…

En mai 1991, Katz a également livré des renseignements selon lesquels Yaakov et Nissim préparaient l'assassinat de personnalités politiques et de magistrats. Des attentats à la grenade qui devaient déstabiliser la classe politique et le monde judiciaire. En recevant ce tuyau énorme, l'état-major de la *PNI*, qui ne doutait pas de son informateur, a évidemment été pris de sueurs froides. Les plus hauts responsables de l'état-major et du parquet ont aussitôt été convoqués pour improviser une vague de perquisitions et un coup de filet au terme duquel tous les frères Alperon furent arrêtés sans ménagement. Mais l'information était bidon car le projet d'attentat n'existait que dans la tête de l'informateur.

Ce dernier reconnaîtra par la suite qu'il avait enjolivé la réalité pour se venger du « Boxeur », qui l'aurait, selon lui, toujours traité avec mépris. Suite logique de cette affaire, Yaakov et Nissim ont été blanchis de tout soupçon dans l'affaire du complot. Ils ont cependant été condamnés à une peine légère dans le cadre d'un dossier connexe sans grande importance. Quant aux différentes enquêtes policières relatives à la famille, elles ont été gelées durant plusieurs mois.

Attaques à la bombe

« Don Alperon » savait qu'il ne mourrait pas dans son lit car les tentatives de liquidation le visant s'étaient multipliées depuis une dizaine d'années. La plus spectaculaire se déroule le 14 mai 2000, à Raanana, une banlieue résidentielle de Tel-Aviv, lorsqu'un tueur circulant à bord d'un faux taxi ouvre le feu sur lui à l'arme automatique au moment où il quitte sa maison pour assister à la *bar-*

mitzvah de son fils. Aux aguets, le parrain a à peine le temps d'effectuer un bond sur le côté. Il s'en tire avec quelques blessures légères.

En 2003, nouvel attentat. Cette fois, c'est une bombe qui explose sous son véhicule… alors qu'il ne s'y trouve plus. L'année suivante, l'alerte est encore plus sérieuse : le *PNI* intercepte quatre Biélorusses recrutés pour l'exécuter avec d'autres complices.

Paradoxalement, vers la fin de sa vie, « le Boxeur », qui souffrait de problèmes cardiaques et envisageait de partir à la retraite, ne prenait plus aucune précaution particulière. « Il se promenait sans garde du corps et avait plus peur pour ses proches que pour lui », affirment ceux qui l'ont connu. « Il redoutait de voir son fils Dror suivre le même chemin sinueux que le sien ».

En janvier 2006, alors que la guerre des gangs bat son plein, Amir Mulner, ex-figure de Ramat Amidar et spécialiste reconnu des explosifs, organise un « sommet mafieux » à l'hôtel Daniel d'Herzliya. C'est une réunion de conciliation et le cadre luxueux donnant sur une plage de sable blanc s'y prête bien. Y participent des représentants de plusieurs organisations criminelles dont Yaakov et Dror Alperon. Mais les discussions tournent rapidement à l'aigre en raison d'un différend opposant « le Boxeur » à Mulner. Le premier réclame le remboursement d'une dette de cent mille euros contractée par un obligé du second, qui défend son protégé. Tels des coqs de village, les deux hommes se toisent. Question d'ego. D'invectives en insultes, les échanges s'enveniment. Au point que certains participants sortent leur arme sous les yeux de vacanciers médusés.

Ivre de rage, « Don Alperon » tente alors de poignarder son rival et ancien associé à la gorge, mais il le touche au menton et au nez, l'obligeant à être évacué d'urgence vers un hôpital pendant que les autres protagonistes de l'altercation déguerpissent sous la protection de leurs gardes du corps, avant l'arrivée de la police.

Les Alperon père et fils sont mal embarqués. La *PNI* les recherche. Elle a dressé des barrages à la sortie de la station balnéaire. Mulner va sans doute chercher à se venger une fois rétabli, et il est redoutable. Que faire ? Prendre le maquis. Mais cette cavale ne rime pas à grand-chose car Israël est un pays étriqué où il est difficile de se cacher longtemps. En outre, un avis de recherche a

été lancé. Pas question de fuir à l'étranger puisque les ports et les aéroports sont surveillés.

Ayant pris la mesure du ridicule de la situation, « Don Alperon » se constitue prisonnier le 23 janvier. Le fiston le suit un mois plus tard. Quant à Mulner, il fait connaissance avec le « *cooling down* », cette technique policière qui vise à le calmer, à l'empêcher de venger dans le sang l'affront public que lui ont fait subir Yaakov Alperon et son fils. La *PNI* le place donc sous surveillance permanente et l'interroge à plusieurs reprises. Histoire de bien lui faire comprendre qu'elle le tient à l'œil.

De fait, à la suite de l'une de leurs filatures, les policiers l'interpellent à Baka el Garbiyeh, une petite ville arabe israélienne, alors qu'il transporte un engin explosif dans son véhicule. Une bombe destinée à celui qui s'en était pris à coups de couteau à son nez ? Les enquêteurs en sont persuadés, mais Mulner n'est pas du genre causant. Il affirme ne rien comprendre à l'affaire et retrouve rapidement la liberté.

Huit semaines après le sommet mafieux d'Herzliya, Yaakov et Nissim Alperon sortent d'un restaurant oriental du sud de Tel-Aviv. Sur le trottoir, ils se retrouvent en face à Mulner accompagné de gardes du corps et de son homme de confiance Ouri Luzon. Grosse tension. Toisant son ancien associé, « Don Alperon » se précipite sur lui en le menaçant de son uppercut d'ancien boxeur. Luzon a dégainé son arme, les deux camps se tiennent en respect. Un geste mal interprété et la situation tourne au drame. Par chance, des « filocheurs » chargés de surveiller Mulner depuis l'incident de l'hôtel Daniel sont en planque dans les environs. Ils appellent des renforts et les protagonistes de la prise de bec en sont quittes pour un séjour de quelques heures au commissariat.

Aussi troublants soient-ils, ces faits ne démontrent pourtant pas l'implication de l'ancien numéro deux du gang de Ramat Amidar dans l'élimination explosive de « Don Alperon ». D'ailleurs, il se trouvait à l'étranger au moment où la voiture du « Boxeur » a sauté. Depuis lors, plusieurs membres de la famille Alperon, parmi lesquelles les sœurs du défunt, déclarent qu'elles ne croient pas à la culpabilité de Mulner dans cette affaire.

Pourquoi les deux hommes se détestaient-il à ce point ? « Don Alperon » et Mulner se connaissaient de longue date pour avoir collaboré dans la

« protection » de commerces et de PME tel-aviviennes. La famille Alperon désignait les cibles et les hommes du gang de Ramat Amidar jouaient aux gros bras. Ce qui a valu à Yaakov et à Mulner une condamnation au début des années quatre-vingt-dix. Plus tard, le premier a déclaré à certains de ses proches qu'il croyait avoir été trahi par Mulner lorsque celui-ci a voulu voler de ses propres ailes. Il l'a en tout cas accusé d'avoir voulu accaparer son gagne-pain en empiétant sur « son » territoire.

Le nouveau taulier

Huit ans après l'attentat qui a tué Yaakov Alperon, l'énigme de sa mort n'a toujours pas été résolue. Elle l'est d'autant moins que certains de ses frères ont été, et sont encore, régulièrement visés par des tentatives d'assassinat.

En septembre 2000, peu après sa libération, Nissim Alperon est pris pour cible par un motard qui l'attend devant son domicile, en plein centre de Ramat Gan. Le 17 mars 2002, soit dix-huit mois après cet attentat, un autre tueur lui tire dessus alors qu'il se dirige vers la synagogue où il remplit habituellement ses obligations religieuses. Rebelote le 27 août 2003 lorsqu'un commando de deux hommes tente vainement de l'intercepter alors qu'il circule à moto.

Le 20 mai 2007, c'est un commando de trois personnes – des tueurs venus de Jérusalem et liés à la famille Aberjil – qui l'attend au coin d'une rue proche de son domicile. Des tueurs sans doute, mais manquant de discrétion puisqu'ils sont repérés par les « filocheurs » de la *PNI*. Lorsque ceux-ci tentent de les intercepter, l'un des sicaires déjà impliqué dans une tentative de « liquidation » visant Zeev Rozenstein, dégaine son arme et ouvre le feu. Il est abattu par un tir de riposte.

« Moussa » Alperon étant hors circuit et Yaakov enterré, Nissim passe à tort ou à raison pour le nouveau taulier de la famille, puisque Zalman affirme vouloir se tenir à l'écart des affaires et qu'Arieh, le dernier des quatre frères, cherche à éviter la lumière des projecteurs. C'est sans doute pour cela que leurs concurrents déploient des efforts de plus en plus importants.

Le 12 juin 2012, nouvelle alerte : une bombe explose sous le 4 × 4 du même Nissim au moment où ce dernier en sort. Certes, il est indemne, mais son garde du corps en garde de sérieuses séquelles.

Nissim Alperon n'étant pas né de la dernière pluie, il se tient évidemment sur ses gardes. Il le fait d'autant plus que le *PNI* l'a convoqué trois semaines auparavant pour l'informer que la longue série d'attentats visant à le « liquider » n'est pas près de s'interrompre et qu'un nouveau « contrat » placé sur sa tête circule au sein du milieu. Pour l'occasion, ses interlocuteurs lui conseillent de se mettre au vert quelques semaines ou quelques mois, mais le truand n'est pas un adepte enthousiaste du *cooling down*. Il refuse.

Six mois plus tard, le 10 janvier 2013, en plein centre de Tel-Aviv, face au palais de justice, un motocycliste se glisse près de la voiture de location dans laquelle le frère de « Don Alperon » circule avec son épouse et fixe une mine magnétique dont la minuterie est programmée pour déclencher une explosion immédiate. Apercevant la moto le suivant en ce 10 janvier 2013, Nissim Alperon comprend en tout cas qu'un nouveau moment de vérité vient d'arriver. Il saute de son véhicule face au palais de justice de Tel-Aviv et se fond dans la foule en profitant de la panique provoquée par l'explosion qui est censée le déchiqueter.

Interviewé quelques heures à peine après cette scène digne d'un film hollywoodien, le nouveau parrain ne semble pas spécialement ébranlé par l'événement. Ou alors, il joue bien la comédie.

« Je ne me connais pas d'ennemis », déclare-t-il à la deuxième chaîne de télévision. « Tout va bien. La vie continue même si elle n'est pas toujours facile […] Pourquoi vous m'emmerdez avec vos histoires ? Lâchez-moi la grappe, les amis.[77] »

Les bonnes bouteilles

Les derniers attentats anti-Alperon sont, entre autres, liés à la guerre pour le contrôle du recyclage des bouteilles consignées auxquelles se livrent les organisations criminelles israéliennes depuis une bonne dizaine d'années. C'est une guerre sourde, dont l'opinion publique n'a pas conscience, mais dans le cadre de laquelle tous les coups sont permis.

En effet, lorsqu'il a été élu premier ministre pour la première fois entre 1996 et 1998, Binyamin Netanyahou a lancé de vastes réformes libérales visant à privatiser tout ce qui pouvait l'être. Ehoud Barak, son successeur travailliste, puis Ariel Sharon et Ehoud Olmert ont poursuivi sur la même lancée. En une

quinzaine d'années, de nombreux bijoux de famille de l'État hébreu ont donc été vendus aux plus offrants. « Soldés » devrait-on écrire, car leurs acquéreurs ont bénéficié de conditions très avantageuses. Cette privatisation à outrance était censée « ouvrir le marché à la concurrence, donc faire baisser le coût des biens et des services ». Cela n'a pas été le cas. En revanche, elle a ouvert de nouveaux champs aux organisations criminelles disposant d'argent à blanchir.

Pour les Alperon, l'opportunité s'est présentée en 1999 lorsque la *Knesset* a voté une loi instaurant la consignation des bouteilles de verre et des canettes moyennant 25 agorot, soit six centimes d'euros. Israël étant un pays chaud, on y consomme énormément de boissons fraîches et de sodas tout au long de l'année. Les kiosques, les aubettes, les terrasses de café font naturellement partie du paysage urbain israélien. Dans ce contexte, le marché de la consignation est évalué à plusieurs dizaines de millions d'euros par an.

Plongés dans les violences de la deuxième *intifada*, les consommateurs de l'État hébreu ne se sont pas beaucoup préoccupé des nouvelles dispositions légales. En revanche, les organisations criminelles ont compris qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner puisque la récupération des contenants vides ne nécessite aucun investissement, à part quelques vieux camions et quelques ouvriers journaliers payés une misère pour rassembler la matière première.

Le système est simple : il suffit de « convaincre » les tenanciers de débits de boisson – parfois en montrant ses muscles, parfois en promettant une protection – de garder les bouteilles vides en attendant le passage hebdomadaire des ramasseurs et le tour est joué.

Arieh Alperon a été le premier à se lancer dans l'aventure en créant une société baptisée « *Habakbouk halohet* », « la bouteille ardente », peu après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Grâce à la réputation de violence de leur patron, les représentants de la firme n'ont eu aucun mal à rafler la plupart des contrats de récupération sous le nez des jeunes entrepreneurs honnêtes qui imaginaient naïvement pouvoir accomplir leurs premiers pas de businessman en se lançant dans l'industrie verte.

Coup de boule

Étant donné les enjeux financiers, d'autres organisations mafieuses n'ont pas tardé à suivre les Alperon et le partage des zones de récolte ne s'est pas déroulé sans heurts. Surtout dans le centre de l'État hébreu, qui est la région la plus riche de ce pays, celle où se concentre le tiers de sa population, et celle où les kiosques, cafés et restaurants sont les plus nombreux.

Au début de 2006, une caméra de surveillance a surpris Arieh et Yaakov Alperon, ainsi que leurs lieutenants Yossi Batsrawi et Tal Azoulay, s'en prenant dans la rue à Itzhak Aberjil dans le cadre d'un contentieux portant sur la récolte des bouteilles. Aberjil était accompagné de Motti Hassin et Eytan Haya, l'ancien numéro deux de la mafia israélienne de New York, mais en raison de leur longue expérience dans les bagarres de rue, les Alperon ont rapidement pris le dessus. En fait, « Itzik » a pris un coup de boule et s'est enfui précipitamment. Or, cette séquence humiliante pour lui est parvenue aux principales chaînes de télévision qui l'ont diffusée à plusieurs reprises. Un camouflet pour le chef de la famille Aberjil, qui passait jusqu'alors pour un parrain intouchable [78].

Comme partout ailleurs sans doute, les questions d'honneur, d'ego et de respect sont très importantes au sein du milieu israélien. Pour certains enquêteurs, l'affaire du « coup de boule » expliquerait pourquoi Aberjil, qui est extrêmement sourcilleux à propos de son rang et de son statut, aurait décidé d'en finir avec « Don Alperon » dans un premier temps, avec ses frères par la suite.

Le 12 novembre 2007, lui et ses lieutenants ne se sont en tout cas pas présentés devant le tribunal de Tel-Aviv qui les avait convoqués comme témoins au procès pour « violence aggravée » intenté aux deux frères Alperon, à Yossi Batsrawi et à Tal Azoulay. Ils étaient fort opportunément « malades » ce jour-là. Il est vrai que dans leur milieu, on ne règle jamais ses comptes devant un magistrat…

Quoi qu'il en soit, la présence de Hassin au côté d'Aberjil durant la séquence du « coup de boule » n'était pas anodine car « Itzik » est fort également actif dans le secteur de la récupération de vidanges à Jérusalem. Là, il mène ses opérations par le biais de Hassin ainsi que de Yaakov Shimon, alias « Aka », son prête-nom.

Soutenu par Aberjil, ce dernier s'est d'ailleurs implanté sur le marché des vidanges au détriment des frères Bar Moha, également présent dans ce juteux « *business* ».

Éliminations ratées

Le contentieux entre Itzhak Aberjil et « le Boxeur » était lourd. Au début de 2007, donc avant le « coup de boule », Alperon avait d'ailleurs engagé deux tueurs à gages pour supprimer son rival. Le contrat avait cependant été annulé en dernière minute pour des raisons techniques.

Les frères Aberjil n'étaient pas les seules cibles des Alperon dans cette guerre du recyclage. En décembre de la même année, Yaakov et son fils Dror, alors soldat d'active dans une unité spéciale de *Tsahal*, ont ainsi recruté Amir Nigerkar, un commando effectuant également son service militaire, pour lui confier une opération très spéciale. Cette fois, ils voulaient éliminer les frères Moshe et Rafi Ohana, les chefs d'une organisation criminelle basée à Kfar Saba et qui se développait sur le marché de la récupération des bouteilles.

Spécialisée dans les prêts usuraires, les paris clandestins et le blanchiment, la famille Ohana s'était elle aussi lancée dans la course aux flacons et aux canettes au début des années deux mille. Avec l'aval de Zeev Rozenstein et sur une zone limitée puisqu'elle n'a jamais eu d'ambition nationale. En 2002, un conflit a éclaté avec les Alperon lorsque ces derniers, pris de fringale, ont tenté d'empiéter sur leur territoire. Le patriarche de la famille Ohana a été abattu et « Don Alperon » a lui aussi été visé par plusieurs tentatives de « liquidation » indépendantes de celles commanditées par les Aberjil.

L'opération de décembre 2007 était la suite prévisible de cette série de vendettas. Pendant que Dror Alperon faisait le guet devant le domicile des Ohana, Amir Nigerkar, armé de son fusil-mitrailleur M16, attendait dans un bosquet voisin. En position de combat. Il a tiré une vingtaine de balles et Rafi Ohana a été blessé à la jambe. Son chien a encaissé le plus gros de la rafale, il en est mort. Arrêté en janvier 2008 dans le cadre de l'enquête, Yaakov Alperon a été maintenu en détention pendant dix jours et relâché faute de preuves. Nissim a nié toute implication dans l'affaire. Quant à Dror, il s'est de nouveau lancé dans une nouvelle cavale sans issue. Une fuite pathétique qui ne l'a mené nulle part. À l'appel d'Ahuva, sa mère, et de son avocat, il s'est rendu au bout de deux mois. Ce qui lui a valu, en plus d'une inculpation pour tentative d'assassinat, de comparaître devant un tribunal militaire sous l'accusation de désertion.

Les Alperon ne pèsent plus lourd

Huit ans après la disparition de « Don Alperon », sa famille n'est plus considérée comme un élément moteur de la criminalité organisée israélienne même si elle reste active. L'attentat du 10 janvier 2013 visant Nissim Alperon a entraîné un rapprochement avec Amir Mulner après que ce dernier eût été libéré après avoir purgé une peine pour port d'arme prohibée et association de malfaiteurs. Malgré leurs dissensions, les deux hommes ont accepté de se rencontrer pour négocier une « *sulkha* », une paix des braves entre leurs organisations. Ce petit « sommet mafieux » a été organisé par l'avocat Moti Katz, un pénaliste qui a représenté les deux parties à plusieurs reprises dans le passé – il continue à défendre Mulner –, ainsi que par des rabbins bénéficiant d'une certaine influence sur les Alperon.

La réconciliation s'est déroulée le 23 avril 2013 dans un restaurant asiatique de Ramat Gan où les ex-ennemis se sont présentés seuls. Et sans armes, est-on tenté d'ajouter. Moti Katz a joué au juge de paix. À l'en croire, les deux « parrains » ont « discuté de tout » et « réglé certains problèmes qui avaient entraîné des incompréhensions ». Dont acte.

Tout est bien qui finit bien ? Les analystes de la *PNI* estiment que cette trêve est temporaire. Qu'il suffirait d'un incident ou d'une nouvelle « incompréhension » pour que les festivités sanglantes reprennent de plus belle. Car l'autorité de Nissim Alperon sur son organisation n'est pas aussi établie que celle de « Moussa » ou de Yaakov. Dror, le fils de ce dernier a longtemps été persuadé que Mulner est à l'origine de la mort de son père. Il a évidemment promis de le lui faire payer mais il semblait être revenu à de meilleurs sentiments au début de 2016. « C'est un chien fou et il est violent », dit-on à la *PNI*. « Il se moque des accords passés par son oncle et il n'écoute personne, même pas sa mère qui lui conseille elle aussi de laisser tomber. Un jour ou l'autre, il peut très bien décider d'agir seul et le sang se remettrait aussitôt à couler ».

Pendant quelques mois, l'héritier de « Don Alperon », a en tout cas donné l'impression de s'être un peu calmé. Et même de vouloir retrouver une la vie ordinaire d'un citoyen lambda. Il avait la tête ailleurs puisque sa compagne, une étudiante en troisième année de criminologie alors âgée de vingt-trois ans, avait accouché dans le courant de l'été. Les proches du jeune père ont alors prétendu que l'événement « l'a transformé » et qu'il allait entamer une vie normale

immédiatement après avoir purgé jusqu'en janvier 2013 une courte peine pour extorsion et violences.

Cet optimisme n'était pas justifié. Dans le courant de 2013 et de 2014, Dror Alperon a été arrêté à plusieurs reprises pour menaces et racket. Ce qui lui a valu d'être condamné à 46 mois de prison en mars 2015. Une condamnation pour des faits minables qui contrastent avec l'aura criminelle dont bénéficiaient les fondateurs de la famille.

Signe en date de l'inexorable déclin de la famille : le 10 août 2015, des bulldozers mandatés par la municipalité de Givat Shmouel, le fief historique du clan, ont rasé un complexe de constructions illégales appartenant depuis plus de vingt ans à Zalman Alperon. Un lotissement érigé sans autorisation sur des terrains publics.

Dans le courant des années 1980, personne n'aurait osé déloger les membres de cette famille. Mais le temps a passé et si les bulldozers étaient accompagnés de policiers armés chargés de les protéger, l'arasement s'est déroulé sans incident.

On comprendra mieux la puissance dont jouissaient les Alperon il y a quelques décennies, et l'étendue de la petite cité illégale qu'ils avaient développée à Givat Schmouel, si l'on sait qu'à la place de cette dernière s'élèveront vingt tours d'habitation de dix à vingt et un étages, un centre commercial, une école et des équipements associatifs.

Désormais retraités, les survivants du clan Alperon de la grande époque font rarement parler d'eux. Et lorsqu'ils sont arrêtés pour des broutilles par la *PNI*, celle-ci les relâche rapidement faute de preuve. Outre Dror Alperon, Arieh continue à faire parler de lui de temps en temps. Également dans la catégorie des faits divers minables. En janvier 2016, il a ainsi été inculpé pour avoir tenté de prendre par la force le contrôle d'une zone de récolte de vidanges et de bouteille qu'il avait pourtant vendue trois ans auparavant à un homme d'affaires de Kfar Saba.

Un beau matin, ce dernier a vu les hommes d'Arieh débarquer en force sur les lieux de récolte et proclamer qu'ils en étaient désormais les gestionnaires. L'homme d'affaires évincé est aussitôt allé porter plainte, ce que personne n'aurait jamais osé faire du temps de la splendeur des Alperon.

70. Cité dans *Yediot Aharonot*, *Maariv* et l'ensemble de la presse israélienne le 19 novembre 2008.

71. In *Paris-Match*, 14 décembre 2008. Peu après la publication de cet entretien, Ahuva Alperon a tenté de mettre fin à ses jours en avalant des médicaments. Son fils Dror venait d'être arrêté pour avoir racketté des restaurateurs de la grande périphérie de Tel-Aviv et les avoir obligés à lui céder leurs stocks de bouteilles vides. En perquisitionnant à son domicile dans le cadre de cette affaire, les enquêteurs ont découvert une importante quantité d'armes et de matériel militaire.

72. Entretien avec l'auteur.

73. L'ultra-orthodoxie juive se divise en plusieurs courants dirigés par des rabbins plus ou moins charismatiques et portant le nom de leur région d'origine en Europe de l'Est. Parmi ces mouvances, celle de Bretslav se divise en plusieurs factions concurrentes dont une est dirigée par le rabbin Eliezer Berland et centrée autour de l'école talmudique « *Shouvou Banim* » (« Que les garçons reviennent », sous-entendu : à la foi).

Depuis quelques mois, Faïga Shamaï-Alperon passe beaucoup de temps à défendre son leader spirituel puisque ce dernier est accusé d'avoir abusé ou tenté d'abuser sexuellement une vingtaine de ses ouailles féminines. Des jeunes femmes dont le mari fréquente sa synagogue ainsi qu'une jeune fille âgée de quinze ans. L'affaire a éclaté en février 2013 lorsque Berland, ciblé par plusieurs plaintes, s'est enfui aux États-Unis avant de déménager en Suisse puis au Maroc – un pays qui n'a évidemment pas signé d'accord d'extradition avec l'État hébreu – pour éviter de répondre aux questions de la *PNI*. Il a ensuite séjourné au Zimbabwé et en Afrique du sud, d'où il a été expulsé vers les Pays-Bas Le 30 juin 2015, une cour de cassassion hollandaise a rejetté les arguments de Berland selon lesquels Israël ne serait pas compétent pour le juger puisque ce les crimes allégués auraient été commis à Jérusalem-est (la partie arabe de la ville sainte), donc en territoire palestinien. Les magistrats ont donc autorisé le gouvernement néerlandas a extrader l'encombrant rabbin. Mais celui-ci s'est enfui en Afrique du Sud où il a été arrêté en mars 2016. En mai de la même année, il a conclu un accord avec la justice sud-africaine par lequel il accepte son extradition et renonce à faire appel. Il a atterri à l'aéroport de Tel-Aviv le 19 juillet 2016 et a aussitôt été placé sous mandat d'arrêt.

Plusieurs témoins ayant déposé contre Berland en Israël même ont été victimes de violences et de tentatives d'extorsion émanant de membres de plusieurs organisations criminelles. Entre autres, celle d'Itzhak Aberjil dont un sous-groupe dirigé par les frères Abraham et Yaakov Illouz, deux ultra-orthodoxes chargés d'assurer la sécurité de Berland.

Il n'existe pas beaucoup d'organisations criminelles dans le milieu des « haredim » (Craignant Dieu). L'une d'entre elles fonctionne à Bnei Brak, la banlieue ultra-orthodoxe de Tel-Aviv. L'autre et certains de leurs hommes sont également actifs dans la « *Michmeret ha tsinout* » (la Garde de la pudeur), une sorte de police interne à la communauté ultra-orthodoxe. Une milice illégale veillant, souvent par la menace ou par la force, à ce que les commerces situés dans les quartiers religieux disposent de deux entrées – une pour les femmes, une pour les hommes – et à ce qu'ils ne vendent pas ce qui est interdit par les rabbins de leur communauté. Les sous-vêtements provocants, les produits de beauté, mais également le matériel électronique non estampillé « *casher* ».

Indépendamment des ennuis judiciaires d'Eliezer Berland, son fils Nahman et son neveu Natan ont été arrêtés le 13 août 2013 par le *Yamar* avec six autres complices issus des milieux ultra-orthodoxes de *Mea Shearim* ainsi que de la colonie de Beitar-Ilit (Cisjordanie). Ils sont accusés de fabrication de faux documents d'identité et de blanchiment de plusieurs centaines de milliers d'euros.

74. Assise à côté de « Moussa », son amie de l'époque – l'ancienne épouse d'un chanteur oriental réputé – s'en est sortie indemne mais choquée.

75. Selon un rapport de la section « délinquance juvénile » de l'unité centrale de la police de Tel-Aviv dont le contenu a été révélé au début de 2013, la plupart des mineurs liés de prés ou de loin à la famille Alperon sont initiés à la violence dés leur plus tendre enfance. Lorsqu'ils deviennent adolescents, les jeunes pousses apprennent à parler d'une voix dure, à hausser le ton et à prendre des postures menaçantes pour

pratiquer l'extorsion. A contrario, des témoins nous ont affirmé qu'on demande aux filles de la famille, scolarisées à Petah Tikvah d'être studieuses et polies…

Dernier exemple en date de cette violence : le 4 avril 2013, suite à des informations parvenues au *Yamar* de Tel-Aviv, trois enquêteurs de la police de Tel-Aviv se sont rendus au domicile de Dror et Elad Alperon (les fils de Yaakov) pour effectuer une perquisition. Les deux suspects ont alors attaqué les policiers avec l'aide de l'un de leurs gardes du corps. Ils ont été arrêtés et envoyés aux arrêts domiciliaires par un juge.

Seule Kim, la fille de Yaakov Alperon, a cherché à échapper à ce milieu criminogène. Elle réside en Allemagne avec son compagnon et y exerce la profession de comédienne.

76. À la fin des années quatre-vingt, les membres de la famille se sont déchirés pour de sombres histoires d'argent et de préséance. Ce conflit interne à la famille a éclaté à la mort de leur mère Yaffa, « Jamila ». Les frères et les sœurs ont alors réglé leur différend en employant les seuls moyens qu'ils connaissent : la violence. Le restaurant de Soshana Alperon-Barski, ainsi que l'appartement habité d'un autre membre de la famille ont été visés à plusieurs reprises par des tentatives d'incendie. Plusieurs des frères de Soshana ont été interrogés à propos de ces faits, mais l'enquête n'a pas eu de suite.

77. Interview réalisée le soir même par le journal télévisé de la deuxième chaîne israélienne.

78. Dans la foulée de cet incident, l'émission satirique « *Eretz neederet* », « *un pays merveilleux* », le programme le plus suivi de la télévision israëlienne, a diffusé une fausse publicité montrant un Alperon habillé d'un costume croisé style gangster et vantant doctement les mérites du recyclage des canettes pendant que l'une des victimes de la famille, ligotée et baillonnée sous un tas de bouteilles vides, tentait de s'échapper du coffre de sa voiture.

XIV

Rendez-vous au *Likoud*

Même affaiblie, la famille Alperon garde des connexions avec la société civile et avec le monde politique. Surtout avec le Likoud, le grand parti nationaliste de Benyamin Netanyahou et d'Ariel Sharon au pouvoir de manière quasi-ininterrompue depuis 1977.

Car les Alperon sont de droite, des partisans du Grand Israël qui ne s'en cachent pas. Si cela ne tenait qu'à eux, ils materaient les Arabes et les Palestiniens « comme il se doit ».

Au début des années deux mille, en pleine *intifada*, « Moussa » Alperon était plus qu'un simple adhérent au *Likoud :* il militait activement dans la section de Ramat Gan. Mieux, il était un cadre du parti, un délégué à la convention de sa formation, son instance centrale composée de 2 900 membres chargés de définir la ligne politique générale et de désigner les candidats à la *Knesset*.

Au sein de cette structure, chaque section du *Likoud* dispose d'un nombre de mandats calculé au prorata de l'importance de son effectif. Ramat Gan en détenait soixante-dix-neuf à l'époque.

Étant donné le rôle crucial joué par la convention du *Likoud* dans la vie politique israélienne du début des années deux mille[79], la présence en son sein d'un « mafieux » patenté – presque diplômé – ne pouvait pas passer inaperçue. Outre la presse, qui dénonce « l'infiltration du principal parti de gouvernement par la criminalité organisée », des élus hurlent au loup, ou plutôt à la « perte de nos valeurs ». Dans la foulée, quelques militants de longue date convoquent les caméras pour déchirer spectaculairement leur carte.

« Moussa » Alperon doit réagir. En 2002, sollicité de toute part, il renonce à son mandat en affirmant « trop aimer le parti pour lui causer un préjudice ». « Des amis me font comprendre que ma présence gêne, je m'en vais », déclare-t-il au micro de *Kol Israël*, la radio publique.

L'incident ajoute au malaise d'une formation rongée par les querelles intestines[80] et éclaboussée par des affaires nauséabondes, des rumeurs de trafic d'influence et de corruption éclaboussant plusieurs de ses responsables dont le premier ministre Ariel Sharon, ainsi que ses fils Gilad et Omri. Homme de confiance de son père, ce dernier est chargé des questions politiques sensibles, ainsi que du financement des campagnes électorales. Tout passe par lui. C'est un personnage des coulisses, mais son pouvoir est énorme.

En 1999, pour financer la campagne victorieuse de l'ex- général à la présidence du *Likoud*, Omri Sharon avait eu besoin d'argent. De beaucoup d'argent : d'un million et de demi de dollars au moins, récoltés par le biais de sociétés écrans censées effectuer des sondages et des études bidon. Un procédé classique mais illégal en Israël comme dans de nombreux autres pays démocratiques. Une technique efficace en tout cas, puisque l'ex-général, héros de la guerre de Kippour n'a jamais manqué de fonds pour promouvoir sa carrière. Élu à la tête de son parti, il a d'ailleurs remporté dans la foulée les élections législatives de 2001 et décroché le portefeuille tant convoité de premier ministre de l'État hébreu. Pourtant, l'élection de Sharon à la présidence du *Likoud* n'était pas jouée d'avance. Chargé de tracer le chemin puis de conforter la position de son père, Omri a dû ratisser large. Peu lui importait que ses soutiens soient « casher » ou pas : il fallait qu'ils apportent de l'argent et de l'influence.

C'est dans ce contexte qu'Omri Sharon a rencontré « Moussa » Alperon et que ce dernier l'a aidé à encarter les milliers de nouveaux membres élisant à leur tour des délégués à la convention. Étant donné la réputation du mafieux, sa collaboration avec le fils de l'ex-général devait rester discrète, et ce fut le cas. À l'époque, « Moussa » Alperon n'avait pas encore rendu son mandat de délégué à la convention. Il disposait de nombreux contacts lui permettant de jouer au poisson pilote en introduisant son nouvel ami auprès de nombreux délégués susceptibles de soutenir son père contre le maire de Jérusalem Ehoud Olmert, qui briguait lui aussi le fauteuil de leader du parti.

La famille Alperon a commencé à militer au *Likoud* lorsqu'elle résidait encore à Givat Shmouel. Là, elle faisait tout simplement la pluie et le beau temps au conseil local en jouant de ses muscles. Personne ne pouvait se faire élire sans

son soutien. Dans les années quatre-vingt, la réputation sulfureuse des frères n'empêchait d'ailleurs pas les « bonzes » du *Likoud* de les fréquenter au vu et au su de tous. Plusieurs rapports policiers de l'époque témoignent d'ailleurs que des photos dédicacées et d'autres montrant les truands serrant la main de politiques étaient affichées bien en vue sur un mur de l'Auberge des Tigres, l'établissement de Shoshana Alperon-Barski qui servait de quartier général à la famille.

C'est la raison pour laquelle la section de Ramat Gan du *Likoud* intéressait beaucoup la *PNI* à la fin des années quatre-vingt- dix. Elle l'intéressait d'autant plus qu'au-delà de « Moussa », on y croisait plusieurs autres militants au casier judiciaire chargé et aux connexions avérées avec le milieu. Parmi ceux-ci, Shlomi Oz, un propagandiste plein d'allant et réputé pour son dynamisme qui allait devenir président de la section le 18 février 2003, au terme d'une élection contestée. Un combat épique entre la vieille garde des militants représentée par le maire de Ramat Gan et les jeunes hussards avides de pouvoir.

Oz ordres des Alperon

Né à la fin des années cinquante à Kyriat Shmona d'une mère tunisienne, Shlomi Oz – Aziza de son vrai nom – a commencé sa vie professionnelle comme ouvrier dans une petite usine d'impression sur textile sis à Pardès Katz. Une PME vivotant tranquillement et dont il est devenu associé après avoir convaincu le P.-D.G. des potentialités du marché.

Ambitieux et intelligent, le jeune homme voyait loin. Plus loin que Pardès Katz en tout cas. Il voulait réussir dans la grande ville, à Tel-Aviv. Parallèlement à ses activités dans le textile, il a donc ouvert un bar à bières baptisé « *HaOhel* », « la tente ». Un établissement comme on en trouvait peu à l'époque et qui attirait une clientèle de marginaux, de paumés, et de petites frappes. Parmi celles-ci, Yaakov Alperon, « le Boxeur » dont les poings inspiraient déjà la crainte, mais qui n'était pas encore devenu le parrain que l'on connaîtra plus tard.

Le courant passe rapidement entre les deux hommes. Au point que Shlomi Oz abandonne son café pour participer aux activités de récupération de créances de la famille Alperon. Pour la façade, il passe pour un simple employé, mais en réalité, il coordonne les opérations de « protection » menées avec l'aide d'Amir Mulner et du gang de Ramat Amidar.

Suite logique de cette collaboration, la première condamnation judiciaire de l'ex-cafetier est prononcée en 1987 et la suivante deux ans plus tard. Dans le cadre cette dernière affaire, « le Boxeur », Oz et seize autres complices sont reconnus coupables d'extorsion de fonds, mais également de faux monnayage. Ils voulaient inonder le marché israélien avec deux millions de dollars en fausse monnaie.

Shlomi Oz en prend pour trente-deux mois, mais est libéré en 1990 après un an et deux mois de détention. Il jure alors qu'il a compris la leçon et se lance dans les affaires immobilières. Pourtant, l'ex-taulard n'a pas vraiment quitté le monde interlope. En marge de ses affaires légales, il ouvre en effet une taverne dans une zone industrielle du sud de Tel-Aviv où les casinos clandestins prolifèrent. Un établissement fréquenté par des usuriers, des truands de bas étage, des joueurs en mal de fonds. L'homme partage les idées politiques de « Don Alperon ». Il soutient le *Betar* de Jérusalem, le club de football lié au *Likoud* et dont les membres sont connus pour leur racisme anti-arabe[81]. D'ailleurs, il en écoule les billets.

À première vue, la réinsertion de Shlomi Oz est un modèle du genre. À la fin des années quatre-vingt-dix, son passé semble oublié. Bien sûr, on chuchote dans son dos mais personne n'évoque quoi que ce soit en public, et certainement pas au *Likoud* dont il est devenu un militant actif.

À l'occasion des primaires de 1999, le cœur de l'homme d'affaires penche en faveur d'Ariel Sharon, mais il n'est pas un ingrat. Il se souvient que durant ses ennuis judiciaires pour faux monnayage, Ehoud Olmert a été l'un des seuls à le soutenir en écrivant au tribunal pour se porter garant de sa « bonne moralité ». Le maire de Jérusalem étant lui aussi candidat à la présidence du *Likoud*, Oz se met donc à son service en mobilisant ses amis délégués à la convention. Mieux : il verse une contribution conséquente à la caisse électorale de son poulain. C'est interdit par la législation israélienne mais peu importe : il présente l'affaire comme un prêt qu'Olmert et le directeur financier de sa campagne Abraham Hirshzon[82] rembourseront un jour. Peut-être…

Grenouillages

Olmert n'avait aucune chance face à Sharon. Une fois élu à la présidence du *Likoud*, ce dernier a d'ailleurs eu l'intelligence de l'intégrer dans le premier cercle de ses conseillers pour ne pas s'en faire un ennemi qui lui aurait mis des bâtons dans les roues. Quant à Shlomi Oz, il s'est placé sous les ordres d'Omri, le fils du nouveau chef de file du parti.

En 2003, fort du soutien du clan Sharon et de la famille Alperon, Oz, l'ex-taulard accède à la présidence du *Likoud* de Ramat Gan, devenant du même coup membre de droit de la convention du parti. C'est une belle victoire pour Shlomi Oz, mais elle est de courte durée puisqu'il est arrêté le lendemain, suivi par son épouse Ofra, par son cousin Shaï Azoulai, par un certain Benny Tabin, dont on reparlera un peu plus loin, ainsi que par quelques complices dont Rony Sasson, un ancien détenu condamné pour trafic de stupéfiants et détention d'armes de guerre.

De quoi la *PNI* accuse-t-elle Oz ? De n'avoir jamais abandonné ses activités illégales et de continuer à réaliser des coups. Entre autres, une escroquerie dans laquelle la banque Leumi, la deuxième institution financière israélienne, a perdu 4,5 millions de shekels, soit plus de 900 000 euros.

En effet, en mai 2000, Rony Sasson a déposé plusieurs chèques émis par la « *Northern star company Ltd* », une société dont Shaï Azoulai était l'actionnaire principal et le directeur général, sur un compte ouvert auprès de la banque Leumi victime de l'escroquerie. La Northern star disposait d'un compte à la banque Mizrahi dont le personnel venait fort opportunément d'entamer un mouvement de grève. Lorsque le guichetier de la Leumi a voulu effectuer les vérifications d'usage afin de se faire confirmer par la Mizrahi que les chèques étaient couverts, il n'a évidemment trouvé personne à qui parler. Ce qui ne l'a pas empêché de créditer le compte de Rony Sasson. Le lendemain, ce dernier s'est présenté dans une agence de la Leumi pour prélever une somme en liquide équivalente au montant des chèques en bois déposés la veille. Simple, facile, efficace… et lucratif, cette embrouille.

L'argent n'a pas traîné dans les poches de l'escroc. Shlomi Oz et Benny Tabin ont touché leur part, ainsi que Meïr Hasson et Benny Ravizada dit « le Requin », les rois du prêt usuraire impliqué dans le siphonnage de la Banque HaMiskhar.

Durant ses interrogatoires, Rony Sasson a accusé le président de la section du *Likoud* de Ramat Gan d'être le cerveau de l'escroquerie de la Leumi. Crédible ?

En tout cas, pour la *PNI*, sa présence dans le dossier est lourde de signification. Parce que l'on ne peut évoquer le nom de Shalom Oz sans faire référence à la famille Alperon, et parce que les enquêteurs chargés de boucler le dossier de la Banque HaMiskhar avaient également détecté sa présence discrète dans certaines séquences de cette affaire.

Lorsque Shlomi Oz ne s'était pas encore imposé à la tête du *Likoud* de Ramat Gan, il a en effet cogéré un compte bancaire avec Meïr Hasson, lui-même directement impliqué dans la combine de la Banque HaMiskhar. De ce fait, il a – sciemment ou non – profité d'une partie de l'argent « pompé » dans les caisses de cet établissement.

De plus, lorsque le scandale du siphonnage des caisses de la banque HaMiskhar est arrivé à son épilogue et qu'Ofer Maximov, l'une de ses figures centrales de la combine, a été séquestré afin de pousser sa sœur à voler davantage d'argent, Shlomi Oz ne se trouvait jamais bien loin… en compagnie de son ami Gabriel Ben Harosh, le chef d'antenne de l'organisation Aberjil aux États- Unis.

Autre « coïncidence » : peu avant la reddition à la police de sa sœur Etty Alon, Ofer Maximov a été « protégé » – « séquestré » selon le parquet – par des vigiles de la société « *Tsevet Bitahon* », « équipe de sécurité » en hébreu. Or, cette entreprise de gardiennage était dirigée par Benny Tabin, un proche de Shlomi Oz et d'Omri Sharon[83]. Le monde est décidément petit…

Une autre figure intéressante ce Benny Tabin. Fils du député nationaliste Élie Tabin qui fut, avant la création de l'État hébreu, le délégué en Europe du mouvement sioniste d'extrême droite « *Etzel* », membre du *Likoud* et délégué à la convention de ce parti, ce partisan du Grand Israël a longtemps résidé en Espagne.

Au moment des faits, il était considéré comme proche du clan Sharon. Mais il était également un vieil habitué des tribunaux israéliens. En effet, dans les années quatre-vingt, lorsqu'Olmert était trésorier du *Likoud* et que la législation sur le financement des partis politiques n'interdisait pas grand-chose, Tabin a aidé son parti à remplir ses caisses électorales selon les méthodes coutumières de l'époque. C'est-à-dire en délivrant aux entreprises donatrices des factures correspondant à des prestations inexistantes, à des études bidon, des recherches

sans consistance, et des ordres de publicité dans des périodiques à diffusion confidentielle.

Ce financement douteux a donné lieu à de nombreuses combines qui mériteraient à elles seules la rédaction d'un livre. Quoi qu'il en soit, Tabin et Olmert ont été inculpés en 1989, mais le futur premier ministre de l'État hébreu – qui est un ancien avocat – a réussi à convaincre le tribunal qu'il ne connaissait pas la provenance des fonds incriminés. Qu'« on » avait abusé de sa crédulité et qu'il s'était montré « trop naïf ». « Je n'ai jamais posé de questions, je faisais confiance », a-t-il déclaré aux juges et ceux-ci l'ont cru. Olmert a donc été acquitté, ce qui lui a permis de poursuivre une carrière politique qui l'a mené jusqu'au sommet de l'État. Quant à son factotum, il en a pris, lui, pour huit mois.

L'Île grecque

Peu rancunier, Benny Tabin soutient pourtant Ehoud Olmert contre Ariel Sharon lors des primaires organisées par le *Likoud* en 1999. À l'instar de Shlomi Oz, il se met ensuite au service du vainqueur et se trouve un point de chute dans l'entourage de l'homme d'affaires David Appel, un promoteur immobilier affilié au *Likoud* dont il devient le directeur financier.

David Appel caresse alors un rêve pharaonique. Il veut transformer une île grecque en un centre de vacances géant pour touristes israéliens. Le hic, c'est que la zone est protégée et que toute construction y est interdite en raison des nombreuses reliques archéologiques qu'elle recèle. Qu'à cela ne tienne, il mobilise ses nombreux amis dans les instances du *Likoud* afin de convaincre les décideurs grecs de l'utilité du projet. L'artillerie lourde : Ehoud Olmert et Ariel Sharon, dont l'un des fils a d'ailleurs été engagé comme « consultant » par l'entrepreneur, interviennent auprès d'Athènes. Des contacts ont également lieu au niveau diplomatique.

Quant à l'argent, David Appel en trouve auprès des banques, mais ce n'est pas suffisant. Il sollicite le « marché gris » pour un complément, principalement Benny Ravizada, « le Requin », en fonds depuis l'affaire de la Banque HaMiskhar.

Le centre de vacances ne verra jamais le jour. Sa construction s'avérant impossible en Grèce, David Appel envisage de concrétiser son projet en Italie,

en Sicile ou en Sardaigne. Il se rend sur place pour rencontrer quelques édiles municipaux plus ou moins intéressés. Sans résultat. De toute façon, à ce moment-là, le promoteur ne dispose déjà plus de l'influence nécessaire. Le clan Sharon se détourne de lui et la justice commence à s'intéresser sérieusement à sa manière de faire des affaires.

Inculpé pour avoir corrompu le maire *Likoud* de Lod et quelques autres mandataires locaux afin d'obtenir des droits de construction extralégaux, lui qui ne ratait jusqu'alors aucune occasion de se mettre en avant en arguant de ses opinions droitières, se fait beaucoup plus discret. Presque invisible. Pourtant, les médias auront encore l'occasion de beaucoup parler de ses initiatives, mais dans les rubriques judiciaires lorsqu'il sera condamné à trois ans et demi de prison pour corruption.

Benny Tabin, qui était à la fois son employé, son complice, et son camarade de parti, a quant à lui écopé de deux ans. Il a ensuite disparu de la circulation jusqu'à ce que son nom soit cité en octobre 2009 dans le cadre de l'enquête sur le blanchiment des bénéfices d'un réseau de trafic de stupéfiants dirigé par le parrain Israélo-Géorgien Yaakov Chachashvilli[84].

Élection surprise

« Moussa » Alperon, Shlomi Oz, Benny Tabin ne sont pas les seuls militants douteux du *Likoud* puisque « Meny » Aslan et quelques dizaines d'autres truands ou ex-truands ont également été repérés dans les instances du parti au début des années deux-mille. Certains ont d'ailleurs participé à la convention du 8 décembre 2002 visant à préparer les élections législatives du 28 janvier 2003.

Ce jour-là, 2 900 délégués sont conviés pour composer la liste des candidats à la *Knesset*. Même s'il est contesté par l'aile ultra- droitière de sa formation, Ariel Sharon est au sommet de sa popularité. Grâce à sa politique de fermeté à l'égard du terrorisme – la deuxième *intifada* commence à battre de l'aile – le nombre d'attentats décroît, les villes palestiniennes de Cisjordanie sont encerclées et soumises à un régime de couvre-feu permanent. L'opinion israélienne apprécie. Les sondages confirment la prédominance du *Likoud* face aux autres formations.

Donc, le 8 décembre 2002, les sympathisants des candidats à l'investiture du *Likoud* distribuent gadgets et victuailles à profusion dans les allées du palais des

expositions de Tel-Aviv où se déroule leur convention. Le moment est important. Des milliers de personnes sont présentes : les équipes de campagne ainsi que les délégués, sollicités de toutes parts pour des autographes et des interviews. Autour des salles, les clans négocient des alliances visant à faire passer leurs candidats ou à en éliminer d'autres. Des « *kablanei kolot* », « les fournisseurs de voix », proposent également leurs services : moyennant une somme définie à l'avance, ils apportent un nombre de voix bien déterminé aux candidats capables de les payer[85].

« Moussa » Alperon n'a pas encore rendu son mandat. Il ne ménage donc pas ses efforts pour négocier[86]. Lui et Shlomi Oz sont parties prenantes dans certains *deals* visant à pousser certains candidats et à en écarter d'autres. Étant donné sa réputation sulfureuse, Alperon rencontre ses interlocuteurs dans des endroits discrets. Quant à son acolyte, il agit à visage découvert, en coordination avec Omri Sharon. Objectif ? Conforter Ariel Sharon qui est candidat à sa succession, mais également pousser… Inbal Gavrieli, une jeune femme âgée de vingt-sept ans totalement inconnue du public. Une extraterrestre diplômée du centre interdisciplinaire d'Herzliya, une petite faculté universitaire privée, et qui affiche « serveuse de restaurant » comme profession déclarée.

Dans le passé, de nombreux inconnus ont tenté leur chance à la convention du *Likoud* sans jamais réussir à déchirer le voile d'anonymat qui les entourait. La plupart des chroniqueurs politiques s'attendaient donc à ce que la jeune femme subisse le même sort. Or, à la surprise générale, le soir du scrutin, la serveuse inconnue a récolté plus de 400 voix, soit 15 % des suffrages. Sortie de nulle part, elle se retrouve propulsée à la vingt-huitième place sur la liste électorale du *Likoud*, coiffant sur le poteau des personnalités aussi connues qu'Ehoud Olmert et que le futur président de la *Knesset* Ruby Rivlin, un monstre sacré du parti.

Étonnement. Malaise. Comment expliquer une ascension aussi fulgurante si ce n'est par l'intervention des « *kablanei kolot* » ? « On devrait quand même se poser la question », déclare Ouzi Cohen, un vieux sage du *Likoud* interviewé par la radio publique. « Tout se passe comme si la convention avait acheté une marchandise sans l'avoir jamais vue ». Un argument aussitôt contré par Silvan Shalom, poids lourd du parti, ministre à de nombreuses reprises et lui aussi membre de la section de Ramat Gan. « J'ai parlé de cette affaire à mes amis et ils

ne m'ont rien rapporté de spécial », déclare-t-il. « Il ne faut pas voir le mal partout ».

L'ex-ministre Silvan Shalom[87] devait sans doute être distrait ce jour-là car les trucages étaient tellement voyants que la police a ouvert une enquête pour corruption. Celle-ci a débouché sur plusieurs inculpations dont celle de la vice-ministre du tourisme Naomi Blumenthal, qui avait « acheté » la voix de dizaines de délégués. Suite à ce scandale, le parti a d'ailleurs modifié son mode de fonctionnement interne.

La percée d'une inconnue

Quelques mois plus tard, au soir des élections législatives de janvier 2003, le *Likoud* remporte trente-huit sièges à la *Knesset*. Le parti travailliste, son principal concurrent ravagé par les querelles intestines et la guerre sans merci auxquelles se livrent ses principaux chefs de file, réalise l'un des plus mauvais scores de son histoire. La campagne qu'il a lancée sur le thème « voter Sharon, c'est voter Alperon » n'a pas plus porté ses fruits que ses autres arguments.

Inbal Gavrieli se retrouve députée alors que personne ne s'y attendait, et son arrivée tonitruante sur le devant de la scène n'intrigue pas seulement les chroniqueurs politiques. La *PNI* aussi voudrait en savoir davantage. Non pas que la jeune élue soit soupçonnée de quoi que ce soit d'illicite mais pour les enquêteurs spécialisés dans la criminalité organisée, son entourage familial est disons… intéressant.

Bien introduit dans les instances du *Likoud* et délégué à la convention de ce parti, Ezra Gavrieli, alias « Shoni », le père de la nouvelle représentante du peuple, est en effet tenu à l'œil depuis le début des années quatre-vingt-dix. Parce qu'il possède des night-clubs à Jaffa dans lesquels se produisent des chanteurs orientaux fort populaires cornaqués par des personnalités du milieu, et parce qu'il fréquente des mafieux.

Quant aux oncles de la députée, ils ne sont pas inconnus de la justice. Haïm, le plus discret, a été l'une des figures les plus actives de la pègre israélienne des années quatre-vingt. Avec son frère Arye, il a été condamné en 1987 pour trafic de stupéfiants, extorsion, faux et usage de faux. Le premier a été libéré conditionnellement en 1992 et le second, en 1987. En 1996, « Shoni » et Arye

ont par ailleurs été interrogés dans le cadre d'une affaire de fraude classée sans suite.

Reuven, un autre oncle de l'élue, n'est pas passé par la case prison, mais il contrôle des casinos en Turquie et en Europe de l'Est, ce qui intéresse également le département du renseignement et des investigations de la *PNI*. Dans les années quatre-vingt-dix, cet homme haut en couleur a acquis une certaine notoriété en menant une campagne agressive en faveur de l'ouverture de salles de jeux en Israël. Dans le cadre de cette opération de lobbying, plusieurs élus de droite et de gauche ont été invités à visiter ses établissements turcs et à y séjourner à l'œil. Voiture avec chauffeur comprise. Parmi ces invités de marque, le ministre Moshe Katzav, terne apparatchik du *Likoud* que personne n'imaginait devenir un jour le président de l'État. C'est peut-être grâce à cette campagne en faveur de l'ouverture de casinos en Israël, et parce qu'elles partageaient la même vision politique, que les familles Katzav et Gavrieli se sont liées. En tout cas, une fois installé à la présidence de l'État, Moshe Katzav–[88] est intervenu à plusieurs reprises en faveur des frères. Pour les aider à développer leur entreprise d'eau minérale géorgienne, entre autres. En 2001, lui, son épouse Gila, et leurs deux enfants se sont également associés à « Shoni » et à Reuven Gavrieli pour acquérir un terrain en copropriété. Illégal ? Certainement pas. Éthiquement douteux ? Chacun jugera…

Il était une fois quatre tueurs…

Nés d'un père ayant fui l'Irak et d'une mère née en Palestine, les frères Gavrieli ont été élevés dans un milieu pauvre dont ils ont réussi à s'extraire pour réussir dans les affaires. En mars 2004, soit un an et demi après l'élection d'Inbal à la *Knesset*, la famille, que certains chroniqueurs surnommaient ironiquement « le clan des Irakiens », a de nouveau fait parler d'elle dans le cadre d'un dossier mafieux. Mais à son corps défendant, cette fois.

Tout éclate le 9 mars, lorsque le commandant en chef de la police de Tel-Aviv rameute les chroniqueurs judiciaires pour une conférence de presse improvisée. Le sujet de l'intervention est tenu secret. L'ambiance est tendue et les visages fermés. Lorsque ceux dont il attend la présence sont enfin dans la pièce, le policier révèle l'arrestation de Valéry Navistzky, Sergeï Shloshlikin, André

Karouchouk, et Youri Veribiov, quatre tueurs à gages biélorusses qui venaient de s'infiltrer clandestinement en Israël via l'Égypte pour y procéder à une série d'assassinats[89]. Leurs cibles présumées ? « Shoni » et Nissim Gavrieli, les frères Alperon, ainsi que les frères Aberjil. Du beau monde, donc.

Les journalistes présents se regardent incrédules. La tension monte d'un cran lorsque la *PNI* annonce que les « exécuteurs » ont été arrêtés dans l'appartement de Kfar Saba où ils se planquaient et que les enquêteurs y ont saisi un important stock d'armes. Deux lance-roquettes antichars Law, six fusils d'assaut, quatre armes de poing et leurs réducteurs de son, une douzaine de grenades offensives, des explosifs, du matériel de vision de nuit, et des tenues militaires. Certaines de ces pièces n'avaient jamais servi. D'autres – les fusils d'assaut – proviennent des stocks de l'Autorité Palestinienne (AP).

« Opération *soldes* »

Nom de code de ce coup de filet sans précédent : « opération *soldes* ». Au comble de l'excitation, les chroniqueurs judiciaires des grands quotidiens populaires commencent à creuser. La chasse au scoop est lancée ! Ils apprennent que l'enquête relative à ce commando a débuté par hasard, dans le cadre d'un autre dossier : celui de la tentative d'exécution de l'homme de main nommé Simon Zrihan le jour du « *Yom Haatsmaout* », la fête nationale israélienne.

Blessé dans le dos alors qu'il était attablé à la terrasse d'un restaurant de Tel-Aviv en compagnie de son garde du corps, ce truand connu de longue date de la justice était soupçonné d'avoir assassiné Hanania Ohana, le chef d'une famille mafieuse en guerre avec les Alperon pour le contrôle du marché du recyclage des bouteilles consignées. Il venait à peine d'être remis en liberté en attendant son procès et profitait de l'ambiance de la fête nationale.

La *PNI* s'attendait à une vengeance des Ohana[90]. Nous verrons plus loin dans ce chapitre que ses deux frères n'en voulaient pas seulement aux Alperon, mais également aux Aberjil ainsi qu'à « Shoni » Gavrieli en raison d'une affaire malheureuse avec eux. C'est en surveillant les Ohana que les enquêteurs sont tombés sur des Biélorusses.

La *PNI* décide donc de frapper fort. Outre les quatre sicaires, les Ohana, Charlie Shitrit – le poseur de bombe – et une dizaine d'autres personnes sont

arrêtés. Le 14 mars 2004, moins d'une semaine après « l'opération *soldes* », Reuven Gavrieli est interpellé à son tour en raison de ses liens supposés avec une série de casinos clandestins. « Shoni » Gavrieli est interrogé dans la foulée. Il jure qu'il ne comprend rien à cette affaire de tueurs Biélorusses. Quant à sa fille, elle profite de son statut de députée pour lancer des attaques contre la police « impotente et inefficace face au crime organisé ». « Si je n'avais pas été élue à la *Knesset*, on n'aurait pas parlé de cette histoire plus de deux heures », fulmine-t-elle.

Pourtant, l'enquête progresse bien. En septembre 2005, Jérusalem demande d'ailleurs l'extradition de Marious Daiminouskous, un Lituanien qui avait dirigé les quatre mercenaires, puis les avait abandonnés à leur sort en Israël un mois avant leur arrestation. Il s'était ensuite rendu à Prague pour travailler comme agent de sécurité au « Royal Prague casino hôtel », l'établissement de jeux dirigé par Assi Aboutboul depuis l'assassinat de son père.

Daiminouskous n'est pas resté longtemps en Tchéquie : il s'en est éclipsé peu après que son patron eut été ciblé par une nouvelle tentative d'attentat en plein centre de Prague pour se réfugier en Géorgie avec un faux passeport israélien. C'est dans ce pays qu'il sera finalement arrêté et condamné pour usage de faux documents d'identité.

« L'incompréhension » alléguée de « Shoni » Gavrieli face aux menaces pesant sur sa vie ne convainc pas les policiers. Au contraire, elle les intrigue. Car l'arrestation des Biélorusses n'est pas la première alerte chaude le concernant. En janvier 2004, une bombe incendiaire avait déjà été fixée sous sa Mercedes garée sous l'une des trois tours Azrieli, un complexe de Tel-Aviv où l'homme d'affaires loue des bureaux. Par chance, l'engin s'était détaché. S'il avait explosé, tout ce qui se trouvait aux alentours aurait été carbonisé.

Interrogé peu après, « Shoni » avait alors également feint l'étonnement, présentant cette histoire comme une coïncidence. Vraiment ? Les policiers n'en étaient pas aussi certains. Entre autres parce qu'en mai 2001, le père de la future députée s'était associé à Meïr Aberjil, à Yaakov Alperon, et aux frères Ohana pour créer « *Net casino* », un réseau de paris sur internet disposant d'une centaine de points d'accès. Dans les web cafés, dans les épiceries ouvertes nuit

et jour, ainsi que dans des bars, des boîtes, ou certaines agences du *Toto*, le loto sportif.

Parmi les partenaires de cette affaire figurait l'informaticien Yoram Sarfati, le fils de Mordekhai Shimshi-Sarfati alias « Mentesh », l'un des premiers vrais parrains de la mafia israélienne[91]. Grosso modo, le système tournait grâce à un logiciel baptisé « *Net casino* ». Celui-ci avait été mis au point par la société « *Bet and Chat* » appartenant à Reuven Gavrieli et à son associé Motti Menashe.

Pour éluder l'impôt et tromper la justice israélienne qui interdisait – et interdit encore – ce genre de pari, le software enregistrait fictivement les transactions en République dominicaine et à Chypre. En revanche, les joueurs devaient combler leurs pertes en Israël. En cash ou par chèque. Ils étaient d'ailleurs priés de le faire rapidement sous peine de voir débarquer des récupérateurs musclés au sens de l'humour peu développé.

À la casserole

Dans les premiers jours de février 2006, Ezra, le père, Reuven, l'oncle, et Shlomi, l'un des frères de la députée Gavrieli, sont arrêtés en même temps que Meïr Aberjil et qu'une dizaine de complices. Sur la base d'une enquête judiciaire lancée deux ans auparavant ainsi que d'investigations menées par les services du fisc et de la TVA, ils sont accusés de fraude et de blanchiment grâce à des paris clandestins sur internet. En outre, le tribunal correctionnel de Tel-Aviv, a ordonné leur assignation à résidence assortie du versement d'une caution : 20 000 euros chacun pour Meïr Aberjil et « Shoni » ; la moitié pour Shlomi, le fils de ce dernier.

Un malheur n'arrivant jamais seul, la Géorgie lui a retiré à "Shoni" son statut de consul honoraire en le priant de restituer les documents diplomatiques afférents. En réalité, Tbilissi avait déjà décidé depuis longtemps de rayer l'homme d'affaires de sa liste de consuls honoraires, mais l'intéressé s'en moquait. Il a d'ailleurs continué à rouler dans une voiture dotée d'une plaque diplomatique et à utiliser le précieux passeport qu'il pensait susceptible de lui garantir une forme d'immunité.

L'enquête est arrivée à son terme en 2008. Elle s'est clôturée par la publication d'un rapport du parquet estimant que Reuven Gavrieli, Sarfati et consorts avaient

éludé environ un million et demi de dollars grâce à « *Net casino* ». Une belle somme, mais les associés auraient pu gagner beaucoup plus s'ils n'avaient pas passé la plus grande partie de leur temps à se soupçonner de détournement et à se disputer.

Les frères Ohana étaient les plus méfiants, les tensions entre eux et leurs partenaires ont fortement ralenti le développement de l'affaire. À en croire les enquêteurs, c'est de cette rancœur que serait née chez les Ohana l'idée de frapper la famille Gavrieli en pulvérisant « Shoni » grâce à une bombe placée sous son véhicule. Puis de recruter les Biélorusses. Une théorie séduisante que la *PNI* n'est cependant pas arrivée à conforter par des preuves concrètes au moment où ces lignes sont écrites.

Les propos acerbes d'Inbal Gavrieli envers les policiers chargés d'enquêter sur les projets d'attentat visant « Shoni » et les relations de ce dernier avec des personnages disons… douteux ont provoqué de nombreux commentaires dans les couloirs de la *Knesset*. D'autant que la députée, qui résidait dans la villa de son père à Herzliya, a, arguant de son immunité parlementaire ainsi que de celle de son domicile, interdit l'accès au bâtiment aux policiers qui venaient y perquisitionner.

Les retards s'ajoutant aux contretemps, l'enquête s'est donc enlisée. Shlomi, le frère d'Inbal, a obtenu la levée de son assignation à résidence. Il a aussitôt quitté l'État hébreu pour s'installer aux États-Unis.

Présentatrice vedette

Le dénouement de cette affaire a eu lieu huit ans après l'arrestation d'Ezra Gavrieli. Celui-ci a été condamné à un an de prison et Meïr Aberjil à deux mois assortis de cinquante mille euros d'amende.

Quant à Inbal Gavrieli, elle n'a pas été réélue à l'occasion des élections législatives de 2006. Elle a d'ailleurs quitté la scène politique. Discrète dans un premier temps, elle est réapparue au micro de "Radio Lev Hamedina", l'une des stations privées les plus écoutées d'Israël, où elle anime quotidiennement, avec le chroniqueur judiciaire Bouki Nahè une émission baptisée « La loi et l'ordre » traitant de la délinquance ordinaire mais pas des « grandes affaires » dans lesquelles les noms de personnalités connues sont cités. Un programme consacré

aux incivilités et à la petite délinquance au quotidienne. En télévision, Inbal Gavrieli apparaît aussi dans les émissions du matin de la deuxième chaîne de télévision pour y commenter l'actualité générale. Au printemps 2014, nous avons rencontré l'ex-députée dans le cadre d'un reportage sur la criminalité organisée israélienne réalisé pour le compte de la chaîne de télévision internationale 124 news. L'entretien se déroulait dans le studio de la radio qui l'employait. À l'instar de son homologue Bouki Nahé, elle a défendu devant nous la thèse qu'il « n'existe pas de mafia » dans son pays. Encore moins dans les milieux politiques « où l'on arrête parfois quelques corrompus ici et là mais pas beaucoup plus »

Enterrements en série

Saura-t-on jamais ce qui s'est passé dans les coulisses du *Likoud* durant la « période Sharon » ? C'est peu probable car des gens comme « Moussa » Alperon, Oz, Tavin, « Shoni » et leurs amis ne parlent pas.

Libéré au bout de six mois en raison de l'état de santé alarmant de son père victime d'une hémorragie cérébrale, Omri Sharon s'est retiré de la vie publique. Il refuse d'évoquer cette époque troublée. Quant à Shlomi Oz, il a succombé à une crise cardiaque au début d'avril 2009 alors qu'il se trouvait devant la table de jeu d'un casino bulgare où il passait le congé de *Pessah*, les pâques juives.

Le 21 du même mois, des centaines de personnes se sont déplacées jusqu'au cimetière de Kyriat Shaoul où son enterrement était organisé. Des figures du *Likoud* comme le vice-premier ministre Silvan Shalom ; le futur président de l'État Reuven Rivlin, Omri Sharon, et Ehoud Olmert qui allait lui être condamné en décembre 2015 à dix-huit mois de prison pour corruption.

À l'arrière de l'assemblée, moins voyants mais bien présents, on retrouvait aussi les poids lourds de la criminalité organisée que les élus s'ingéniaient à ne pas croiser : Amir Mulner, l'épouse de Zeev Rozenstein représentant son époux emprisonné, Yossi Harari, les frères Alperon, entre autres. Ces invités discrets sont repartis comme ils étaient venus, sans serrer la main des dirigeants du parti auquel ils ont toujours apporté leur soutien.

En revanche, on comptait beaucoup moins de monde à l'enterrement de Benny Tabin, l'ex-homme à tout faire d'Ehoud Olmert retrouvé mort dans sa voiture le

13 novembre 2014.

Officiellement, Tabin s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête mais certains de ses proches n'y croient guère même si la *PNI* n'a pas retenu la thèse de l'assassinat.

L'entrepreneur David Appel a été l'un des rares protagonistes des « affaires » citées plus haut dans ce chapitre à l'accompagner à sa dernière demeure.

Les amis de la ministre

La disparition de Benny Tabin clôt officiellement la période durant laquelle les instances dirigeantes du Likoud ont été infiltrées par les organisations criminelles pendant qu'Ariel Sharon et ses fils faisaient semblant de ne pas le savoir.

Cela ne signifie pas qu'il ne passe plus rien dans les coulisses de ce parti de pouvoir. En effet, à l'occasion des élections primaires organisées le 1er janvier 2015 au sein du Likoud, la députée Miri Regev (l'ex-présidente de la commission de l'Intérieur de la Knesset à laquelle Assi Aboutboul avait adressé une lettre émouvante pour exiger la fin de son isolement carcéral) est arrivée en très bonne place. Sans surprise puisque cette élue populiste et nationaliste a toujours caressé la base de son parti dans le sens du poil en prenant des positions extrémistes sur à peu près tous les sujets de société. Y compris sur la présence d'immigrés clandestins subsaharienne qu'elle a, un jour de manifestation, qualifié publiquement de « cancer qui se développe en nous ».

Quoi qu'il en soit, en raison de son score, cette ancienne responsable de la censure militaire devenue un temps porte-parole de Tsahal a décroché la cinquième place sur la liste présentée par le Likoud aux législatives anticipées du 17 mars 2015. La voie royale pour un premier portefeuille ministériel. En l'occurrence, celui de la culture et des sports.

Miri Regev a fait des vagues dés son entrée en fonction. En tentant d'imposer sa loi au milieu culturel par le biais des subsides et en menaçant de couper les fonds aux troupes de théâtre qui refuseraient – comme c'est régulièrement le cas – de se produire dans les territoires occupés.

Ce faisant, plusieurs journalistes israéliens se sont mis à enquêter sur la nouvelle star de la vie politique locale. C'est ainsi qu'a été découvert un lien

étrange entre elle et la famille de David Moraïdi, un souteneur emprisonné et considéré comme un détenu dangereux.

Le 14 juillet 2015, la deuxième chaîne de télévision a ainsi découvert que deux membres de l'entourage familial proche du proxénète sont est affilié à la section de Tibériade du Likoud et qu'ils ont, à la fin de 2014, travaillé à promouvoir la candidature de Miri Regev dans le cadre de la campagne pour les primaires organisées au sein du parti.

À la diffusion de ces informations, la ministre a nié les faits en affirmant que les Moraïdi sont des « militants comme les autres » et qu'elle n'avait aucune raison de refuser leur aide. Sauf que lorsqu'elle présidait la commission de l'Intérieur de la Knesset, Miri Regev est intervenue oralement et par écrit afin d'obtenir la libération du souteneur condamné à dix ans de prison en 2012 pour « trafic international d'êtres humains ». C'est-à-dire pour avoir, avec plusieurs complices, « importé » des filles d'Europe de l'est et les avoir mis au turbin.

En fait, Moraïdi faisait partie du réseau de Rami Saban, alias « le roi de la viande », l'un des trafiquants israéliens d'êtres humains les plus importants de ces dernières années dont nous étudierons les activités un peu loin.

En raison de la gravité des faits pour lesquels il a été condamné, de sa dangerosité, et de l'absence de remords de Moraïdi, l'administration pénitentiaire avait toujours refusé d'envisager un aménagement de la peine du souteneur… jusqu'à ce que Miri Regev s'en mêle.

79. On trouvait au *Likoud* – et l'on y trouve encore – de nombreux militants d'extrême-droite infiltrés par d'autres formations plus radicales afin d'influencer la ligne gouvernementale. Ces militants payent leur cotisation annuelle mais font de l'entrisme. S'ils participent aux congrès et autres conventions du *Likoud*, c'est pour tenter de les orienter le plus loin possible à droite.

80. Le 21 novembre 2005, ces divergences déboucheront sur une scission emmenée par Ariel Sharon et par les principaux dirigeants du *Likoud* (sauf Binyamin Netanyahou) qui créeront *Kadima*, un parti à vocation centriste.

81. Au moment où ces lignes sont écrites, ce club, qui fut longtemps la propriété de l'oligarque russo-israélien Arcady Gaydamak (voir chapitre XVI), vient d'être revendu à un groupe d'hommes d'affaires israéliens.

82. Promu ministre des finances dans le gouvernement d'Ehoud Olmert (2006-2009), Abraham Hirshzon sera accusé de corruption et de détournement de fonds pour avoir, lorsqu'il était encore dans l'opposition, puisé à des fins personnelles dans les caisses d'un petit syndicat de droite ainsi que dans celle d'une association organisant des pèlerinages sur le site du camp d'extermination d'Auschwitz- Birkenau. Contraint à la démission en avril 2007 « pour mieux défendre son honneur et celui de sa famille », il sera condamné à cinq ans de prison et libéré anticipativement pour bonne conduite en janvier 2013.

83. Lorsque Omri Sharon faisait la pluie et le beau temps dans les coulisses du gouvernement, « *Tsevet Bitahon* » a remporté plusieurs appels d'offres pour marché public dans des conditions douteuses. Elle a notamment décroché le contrat de la sécurisation des aéroports israéliens et la manière dont il a été attribué a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire.

84. D'origine géorgienne mais disposant d'un passeport israélien, Yaakov Chachasvilli résidait en Estonie d'où il organisait un commerce illégal d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy en Asie. Surtout au Japon où la drogue était écoulée grâce à de petits kiosques urbains tenus par des Israéliens résidant là-bas. Pour blanchir leurs bénéfices, le parrain et son état-major investissaient dans l'immobilier ainsi que dans diverses entreprises dont l'une était cogérée par Benny Tabin et par un certain Tamir Lévy. À l'époque, Benny Tabin n'était plus délégué à la convention du *Likoud* puisque le parti s'était scindé en 2005 et que Binyamin Netanyahou, son nouveau président, avait effectué un grand nettoyage parmi les cadres.

85. Les « *kablanei kolot* » les moins voraces se contentent d'une voiture pour madame, de vacances exotiques tous frais payés, ou d'un emploi stable pour le fiston. Mais les plus influents – les délégués de certaines entreprises publiques dont le personnel est majoritairement affilié au *Likoud*, des rabbins qui promettent les voix de leurs ouailles – réclament de l'argent cash. De 300 à 500 euros par voix selon la quantité demandée. Une avance est payée peu avant le vote, le solde immédiatement après.

86. Nous étions sur place, mais l'intéressé a refusé de nous adresser la parole. Sauf pour nous saluer poliment.

87. Il a démissionné en décembre 2015 suite à des accusations de harcèlement sexuel mais le dossier a été classé sans suite en juin 2016. Parce que certains des faits notamment dénoncés par l'ex-secrétaire particulière du ministre étaient prescrits et parce que d'autres femmes ont refusé d'être entendues sur procès-verbal..

88. Élu président de l'État le 1er août 2000, il a démissionné le 1er juillet 2007 et sera condamné à 9 ans de prison pour viol dont deux avec sursis.

89. Depuis la conclusion des accords de paix de Camp David entre Israël et l'Égypte en 1978, la frontière entre les deux pays n'est plus une zone de guerre. Dans les années quatre-vingt, elle s'était transformée en une passoire délimitée par une clôture de barbelés rouillés et surveillée par quelques positions fortifiées mal entretenues. Un régal pour les trafiquants de marchandises diverses, d'armes, de drogues et d'êtres humains (voir chapitre XXI).

90. C'est dans le cadre de cette vendetta qu'une bombe avait été placée en 2003 sous la voiture de Yaakov Alperon par Charlie Shitrit, un petit délinquant fort maladroit qui avait laissé traîner ostensiblement quelques fils électriques. Identifié grâce à des caméras de surveillance entourant le domicile du parrain, l'apprenti- terroriste a donc rapidement été interpellé. Les films vidéo montrent cependant que la maison de Yaakov Alperon ainsi que celle de son frère Nissim étaient surveillées par d'autres personnes : les quatre tueurs biélorusses.

91. Voir chapitre I.

XV

Arab connection

Quiconque s'est déjà promené à Tira, une petite ville arabe israélienne située à quelques centaines de mètres de sa voisine palestinienne de Kalkilya en Cisjordanie, ne l'aurait pas reconnue ce 30 septembre 2012. Ce jour-là, tous ses habitants et leurs élus entament une grève de vingt-quatre heures accompagnée de la fermeture du marché, un haut lieu touristique, ainsi que d'un rassemblement silencieux sur la place centrale de la cité. Ce mouvement inhabituel n'a pas pour objectif de dénoncer les discriminations dont les plus d'un million et demi d'Arabes que compte l'État hébreu – soit 20 % de la population –, sont les victimes, encore moins la dégradation des conditions de vie dans la Cisjordanie voisine où résident bon nombre de leurs proches. Non, il veut sensibiliser les autorités à l'insécurité grandissante et à la violence qui se manifeste par une suite ininterrompue de règlements de comptes entre les organisations criminelles les plus actives de leur communauté.

Un sujet tabou que les députés et les édiles arabes israéliens refusaient jusqu'alors d'évoquer publiquement. Mais en cette journée ensoleillée du 30 septembre 2012, la coupe est pleine. Et les patiences à bout. « Il y a deux semaines à peine, le 17 août, quelqu'un a tiré un missile antichar Law sur la façade d'une maison de notre ville avec la même facilité qu'un enfant achèterait des bonbons à l'épicerie du coin. Voilà des années que des groupes s'entretuent dans la rue sans se préoccuper des risques qu'ils font courir aux innocents. Nous ne pouvons plus laisser faire sans broncher », fulmine un conseiller municipal de Tira agrippé à son siège en plastique blanc et aussi étonné que nous d'entendre rompre la loi du silence. « Si nous continuons à laisser faire ces gens-là, ils vont finir par prendre le contrôle de nos vies et celle des membres de nos familles […] Ils se disent musulmans et prétendent qu'ils sont nos frères, mais ils nous traitent bien pire que les juifs »[92].

« Ces gens-là » ? Les organisations criminelles Al Hariri et Abdel Khader, deux clans impliqués dans le racket, les paris clandestins, ainsi que dans le trafic d'armes et de stupéfiants. Des groupes familiaux mafieux soudés dont les membres ne se trahissent jamais, dussent-ils en mourir.

Entre le 1er janvier 2012 et la journée de protestation publique de la population de Tira, sept habitants de la ville avaient été assassinés et deux dizaines d'autres blessés durant des échanges de tirs ne les concernant pas. Cependant, c'est la mort, le 30 septembre, d'un jeune homme d'une vingtaine d'années pris au milieu d'une course-poursuite entre les soldats des deux organisations ennemies, qui a fait sortir les gens de leur torpeur. Car la scène s'était déroulée en pleine ville, au milieu de passants innocents, alors que des dizaines d'enfants jouaient sur les trottoirs et que les anciens sirotaient leur thé sur leur pas-de-porte[93].

« On a supporté beaucoup de choses à Tira mais là, c'en était trop », a conclu notre interlocuteur. « Les habitants ont voulu faire quelque chose, montrer leur ras-le-bol, en se disant sans y croire vraiment que leur cri de colère serait peut-être entendu par les dirigeants de ce pays ».

La guerre entre les Al Hariri et les Abdel Khader a éclaté en mars 1993 à un carrefour central de Taïbeh, une ville arabe israélienne de 35 000 habitants, lorsqu'une voiture transportant les membres d'un clan a refusé de céder la priorité à une autre. L'incident se déroulait en public et l'honneur de chacune des familles était en jeu. Personne n'a donc voulu bouger d'un pouce pour ne pas perdre la face et le ton est monté. Qui a dégainé le premier ? Les témoins sont frappés d'amnésie. Trois participants à l'incident sont restés sur le tapis. Sans savoir que la tuerie dont ils étaient les victimes allait en entraîner bien d'autres…

Pourtant, les responsables communautaires arabes sont souvent intervenus pour faire retomber les tensions. Ou pour négocier un arrêt provisoire des tueries. Suite à la médiation de plusieurs « *moukhtars* », les chefs de village et d'imams, Mabrouk Abdel Khader, un ancien directeur d'école devenu parrain après l'assassinat de ses trois fils, et Malek Al Hariri, alias « Sheik Malek », un chef de clan lié au Mouvement Islamique, la branche israélienne des Frères musulmans, ont fréquemment conclu des trêves, des « *houdna* », des cessez-le-feu dans l'honneur, et des « *soulkha* », des accords de réconciliation. Mais leur engagement n'a jamais tenu longtemps malgré leur caractère solennel. Parmi les

armes en vogues dans les milieux criminels arabes israéliens et parmi les Palestiniens de Cisjordanie, la mitraillette artisanale « Kark Gustav » également surnommée « Carlo ». Dérivée de la « Sten » britannique qui était parachutée aux résistants antinazis durant la Seconde Guerre mondiale, la « Carlo » est fabriquée dans les territoires occupés par Israël et vendue sous le manteau. Moins fiable et moins précise que les armes « professionnelles » de type M-16 et Kalachnikov, la « Carlo » coûte également dix fois moins cher. Entre le 1er janvier et le 30 mai 2016, le Shabak (la Sûreté générale israélienne) et l'armée de ce pays ont démantelé seize ateliers clandestins de fabrication d'armes mais de nombreux autres tournent à plein, surtout dans les régions d'Hébron et de Jénine.

Mourir pour l'honneur

Au début de 1995, à la suite de l'un de ces accords ratifié par des dignitaires religieux sous le contrôle de la *PNI*, les Abdel Khader et les Al Hariri ont accepté de partager leurs zones d'influence respectives. Les premiers maintenaient leur emprise sur les quartiers sud de Taïbeh et leurs rivaux sur les quartiers nord. Ces derniers acceptaient par ailleurs de s'exiler dans les villes arabes israéliennes d'Oum-el-Fahem, de Kafr Kassem et de Jaljoulia jouxtant la « ligne verte », la frontière fictive avec les territoires palestiniens.

A priori, cette séparation physique était une bonne idée. Elle était censée éviter que les hommes de main des clans ne se croisent et s'entre-tuent. Mais les espoirs nés de cette « *soulkha* » se sont rapidement évaporés. Les affrontements ont repris un après-midi de juillet. Ce jour-là, des soldats des deux clans se croisent en voiture dans le centre de Taïbeh et se défient du regard en jouant de leur klaxon. S'estimant humiliés, les plus stupides d'entre eux déclenchent alors une fusillade. Shlomo Abki, un agriculteur qui se trouve là par hasard, encaisse une balle en pleine poitrine. Il meurt sur le coup. À quelques mètres de lui, une fillette âgée de cinq ans essuie une rafale, elle s'en sort de justesse, mais gardera un handicap à vie.

Six mois plus tard, nouvel incident. Cette fois, un passant est fauché devant l'entrée d'un magasin appartenant à un membre du clan Abdel Khader. Les balles qui l'ont tué visaient évidemment le patron de l'affaire qui n'a pas été

touché. Sept Al Hariri sont arrêtés quelques heures plus tard, suivis le lendemain par une vingtaine de cousins et de petits-cousins impliqués dans un trafic d'armes et de stupéfiants.

Ces vendettas occupent d'autant plus de place dans les grands quotidiens populaires hébraïsants qu'elles se déroulent dans la partie arabe du pays. Presque à l'étranger. La majorité juive d'Israël ne fréquente pas la minorité arabe : pour elle, c'est un autre monde dont elle n'entend parler que lors d'événements mafieux ou de violences diverses. Redoutant d'être pris entre deux feux, les employés des compagnies nationales des eaux et de l'électricité refusent de se rendre dans les villes concernées pour y procéder à des réparations. Certains chauffeurs livreurs déposent leur cargaison sur le bord de la route, les épiceries ne sont plus approvisionnées régulièrement. Faute d'enseignants, les écoles municipales ne fonctionnent plus que par intermittence. De toute façon, craignant pour la vie de leurs enfants, de nombreux parents enferment les gosses à la maison en attendant que ça se calme.

Originaire de Taïbeh, le vice-ministre travailliste de l'agriculture Walid Sadek tente une médiation, suivi par le député Ahmed Tibi[94]. Ils perdent leur temps, les clans ne veulent rien entendre. Certes, lorsqu'ils sont contactés, les Al Hariri et les Abdel-el-Khader se déclarent toujours ouverts à la discussion, mais les débats tournent à la palabre et la palabre au dialogue de sourds. De toute façon, lorsqu'un accord est conclu entre elles, les deux familles ne le respectent pas. Ou alors, le temps de se réorganiser en recrutant de nouveaux hommes de main pour préparer les prochaines tueries.

Le 20 octobre 2004, une énième « *soulkha* » entre en vigueur. Yehiyeh Al Hariri, le chef du clan du même nom que les chroniqueurs judiciaires surnomment le « Zeev Rozenstein arabe » ou « Scorpion », croît pouvoir bénéficier d'un court répit. Quelques jours, pas plus. En tout cas, il décide de sortir de chez lui sans ses gardes du corps et sans arme pour aller faire quelques courses et le plein d'essence. Surpris par un tueur au volant de son 4 × 4 noir, il meurt haché par une rafale de pistolet-mitrailleur.

La nouvelle fait rapidement le tour de la communauté arabe car, indépendamment de ses activités criminelles, Yehiyeh Al Hariri était une personnalité à laquelle beaucoup devaient quelque chose. De l'argent, un service, une intervention…

Surveillé par la *PNI* depuis 1997, il avait été arrêté à plusieurs reprises dans le cadre d'enquêtes sur des extorsions, des trafics de stupéfiants et même des meurtres. Sans jamais être inculpé faute de preuves et de témoins. « S'il n'avait pas été tué aussi stupidement, il aurait sans doute continué à grimper jusqu'au sommet », affirme un ancien enquêteur chargé de son dossier. « Jeune, ambitieux, intelligent, cruel et impitoyable, il avait tout ce qu'il faut pour réussir dans la profession qu'il avait choisie. À terme, le fait qu'il était Arabe lui aurait sans doute compliqué la vie, mais il n'avait peur de rien ».

Pointés du doigt, les Abdel Khader nient toute implication dans l'assassinat. Par le biais de dignitaires religieux et d'émissaires divers, ils adressent divers messages de pacification aux Al Hariri, qui ne les croient guère. Car plusieurs membres du clan ennemi ont été arrêtés, et s'ils déclinent toute responsabilité dans la mort de Yehiyeh, ils affirment également que l'occasion de le liquider « était trop belle »[95].

En avril 2006, aidée par un médiateur spécialisé, la *PNI* convainc « l'assemblée des anciens » des Al Hariri et des Abdel Khader que le moment est venu d'enterrer la hache de guerre. Une fois pour toutes. Les deux familles feignent l'enthousiasme. Elles acceptent de signer tout ce qu'on leur demande. Y compris un cessez-le-feu… qui tient six mois, jusqu'à ce que Nimer Al Hariri, l'héritier de Yehiyeh, soit abattu à l'entrée d'Oum-el-Fahem.

Pour les proches de la victime, ce nouvel assassinat n'est rien moins qu'une déclaration de guerre. À titre de représailles, un membre du clan Abdel Khader est aussitôt « liquidé ». Pour l'exemple. Dans la foulée, les Al Hariri déclenchent une vaste chasse à l'homme sur le territoire de leurs ennemis. À pied ou en voiture, ils tirent à vue sur les Abdel Khader. La *PNI*, dépassée, ne fait pas grand-chose pour les en empêcher. Un jeune homme de dix-huit ans et une adolescente de quatorze ans sont pourchassés dans la rue par des tueurs qui les blessent. Ils échappent à la mort de justesse.

Les Al Hariri sont déchaînés, ils promettent de venger leurs « martyrs ». La police, mais également le *Shabak*, la sûreté générale, redoutent le déclenchement de troubles qui embraseraient le « *Mechoulach »*, « le Triangle », la zone centrale de l'État hébreu où réside une partie importante de la communauté arabe israélienne[96]. Avec l'aide de son médiateur, la *PNI* parvient à imposer in extremis une nouvelle « *houdna* » de trente jours. C'est court, car la tension est

trop forte et les haines, coriaces. Dès la fin de la trêve, les balles recommencent d'ailleurs à siffler et les cadavres à s'empiler.

Au début de l'année 2007, Wassim Salameh, un soldat des Al Hariri est enlevé, torturé, et abattu d'une balle dans la tête par des inconnus. Son cadavre – du moins, ce qu'il en reste – sera retrouvé six mois plus tard dans une décharge. L'enquête piétine. La police, qui agite ses informateurs, entend citer différents noms sans disposer d'éléments concrets. Il faudra attendre 2009 pour que Ali et Seïf Abdel Khader, en cavale depuis deux ans, se rendent de leur propre chef à la police et reconnaissent les faits. Les deux tueurs ne regrettent rien. Ils affirment avoir agi « pour défendre l'honneur » de leur famille. Dans la foulée, Seïf avoue également avoir violé l'employée d'un cabinet d'avocats consulté dans le cadre de l'affaire. Une franchise étonnante dans un milieu aussi conservateur que la société arabe où l'on ne parle jamais de « ces choses-là ».

Zone de guerre

Les vendettas se multiplient entre 2008 et 2010. Dans la rue, dans les bâtiments, et même à la sortie d'une mosquée de Taïbeh où Mohamad Samha, l'un des lieutenants des Abdel Khader, est fauché par une rafale de fusil-mitrailleur. Le 17 août 2012, un missile antichar est tiré sur la façade d'une maison occupée par un membre de la même organisation.

Ces tueries ne sont pas uniquement liées à des questions d'honneur et de préséance. Elles expriment une concurrence féroce dans les activités criminelles quotidiennes des deux familles. L'enjeu est important puisque le clan qui assurera sa suprématie pourra nouer plus facilement des alliances avec les mafias de la partie juive de l'État hébreu. Et, par ce biais, trouver de nouveaux débouchés à l'étranger.

Grâce à leurs « faits d'armes », les Abdel Khader et les Al Hariri se hissent au niveau des grandes organisations criminelles juives avec lesquelles elles concluent des accords ponctuels. Les Al Hariri s'allient ainsi à Michael Mor, alias « le parrain du Nord[97] », une étoile montante de la criminalité israélienne qui fait également des affaires avec la famille Karajah de Lod. Mais les Al Hariri s'allient aussi au clan Abou Latif de Ramleh, ainsi qu'à « Rico » Shirazi et au « parrain en kippa » Shalom Domrani.

Ont-ils été impliqués dans l'assassinat de François Aboutboul, comme le soupçonnent les enquêteurs ? Rien ne le démontre, même si Youssef Al Hariri, le parrain de la famille, a été interpellé en janvier 2009 dans le cadre de cette enquête sur l'élimination de Yoram Chacham, l'avocat d'Assi Aboutboul et de quelques autres grandes pointures du milieu, déchiqueté le 11 juin 2008 dans l'explosion de son 4 × 4.

En décembre, soit onze mois après cette arrestation du boss des Al Hariri, mille policiers déclenchent une vaste opération contre son clan. Le coup de filet a été préparé pendant deux ans grâce à deux agents *undercover* qui ont livré des renseignements de première main sur les dépôts d'armes, les *deals* de drogue ainsi que sur les complicités de la famille mafieuse.

Des dizaines de perquisitions sont effectuées simultanément dans plusieurs villes et villages arabes d'Israël. Soixante-dix suspects sont cueillis au lit, dans la rue, ou dans leur magasin. Des armes de poing, des fusils-mitrailleurs, des explosifs, de la drogue, des voitures de luxe et d'importantes sommes d'argent en liquide sont saisis.

À Saint-Jean-d'Acre, un port judéo-arabe du nord d'Israël qui fut un temps la capitale du royaume des croisés, plusieurs bandes locales travaillant pour le compte des Al Hariri et des Abdel Khader sont démantelées. Des soldats du « parrain du Nord », Michael Mor, sont également épinglés pour interrogatoire.

L'opération est un succès, mais les Abdel Khader et les Al Hariri restent puissants. Les deux clans vivent en autarcie, chacun dans son complexe protégé par des caméras de surveillance, par des gardes armés, et par des blocs de béton interdisant l'accès des voitures. À partir de leur QG transformé en fortin, ils font régner la terreur dans leur communauté. Lorsque des passants s'approchent de trop près des bâtiments – et ils ne sont pas nombreux à le faire – des gardes armés procèdent à un interrogatoire sauvage en les accusant d'être des « rats », des informateurs de la police. Coups, menaces de mort, les membres du clan se comportent en seigneurs du lieu.

Durant l'année 2012, la *PNI* intervient à plusieurs reprises avec des bulldozers contre les barrages illégaux érigés par les deux familles. Les blocs de béton, les sacs de sable, et les caméras de surveillance sont confisqués, ce qui n'empêche

pas les Abdel Khader et les Al Hariri d'en installer d'autres quelques heures plus tard.

En avril 2012, cinq membres de la famille Al Hariri ont ainsi été arrêtés alors qu'ils tentaient d'empêcher les forces de l'ordre de démanteler un système de surveillance électronique. Ils seront relâchés dans la soirée… avec une admonestation.

Conjuguée au laxisme de la justice, l'impuissance policière pousse les deux clans à se montrer plus agressifs. À étendre leurs zones d'influence en prélevant leur dîme sur les projets immobiliers et les nouveaux chantiers ouverts sur l'ensemble du « *Mechoulach* » et en imposant des fournisseurs – des membres de leur entourage – dont les prix sont beaucoup plus élevés que ceux de leurs concurrents.

Dans la foulée du dernier raid de la *PNI* contre son quartier général, la famille Abdel Khader se procure le numéro de portable confidentiel des enquêteurs chargés de la surveiller et leur adresse des menaces de mort à peine voilées. Un officier s'entend ainsi « conseiller amicalement » de laisser tomber ses recherches, sinon…

C'est le pas de trop. Le 15 mai, la police, qui a installé une « *war room* » d'où elle surveille toutes les rues de la ville grâce des caméras vidéo et créé une cellule spéciale dédiée à la lutte contre la criminalité organisée au sein de la communauté arabe, décide de frapper fort. Très fort. Elle déploie des dizaines d'hommes, des voitures blindées, un hélicoptère, et même le *Yassam*, l'unité d'élite antiterroriste, pour monter à l'assaut des Abdel Khader.

Le raid est conçu comme une opération militaire avec des équipes de repérages et des snipers sur les toits. Quatre bâtiments situés dans le centre de la ville sont visés. Certains abritent les membres de la famille et d'autres le siège de différentes sociétés de matériel de construction ou de traitement des déchets servant à blanchir l'argent de l'organisation.

Surpris par l'apparition d'une force aussi massive, les gardes n'osent pas ouvrir le feu. L'un d'entre eux brandit sa Kalachnikov dans un geste de défi envers les policiers : il est abattu sur-le-champ. Une vingtaine de personnes sont arrêtées dont quatorze sont maintenues en détention. Parmi elles, Abed Abdel Khader, leur nouveau parrain. Des armes et d'importantes quantités d'argent liquide sont saisies.

Dans le même temps, un raid mené à l'identique vise les bases des Al Hariri à Kafr Kassem et à Jaljoulia. Là, la *task force* ne rencontre pas la moindre résistance. Des documents relatifs aux trafics de drogue organisés par certains membres de la famille ainsi qu'aux revenus des casinos clandestins tombent aux mains des policiers.

À Oum-el-Fahem, le bastion de l'organisation depuis l'accord de séparation de 1995, les édiles redoutent de voir les Al Hariri se venger de l'opération policière sur la population locale. Ils érigent une « tente contre la violence » qui remporte un certain succès dans la ville.

La presse arabophone observe un silence complet sur ces coups de boutoir car elle redoute également des mesures de rétorsion émanant des Abdel Khader et des Al Hariri. A contrario, les médias hébraïsants s'en donnent à cœur joie. Ces opérations à grand spectacle séduisent la majorité juive[98]. Ancien patron de la *PNI* entré en politique dans les rangs du parti d'extrême droite « *Israël Beiteinou* »[99], le ministre de la sécurité intérieure Itzhak Aharonovitch ne cache pas son plaisir. Il se rend sur place, serre des mains et félicite ses hommes. « Nous ne laisserons pas les hors-la-loi arabes perturber le cours de notre vie […] La police a plein pouvoir pour rétablir la loi et l'ordre », assène-t-il devant la meute de journalistes venus immortaliser ses propos.

Pourtant, sur le terrain, rien ne change vraiment. En août 2012, une maison de Taïbeh est attaquée à coups de roquettes antichars peu après qu'une fusillade entre les membres des deux familles ennemies se soit déroulée devant une école où des enfants se livraient à des activités estivales.

Quelques jours plus tard, de nombreux échanges de tir sont signalés dans les villages du « *Mechoulach* ».

Le 3 décembre, fort du soutien de son ministre, la *PNI* passe de nouveau à l'offensive en interpellant seize membres du clan Abdel Khader. Le 21 janvier 2013, quatorze d'entre eux maintenus en détention jusqu'au procès sont inculpés pour trafic d'armes, de stupéfiants et de matériaux divers, association de malfaiteurs, blanchiment, ainsi que pour une série de rackets visant des commerçants musulmans et juifs.

Entre mars 1993 et janvier 2013, plus de soixante-dix personnes ont en tout cas trouvé la mort dans le cadre des vendettas sans fin entre les Abdel Khader et les Al Hariri. Le calme reviendra-t-il un jour ? Pas dans l'immédiat semble-il car les

vendettas croisées entre certains membres des clans Al Hariri, Jarushi et Abdel Hader se poursuivent même si le rythme des « liquidations » s'est atténué après la conclusion d'une nouvelle trêve.

Le 1er septembre 2014, les habitants les habitants de Taibeh ont en tout cas déclaré une « grève générale de la violence ». La municipalité a également lancé un programme spécial « ville sans violence » dans toutes les écoles.

Si les Al Hariri et les Abdel Khader font moins parler d'eux depuis lors, les Jarush poursuivent leur bras de fer avec la *PNI*. À la fin octobre 2013, celle-ci a d'ailleurs lancé une vague de perquisition à Ramla au cours de laquelle des machines à fabriquer de fausses pièces de monnaie ainsi que des centaines de kilos de métal ont été saisies. Sur la dizaine de membres du clan arrêtés, quatre ont été inculpés.

En avril 2014, nouvelle opération policière. Cette fois, un membre important du clan est arrêté pour avoir, deux mois auparavant à Rehovot, assassiné ou fait assassiner Kamel Abou Mor, un gardien de chantier de construction qui faisait trop bien son métier et qui empêchait la famille mafieuse de voler du matériel.

Le 10 novembre de la même année, Samir Jarushi ont été condamné à dix mois de prison pour avoir tenté de racketter le « Rosette », une grande brasserie de Jaffa fréquentée par les touristes.

Indépendamment de la rivalité entre les trois clans cités plus, le rythme des « liquidations » reste élevé au sein de la communauté arabe d'Israël. À cet égard, l'événement le plus marquant s'est déroulé dans la nuit du 28 au 29 août 2014 lorsqu'une série d'assassinats ont été perpétrés quasi simultanément à Jat et à Taibeh.

Les principales victimes de cette « nuit des longs couteaux » sont sans conteste Ahmad Salim Watad, alias « Abou Hofi », et son frère Hamaed, qui a été abattu alors qu'ils se rendaient à un mariage. Tous deux dirigeaient une petite organisation mafieuse de Jat spécialisée dans le trafic de stupéfiants et le racket.

Âgé d'une cinquantaine d'années, « Abou Hofi » était le chef de la famille et il avait l'estomac plus grand que le ventre. En tout cas, il tentait de concurrencer les Jarushi, les Al Hariri et les Abdel Khader sur leur terrain, ce qui lui a valu de le payer de sa vie.

Ennemis de l'intérieur

Avant la création de l'État hébreu, la Palestine dite « historique » n'était pas exempte de voleurs, d'escrocs, de trafiquants et d'assassins. Pourquoi l'aurait-elle été, d'ailleurs ? Entre 1920 et 1948, la *Criminal Investigation Division* (*CID*), la branche d'élite de la *Palestine Police Force* (*PPF*), le bras exécutif de la puissance mandataire britannique, était chargée de résoudre les dossiers de droit commun. Elle disposait également d'une « *Special branch* » chargée des dossiers politiques. Principalement la surveillance et de l'infiltration des organisations sionistes, du mouvement nationaliste palestinien qui se développait en réaction à l'arrivée d'un nombre grandissant d'immigrants juifs, ainsi que des organisations communistes et internationalistes judéo-arabes.

En ces années-là, le gros des activités illégales en Palestine se résumait au trafic de haschich provenant des pays voisins ainsi qu'au commerce illégal de sel, un commerce juteux qui nécessitait l'organisation de caravanes de dromadaires transportant clandestinement ce produit en Jordanie, en Égypte, en Syrie et au Liban.

Les archives de la *CID* recensent également de nombreux vols domestiques dans les villages agricoles arabes, mais aussi, et surtout, l'existence de bandits de grand chemin dont certains, entourés de complices, étendaient leurs activités à l'ensemble de la Palestine. Dans le désert du Néguev, des bandes de brigands s'étaient partagé le territoire et les explorateurs occidentaux ne s'y aventuraient pas sans une escorte de militaires. Les chefs de bande pullulaient à l'époque et certains, tel Mohamad Abou Imdras, étaient de véritables parrains. Inculte, rustre et violent, ce fils de berger basé à Naplouse en Cisjordanie, est devenu l'une des figures emblématiques de la criminalité organisée des années vingt en Palestine. Il multipliait les attaques et les vols, mais jouait également au juge de paix. En fait, il était considéré comme une sorte de Robin des Bois local défiant la puissance mandataire britannique jusqu'à son arrestation dans des circonstances rocambolesques.

Durant la « *nakba* », la « catastrophe » que représente pour les Palestiniens la naissance d'Israël en 1948, de 650 000 à 750 000 Arabes ont fui ou ont été chassés des zones conquises par le nouvel État juif. Selon le recensement effectué à l'époque, environ 160 000 sont restés sur place. Dès les premières années d'existence d'Israël, les cas de vols par effraction et de déprédations ont

grimpé en flèche sur le territoire du nouveau pays dont les frontières n'ont d'ailleurs jamais été clairement définies. Il ne s'agissait pas d'une forme de criminalité. Plutôt d'un phénomène de récupération puisque les réfugiés palestiniens avaient tout abandonné sur place. Basés dans les pays voisins, les plus déterminés s'infiltraient en Israël grâce à des réseaux de passeurs rémunérés pour reprendre possession d'une partie de leurs biens, voire de leurs troupeaux. Ou pour se venger de ceux qui occupaient leur habitation et leurs terres agricoles.

Surnommés « *mistanenim* », « infiltrés » en hébreu, les réfugiés provenant du Liban, de Syrie, de Jordanie et de la bande de Gaza étaient bien accueillis dans les villages arabes d'Israël où leurs proches ou des amis leur offraient le gîte et le couvert. De 1949 à 1956, la police et les services de sécurité en ont interpellé et expulsé de quinze à vingt mille par an, mais il y en a sans doute eu beaucoup d'autres. Jamais détectés, ceux-là.

Si certains – un peu plus d'une centaine sur une période de huit ans – ont effectivement attaqué des banques, perpétré des cambriolages, volé leurs coreligionnaires ou assassiné des juifs, la plupart se sont contentés d'errer autour de leurs anciennes propriétés. Quant aux autorités israéliennes, elles ont d'emblée considéré les « *mistanenim* » comme des bandits, et les filières qui les aidaient à passer la frontière comme des organisations relevant de la criminalité organisée.

Au fur et à mesure du renforcement des structures militaires et sécuritaires d'Israël, les réseaux de passeurs palestiniens ont perdu en efficacité. Les arrestations de « *mistanenim* » ont d'ailleurs décru à partir de la campagne de Suez en 1956 qui opposa Israël, allié à la France et à la Grande-Bretagne, à l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, pour devenir tout à fait marginales au début des années soixante.

En réalité, il a fallu attendre la fin des années soixante pour voir apparaître une véritable criminalité organisée arabe israélienne non politique et uniquement motivée par l'appât du gain. Ce développement plus lent qu'au sein de la majorité juive s'explique par le fait qu'entre 1948 et 1966, les Arabes de l'État hébreu vivaient à un autre rythme que celui du reste du pays. Ils étaient soumis à un gouvernement militaire instaurant le couvre-feu dans leurs villes et villages, et les obligeant à obtenir un permis de déplacement pour circuler dans leurs

zones divisées en districts. S'y ajoutaient une étroite surveillance du *Shin Beth*, la sûreté générale. Ce service, plus connu sous l'acronyme *Shabak* depuis le milieu des années quatre-vingt, avait pour cela recruté des imams, des *mouktars*, ainsi que des notables de village auxquels différents avantages étaient accordés.

Rien de ce qui touchait à la minorité « ennemie » ne devait lui échapper. La presse arabophone était censurée, et les partis politiques représentés à la *Knesset* [100] fortement encadrés. Le maillage était serré et il s'étendait à l'ensemble de la communauté. Dans ces conditions, l'organisation d'activités criminelles s'avérait plutôt compliquée…

Certes, à en croire les statistiques policières de l'époque, les Arabes israéliens, qui représentaient de 10 à 15 % de la population du pays dans les années cinquante, se sont rendus « coupables » de 30 % des crimes et délits enregistrés. Cependant, plusieurs études montrent que la très grande majorité de ces manquements à la loi ne relevaient pas de la criminalité organisée, ni de la délinquance « classique », mais plutôt d'infractions aux arrêts du gouvernement militaire : circulation sans permis, non-respect du couvre-feu, propagande nationaliste et antisioniste, entre autres.

Les lois de sécurité liées au gouvernement militaire ont été levées en décembre 1966, mais certaines mesures discriminatoires, tel l'avis préalable de la sûreté générale pour tout Arabe israélien désireux d'entrer dans la fonction publique sont restées en vigueur jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

Juifs et arabes, unissez-vous !

À l'aube du 5 juin 1967, s'estimant victime d'une menace existentielle, l'État hébreu déclenche la guerre des Six jours et conquiert d'une traite le désert du Sinaï, la Cisjordanie et le plateau du Golan. Nous avons vu au premier chapitre que des affairistes liés à la criminalité organisée ont largement profité de la vague de nationalisme messianique qui traversait alors Israël pour réaliser de fructueuses affaires immobilières. Le phénomène a favorisé la création des premières structures criminelles mixtes israélo-palestiniennes dont certaines sont encore opérationnelles aujourd'hui dans le trafic de voitures et d'antiquités volées, ainsi que de stupéfiants.

Au début des années soixante-dix, la plus développée d'entre elles était dirigée par Yossef Shoshana dit « Sammy », le patron de « *Sammy cars* », un garage crasseux abritant un trafic d'opium provenant d'Asie du sud-est.

« Sammy » affichait des opinions d'extrême droite, mais n'était pas regardant tant qu'il y avait de l'argent à gagner. Son organisation comptait d'ailleurs autant d'Israéliens juifs que de Palestiniens des territoires – chrétiens ou musulmans – ainsi que des Jordaniens. Grâce à Moussalem Sharabati, dit « Abou Ayoub », et Abed Abou Jamil, deux trafiquants de Jérusalem Est, la partie arabe de la ville sainte, dont les proches assuraient le transport de la drogue en Jordanie, le réseau inondait l'État hébreu avec sa came de première qualité. Celle-ci traversait le Jourdain grâce à la complicité de soldats jordaniens et israéliens corrompus, cheminait en Cisjordanie, et aboutissait à « *Sammy cars* », d'où elle repartait en petites doses vers Tibériade, dans le nord d'Israël, et la région de Tel-Aviv.

La logique commerciale aurait voulu que l'opium soit également fourgué à Haïfa, un port cosmopolite où les consommateurs de substances diverses sont nombreux. Mais plusieurs des membres de l'organisation de « Sammy » étaient des marins pêcheurs basés sur les bords du lac de Tibériade. Ils écoulaient donc la poudre en même temps que les cargaisons de Saint-Pierre, le poisson local. En 1973, dénoncé par deux de ses revendeurs auxquels le parquet avait accordé l'impunité en échange d'aveux circonstanciés, « Sammy » a été arrêté et condamné à neuf ans de détention. Ses principaux complices, qui se sont ensuite empressés de le charger, ont écopé de peines moins importantes.

Depuis lors, d'autres organisations mixtes ont vu le jour. Et le conflit israélo-arabe n'a jamais empêché des truands des deux camps de collaborer tant qu'il y avait de l'argent à gagner. Dans le trafic de stupéfiants et d'antiquités volées, mais également dans le blanchiment.

En février-mars 2014, la *PNI* a ainsi démantelé un réseau basé à Jérusalem Est et qui blanchissait de l'argent mafieux provenant de l'État hébreu à travers des comptes fictifs. Quarante personnes ont été arrêtées parmi lesquelles un avocat ainsi que le directeur de l'agence locale de la banque postale et son adjoint.

La construction par Israël de la « barrière de sécurité » en Cisjordanie et à Jérusalem Est n'a en tout cas jamais empêché les « mafieux » israéliens et palestiniens de collaborer.

Tête d'œuf

Outre le trafic d'antiquités volées et de stupéfiants, les organisations criminelles israéliennes et palestiniennes collaborent également dans d'autres secteurs moins connus. Jusqu'au début de la deuxième intifada par exemple, des filières palestiniennes de contrefaçon de produits de marque ainsi que de meubles de designers internationaux écoulaient leur production sur le marché israélien avec l'aide de complices locaux.

On trouvait ainsi des fausses « vraies chaussures Adidas » à des prix barrant toute concurrence sur les étals des souks de Tel-Aviv et de Jérusalem. S'y ajoutaient les ceintures, les briquets et les bijoux provenant prétendument des « surplus des grands créateurs ».

Ce filon s'est cependant tari au début des années 2000, lorsque le gouvernement d'Ariel Sharon a bouclé la Cisjordanie et les bande de Gaza. Mais il subsiste toujours des filières de contrebande entre Israël et la Cisjordanie. Celles-ci engrangent des bénéfices énormes en « important » dans l'État hébreu des produits alimentaires qui échappent aux contrôles sanitaires israéliens ainsi qu'aux lois de la cacherout. Des pièces de viande et de volaille sont ainsi proposées en grande quantité – et à des prix imbattables – aux restaurants, collectivités locales, salles de mariage, traiteurs et autres qui y voient leur intérêt.

Il ne s'agit pas d'un trafic marginal : au début juillet 2015, la *PNI*, une unité spécialisée du ministère israélien de l'Agriculture ainsi que l'administration des impôts ont démantelé un réseau spécialisé dans la vente d'œufs pondus en Cisjordanie. Forte de douze Israéliens et Palestiniens, cette filière était dirigée par un habitant de Modiin, une ville israélienne située à cent mètres de la Cisjordanie. Elle réalisait un bénéfice net d'environ deux millions d'Euros par an.

À l'instar des frères Aberjil, Alperon et Aboutboul, ces trafiquants ont été filés, filmés, surveillés et enregistrés durant plusieurs mois. Plusieurs millions d'œufs ainsi que des appareils permettant de falsifier le cachet d'authentification des autorités sanitaires israéliennes ont été saisis.

Pour une filière démantelée, les enquêteurs israéliens savent qu'il en existe des dizaines d'autres car la « barrière de sécurité » israélienne n'est pas hermétique. Loin de là. En outre, l'armée israélienne, qui occupe une partie de la Cisjordanie accorde peu d'intérêt à ces affaires tant qu'elles ne menacent pas la sécurité de

l'État hébreu et que les trafics n'alimentent pas les caisses des « filières terroristes ».

Quant à la police de l'Autorité palestinienne, elle fait ce qu'elle peut avec ses faibles moyens. Et son efficacité est disons… limitée.

En théorie, l'État hébreu fait également régner l'ordre sur l'ensemble de sa « capitale éternelle réunifiée » mais dans les faits, certains quartiers de Jérusalem Est délaissés depuis 1967 sont devenus des zones de non droit. Ils font certes partie de la ville mais la « barrière de sécurité » coupe les habitants du reste de la ville.

De gangs palestiniens s'y sont créés et y vivent du racket ainsi que du trafic de stupéfiants. L'un d'entre eux est fort actif à Shouafat, un camp de réfugiés enclavé à l'intérieur des quartiers arabes de Jérusalem et regroupant quinze mille habitants. Une autre de ces organisations criminelle fonctionne dans le quartier d'A-Tour.

Ses clients ? Des dealers israéliens qui fourguent ensuite la marchandise à Jérusalem Ouest et dans le reste d'Israël.

Voilà des années que les navettes de la *PNI* n'accompagnent plus les ambulances israéliennes appelées à se rendre dans ses quartiers pour y prendre un malade en charge. Voilà d'ailleurs des années que les ambulances ne s'y rendent plus non plus.

La file au guichet

Au fil du temps, c'est dans le « *Mechoulach* » plutôt qu'en Galilée et dans les zones bédouines du désert du Néguev, que se sont développées les organisations criminelles arabes les plus importantes. Toujours sous une forme clanique.

La ville de Lod, « Lydda » du temps de la Palestine historique, s'est transformée en un centre national de trafic de stupéfiants attirant les consommateurs venus du reste du pays. Une sorte d'hypermarché de la drogue contrôlé par les familles Jaroushi, Karajah et Abou Salouk, trois organisations rivales.

Selon le plan de partage de la Palestine voté par l'ONU en 1947 et prévoyant la création d'un État juif et d'un Palestinien, Lod aurait dû rester du côté arabe. Mais la guerre de 1948 en a décidé autrement. Israël y a donc créé de nouveaux

quartiers réservés aux nouveaux immigrants, laissant à l'abandon la vieille ville palestinienne et les zones périphériques. Là, les rues ne portent toujours pas de nom soixante ans plus tard, et de nombreuses maisons construites à la va-vite et sans autorisation n'ont aucun numéro puisqu'elles n'ont pas d'existence légale.

Dans un quartier comme le « *Rakevet* », « le Train », situé le long de la voie de chemin de fer reliant la ville à Tel-Aviv, et dans celui voisin de Pardès Snir, quelques rues sont restées dans le même état de délabrement qu'en 1948. Certaines maisons ne bénéficient pas de l'eau courante, d'autres ne sont pas reliées au réseau électrique ou alors, en pirate. Sur des chemins terreux transformés en gadoue durant les pluies d'hiver, des enfants jouent pieds nus au milieu de poules qui caquettent. Le Tiers-monde à une demi-heure en voiture du centre des affaires de Tel-Aviv.

Grosso modo, il existe 193 bidonvilles dans l'État hébreu. Des "slams", comme les surnomment leurs habitants » et le quartier du « *Rakevet* » est l'un des pires.

C'est dans cette zone de non-droit symbolisée par une tache blanche sur les écrans de GPS que les Jaroushi et les Karajah, également présents à Ramlah, ainsi que les Abou Salouk, ont bâti leur empire grâce au « *Kaspomat* », un système baptisé du nom israélien du distributeur de billets de banque. Marijuana ? Coke ? Héroïne ? LSD ? Faux papiers ? Grenades ? Il suffit de se rendre devant le guichet – un trou dans un mur – et de payer cash. Quelques secondes plus tard, une main livre la marchandise sans poser de question[101].

Faute d'un nombre suffisant d'informateurs fiables et de moyens performants, la *PNI* a laissé le système du guichet se développer durant plus de trente ans. Au point de se transformer en industrie employant à plein-temps les habitants de ces quartiers défavorisés qui n'avaient de toute façon aucune chance de trouver du travail ailleurs. Car les gestionnaires de guichets recrutent tout le temps. Ils recherchent des guetteurs, des messagers, des coursiers pour approvisionner les guichets fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et ils payent bien.

À partir de la fin des années quatre-vingt-dix, le système a pris une telle importance que les Jaroushi et les Karajah ont instauré des lignes de minibus reliant Tel-Aviv à Lod plusieurs fois par jour. Un flux quotidien évalué à mille cinq cents consommateurs, indépendamment de ceux qui se rendent aux « *Kaspomat* » en train ou dans leur propre voiture.

Entre 1995 et 1997, la guerre entre les deux familles a provoqué la mort de vingt-huit personnes dont plusieurs enfants pris dans des échanges de tirs. Quatre-vingt-deux autres ont été blessées à des degrés divers. Outre les fusillades sur la voie publique devenues banales, une maison a été attaquée à la roquette et la façade d'une autre, défoncée par un 4 × 4 piégé dont la charge était censée exploser à l'intérieur. Ce qui n'a pas été le cas suite à un défaut technique du détonateur.

Dans les années soixante-dix à quatre-vingt, les organisations criminelles arabes israéliennes ne se sont cependant pas contentées d'investir dans le trafic de stupéfiants[102]. Elles se sont également développées dans de nombreuses activités annexes : le racket, la protection, le trafic d'antiquités volées en Cisjordanie, le trafic de sable volé dans les carrières, le vol de matériaux de construction, ainsi que l'exploitation des travailleurs palestiniens des territoires employés au noir sur les chantiers de l'État hébreu. Dans ce cas, les familles opèrent comme des négriers de la construction fournissant aux entrepreneurs des équipes d'ouvriers palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Des maçons, des carreleurs et autres spécialistes dociles qui dorment à même le chantier après avoir travaillé de dix à douze heures par jour. Sans protection sociale et pour un salaire inférieur de 30 à 40 % à celui d'un ouvrier israélien.

Durant la même période, ces familles ont profité de l'apparition du câble pour lancer des stations de télévision pirates diffusant les films les plus récents. Et parfois du porno vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ces nouvelles chaînes concurrencent durement l'industrie cinématographique sans payer le moindre droit. Elles sont logées dans les bâtiments abritant les « *Kaspomat* » et leur alimentation électrique provient des mêmes raccordements illégaux que ceux des habitants de la zone. Cependant, le phénomène des télévisions pirates n'est pas confiné à la seule zone de non-droit de Lod. Il s'étend à l'ensemble de l'État hébreu, voire à certaines villes des territoires palestiniens et plusieurs grandes organisations criminelles dont celle des frères Alperon y ont été mêlées.

Mépris

Les responsables politiques et judiciaires sont longtemps restés sourds aux appels de la population arabe de Lod – majoritairement honnête – qui dénonçait

les agissements mafieux. Qu'il s'agisse de Bédouins expulsés du désert du Néguev au début des années cinquante parce que la jeune armée israélienne voulait installer des camps d'entraînement sur leurs terres, d'héritiers de familles palestiniennes résidant déjà à Lydda avant la « *nakba* », d'habitants de Cisjordanie ou de la bande de Gaza ayant épousé un natif de la ville, ou de collaborateurs palestiniens des services de renseignements israéliens, exfiltrés des territoires en raison des menaces planant sur leur vie, les habitants des quartiers arabes de Lod n'ont jamais trouvé d'interlocuteur à qui s'adresser. Ils comptaient d'autant moins que leur connaissance de la langue hébraïque est limitée.

Tout a changé au début des années deux mille lorsque les représentants des quartiers « décents » de Lod peuplés d'habitants juifs et socialement bien établis ont eux aussi dénoncé l'inaction des autorités face à l'insécurité grandissante. En effet, affolés par l'augmentation exponentielle des cambriolages et par les nombreux toxicomanes se servant dans les voitures pour payer leur dose aux « *Kaspomat* », les « *Vaadim* », sorte de comités d'habitants représentants différents quartiers et lotissements, ont interpellé par voie de presse leurs représentants politiques à la *Knesset* et au gouvernement. Certains ont organisé des manifestations fortement médiatisées pour dénoncer l'inaction des autorités et exiger un « nettoyage » de la ville. Mais d'autres, peu enclins à croire les promesses des élus, ont préféré ne pas attendre. Ils ont pris les choses en main en faisant ériger à leur frais une muraille entre leurs beaux jardins et les quartiers « pourris ». Une « barrière de sécurité » intérieure calquée sur celle alors en cours de construction en Cisjordanie.

La construction de ce mur n'a pas spécialement perturbé les activités des Jaroushi et des Karajah. À l'instar des Abdel Khader et des Al Hariri, ils étaient coupés du monde. Retranchés dans leur quartier général respectif, des bunkers protégés par des cubes de béton, des systèmes d'observation électronique, ainsi que des gardes armés, ils n'entretenaient que peu de contacts avec les quartiers juifs de leur ville.

La *PNI* ne savait pas comment s'y prendre avec ces organisations claniques. Les asphyxier ? Plus facile à dire qu'à faire. Les attaquer frontalement ? Elle hésitait car les zones de non-droit de Lod étaient plus étendues et plus difficilement contrôlables que les enclaves de Taïbeh et Ramlah. Dans un

premier temps, l'état-major de la police a donc tenté, avec l'aide d'élus municipaux, de pousser quelques imams de bonne volonté à prendre contact avec les Jaroushi et les Karajah pour officialiser une trêve. Ou du moins, à envisager d'interrompre provisoirement leurs règlements de comptes.

Au terme de deux semaines de palabres, ces intermédiaires ont proposé aux Jaroushi et aux Karajah de conclure une « *houdna* », un cessez-le-feu dans l'honneur, couplée à une séparation physique de leurs organisations. Leur plan de paix prévoyait que les premiers restent à Lod et que les seconds déménagent un peu plus au nord. À Juharish et à Harish, deux bourgs paisibles situés le long de la « ligne verte ».

A priori, l'offre n'avait aucune chance d'être prise au sérieux. Question d'honneur. Surtout pour les Karajah qui auraient pu, en s'exilant, donner l'impression de céder du terrain à leurs ennemis. Pourtant, les deux parties ont accepté. À la surprise générale. Peut-être parce qu'elles avaient besoin d'un peu de calme pour réorganiser leurs troupes et leurs filières. Les Jaroushi et les Karajah ont tenu parole. Les incidents armés se sont espacés et les « liquidations » ont été suspendues. En revanche, les affaires ont continué de tourner à plein régime. Puisque l'accord ne prévoyait pas que les Jaroushi et les Karajah mettraient fin à leurs activités criminelles. D'ailleurs, grâce à ce retour au calme précaire, les « *Kaspomat* » ont attiré une nouvelle clientèle. Des consommateurs qui n'avaient pas osé s'aventurer dans cette cour des miracles par peur des balles perdues et qui se sentaient désormais libres de le faire.

Opération Île verte

Le 3 mai 2004, la *PNI* décide d'en finir avec les guichets : deux cent cinquante policiers en uniforme et en civil déclenchent « l'opération *Île verte* ». C'est une copie conforme des coups de filet lancés contre les Abdel Khader et les Al Hariri, mais avec encore plus de moyens. Les quartiers « pourris » de Lod sont encerclés et coupés du reste de la ville, des 4 × 4 de la *Mishmar Hagvoul*, la garde des frontières, en bloquent tous les accès alors que des snipers sont installés sur les toits. Un hélicoptère tourne dans le ciel, les communications téléphoniques sont coupées.

Dépassées par l'ampleur des moyens mis en œuvre, les familles mafieuses laissent faire. Elles n'ont pas le choix car le gouvernement d'Ariel Sharon a décidé de médiatiser l'affaire afin de satisfaire l'électorat conservateur. Les radios et les télévisions sont autorisées à accompagner les enquêteurs dans leur travail. Les perquisitions et le démantèlement des systèmes de surveillance vidéo des familles mafieuses sont filmés sous toutes les coutures. Les hauts gradés de l'état-major se pavanent sur le terrain et multiplient les interviews martiales.

Médiatiquement parlant, c'est une réussite. Le coup de filet a fait son effet sur l'opinion, qui en redemande. Le 11 septembre 2005, nouvelle offensive aussi médiatisée que la précédente. Cette fois, la *PNI* cible plus spécifiquement la famille Abou Salouk. Au terme de neuf mois de planques, de filatures et d'écoutes téléphoniques pour les « loger », dix-neuf membres de ses dirigeants et soldats sont interpellés.

Les organisations criminelles arabes sont aussi souples et pragmatiques que la plupart de leurs consœurs de la partie juive d'Israël. Elles encaissent donc sans broncher en attendant la fin de l'orage et elles s'adaptent à la situation. Puisqu'on ne les laisse plus travailler à Lod, les Jaroushi et les Karajah s'installent à Jaffa et dans les squats du sud de Tel-Aviv – la partie déshéritée de la ville – où une flotte de minibus transporte leurs clients toxicomanes vers de nouveaux guichets improvisés à la hâte.

Liste de mariage

Dans la foulée, ces clans resserrent leurs liens avec les organisations juives. En témoigne, l'interrogatoire de Riyaat Jaroushi, l'un des chefs de l'organisation du même nom interpellé en novembre 2011 par la brigade anti-stups. Pressé d'expliquer la présence d'un magot de deux cent mille euros découvert à son domicile, il s'est justifié en prétendant qu'il s'agissait de dons récoltés à l'occasion de son mariage. Une excuse ridicule ? Pas au Proche-Orient où les listes de mariage sont pratiquement inconnues. Pour marquer leur proximité avec leurs hôtes et pour aider le nouveau couple à démarrer dans la vie, les invités déposent donc un chèque ou une enveloppe contenant de l'argent dans un coffret installé à l'entrée de la salle où se déroule la cérémonie. Cette coutume se

pratique autant dans les familles juives qu'arabes musulmanes et arabes chrétiennes.

Riyaat Jaroushi ne mentait donc pas. Du moins, sur ce point. Une perquisition effectuée à son domicile a d'ailleurs permis de découvrir une liste manuscrite reprenant le nom de ceux qui avaient généreusement contribué à ses noces. Une simple feuille blanche, mais un trésor d'une valeur inestimable pour les enquêteurs puisqu'elle dressait le panorama des contacts alors entretenus par l'organisation mafieuse avec les « confrères » juifs et Arabes.

« Rico » Shirazi a ainsi offert vingt mille dollars. Nahman Cohen, un lieutenant de Zeev Rozenstein en disponibilité depuis l'arrestation de son ex-patron, en a lui déboursé cinq mille. En revanche, peut- être parce qu'il est moins proche de cette famille ou parce qu'il n'était pas en fonds à l'époque, Shalom Domrani s'est contenté de deux mille dollars. Une misère pour un personnage de son importance…

Sur la liste dressée par Riyaat Jaroushi figurent par ailleurs les noms d'Eytan Hayat, l'ex-numéro deux de la mafia israélienne de New York crédité d'un don de mille dollars ; de Youssef Al Hariri (mille deux cents dollars), ainsi que quelques autres figures criminelles moins connues.

Ariel Sharon se frotte les mains

Malgré ses communiqués de victoire, la *PNI* n'est pas parvenue à démanteler le système du *Kaspomat*. Seulement à en perturber le fonctionnement de manière temporaire. Dans certains quartiers de Lod, le business a d'ailleurs repris ses droits dès le départ des policiers. Quant aux vendettas, elles ont recommencé comme si rien ne s'était passé.[103]

Peu après la fin des opérations policières, la guerre entre les Abou Salouk et les Azbarja, un clan criminel de moindre importance qui tentait de profiter de l'affaiblissement de ses concurrents plus puissants pour développer ses activités, a d'ailleurs atteint un niveau de violence supérieur à celui opposant les Jaroushi et les Karajah.

La rivalité entre les Abou Salouk et les Azbarja porte notamment sur le contrôle de certaines mosquées grâce auxquelles ils peuvent recycler de l'argent sale en le faisant passer pour les dons de fidèles. En tout cas, elle fait couler

beaucoup de sang : douze morts en deux ans dont celui de Salman Azbarja, chauffeur de taxi pour la façade et chef du clan du même nom.

L'enquête sur la liquidation de ce parrain a duré plusieurs années faute de sources bien placées. En 2010, treize membres de la famille Abou Salouk ont été arrêtés dans le cadre de ce dossier après que des armes de poing, des fusils-mitrailleurs, des grenades et différents types de munitions eurent été saisis.

La violence affichée par les organisations criminelles arabes servait alors les objectifs d'Ariel Sharon, puis de son successeur Ehoud Olmert, dont la politique consistait à « judaïser » les anciennes villes palestiniennes. À Lod, prétextant la nécessité de « sécuriser » les zones de non droit, le gouvernement a ainsi fait raser des blocs de maisons arabes « construits illégalement » plutôt que de les réhabiliter. À leur place, de nouveaux lotissements ultramodernes accueillant des familles de militaires et de policiers ont été érigés.

Au début de 2010, la mort de deux innocents pris au milieu d'un échange de tirs donne à Binyamin Netanyahou, premier ministre depuis un an, l'occasion de déclencher une nouvelle opération « nettoyage ». En effet, un beau matin, Lod se réveille dans une situation de ville occupée. Des unités de la *Mishmar Hagvoul*, la police des frontières, ont dressé des barrages et les quartiers « pourris » sont physiquement coupés du reste du pays pendant que des enquêteurs spécialisés y perquisitionnent rue par rue et maison par maison.

Pour enfoncer le clou et marquer sa « solidarité avec la majorité honnête de la population », le gouvernement se réunit spécialement dans la salle du conseil municipal afin de discuter de… l'insécurité. Du grand spectacle.

Comme attendu, Netanyahou promet beaucoup pour l'occasion. Que la lutte contre la criminalité organisée va s'intensifier, que le pays « ne laissera pas tomber les honnêtes habitants de Lod qui représentent la majorité de cette ville », et qu'on allait voir ce qu'on allait voir.

En fin de compte, on n'a pas vu grand-chose. Certes, en juin 2012, plusieurs propriétés immobilières appartenant à des membres du clan Karajah et acquises avec des fonds de provenance « indéfinie » ont été placées sous séquestre. Le 30 août, Ayman Karajah, le chef de l'organisation, a également été arrêté et inculpé pour racket sur des commerçants de Lod, de Ramlah, de la région de Tel-Aviv, ainsi que du nord d'Israël[104]. Mais pour le reste, rien n'a changé, la criminalité continue à se développer dans le *Mechoulach*.

Commissaire du gouvernement

Aujourd'hui peuplée de 70 000 habitants, de 65 % de juifs et de 35 % de musulmans, Lod est toujours considérée comme la ville la plus « problématique » de l'État hébreu. Celle où le niveau de criminalité est supérieur de 39 % à celui du reste du pays. Une ville rongée par les activités criminelles, ainsi que par la corruption de certains de ses élus.

À partir de 2007, la ville a été gérée par un commissaire du gouvernement nommé par le ministère de l'intérieur. Il a remplacé le maire Benny Regev corrompu par l'homme d'affaires David Appel, condamné à dix-huit mois de prison pour cela, et révoqué. Or, selon un rapport du contrôleur de l'État daté de 2012, l'équivalent israélien de la cour des comptes, les performances de ce commissaire n'ont pas été à la hauteur des espérances placées en son action. La vieille ville arabe et les quartiers « pourris » n'ont pas connu d'amélioration notable alors que les chantiers se sont multipliés dans la partie juive de la municipalité.

Le mandat du commissaire du gouvernement a pris fin à l'occasion des élections municipales du 22 octobre 2013 pour lesquelles le candidat le mieux placé n'était autre que… l'ex-député Yoram Marciano, l'ami de « Rico » Shirazi qui défendait les couleurs du *Likoud* après avoir porté le dossard travailliste.

La bataille de Jaffa

En 2009, le film *Ajami* réalisé par l'Arabe israélien Scandar Copti[105] a attiré l'attention des cinéphiles sur les quartiers pouilleux de Jaffa où cohabitent vaille que vaille juifs, musulmans et chrétiens défavorisés. Ce film poignant ne traite pas de la criminalité organisée, plutôt de la délinquance ordinaire et de l'esprit de survie qui imprègne le quotidien de cette population. Pourtant, *Ajami* aurait pu traiter de la mafia puisque c'est dans et autour de ce quartier que se sont développées plusieurs grosses structures illégales focalisant leurs activités sur l'extorsion de fonds et sur le trafic de stupéfiants.

Phagocytée dès 1950 par la municipalité de Tel-Aviv dont elle constituait alors la partie pittoresque et négligée, Jaffa a connu des heures beaucoup plus glorieuses durant la période biblique, au Moyen-Âge, ainsi que dans la période moderne. Tout a changé à partir de 1947-1948 lorsque vingt-cinq mille de ses

habitants arabes – la majorité de la population – l'ont fuie pour être aussitôt remplacés par des immigrants juifs venus des pays arabes et du bassin méditerranéen.

C'est à Jaffa, « Yafo » en hébreu, que Mordekhai Shimshi-Sarfati, alias « Mentesh », a fait ses classes avec ses « déménageurs » chargés de faire régner l'ordre sur le vieux port pour le compte de la *Histadrout*, le syndicat unique. C'est également dans les ruelles de la « perle de la Méditerranée » que Zeev Rozenstein a affûté ses premières armes de videur de cabaret avant de mener la carrière que l'on sait. Et c'est de là que viennent encore aujourd'hui bon nombre de « soldats » d'organisations criminelles établies[106].

Au sein de la communauté arabe de Jaffa, désormais minoritaire par rapport à la population juive qui s'y est installée, plusieurs structures mafieuses fort actives se manifestent par des règlements de comptes à répétition. Au début des années soixante-dix, l'une d'entre elles était dirigée par Mohamad Chenir et Hassan Kehil, deux commerçants a priori paisibles, qui étaient en réalité les mafieux les plus puissants de Jaffa. Ils contrôlaient les trafics de stupéfiants alimentant les toxicomanes de leur communauté, les habitants de Tel-Aviv et des environs, ainsi que les touristes en goguette. En outre, ils faisaient régner la terreur sur les trottoirs en éliminant impitoyablement leurs rivaux potentiels. Assassinats, enlèvements, voitures piégées : il suffisait de leur déplaire ou d'être considéré par eux comme un danger pour être éliminé.

Quelques années à peine après la fin de la guerre des Six jours et alors que la colonisation des territoires occupés battait son plein, le tandem Chenir-Kehil a attiré l'attention du *Shabak*, la sécurité générale, parce que certains des membres de leur bande se rendaient régulièrement en Cisjordanie pour se fournir en stupéfiants provenant de Jordanie et d'autres allaient dans la bande de Gaza afin de prendre livraison de la dope importée clandestinement d'Égypte.

Le *Yamar* suivait les activités criminelles de l'organisation, le *Shabak* s'intéressait à ses relais politiques puisque les hommes de Chenir-Kehil étaient également en contact avec des personnages liés à l'OLP et qu'ils tuaient beaucoup.

Au téléphone, les deux « parrains » employaient en tout cas un langage codé et faisaient preuve d'une méfiance extrême, se contentant de se fixer mutuellement

des rendez-vous à l'extérieur de leurs magasins respectifs afin de discuter des affaires courantes. Le cas échéant, ils utilisaient des messagers que les policiers ne pouvaient évidemment pas intercepter sous peine de révéler l'existence de leur dispositif. La sophistication des suspects intéressait d'autant plus la sûreté générale que certains des hommes de main de l'organisation Chenir-Kehil avaient été recrutés dans les villages arabes de haute Galilée refusant de reconnaître le droit à l'existence d'Israël et qui avaient, dans les années cinquante et soixante, accueilli de nombreux « *mistanenim* ».

Les deux parrains agissaient par esprit de lucre, mais pas seulement. Certes, ils rackettaient et trafiquaient mais ils cherchaient aussi, par le biais de menaces et de « liquidations », à s'emparer des terrains et des propriétés de Jaffa abandonnés en 1948 et « récupérés » depuis lors par les ressortissants juifs de l'État hébreu. En effet, dans la foulée de la création d'Israël, l'administration a saisi ou gelé 90 % des terres et biens ayant appartenu aux réfugiés palestiniens pour les distribuer ou les vendre aux immigrants juifs[107]. Or, à Jaffa, l'organisation Chenir-Kehil éliminait certains de ces nouveaux propriétaires. C'est d'ailleurs en enquêtant sur l'élimination de l'un d'entre eux, l'industriel du meuble David Shulman, que le *Yamar* a arrêté les deux « commerçants » de Jaffa et démantelé leur structure mafieuse.

Il s'est avéré rapidement que Kehil n'était pas vraiment motivé politiquement. C'était un opportuniste qui cherchait à gagner de l'argent par n'importe quel moyen. Pour bénéficier de l'impunité, il est devenu « témoin d'État » et a dénoncé son associé, qui a écopé de dix ans de prison. En outre, il a dévoilé les opérations en préparation. Parmi celles-ci, un attentat à la voiture piégée contre un commissariat de Tel-Aviv et l'assassinat de plusieurs officiers chargés de combattre la criminalité organisée à Jaffa. Ses aveux ont également conduit à l'arrestation de Mohamed Türk, son principal homme de main, qui a lui été condamné à la perpétuité.

Le sens de la famille

Quarante ans plus tard, le nom de Türk est toujours bien présent à Jaffa car cette famille fort étendue compte dans ses rangs autant d'éléments mafieux que de personnalités honorablement connues du monde politique local et du sport.

En 2003, deux d'entre eux ont ainsi été condamnés pour meurtre. Le 28 décembre 2005, Yehiyeh Türk, qui passait alors pour « le parrain de Jaffa » et pour un juge de paix arbitrant les querelles entre trafiquants de drogue, a été lui condamné à douze ans pour avoir fabriqué des explosifs. Et pour avoir appris à ses hommes de main comment les utiliser pour pulvériser les commerces refusant la « protection » de son organisation[108].

En août 1999, Yehiyeh Türk et six de ses « soldats », dont ses frères Kamal et Samy, ainsi que son fils Amir Cohen, avaient déjà été inculpés pour le braquage d'une banque de Holon. Dans la foulée, des dissensions avaient éclaté entre le parrain et ses frères. Ces derniers avaient d'ailleurs tenté de liquider leur aîné parce qu'ils ne supportaient pas qu'il ait épousé une juive et parce qu'Amir Cohen, le fils né de cette union[109], était devenu « témoin d'État » dans le cadre de l'enquête sur le casse de Holon.

Yehiyeh n'a finalement pas été éliminé par ses frères, mais leur projet n'a pas étonné le département du renseignement et de l'investigation de la *PNI* puisque les deux hommes étaient considérés être les auteurs d'au moins trois assassinats, ainsi que de plusieurs tentatives.

Durant leurs interrogatoires, Kamal et Samy Türk ont toujours nié avec virulence en accusant les enquêteurs de « les harceler parce qu'ils sont des Arabes ». Mais les faits sont les faits et les preuves ne manquent pas. En 2003, Samy a d'ailleurs conclu une transaction avec le parquet et avoué avoir préparé l'enlèvement de l'une des victimes. Quant à Kamal, il n'a pas eu d'autre choix que de suivre son frère, mais en jouant franc jeu : il a reconnu le meurtre de trois membres de la famille Hamad, une organisation clanique concurrente opérant également à Jaffa, ainsi que l'enlèvement et la torture de l'un de ses hommes de main.

« Retourner » un membre de la famille Türk n'était pas un mince exploit. L'histoire de la police israélienne retiendra qu'il est le fait d'Ephraïm Brakha, un jeune officier prometteur qui avait déjà fait des étincelles en enquêtant sur les frères Harari, ainsi que des bandes de Pardès Katz et de Ramat Amidar.

Enquêteur tenace et respecté, Ephraïm Brakha a payé cher sa victoire sur le clan Türk. De leur prison, ses membres ont en effet lancé un contrat sur sa tête ainsi que sur celle de ses proches. Une alerte très sérieuse puisqu'elle a immédiatement été classée au niveau 6 (le plus élevé) par l'état-major de la *PNI*.

Placés sous protection permanente, Brakha, son épouse et ses quatre enfants ont donc déménagé à plusieurs reprises. Pendant plusieurs années chacun de leur déplacement à nécessité une préparation de plusieurs heures mais l'officier a tenu bon. Il est monté en grade et il s'est, en 2012, retrouvé au centre d'une nouvelle affaire que nous étudierons en détail dans un chapitre suivant. Un dossier hors du commun qui allait finalement ruiner sa carrière et lui coûter la vie le 5 juillet 2015.

Le prêteur

Retour à Jaffa. Dirigée par Izzat Hamad, la structure mafieuse à laquelle les Türk faisaient la guerre au début des années deux mille était alliée aux Al Harari, qui lui prêtaient certains de leurs soldats pour des opérations ponctuelles. Sa spécialité ? Les prêts à taux usuraire et le racket. Rien d'extraordinaire sauf que les Hamad ont toujours été considérés comme ultra-violents. Souvent plus que leurs rivaux arabes et que les grandes organisations criminelles juives israéliennes, qui ne passent pourtant pas pour des modèles de douceur.

L'addition est toujours gratinée pour les inconscients qui ont emprunté de l'argent sur le « marché gris » et qui doivent parfois rembourser un intérêt pouvant atteindre 24 % par mois. Car les organisations se revendent les prêts en cours et les nouveaux titulaires cherchent souvent à récupérer l'argent de leur investissement en augmentant le taux d'intérêt pratiqué et exigeant des créanciers un remboursement immédiat assorti de pénalités diverses. Omar Kende, une vedette du club de football Hapoel Tel-Aviv qui avait eu le malheur d'emprunter sur le marché gris, a ainsi été contraint de payer douze mille euros cash à Hamad sous peine d'un passage à tabac qui l'aurait handicapé à vie.

À partir de 2005, la famille Hamad s'est imposée comme l'un des éléments centraux de la criminalité organisée de Jaffa. À la fin de cette année-là, Izzat Hamad a d'ailleurs été arrêté et inculpé pour l'enlèvement et l'assassinat de Khader Daka, un habitant de son quartier. Un homme de bonne volonté qui intervenait en tant que médiateur dans un différend commercial entre un restaurant de poissons bien connu sur la place de Tel-Aviv et un pêcheur palestinien de Gaza qui prétendait ne pas avoir été payé.

Daka représentait le restaurant et Hamad, le pêcheur gazaoui. Lorsque le premier, accompagné d'un témoin, s'est présenté chez le mafieux pour discuter, ce dernier les a agressés avec l'aide d'un cousin appartenant à son organisation, ligotés, et embarqués à l'arrière d'un camion. Mais Daka a réussi à défaire une partie de ses liens durant le transport et ses ravisseurs l'ont abattu alors qu'il tentait de s'évader.

En janvier 2007, le tribunal de district de Tel-Aviv a pourtant refusé de condamner Hamad ainsi que les quatre complices cités dans le dossier. Non pas parce qu'il les considérait comme innocents – les faits étaient clairement établis – mais parce que la *PNI* refusait de révéler le nom de son principal informateur au sein de cette organisation criminelle. Et parce que cette taupe avait été payée pour fournir des informations. Une méthode de travail que les magistrats n'appréciaient guère et qui viciait la procédure à leurs yeux.

Pour éviter l'acquittement du parrain – qui aurait constitué un camouflet judiciaire sans précédent – le parquet a finalement accepté de révéler le nom de sa source mais au juge seulement. Et à huis clos. Le dos au mur, Hamad et ses complices n'ont alors pas eu d'autre choix que de négocier un « *plea bargain* ». Comme beaucoup d'autres tueurs avant eux.

Les ennuis de Hamad ne se sont pourtant pas arrêtés là. En 2011, il a également été soupçonné d'avoir trempé dans l'assassinat de François Aboutboul, mais l'affaire est restée sans suite faute d'éléments concrets.

Quelques semaines plus tard, lui et vingt-trois membres de son organisation ont de nouveau été arrêtés dans le cadre d'une enquête sur le racket de commerçants de Tel-Aviv et d'autres grandes villes de l'État hébreu. Cette fois, le parrain ne se contentait plus d'envoyer ses fiers-à-bras pour passer à tabac les récalcitrants, il faisait également balancer des grenades dans leur vitrine[110].

Bien huilé, le « système Hamad » consiste à contacter des commerçants et des hommes d'affaires prospères en exigeant le remboursement immédiat d'une dette qu'ils n'ont jamais contractée. Ou à s'imposer comme « associé » dans une affaire rentable.

« Un jour, cinq types se sont attablés au bar de mon établissement et m'ont longuement regardé sans broncher », raconte le patron d'un café-restaurant situé le long de la promenade de bord de mer de Tel-Aviv. « Ils ont mangé, ils ont bu, et au moment de payer l'addition, l'un d'eux m'a demandé si c'est comme cela

que je faisais honneur à mes nouveaux associés. Comme je ne comprenais pas de quoi il parlait, il m'a expliqué que j'étais désormais minoritaire dans ma propre affaire et que lui et ses amis viendraient relever les compteurs tous les mois ».

Lorsque les victimes du chantage s'insurgent – et c'est souvent le cas – ils reçoivent la visite d'hommes de main à la mine patibulaire et au vocabulaire gratiné qui les contraignent à accepter « l'accord ». Dans le cas du restaurateur de Tel-Aviv, c'est le *Yamar* qui attendait les maîtres chanteurs et le plaignant s'en est tiré sans ennuis. Une exception.

Depuis 2010, une guerre oppose en tout cas l'organisation d'Hamad au clan mafieux Ayash, son principal rival du moment. Tous les coups semblent permis entre les deux familles. Leurs hommes de main se combattent à coups de roquettes antichars lorsqu'ils n'incendient pas les immeubles appartenant aux proches de leurs ennemis. Plusieurs des « liquidations » perpétrées dans le courant de l'été 2013 sont liées au contentieux entre les deux organisations.

Les délices de Haïfa

Nous l'avons vu, il existe de nombreuses organisations criminelles au sein de la minorité arabe d'Israël. Certaines se sont développées au sein des tribus bédouines du désert du Néguev et pratiquent autant le racket des commerces de Beer Sheva que le trafic de voitures de volées, d'armes et de stupéfiants.

Mais ce panorama ne serait pas complet si l'on oubliait le clan familial d'Omar Abou Kleib opérant à partir du quartier Halissa de Haïfa, le grand port israélien situé à cent kilomètres au nord de Tel-Aviv et à portée de canon du Liban.

Violents, les membres du clan pratiquent le racket, l'extorsion, le chantage, ainsi que les trafics les plus variés : armes et stupéfiants, entre autres. Certains d'entre eux écoulent d'ailleurs de l'alcool importé illégalement dans un magasin situé à quelques mètres du palais de justice et du commissariat central de la police de Haïfa.

Au printemps de 2014, avec l'autorisation du parquet de cette ville, il nous a été donné de participer à une opération coup de poing visant la famille Abou Kleib. Ou plutôt l'un de ses magasins ayant pignon sur rue mais ouvert sans autorisation administrative et sur un terrain municipal.

La perquisition était menée par des membres de l'antigang lourdement armés, mais également par des agents des douanes et accises ainsi que par des inspecteurs des impôts et de la TVA.

Étant donné leur nombre et l'importance de leur arsenal, les flics de l'antigang n'ont pas eu à intervenir, sauf pour calmer l'un ou l'autre membre de la famille Abou Kleib qui s'énervait en les accusant de « les persécuter pour le plaisir ». En revanche, les agents des douanes et accises s'en sont donnés à cœur joie puisqu'une partie des énormes quantités d'alcool stockées dans l'entrepôt voisin avait été importées par des voies parallèles.

« Je ne comprends pas comment ces bouteilles sont arrivées ici », a déclaré aux enquêteurs l'un des membres du clan interpellé derrière son comptoir. « Vous savez, nous on est réglo. La loi c'est la loi et on ne transige pas. »

Voir, car Omar Abou Kleib, ses enfants et autres proches, ont été arrêtés à de nombreuses reprises. Parce qu'ils auraient balancé des grenades sur la façade de commerces qui refusaient leur racket, et pour les faits délictueux les plus divers. En février 2015, Yossef Abou Kleib a ainsi bénéficié d'un jugement anormalement clément pour avoir roulé à 214 km/h sur une autoroute où la vitesse est limitée à 110.

Le 30 juin 2016, deux membres de la famille filochés par des policiers en civil ont encore été interpellés à Haïfa alors qu'ils transportaient des armes dans leurs véhicules. « Pour se défendre au cas ou », ont-ils prétendu. Les enquêteurs sont persuadés eux qu'ils allaient participer à une « liquidation ».

Dans un registre beaucoup plus grave, es Abou Kleib ont, en 2005, été impliqués dans des règlements de compte sanglants au cours desquels des adolescents liés à la famille Naïama, une sous-branche de leur propre clan ont été abattus.

En 2012, ils ont également été soupçonnés d'avoir incendié des installations commerciales appartenant des rivaux. Mais si le clan Abou Kleib recourt souvent aux moyens extrêmes, ses rivaux ne sont pas plus accommodants.

En avril 2015, Khader Loubani, un homme du clan Abou Kleib, avait ainsi été abattu en plein centre de Haïfa. Le 19 août de la même année, trois « soldats » d'un clan rival ont à leur tour été mitraillés en rue.

Réponse du berger à la bergère, dans la soirée du 13 novembre 2015, Ashraf Abou Kleib, l'homme des finances de l'organisation Abou Kelib, a été abattu à

son tour alors qu'il sortait d'un bar d'un bar du centre de Haïfa.

Selon les analystes de la *PNI* cette « liquidation » aurait été commanditée dans le cadre de la lutte à laquelle se livrent le clan Abou Kleib et ses concurrents pour le contrôle de *Wadi Nisnas* et de la *Moshava Germanit,* les deux quartiers touristes les plus fréquentés de Haïfa.

Étant donné l'importance d'Ashraf Abou Kleib, les policiers s'attendent à une ou plusieurs ripostes car le clan est puissant. Preuve de son influence : à l'enterrement d'Ashraf au cimetière musulman de la ville, plus de trois mille personnes étaient présentes.

92. Entretien avec l'auteur.

93. Par tradition, les armes circulent beaucoup au sein de la communauté arabe d'Israël. Chaque fête familiale, chaque mariage, chaque naissance sont une occasion de tirer quelques rafales en l'air. À l'exception des Druzes et des Bédouins ayant servi sur une base volontaire dans l'armée, les Arabes israéliens ne sont pas autorisés à porter une arme. Ils s'en procurent donc au marché noir et le commerce est florissant. Il l'est d'autant plus que des soldats de *Tsahal* se servent dans les entrepôts militaires et vendent le matériel au plus offrant. Un phénomène tellement inquiétant que la section d'enquête de la police militaire (*Matzah*) a décidé à la fin de 2012 de créer une cellule spécialisée dans la répression de ce genre de trafic. À l'instar de leurs homologues juives israéliennes, les organisations criminelles arabes disposent de caches clandestines. Le 5 février 2012, le *Yamar* en a découvert une, installée à quelques mètres de l'école municipale d'Abou Snaan, un village de Haute Galilée. Outre des Kalachnikov provenant de Cisjordanie, elle contenait plusieurs roquettes antichar portant le sigle de *Tsahal*, des armes de poing ainsi que des caisses de grenades habituellement employées par les soldats de l'État hébreu. Un autre stock a été découvert quelques mois plus tard à proximité de Jaffa. Au moment où ces lignes sont écrites, une roquette antichar se négocie 2 000 euros sur le marché noir de Tel-Aviv et une Kalachnikov de 600 à 700 euros, selon qu'elle porte ou non un numéro d'identification.

94. À l'époque, Ahmed Tibi, un gynécologue passé en politique, était un élu du parti communiste judéo-arabe « *Hadash* », qu'il quittera pour lancer « *Raam-Tal* », sa propre formation. Il tire sa très grande influence sur la rue arabe israélienne de sa proximité avec Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne dont il a été le conseiller pour les affaires israéliennes.

95. Confidence faite hors procès-verbal.

96. C'est dans le « *Mechoulach* » que se trouvent les villes de Taïbeh, Tira, Lod, Ramlah (à ne pas confondre avec Ramallah en Cisjordanie), Yahud, Jaljoulia, Juharish, Kalanswa.

97. Voir chapitre XVI.

98. Des enquêtes d'opinion publiées tous les trimestres révèlent une importante montée du racisme anti-arabe au sein de la majorité juive d'Israël. Ils constatent par exemple que 70 % des israéliens juifs âgés de moins de dix-huit ans ne souhaitent pas avoir un ami arabe ni habiter dans le même immeuble. En octobre 2012, un sondage de l'institut Dialog a confirmé que 59 % des Israéliens juifs veulent une priorité pour les emplois dans la fonction publique, ce qui est d'ailleurs déjà le cas. 49 % estiment par ailleurs que l'État devrait mieux les traiter que leurs concitoyens arabes, ce qui est en réalité également le cas.

99. Formation nationaliste dirigée d'une main de fer par l'ex-ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman. Durant le campagne pour les élections législatives du 22 janvier 2013, « *Israël Beiteinou* » a formé un cartel électoral avec le *Likoud* de Binyamin Netanyahou et les résultats de cette alliance ont été

décevants puisque les deux partis, qui disposaient de quarante- trois sièges avant le scrutin (sur les cent-vingt que compte la *Knesset*) n'en avaient plus que trente et un au soir du 22 janvier.

100. Pour les autorités du jeune État hébreu, les Palestiniens restés sur leurs terres étaient susceptibles de se transformer en cinquième colonne sapant le pays de l'intérieur. Il fallait donc étouffer dans l'œuf toute velléité nationaliste en censurant la presse arabophone et en veillant à ce que les élus arabes à la *Knesset*, qui bénéficiaient de permis de circuler en dépit des arrêts du gouvernement militaire, soient aux ordres. Entre les premières élections législatives de 1949 et la fin du gouvernement militaire le 1er décembre 1966, tous les partis arabes israéliens étaient des satellites des partis existant sauf le « *Maki* » (communiste judéo-arabe) qui allait, plus tard, se transformer en « *Hadash* ». À l'occasion des élections législatives du 11 novembre 1965, une liste arabe nationaliste et indépendante baptisée *Al Ard*, « la Terre », a été interdite de scrutin précisément parce que son programme dénonçait les confiscations de terre par l'État tout en prônant le droit au retour des réfugiés palestiniens. La surveillance des Arabes israéliens était poussée et de nombreux programmes ont été mis en place. En 1952, le *Shin Beth* a ainsi créé une unité spéciale composée d'une dizaine d'hommes chargés de s'implanter à Jaffa, à Nazareth, et dans les villages musulmans et chrétiens. À l'instar de Shmouel Moriah, leur commandant, ces espions nés en Irak parlaient parfaitement l'arabe. Ils connaissaient également les coutumes de la communauté qu'ils étaient censés surveiller. Dans le cadre de leur mission, ces hommes se sont mariés à des autochtones et ont eu des enfants avec elles. L'opération a pris fin vers 1965 et les femmes dupées par leur mari ont été invitées en France où des responsables du *Shin Beth* leur ont révélé la vérité. Certaines ont accepté de rester avec leur époux moyennant une conversion expresse au judaïsme réalisée dans les locaux de l'ambassade d'Israël en France, d'autres ont reçu un dédommagement financier pour s'installer dans un pays arabe de leur choix. Quelques unes ont quitté celui qui leur avait menti, mais ont reçu la nationalité israélienne à titre de compensation.

101. Une partie de l'héroïne écoulée dans les « *Kaspomat* » de Lod provenait – et provient encore – du Liban car un important trafic se déroule le long de la frontière malgré l'état de guerre entre les deux pays. Durant l'occupation du sud-Liban par Israël entre 1980 et 2000, des soldats de l'État hébreu ainsi que des agents de l'unité 504 de l'*Aman*, les renseignements militaires du Liban opérant sur cette zone, se sont acoquinés avec des trafiquants libanais dont Mohamed Biro et son fils Ali qui approvisionnaient tout le Proche-Orient. Recherché par plusieurs pays arabes, le premier a d'ailleurs été condamné à mort par contumace en Égypte et le second y a été pendu. Biro est mort dans une prison israélienne en 2003. Parmi les membres de son réseau israélien figurait Hassan Obeid, vice-président du conseil local de Taïbeh et fils du député arabe à la *Knesset* Diyab Obeid.

Le 18 juin 2006, Omer el Hayeb, colonel bédouin de *Tsahal* a ainsi été condamné à quinze ans de prison pour trafic d'héroïne et pour espionnage. Il avait été recruté par le *Hezbollah* qui le rémunérait en poudre blanche qu'il revendait jusque dans le centre de l'État hébreu. Plus récemment, en octobre 2011, un officier de haut rang a été condamné pour avoir écoulé une partie des importantes quantités de haschich et de stupéfiants divers que ses hommes saisissaient le long de la frontière israélo-égyptienne.

Le trafic de hachisch provenant d'Égypte et transitant par la bande de Gaza existait déjà dans l'Antiquité. Durant le mandat britannique, plusieurs officiers de Sa Gracieuse Majesté ont comparu en cour martiale pour y avoir trempé. Depuis 1948, des soldats israéliens sont régulièrement arrêtés en raison de leur connivence avec les trafiquants. En janvier 2008, une filière composée de vingt-huit personnes dont huit soldats a ainsi été démantelée. Elle était dirigée par un certain « Félix », officier dans l'unité d'élite *Egoz*. En octobre 2011, un officier de haut rang en poste au directorat des opérations de la zone sud, couvrant la bande de Gaza et la frontière égyptienne, a avoué avoir, avec certains de ses hommes, écoulé sur le marché israélien une partie de la drogue saisie le long de la frontière longeant le Sinaï et originellement destinée aux Bédouins du désert du Néguev. Le 18 juin 2013, le tribunal militaire de la région sud l'a condamné à treize ans de réclusion.

Des filières de trafic d'ecstasy fonctionnent aussi entre la Jordanie, la Cisjordanie, et l'État hébreu. En décembre 2010, deux habitantes d'Hébron en Cisjordanie recrutées comme « mules » par une organisation criminelle palestinienne basée à Amman ont ainsi été arrêtées alors qu'elles convoyaient des tablettes d'ecstasy d'origine belge. Accompagnées de leur époux, ces femmes en transportaient chacune 1 800 dans

des sacs en plastique. Elles ont été repérées au point de passage Allenby séparant la Jordanie et la Cisjordanie occupée et leur surveillance a permis l'arrestation d'autres membres du réseau. Tous Palestiniens. Les comprimés étaient vendus au prix de 15 à 25 euros pièce dans les boîtes de Tel-Aviv.

Le fait que les passeuses interpellées soient des habitantes d'Hébron, et que leur époux – des changeurs professionnels chargés de blanchir l'argent de la filière – n'est pas étonnant. Car cette ville partiellement occupée par l'État hébreu est considérée comme le principal centre de trafic avec Israël. En juin 2011, pour marquer l'opinion, son gouverneur Kamel Humeid et le commandant de la police locale dépendant de l'Autorité Palestinienne y ont d'ailleurs brûlé en public plusieurs dizaines de kilos d'ecstasy, d'héroïne, ainsi que de la fausse monnaie saisie au cours des dix-huit mois précédents.

102. Dirigée par Hama Salam Abou Salouk, la famille du même nom a débordé du « *Mechoulach* » pour s'étendre à Tel-Aviv et au-delà. Dans les années quatre-vingt, elle organisait notamment des ventes sauvages de stupéfiants aux abords des forêts et des parcs municipaux des grandes municipalités du centre d'Israël, sur le bord des autoroutes, et même à Beer Sheva, le fief de clans bédouins important de la drogue d'Égypte.

103. Le 24 septembre 2013 la *PNI* a lancé une série de perquisitions suivies par l'interpellation de plusieurs dizaines de membres de la famille Karajah. Ceux-ci sont soupçonnés d'avoir, avec l'aide de deux hommes de paille, créé à Hadera et dans la périphérie de cette ville plusieurs entreprises de construction fictives qui délivraient des factures bidon destinées à blanchir les revenus clandestins de l'organisation.

104. Les Karajah se sont associés à plusieurs organisations criminelles juives dont celles d'Amir Mulner – ce qui leur vaudra d'être soupçonnés sans preuves concrètes d'avoir participé à l'assassinat de Yaakov Alperon – celle des frères Shoshani basée à l'extrême nord de l'État hébreu, mais également celle du « parrain en kippa » Shalom Domrani. Dans le passé, leur parrain a été condamné à trois ans de prison pour attaque à main armée, détention illégale d'armes et conduite sans permis de conduire.

Le 2 juillet 2013, toujours détenu dans le cadre des précédants dossiers le concernant Ayman Karajah a été mis à disposition du *Yamar* et inculpé pour extorsion et blanchiment. La *PNI* agissait suite à la plainte de l'un des débiteurs de la famille ayant emprunté sur le marché gris. Taux d'intrêt ? 13 % par jour ! L'enquête a permi d'établir que de nombreux autres « pigeons » sont tombés sous la coupe d'Ayman Karajah. Sur ce marché lucratif, il opére d'ailleurs en association avec plusieurs membres de la famille Al Hariri ainsi que le truand Ayman Hovev Tzion, chargé de tenir les « comptes clients ».

Pour inciter les débiteurs à témoigner en justice contre le « parrain » malgré les risques mortels, la *PNI* leur propose un « *sal avtakha »* (panier de protection) comprenant leur relocalisation dans une ville, le paiement du loyer, la prise en charge de leurs soins médicaux, ainsi que le versement d'un salaire mensuel jusqu'au procés des inculpés (voir chapitre XVI).

105. Nominé à Hollywood pour l'Oscar du meilleur film étranger.

106. Jaffa produit toujours des gangs juifs israéliens. Le dernier en date est celui de Moshe Ben Moshe, un chef de bande arrêté en janvier 2013 par le *Yamar*, avec cinq de ses complices pour tentative d'assassinat. En guerre depuis une dizaine de mois avec Oz Soref et Victor Attias, alias « Vivi », deux « parrains » dont l'organisation contrôle le trafic de stupéfiants et d'armes à Petah Tikvah, Moshe Ben Moshe et ses hommes ont tenté d'abattre leurs deux rivaux circulant en scooter, mais se sont trompés de cible et ont ouvert le feu sur des voyageurs innocents. Ceux-ci ont échappé de justesse à la mort.

107. Grâce à une série de décrets et de règlements, et à la « loi sur les absents » votée en 1950. Celle-ci prévoit que les biens meubles et immeubles (terres, propriétés immobilières, comptes en banque) des personnes ayant fui ou ayant été expulsées à partir du 29 novembre 1947 seraient placés sous la tutelle de l'État par le biais d'un conservateur chapeauté par le ministère des finances. Depuis 1947, la plupart des biens immobiliers ont été revendus pour une bouchée de pain, mais la grande majorité des terres est gardée par l'État ainsi que par le fonds national juif (*KKL*). Des œuvres d'art, des manuscrits et d'autres pièces rares sont gardées loin des yeux du public, dans le sous-sol de plusieurs musées de l'État hébreu.

108. Au terme d'une procédure de plus près de dix ans, Yehiyeh Türk a par ailleurs été condamné à quinze années de détention supplémentaire pour l'assassinat d'Ilan Illouz, un garçonnet âgé de trois ans

qu'il a abattu par erreur… en visant son père dont il avait fait exploser le véhicule avec l'aide de deux complices.

109. Il préfère porter le nom de sa mère, de confession juive.

110. En 2012, plusieurs soldats des deux clans ont été abattus en pleine rue dont Siyad Hamad, le neveu du parrain tué le 9 novembre au volant de sa voiture, dans la banlieue de Tel-Aviv. Un nouveau coup dur pour ce chef de bande dont quatre des frères et un oncle ont également été liquidés dans le cadre de la bataille de Jaffa.

XVI

Salade russe

Dans les mois suivants la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, plus de sept cent cinquante mille immigrants fuyant l'URSS en décomposition ont effectué leur « *alyah* ». La plupart de ces « *olim* » étaient juifs et pouvaient bénéficier de la loi du Retour. Les autres s'étaient procuré des certificats bidon, découvert de lointains ancêtres providentiels, ou avaient épousé dans la précipitation un ou une partenaire juif pour bénéficier d'un nouveau départ dans la vie en émigrant en Israël.

La proportion de « faux » juifs parmi ces « *olim* » n'est pas connue. Peut-être l'est-elle de l'administration de l'État hébreu, mais le chiffre n'a jamais été publié officiellement. Quoi qu'il en soit, grâce à ce flux migratoire, la population israélienne a grossi de 12 % en quelques mois. Vague après vague, les Russes se sont installés partout où ils le pouvaient : dans les villes en développement du désert du Néguev, au nord près du Liban, dans les quartiers pauvres de Tel-Aviv où le coût de la location immobilière a doublé en un an…

Contrairement à ce qui a souvent été colporté depuis lors par les grands quotidiens populaires de l'État hébreu avides de manchettes sensationnelles, le niveau de criminalité au sein de la communauté originaire de l'ex-URSS n'est pas et n'a jamais été plus élevé que dans le reste de la société israélienne. Selon des statistiques publiées en 2010 par Yohanan Danino, alors chef de la zone sud de la *PNI* avant de devenir le grand patron des flics israéliens quelques années plus tard, 15 % des 160 000 crimes et délits perpétrés en Israël en 2009 étaient le fait d'« *olim* » ex-soviétiques ou d'origine éthiopienne. Une proportion identique à celle de ces immigrants dans la population.

En mars de la même année, les professeurs de criminologie Arieh Rattner de l'université de Haïfa, et Gideon Fishman du collège supérieur de Galilée, ont abouti à une conclusion semblable en étudiant tous les chiffres de la criminalité entre 1980 et 2007[111].

En réalité, si « l'*alyah* » russophone a influé sur le développement de la criminalité organisée, ce n'est pas de la manière que l'on croit. Dans le sud d'Israël, par exemple, la *PNI* a constaté à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix une augmentation exponentielle des vols de sable et de matériau de construction. Cela, parce que le flux continu de nouveaux « *olim* » avait dopé le secteur de l'immobilier et que des chantiers s'ouvraient à peu près partout. Or, la matière première ne suivait pas. Il s'agissait d'une opportunité pour les trafiquants qui n'étaient pas des voleurs à la petite semaine, mais participaient à des réseaux organisés. Certains importaient clandestinement des tonnes de ciment égyptien via la bande de Gaza en profitant du laxisme des contrôles et de la corruption de militaires israéliens, et d'autres alimentaient les négriers de la construction. Il fallait construire vite et à moindre coût.

Si l'on brandit régulièrement l'épouvantail de la « mafia russe en Israël », c'est parce que plusieurs « *vory v zakone* » les fameux voleurs dans la loi, l'équivalent des « parrains » dans les pays de l'Est, ainsi que leurs lieutenants et associés, ont également effectué leur « *alyah* » au début des années quatre-vingt-dix. Mais ils n'étaient pas nombreux : trente-trois à peine sur les milliers de chefs mafieux que comptaient alors les pays de l'Est. Puissants ? Sans aucun doute puisque certains d'entre eux faisaient partie de l'élite de la criminalité organisée. Ces gens-là n'étaient pas motivés par l'idéologie sioniste ou par une pulsion religieuse. À leurs yeux, Israël ne représentait qu'une étape de leur parcours criminel. Une halte provisoire leur permettant, grâce à la loi du Retour, de bénéficier de papiers d'identité supplémentaires. Donc, de nouveaux instruments de travail leur ouvrant les portes de nouveaux terrains de chasse.

L'opportunité était d'autant plus tentante que le délit de blanchiment n'existait pas encore dans le code pénal de l'État hébreu. Les détenteurs de gros paquets de devises pouvaient donc débarquer directement de Moscou, ou transiter par Chypre, avec des sacs en plastique remplis de billets de cent dollars afin d'ouvrir un ou plusieurs comptes bancaires en Israël. Personne ne posait de question et les financiers de Tel-Aviv, la capitale économique d'Israël, s'empressaient de dérouler le tapis rouge, puisque l'argent n'a pas d'odeur. Dans la foulée, ces « parrains » aux allures de businessman pouvaient établir une ou plusieurs sociétés paravent en quelques heures et sans qu'il ne leur soit posé la moindre question. Un nom, une plaque sur une boîte aux lettres, et les fonds pouvaient

circuler le plus légalement du monde. Grâce à ce flux financier évalué à plusieurs centaines de millions de dollars par mois au début des années quatre-vingt-dix, les réserves en devises de la banque centrale israélienne ont augmenté de quatre milliards de dollars. Quant à la bourse de Tel-Aviv, elle s'est mise à flamber lorsque l'argent russe s'est investi dans trente des plus grandes entreprises locales.

L'autre raison pour laquelle certains observateurs ont tendance à considérer l'État hébreu comme une base de la mafia russe est la facilité avec laquelle des criminels pouvaient – et peuvent encore – acheter un passeport israélien… sans avoir jamais mis les pieds en terre sainte. En 2005, plusieurs mafieux ukrainiens ont ainsi été arrêtés à Auckland en Nouvelle-Zélande en possession de documents d'identité de l'État hébreu acquis à Kiev au prix de dix mille dollars pièce. Ces personnes n'étaient jamais allées en Israël et n'avaient pas l'intention de le faire. Quelques mois plus tard, en janvier 2006, la police australienne a démantelé, elle, une organisation mafieuse russe opérant sur son territoire : blanchiment, chantage, racket et trafic de stupéfiants. À ces activités « habituelles » s'ajoutait le commerce de passeports israéliens volés on ne sait trop où. Ces documents étaient remis à des membres de leur organisation désireux de s'implanter en Australie ou vendus à des immigrants clandestins originaires d'Europe de l'Est.

Perquise à Genève

Parmi les grands noms de la criminalité organisée est-européenne, le premier « *oleh* » à avoir fait parler de lui est l'Ukrainien Semion Mogilevitch, alias « Seva », un ancien officier de haut rang du KGB et parrain d'un groupe mafieux opérant sur l'ensemble de l'Europe et aux États-Unis dans des secteurs aussi variés que le trafic d'armes, la prostitution, le blanchiment. Certes Semion Mogilevitch est juif, mais cette qualité ne lui parlait pas spécialement lorsqu'il est arrivé à Tel-Aviv. Il voulait un point de chute provisoire et rien d'autre. En 1991, quelques mois à peine après son « *alyah* », il a d'ailleurs quitté l'État hébreu pour la Hongrie, dont il a également obtenu la nationalité grâce à son mariage avec la ressortissante de ce pays Katalin Papp. Poursuivi par la justice

locale et par le *FBI*, il est rentré à Moscou en 1998 où il a été arrêté dix ans plus tard.

Autre grosse pointure installée en Israël, Sergueï Anatolyevitch Mikhaïlov, alias « Mikha », le parrain de la « *Solnevskaya* » ou « *Solnstevo* », une grosse organisation mafieuse de Moscou qui a travaillé avec celle de Semion Mogilevitch. Ancien lutteur soupçonné de plusieurs assassinats, Mikhaïlov n'est pas juif, mais son épouse l'est. Il a donc lui aussi obtenu le droit de bénéficier de la loi du Retour, mais il ne s'agissait que d'un pis-aller à ses yeux puisqu'il avait d'abord voulu vivre en France. À Villeneuve-Loubet dans les Alpes-Maritimes, où les autorités préfectorales et judiciaires lui avaient fait comprendre qu'il ferait mieux d'aller voir ailleurs.

« Mikha » ne s'est pas éternisé au Proche-Orient. En 1996, il s'est installé dans une luxueuse villa genevoise avec femme et enfants afin de mieux poursuivre ses « affaires ». C'est là qu'il sera arrêté à l'automne de la même année par des officiers de la sûreté locale. Dans l'une de ses valisettes, ceux-ci découvriront un système d'écoute sophistiqué de fabrication israélienne – il enregistrait les réunions qu'il organisait dans les grands hôtels proches du lac Léman –, deux passeports russes, un document diplomatique émis par le Costa Rica, et… deux passeports de l'État hébreu.

Arrêté et poursuivi en Suisse pour plusieurs chefs d'accusation lourds dont « appartenance à une organisation criminelle », Sergueï Anatolyevitch Mikhaïlov a été acquitté faute de preuve au terme d'un peu plus de deux ans de détention préventive. Ce retournement judiciaire lui a permis de rentrer en Russie avec la tête haute et… de percevoir de conséquentes indemnités versées par la justice helvétique[112].

Anton et ses amis

Entre 1993 et 1995, au moins trois sommets mafieux se sont déroulés dans un grand hôtel du bord de mer à Tel-Aviv[113], dont un en présence de Semion Mogilevitch revenu dans la « ville blanche » pour l'occasion. La *PNI* en avait été informée et avait sonorisé les réunions de 1993 et de 1994. Mais pas celle de 1995 car Moshe Shahal, le très médiatique ministre de la sécurité intérieure de l'époque, avait gaffé en révélant publiquement que les enquêteurs connaissaient

le lieu et la date du rendez-vous. Celui-ci fut donc annulé par ses organisateurs. Si les courtes « *alyah* » de « Seva » et de « Mikha » n'ont pas laissé de trace majeure dans l'histoire judiciaire de l'État hébreu, celle d'Anton Malevsky, alias « Antoha », est nettement plus marquante. Débarquant à Tel-Aviv en provenance de Genève en 1994, l'homme s'était en effet présenté comme un businessman prospère désireux d'investir. Lui, son épouse Janna Anatolyevna Malevskaya et une dizaine de leurs proches avaient aussitôt obtenu un visa de touriste renouvelable de trois mois en trois mois.

« Antoha » dépensait beaucoup d'argent à Ramat Aviv Guimel, l'un des quartiers chics de Tel-Aviv, où il s'était installé dans un luxueux appartement. Il disposait d'une Mercedes avec chauffeur et avait créé plusieurs affaires touchant au commerce du diamant et à l'import-export. Contrairement à leurs homologues, les Malevsky semblaient décidés à prendre racine en Terre sainte. D'ailleurs, l'épouse du mafieux y a accouché d'une fille qui a, elle, bénéficié automatiquement de la nationalité tant convoitée.

Tout semblait donc aller pour le mieux dans le meilleur des mondes pour Malevsky jusqu'au moment où il a demandé à son avocat Yoram Sheftel, un ténor du barreau qui avait représenté le mafieux américain Meyer Lansky en son temps, d'entamer les démarches en vue de l'obtention du statut de nouvel immigrant.

A priori, il ne s'agissait que d'une formalité puisque le grand- père du mafieux était juif et que des documents l'attestaient. Sauf qu'en arrivant en Israël, le candidat au statut d'*oleh* avait « oublié » de signaler aux autorités que la justice russe le recherchait. Et qu'elle lui avait interdit de quitter son pays d'origine. Une « distraction » compréhensible : outre les policiers russes, les fédéraux américains et plusieurs polices ouest-européennes le considéraient en effet comme le chef d'« *Izmaïlovskaya* » ou « *Izmaïlovo* », une organisation criminelle qu'il codirigeait avec Sergueï Axenov, alias « Axon ». Une structure redoutable pratiquant la « *krysha* », la protection rémunérée, et qui était, de surcroît, associée à celle de Sergueï Anatolyevitch Mikhaïlov, alias « Mikha », dans une série de trafics de stupéfiants.

En 1996, les informations relatives aux activités de Malevsky ont commencé à s'accumuler sur le bureau du procureur général de l'État hébreu et dans les différents services d'enquête israéliens en contact avec l'étranger. Des rapports

émanant de la *DEA* et du *FBI* affirmaient qu'« *Izmaïlovo* » était également liée à l'organisation de Vyacheslav Kirillovitch Ivankov, alias « Yaponchik », le pire des mafieux russes opérant à la fois en Russie, dans certains pays de l'Est, en Autriche, et aux États-Unis. Or, Ivankov avait épousé une femme juive et il était lui aussi devenu Israélien. Pas par sionisme, juste pour le passeport. Son organisation et celle de Malevsky coopéraient dans plusieurs domaines. Elles contrôlaient notamment le marché de la publicité sur les chaînes de télévision commerciales de Moscou, « protégées » en échange d'un pourcentage sur chaque contrat publicitaire.

Pour le ministre israélien de l'intérieur Eli Suissa, une figure du parti ultra-orthodoxe *Shas*, auquel parvenaient des rapports de plus en plus inquiétants, tous les voyants étaient passés au rouge. Ses conseillers n'ont donc pas dû argumenter longtemps pour le convaincre de refuser le renouvellement du passeport du Russe et pour ordonner la révocation de son statut d'« *oleh* ».

Fin de l'histoire ? Non, car Malevsky n'était pas du genre à se laisser faire. C'était un battant, un ancien combattant en Afghanistan auquel Mikhaïl Gorbatchev avait personnellement décerné l'ordre de l'Étoile rouge – la troisième décoration soviétique la plus importante – pour ses faits d'armes. Avec l'aide de l'avocat Yoram Sheftel, le mafieux a alors entamé une longue procédure judiciaire et remporté quelques victoires en obtenant, par exemple, que le *Bagatz*, la cour suprême de l'État hébreu, ordonne à l'État de révéler une partie des informations confidentielles dont il disposait à son propos.

Sans surprise, le Russe et son avocat ont joué la montre, multipliant les requêtes contre l'État afin de faire traîner la procédure. Espéraient-ils vraiment obtenir gain de cause ? En tout cas, leur guérilla juridique ne pesait pas bien lourd face aux éléments en possession des autorités israéliennes et à la volonté des ministres concernés. Ceux-ci multipliaient les déclarations promettant non seulement de faire expulser « Antoha », mais également la trentaine de ses « confrères » ciblés par la *PNI*. L'affaire était pliée. En 1997, avant même l'examen du fond du dossier par les magistrats du *Bagatz*, Malevsky l'a compris et a plié bagage pour retourner à Moscou. Il est mort quatre ans plus tard des suites d'un accident de parachute durant des vacances en Afrique du Sud.

« Opération *Avispa* »

Pendant son séjour israélien, « Antoha » a beaucoup fréquenté Michael Cherney, ou Chernoï, un homme d'affaires d'origine ouzbek également installé dans l'État hébreu depuis 1994. Et pas n'importe où : à Savyon, la bourgade des milliardaires. Les deux hommes étaient proches, très proches, et la véritable nature de leurs affaires n'a jamais été vraiment éclaircie.

L'histoire de Michael Cherney et de son frère Lev resté en Europe de l'Est est complexe. Pour faire court : le premier est soupçonné de longue date de blanchir l'argent d'organisations mafieuses russes dans diverses affaires en Bulgarie, en Israël, mais surtout en Russie où il a longtemps disputé à Oleg Deripaska, un ancien associé avec lequel il était en procès jusqu'en 2012, le contrôle du marché mondial de l'aluminium. Avant de trouver un accord avec Michael Cherney, Oleg Deripaska s'est rendu à plusieurs reprises en Israël afin d'y rencontrer Malevsky et son rival. Il a ensuite prétendu avoir été victime d'une tentative d'extorsion menée par « *Izmaïlovo* ». Ce que l'Israélo-Ouzbek a toujours réfuté en affirmant lui que Oleg Deripaska alimentait « une campagne de rumeurs visant à le dénigrer » en inventant des relations avec la criminalité organisée.

Pourtant, dans les années quatre-vingt-dix, le *FBI* a bien transmis à ses homologues israéliens des informations selon lesquelles l'organisation de Malevsky « protégeait » les activités de Cherney avec l'accord du parrain Ivankov. Ce qui explique pourquoi les États-Unis refusaient de lui accorder un visa d'entrée depuis 1999, pourquoi la Bulgarie l'avait expulsé en août 2000 pour une période de dix ans, et pourquoi également l'Espagne, puis Interpol, ont émis un mandat d'arrêt international.

Malgré les démentis de l'intéressé, le nom de Michael Cherney apparaît alors régulièrement dans les dossiers relatifs au blanchiment de l'argent d'organisations criminelles russes. Mais l'homme d'affaires proteste de son innocence en évoquant des coïncidences malheureuses. Exemple ? En juin 2005, quatre cents policiers espagnols lancent « l'opération *Avispa* », un vaste coup de filet anti-mafieux mené simultanément dans plusieurs villes de la péninsule ibérique. Vingt-huit suspects sont interpellés dont vingt-deux considérés comme des parrains mafieux, quarante et une propriétés sont perquisitionnées, et trente voitures de grand luxe sont saisies. Cerises sur le gâteau, huit cents comptes bancaires sont gelés et des tonnes de documents emportés pour examen.

Parmi les sociétés « visitées » par les enquêteurs, plusieurs ont été créées par Cherney à Alicante et à Levante. Si les policiers s'y intéressaient, c'est parce qu'ils les soupçonnaient d'avoir blanchi des fonds douteux à concurrence de quatre millions d'euros. Ce que l'Israélo-Ouzbek nie.

À l'époque, Cherney se trouve en tout cas dans la ligne de mire de nombreux services policiers. Et notamment de *Scotland Yard* depuis qu'il a, en 1994, tenté de pénétrer avec son épouse en Grande Bretagne en présentant de faux documents polonais. Un « faux pas » qui lui a valu d'être expulsé vers la Suisse. Dans le canton de Genève où il a été inculpé le 22 novembre 1996 pour sa participation alléguée à une organisation mafieuse avec Ivankov et Malevsky.

Fidèle à sa stratégie, Cherney a contre attaqué. D'appels en cassation, il a obtenu gain de cause au terme de douze ans de procédure : estimant que les enquêteurs n'avaient pas fourni d'éléments suffisamment probants, la cour de droit pénal a lavé l'homme d'affaires de tout soupçon.

En Israël, Cherney tente de se faire un nom dans le monde des affaires, mais il peine à se débarrasser de sa réputation sulfureuse. Inculpé pour avoir offert l'équivalent de 30 000 euros à un candidat russophone à la mairie d'Eilat[114], puis pour s'être livré à des manœuvres financières douteuses afin de participer à la prise de contrôle de la compagnie téléphonique Bezek, il sait qu'« on » l'attend au tournant et qu'une expulsion lui pend au nez.

Dans le cadre de son contentieux avec Deripaska[115], Cherney prétend avoir été ciblé par une tentative d'attentat en 1995, mais la *PNI* n'a jamais trouvé le moindre élément confortant ses allégations. En revanche, il est certain que son rival a recruté le détective privé Aviv Mor pour enregistrer ses conversations téléphoniques. Jugé en 2010, ce dernier a reconnu les faits. Il a été condamné à quatorze mois de prison et à une forte amende que sa cible a reversée à des orphelinats[116].

Depuis lors, Cherney ne fait plus beaucoup parler de lui mais la *PNI* continue de le tenir à l'œil. Entre autres, parce qu'elle le soupçonne d'avoir illégalement financé les campagnes électorales de l'ex-ministre des affaires étrangères d'extrême-droite Avigdor Lieberman, et d'opérer sur le marché des affaires par l'intermédiaire de prête-noms et d'hommes de paille. Ces accusations largement répercutées par les médias israéliens n'ont cependant jamais débouché sur des

procédures judiciaires. Elles relèvent donc de la rumeur. Pour le moment du moins…

Filtrage défectueux

En 1952 est née au sein du cabinet du premier ministre Moshe Sharett une structure clandestine baptisée « *Nativ* », le sentier en hébreu, autrement appelée « *Lichkat HaKesher* », le bureau de liaison. Ce service devenu opérationnel en 1953 était l'héritier des réseaux de « *l'Alyah beth »* qui avaient, durant le mandat britannique sur la Palestine, organisé l'immigration des juifs européens vers l'État hébreu en gestation.

Peu après la naissance d'Israël, le « *Nativ »* est donc devenu une organisation secrète indépendante faisant partie de la communauté israélienne du renseignement au même titre que le *Mossad* et que l'*Aman*, l'intelligence militaire. Sa mission ? Garder le contact avec ceux que l'on surnommait alors « les juifs du silence » et, plus tard, les « *refuzniks* ». Cela, afin de les aider à « monter » en Israël.

Jusqu'en 1967, année de la rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et l'État hébreu, l'antenne du *Nativ* était basée dans l'ambassade israélienne à Moscou, mais le service disposait d'autres points de chute. En Autriche, ainsi qu'en Roumanie où Israël a acheté un par un, au prix de deux mille dollars par personne en moyenne, les juifs désireux de fuir la dictature de la famille Ceaucescu.

De 1960 à 1970, l'URSS a accordé un peu moins de 4 000 visas de sortie à ces « *refuzniks »* dont beaucoup avaient d'ailleurs été condamnés à des séjours au goulag pour « hooliganisme », « espionnage », « activités antisoviétiques », etc. Cependant, au début des années soixante-dix, les portes se sont entrouvertes en raison de la campagne mondiale « *Let my people go »* lancée par les communautés juives de la diaspora avec le soutien de l'État hébreu et, surtout, des États-Unis. En pleine guerre froide, Washington exerçait en effet des pressions économiques sur le bloc communiste aux abois et l'un des instruments de cette politique était un amendement à la loi fédérale sur le commerce voté en 1974 à l'initiative des sénateurs Henry Jackson et Charles Vanick. Celui-ci limitait les flux commerciaux des États-Unis vers les pays restreignant la liberté

de circulation de leurs citoyens. Il permettait donc à l'administration américaine de forcer Moscou à entrouvrir ses frontières en échange de blé et d'autres produits de consommation courante que le « paradis des travailleurs » ne produisait plus en quantité suffisante. Grâce à l'amendement Jackson-Vanick, de nombreux juifs soviétiques ont obtenu un ticket de sortie. Moscou en a également profité pour purger ses goulags de milliers de criminels de droit commun qui se sont subitement vus reconnaître la qualité de juif afin de pouvoir filer à l'Ouest.

Des mafieux tels Marat Balagula et Boris Nayfeld, alias « Papa », se sont ainsi installés aux États-Unis. Quant à l'Ukrainien Roman Gershman, il a profité de son court séjour dans l'État hébreu pour prendre l'identité de « Ron Gonen » avant de s'installer aux États-Unis où il gravitait autour de la mafia israélienne de New York.

Nombre de *refuzniks* quittant l'URSS n'avaient pas l'intention de s'installer en Israël. Ils le faisaient parce qu'ils y étaient obligés. En quittant leur pays d'origine, ces « traîtres » perdaient en tout cas définitivement leur passeport rouge frappé de la faucille et du marteau pour en récupérer un autre, aux armes de l'État hébreu quelques mois après leur « *alyah* ». Un document qui leur permettait de voyager sans entraves partout où ils le souhaitaient.

Parmi les nombreux ex-Soviétiques ayant effectué un crochet par Israël avant d'aller se poser ailleurs figure l'Ukrainien Rashmiel Brandwain, alias « Mike », un associé de Boris Nayfeld qui s'était installé à Haïfa avec ses parents en 1959 avant de courir le monde et de créer beaucoup plus tard, en Belgique, la société de trading « *M. and S* » couvrant des opérations de trafic de stupéfiants ainsi que de blanchiment pour le compte d'organisations criminelles russes[117].

Jusqu'à son assassinat dans le centre d'Anvers en 1998, Brandwain fréquentait beaucoup Shabtaï Kalmanovitch, un autre « *oleh* » originaire d'Ukraine qui était lui devenu conseiller du gouvernement de Golda Meïr. Un charmeur, massif, beau parleur et bon vivant, mais également un redoutable agent du KGB, qui a été condamné à neuf ans de prison en décembre 1988 pour avoir transmis à Moscou une grande partie des secrets de la direction politique israélienne de l'époque.

Gracié en 1993, on le retrouve au Sierra Leone[118] où il se lance dans les trafics les plus variés. Seul ou en association avec Leonid Minin, alias « Léon », un

autre Ukrainien bénéficiaire de l'amendement Jackson-Vanick et qui passait déjà à l'époque pour un mafieux de premier plan.

Un cas à part, ce Minin. Condamné à plusieurs reprises par la justice soviétique pour diverses affaires de racket et de violences, il n'est resté que quelques mois en Israël après son « *alyah* » forcée. Le pays n'était pas à la mesure de son ambition, il voulait chercher fortune ailleurs.

Première étape : l'Allemagne, où il tombe pour fabrication et port de faux papiers, ainsi que pour trafic d'œuvres d'art. Ensuite, séjour en Amérique du Sud et retour en Europe. En Italie, en Suisse, en Belgique où il tente vainement d'obtenir un permis de séjour, puis à Monaco. Là, il crée quelques sociétés servant à blanchir le revenu de ses activités, ce qui ne l'empêche pas de diriger un réseau de prostitution à Nice et dans les Alpes-Maritimes[119].

Minin est alors considéré comme l'un des parrains les plus influents de la criminalité organisée ukrainienne. En contact avec Ivankov, il touche à tout – y compris au trafic de drogue – et voyage autour du globe sous de nombreuses fausses identités. Certains de ses interlocuteurs le connaissent sous le nom de « Wulf Breslav », d'autres sous celles d'« Igor Osals » et de « Leonid Bluvchstein ».

Marqué à la culotte par la plupart des services policiers européens, brûlé sur le continent américain, « Léon » n'a plus qu'une seule alternative : l'Afrique. Avec l'aval de Shabtaï Kalmanovitch ou en association avec lui, il participe entre autres à un trafic de diamants au Sierra Leone ainsi qu'à un commerce illégal d'armes au Liberia.

Lorsque les policiers italiens l'arrêtent le 5 août 2000 dans un hôtel de Milan, ils découvrent sous son lit une importante quantité de cocaïne et de diamants, ainsi que des devises étrangères. Dans ses papiers, un passeport soviétique périmé, ainsi qu'un russe, un allemand, un Bolivien et un Israélien, tout à fait valides ceux-là.

En théorie, Shabtaï Kalmanovitch et Leonid Minin n'auraient jamais dû pouvoir effectuer leur « *alyah* » mais le filtre du *Nativ* n'a pas fonctionné. Pas plus qu'avec Gregory Lerner, un autre « *oleh* » russe qui a lui défrayé la chronique judiciaire israélienne pendant quinze ans.

Le milliard de Gregory

Né en 1951 dans une famille juive de Moscou, cet ancien étudiant en journalisme a transformé son nom de famille original – Verner – pour émigrer en Israël avant de l'hébraïser en « Zvi Ben Ari ». Débarquant en 1989 à Tel-Aviv avec femme et enfant, l'immigrant prend des airs de grand seigneur. Grand, mince, sûr de lui, il laisse entendre qu'il dispose de « milliards » de roubles à investir immédiatement. Il impressionne ses interlocuteurs. En réalité, la somme dont il prétend disposer est plus modeste quoique conséquente : 70 millions de dollars siphonnés dans des banques russes à la suite d'une série d'escroqueries puis placés sur des comptes chypriotes, panaméens et luxembourgeois.

En 1988, Lerner avait en effet bénéficié de prêts accordés par une vingtaine d'autres banques pour créer, avec l'aide d'associés suisses censés apporter leur « *know how* », un établissement de crédit récoltant l'économie des petits épargnants russes peu accoutumés aux pratiques bancaires libérales. Mais l'argent du prêt s'était volatilisé et l'escroc avec lui. Inculpé en 1989, il s'était alors enfui en Suisse puis en Autriche avant d'arriver en Israël.

Ce sont ces fonds « disparus », et peut-être d'autres confiés par des organisations criminelles russes, que Gregory Lerner agite sous le nez des Israéliens. Il promet monts et merveilles à tout le monde, trop sans doute pour ne pas éveiller la suspicion de la *PNI* qui vient justement de renforcer sa collaboration avec ses homologues russes. Et ça tombe bien car Verner-Lerner-Ben Ari dispose d'un casier judiciaire à Moscou. Une condamnation datant de 1982 : cinq ans de goulag pour vols.

Le 12 mai 1997, le *Yahbal* qui mène pour l'occasion sa première opération « anti-mafia russe » perquisitionne au domicile de Lerner à Ashkelon. Butin ? D'importantes sommes en dollars et en shekels, un téléphone satellite et deux faux passeports. Simultanément une autre équipe d'enquêteurs interpelle l'escroc à l'aéroport de Tel-Aviv alors qu'il s'apprête à embarquer à destination des États-Unis via Chypre. Dans sa valisette, quelques sous-vêtements, une brosse à dents, et… un milliard de roubles en actions au porteur. Les policiers sont époustouflés. Le commandant du *Yahbal* Moshe Mizrahi[120] reconnaît être « dépassé » par l'importance du dossier. « Nous ne sommes finalement qu'un petit pays doté d'une petite police mal armée pour combattre cette criminalité-là. La mafia russe est un trop gros morceau pour nous », lâche-t-il au micro de la radio publique.

Amis de tous bords

Parmi les neuf suspects interpellés en même temps que Gregory Lerner, sa comptable Ielena Rubinstein, une blonde platinée qui refuse de répondre aux questions des enquêteurs en se murant dans un silence dédaigneux. On la comprend puisqu'elle s'est installée en Israël sous une fausse identité. En réalité, la dame s'appelle Olga Zhobinskaya et elle est la veuve de Sergueï Timofeïv, alias « Silvester », le chef du gang mafieux moscovite « *Orekhovskaya* » tué le 13 septembre 1994 dans l'explosion de sa Mercedes piégée. Sans doute à la suite d'un différend avec Sergueï Anatolyevitch Mikhaïlov, alias « Mikha ».

Gregory Lerner avait rencontré « Silvester » peu après sa libération du goulag. Tout porte à croire qu'il avait alors travaillé pour le compte du mafieux, mais sans exercer un rôle important dans son organisation. En tout cas, il a également fait des affaires avec Semion Mogilevitch et dans ce cas, la collaboration s'est mal passée.

L'enquête sur les activités du Russe s'annonce donc juteuse. Gregory Lerner est placé en isolement complet pour le protéger d'une « liquidation », et sa sécurité est assurée par des spécialistes formés au *Shabak*, la sûreté générale. Lorsqu'il se déplace pour interrogatoire, c'est à bord d'une voiture blindée semblable à celle utilisée par les plus hauts personnages de l'État.

Fort logiquement, la *PNI* examine l'hypothèse selon laquelle son « client » pourrait être la tête de pont de l'organisation de « Silvester » dans l'État hébreu. Une sorte de tête chercheuse chargée d'investir une partie de ses fonds et d'infiltrer ses milieux dirigeants. La piste n'est pas dénuée d'intérêt puisque Lerner est loquace. Il évoque ses contacts et ses introductions dans le monde politique – il a adhéré au *Likoud* – parlant du compte en noir des uns, de pots-de-vin prétendument acceptés par d'autres. Des informations intéressantes, mais qui ne seront étayées par aucun début de preuve.

Façonné par son éducation soviétique, le Russe imagine sans doute que la longue liste de personnalités dont il se prétend « l'ami » va impressionner les enquêteurs et les pousser à enterrer l'affaire. En fait, elle attise leur curiosité. Surtout lorsqu'il lâche le nom de Roman Polonsky, le bras droit du ministre de l'industrie Anatoli Boris Chtcharansky, alias « Nathan Sharansky », un ex-*refuznik* soviétique condamné en 1977 à treize années de goulag pour

espionnage au profit des États-Unis et échangé en 1986 contre des agents du KGB.

Au lieu de s'installer aux USA comme bon nombre de ses congénères, Nathan Sharansky, l'icône du mouvement sioniste, s'était envolé pour Israël où le gouvernement et la population lui avaient réservé un accueil chaleureux.

En 1995, remis de ses aventures, il avait pris la tête du parti « *Israël Be Alyah* » prétendant représenter les « *olim* » ex-Soviétiques[121], une force électorale non négligeable : sept députés aux élections législatives du 29 mai 1996 qui en faisaient un parti d'appoint incontournable pour quiconque cherche à constituer une majorité stable. C'est évidemment pour cela que Lerner y a cultivé des relations.

Entendu par le *Yahbal* à titre de simple témoin, Nathan Sharansky ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il a rencontré Lerner. Il déclare également que ce dernier lui a donné cent mille dollars « pour aider à l'intégration des nouveaux émigrants russes » et qu'il n'y a vu aucune malice. Faut-il pour autant l'inculper de complicité avec l'escroc ? Le parquet ne l'estime pas. Ce volet du dossier est donc clos.

L'escroc et la ministre

Durant son procès, défendu par Maître Yoram Sheftel, Lerner confirme la plupart des faits retenus à sa charge. Le 22 avril 1998, il est condamné à six ans de prison et à un million d'euros d'amende. La peine maximale. À la lecture de la sentence par le président du tribunal de district de Jérusalem Ezra Kama, on apprend qu'outre ses tentatives d'approches du monde politique et ses contacts appuyés avec des parrains russes, Lerner a escroqué de nombreux « *olim* » d'ex-URSS. Des petits épargnants auxquels il promettait un rendement nettement supérieur à celui des banques, et qui ne revoyaient jamais la couleur de leurs économies. L'argent était transféré en Russie où Giorgeï Ugalkhov et des membres d'« *Orekhovskaya* » l'investissaient dans des affaires légales.

Libéré aux deux tiers de sa peine, l'escroc rencontre quelques chroniqueurs judiciaires et promet « d'arrêter les conneries ». De fait, il se lance dans les « vraies » affaires et semble se prendre au jeu. Parmi ses associés, Sofia Landver, une ex-Soviétique élue députée travailliste à la *Knesset* au début des

années quatre-vingt-dix et qui changera de casaque politique à plusieurs reprises avant de rejoindre « *Israël Beiteinou* », le parti nationaliste d'Avigdor Lieberman. En 2009, celui-ci en fera d'ailleurs sa vice-ministre de l'immigration puis sa ministre de plein titre après les élections législatives de janvier 2013.

Lerner et Landver se connaissent de longue date. À la fin des années quatre-vingt-dix, ils avaient commencé à s'intéresser au marché du gaz et du pétrole russes, qu'ils envisageaient d'importer dans l'État hébreu grâce à des navires géants. Le monde étant décidément petit, c'est dans le cadre de ces tractations que l'escroc et la future ministre avaient pris langue avec « Shoni » Gavrieli, le père de la députée *Likoud* Inbal Gavrieli. Ils avaient d'ailleurs rendez-vous avec lui le jour où une bombe a été découverte sous son véhicule dans le parking de la tour Azrieli de Tel-Aviv.

Gregory Lerner a de nouveau été inculpé avec son complice Arieh Smolanyansky pour avoir ruiné 2 500 épargnants d'origine russe dont plusieurs étaient des survivants de la Shoah. Dans le cadre de cette combine glauque à la Ponzi, les deux hommes se présentaient comme des « experts en commerce et en négociations internationales » et promettaient 29 % d'intérêt annuel à leurs victimes potentielles. Un beau baratin appuyé par de luxueuses brochures en quadrichromie basées sur du vent. Mais les pigeons qu'ils séduisaient croyaient dur comme fer que les deux hommes leur offraient « le privilège exclusif » de profiter des transactions internationales sur le pétrole. Et que déposer les économies d'une vie chez Lerner valait mieux que de les laisser dormir sur un compte d'épargne à 2,5 % brut, le taux alors pratiqué par les banques israéliennes.

Les deux ou trois premiers mois, les clients percevaient effectivement les intérêts promis, mais les versements s'espaçaient rapidement et leurs « conseillers financiers » devenaient injoignables. Lorsque les plaintes se sont accumulées, Lerner a fui au Paraguay sous la fausse identité de « Valery Bronstein ». Il pensait fort naïvement échapper au mandat d'arrêt international lancé contre lui, mais les polices sud-américaines n'ont eu aucun mal à le « loger ». Il se planquait dans un hôtel de deuxième ordre où les Paraguayens ont découvert son « trésor » caché sous le matelas. Une importante somme d'argent liquide et plusieurs passeports.

Extradé en 2010, Lerner-Ben Ari savait que sa peine serait sévère car la justice israélienne a la main lourde avec les récidivistes. Encore plus avec ceux qui ont grugé des rescapés de la Shoah, pour la plupart âgés et malades. De fait, il a écopé de dix ans de prison sans possibilité de libération tant qu'il n'aurait pas remboursé chacune de ses victimes à concurrence de 40 % des sommes qu'il leur a volées. Quant à Arieh Smolanyansky, il a été condamné à quatre ans, à cent mille shekels d'amende, soit près de vingt mille euros, et au remboursement d'un million de shekels, près de deux cent mille euros.

Toile d'araignée

L'épopée de Gregory Lerner a sensibilisé l'opinion israélienne aux tentatives d'infiltration des rouages de l'État par des représentants de la criminalité organisée russe. En tout cas, beaucoup sont tombés de haut en apprenant que celui que l'on présentait comme un génie de la finance susceptible de dynamiser l'économie du pays grâce à ses judicieux investissements, voir comme un futur député du parti *« Israël Be Alyah »* et même comme un futur ministre, était un mafieux associé à « l'*Orekhovskaya* ».

Cela étant, le fait que Lerner ait offert cent mille dollars à Nathan Sharansky n'est pas extraordinaire. À la même époque, de nombreux autres « investisseurs » ex-Soviétiques cherchaient eux aussi un moyen d'entrer en contact avec les dirigeants de leur pays d'adoption. Certains le faisaient par l'intermédiaire d'avocats d'affaires disposant des connexions adéquates, d'autres, tel Lerner, y allaient franco en proposant de contribuer à la cause de celui qu'ils voulaient rencontrer.

Parmi ces généreux mécènes figurait également Gregory Luchansky, un homme d'affaires d'origine ouzbek résidant alors en Israël et que de nombreux services policiers européens soupçonnaient – mais sans jamais avoir pu le démontrer – d'avoir blanchi l'argent d'organisations criminelles russes, ainsi que le trésor mis de côté par le *KGB* peu avant l'effondrement du régime soviétique.

Au moment des faits, Gregory Luchansky dirigeait la holding « Nordex » basée à Vienne et disposant de filiales en Suisse, en Irlande, en Allemagne, en Russie, en Ukraine, en Lettonie, ainsi qu'au Canada. À tort ou à raison, ce

groupe alimentait d'autant plus de fantasmes au début des années quatre-vingt-dix que son patron était un officier de haut rang du *KGB* diplômé d'une école de gestion de Moscou. Était-ce fondé ? Quoi qu'il en soit le nom de Gregory Luchansky ne figure pas sur la liste des trente-trois chefs mafieux russes ayant effectué leur « *alyah* » ou ayant obtenu la nationalité de l'État hébreu en n'y résidant que de manière épisodique. En outre, il a remporté le procès qu'il avait intenté deux ans auparavant au *Times* de Londres qui l'avait présenté comme un mafieux.

Pourtant, les éléments relatifs à de discrets businessmen refusant les demandes d'interview étaient troublants puisqu'ils provenaient des agences de renseignements israéliennes, européennes ou américaines. De plus, la Grande-Bretagne l'avait expulsé en 1994 et les États-Unis lui refusaient l'entrée de leur territoire.

Basé à Tel-Aviv, Gregory Luchansky y a en tout cas creusé son trou de manière discrète et efficace. Les soupçons pesant sur la vraie nature de ses affaires et le voile de mystère entourant ses activités internationales ne l'ont pas empêché de rencontrer Nathan Sharansky à cinq ou six reprises vers 1995-1996. Fort logiquement, celui-ci l'a entretenu de ses projets politiques et sollicité un don pour le parti « *Israël Be Alyah* » puisque les élections législatives du 29 mai 1996 approchaient. Mais l'ex-*refuznik* avait besoin de huit millions de dollars et le patron de « Nordex » lui en a donné… cent mille.

Ancien dissident russe installé en Israël, Édouard Kouznetzov témoignera plus tard que Luchansky s'est déclaré « déçu » par les résultats de sa rencontre avec Nathan Sharansky. Et sans doute par le personnage lui-même. À l'en croire, l'oligarque aurait demandé au leader d'« *Israël Be Alyah* » de faire jouer ses relations afin de lui obtenir plus rapidement un passeport israélien et ce dernier n'aurait pas beaucoup bougé[122].

Pourtant, Nathan Sharansky a aidé Gregory Luchansky en lui organisant dans le courant de l'été 1995 une rencontre avec Binyamin Netanyahou, le fringant leader de l'opposition de droite qui ferraillait alors bille en tête contre les accords de paix d'Oslo et contre le premier ministre travailliste Itzhak Rabin. Que se sont alors raconté les deux hommes ? Mystère. À en croire la presse de l'époque, Gregory Luchansky aurait proposé à Netanyahou d'effectuer un don

de cinq millions de dollars au *Likoud*, mais rien ne permet de confirmer cette « information ».

Près de vingt ans après que l'affaire a été révélée par plusieurs quotidiens populaires, Netanyahou continue de nier avoir rencontré l'oligarque. Mais l'ex-ministre de la sûreté intérieure Moshe Shahal, qui est aujourd'hui avocat pénaliste à Tel-Aviv, maintient que la *PNI* lui avait adressé un rapport relatif à cette rencontre et plusieurs notes attirant son attention sur le fait que des organisations criminelles russes tentaient de pénétrer le système politique de son pays en contribuant aux campagnes électorales « à concurrence de plusieurs millions de dollars ».

En 1996, se basant sur les informations provenant des différents services de sécurité, le ministre de l'intérieur Eli Suissa a ordonné à ses services de ne plus renouveler le passeport de Gregory Luchansky en attendant le résultat de la procédure qu'il venait d'entamer afin de révoquer sa nationalité israélienne. Fort logiquement, l'oligarque s'est alors tourné vers la cour suprême dont les magistrats ont contraint Raphaël Cohen, directeur de l'administration de la population du ministère de l'intérieur, à justifier la position de son département.

Deux ans plus tard, s'exprimant au nom du ministre, donc du gouvernement, le haut fonctionnaire a confirmé par écrit qu'il disposait d'informations confidentielles provenant de services de renseignements de pays étrangers selon lesquelles les sociétés de Gregory Luchansky tremperaient dans d'étranges affaires. Qu'elles vendraient du matériel radioactif à l'Iran et à la Corée du Nord, entre autres. Dans la foulée, Raphaël Cohen a évoqué l'éventuelle participation de Nordex à des trafics d'armes internationaux, ainsi qu'un possible blanchiment d'argent pour le compte d'organisations mafieuses. Un coup de massue sur la tête de Gregory Luchansky qui devait combattre deux fronts à l'époque, puisque la justice belge venait d'annoncer l'ouverture d'une enquête relative à une tentative de corruption de membres de la PJ et d'un magistrat menée par lui.

Last but not least, en juin 2002, le parquet de Bologne, la police anti-mafia italienne, le *FBI*, et plusieurs services judiciaires européens ont, avec le soutien d'Europol et d'Interpol, lancé l'opération « *Toile d'araignée* » visant des entreprises impliquées dans le blanchiment d'argent sale. Cinquante personnes ont été arrêtées dans le cadre de ce coup de filet et cent cinquante autres ont fait l'objet d'investigations serrées. Parmi ces dernières, Gregory Luchansky dont les

sociétés étaient soupçonnées d'avoir aidé à laver un demi- milliard de dollars provenant des pays de l'Est grâce à une nébuleuse d'avocats, de prête-noms et de sociétés paravents emmêlés de manière inextricable.

Un grand tour et puis s'en va

Pendant que Gregory Luchansky s'enfonçait dans les ennuis, un oligarque dont personne n'avait jamais entendu parler dans l'État hébreu débarquait en fanfare à Tel-Aviv en décembre 2000 après être passé par Londres. Cet homme, c'est Arcadi Gaydamak, un Moscovite qui avait déjà effectué une première « *alyah* » au début des années soixante-dix grâce à l'amendement Jackson-Vanick. À l'époque, on ne peut pas vraiment affirmer que son intégration ait été réussie. À Haïfa, il a travaillé sur le port et dans ses alentours avant de partir en France en 1972 pour y tenter sa chance.

De nombreuses zones d'ombre planent sur le curriculum de Gaydamak. Est-il un mafieux comme l'affirmaient les nombreuses rumeurs courant à son propos lorsqu'il a effectué son grand retour en Israël ? Personne n'a jamais réussi à prouver quoi que ce soit. En revanche, on sait qu'il a été expulsé de France, où il résidait illégalement, pour entamer une obscure errance européenne qui l'a mené à fréquenter le monde interlope de milieu et du renseignement avant de dévier vers celui des affaires.

Sa célébrité judiciaire en Europe occidentale et dans l'Hexagone en particulier, Gaydamak la doit à l'Angolagate, ce contrat de ventes d'armes soviétiques à l'Angola – un pays alors sous embargo international en raison de la guerre civile – et qui a été honoré avec l'approbation tacite de Paris. Surtout celle de Jean-Christophe Mitterrand, l'un des fils du président.

Mais ce Russe disposant également des nationalités israélienne, française et angolaise était déjà riche avant de remporter ce marché. Grâce, entre autres, à différentes affaires de trading entre la France et son pays d'origine. D'ailleurs, lorsque l'affaire de l'Angolagate a éclaté, il habitait avenue Foch à Paris et fréquentait le beau monde politique, y compris les proches de Charles Pasqua.

Notre propos n'est pas de réécrire la trame de ce dossier puisque plusieurs livres et des centaines d'articles d'excellente facture ont été rédigés sur le sujet. En revanche, il est intéressant de retenir que Gaydamak est revenu en Israël

après avoir transité par Londres pour échapper au mandat d'arrêt international que la justice française avait lancé contre lui le 6 décembre 2000.

Là où n'importe quel autre personnage plongé dans les ennuis judiciaires aurait rasé les murs en espérant que son avocat trouverait un moyen de le sortir d'affaire, l'oligarque a choisi la stratégie inverse en se rendant le plus voyant possible. Incontournable même. Entouré d'une nuée d'attachés de presse et de créatures de rêve, il investit à tours de bas dans l'immobilier et prend des participations dans des affaires à un prix beaucoup plus élevé que leur valeur réelle. Personne ne s'offusque en Israël. Certes, quelques éditorialistes posent des questions sur l'origine des fonds, mais si Gaydamak, qui passe pour la cinquième fortune de l'État hébreu, veut dépenser son argent de cette manière, c'est son problème…

L'homme est ombrageux et ses avocats israéliens, français ou russes, ont le dépôt de plainte facile. Jour après jour, leur client occupe la manchette des journaux et cela ne lui déplaît manifestement pas. Il fréquente le gratin local et fait des affaires avec des personnalités aussi respectées que l'ex-chef de l'État-major de *Tsahal* Amnon Lipkin Shakak, un ancien ministre unanimement apprécié pour son honnêteté.

En réalité, Gaydamak s'achète des accès aux coulisses du pouvoir. Il s'offre également une belle publicité en prenant le contrôle du club de basket Hapoel Jérusalem et du club de football Betar de Jérusalem avant de racheter *Bikour Holim*[123], le plus vieil hôpital de cette ville en état de quasi-faillite. Montant cette dernière facture ? Trente-cinq millions de dollars auquel s'ajoute le déficit d'exploitation que le nouveau patron s'engage à éponger durant cinq ans[124].

Pour célébrer la nouvelle année, mille cinq cents « *people* » se pressent à la soirée qu'il organise à Jaffa. Le champagne coule à flots autour du buffet géant, les meilleurs chanteurs du moment se produisent sur scène, et les grandes stars de la télévision sont présentes. La presse écrite interroge : d'où cet homme tire-t-il son argent et que vient-il faire en Israël ?

Sept mois plus tard, en juillet 2006, la deuxième guerre du Liban plonge la région dans la plus extrême violence. À la suite d'un raid effectué par le *Hezbollah* à l'intérieur de l'État hébreu, plusieurs soldats sont tués et deux autres enlevés. Réuni d'urgence à Jérusalem, le cabinet israélien de la sécurité présidé par Ehoud Olmert, premier ministre depuis quelques mois à peine, déclenche

une opération militaire de grande envergure en territoire libanais. *Tsahal* conquiert un tiers du pays du Cèdre en quelques jours[125], son aviation mène des raids meurtriers sur Beyrouth privé d'électricité. De son côté, le *Hezbollah* bombarde les villes israéliennes avec des roquettes de fabrication syrienne et iranienne. Seuls les civils sont visés, pas les bases militaires qui pullulent pourtant dans le nord d'Israël. Affolés, des dizaines de milliers d'Israéliens refluent vers la région de Tel-Aviv, voire au sud, car les abris publics construits avant les années quatre-vingt sont dans un état déplorable et l'approvisionnement ne suit pas. Faute de pouvoir compter sur le gouvernement, les gens dorment dans des parcs publics, chez des proches, et dans des hôtels, s'ils en ont les moyens. Pour Gaydamak, l'occasion de briller est trop belle. Il annonce l'ouverture à Nitzanim, à quarante kilomètres au sud de Tel-Aviv, d'un « camp de délassement » pour dix mille personnes. Là, logés sous des tentes résidentielles, ses hôtes sont nourris gratuitement et participent à des activités récréatives censées « leur faire oublier l'enfer des roquettes ». Des vedettes du show-business assurent le spectacle et devant les caméras, le héros de l'Angolagate distribue des billets aux plus démunis qui lui embrassent la main. Il est au sommet de sa gloire et rien ne semble pouvoir lui résister.

Certes, il réside dans une luxueuse villa de Césarée ou dans l'une de ses propriétés sise à Herzliya, mais il prétend avoir la fibre sociale. Les caméras des journaux télévisés le filment sortant de son Hummer noir en compagnie de ses gardes du corps pour faire l'aumône aux pauvres. C'est pathétique, mais Gaydamak est content. Il se sent pousser des ailes[126]. Chauffé à blanc par un entourage de courtisans et de consultants en relations publiques qui espèrent profiter de l'opération, il se prend à croire à un destin national et crée le mouvement « Justice sociale ».

Arcadi Gaydamak ne parle quasiment pas l'hébreu ? Peu importe, tout est permis. Ses interviews se déroulent en anglais, et dans la plupart d'entre elles, il reconnaît convoiter le portefeuille de ministre de la sécurité intérieure, le département chapeautant une police qu'il abhorre depuis qu'elle enquête sur ses affaires. Il ne dispose pas encore de groupe parlementaire aux ordres ? Pas de problème, l'oligarque convainc trois députés du Parti des Retraités, une petite formation en pleine déliquescence[127], de faire dissidence pour créer un groupe indépendant dont il prendra en charge les frais de fonctionnement. En prime, le

chef des dissidents reçoit une voiture. Ce qui n'est pas cher payé pour disposer d'entrées à la *Knesset*…

En contact avec leurs collègues français, les enquêteurs israéliens suivent cette agitation à la loupe, persuadés que leur « client » brasse du vent pour détourner l'attention de ses véritables affaires. Ils cherchent, entre autres, à en savoir davantage sur les liens de Gaydamak – qui a échappé à plusieurs arrestations dont une en Russie – avec les frères Cherney et avec Alimjhan Tokhatkouvov, alias « le Taïwanais », un lieutenant d'Ivankov qui fut l'une de ses relations d'affaires[128].

Informé que des investigations sont menées autour de sa personne et de ses activités, l'oligarque multiplie les attaques contre la police et dément toutes les rumeurs d'appartenance à une quelconque mafia. Pour ajouter un peu de tension à ses proclamations mélodramatiques, il se prétend victime d'un « complot politique » ourdi par l'establishment israélien jaloux de sa fulgurante percée médiatique. Soit.

Cette théorie, Gaydamak, qui présente sa candidature à la mairie de Jérusalem à l'occasion des élections du 11 novembre 2008, la répète au micro des radios locales et par voie d'encarts dans les journaux russophones et hébraïsants. « On » veut le faire tomber, « on » veut l'empêcher de réussir, répète-t-il à l'envi.

Qui est-ce « on » ? Pas de réponse. Bref, Gaydamak ne convainc guère. Au soir du scrutin, les chiffres tombent comme un couperet : à peine 3,8 % des suffrages alors qu'il pensait rafler la mairie de Jérusalem et en faire un marchepied vers la *Knesset*, puis vers le gouvernement.

Dans la foulée de cet échec, le *Yahbal* demande l'inculpation de son « client » pour le blanchiment allégué de cent trente millions d'euros par le biais de la banque Hapoalim, la plus grosse institution financière du pays[129]. Bien sûr, le Russe proteste de son innocence et hurle de nouveau au « complot politico-policier ». Moyennant le paiement d'une caution de quatre cent mille euros, il obtient cependant l'autorisation de rentrer à Moscou pour y soigner ses problèmes cardiaques. C'est d'ailleurs à partir de la Russie qu'il mettra en vente la plupart de ses possessions israéliennes, y compris le Beitar de Jérusalem[130].

L'inculpation pour blanchiment et fraude aggravée tombe en octobre 2009 et le procès débute en mars 2011 devant le tribunal du district de Tel-Aviv. Les

chroniqueurs s'attendent à du beau spectacle et ils sont servis, mais pas au sens où ils l'imaginaient, puisque le parquet fait marche arrière en abandonnant la plupart des charges retenues contre l'oligarque.

Avant le procès, Gaydamak risquait cinq ans de prison : il s'en est finalement sorti avec une amende pour des malversations mineures plus un don « volontaire » de six cent mille euros à l'État. Amaigri mais heureux, il se proclame depuis lors « lavé de tout soupçon » et annonce qu'il reviendra un jour sur le devant de la scène.

Depuis lors, il a passé une partie de son temps en Israël et où il a continué de faire des affaires, mais de manière beaucoup plus discrète que par le passé.

En novembre 2015, alors âgé de 63 ans, il s'est finalement rendu à la justice français pour apurer sa dette envers la justice française et purger la peine de trois ans de prison à laquelle il avait été condamné dans le cadre du procès de l'*Angolagate.*

Survenue en pleine « intifada des couteaux », ce soulèvement palestinien alors en cours depuis deux mois, l'incarcération de Gaydamak n'a pas recueilli beaucoup d'échos en Israël. En revanche, lorsqu'il a été libéré au bout de quatre mois et demi pour être assigné à résidence dans sa magnifique propriété parisienne, le milliardaire s'est empressé d'accorder un entretien à la deuxième chaîne de la télévision israélienne pour se plaindre d'avoir été « dépouillé de son argent et de ses biens par des escrocs ». Cette interview a été diffusée le 15 avril 2016.

À bras ouverts

Depuis quelques années, Israël redevient une étape obligée pour de nombreux oligarques fuyant leur pays pour des raisons les plus diverses. Et souvent injustifiables.

Selon des sources dignes de foi, quelques dizaines de Russes, d'Ukrainiens et de Kazakhs en délicatesse avec le régime de leur pays ont ainsi obtenu la nationalité israélienne après avoir fait fortune de manière douteuse dans leur pays d'origine. La plupart d'entre eux ne sont pas juifs et ne peuvent bénéficier de la loi du retour mais peu importe, ils ont trouvé des contacts au ministère de l'Intérieur et ceux-ci leur ont ouvert les portes de l'État hébreu.

Il est évidemment difficile de croire que ces fonctionnaires ont agi par bonté d'âme. Parmi ces nouveaux Israéliens figure en tout cas Youri Borissov, l'ancien patron de *Naftogaz*, une filiale de la compagnie nationale d'énergie.

Recherché par Interpol lorsqu'il est arrivé en Israël avec les membres de sa famille, Borissov était accusé d'avoir détourné quarante millions de dollars de la caisse de l'entreprise qu'il dirigeait ainsi que de l'aide accordée à l'Ukraine par les États-Unis.

Officiellement, l'État hébreu l'a accueilli pour lui permettre de suivre un traitement médical. Pourtant, il n'est resté qu'un mois dans sa nouvelle patrie. Il a préféré prendre l'air au moment où la vice-ministre de l'Intérieur Faina Kirshenbaum, l'une des figures du parti d'extrême droite « Israël notre maison » présidé par Avigdor Lieberman, a été placée en garde à vue dans le cadre d'une enquête pour corruption.

Au début de 2015, l'ancien ministre ukrainien de l'Énergie Édouard Stavisky a également ressenti un urgent besoin de venir se ressourcer en Terre sainte. Il s'est installé à Herzliya et a lui aussi obtenu la nationalité israélienne.

Pourtant, il venait de fuir l'Ukraine pour éviter la prison puisqu'il y est accusé de détournement de fonds publics. En perquisitionnant sa villa après sa fuite, la police locale a d'ailleurs découvert 4,5 millions de dollars en cash, des lingots d'or et des bijoux estimés à deux millions de dollars. S'il ne nous appartient pas de juger des faits reprochés à Borissov et à l'ex-ministre, on est en droit de s'étonner de la facilité avec laquelle ces deux personnes ont été accueillies puisque la loi du retour ne permet pas aux individus impliqués dans des affaires criminelles de bénéficier de la nationalité israélienne. Encore moins lorsqu'ils ne pas juifs, sont chrétiens, comme c'est le cas de Stavisky.

From Georgia with love

Bien avant les vagues migratoires des années quatre-vingt-dix, une criminalité organisée originaire du Caucase s'était déjà développée au sein de l'État hébreu. Elle était le fait de Géorgiens autorisés à quitter l'URSS au début des années soixante-dix.

À l'instar de David Dazanchvilli, un personnage figurant sur la « liste des onze » établie par la *PNI*, quelques autres se sont lancés dans les affaires

illégales : fausse monnaie, faux papiers, cambriolage, recel.

Généralement dirigés par un ancien disposant d'un casier judiciaire en URSS, les groupes criminels géorgiens apparus en Israël au milieu des années soixante-dix – les « *Gruzinim* » en hébreu – fonctionnaient sur le mode clanique et familial. Recrutés par leurs proches comme dockers au port d'Ashdod ou comme porteurs à l'aéroport de Lod, leurs membres détournaient les appareils électriques importés[131] ainsi que les lots de diamants envoyés d'Anvers à destination de la bourse de Ramat Gan.

L'un de ces gangs de voleurs de diamants a été démantelé en décembre 1979, mais d'autres opérant dans des secteurs sans doute moins lucratifs ont réussi pendant longtemps à passer à travers les mailles du filet. C'est le cas de l'organisation d'Arieh Loldesh, un ancien directeur de la prison de Tbilissi qui avait effectué son « *alyah* » avec ceux de ses anciens pensionnaires qu'il jugeait utiles au développement de ses projets criminels. À son installation en Terre promise, l'ex-directeur a donc créé une structure composée d'une vingtaine d'hommes ayant tous été condamnés en URSS pour vols, cambriolages, racket, voir pour meurtres.

La bande était basée en basse Galilée, mais elle opérait sur l'ensemble de l'État hébreu puis, après la guerre des Six jours, dans les colonies juives de Cisjordanie occupée. Pour plus de discrétion, les membres de l'organisation Loldesh circulaient en ambulance. Ce subterfuge leur permettait de franchir les barrages militaires sans encombre avec leur butin. Lors du démantèlement de l'organisation, les Géorgiens avaient déjà réalisé plus d'une centaine de casses et plusieurs autres étaient en préparation.

À partir du début des années soixante-dix, précédant les Russes et les Ukrainiens, de nombreux « *olim* » géorgiens ont donc saisi la chance que leur offrait Israël d'obtenir un beau passeport tout neuf. Ce n'était qu'une étape obligée puisqu'ils se sont ensuite installés aux États-Unis, au Canada et en Europe de l'Ouest où quelques-uns ont plongé dans la criminalité organisée.

À Anvers, indépendamment des organisations russes ou ukrainiennes telles celle de Semion Mogilevitch qui contrôlait la Falconplein, une place où de nombreux trafics se déroulaient derrière la façade de commerces a priori sans histoire, la police estimait en 2000 que six familles mafieuses géorgiennes

opéraient dans les trafics de diamants, d'or et de cigarettes, ainsi que dans l'écoulement de produits de contrefaçon[132].

Le chef et la plupart des membres de ces familles étaient des Israéliens de fraîche date. À en croire les sénateurs belges Hugo Covéliers et Claude Desmedt, auteurs du rapport final de la commission parlementaire d'enquête sur la criminalité organisée au plat pays, plusieurs de ces « nouveaux Israéliens » s'étaient vus refuser le droit de s'installer en France et en Allemagne avant de se poser en Belgique.

Des intervenants issus du monde policier ont par ailleurs confirmé aux membres de la commission que ces Géorgiens ouvraient des magasins sans titre de séjour légal et en rouvraient aussitôt un autre lorsque leur commerce était fermé sur la base d'une décision judiciaire.

La machine à ecstasy

Le 27 juin 2013 comparaissait devant le tribunal de Lod le trafiquant de stupéfiants Yehezkiel Zanenashvilli, alias « Yehezkiel le Géorgien », une vieille gloire du milieu partageant son temps entre l'Europe occidentale, l'Amérique du Sud, et Nahariya, une ville du nord d'Israël où il a un temps été considéré comme l'égal du « parrain » local Michael Mor aujourd'hui en fuite en Afrique du Sud.

Arrêté le 24 juin à l'aube par le *Yahbal*, c'est-à-dire trois jours avant sa première comparution devant la justice, « Yehezkiel le Géorgien » est le parfait exemple de ces trafiquants que l'on peut croiser à Anvers autant qu'en Israël. Des individus plongés jusqu'au cou dans la criminalité, mais vivant en marge de leur communauté et qui ne la représentent en rien.

Ses derniers ennuis judiciaires en date – il avait déjà été arrêté à la fin des années quatre-vingt-dix – ont débuté lorsqu'il a proposé à un ancien codétenu de s'associer pour importer clandestinement en Israël de la poudre de MDMA achetée en Belgique afin de fabriquer industriellement des comprimés d'ecstasy. Pour cela, « le Géorgien » disposait d'une machine à produire des pilules, et selon ses calculs, trois kilos de MDMA achetés 5 500 euros le kilo à Anvers auraient permis de produire au moins vingt mille comprimés au rythme de cinq mille par heure. De quoi faire fortune en quelques mois, car à en croire

Zanenashvilli, si tout se passait comme prévu, le premier lot qu'il voulait importer d'Anvers devait être suivi par beaucoup d'autres.

Un beau plan donc. Sauf que l'associé déniché par Yehezkiel pour l'aider à réaliser son plan, un autre trafiquant d'origine géorgienne à peine sorti de prison, n'était pas seulement un ancien taulard à la recherche de nouvelles combines : il avait été recruté par l'Unité 433 de la *PNI* durant son séjour à l'ombre. Il travaillait pour une section spéciale de cette nouvelle structure policière et il était payé pour cela.

Après avoir capté la confiance de Zanenashvilli, l'informateur l'a convaincu d'introduire un autre associé dans l'affaire. « Un type très bien, efficace et de confiance », disait-il. Un vieux de la vieille qui connaissait une hôtesse de l'air susceptible de transporter la marchandise d'aéroport en aéroport sans passer aucun contrôle. « Exactement ce qu'il faut », a pensé « le Géorgien », qui n'imaginait pas que l'homme en question était un officier de l'Unité 433 opérant *undercover*.

En collaboration avec la justice belge et les policiers anversois, la *PNI* a donc accompagné le projet de Yehezkiel du début jusqu'à la fin. Zanenashvilli ne se doutait pas qu'il était filé lorsqu'il se rendait en Belgique en empruntant les vols de la compagnie low cost Jetairfly effectuant la liaison régulière Tel-Aviv/Liège. Il était également loin de penser que les lignes téléphoniques des appartements de la métropole flamande où il résidait étaient placées sur écoute par les enquêteurs belges, et que ses rencontres étaient immortalisées par de belles photos.

Cette surveillance a duré plusieurs mois, de la deuxième moitié de 2012 et au début de 2013. Dans ce cadre, des enquêteurs de l'Unité 433 ont d'ailleurs été autorisés par la justice belge à opérer à Anvers et à se charger de quelques filatures. Ils ont notamment suivi les « rencontres de travail » de leur « client » dans le parc jouxtant l'hôtel Radisson, ainsi qu'à proximité d'un fast-food fort fréquenté. Mais ils ne se sont pas déplacés à Amsterdam, où Zanenashvilli s'est pourtant rendu à plusieurs reprises, parce que les autorités hollandaises leur en avaient refusé l'autorisation.

À l'occasion de l'un des déplacements de Zanenashvilli en Belgique, l'un de ses contacts anversois, un jeune homme d'origine géorgienne lui a offert le gîte et le couvert. Il est également inculpé dans ce dossier, mais son avocat israélien

plaide son ignorance et son innocence. Il affirme que son client ne savait rien des activités de son hôte et qu'il s'est contenté de l'accueillir en respectant les lois traditionnelles de l'hospitalité familiale.

D'autres protagonistes du dossier affirment eux que l'informateur de l'Unité 433 ainsi que l'officier *undercover* se seraient livrés à des provocations afin de les impliquer dans cette histoire contre leur gré. Dont acte. En attendant le procès qui débutera plusieurs mois après la sortie de cet ouvrage, on retiendra du dossier que les deux « taupes » opérant dans l'entourage du trafiquant l'ont bien baratiné en lui faisant croire qu'il pouvait aller de l'avant, puisqu'ils disposaient de connexions permettant d'importer la poudre anversoise sans encombre. Ils ont tellement bien mis « le Géorgien » en confiance que ce dernier leur a confié sa machine à fabriquer des comprimés d'ecstasy pendant plusieurs heures. Un laps de temps dont les techniciens de l'Unité 433 ont largement profité pour décortiquer l'engin et pour le saboter de manière à ce qu'il ne puisse jamais rien fabriquer d'autre que du vent.

Dans le cadre de cette affaire, Itzhak Zohar et Gadi Ben Shitrit, deux complices de Zanenashvilli qui devaient faire fonctionner la « machine ecstasy » en Terre sainte, ont été également été condamnés en mars 2015. Le premier a écopé de trois ans ferme et le second, de quatre ans de détention.

Mafia caucasienne

La criminalité d'origine géorgienne mérite une étude fouillée à elle seule. En Israël, la *PNI* surveille particulièrement l'organisation de Shomi Izaakov, surnommé le « roi de la mafia caucasienne ».

Avec sa fine moustache et ses lunettes d'employé aux écritures, Izaakov fait penser à tout ce que l'on veut sauf à un mafieux. Sauf qu'il est connu des autorités judiciaires et que ceux qui ont déjà eu affaire à lui – des commerçants contraints de lui verser une partie de leur recette – en ont une peur bleue.

Surtout actifs dans le nord d'Israël – principalement à Haïfa et environs – Izaakov et ses Caucasiens n'ont jamais fait dans la dentelle En janvier 2015, le « roi de la mafia caucasienne » a en tout cas été condamné à quatre ans de prison et à vingt-trois mille euros de dommages et intérêts pour extorsion.

Ces dernières années plusieurs organisations criminelles géorgiennes dont certains membres ont séjourné dans l'État hébreu ou y sont liés ont été démantelées en France, en Belgique, en Allemagne, et dans plusieurs autres pays d'Europe occidentale. Dirigées par de lointains « parrains » restés en Géorgie ou dans des pays voisins, employant parfois des mineurs, elles étaient spécialisées dans le cambriolage et le recel, mais n'étaient pas liées au milieu des « *yordim* » dont nous venons de traiter. D'une manière générale, on constate que les criminels originaires des pays caucasiens sont nombreux au sein des structures mafieuses venues de l'Est. Et qu'ils passent pour être plus violents que la moyenne de leurs homologues originaires de l'ex-URSS.

En juillet 2012, Barack Obama a approuvé l'inscription du « Cercle des Frères », une organisation comptant une vingtaine de criminels endurcis d'origine géorgienne, sur la liste des « dangers pour la sécurité nationale des États-Unis ».

En juin 2012, en prélude à cette annonce officielle, le département américain du Trésor avait d'ailleurs interdit aux ressortissants américains toute relation commerciale avec les personnages figurant sur la liste dont les biens, les propriétés immobilières et les comptes bancaires aux États-Unis venaient par ailleurs d'être gelés.

Arrêté en mars 2010 à Moscou, l'homme chargé d'investir une partie du produit des trafics de cette organisation n'était autre que Leonid Kaplan, alias « Léon Lann » ou « Léon Lanover », un faux *refuznik* qui avait effectué son « *alyah* » en 1985. Devenu Israélien, il s'était ensuite installé aux États-Unis d'où il s'était enfui en 1997 pour échapper à des poursuites pour fraude et blanchiment.

Jusqu'à son arrestation, Kaplan était l'homme de confiance de Zekhar Kalashov, l'un des cinq dirigeants du « Cercle des Frères ». En 2003, il avait fondé avec son boss, qui détenait la majorité des actions, une société investissant à concurrence de 3,5 millions d'euros dans plusieurs projets immobiliers en Espagne. En 2005, cette entreprise avait également été visée par l'opération « *Avispa* » citée plus haut, mais Kalashov avait échappé de justesse à l'interpellation pour se réfugier dans les Émirats Arabes Unis. Épinglé en 2006, extradé un peu tard, le co-parrain du « Cercle des Frères » a, en 2009, été

condamné à neuf ans de prison et à 22,5 millions d'euros d'amende par un tribunal espagnol.

111. Dans leurs différentes études actualisées d'année en année, les deux chercheurs ont cependant constaté une sur-représentation des immigrants russophones parmi les petits délinquants âgés de quinze à dix-huit ans, mais pas dans les rouages de la criminalité organisée. Par ailleurs, les rapports annuels de la *PNI* constatent une augmentation de la petite délinquance à partir du début des années quatre-vingt dix, plus de 16 % en 1992, mais il ne s'agit pas de criminalité organisée.

112. Quant au major Nikolaï Uporov, l'officier de la division de contrôle de la criminalité organisée du ministère russe de l'intérieur, qui avait collaboré avec la sûreté genevoise pour faire tomber Mikhaïlov, son zèle lui a coûté très cher. Suivis, menacés de mort, les membres de sa famille ont été obligés de se cacher. Après une deuxième tentative d'enlèvement de sa fille, il a demandé l'asile à la Suisse qui le lui a accordé.

113. Indépendamment de sommets mafieux de Tel-Aviv, Mogilevic et Mikhaïlov ont eu de nombreux contacts plus discrets en Israël ou ailleurs.

114. Le parquet a clos le dossier en 2004 faute de preuves.

115. Déclenchée durant la présidence Boris Eltsine, la guerre de l'aluminium a vu des oligarques et des chefs mafieux s'allier – et parfois s'entretuer – pour le contrôle de ce juteux marché. En résumé, Cherney, qui avait été l'associé de Deripaska, prétendait avoir eu des intérêts dans la compagnie d'aluminium Sibal qui devait ensuite fusionner avec Sibneft pour se transformer en Rusal contrôlée par Deripaska. Ce dernier affirmait a contrario que Cherney n'avait pas été son associé mais qu'il perçevait la « *krysha* », qu'il le « protégait » avec l'aide de mafieux dont Malevsky. Le procès opposant les deux hommes a débuté à Londres en juillet 2012, mais Cherney n'a pu y assister en raison du mandat d'arrêt lancé contre lui par l'Espagne et les États-Unis, qui l'accusaient de blanchiment. En septembre 2012, il était donc prévu que l'homme d'affaires témoigne devant la cour par vidéo conférence, mais quelques heures auparavant, ses avocats et ceux de Deripaska ont annoncé que leurs clients venaient de conclure un accord financier à l'amiable.

116. Pour redorer son image sujette à caution, Cherney mène plusieurs actions sociales et caritatives. Outre la fondation pour les victimes du terrorisme qui aide les familles dans le besoin, il sponsorise « *The intelligence summit* », une rencontre entre spécialistes du renseignement analysant l'évolution de la situation internationale. Apprenant les soupçons pesant sur leur bienfaiteur, plusieurs personnalités appelées à participer aux rencontres, parmi lesquels l'ancien patron de la CIA James Woolsey, ont préféré démissionner.

117. Trafiquant d'héroïne, Boris Nayfeld a ensuite quitté Brooklyn pour Anvers. Comme celles de Rachmiel Brandwain, ses activités sont détaillées dans l'ouvrage d'Alain Lallemand, *L'Organizatsiya*, Calmann-Lévy.

118. Kalmanovitch retournait régulièrement à Moscou pour y mener une vie de grand seigneur. C'est dans cette ville qu'il a été assassiné en novembre 2009. Sa fille restée en Israël le présente comme « un homme bon et gentil ».

119. Interdit de séjour en Suisse et Monaco, Leonid Minin était surveillé lorsqu'il se déplacait en Belgique où il dirigeait une société baptisée « Galaxy Energy ».

120. Moshe Mizrahi sera poussé à la démission en 2004 pour avoir fait placer sur écoute la ligne téléphonique de plusieurs hommes d'affaires et personnalités politiques, dont Avigdor Lieberman, dans le cadre d'une vaste enquête sur la pénétration de la mafia russe dans les rouages de l'État hébreu. Dans le collimateur de celui qui apparaissait alors comme un « superflic » figuraient également des éléphants du *Likoud*, parmi lesquels Ariel Sharon et ses deux fils. Mizrahi a semble-t-il poussé ses investigations trop loin. En tout cas, sans l'aval du conseiller juridique du gouvernement qui a rang de procureur général.

Après sa démission, l'ex-flic s'est lancé en politique. Élu à la *Knesset* en janvier 2013 sur la liste du parti travailliste, il y croise désormais certains de ceux qu'il continue d'accuser de corruption.

121. Devenu obsolète en raison de l'intégration progressive des « *olim* » ex- Soviétiques dans la société israélienne, ce parti fusionnera avec le *Likoud* en 2003. Quelques uns de ses cadres et de ses anciens élus préfèreront eux s'allier au parti « *Israël Beiteinou* », « Israël notre maison », d'Avigdor Lieberman, la seule formation structurée qui prétend encore représenter l'électorat russophone en Israël.

122. Devenu actionnaire de référence du quotidien *Maariv jusqu'à la quasi-faillite de ce journal*, Gregory Luchansky a vu s'ouvrir devant lui les portes du « Tout Israël ». Alors contrôlé par la famille Nimrodi, le *Maariv* est le deuxième quotidien israélien. Ce qui n'est plus le cas depuis sa reprise en 2012 par un éditeur d'extrême-droite lié aux colons de Cisjordanie qui l'a ensuite cédé au groupe *Jerusalem post*.

123. *Haaretz*, 12-14 mars 2002.

124. Dans la religion juive, le « *bikour holim* », la visite aux malades, est considérée comme une « *mitzvah* », une bonne action. En décembre 2012, l'hôpital portant ce nom, et quasiment en cessation de paiement a fusionné avec celui de Shaarei Tzedek, une autre institution médicale de Jérusalem.

125. Entre le 12 juillet et le 14 août 2006, la deuxième guerre du Liban provoque la mort de 1 000 civils libanais et de 320 à 350 combattants du *Hezbollah*. Israël reconnaît lui la mort de 159 civils et militaires.

126. Gaydamak se fait également remarquer en France en présentant sa candidature au rachat de *France-Soir*.

127. Créé par Rafi Eytan, un ancien officier du *Mossad* qui avait dirigé l'enlèvement du criminel de guerre nazi Adolf Eichmann en mai 1960 à Buenos Aires, et qui est toujours interdit de séjour au États-Unis pour y avoir dirigé un réseau de renseignement au profit de l'État hébreu, le « *Gil* », ou parti des « *Gimlaïm* », les retraités, a remporté un beau succès électoral en 2006 : sept sièges à la *Knesset*. Ce qui lui a valu d'entrer dans le gouvernement d'Ehoud Olmert dont Rafi Eytan est alors devenu l'un des vice-premiers ministres. Novices en politique, les élus du « *Gil* » n'ont pas brillé par leur efficacité. Ils se sont surtout fait remarquer par leurs petites phrases hors de propos et se sont rapidement divisés en plusieurs factions. C'est l'une d'entre elles que Gaydamak a récupéré. Baptisée « Parti pour la justice des retraités », cette nouvelle formation née en 2008 était présidée par Moshe Sharoni auquel l'oligarque a offert une voiture pour l'occasion. Il s'est également engagé financer les frais de fonctionnement de son nouveau jouet. Sa promesse ne lui a pas coûté cher puisque le parti a totalement disparu de la scène politique après les législatives de 2009.

128. Un mafieux redoutable, ce « Taïwanais ». Outre les faits habituellement attribués aux personnages de son acabit, il a également été soupçonné d'avoir, en 2002, « arrangé » les épreuves de patinage artistique des jeux olympiques de Salt Lake City de manière à faire triompher ses protégées. Voir Stéphane Quéré, *Planète Mafias*, La Manufacture de livres, 2012.

129. Plusieurs contribuables français en délicatesse avec le fisc de l'Hexagone ont également été mêlés à cette affaire. Nous les retrouverons dans le chapitre consacrés aux escrocs franco-israéliens du carbone.

130. Le Beitar de Jérusalem est considéré comme le club le plus anti-arabe de l'État hébreu. À l'occasion de chaque rencontre, un groupe de supporters violents baptisé « *La Familia* » se singularise par des slogans ultra-racistes. En février 2012, Gaydamak a fait scandale en achetant pour son club deux joueurs tchétchènes, donc musulmans. À la suite de ce qu'ils considèrent comme un « trahison », des membres de « *La Familia* » ont incendié les vestiaires du terrain d'entraînement du club ainsi que son musée du football qui abritait des pièces et des documents rares retracant une partie de l'histoire sportive de la Palestine historique. Au printemps de 2013, l'oligarque a négocié la vente du club à un homme d'affaires tchétchène lié à l'entourage du dictateur local Ramzan Khadyrov. L'affaire n'a finalement pas été conclue, mais le fait que « leur » Beitar puisse tomber entre les mains d'un Musulman a mis les supporters en émoi. Ceux-ci ont manifesté le 9 juin 2013 devant la villa (vide) de Gaydamak. Huit d'entre ont été arrêtés pour déprédations et pour avoir lancé deux grenades d'exercice sur la façade.

En fin de compte, Gaydamak a vendu le Beitar à l'homme d'affaires israélien Elie Tabiv. Celui-ci a été visé par une tentative de « liquidation » dans la nuit du 28 février au 1er mars 2015, alors qu'il circulairt en voiture. Plusieurs balles ont traversé le pare-brise et Tabiv a été légèrement blessé. Israël Kadoshim, un

suspect âgé de vingt-cinq ans, a été arrêté le 5 juillet la même année. Membre d'un gang d'Herzliya et également soupçonné d'avoir perpétré un autre assassinat dans la ville voisine de Ramat Hasharon.

Tabiv a toujours prétendu que l'attentat le visant est « uniquement lié au football » mais la *PNI* est persuadée que les services de Kadoshim ont été loués par des figures criminelles plus importantes qui voulaient apurer leur compte avec le nouveau patron du Beitar.

Le 16 juillet 2015, Tabiv a démissionné de la présidence du *Beitar* et mis son club en vente après que des supporters eurent provoqué des violences à l'occasion d'une rencontre contre l'équipe belge de Charleroi.

131. À l'époque, les appareils électriques et les voitures étaient frappés de taxes diverses doublant leur prix de vente. Il existait donc un vaste marché parallèle sur lequel les transistors, les télévisions, les robots ménagers se négociaient à un prix plus avantageux. À Tel-Aviv, cette bourse aux appareils volés se tenait dans les artères proches du boulevard Allenby. On y trouvait des articles « tombés du camion » dans leur emballage d'origine, et d'autres provenant des cambriolages.

132. La « mafia israélo-géorgienne » n'est pas non plus absente du marché de la drogue comme en témoignent le cas de Yehezkiel Zanenashvilli, cité plus haut et de Yaakov Chachasvilli (voir chapitre XII), mais également celui de Rafaël Michaëli, un Israélien né en Géorgie et interpellé en Belgique en 1994. Inculpé pour trafic de stupéfiants, cet homme était également le bras droit de Tariel Oniani, l'un des leaders de la famille mafieuse des *Koutaskaya* notamment condamné en France, en Russie et aux États-Unis. Arrêté dans le sud de la France peu après que Michaeli l'eut également été en Belgique, Oniani, qui était lui aussi soupçonné de trafic de stupéfiants mais par le parquet de Grasse, se trouvait dans l'Hexagone pour affaires. Des écoutes téléphoniques dans le cadre de sa surveillance confirment qu'il devait rencontrer Sergueï Mikhaïlov en personne. Pour cela, il circulait en France en compagnie de son complice Merab Djangveladze, alias le « Cannibale » et les deux hommes disposaient de faux documents d'identité que leur avait envoyés Michaeli.

L'enquête sur leurs agissements a permis de déterminer qu'ils préparaient l'assassinat de plusieurs personnes dont un magistrat, un officier de l'ex-KGB, ainsi que d'Ivankov, alias « *Yaponshik* ». En octobre 1998, ils ont été condamnés à huit ans de prison par le tribunal de Grasse au terme d'un procès – le premier du genre – placé sous très haute protection. Voir Jérôme Pierrat, *Mafias, gangs et cartels*, Denoël, 2008.

XVII

Le marché aux esclaves

Aucune organisation criminelle originaire des pays de l'Est ne figure sur les listes de structures mafieuses régulièrement publiées par l'état-major de la *PNI*. Pourtant, il en existe au moins une. Elle est dirigée par les frères Alik et Nahum Schneiderman, deux Moldaves ayant effectué leur « *alyah* » avec le reste de leur famille en 1977. D'abord installés à Beer-Sheva, dans le désert du Néguev, les deux frères se sont rapprochés de Tel-Aviv à l'occasion de la grande vague d'« *alyah* » russophone du début des années quatre-vingt-dix et y ont fait leurs débuts en imposant leur « protection » rémunérée à des commerçants qui n'osaient rien leur refuser. La plupart de ces hommes n'étaient pas des saintes nitouches en arrivant en Israël. Ils portaient gravés dans leur chair les signes de leurs séjours dans les prisons soviétiques, ainsi que des symboles d'appartenance à des groupes mafieux. L'un d'entre eux était surnommé « Barrage » en raison de sa musculature impressionnante. Un autre, Sergueï Novikov, arborait au niveau de chacune de ses épaules une étoile représentant son appartenance à l'organisation de Vyacheslav Ivankov. Les frères Schneiderman ont réussi à fédérer ces individualités en leur imposant une discipline de fer. Une hiérarchie de type militaire basée sur une stricte répartition des tâches. Alik, qui passe pour la figure dominante de l'organisation, se trouve évidemment au sommet de la pyramide et porte le titre de « *Vor v Zakone* ». Le marché de la protection se porte bien dans les milieux russophones d'Israël, car les « *olim* » originaires des pays de l'Est sont généralement entreprenants. Quelques mois à peine après leur arrivée, beaucoup se lancent dans le petit commerce malgré leur connaissance rudimentaire de l'hébreu. Les cafés et les épiceries russes fleurissent. On y trouve des produits de « là-bas », de la vodka plus ou moins frelatée, de la charcuterie à base de porc, du faux caviar, bref tout ce qui est interdit par la « *cacherout* », les règles religieuses juives en matière d'alimentation. Vers le milieu des années quatre-vingt-dix, les « salons de massage », « instituts de

beauté » et autres « cliniques de soins corporels » ont également éclos sur l'ensemble de l'État hébreu. Nombre de ces établissements n'étaient rien d'autre que des maisons de passe déguisées auxquelles les Schneiderman se sont empressés d'imposer le paiement d'une « assurance ».

En 1991, à part les bordels clandestins où des prostituées majoritairement issues des milieux défavorisés séfarades pratiquaient l'abattage aux alentours des gares centrales d'autobus, on ne comptait que quatorze « *beauty parlors* », salons de beauté, ayant pignon sur rue. Trois ans plus tard, on en recensait cent douze et plus de deux cent cinquante.

Cette année-là précisément, l'un des « protégés » des frères Schneiderman – un autre « *oleh* » russe dirigeant un « salon » avec hôtesses – demande l'intervention de l'organisation contre un certain Oleg Karpachov, un ex-Soviétique avec lequel il est entré en conflit commercial. De filatures en surveillances, il ne faut pas longtemps pour qu'Alik et quelques-uns de ses hommes, parmi lesquels le fameux « Barrage », retrouvent leur cible et l'agressent en pleine rue. Ils n'en font pas une question personnelle : ils sont simplement payés pour ça. Surpris par la charge commando qui l'encercle et les tabasse, Oleg Karpachov ne fait évidemment pas le poids. Il tente de se défendre, mais sa résistance déchaîne la fureur de l'un des assaillants, qui le poignarde à la gorge. Il mourra un peu plus tard dans l'ambulance l'emmenant à l'hôpital.

Alik Schneiderman n'est pas l'auteur du coup mortel, mais l'organisateur du raid et le chef du commando. Autant dire que l'avenir s'annonce compliqué. Sans attendre, il file en Ukraine par le premier avion. Quant au patron du salon de massage, il disparaît de son côté. Sa piste mène en Amérique du Sud où il ne sera jamais retrouvé.

Le Moldave ne se plaît pas en Ukraine. En tout cas, il ne s'y sent pas à l'aise. Il collabore avec la pègre locale puisqu'il faut bien vivre, mais il n'est là-bas qu'un petit poisson perdu au milieu de requins beaucoup plus voraces que lui, alors qu'en Israël… Au terme de trois ans de négociations, ses avocats concluent donc une transaction avec le parquet de l'État hébreu. Un accord favorable au fuyard qui s'engage à revenir à Tel-Aviv et à reconnaître l'organisation de l'attaque meurtrière en échange d'une peine légère : deux ans de détention sans possibilité de libération préventive.

Certes Alik Schneiderman se retrouve derrière les barreaux, mais la situation ne lui déplaît pas tant que cela. Il est redevenu « *Vor v Zakone* » et a repris son organisation en main. Son frère Nahum se charge de faire exécuter ses ordres à l'extérieur et il noue des alliances. Avec des proxénètes.

Du pain béni pour l'unité de la criminalité russe, une petite structure de moins d'une dizaine d'hommes créée au sein de la police de Tel-Aviv mais opérant sur l'ensemble d'Israël[133]. Car ses hommes ont placé le « *Vor »* en tête de leur liste des personnes à surveiller et ils préfèrent le savoir en Israël qu'à l'étranger. Ils écoutent ses conversations téléphoniques tenues à partir de la prison avec son frère, avec des correspondants en Europe de l'Est et avec des Bédouins du sud d'Israël, puisque c'est par l'intermédiaire de ces interlocuteurs-là que se développe le trafic d'êtres humains, « la traite des blanches », écrivait-on au début du vingtième siècle.

En 2003, quelques mois après la libération d'Alik, l'organisation des frères Schneiderman passe en tout cas pour la principale pourvoyeuse de femmes « importées » de la région de Tel-Aviv. Les arrivages sont réguliers, ils suffisent à peine à satisfaire la demande. Nahum et son neveu Yaakov, alias « Yanik », qui écopera un peu plus tard de dix de prison pour trafic d'êtres humains, se montrent particulièrement actifs.

Interpellé, Nahum nie les charges retenues contre lui. Pourtant, des témoignages concordent. Ils affirment que lui, « Yanik », et d'autres membres de la bande violent les filles avant de les envoyer au turbin. « Contrôle de qualité », se vantent-ils ensuite avec cynisme. En Israël comme partout ailleurs, le résultat d'une enquête policière de terrain est une chose, et la procédure judiciaire en est une autre. Malgré les éléments accablants recueillis par les policiers en charge, les avocats de l'Israélo-Moldave réussissent à convaincre le parquet d'abandonner les accusations de viol et de proxénétisme pour conclure un « *plea bargain »*. Un beau *deal* grâce auquel leur client n'écope que de trente mois de détention pour… chantage avec menaces.

Le condamné exulte. Il s'en sort d'autant mieux que d'autres procédures en cours confirment son rôle actif dans le trafic d'êtres humains. Dans le cadre de cette enquête, la *PNI* recueille d'ailleurs des informations selon lesquelles le « *Vor* » sert de « *borer* », de juge de paix, lorsque des conflits éclatent entre

tenanciers de « salons de massage » s'accusant de se « voler » les prostituées ou d'empiéter sur leur territoire respectif.

En 2009, Nahum est en tout cas condamné à neuf mois de privation de liberté, et son frère Alik à seize, pour chantage et extorsion sur des femmes « importées » en Israël par leurs soins. Huit autres membres de l'organisation sont également inculpés dans le cadre de ce dossier, mais trois seulement seront emprisonnés.

À l'occasion de ce procès, les chroniqueurs remarquent que l'un des nombreux avocats chargés de défendre les frères Schneiderman était déjà intervenu en 1997 pour aider Alik à conclure un accord avec le parquet après sa fuite en Ukraine. Logique ? Sans doute. Sauf que le talentueux plaideur défend également les intérêts israéliens de Semion Mogilevitch, ainsi que de plusieurs organisations criminelles russes considérées comme dangereuses par les services policiers ouest européens.

Le réseau Mata Hari

Au plus fort de la grande vague d'« *alyah* » russe vers Israël, les rumeurs relatives à la moralité prétendument douteuse des femmes venues de l'Est s'étaient répandues comme une traînée de poudre. Les sondages réalisés à l'époque montraient que 44 % des Israéliens considéraient les immigrantes de l'Est au mieux comme de « fausses Juives » prêtes à tout pour réussir, et au pire, comme des tapineuses profitant de la loi du Retour pour venir gagner de l'argent au Proche-Orient.

Ceux qui colportaient ces bruits – et ils étaient nombreux, y compris dans les médias – assimilaient chaque nouvelle émigrante aux jeunes Moldaves, Ukrainiennes, Russes, Biélorusses et autres tournant dans la région, généralement sous la contrainte, pour le compte d'organisations criminelles semblables à celle des frères Schneiderman.

En 1995, environ un millier de ces « gagneuses » payées mille dollars par mois étaient en effet employées dans l'État hébreu[134]. À Tel-Aviv, à Haïfa, à Ashdod et à Beer Sheva, on les croisait dans des salons de massage fréquentés par une clientèle laïque. À Jérusalem, il fallait les chercher dans des endroits beaucoup plus discrets : dans de fausses cliniques dentaires et de faux cabinets médicaux

réservés à la clientèle ultra-orthodoxe[135]. Certaines de ces jeunes femmes opéraient également à Jérusalem Est, la partie arabe de la ville, où elles recevaient leurs clients dans de discrets appartements[136].

Les ex-Soviétiques n'étaient d'ailleurs pas les seules à tomber dans les griffes des trafiquants d'êtres humains. Le démontrent les nombreux procès durant lesquels les tribunaux de l'État hébreu ont, dans les années quatre-vingt-dix, statué sur le cas de soi-disant « aide-ménagères » recrutées au Guatemala, au Mexique, au Népal, au Brésil, et retenues en Israël contre leur gré. Leur passeport confisqué dès leur arrivée, elles vivaient en groupe dans des appartements servant également d'hôtels de passe.

Cependant, le flux le plus important – de deux à trois mille femmes par an – provenait d'Europe de l'Est où les futures prostituées étaient littéralement achetées dans les villages reculés. Les plus chanceuses étaient envoyées en Israël via la Turquie, mais la plupart des autres étaient contraintes de traverser le désert du Sinaï avant de franchir clandestinement la frontière avec l'État hébreu délimitée par une simple clôture de barbelés rouillés parsemée de quelques tours de guet la plupart du temps inoccupées.

Plusieurs de ces esclaves sexuelles ayant échappé à leurs proxénètes ont raconté à l'ONG israélienne « *Hotline for Migrant Workers* » (*HMW*) comment elles avaient été violées par les passeurs bédouins censés les emmener en Israël et comment, une fois arrivées à destination, les proxénètes avaient abusé d'elle et les avaient battues.

Vendues au cours d'enchères clandestines, ces femmes âgées de dix-sept à trente ans « valaient » alors de trois à dix mille dollars selon un barème tenant principalement compte de leur apparence physique, donc de l'argent qu'elles allaient rapporter à leur « propriétaire ». Elles étaient ensuite « distribuées » comme une vulgaire marchandise dans les salons de massage et autres instituts de beauté pour y recevoir de quinze à vingt clients par jour, week-end compris. Chiffre d'affaires estimé de ce business en 1999 : un milliard de dollars en Israël seulement.

En 2007, l'avocat Naomi Levenkron spécialisé dans les dossiers de trafic d'êtres humains a publié une étude démontrant que 90 % des 325 proxénètes condamnés en Israël depuis 1992 – parmi lesquels Nahum Schneiderman et son neveu – sont des hommes. Et que 70 % sont originaires d'Europe de l'Est[137].

Dans son premier rapport sur le trafic d'êtres humains datant de 2001, le Département d'État américain a classé Israël parmi les vingt-trois pays ne prenant aucune mesure pour empêcher ce commerce illicite. La situation s'est améliorée avec l'entrée en vigueur en octobre 2006 de la loi punissant le trafic des femmes et de celle prévoyant de seize à vingt ans de détention pour les trafiquants d'êtres humains. Mais à quelques exceptions prés[138], les élus israéliens n'ont jamais considéré ce problème comme urgent.

Certes, entre 1995 et 1997, un peu plus de mille cinq cents femmes originaires de l'ex-URSS ont été expulsées après une détention de cinquante jours en moyenne. Toutes avaient été attirées dans la région par des fausses promesses d'emploi intéressant, et seules quelques-unes avaient compris, avant même de s'envoler à destination d'Israël, qu'on leur demanderait de vendre leur corps moyennant une aumône d'un à deux euros par jour.

Durant leurs interrogatoires menés par l'unité de la criminalité russe, très peu de ces esclaves sexuelles ont accepté de donner des informations sur leurs exploiteurs. Trop risqué pour elles. Pourtant, en 2002, deux d'entre elles ont accepté de témoigner contre Bonyiat Zeda, l'un des « importateurs » les plus importants de l'État hébreu dont le procès, que l'on prévoyait retentissant, était censé sensibiliser l'opinion publique israélienne à la problématique posée par le trafic d'êtres humains.

Placées sous la protection de la police dans un petit hôtel, les deux femmes ont perçu un petit viatique hebdomadaire en attendant les audiences. Leurs soins dentaires et médicaux ont également été pris en charge par le budget de la *PNI*. Jusqu'à ce qu'elles disparaissent du jour au lendemain et que personne ne les retrouve plus depuis lors.

Enquêtant sur cette affaire déroutante, les policiers de Tel-Aviv se sont heurtés à un épais mur de silence. En fait, ils n'ont pas récolté grand-chose, sauf un faisceau d'informations concordantes révélant l'existence d'une structure secrète mise en place par les antennes israéliennes des organisations criminelles de l'Est. Un véritable réseau de renseignement baptisé « *Mata Hari* » et employant des détectives privés chargés d'identifier les prostituées « retournées » par la police, de découvrir l'endroit où elles se cachaient, et de les « convaincre » – parfois en offrant de l'argent, mais le plus souvent à l'aide de menaces sur les membres de

leur famille – de rentrer immédiatement en Europe en refusant de témoigner devant la justice.

Outre les deux femmes susceptibles de témoigner contre Bonyiat Zada, une vingtaine de prostituées est-européennes qui avaient entretenu des contacts avec la *PNI* se sont ainsi évaporées à la fin des années quatre-vingt-dix. En découvrant le réseau *Mata Hari*, les enquêteurs de Tel-Aviv ont enfin compris pourquoi.

Tarzan à Panama

De nombreux esclavagistes de toutes nationalités opèrent à l'échelle internationale. D'un point de vue israélien, l'un des exemples les plus sinistres est sans conteste Lyosha Feinberg, alias « Tarzan ». Né à Odessa en 1958, le futur trafiquant a émigré en Israël en 1971 avec ses parents grâce à la campagne « *Let my people go* »[139].

Lyosha est grand, plutôt balèze. Sa famille s'est installée à Haïfa, le plus grand port de l'État hébreu, et, adolescent, il rêve de devenir commando de marine, d'être reçu dans la fameuse « *Shayetet 13* », la Flottille 13, l'une des unités les plus prestigieuses de *Tsahal*[140], formée de plongeurs de combat. Il en rêve certes, mais il se heurte à un refus et ne rencontre pas plus d'intérêt en postulant comme officier. Dépité, Lyosha Feinberg devient « *yored* ». Il part tenter sa chance en Europe de l'Ouest, en Allemagne.

Nous sommes au début des années quatre-vingt et la carrure de l'ex-Soviétique impressionne dans les milieux glauques qu'il fréquente avec assiduité. Elle l'aide en tout cas à trouver son premier emploi de récupérateur de fonds. Lyosha n'est qu'un homme de main, un simple soldat, mais il sait y faire. On le surnomme désormais « Tarzan » ou « Ludwig », et il ne se contente plus de donner des coups de poing : il participe à des combines plus élaborées dont une sombre histoire de fraude à la carte de crédit.

En 1984, « Tarzan » laisse tomber l'Allemagne. Grâce à son passeport israélien, il s'installe à New York où il gère un commerce de location de vidéos. Une couverture bien sûr car, durant ses heures creuses, il gravite dans les milieux de la criminalité organisée russophone. Une fois encore, ses compétences de récupérateur de dettes brutal et sans scrupule font merveille. Les

créanciers ne remboursent pas ? Il frappe. Le commerçant ne veut pas payer la « *krysha* » ? Son magasin ou son entrepôt brûlent de fond en comble. Peu importe que la victime lui porte des sacs de victuailles ou soit un jeune handicapé, le « *yored* » fait tout ce qu'on lui dit sans rechigner et il le fait bien. Jusqu'à ce que sa cible implore grâce.

Six ans après son arrivée aux États-Unis, sa réputation n'est plus à faire. Il a effectué le tour de ses possibilités professionnelles new yorkaises et cherche autre chose. Plus grand, plus fort, plus rémunérateur, et si possible au soleil. Auréolé de ses faits d'armes, Feinberg s'envole donc pour Miami afin d'y prendre la direction du « *Porky's* », une boîte à strip-tease connue pour servir de lieu de rendez-vous à des mafieux d'Europe de l'Est. Un établissement interlope où l'on échange des filles contre de la cocaïne et des armes contre des containers de cigarettes ou de vêtements de contrefaçon. Lyosha Feinberg est enfin dans son élément…

C'est au « *Porky's* » que la *DEA* et le *FBI* le cueillent en 1997. Ils l'arrêtent lui, mais pas son associé Anthony Galeota dit « Tony », un Américano-Italien à la carrure de Frigidaire qui a commencé sa carrière criminelle comme petit voleur à la solde de la famille Gambino avant de se lancer dans le braquage à mains armées.

Inculpé de racket, de trafic d'héroïne, de cocaïne et de cigarettes volées, « Tarzan » risque au moins neuf ans de prison car les preuves sont accablantes. Les fédéraux, qui surveillaient déjà sa boîte avant qu'il n'en prenne la direction, ont enregistré onze mille heures de conversations téléphoniques. Et comme si cela ne suffisait pas, ils disposent du témoignage d'une source ayant longtemps gravité dans son entourage, et qui a recueilli des confidences accablantes.

Étant donné sa réputation de récupérateur de dettes intraitable et sans scrupule, les agents de la DEA imaginaient avoir affaire à un dur à cuire qui n'ouvrirait pas la bouche, même pour leur donner l'heure. Mais ils se trompaient, car le dossier le concernant était écrasant. Le dos au mur, « Tarzan » est donc passé aux aveux presque sans état d'âme. Il a balancé Juan Almeida, l'un de ses complices américano-cubain, et reconnu avoir participé à une filière approvisionnant la Russie en poudre blanche. Celle-ci était cachée dans des caisses de crevettes surgelées envoyées d'Équateur jusqu'à Saint-Pétersbourg.

Feinberg raconte tout. Il avoue également avoir fait bénéficier les barons colombiens de la drogue de ses contacts en Europe de l'Est en leur procurant des Kalachnikov, des lance-roquettes, et même des hélicoptères.

Les agents de la *DEA* frétillent. Ils vont enfin savoir ce qui s'est passé en 1995, lorsque leur « client » s'était vanté devant un informateur de négocier l'achat d'un sous-marin soviétique pour le compte de commanditaires colombiens. Une histoire complètement folle : ce submersible d'attaque d'une longueur de 90 pieds et de type *Foxtrot* diesel datait de la guerre froide, et était considéré comme ringard d'un point de vue strictement opérationnel. Mais il était en bon état et pouvait servir à autre chose. À transporter de la coke entre l'Amérique centrale et les côtes américaines, par exemple[141]. Étant donné l'état de déliquescence de l'armée russe de l'époque, tout était à vendre. Il suffisait de payer. Le commandant du navire et ses soixante-deux hommes d'équipage casernés à Cronstadt n'attendaient d'ailleurs que ça.

L'Ukrainien avait été mis en rapport avec les officiers supérieurs de la base grâce à ses contacts dans la mafia locale. Son idée consistait à faire acheter le sous-marin avec son personnel par les barons de la drogue, de le déguiser en laboratoire de recherche océanologique, et d'effectuer une liaison régulière entre un port clandestin tenu par les narcotrafiquants colombiens et San Francisco. Le jeu en valait la chandelle puisque le sous-marin pouvait livrer quarante tonnes de poudre par rotation à raison d'un voyage par semaine. L'affaire semblait d'ailleurs bien engagée et les Colombiens avaient donné leur accord de principe pour débourser la broutille de 5,5 millions de dollars, assurer le salaire de l'équipage ainsi que les frais de maintenance. Mais ils ont coupé les contacts au dernier moment et « Tarzan » s'est retrouvé le bec dans l'eau[142].

Condamné à trente-sept mois de prison après son arrestation au « *Porky's* », Feinberg est expulsé vers Israël dans l'heure suivant la fin de sa peine. Que peut-il faire là-bas ? Reprendre une vie normale dans un pays où il faut trimer dur pour un salaire souvent indécent ? Pas son genre, d'autant que la *PNI* le surveille ostensiblement afin de lui faire comprendre qu'il n'a pas intérêt à dévier du chemin qui lui a été tracé.

Puisque les États-Unis lui sont interdits, Feinberg va voir à côté. Au Canada, où l'on accueille sans a priori. Bien sûr, il promet de mener une vie honnête et

ânonne devant les fonctionnaires de l'immigration tout ce qu'ils veulent entendre. Mieux, il se remarie et trouve un emploi dans une compagnie téléphonique. Mais ce n'est qu'une couverture, car il est alors déjà fortement impliqué dans le commerce des êtres humains, qu'il achète et revend sur le marché parallèle de la chair fraîche. Barème : dix mille dollars pour une jeune « artiste » moldave, russe ou ukrainienne, un peu moins pour une Roumaine cyniquement considérée étant comme « de moindre qualité ».

La combine de Feinberg ne dure pas longtemps. Déclaré indésirable au Canada, il retourne dans l'État hébreu en 2003 et n'y reste que quelques mois avant de s'envoler vers le Panama. Là, personne ne lui mettra des bâtons dans les roues. Les narcotrafiquants colombiens ne sont pas loin, la corruption règne en maître, et les investisseurs dans le commerce du sexe sont les bienvenus. En outre, c'est un paradis fiscal. Que du bonheur…

« Tarzan » gère trois boîtes à entraîneuses – des bordels, en réalité – réservés aux touristes. Il a retrouvé Anthony Galeota, l'un de ses associés au « *Porky's* » qu'il avait refusé de balancer après son arrestation en 1997. Les affaires étant au beau fixe, les deux complices étendent très vite leurs activités. Ils inaugurent de nouveaux établissements et en achètent quelques autres à Yaakov Lita, un Israélien recherché par la police allemande pour trafic d'êtres humains.

Dans le même temps, Lyosha Feinberg continue à « importer » des filles pour ses boîtes à strip-tease, mais il commence à devenir voyant. Israël, mais surtout les États-Unis, n'apprécient pas la liberté d'action qui lui est laissée alors que la lutte contre le trafic d'êtres humains est devenue l'un des leitmotivs du Département d'État.

En juin 2011, la police panaméenne débarque en force au « *Doll's house* », le quartier général de « Tarzan » et de Galeota. Les deux hommes sont arrêtés et leurs établissements placés sous scellés. Près de deux ans plus tard, incarcérés à la prison de La Joya, l'une des plus sévères de Panama, ils attendent toujours leur procès en se plaignant d'être des « incompris », et en accusant toutes les polices du monde d'avoir monté un dossier contre eux.

Le roi de la viande

Si le cas de Lyosha Feinberg est internationalement connu, d'autres Israéliens se montrent fort actifs sur le marché du trafic d'être humains où ils se heurtent d'ailleurs à une forte concurrence. Celle des « *Baba* », les parrains turcs, des triades chinoises, ainsi que d'organisations criminelles sud-américaines, pakistanaises et nigérianes. Entre autres.

Parmi les « stars » de ce business figure en tout cas Guy Hassid, un habitant d'Ashkelon arrêté en 2010 dans la « République turque de Chypre du nord »[143]. Là, ce personnage a priori ordinaire, marié et père de plusieurs enfants, a longtemps dirigé l'antenne locale d'un réseau international dirigé par Rami Saban, surnommé « le roi de la viande ».

Né en 1948 dans une famille pauvre, originaire de Libye, l'homme a grandi à Megadim, un village pastoral situé sur le flanc du massif du Carmel, à dix minutes en voiture de Haïfa. S'il avait suivi la tradition familiale, il serait sans doute devenu agriculteur. Mais il a préféré s'imposer sur un autre terrain, celui du trafic d'êtres humains, et il y a fait des étincelles.

En dix ans d'activité, son réseau a en effet fait tourner plus de dix mille femmes. Achetées en Europe de l'est, elles ont été vendues en Israël, en Jordanie, en Égypte, ainsi que dans plusieurs pays européens dont la Belgique, les Pays-Bas et la Grande- Bretagne.

Rami Saban ne ressemble pas à l'idée que l'on se fait d'un trafiquant international, voire d'un esclavagiste. C'est un homme d'apparence banale, un peu enrobé, et qui traite ses affaires à partir de la maison de ses parents. « Monsieur tout le monde », en quelque sorte. Sauf qu'au téléphone, il vend des êtres humains comme d'autres des sacs de ciment ou des chargements de compost.

« J'avais l'impression qu'il ne parlait pas de personnes en chair et en os », raconte l'un des policiers qui a écouté certaines des cinq mille conversations enregistrées en Israël, et des dix mille autres effectuées en Ukraine, en Biélorussie, en Russie, en Moldavie et en Ouzbékistan, les pays d'où sont originaires les femmes achetées par le réseau. « Lorsqu'il évoquait les femmes qu'il achetait et vendait, il parlait parfois de « bananes », et je t'envoie cinquante par ici, et tu m'en mets vingt-cinq de côté par là : on se serait cru dans un *souk* sauf que là, c'était un marché aux esclaves »[144].

Salons de massage

Arrêté une première fois en 2000, Rami Saban est condamné à trente et un mois de prison pour avoir introduit clandestinement deux Moldaves en Israël via le désert du Sinaï. Celles-ci avaient été dotées de faux papiers, puis vendues au proxénète Schmuel Malka, dit « Timour », et aux frères David et Kobi Moreidi, des tenanciers de bordel qui les mettaient au tapin. À cette occasion, l'une de ces femmes, moins docile que les autres, avait été battue et séquestrée.

En prison, le trafiquant ne se comporte pas comme un parrain. Il n'est pas Aberjil, ni Rozenstein, ni Alperon. Il n'a pas besoin d'une cour. Au contraire, il rase les murs, ne fait jamais parler de lui et ne participe à aucune dispute. Aux assistants sociaux et aux psychologues, il répète en baissant le regard qu'il a compris la gravité de ses actes et qu'il les regrette.

Son attitude est exemplaire, sa repentance semble sincère, il décroche donc une libération sur parole au bout d'un an et demi. Officiellement, l'ex-taulard aide ses parents à travailler la terre. Certes, il entretient des contacts avec la famille Aboutboul, mais il se tient à carreau et disparaît des radars de la police sauf une fois : au début de 2004, il est cité comme le possible recruteur de quatre tueurs biélorusses venus « liquider » Yaakov Alperon, les frères Gavrieli, et quelques autres. Mais cette piste ne mène nulle part et Saban semble sorti d'affaire. Du moins, jusqu'en 2007. Car durant l'été de cette année-là, la police ukrainienne contacte Interpol afin de lui demander l'aide de la *PNI*. En substance, les Ukrainiens sont sur une très grosse affaire s'étendant à de nombreux autres pays et ils n'ont pas les moyens d'enquêter seuls.

Il s'agit d'un commerce international de femmes, et si leurs investigations sont bien avancées, plusieurs conversations téléphoniques écoutées aboutissent en Israël. Les policiers de l'État hébreu pourraient-ils les aider en identifiant les numéros appelés ? Et en traduisant les conversations ?

Le premier numéro est celui d'un « homme d'affaires » connu dans le secteur de l'immobilier. Un businessman a priori honorable… sauf qu'il dirige en sous-main plusieurs « salons de massage » de la région de Tel-Aviv. C'est une figure du milieu de la prostitution. Menacé d'un scandale, l'homme accepte de collaborer avec la justice. En décembre 2007, il signe avec le parquet un accord lui accordant l'impunité en échange de toutes les informations relatives à ses activités illégales, à ses complices et à leur réseau.

Pendant plusieurs semaines, la taupe se promène partout avec un micro et un enregistreur. Ses interlocuteurs lui font confiance et ils parlent. Certains enregistrements contiennent des références explicites aux mauvais traitements dont les femmes sont les victimes. Les trafiquants se flattant de leurs exploits en riant. L'un frappe les récalcitrantes « pour les punir », un autre les viole « pour leur apprendre ».

Les informations s'accumulent et toutes les pistes mènent à Rami Saban, qui est placé aussitôt sous surveillance. L'enquête est complexe car le réseau de « l'agriculteur » est international. Avi Yanaï, le numéro deux de son organisation, opère à partir de Moscou où il s'est enfui en 2003 pour échapper à une condamnation dans le cadre d'un autre dossier plus sordide encore : il faisait venir d'Europe de l'Est des jeunes femmes enceintes qui accouchaient en Israël et vendaient leur bébé à des familles adoptives.

En Russie, l'Israélien s'est en tout cas reconverti dans le commerce d'appareils électroniques. Pour la façade. En réalité, il est chargé de trouver des « bananes » pour Saban et de les faire circuler avec la complicité de policiers russes corrompus qui leur fournissent de faux papiers.

Associés à la *PNI*, les services judiciaires des pays de l'Est concernés par le trafic décortiquent patiemment les flux de circulation mis en place par l'organisation. Une première ligne mène de Moscou à Bruxelles et à Anvers, une deuxième de Moscou à Amsterdam, et les autres à Londres, à Istanbul, à Chypre ou au Caire puis à Tel-Aviv.

Saban est un homme intelligent qui a retenu les leçons de son arrestation en 2000. Il s'entoure de protections et veille à faire profil bas en évitant les dépenses ostentatoires et les sorties tapageuses. Ses échanges téléphoniques codés témoignent en tout cas que son organisation a conclu des accords avec des passeurs bédouins du Sinaï.

Rendez-vous chez Maxim

À partir de 2005-2006, réagissant aux nouvelles lois israéliennes punissant le trafic d'êtres humains, le nouveau « roi de la viande » réduit considérablement la taille de ses filières opérant à l'intérieur de l'État hébreu. Du racolage sur la voie

publique et du « massage » dans les salons spécialisés, les filles passent au service *online* en utilisant évidemment des pseudos.

Selon Avi Digmi, alias « Doudou », un des piliers de l'organisation qui a conclu un « *plea bargain* » avec le parquet en échange de l'abandon de vingt-quatre charges pénales le concernant, Saban louait un appartement dans une rue paisible de Tel-Aviv. C'est là qu'il séquestrait pendant quelques jours les filles épuisées et désorientées qui venaient de franchir clandestinement la frontière israélo-égyptienne.

C'est là également que les proxénètes faisaient leurs emplettes. « Rami Saban et un autre type m'appelaient après quelques heures ou après un jour ou deux », a raconté Digmi aux policiers[145]. « Ils me demandaient de venir pour choisir les filles que je voulais acheter ». Et de poursuivre : « Il y en avait dix ou quinze qui venaient de Russie via l'Égypte. Je les regardais et les examinais. Comment elles étaient, leur poitrine et leur corps […]. Celles qui étaient déjà avec moi au moment de l'examen traduisaient mes instructions pour les nouvelles qui ne comprenaient pas l'hébreu ».

Jouant la prudence en Israël, l'organisation cherche des débouchés à l'étranger et la République turque de Chypre du nord lui en offre d'intéressants. En 2008, Saban s'associe donc à Guy Hassid pour lancer le « K5 Maxim », un club de strip-tease pour touristes couvrant un bordel géant où les contingents de filles tournent à un rythme soutenu.

L'enquête internationale initiée par l'Ukraine arrive à terme au début de 2009. En mars, trois clubs de strip-tease situés à Ramat Gan et des bordels d'abattage sordides proches de l'ancienne gare des autobus de Tel-Aviv sont fermés. Saban est arrêté, suivi par Avi Yanaï en Russie, et par une trentaine d'autres dont les policiers russes corrompus. Guy Hassid est interpellé sur le balcon de sa luxueuse villa faisant face à la mer. Il est transféré à Istanbul et le « K5 Maxim », placé sous scellés.

Le procès de la bande s'ouvre à Tel-Aviv au début de 2012. Bien sûr, Rani Saban nie tout, mais il y a les témoignages, les conversations téléphoniques, et les enregistrements effectués par la taupe policière. Montant de l'addition ? Dix-huit ans de prison ainsi que le versement de dommages et intérêts aux treize femmes qui avaient accepté de témoigner contre lui. Quant à ses complices, ils écopent de peines variant de trois à dix ans de privation de liberté[146].

À Moscou, Avi Yanaï doit lui rendre des comptes devant un tribunal militaire. En « République turque de Chypre du nord », Guy Hassid moisit d'abord dans une cellule locale avant d'être transféré plus d'un an dans une prison turque jusqu'à son extradition vers Israël le 11 février 2013.

Clôture électronique

Le démantèlement de plusieurs réseaux et les critiques internationales envers la passivité de l'État hébreu dans la lutte contre le trafic d'êtres humains ont fini par réveiller les autorités de Jérusalem. En fait, il a fallu que la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton commence à montrer des signes d'impatience pour que Binyamin Netanyahou se décide à bouger. Le 12 février 2012, en plein procès Rami Saban, le gouvernement a décidé de soutenir une proposition de loi présentée par trois partis de la majorité et de l'opposition des poursuites criminelles pour les clients des prostituées. Ce texte censé parfaire l'appareil législatif mis en place auparavant prévoit des peines pouvant atteindre six mois de prison.

Parallèlement à cet effort législatif, la construction d'une « barrière de sécurité » de 246 kilomètres de long longeant la frontière égyptienne a été accélérée. Certes, ébauché en 1995 lorsqu'Itzhak Rabin était encore premier ministre, ce chantier a d'abord une vocation sécuritaire. Mais il vise également à empêcher les réseaux de contrebande de franchir impunément la frontière. Il a été achevé dans les premiers jours de l'année 2013.

Dix-neuf mois plus tard, le 6 septembre 2015, a commencé l'érection d'une barrière semblable le long de la frontière israélo-jordanienne. Celle-ci remontera des environs d'Eilat, à l'extrême sud de l'État hébreu, jusqu'aux contreforts du plateau du Golan (extrême nord) où une autre clôture sépare la partie du plateau annexée par Israël du reste de la Syrie.

Si ces chantiers – et surtout celui de la frontière égyptienne – a rendu plus difficile l'importation de prostituées, ils n'ont pas vraiment empêché les proxénètes de prospérer… en trouvant leurs victimes sur le marché local.

En avril 2014 ont ainsi été arrêtés sept membres d'un réseau proposaient à leurs clients des filles âgées de quatorze à vingt-cinq ans. Coût d'une passe ? De dix à vingt euros.

Huit mois plus tard, nouvelle opération. Cette fois, la *PNI* démantèle un réseau opérant dans les territoires palestiniens occupés. Car on a beau être colon et partisan du « Grand Israël », on n'en reste pas moins homme…

Pour ce que l'on en sait – les événements sont toujours très flous lorsqu'ils se passent en Cisjordanie – la filière opérait sous la couverture d'une secte messianique attirant des Juifs religieux. Celle-ci était dirigée par deux colons de Kyriat Arba, l'une des implantations les plus extrémistes, avec l'aide d'un complice basé à Jérusalem et d'un autre à Ashkelon. Les femmes choisies pour se prostituer – pardon, pour « s'offrir au peuple d'Israël »- étaient gavées de drogue et d'alcool au point de parfois en devenir inconscientes.

Le magot de la « Madame »

La *PNI* a multiplié ses opérations anti-proxénétisme dans le courant des années 2014-2015. À Tel-Aviv et environs, de nombreux appartements privés servant de maisons de passe ont été perquisitionnés et placés sous scellés. Au début de 2015, le plus gros bordel de la région du Sharon a également été fermé et en juillet 2015, Einat Harel (51 ans), a été inculpée dans la plus importante affaire de proxénétisme et de blanchiment d'argent qu'ait connu l'État hébreu depuis longtemps.

Surnommé « la Madame », cette femme divorcée et mère de deux enfants avait déjà eu des ennuis avec la justice en 2006 pour les mêmes faits mais elle s'en était tirée sans ennuis. Ce qui l'a encouragé à développer ses affaires en créant un réseau plusieurs bordels dissimulés dans des pavillons et des appartements privés de la région de Tel-Aviv. Certains de ses lieux se passe se trouvaient dans immeubles minables et d'autres, dans des bâtiments nettement plus luxueux.

La « Madame » employait dix-huit filles. Elle prélevait de 135 à 145 Shekels (environ 39 euros) sur les passes qui étaient, elle, facturées de deux cents à trois cent cinquante Shekels. En fonction des desiderata du client.

Le réseau d'Harel a fonctionné jusqu'à 2014 et sa patronne avait tout calculé pour qu'il tourne comme une machine bien huilée. Ainsi, la passe ne devait pas durer plus d'une demi-heure et les prostituées étaient obligées de se fournir auprès de l'organisation. À des prix prohibitifs : : un euro pour la location d'une

serviette propre, six euros pour le service de lessive pendant les heures de travail d'une fille, huit euros le préservatif et trois euros la tasse de café.

L'inspection du fisc a calculé que la « Madame » gagnait sur tout, ce qui lui permettait de faire rentrer mensuellement 168 269 euros dans ses caisses. Le tout, net d'impôts puisqu'elle ne déclarait rien.

À part la location des appartements évaluée à douze mille euros par mois, l'entretient de son réseau ne lui coûtait strictement rien. En huit ans, Harel a ainsi amassé un pactole de treize millions d'euros. Le 14 juin 2016, elle a écopé de trois mois de prison ferme et de quelques dizaines d'heures de travaux d'utilité sociale, ainsi que d'une amende d'environ mille deux cents euro. Un jugement particulièrement clément qui n'a quasiment recueilli aucun écho dans les média de l'État hébreu.

Le Lion de Sion

Le renforcement de la répression policière visant l'industrie du sexe tarifé a certes rendu plus difficile la vie des trafiquants d'êtres humains. Les plus astucieux se sont orientés vers le web à l'instar des sites « *V-Kontakt* » et « *Golden club* » qui promettaient aux filles de l'est un travail payé cinq mille euros nets par mois « en face de la mer ». Mais d'autres préfèrent continuer à employer les bonnes vieilles méthodes. C'est le cas du boxeur poids lourds Roman Grinberg arrêté pour proxénétisme au printemps 2014. Un coup de tonnerre dans les milieux sportifs israéliens.

Âgé de 32 ans, vainqueur de vingt-sept combats sur vingt-huit depuis le début de la carrière professionnelle, cet ex-Moldave arrivé en Israël durant sa tendre enfance était – et reste – un grand nom de la boxe. Un surdoué qui a commencé à monter sur le ring à l'âge de onze ans à Kyriat Bialik (région de Haïfa) et qui n'avait plus quitté le milieu depuis lors.

Champion d'Israël en 1999, champion du monde (catégorie junior) en 2000, Grinberg a rapidement trusté les titres les plus importants pour imposer son nom dans le petit monde du ring. À Londres où il allait souvent s'entraîner de manière beaucoup plus professionnelle que dans l'État hébreu, ses pairs n'ont d'ailleurs pas traîné à le surnommer le « Lion de Sion ».

Sauf que la boxe professionnelle n'a qu'un temps et que l'âge venant, le cogneur a dû envisager une reconversion lucrative. En 2013, il s'est donc reconverti dans le proxénétisme avec l'aide de deux complices basés en Israël et d'un homme de contact basé en Europe de l'est.

Leurs cibles ? De jeunes Ukrainiennes qu'ils baratinaient en leur proposant des vacances de rêve au Proche-Orient moyennant quelques prestations de danseuse dans des clubs.

Aussitôt débarquées, les jeunes femmes auxquelles les proxénètes avaient fait miroiter monts et merveilles ont été envoyées dans un bordel de la région de Haïfa pour y pratiquer l'abattage.

En plus, le boxeur sur le déclin et ses potes se payaient du bon temps gratuit. Manifestement, ils n'étaient pas au courant du renforcement de la législation israélienne sur le trafic d'êtres humains. Encore moins du renforcement des procédures de répression décédé par le parquet et par la *PNI*.

Grosse erreur, car la bande a rapidement été repérée après avoir réussi à « importer » plusieurs Ukrainiennes en Israël grâce à leur contact local qui touchait mille dollars par tête.

Lorsqu'il a compris que la *PNI* était au courant de ses activités illégales et le recherchait, Grinberg a qui quitté le domicile parental pour tenter de vivre dans la clandestinité. Il a été interpellé par hasard à Atlit (grande banlieue de Haïfa) par une patrouille motorisée qui avait remarqué son air de conspirateur lorsqu'il marchait en rue.

Lorsque les policiers lui ont demandé ses papiers, il a prétendu qu'il les avait perdus et qu'il ne se souvenait plus de son numéro d'identité, une série de neuf chiffres que tout le monde est censé connaître par cœur en Israël.

Arrêté, immédiatement placé sous mandat d'arrêt sur ordre du parquet de Haïfa, l'ex-boxeur savait peut-être résister aux coups sur un ring mais il n'était pas de taille à affronter les interrogatoires policiers. Il s'est donc empressé de conclure un accord de plaider coupable à la suite duquel il a été condamné à douze mois de prison le 8 juillet 2014.

Madame Sonia

Le trafic des êtres humains attire également du beau monde en Israël. En juin 2015, le chroniqueur politique Amit Segal a ainsi diffusé un reportage télévisé en plusieurs parties dévoilant le passé sordide du député du Likoud, Oren Hazan, élu pour la première fois à la Knesset à l'occasion des législatives du 17 mars 2015.

Fils de l'ex-député Yehiel Hazan, une figure du Likoud obligée de démissionner de la Knesset après avoir truqué un vote et tenté de faire disparaître les preuves de son implication dans l'affaire, le nouvel élu a entamé une ascension fulgurante dès son entrée au parlement israélien. Vice-président de cette assemblée, il est également devenu membre de la commission très prestigieuse et très convoitée des Affaires étrangères et de la Défense.

Mais en juin 2015, le reportage de Segal lui a coupé les ailes en révélant que Hazan avait dirigé le casino « Gold », un établissement situé dans un hôtel de Burgas, la station balnéaire bulgare la plus prisée des touristes israéliens.

Le casino était-il « protégé » par la mafia locale à l'instar des autres ? Mystère. En tout cas, il est acquis que Hazan, outre les alcools forts, proposait des drogues dures ainsi que des filles à ses clients.

Contraint d'abandonner la vice-présidence de la Knesset et, plus tard, la commission des Affaires étrangères et de la Défense, le jeune député Likoud à déposé plainte en diffamation contre Segal en l'accusant de se livrer à un « assassinat politique ».

Le procès à débuté durant l'été 2016 et, contrairement à ce que pensait Hazan, son contradicteur a réussi a faire venir en Israël une série de témoins confirmant que le plaignant se livrait bien à la traîte d'être humains.

Spécialement venu du Népal où il réside désormais, un Bulgare expert dans la gestion de casinos a ainsi raconté comment il s'est rendu avec Hazan au « Red rose », une boîte strip-tease voisine dirigée par une certaine « madame Sonia ».

Là, le futur membre de la Knesset et la maquerelle ont discuté devant lui du prix des filles qu'il fallait envoyer au casino « Gold » pour satisfaire certains clients.

Du pain sur la planche

Quelle que soit l'efficacité de la *PNI* en matière de lutte contre le trafic d'êtres humains, ses succès restent limités. Selon une enquête ordonnée par le ministère israélien de la Protection sociale et publiée à la fin de février 2016, environ 12 370 femmes et 1 200 hommes se prostitueraient dans les grandes villes de l'État hébreu. Environ 11 % des femmes seraient des mineures d'âge et la même proportion de celles et de ceux qui arpentent le trottoir ont débuté avant d'avoir atteint leur majorité.

Dans le cadre de ses recherches, le ministère de Protection sociale a interviewé 700 femmes en leur promettant l'impunité et l'anonymat total. Il ressort de cette étude que 52 % des prostituées sont originaires de l'ex-URSS et de ses anciens satellites. En 2015, 180 femmes sur le point d'être "importées" en Israël à des fins de prostitution ont été interceptées à la frontière. Pour les seuls mois de janvier et de février 2016, 67 personnes ont été interpellées à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, ce qui démontre que les filières israéliennes de trafic d'êtres humains sont plus actives que jamais.

Dans le courant de la seule année 2015 par exemple, deux cent trente quatre dossiers nécessitant une collaboration suivie entre les polices israélienne, ukrainienne et russe – dont plus de vingt concernaient des mineurs d'âge – ont été ouverts à Jérusalem. Certes, le rapport du Département d'État américain sur le trafic des êtres humains daté de juillet 2016 se félicite de cette mutualisation des enquêtes tout comme il constate les progrès importants réalisés par l'État hébreu en matière de lutte contre les différentes formes de trafic d'être humains. Mais il estime également qu'il reste encore beaucoup de pain sur la planche.

Le 17 juillet 2016 à Haïfa, soit quelques jours après la publication du rapport, ont ainsi été inculpés pour trafic d'êtres humains la jeune Alicia Zalman (25 ans) et son compagnon Alexander Radan.

A priori charmante, Zalman avait commencé à recruter ses copines de régiment en 2011 alors qu'elle était âgée de 19 ans et qu'elle venait d'entamer des études à Haïfa. Ensuite, elle a élargi son champ d'action en publiant des petites annonces en russe. Elle proposait aux jeunes femmes appâtées d'effectuer un « voyage gratuit en Israël », leur confisquait le passeport à l'arrivée dans l'État hébreu et les obligeait ensuite à faire de l'abattage dans les hôtels de la région.

En six ans, l'organisation de Zalman s'est étendue à Jérusalem et à toutes les grandes villes de l'État hébreu. Sa patronne avait établi un tarif précis prévoyant

tous les cas de figure, y compris le sexe oral sans préservatif. Chaque prostituée – et il y en avait beaucoup – était obligée de reçevoir de dix à treize clients par jour et les passes ne devaient pas durer plus d'une demi-heure. Zalman gardait deux-tiers de ce que gagnaient les membres de son cheptel, soit vingt cinq mille euros par mois.

133. Pour des raisons budgétaires, l'effectif squelettique de cette unité a été réduit à partir de 2011.

134. Recrutées comme « artistes », « danseuses », « serveuses », voire strip-teaseuses pour les moins naïves, elles étaient censées rester trois mois dans chaque étape de leur tournée internationale.

135. L'une de ces fausses « cliniques dentaires » fonctionnait sur l'avenue King-George, en plein centre de Jérusalem-Ouest, la partie juive de la ville.

136. Des prostituées russophones ont également été envoyées à Ramallah (Cisjordanie), la capitale administrative provisoire de l'Autorité palestinienne (AP), ainsi que dans la bande de Gaza qui n'était pas encore passée sous la férule du *Hamas*. Leur présence était connue du Service Palestinien de Sécurité Préventive (SPSP), l'équivalent des renseignements généraux de l'AP. Dirigée par Jibril Rajoub en Cisjordanie et par Mohamad Dahlan à Gaza, cette police avait alors créé une cellule spéciale chargée de suivre les mouvements de ces filles, et surtout d'identifier leurs clients. Celle-ci opérait de manière quasi-clandestine en raison de la pudibonderie ambiante, mais deux de ses membres, qu'il nous a été donné de rencontrer en 1997 et en 1998, nous ont dévoilé une partie de ses activités. Ils nous ont en tout cas confirmé que le commerce était florissant et que l'identité de notables bedonnants fréquentant assidûment les demoiselles était transmise à *la Moukhata*, le palais présidentiel d'Arafat. Certains dossiers compromettants pour des membres du *Fatah*, le parti au pouvoir, étaient gardés précieusement dans le coffre de Dahlan. À toutes fins utiles…

Il existe encore aujourd'hui en Cisjordanie des réseaux employant de jeunes Palestiniennes. Celles-ci travaillent dans des maisons tenues par des « Madames ». Huit de ces établissements ont été fermés depuis le début des années deux-mille. La plus connue de ces « Madames » dispose de la nationalité égyptienne, et plusieurs de ses filles opèrent également dans les grands hôtels de la riviera de l'État hébreu grâce à de faux documents d'identité israéliens.

137. Rapport intitulé : *Un autre envoi de Tachkent, contour du proxénétisme israélien*, décembre 2007.

138. Parmi lesquelles la députée Zeava Gal-On présidente du petit parti progressiste d'opposition « *Meretz* ».

139. Voir page 442.

140. Cette unité est extrêmement sélective et plus de 90 % de ceux qui y postulent se voient opposer un refus. Les candidats retenus subissent une formation rigoureuse au cours de laquelle la plupart abandonnent. La « *Shayetet 13* » est intervenue le 30 juin 2010 sur le « *Navi marmara* », le navire amiral de la « flottille de la liberté » qui tentait de briser le blocus naval de la bande de Gaza. L'opération s'est soldée par neuf morts et plusieurs dizaines de blessés, y compris parmi les commandos.

141. Voir Yann Tassin, *Coke à bord*, La Manufacture de livres, 2011.

142. L'idée de « Tarzan » n'a pas été oubliée puisque, dix ans après les premiers contacts entre lui et les Russes, la *DEA* a arrêté une soixante colombiens qui trafiquaient de la cocaïne grâce à de vieux submersibles déclassés.

143. Créée artificiellement par la Turquie après l'invasion de Chypre en 1974, cette « république » n'est pas reconnue internationalement sauf par Ankara. Elle dispose cependant d'un bureau de représentation commerciale sur la Tayelet, la promenade de mer de Tel-Aviv, qui a fermé ses portes depuis la détérioration

des relations entre la Turquie et Israël. En raison de son statut particulier, la « République turque de Chypre du nord » accueille de nombreux truands et mafieux recherchés par la justice de leur pays.

144. Conversation avec l'auteur.

145. *Haaretz*, 5 février 2013. Le quotidien a publié ce témoignage après avoir obtenu l'autorisation du tribunal de Tel-Aviv de révéler le nom de Digmi. Celui-ci était classifié jusqu'alors.

146. Pour trouver un dossier de traite d'êtres humains aussi important que celui dans lequel Rami Saban est impliqué, il faut remonter à la fin du dix-neuvième siècle lorsque les membres de l'organisation criminelle juive *Tzvi Migdal* parcouraient les villages pauvres et les ghettos juifs d'Europe de l'Est en promettant le mariage à des jeunes filles aussi religieuses que pauvres et naïves. Une fois l'accord de mariage conclu avec les parents de ces filles, celles-ci étaient envoyées dans les bordels de l'organisation et forcées de se prostituer. Lorsqu'elle était au sommet de sa puissance, l'organisation *Tzvi Migdal* gérait plus de cinq mille maisons de passe en Amérique du nord (New York) et du sud (Argentine, Brésil), en Afrique du Sud (Johannesburg), ainsi qu'en Asie (Inde, Chine, Japon). Pour en savoir plus sur cette étrange affaire, lire l'enquête de la journaliste d'investigation Isabel Vincent *Bodies and souls* Harper's New York, 2005.

XVIII

French touch

Le flux de nouveaux émigrants francophones en Israël ne cesse d'augmenter depuis les années 2010-2012 et bon nombre de spécialistes au faîte de la question ont déjà publié des articles de fond expliquant les raisons de cette *alyah* : l'antisémitisme grandissant, les attentats revendiqués par « l'état islamique », la crise économique frappant l'Europe occidentale…

Au début de 2016, de quatre-vingt à quatre vingt-dix mille Israéliens d'origine française résidaient dans l'État hébreu. Si la plupart de ces « *olim* » sont parfaitement honnêtes et ont choisi de s'installer dans ce pays pour donner une nouvelle orientation à leur vie ou parce qu'ils estiment mieux pouvoir pratiquer leur religion, d'autres sont « montés » en Israël pour des motifs moins respectables. Parce qu'ils voulaient échapper aux foudres du fisc ou parce qu'étant recherchés par la justice de l'Hexagone dans le cadre de divers dossiers judiciaires relatifs à des affaires de cavalerie et de blanchiment. Parmi ces fuyards, certains protagonistes des deux affaires du Sentier, ces scandales financiers qui ont défrayé la chronique judiciaire à partir de la fin des années 1990.

En résumé, la première affaire du Sentier concerne une série de commercants mis en examen puis condamnés pour avoir émis des traites fictives, jamais honorées, et escomptées auprès d'une série de banques.

Grâce à ce système somme toute enfantin, les escrocs ont engrangé beaucoup d'argent et mené grand train.

Quant à l'affaire dite « Sentier II », elle a éclaté au début des années 2000 avec la découverte d'un circuit permettant à une série de personnes de blanchir de l'argent noir par le biais de banques françaises et israéliennes, ainsi que de bureaux de change situés dans l'État hébreu. Ces fameuses officines dont nous avons parlé au début de cet ouvrage parce qu'elles étaient notamment contrôlées

par Zeev Rozenstein, par la famille Aberjil, ainsi que quelques autres figures criminelles reconnues de l'État hébreu.

Dans le cadre de l'affaire « Sentier II », 138 personnes et quatre banques ont en tout cas été renvoyées en correctionnelle. Le procès portait sur une fraude évaluée à au moins deux milliards d'euro.

Plusieurs des protagonistes de ce dossier ainsi que du précédant ont fui en Israël. À leurs yeux, il s'agissait de la meilleure solution puisque l'État hébreu, leur pays d'accueil, extrade difficilement ses nationaux sauf si ceux-ci sont consentants. De plus, il n'existe pas de traité d'extradition entre la France et Israël.

Chaque cas doit donc être négocié, ce qui prend du temps. Surtout lorsque les relations entre les deux pays sont tendues…

Mais toutes les portes entre les deux États ne sont pas fermées puisqu'Israël et la France ont ratifié la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale. Ce qui facilite leur coopération.

En cas d'extradition, la législation israélienne prévoit en tout cas que le pays requérant doit s'engager à ce que l'inculpé puisse purger sa peine dans l'État requis (le pays d'où il a été extradé) s'il devait être condamné.

Vers 2013-2014, lorsque Tzipi Livni, aujourd'hui députée centriste d'opposition, était ministre de la Justice dans le gouvernement de Binyamin Netanyahou, la relation judiciaire entre Paris et Jérusalem s'est fortement renforcée. Une cellule commune chargée d'examiner le cas de plusieurs des escrocs franco-israéliens, dont nous traiterons dans ce chapitre et dans le suivant, a d'ailleurs été mise en place. Les échanges d'informations sont également devenus plus fréquents. Et ont été mieux suivis.

Renforcée également, la collaboration entre les services des Douanes des deux pays. En témoignent depuis la fin de 2015, la multiplication des opérations de fouille de passagers suspects embarquant pour Tel-Aviv à partir de l'aéroport Charles de Gaulle et le nombre grandissant de « comités d'accueil » qui interpellent des Français dès leur arrivée à l'aéroport Ben Gourion.

En quelques mois, une vingtaine de passeurs ont ainsi été interceptés avec de fortes sommes en euros planquées dans les valises à double ou tout simplement sur eux. Si un certain « Jacques » a été arrêté avec 80 000 euros, le fruit de ses

économies non déclarées qu'il prétendait vouloir mettre à l'abri afin de préparer son *alyah,* Akiba J., un étudiant âgé de 19 ans, a lui été coffré avec 552 000 euros en coupures de 50 à 500 euros planquées dans un appareil électroménager emballé dans sa valise ainsi qu'une enveloppe de 7 000 euros qu'il transportait sur lui. Il a aussi tôt été déféré devant le tribunal de district de Jérusalem pour avoir enfreint la loi obligeant quiconque introduit un montant supérieur à deux cent mille dollars dans l'État hébreu doit le signaler aux autorités.

Rappelons que les arnaqueurs ne sont qu'une minorité au sein de la communauté d'origine française installée en Israël et que la plupart des autres *olim* les condamnent tout comme ils dénoncent le manque de réactivité des autorités de Jérusalem à l'égard de ces « escrocs qui nuisent à l'image d'Israël ainsi qu'à celle des Juifs en général ». En privé, des rabbins influents d'origine française et des responsables communautaires ne mâchent d'ailleurs pas leurs mots lorsqu'ils évoquent des « parasites ». Mais en privé seulement car les mêmes se refusent à toute déclaration publique pour « ne pas alimenter l'antisémitisme ».

Les rois de la pub

Quoi qu'il en soit, on trouve de tout dans la catégorie des nouveaux immigrants sentant le souffre. Des arnaqueurs à la petite semaine, des trafiquants de tous calibres, des magouilleurs professionnels revendiquant fièrement leurs combines, et même Freddy Berrih, un dentiste de Beauvais condamné à cinq ans de prison, à trente mille euros d'amende, ainsi qu'à l'interdiction définitive d'exercer pour avoir gravement mutilé la mâchoire de dizaines de patients entre 1988 et 2004. En fuite depuis 2011 – il était absent à son procès tenu devant le tribunal de Beauvais – celui que les chroniqueurs judiciaires locaux avaient alors surnommé le « dentiste boucher » a en effet trouvé refuge à Raanana, une petite ville fort prisée des francophones et située dans la grande banlieue de Tel-Aviv.

Ces « nouveaux Israéliens « d'origine française ont en tout cas compris qu'ils doivent se tenir à carreau dans leur nouveau pays d'accueil. Ils préfèrent souvent filer droit dans l'État hébreu tout en continuant à nuire dans leur pays d'origine..

En décembre 2008, le *PNI en* a ainsi interpellé une trentaine, spécialisés dans la vente de publicité fictive en France. Pendant trois ans, ces escrocs – dont plusieurs étaient basés dans l'Hexagone avaient proposé à des PME de se charger « gratuitement » de leur publicité sur internet, dans les pages jaunes et dans les annuaires professionnels.

Une aubaine pour ces petits patrons isolés qui pensaient réaliser une bonne affaire. En réalité, une clause quasiment illisible des contrats le plus souvent envoyés par fax stipulait que la prétendue « publicité gratuite » ne l'était pas. D'ailleurs, peu après la signature la signature du document, les escrocs harcelaient leurs victimes en exigeant un ou plusieurs paiements qui ont atteint 80 000 et 96 000 euros dans les cas les plus graves.

Outre le harcèlement téléphonique, ils utilisaient les méthodes chères aux récupérateurs de créances : pressions psychologiques, lettres d'« avocats » bidons, menaces de saisie et de procès prononcées sur un ton comminatoire…

Tout se passait à partir d'un local d'Ashdod dans lequel était installé un *call center*, une plateforme VOIP rendant l'origine de l'appel indétectable à l'étranger. Les « télévendeurs » ne prospectaient pas les grandes entreprises mais les PME, des exploitants agricoles et les petits indépendants de province plus facile à berner.

L'organisation était dirigée par Jacques Benayoun, un représentant en produits textiles à la retraite, et par son fils Boris. Elle a fonctionné entre 2005 et 2008 et a permis à quelques « *olim* » d'encaisser entre 3,5 et cinq millions d'euros dont une petite partie (231 547 euros) ont ensuite été saisis sur trois comptes en Suisse.

Jacques Benayoun opérait à partir d'Ashdod mais n'avait pas effectué son *alyah* en 2005 parce qu'il brûlait d'une envie pressante de fouler le sol de la en Terre sainte. Ou par sionisme. En fait, il s'est installé là-bas parce qu'une information judiciaire le concernant était déjà ouverte par le parquet d'Évry et parce qu'un autre de ses fils – ainsi que sa bru – venait d'être condamné pour escroquerie.

À Ashdod, l'ex-représentant de commerce et son fils se sont donc rapidement lancés dans de nouvelles arnaques. Grâce des sociétés notamment baptisées « Net.com » et « Net.communication », « France communication », « Infocom »

ou « Page118.net », ils ont ratissé large. Et porté préjudice à au moins six cents entreprises dont 132 ont ensuite été identifiées.

Jacques Benayoun a été arrêté en décembre 2008 par la police israélienne. Celle-ci répondait à une demande de la justice française qui avait, huit mois auparavant, interpellé quatre comparses résidant dans la région parisienne.

Lorsqu'ils ont perquisitionné au domicile de l'ex-représentant de commerce ainsi que chez une trentaine de complices présumés basés à Ashdod, les enquêteurs ont saisi des berlines de luxe, des bijoux de valeur ainsi que 700 000 euros en liquide.

Extradé en 2009, inculpé en France en décembre de la même année, Benayoun est passé par Fleury Merogis avant d'être placé sous contrôle judiciaire.

Son procès, celui de son fils, ainsi qu'Henri Elharrar et de Benoît Vacheron, deux commerçants du Sentier qui transféraient vers Israël les fonds escroqués aux victimes de la filière, a débuté en juillet 2014 à Dax.

Quarante-quatre parquets différents s'étaient dessaisis en faveur de la justice dacquoise, qui s'attendait à un procès géant. Pour l'occasion, le tribunal a d'ailleurs tenu ses audiences dans l'Atrium, une salle louée pour l'occasion car beaucoup plus spacieuse que celles du palais de justice. Mais les victimes de Benayoun et de ses complices ne sont pas pressées au portillon.

Par peur du ridicule ? Parce qu'elles voulaient oublier leur mésaventure ? En tout cas, l'ex-représentant de commerce, qui s'était présenté libre aux audiences, a été condamné à huit ans de prison et à quatre cent mille euros d'amende. Quant au fils, il a écopé de sept ans et de trois cent mille euros d'amende alors qu'Elharrar et Vacheron s'entendaient condamner à quatre ans et cent cinquante mille euros d'amende.

La liste des Français qui se sont crus – à tort – sortis des ennuis parce qu'ils venaient d'acquérir la nationalité israélienne au nom de la « loi du Retour » est encore longue. Parmi de nombreux cas, épinglons celui de Thierry Chemla, extradé en janvier 2015 après une cavale de neuf ans.

En 2006, ce négociant avait fait son *alyah* pour échapper à une condamnation de vingt ans de prison dans le cadre d'une tentative d'escroquerie réalisée à Marseille en 2002. À l'époque, le fuyard avait bouté le feu à un entrepôt dans l'espoir de faire casquer sa compagnie d'assurances. Marylène Fouque (45 ans),

une personne résidant dans un appartement situé au-dessus de l'entrepôt avait alors été brûlée vive.

Un an après son extradition par Israël, Chemla a comparu une nouvelle fois devant les assises des Bouches-du-Rhône qui l'ont définitivement condamné à quinze ans de prison.

Le beau Gilbert

Mais ce marchand de chaussures n'est pas une grosse pointure. Au moment où ces lignes sont écrites, le plus célèbre des Français en cavale en Israël est sans conteste Gilbert Chikli, un escroc connu pour avoir soutiré vingt-trois millions d'euros à une vingtaine de banques françaises en se présentant comme un agent de la DGSE impliqué dans la lutte anti-terroriste[147]. Par la suite, en réussissant à se faire passer de hauts responsables auprès des services comptables des entreprises qu'ils voulaient « taxer », lui et ses amis ont inventé « l'escroquerie au président », également connue sous le nom « d'escroquerie au faux virement international » (FOVI).

Bien sûr, Chikli, ses complices – et ceux qui les ont imités par la suite – n'ont pas toujours réussi à pomper toutes les entreprises qu'ils ciblaient. Mais ils ont quand même amassé un beau pactole et leur arnaque fait désormais partie des cas d'école étudiés dans les facultés de criminologie du monde entier.

Car le cas de cet escroc est emblématique. Intelligent mais peu cultivé et peu éduqué, l'homme est doté d'une grande finesse. C'est un intuitif doté d'un bagout hors du commun. Des « qualités » qui l'ont aidé à trouver le point faible d'une série d'entreprises françaises censées se montrer plus regardantes sur la manière dont leur comptabilité était gérée.

Les méfaits de Chikli et de ses complices ont largement été détaillés à l'occasion de leur procès devant le tribunal correctionnel de Paris. En mai 2015, celui-ci s'est soldé par une condamnation de l'escroc à sept ans de prison. *In abstentia* puisque, au moment où le juge lisait les attendus, l'intéressé résidait dans une villa avec piscine et jacuzzi, au milieu d'un quartier huppé d'Ashdod.

Bien intégré dans cette ville située à vingt-cinq kilomètres au sud de Tel-Aviv et où résident de nombreux « *olim* » français, Chikli s'est lancé dans les affaires peu après 2010. Il a acheté une société de taxi et des appartements. En outre, il

s'est associé avec d'autres dans une plateforme de forex qu'il affirme située sur le boulevard Rotschild de Tel-Aviv, la plus prestigieuse des avenues de la capitale économique israélienne.

Gilbert Chikli ne se cache pas en Israël. Loin de là. Entre deux entraînements de polo qu'il doit parfois modérer en raison de petits problèmes cardiaques prétend-il, ce qui ne l'empêche pas de sortir beaucoup et de s'afficher avec ses nombreux amis ou obligés. Force est également de constater que Chikli tente de se refaire une moralité en distribuant de l'agent à des œuvres sociales ainsi qu'à des synagogues fréquentées par des francophones pour lesquels l'argent n'a pas d'odeur.

Tchatcheur il était en France et tchatcheur il est resté en Israël. « Un jour je l'ai vu débarquer dans mon bureau peu après avoir publié un article relatant ses déboires judiciaires en France », raconte Menachem Galili, rédacteur en chef de *Hashavoua Be Ashdod* (La semaine d'Ashdod), l'hebdomadaire local. « Il nous a expliqué que tout cela n'était pas vrai, qu'il est innocent, qu'il est un homme d'affaires honnête, et qu'il investit dans le pays. À l'entendre, la justice française lui voulait sans raison et sans doute par antisémitisme ». Et de poursuivre : « Il y a au moins un point sur lequel Chikli n'a pas menti durant notre entretien : il a effectivement fait du *business* en ville et il fait travailler des gens sans que l'origine de son argent ne dérange grand monde. Avant même sa condamnation en France, la *PNI* savait très bien ce qu'on lui reprochait à Paris. Pour lui comme pour de nombreux autres Français vivant en Israël et impliqués dans des coups pourris, le *deal* est clair : nos policiers les laissent faire leurs saloperies à l'étranger mais pas ici. Car s'ils avisent de nuire en Israël, ils leur tombent dessus vite fait ».

Le magot de l'OM

Depuis qu'il s'est réfugié en Israël, Chikli, que nous avons rencontré en juin 2015 pour l'entendre jurer qu'il « s'est désormais retiré des combines », a fait de nombreux émules. Certains ont réussi à monter des arnaques plus ou moins importantes[148] et d'autres ont tenté leur chance sans succès. C'est le cas de Robert Belhassen et Tony Bellaïche, deux escrocs qui ont failli l'Olympique

de Marseille de 756 000 euros en se faisant passer pour l'agent de joueur Meissa Ndiaye.

Grâce à de fausses factures et à un émail fictif, les deux hommes espéraient mener leur affaire jusqu'au bout avec l'aide de sept complices également identifiés depuis lors. Ils étaient tous des « *olim* » originaires de l'Hexagone ou des Français résidant quelque temps en Israël dans le cadre de *« Massa »*, un programme organisé pour permettre aux Juifs de la Diaspora de mieux connaître l'État hébreu en y vivant durant six mois ou un an.

Avant leur arrestation en janvier 2015, Belhassen habitait à Herzliya Pitouach, le quartier huppé de cette station balnéaire, et Bellaïche dans une luxueuse tour de Tel-Aviv.

Le premier était officiellement restaurateur et il avait effectué son *« alyah »* deux ans avant d'être arrêté. Quant au second, il était également un Israélien de fraîche et était connu comme informaticien. A en croire les enquêteurs français et israéliens, ils auraient, avant de s'attaquer à l'OM, déjà gagné un beau paquet d'argent – blanchi en Israël entre 2005 et 2009- en siphonnant les comptes de deux entreprises françaises à concurrence de 1 760 000 euros.

En Israël, Belhassen et Bellaïche avaient loué des bureaux grâce à un intermédiaire et c'est à partir de ces locaux qu'ils opéraient. Ils disposaient de comptes bancaires en Tchéquie, en Slovénie et à Chypre.

Quoi qu'il en soit, pour circonvenir l'entourloupe visant le club marseillais, les enquêteurs français et le *Yahbal* ont collaboré, ce qui mérite d'être signalé. En décembre 2014, Bellaïche a en effet eu vent de l'enquête le concernant et il a détruit de nombreuses preuves comptables ainsi que des données informatiques. Mais la police israélienne a réussi à en récupérer une partie. Des courriels accablants pour les deux escrocs. En outre, la coopération judiciaire entre Paris et Jérusalem a permis de récupérer une partie des fonds siphonnés.

Arrêtés, Belhassen et Bellaïche ont comparu à plusieurs reprises devant un juge israélien qui a prolongé leur mandat d'arrêt avec des attendus sévères. Ces audiences ont également permis de lever un coin du voile sur leur méthode de travail telle que la *PNI* l'a mise à jour au cours d'une enquête de plusieurs mois. Le 6 janvier 2016, la justice israélienne les a en tout cas condamnés à 18 mois de prison, au paiement d'une amende, et au remboursement des sommes indûment perçues.

Le fera-t-il ? C'est peu probable parce que les sommes pompées par l'escroc franco-israélien se sont perdues dans un circuit international opaque; Elles ont d'abord transité par l'Europe de l'Est avant d'aboutir en Chine où des intermédiaires payés au pourcentage les transportaient en cash. ils les donnaient à des commerçants et des PME de mêche avec eux. Dans le cadre d'affaires d'import-export existantes ; ceu-ci gonflaient le montant de certaines factures de manière à blanchir l'argent illégal qui leur était confié.

Environ 90 % du produit des escroqueries montées par Chikli ont donc été blanchis en Chine et à Hong-Kong. Mais la justice chinoise n'a pas beaucoup collaboré à l'enquête relative aux arnaques aux « faux ordres de virement internationaux » (FOVI).

En tout cas, depuis le prononcé du jugement le concernant par le tribunal de Paris, ce dernier ne semble pas particulièrement inquiet pour son avenir. « Une extradition ? Je n'ai pas peur de cela car ils ne peuvent pas y arriver », a-t-il déclaré le 29 mars 2016 au journaliste de « Kol Israël » (la radio publique) qui l'interviewait en direct. « Je vis bien ici et il ne faut pas croire que tout mon argent provient de cette histoire. J'ai aussi fait des affaires quand je vivais en France, j'avais déjà du pognon » Des propos conformes à ceux qu'il tenait déjà lors de notre rencontre de 2015. « Vous savez », nous avait-il dit à l'époque. « Si je voulais, je n'aurais aucun mal, à sortir d'Israël au nez et à la barbe des autorités locales et sans que les Français ne l'apprennent. D'ailleurs, qui dit que je ne l'ai pas fait ou que je ne le ferai pas ? ».

Forfanterie ? Difficile de trier le vrai du faux dans ce qu'il raconte. Le jour de notre visite, il prétendait en tout cas connaître l'actrice Julie Gayet, l'amie de François Hollande auquel elle aurait promis de toucher un mot à son propos. À prendre avec de longues pincettes…

En tout cas, le « beau Gilbert » a changé de discours à l'occasion d'un reportage sur les escrocs franco-israéliens réalisé quelques mois plus tard par le journaliste Ygal Mosko avec notre collaboration. Dans ce document, diffusé le 24 juin 2016 par la deuxième chaîne de télévision de l'État hébreu, Chikli a en effet déclaré qu'il « ne craint pas » de retourner dans une prison française « Si je dois y passer deux ou trois mois, je le ferai », a-t-il poursuivi.

Par l'odeur du magot alléchés…

Tout se sait très vite dans un pays aussi étriqué que l'État hébreu. Et l'exubérance tapageuse de certains « escrocs au président » ainsi que de quelques arnaqueurs du forex – mais pas de tous – y passe rarement inaperçue.

Ce comportement « bling-bling » aiguise la convoitise des clans mafieux locaux et suscite des conflits. Parce qu'il a empiété sur les plates-bandes d'un truand local d'Ashdod, ou parce que les affaires qu'il a voulu conclure avec lui ont pris un tour inattendu, Chikli – pour ne parler que de lui – s'est retrouvé un jour ligoté au fond d'une le coffre d'une voiture. La façade de sa villa a également été mitraillée et au moins une grenade y a été lancée. Son tort ? Il avait indisposé une figure locale de la criminalité organisée.

Depuis lors, le père spirituel des FOVI, sa nouvelle épouse et leurs enfants vivent d'ailleurs sous la protection d'hommes en armes. Quant à leur domicile, il est truffé de systèmes de surveillance électronique. Certains de ces moyens de surveillance sont visibles, d'autres non. « J'ai les pieds sur terre, je sais où je vis et je n'ai pas que des amis », nous a-t-il lâché lors de notre rencontre d'Ashdod. « Ma maison est truffée de systèmes de sécurité. Vous avez vu les caméra de surveillance ? Ce n'est rien à côté de tout ce que j'ai fait installer ».

Dans la foulée, le « beau Gilbert » nous a juré qu'il « n'a jamais touché tout le pognon qu'on l'accuse d'avoir volé ». « C'est vrai, j'ai pris de la thune et je le regrette », nous a-t-il dit, attablé devant un immense plat de sushis auxquels il n'a d'ailleurs pas touché. « Si j'avais su que l'un des employés d'une entreprise française que j'ai entubé allait tenter de se suicider après avoir été viré, je n'aurais pas agi comme je l'ai fait car mon but était uniquement de prendre du pognon en m'amusant et pas de faire du mal aux gens », et je le regrette », nous a-t-il dit, attablé devant un immense plat de sushis commandés à notre intention. Et de poursuivre : « Mais certaines des sociétés françaises ont gonflé sciemment le préjudice que je leur ai causé. Et vous savez pourquoi ? Parce que leurs responsables financiers ont prélevé quelques billets au passage en me mettant ensuite toutes les affaires sur le dos […] Si l'on m'avait laissé rentrer en France pour m'expliquer et pas pour me mettre au trou dès ma sortie d'avion, j'aurais pu faire des révélations à ce propos. Tout comme j'aurais pu expliquer que j'ai offert des cadeaux financiers à plusieurs cadres et des employés virés à la suite de mes opérations. C'était une sorte de réparation pour le tort que je leur ai causé : un jour, ils sont reçu une carte de crédit liée à un compte bancaire ouvert

dans un paradis fiscal. Croyez-moi ou pas, certains de ceux qui sont allés déposer contre moi devant la justice française après avoir été virés en ont bien profité de ce pognon ».

À combien s'élève la fortune de Chikli ? L'intéressé refuse évidemment d'en parler. Mais il est certain que le produit se ses escroqueries aiguise des appétits. Le 6 septembre 2015, il a en tout cas été victime d'une tentative de chantage qui a dégénéré en altercation puis en pugilat. La scène s'est déroulée durant la bar-mitzvah de son neveu à Tel-Aviv : rudement sollicité, voire carrément menacé par quatre personnes qui en voulaient à son argent, l'escroc franco-israélien est en venu aux mains. L'un de ceux qui l'importunaient a été arrêté et les trois autres ont disparu. Quant à celui qu'il menacait, il a été interpellé, interrogé, et relâché deux jours plus tard.

Passez-moi le président

Reste que le principe de « l'escroquerie au président » – également qualifiée d'escroquerie « à la fausse qualité » et au « faux ordre de virement international » (FOVI) – ainsi que de leurs nombreuses variantes, commence à être bien connu en Europe. Entre autres parce que les autorités judiciaires françaises ainsi que celles des pays voisins ont lancé des mises en garde publiques. Les responsables financiers des grandes entreprises visées ou susceptibles de l'être se montrent donc plus prudents, ce qui oblige les margoulins à trouver d'autres terrains de chasse. En 2013, la police helvétique a enquêté sur cinq tentatives d'escroqueries « à la fausse qualité » visant des principalement des filiales d'entreprises françaises. Seule l'une d'entre elles a porté ses fruits et 91 979 euros sont tombés dans l'escarcelle des arnaqueurs.

L'année suivante, une dizaine d'autres tentatives visant parfois des PME ont été comptablisées dans le canton de Vaud et deux sociétés sont tombées dans le piège. Elles ont versé 1 656 000 euros à des arnaqueurs qui se faisaient passer pour leur directeur ou leur avocat.

En juin-juillet 2015, les escroqueries au FOVI se sont également étendues au continent africain et, puisqu'il était compliqué d'y rouler des entreprises dans la farine, les aigrefins se sont attaqués au dirigeants de plusieurs pays.

En se faisant passer pour des collaborateurs du ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, puis pour le ministre lui-même, ils ont contacté l'entourage de plusieurs présidents africains – et non des moindres – pour leur demander une « collaboration financière ».

Doté d'un culot hors du commun, les escrocs téléphonaient à partir de platesformes basées en Israël, mais dont l'appel transitait par Hong-Kong. Après avoir baratiné les entourages avec les formules d'usage, un faux Le Drian plein d'aplomb et à la voix parfaitement imitée demandait au secrétaire particulier ou au directeur de cabinet en ligne de lui « passer le Président ».

Utilisant une technique clairement inspirée de celle de Chikli à ses débuts, le faux ministre demandait à ses interlocuteurs de faire virer une somme importante sur un compte offshore pour, selon les versions, aider la France à payer la rançon de l'un de ses agents secrets retenu en otage par des islamistes, ou monter une opération secrète dans la région. À en croire le faux ministre, Paris aurait ensuite remboursé sa dette par le biais de l'Agence française de développement. Les arnaqueurs voyaient grand : ils demandaient de cinq à neuf millions de dollars à chacun de leur interlocuteur et ces sommes devaient être versées sur un compte offshore ouvert à Hong-Kong pour une durée de vingt-quatre heures.

Cela, parce qu'il fallait aller vite pour que leurs « pigeons » africains aient le temps d'effectuer des vérifications approfondies. Dans le cadre de cette opération, des courriels transitant également par Hong-Kong ont également été échangés entre le « cabinet » du faux Le Drian et ceux des présidents visés par l'entourloupe.

De qui s'agit-il ? D'Alassane Ouatara (Côte d'Ivoire), de Joseph Kabila (République démocratique du Congo), de Macki Sal (Sénégal), d'Ali Bongo Obimba (Gabon), de Ismaël Oumar Guelleh (Djibouti), de Paul Biya (Cameroun), de Catherine Samba-Panza (Centrafrique) et de Hage Geingob (Namibie).

Il se dit à Tel Aviv que les enquêteurs français et israéliens ont échangé des informations sur cette affaire délicate. Outre les renseignements sur les escrocs présumés, les Français cherchaient aussi à savoir comment les auteurs de l'arnaque avaient réussi à se procurer une série de numéros de téléphones classifiés.

À tort ou à raison, les enquêteurs sont persuadés que la liste des présidents africains ciblés est plus longue que celle citée plus haut. Et que plusieurs de ces dirigeants sont tombés dans le piège puisque au moins 22 millions de dollars ont été versés aux arnaqueurs. La plus grande partie de cette somme a cependant été interceptée et restituée lorsque les services français ont été informés de l'arnaque en cours.

Les conjurés de Natanya

Loin de la « tayelet », la promenade de mer fleurie de Natanya, la zone industrielle de la ville ressemble un souk oriental où des centaines d'artisans, de petits patrons et de commercants survoltés s'affairent dans un concert d'invectives et de klaxon. On y trouve des restaurants populaires, des sièges de PME, des cabinets d'avocats, des grossistes divers, des sociétés de service et des parkings illégaux gérés à la petite semaine.

C'est à partir de cette zone, dans le bureau d'un agent immobilier situé rue Hamerkava – un cul de sac – qu'un groupe de Franco- israéliens et d'Italo-israéliens a réussi à gruger une série de grandes entreprises européennes : Chanel (haute couture), Bosch (équipements électriques), Electrolux (électoménager), le siège allemand de Media Markt, le réseau belge de magasins Eldi, ainsi que la chaîne belge de parfumerie Ici Paris-XL.

Selon le réquisitoire du parquet rendu public en juin 2016, ces aigrefins se sont également attaqués au club de foot des Girondins de Bordeaux, à Diadora (vêtements de sport), à la chaîne de télévision française Eurosport, ainsi qu'a Kia Motors (France). Une entreprise à laquelle ils ont tenté de siphonner un million d'euro.

Montant de leur butin ? 9,11 millions d'euros dont 5,14 millions aux parfumeries Ici Paris-XL, qui enregistrent donc le préjudice le plus important de cette affaire. Quant à la chaîne belge Eldi, elle a été spoliée de 794 175 euros. Pour les siphonner, les quatre inculpés franco-israéliens Henri Omisi, Daniel Alon, Jeremy Charles Lalloum et Mordehaï Lalouch, ainsi que leurs complices d'origine italienne Enzo Bondi et Itzhak Sonino, se sont largement inspirés de la méthode mise au point par Gilbert Chikli. Ils avaient une préférence pour les courriels mais lorsqu'ils téléphonaient aux employés des entreprises visées, ils

arrivaient grâce à leur déballe à se faire passer l'un de leur supérieurs qui ordonnait de régler une facture « en urgence ». Parfois, ils se faisaient tout simplement passer pour le fournisseur lui-même et prétendaient n'avoir jamais reçu le montant d'une facture réglée il y a plusieurs mois.

C'est, par exemple, en se faisant passer pour quelqu'un de chez Chanel parfums qu'ils ont réussi à gruger Ici Paris-XL. Même système avec Eldi, et MediaMarkt : ce sont de faux interlocuteurs de chez Bosch et d'Electrolux qui se sont mis en rapport avec ceux de Kia Motors (France), ils leur ont tout simplement emprunté l'image des Girondins de Bordeaux pour obtenir un sponsoring.

L'enquête de l'Unité 433 a débuté en novembre 2015 après avoir reçu une alerte émanant de la justice belge. Elle a d'abord été menée de manière clandestine (filatures, surveillances statiques, écoutes téléphoniques) avant de devenir publique à partir du 2 mai 2016 lorsque les premières perquisitions ont été effectuées à Natanya.

Dans le même temps, les policiers israéliens étaient en contact régulier avec leurs collègues belges à l'origine du dossier, mais également avec des enquêteurs français, italiens, polonais, tchèques et slovaques puisque l'organisation de Natanya avait des ramifications financières dans ces pays-là.

Six personnes ont été inculpées en juin 2016 mais l'organisation en comptait au moins une dizaine, dont plusieurs femmes. Une bande que la PNI espérait interpeller une fois après avoir achevé son enquête undercover mais ce beau plan ne s'est pas déroulé comme prévu.

En effet, environ deux mois avant la fin de l'enquête clandestine, des journaux français ont relaté le cas d'entreprises de l'Hexagone escroquées à partir de l'étranger. Flairant le danger, Omisi et Laloum ont alors commencé à détruire les preuves de leurs activités, poussant la PNI a « taper » plus rapidement que prévu.

Les escrocs de Natanya étudiaient consciencieusement les entreprises qu'ils comptaient plumer et savaient à qui s'adresser. Afin d'éviter les repérages, ils changeaient régulièrement d'appartement en fonction de la progression de leurs combines.

Leur organisation disposait en tout cas d'une véritable cellule de renseignements et d'une autre chargée de falsifier les entêtes de courriels à adresser aux entreprises préjudiciées. Sur une clef USB saisie dans le cadre

d'une perquisition, les policiers ont aussi découvert une liste de comptes bancaires par lesquels l'organisation faisait transiter l'argent volé. Certains ont été ouverts en Europe de l'est et d'autres, anonymes, dans les Îles vierges.

À en croire le parquet, Omisi, un agent immobilier et père de cinq enfants qui nie tout avec la plus extrême fermeté, était le cerveau de l'organisation. À l'instar de Laloum, un immigrant de fraîche date dont l'épouse était en passe d'accoucher au moment où il a été arrêté, il a évidemment juré aux enquêteurs qu'il ne comprenait pas ce qu'ils lui voulaient. Une posture identique à celle de Lalouch, un autre Israélien de fraîche date puisqu'il a effectué son « alyah » en mars 2015. Parmi les inculpés figure également Jeremy Z., un franco-israélien autant connu à Ashdod qu'à Eilat et qui a reconnu avoir effectué au moins une vente fictive pour le comte de Hazan. En fait, il n'a pas eu le temps d'en faire beaucoup puisqu'il a été interpellé un mois après avoir été recruté. Il percevait 5 % de chaque affaire réussie.

Opération « Escrocs »

Au départ, les escrocs aux FOVI et à la fausse qualité étaient des isolés opérant parfois avec quelques proches. Puis, comme nous venons de le voir avec l'affaire Omisi et consort, leurs actions se sont professionnalisées.

En témoigne le démantèlement par la *PNI*, en novembre 2016, d'une organisation parfaitement structurée d'une quinzaine de personnes opérant à partir d'Ashdod et d'Ashkelon.

La majorité des membres de cette bande sont des Français disposant également de la nationalité israélienne mais un autre est un nouvel émigrant originaire de Californie.

Spécialisés dans l'escroquerie à la fausse qualité, ils avaient créé une cellule de renseignements leur permettant de se faire passer pour des directeurs généraux, des directeurs financiers et des avocats de grandes sociétés françaises ou américaines. Cela, afin de les convaincre d'effectuer un ou plusieurs virements sur des comptes étrangers.

Pour y arriver, ils avaient d'ailleurs affiné la technique lancée en son temps par Gilbert Chikli. Comment ? En créant des sites internet de sociétés fictives, dont une de location de voitures, auxquelles ils faisaient passer des commandes grâce

à l' intervention des faux responsables des entreprises escroquées. Bien sûr, ces commandes n'étaient jamais honorées mais l'argent était déjà viré depuis longtemps avant que l'on s'en rende compte.

La bande était dirigée par Freddy Hazan {49 ans au moment de son arrestation), un « *yored* » d'origine franco-marocaine qui a longtemps vécu au Canada avant de rentrer en Israël avec son fils Patrick, l'autre pilier de cette organisation d'escrocs.

Ancien entrepreneur en construction, parlant aussi bien le français que l'anglais et l'espagnol, Hazan avait réussi à recruter du beau monde pour participer aux escroqueries. Entre autres, un avocat d'Ashkelon et son épouse, tous deux honorablement connus dans la ville.

Millionnaire en un jour

En 2013, plusieurs banques privées suisses que l'on aurait pu croire plus méfiantes, telle Picquet Galland sont également tombées dans le piège des escrocs « à la fausse qualité ». Dans le cas de Piquet Galland, 700 000 euros déposés sur le compte de l'un de ses clients ont ainsi été virés à Hong Kong, où ils ont évidemment disparu dans la nature. Cependant, d'une manière générale, ce type d'entourloupe semble avoir entamé son déclin après le pic des années 2010-2014. Du moins, en France et en Belgique. Au moment où ces lignes sont écrites, elle est supplantée par d'autres embrouilles et notamment le *trading* sur le marché mondial des devises : le « foreign exchange » ou forex qui constitue désormais qui constitue la principale pompe à fric de ceux qui se sont installés en Israël avec des intentions malhonnêtes.

En soi, le forex n'est pas illégal. Ila été conçu pour permettre aux établissements financiers et aux « brockers » de vendre ou d'acheter plus rapidement, de toucher un plus grand nombre de personnes grâce à internet. Mais tout a changé lorsque des aigrefins se sont emparés de l'idée pour appâter des clients privés en leur faisant croire que la fortune se trouve au bout des doigts. Qu'il leur suffit d'investir chez eux pour décupler rapidement leur mise.

Le principe de la tromperie est simple : basés dans certains quartiers de Tel-Aviv, de Netanya, d'Ashdod et d'Herzliya, de prétendus « traders professionnels », « conseillers financiers », et soi-disant « banquiers » opérant

pour des sites en ligne à l'apparence rassurante poussent les épargnants à investir en leur promettant des gains importants en quelques clics. Et lorsque le pigeon est réceptif, les « conseillers » les plus agressifs vont jusqu'à prétendre que l'on peut « devenir millionnaire en un jour ».

Ces sites tournent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Leurs prospects ne doivent évidemment pas savoir qu'ils se trouvent en Israël. Pour cela, la technologie digitale VOIP est idéale puisqu'elle permet de masquer l'origine de l'appel téléphonique en faisant apparaître un numéro local. Quant aux « conseillers » chargés de baratiner le client potentiel, ils ne sont pas des courtiers professionnels. Encore moins des banquiers. Au mieux, ils connaissent vaguement les règles du *trading* et au pire, ce sont des paumés formés en quelques minutes.

Le *turn over* est important dans les officines de forex car une partie des « conseillers » ne supportent pas toujours ce qu'on les oblige à faire. « On m'avait attribué un nom bien français fleurant bon le "fils du terroir" et je devais baratiner les prospects en leur faisant croire qu'ils gagneraient beaucoup d'argent en restant accroché à leur téléphone », raconte E, un père de famille d'Ashdod qui a finalement laissé tomber ce boulot parce qu'il culpabilisait. « J'ai donc opéré sous le nom de "Jean-Guy Vernet", de "Michel Varenne", de "Daniel Lenoir" et de "Charles Desplet", raconte-t-il. « À mes interlocuteurs, je faisais croire que je suis bardé de diplômes économiques et que j'ai travaillé à New-York. Mon baratin visait à les appâter en leur faisant croire que tout était possible et qu'avec un peu d'initiative de leur part, je les aiderais à devenir millionnaire sans sortir de chez eux, pendant que madame prépare la tambouille dans leur cuisine achetée à crédit ».

Et de poursuivre : « J'avais intérêt à me montrer convaincant avec les prospects. À y aller franco puisque, au bout du compte, le plus gros de mon salaire était constitué de primes et de bonus. On appelait ça les « commissions évolutives ». Il fallait donc avoir la gnaque. Souvent, je rentrais du bureau complètement vidé. J'avais tellement mis d'énergie dans mon discours et dans ma voix que je n'en pouvais plus. J'étais à ramasser à la petite cuillère ».

Mais de nombreux autres « conseillers » opérant sur le marché du forex n'ont pas les scrupules de ces interlocuteurs. Ils sont parfaitement conscients de ce qu'ils font et ils s'en moquent tant que l'argent rentre. La plupart d'entre eux

vivent en meute entre « Français » à Natanya, dans certains quartiers de Tel-Aviv et à Ashdod. Après un séjour de deux, trois, quatre, voire cinq ans en Israël, ils baragouinent à peine l'hébreu et ne s'intègrent pas dans ce pays dont ils n'ont jamais cherché à saisir les codes. En public, ils affichent bien entendu un sionisme à toute épreuve et dénoncent la « mollesse » du gouvernement de Binyamin Netanyahou à l'égard des Palestiniens, mais en réalité, l'État hébreu n'est à leurs yeux qu'une base leur permettant de réaliser au mieux leurs entourloupes.

Les *traders* du forex ne se cachent pas. Quiconque réside en Israël connaît au moins un. Ou une. Certains ont d'ailleurs travaillé dans d'autres filières relevant elles aussi de l'escroquerie : la vente d'assurances bidon, les officines promettant une *green card* américaine moyennant un paiement à l'avance, les panneaux solaires, la commercialisation de contrats avec des mutuelles ne remboursant quasiment aucune prestation, etc.

Clefs sur porte

Les sites «non régulés », c'est-à-dire non homologués par les autorités financières des pays membres de l'Union européenne, présentent le plus grand danger pour les investisseurs en quête de gains rapides.

Dangereux également, les sites régulés dans un pays de l'UE tel Chypre et qui incitent à spéculer sur les options binaires. En théorie, ce système permet de réaliser d'importants profits en quelques minutes ou en quelques heures puisqu'il suffit, pour emporter la mise, de parier à la sur la hausse ou la baisse sur un produit ou sur le cours d'une monnaie à une échéance. Mais il y a un monde entre la théorie et la pratique. De l'aveu de l'un de ces opérateurs interviewé en juillet 2016 par la télévision israélienne, 96 % des personnes désireuses de s'enrichir grâce aux options binaires perdent leur mise. D'autres évaluent le pourcentage de « pigeons » à 85 %. En tout cas, les gagnants sont rares. Les nombreux sites d'options binaires basés en Israël ne peuvent pas prospecter la clientèle locale mais la loi ne leur interdit pas de le faire à l'étranger et ils ne s'en privent pas.

Grosso modo, l'on compte dans l'État hébreu environ mille trois cents entreprises actives dans le secteur du « trading online ». Elles emploient au

moins cinq mille personnes.

Trouver un emploi dans ces boîtes n'est d'ailleurs pas très compliqué puisqu'elles recrutent le plus légalement du monde. Il suffit d'avoir de la déballe, de parler une langue étrangère, et d'être prêt à tout pour gagner de l'argent. « Lorsque je me suis présentée chez mon employeur[149], je me suis retrouvée dans une pièce avec une vingtaine de candidats. Une majorité de Français, deux Belges, quelques russophones et un Sud-Américain », se souvient Nathalie, une ex-secrétaire originaire de Senlis. « Nous avons tous été engagés sans examen de compétence, sans curriculum vitae, sans recommandations : nada. Seuls comptaient le bagout et la tchatche ainsi que nos connaissances informatiques de base. Les bureaux étaient modernes et confortables. En fait, il s'agissait d'un call center de moyenne importance qu'Asher, le patron, avait acheté clef sur porte […]. Dès la première minute, ce dernier nous a bien expliqué ce dont il retournait : il nous a dit que les gens sont cupides et qu'il fallait les pousser à investir un max en leur produit ils ne verraient jamais la couleur. Pas plus que de leur investissement initial. À la fin de son discours, il a répété en plusieurs langues que « ceux qui ne sont pas intéressés par ce genre de boulot peuvent partir tout de suite, l'affaire en restera là ». Les candidats se sont regardés l'un l'autre mais personne n'est parti. Moi non plus. Je n'étais pas fière mais mes économies fondaient comme neige au soleil faute d'avoir réussi à dégoter un travail sérieux et les loyers sont élevés en Israël. J'avais peur de me retrouver à la rue avec ma famille et j'ai accepté le boulot qu'on m'offrait. Bien sûr il fallait mentir et gruger les gens mais bon, mon instinct de survie à joué. Lorsque quelqu'un se noie, il s'accroche à la première bouée qui passe à sa portée ».

Il ne faut d'ailleurs pas être un génie pour ouvrir un site de *trading* en ligne : il suffit d'avoir un peu d'argent à investir. On trouve en effet dans les médias francophones d'Israël publiant les offres de recrutement des boîtes opérant sur le forex d'autres annonces proposant la vente de centres d'appel clef sur porte.

Liste noire

En avril 2015, la chaîne française *BFMbusiness* aidée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) a testé neuf sites harponnant les épargnants en faisant

des promesses irréalistes. Tous mettaient des bâtons dans les roues à ceux de leurs clients qui tentaient de récupérer leur mise après avoir suivi une soi-disant formation expresse de « trader ».

Souvent, les escrocs opèrent sur plusieurs sites en même temps. Ils déménagent, ferment leur société ou en changent le nom pour rendre les poursuites plus compliquées. Outre le marché des devises, beaucoup opèrent sur le marché des options binaires.

Pour pouvoir opérer dans l'Union européenne, nombre de ces officines disposent d'une filiale à Chypre, à trois quarts d'heure de vol à peine de l'aéroport de Tel-Aviv. Sur cette île si peu regardante, elles disposent certes d'un agrément local pour faire plus authentique mais leurs opérations, c'est bien à partir de l'État hébreu que les escrocs les mènent.

En France, l'AMF et l'Autorité de contrôle prudentiel mettent régulièrement en garde contre « les sites proposant sans y être autorisés des investissements sur le marché des changes non régulé » (forex). Mais elles ne sont pas les seules : l'Autorité belge des services et marchés financiers (FSMA) ainsi que ses homologues suisses, allemands, britanniques, slovènes et tchèques entre autres, tiennent une liste régulièrement mise à jour des officines douteuses. Et les mêmes noms y figurent. Parmi ceux ceux-ci, des boîtes opérant à partir de Tel-Aviv, de Natanya, de Ramat-Gan, d'Ashdod ou d'Hertzliya sont nombreuses.

Le secteur ayant pignon sur rue, il est représenté par la « Israeli trading arena association » (ITAA) créée en 2010. Jusqu'au début de 2016, ce lobby regroupant toutes les entreprises israéliennes de forex été présidé par Itzik Noy. Celui-ci a été été remplacé par Tzah Drucker.

Si ces deux managers ne sont en rien soupçonnés d'opérations malhonnêtes, l'ITAA comprend autant d'oies blanches que de moutons noirs. Ce qui ne l'empêche pas d'être en contact avec les milieux politiques et de participer aux débats de la commission des Finances de la Knesset lorsqu'elle y est invitée.

L'ITAA dénonce en tout cas régulièrement la « Israeli security agency (ISA), l'équivalent de l'AMF français et de la FSMA belge, qu'elle accuse d'« entraver le développement de ses membres par des mesures tatillonnes ». À l'occasion d'un séminaire organisé en juin 2016, il a d'ailleurs comparé l'ISA à son homologue (inexistant) de Corée du Nord.

Une partie de l'ITAA est en tout cas entrée en guerre contre l'ISA en lui reprochant d'interdire les options binaires alors que le système de pari est – nous l'avons vu – conçu pour faire perdre leur mise à ceux qui s'y risquent.

Jusqu'en juillet 2013-2014, le secteur du « trading online » recrutait sans vergogne par le biais d'annonces tonitruantes dans les publications pour francophones éditées à Jerusalem. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Certes, les officines existent encore mais elles se sont devenues plus discrètes depuis que l'ISA a sévi en ordonnant à quelques unes de cesser leurs activités et que les plus hautes autorités françaises, à commencer par François Hollande, en ont touché un mot à leurs homologues israéliens.

Les magiciens du web

D'un point de vue purement technique, force est de constater que les escrocs du forex et des options binaires sont forts. Très forts. Outre le fait que leur « conseillers » réussissent à manipuler les clients pour les pousser à investir de l'argent qu'ils ne reverront jamais, certaines boîtes trafiquent les données apparaissant sur l'écran de l'investisseur. Elles leur font croire qu'ils gagnent de l'argent – ce qui les pousse à investir d'avantage – alors qu'en réalité, ils en perdent à profusion.

Au fil du temps, les plus culottés ont affiné leurs méthodes au point de créer – toujours sur internet – des sites bidon prétendant aider les victimes de l'entourloupe à retrouver leur argent. Dans ce cadre, ils utilisent une technique dit*e du « recovery* room » : des personnes se présentant sous une fausse identité ou sous une fausse qualité (avocat, par exemple) prennent contact avec des investisseurs ayant perdu beaucoup d'argent avec leur *trader* et proposent de les aider à le récupérer. Moyennant un pourcentage.

D'autres escrocs pratiquent la technique de la « *cloned firm »* en faisant croire qu'ils travaillent avec des cabinets d'avocats ayant pignon sur rue et avec les autorités officielles voire avec les institutions publiant régulièrement des listes de sites de *trading* suspects. En septembre 2015, l'AMF a ainsi mis en garde les épargnants français contre des personnes qui se flattaient de travailler avec elles ou qui utilisaient son sigle pour attirer les pigeons.

Le pape du forex

Contrairement à ce que la multitude d'affaires impliquant des Israéliens d'origine française et belge pourrait donner à penser, le trading n'a pas été inventé par des anciens ressortissants européens venus chercher fortune dans l'État hébreu. L'idée de ce business a jailli en 1998 dans la région de Tel-Aviv. Plus précisément à l'hôtel Mandarin, un bâtiment sans grand cachet. En réalité, il s'est développé dans la région de Tel-Aviv. L'idée est née en 1998 à l'hôtel Mandarin, un bâtiment sans cachet situé en bord de mer, le long de la route menant à Hertzliya, lorsque plusieurs hommes d'affaires qui cherchaient le moyen de gagner plus d'argent ont envisagé de se livrer au commerce des devises étrangères sur internet. L'un de ces entrepreneurs était Israël Perl, un businessman aujourd'hui multimillionnaire que les courtiers à la bourse de tel-Aviv surnomment « le pape du forex » avec une pointe d'envie dans la voix.

Car Perl a bet et bien été le premier à se lancer dans la vente et l'achat de devises étrangères « online ». Cela, à une époque où l'expression « *e-commerce* » n'existait pas et où l'idée que l'on puisse régler nombre de ses problèmes quotidiens grâce à un écran passait encore pour de la science fiction.

Deux ans auparavant – en 1996 – Perl et l'un de ses associés avaient pourtant déjà mis au point un projet de logiciel de *foreign exchange* mais le marché n'était pas prêt pour cela. En tout cas, la mayonnaise n'a pas pris. Au fil des années, l'entrepreneur visionnaire a en tout cas érigé un empire virtuel en même temps qu'une énorme fortune personnelle. Discret – il refuse toutes les demandes d'entretien et participe rarement aux évènements publics – il réside désormais dans une magnifique propriété de Kfar Shemaryahou, une sorte de Neuilly local.

Mais la montée en puissance de Perl ne s'est pas déroulée sans accroc. En 2010, la PNI a ainsi ouvert une enquête suite à la plainte d'un client de Easy forex de Perl, qui se plaignait de pertes anormalement élevées.

Dans la foulée de ce précurseur, de nombreux autres entrepreneurs se sont lancés sur ce marché en créant un ou plusieurs sites prospectant le même public mais souvent domiciliés dans des endroits différents : à Chypre, en Grande-Bretagne, en Suisse, et même… au Pakistan. Anecdote significative : certains des hommes d'affaires israéliens investissant alors dans ce secteur porteur avaient bâti leur fortune grâce à des sites de paris en ligne. Ils disposaient à la

fois des fonds et du *know how*. Parmi leurs employés figureaient des jeunes Géo Trouvetou formés par les services informatiques de Tsahal, plus spécialement l'unité 8200 des Renseignement militaires chargée des interceptions électroniques et de la cyberguerre. Pour eux, développer le *trading online* était un jeu d'enfant. Fort logiquement, la multiplicaton des sites a entraîné celle des litiges. Des clients mécontents ont déposé des plaintes pour escroquerie. En janvier 2011, le tribunal de district de Tel-Aviv a, par exemple, donné raison à Majd Sheikh, un client de Forex place qui l'accusait de l'avoir spolié de 5,4 millions de Shekels (1,2 millions d'euros). Il a donc ordonné la saisie de la somme sur le compte de la société et sa restitution au plaignant. La même année, à l'occasion de l'examen d'une plainte collective contre Easy forex, les avocats d'investisseurs spoliés ont fourni au tribunal l'enregistrement de l'un des cadres de la boîte, s'exprimant durant un stage de formation de nouveaux membres du personnel. L'homme, parfaitement identifié, leur assénait toute honte bue que « plus de 90 % des investisseurs perdent de l'argent » en se lançant dans la spéculation en ligne.

C'est durant cette période de plein essor que les sites créés par des Français et des Belges sont apparus. Avec le succès que l'on sait.

Cependant, le vent commence à tourner. En 2011, la députée travailliste Anat Wilf a vainement tenté de faire voter une loi imposant un contrôle du secteur. Isolée, elle n'a jamais réussi à intéresser ses collègues à son initiative. En 2015, Ariel Merom, un ancien salarié de sites de forex a publié dans le quotidien économique *Globes* une lettre ouverte dénonçant les pratiques en vigueur dans ce milieu. Il a également pris contact avec le président de la commission des lois de la Knesset, Nissan Smiliansky, afin de le sensibiliser à la question. Au moment où ces lignes sont écrites, plusieurs élus affirment étudier la possibilité de présenter un texte de loi réglementant le *trading online*. Mais le sujet n'est pas prioritaire et de toute façon, cela ne changera rien pour les clients étrangers déjà escroqués. Plus récemment, l'ISA a interdit les options binaires en arguant que le public n'est pas informé des risques qu'il encourt. Cependant, la mesure ne s'applique qu'au marché israélien alors que les sites concernés travaillent principalement à l'international.

Retour de bâton

Après avoir longtemps fermé les yeux par manque d'intérêt ou par indolence, les autorités régulatrices de plusieurs pays semblent en tout cas avoir pris conscience du problème que représentent les sites de forex et d'options binaires.

Le 26 juin 2016, l'ISA a ainsi gelé pour une durée d'un mois renouvelable les autorisations d'opérer accordées au sites « E-Trader » et « Smart capital », qui figurent également dans le collimateur du régulateur britannique.

À Chypre, la Cysec – l'équivalent de l'AMF et de l'ISA – a également pris des mesures fortes. Et son geste est important puisque l'île constitue la porte d'entrée du marché européen pour les boîtes israéliennes de forex et d'options binaires.

En 2015, la Cysec a infligé de lourdes amendes à des entreprises qui ne respectaient pas les règles. Des descentes ont été effectuées et l'autorisation d'opérer accordée à plusieurs boîtes à été suspendue.

Principalement visées, les entreprises israéliennes « Techfinancials », « Banc de Binary », « Iron FX », « Spot Option », « Tradmerker », ainsi que « CommexFX » et sa filiale « Binaryoptionwire.com ».

Également sanctionné par l'autorité chypriote, le site « 24Option.com » a beaucoup prospecté les investisseurs français. Au point de sponsoriser l'Olympique de Lyon et l'AS Monaco en échange du logo de la firme sur le maillot des joueurs.

Sur décision de l'AMF, « 24Option.com » est interdit d'opération dans l'Hexagone depuis le 1er août 2016. Il a par ailleurs fait l'objet d'une alerte lancée par la Ontario securities commission (Canada).

Quelque temps avant ces décisions, la firme « Safecap », propriété de « Playtech », elle même contrôlée par le milliardaire israélien basé à Londres Teddy Saguy, s'est également retrouvée dans le collimateur de la Cysec. En raison du mode opératoire très « borderline » de la boîte et parce que Saguy est particulièrement surveillé depuis que la justice israélienne l'a condamné en 1994 à une peine de prison pour malversations financières.

Parmi les entreprises punies par l'autorité chypriote, quelques- unes ont encore plus mauvaise réputation que celles citées plus haut. C'est le cas d'« Atlas capital service », qui opère le site « ACFX » – également suspendu –, ainsi que de « Pegase capital » qui contrôle les sites « Intractive Option », « HelloBrockers » et « MTX Plus ».

« Pegase capital » figure d'ailleurs sur la liste noire publiée par l'AMF, par l'autorité financière russe ainsi que celle de la province canadienne de Columbia. Ce qui ne l'a pas empêché de sponsoriser l'OGC Nice.

Les acteurs israéliens opérant à partir de Chypre ont été surpris par le coup de poing de la Cysec. À Ramat Gan, dans les couloirs du luxueux siège social de « Banc de Binary », il se dit depuis lors que Chypre « n'est plus fiable » et qu'il « faudra s'installer ailleurs ». Au moment où ces lignes sont écrites, Malte semble avoir le vent en poupe chez les « traders » les plus importants.

Grâce à une campagne continue et agressive emmenée par le quotidien israélien en ligne « *Times of Israël* », l'étau se resserre inexorablement autour des escrocs au forex et aux options binaires. En août 2016, la Belgique a d'ailleurs été le premier pays européen à réagir de manière cœrcitive en interdisant purement les sites d'options binaires. Qu'ils soient régulés ou pas et qu'ils soient ou non basés dans I'UE.

Trois mois plus tard, la SEC, l'autorité américaine des marchés, a infligé une amende de deux cent mille dollars à l'entreprise israélienne *EZTD* et à ses sites *EZTrader* et *Golba/Option.com*. L'entreprise a également été condamnée à restituer 1,5 millions de dollars à ses clients floués.

D'autres opérations ont eu lieu en France qui visaient le site *4XP* dont deux employés ont par ailleurs été inculpés par la justice de l'Hexagone.

En Israël, I'ISA a lancé le 8 novembre 2016 une série de perquisitions visant notamment le site *iTrader*. Huit personnes ont été arrêtées puis relâchées le lendemain avec obligation de se soumettre à un contrôle judiciaire.

Une juge française en terre promise

Du côté français, le procureur de Paris, François Molins, et l'AMF ont lancé le 31 mars 2016 une campagne mettant en garde les épargnants de l'Hexagone français contre les méfaits des escrocs du forex et aux options binaires.

À les croire, ceux-ci auraient grugé treize mille clients français – mais beaucoup plus sur l'ensemble de l'Union européenne – et «pompé » au moins quatre milliards d'euro en France depuis 2010. La date de la conférence de presse du procureur n'avait pas été fixée par hasard. En effet, quelques jours auparavant, la juge d'instruction au pôle financier, Aude Buresi, s'était déplacée

en commission rogatoire internationale pour y mener cinq perquisitions et une série d'interrogatoires avec la collaboration de l'Unité 433 de la PNI.

C'est en effet sur le bureau de cette magistrate et sur celui de son collègue Guillaume Daiëff qu'ont abouti les plaintes d'une centaine d'épargnants français alléchés par des promesses de plus-value facile et dépouillés de tout ou partie de leur fortune.

Montant estimé : 105 millions d'euro. Principalement visés par la juge, les sociétés Traxada, *Forex plus* également identifiée comme 4XP, Bforex, Sisma capital et « Aston Invest » basée à Ramat- Gan, « FXGM », etc.. Une quinzaine de personnes ont été interrogées dans le cadre de cette commission rogatoire. La plupart des cadres et responsables de ces sites de *trading* étaient d'ailleurs identifiés de longue date par les enquêteurs israéliens. Certains sont domiciliés à Ashdod, d'autres à Tel-Aviv ou à Lod mais également à Jerusalem- est, la partie arabe de la ville. Dans les cas de Lod et de Jerusalem-est, il s'agit sans doute d'hommes et de femmes de paille.

Sur la liste des suspects interrogés par la juge française et par les enquêteurs israéliens figurait en tout cas l'ancien forain franco- israélien Ygal Felix Haddad, un quarantenaire officiellement domicilié à Belize et contrôlant une nébuleuse de boîtes de « *trading* » en ligne.

Un autre suspect interrogé est un israélo-américain, un ancien de *Forex* place résidant à Raanana (grande banlieue de Tel-Aviv) qui prétend « n'avoir rien su » et avoir, au contraire, toujours tenté de moraliser les transactions. Amen. Par ailleurs, la juge Buresi semble s'intéresser aux frères Jimmy et Samuel Shemal, eux aussi anciens forains et proches de Hadad.

Indépendamment de cette instruction menée par la justice française, un avocat britannique affirme avoir entamé une action à Londres contre des sites israéliens de Forex et d'options binaires. Il prétend regrouper 2 500 victimes, parmi lesquelles des ressortissants de pays arabes avec lesquels l'État hébreu est toujours théoriquement en état de guerre.

Au printemps 2016, l'avocat a écrit à la ministre israélienne de la Justice Ayelet Shaked. Il affirme n'avoir jamais reçu de réponse.

La « pondeuse » marocaine

En marge des arnaques aux FOVI et du forex, d'autres enfumages peuvent figurer au palmarès des escroqueries menées par les Français installés de fraîche date en Israël. À la fin de janvier 2016, une affaire est ainsi passée inaperçue dans les média locaux comme dans ceux de l'Hexagone. Elle s'inscrit dans la longue liste des escroqueries aux appels téléphoniques surtaxés qui incitent les consommateurs choisis au hasard par un robot – une pondeuse –, en jargon professionnel – à recontacter la Poste à propos d'un colis ou d'une lettre recommandée arrivée à leur nom. Bien sûr, le message est bidon et lorsque les personnes contactent le numéro indiqué, elles sont mises en attente durant de longues minutes… facturées trois euros l'unité.

Dans les milieux judiciaires, on surnomme ces appels et ces SMS des « ping calls ». En France, l'Office central de lutte contre la criminalité liées aux technologies de l'information et de la communication (OCLTCTIC) et la répression des fraudes (DGCCRF) sont notamment chargés de les combattre en collaboration avec divers services policiers. Mais certains de ces escrocs aux appels surtaxés, également baptisés SAV, opèrent à partir de l'étranger. En 2015, l'une de ces bandes d'escrocs à la surtaxe était dirigée par Israël Vaknine, un ressortissant marocain domicilié en France et séjournant régulièrement dans l'État hébreu avec un visa de touriste. Elle a été démantelée le 22 janvier 2016 durant une vaste opération lancée à Tel-Aviv, où se trouvaient les bureaux d'où partaient les faux appels de la Poste à destination de la France.

À en croire la *PNI,* la bande ciblait surtout des Français de province et son petit *business* lui aurait rapporté « plusieurs dizaines de milliers d'euros » en quelques semaines. Au bénéfice de Vaknine puisque ses deux complices affirment que leur salaire tournait autour de mille à mille quatre cents euros pour deux semaines de travail. Quoi qu'il en soit, grâce à leur pondeuse, les escrocs ont contacté 93 360 numéros téléphoniques français sur lesquels 5 706 ont répondu et se sont donc fait pomper quelques euros par minute.

En même temps que Vaknine, le cerveau de cette entourloupe, trois complices présumés – les employés de son bureau – ont également été arrêtés : Jordan Pierre Ben Gouzi, un franco-israélien ayant effectué son « *alya* » il y a dix mois à peine et résidant à Netanya ; Shmouel Gonen, un résidant de Bat-Yam installé en Israël, depuis trois à peine, et Israël Shniorsson, un ultra-orthodoxe résidant à

Herzliya. Tous sont inculpés d'association de malfaiteur et d'escroquerie avec circonstances aggravantes.

Certes, l'affaire n'en était qu'à ses débuts lorsqu'elle a été démantelée et les escrocs n'ont pas eu le temps de gagner beaucoup d'argent. Cependant, au-delà des faits dont elle les accuse, la police israélienne cherche à déterminer quelles relations entretenait la bande – et surtout Vaknine – avec des organisations criminelles bien établies. Au terme de plusieurs semaines de filatures et d'écoutes téléphoniques, les enquêteurs ont en effet établi que Vaknine était en contact avec l'entourage d'Avi Roukhan, le « parrain » de la périphérie de Tel-Aviv que nous avons évoqué dans les chapitres précédents. Dans la foulée de l'arrestation du Marocain, deux hommes gravitant dans la mouvance de Roukhan ont d'ailleurs été interpellés parmi lesquels Baroukh Zoaretz, une figure mafieuse de Netanya qui avait déjà eu des ennuis avec la justice pour avoir pénétré par effraction au domicile d'un magistrat et pour avoir tenté de « liquider » Assi Aboutboul à l'aide d'un missile tiré sur la façade de son domicile.

La *PNI* a par ailleurs établi que le cerveau de l'escroquerie est Moshé Ben Eda, alias « Chiko », un ancien propriétaire de *car wash* devenu ami personnel d'Itzhak Aberjil et numéro deux dans l'organisation de Roukhan. Condamné à plusieurs reprises avec son frère Georges pour chantage et extorsion, Ben Eda s'est installé au Maroc et c'est là qu'il a fait affaire avec Vaknine en finançant l'achat de la « pondeuse ».

Après avoir longtemps plaidé son innocence, Vaknine a changé de ligne de défense parce les preuves étaient accablantes et qu'il ne pouvait pas faire autrement. Son avocat a donc négocié un accord de plaider coupable avec le parquet, ce qui a valu au « pondeur marocain » d'être condamné à quatre mois de prison en juin 2016.

Regrets éternels

La médiatisation des arnaques aux FOVI et du forex, ainsi que les avertissements lancés par les autorités judiciaires et financières de plusieurs pays européens ont fortement contribué à la ralentir le la progression de ces entourloupes. À partir de 2015 se sont développées de nombreuses autres formes

d'indélicatesse dont la « pondeuse marocaine » n'est qu'un exemple parmi d'autres. Car les escrocs franco-israéliens ne manquent pas d'idées. À partir de la mi-2015, plusieurs call center utilisés par les as du trading online se sont tournés vers d'autres activités : la vente de contrats d'assurance santé liés à des compagnies douteuses, la promotion de pseudo « offres à ne pas manquer » émanant de mutuelles inconnues au bataillon, ou la vente de panneaux solaires…

Le 26 avril, la juridiction interrégionale spécialisée de Nancy (JIIRS) annonçait qu'une vaste escroquerie à l'assurance-vie pilotée depuis Israël avait visé les consommateurs depuis 2012 et que cinq de ses auteurs présumés venaient d'être inculpés pour escroquerie, association de malfaiteurs et blanchiment en bande organisée. Un autre a été extradé de Belgique vers la France. Au même moment, une commission rogatoire internationale se trouvait en Israël pour interpeller les cerveaux de l'affaire avec l'aide de la PNI, ceux qui venaient d'être alpagués en France ne sont que des exécutant.

Cette bande d'escrocs, constituée d'hommes et de femmes, se faisait passer pour des avocats spécialisés en droit successoral. Doués pour la déballe, ils contactaient des personnes ayant récemment perdu un proche pour leur annoncer que le défunt disposait d'un compte secret à l'étranger crédité de 200 à 300 000 euros ou d'une assurance-vie souscrite dans un pays autre que la France.

Les escrocs ne se lançaient pas au hasard. D'abord, les personnes ciblées étaient souvent âgées ou en état de faiblesse. Ensuite, les arnaqueurs connaissaient leur dossier puisqu'ils donnaient des détails précis sur le défunt. Cela afin de mettre leur interlocuteur en confiance. Ensuite, ils se proposaient de les aider à récupérer l'argent mais ce n'était évidemment pas gratuit.

Les victimes des escrocs – au moins 180 personnes ont été contactées en France dont 70 se sont fait plumer à concurrence de quatre millions d'euros – étaient ensuite priées de verser des avances pour des « frais de dossier », « cotisations » et autres « allocations de rapatriement » à partir d'un compte spécialement ouvert dans un pays limitrophe. Certains ont ainsi versé jusqu'à 100 000 euros. À partir de là, les fonds transitaient par une série de sociétés-écran et les personnes préjudiciées ne revoyaient jamais leurs économies.

Les arnaqueurs à l'assurance-vie ont surtout ratissé la Moselle, l'Alsace et la Franche-Comté. Mais ils n'ont pas oublié le reste de l'Hexagone puisque des plaintes ont été enregistrées dans le Béarn ainsi que dans les Basses-Pyrénées où

la gendarmerie a lancé une campagne de sensibilisation de la population en 2015.

Pour parfaire leur couverture et mieux convaincre leurs « clients » potentiels, les escrocs s'exprimaient dans un français impeccable et se présentaient au téléphone sous de faux noms fleurant bon le terroir : Me Thierry De Bahn, Me Dubout-Blanc, Marc de la Villardière et Charles de la Roche. Entre autres…

Et puisqu'il fallait y aller franco, ils avaient monté de faux sites internet d'avocats, eux-mêmes connectés à de faux sites de généalogistes. La bande n'a d'ailleurs pas hésité à utiliser un nom de vrais généalogistes n'ayant rien à voir dans leur combine. En outre, lorsqu'un « client » mordait à l'hameçon, ils lui faisaient signer une clause de confidentialité.

Les investigations de la police française sur les agissements de cette bande ont débuté en 2014 et elles n'ont pas été faciles puisque certaines des personnes lésées ont hésité à déposer plainte ou à déposer tout court devant les enquêteurs. L'ingéniosité des méthodes déployées par les arnaqueurs explique sans doute pourquoi ils ont pu poursuivre impunément leurs activités jusqu'au printemps 2016.

Lors de sa conférence de presse du 26 avril 2016, le vice- procureur Mathieu Fohlen a souligné la similarité entre le professionnalisme et les techniques de persuasion utilisées par les escrocs aux FOVI et ceux à l'assurance-vie. Ce qui n'est sans doute pas un hasard.

147. Gilbert Chikli est également recherché en Suisse pour avoir, en 2004-2005, extorqué près d'un million d'euros à des vignerons vaudois en leur faisant croire qu'il les introduirait sur le marché américain. Interpellé par la *PNI*, il a été extradé vers la France en janvier 2008 pour y être mis en examen pour escroquerie en bande organisée par la juge d'instruction Sylvie Gagnard. Incarcéré, il a profité d'une remise en liberté pour fuir en Israël. Chikli ne fait cependant pas partie de la criminalité organisée israélienne, il passe plutôt pour la figure emblématique de criminalité juive française installée en Israël. En entouré de sa cour, il se pavane à Ashdod mais il est d'abord un loup solitaire. S'il n'a rien d'un héros, le film « Je compte sur vous », sorti à Paris le 30 décembre 2015, s'inspire largement de son affaire. Outre Vincent Elbaz et Nicole Calfan, Pascal Elbé et Julie Gayet figurent à son générique. Plusieurs jours de tournages se sont d'ailleurs déroulés au printemps 2015 autour du vieux port de Jaffa ainsi que dans quelques quartiers de Tel-Aviv.

148. En 2012, la compagnie Brittany Ferries a également été ciblée par une organisation d'escrocs francophones opérant à partir de l'État hébreu. Ceux-ci s'étaient procurés des documents de l'entreprise sur lesquels figurait la signature du président de son conseil de surveillance et sont parvenus à convaincre le service comptabilité de leur envoyer plusieurs virements internationaux. Valeur : un million d'euros.

Dans la même veine, au début de 2013, la société de commerce de bois PMB Import (Rennes) s'est fait siphonner 14 millions d'euros virés sur un compte en Israël suite à l'appel téléphonique d'un faux responsable de Wolseley, la maison-mère britannique.

149. Qui a depuis lors fermé son officine sise avenue Rotschild à Tel-Aviv.

XIX

Au nom du carbone

Fortement médiatisés, les arnaqueurs au FOVI et du forex sont pourtant loin d'approcher le niveau des « hommes d'affaires » français qui ont opéré sur le « Bluenext », le marché des droits de polluer, et qui y ont monté une énorme cavalerie à la TVA.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, constatons qu'il existe de nombreux points communs entre ces escrocs à la TVA que l'on présente couramment comme la « mafia du carbone », et les protagonistes des scandales de cavalerie à la TVA et de blanchiment découvertes dans le Sentier à partir du milieu des années quatre-vingt dix.

Parce que ces deux affaires sont nées dans le même petit milieu juif séfarade, qu'elles portaient sur des sommes se chiffrant en milliards d'euros, et que plusieurs de leurs protagonistes ont tenté de profiter de leur fortune mal acquise en s'installant en Israël.

Par ailleurs, il existe des passerelles entre les affaires du Sentier, les arnaqueurs du FOVI, ceux du forex et la mafia du carbone.

Ces passerelles, ce sont des individus que l'on retrouve simultanément dans plusieurs de ces affaires. Exemple parmi d'autres : Robert Behassen, un personnage cité dans le chapitre précédant mais qui a également frayé avec les arnaqueurs dont nous allons évoquer les activités dans les pages suivantes[150]. Par ailleurs, une série d'intermédiaires grassement payés ont fourni les mêmes services financiers et les mêmes filières de blanchiment aux escrocs du FOVI et à la mafia du carbone.

Enfin, retenons que la plupart des arnaqueurs impliqués dans la fraude au droit de polluer ne sont pas apparus par hasard dans ce dossier. Nombre d'entre eux étaient en effet déjà connus de la justice. Ils s'étaient en effet aiguisés les dents dans des trafics de téléphones volés pour certains, comme dealer de coke pour d'autres, voire comme vendeurs de fringues au « black ».

Fin du préambule, passons aux arnaqueurs du carbone.

Entre novembre 2008 et juin 2009, s'abritant derrière des sociétés fictives et opérant via internet sur Bluenext, la plateforme de vente et d'achat de quotas d'émission de CO_2 (dioxyde de carbone), ceux-ci ont acheté et revendu des « droits de polluer » en « oubliant » de reverser au passage une TVA de 19,6 % que les États européens leur avançaient[151]. En quelques années, ils ont, grâce à ce casse du siècle inodore, incolore et insipide, amassé un pactole d'au moins 1,6 milliard d'euros qui suscite aujourd'hui bien des convoitises. Riches, ces « *olim* » arnaqueurs le sont devenus sans aucun doute. Mais leur nouveau statut social les oblige à s'entourer de nombreuses mesures de sécurité et de gardes du corps.

Considéré comme l'un des acteurs les plus en vue de cette arnaque qui lui aurait permis d'empocher 23 millions d'euros, Cyril Astruc[152], alias « Alex Khann », a lui aussi effectué son *alyah* avec son épouse et ses enfants pour échapper à la justice française pendant quelques années. Mais il n'a pas été dépaysé en arrivant car il n'en n'était pas à son premier séjour dans l'État hébreu. Car ce fils d'un tailleur et d'une institutrice de Mantes-la-Ville (Yvelines) avait déjà séjourné en Israël avec son épouse au début des années 2000. Le couple avait alors posé ses valises à Eilat pour y ouvrir un club discothèque baptisé l'*X*-cite.

Jusque-là, rien à dire. Sauf qu'Astruc n'était pas blanc-bleu en effectuant sa première *alyah* puisqu'il venait d'être condamné dans le cadre d'un dossier de trafic international de cocaïne et qu'il était passé par la case prison. Certes, il n'était pas considéré comme un trafiquant au sens strict du terme mais il avait été leur complice en leur fournissant un appui logistique, des téléphones et des faux papiers.

À cette sale affaire s'ajoutaient des poursuites pour escroquerie et fraude à la TVA dans le cadre d'un dossier relatif à un commerce de téléphones portables. En théorie, les antécédents judiciaires d'Astruc lui interdisaient d'obtenir la nationalité israélienne. Mais ça, c'est la théorie. En pratique, tout est possible dans l'État hébreu si l'on sonne à la bonne porte et que l'on dispose des bonnes connexions.

Surnommé « le Maigrichon » ou « l'Indien », le Français n'est pas resté longtemps à Eilat : il s'est embrouillé avec plusieurs personnes – dont un autre

Français – qui ne demandaient qu'à lui faire la peau et il a pris la poudre d'escampette. Direction les États-Unis d'où il a ensuite été extradé en Suisse – les enquêteurs l'y accusaient de blanchiment – avant d'être expulsé vers la France afin d'y purger la peine prononcée au début des années 2000.

Un beau parcours. Qui ne l'a manifestement pas calmé. À sa libération, « l'Indien » est donc reparti en Israël et c'est à partir de là qu'il a bâti sa fortune en menant ses combines sur *Bluenext*.

Le *bodyguard*

Villa de 1 600 mètres carrés à Herzliya Pitouah truffée de technologies communicantes, voitures de luxe, haras basé à Udim, champagne à gogo : le « maigrichon » a mené grand train en Israël. Grâce à son argent, son entregent, et son mode de vie bling-bling, il est devenu l'une des personnalités les plus en vue de la nuit tel-avivienne.

Outre ses quatre magasins sur la « Kikar Hamedina » de Tel- Aviv, un espace alors réservé aux boutiques de luxe et aujourd'hui en déclin, il a, en novembre 2010, ouvert un « lounge bar » – restaurant baptisé « Byblos ». Un établissement de style nouveau riche où l'on trouvait aussi une photo de Coluche – la même que celle figurant sur les affiches des Restos du coeur – encadrée sur une étagère.

Situé sur le boulevard Herbert Samuel de Tel-Aviv, face à la promenade mer, le « Byblos » se voulait classieux et branché. À l'occasion de son inauguration, l'on pouvait en tout cas y croiser des fêtards et des affairistes s'empiffrant de coupelles de caviar en reluquant des créatures de rêves dont certaines se contorsionnaient en string sur le bar.

Ambiance chaleureuse, musique, filles moyennement farouches et alcool à gogo : on trouvait au « Byblos » tout ce qu'il faut pour attirer des noctambules en goguette et les hommes d'affaires ne lésinant pas sur les additions salées.

Avec le Byblos Astruc semblait au sommet de sa gloire éphémère. D'autant qu'il avait acquis des magasins de luxe sur la « Kikar Hamedina », la place commerçante huppée de Tel-Aviv, et qu'il fréquentait le gratin. Des *people*, des oligarques parmi lesquels Michael Cherney.

Puisque son patron savait y faire, le *Byblos* est rapidement devenu un endroit incontournable. « L'Indien » ne prenait pas la peine de se faire discret alors qu'il se savait recherché par plusieurs pays européens dont la Belgique, laquelle l'accuse d'avoir, en 2009, fait perdre 72 millions d'euros à la banque Fortis, devenue depuis lors la branche belge de BNP-Paribas[153].

La *PNI* a évidemment été informée des procédures en cours en France et en Belgique. Et il n'a pas fallu longtemps pour qu'elle s'intéresse aux fréquentations douteuses de son nouveau « client ». D'autant qu'il se passait parfois au *Byblos* des événements nettement moins *glamour* que ceux que les périodiques consacrés à la vie des *people* et des starlettes relataient à l'époque.

En janvier 2011, Astruc a été interpellé et interrogé après que son garde du corps Vitali Borkosh eut été abattu par Mark Emmanuelov, l'un des portiers du *Byblos* employé par la firme *L. R Security, et qu'un autre garde eut été blessé par le même tir.*

La victime et son meurtrier se détestaient. Ils ne pouvaient pas se croiser sans s'insulter. Un soir d'hiver, devant le *Byblos,* le ton est monté très haut – trop haut et Borkosh a lancé un verre d'eau au visage d'Emmanuelov, lequel a sorti son arme et blessé sa victime à bout portant.

Le portier en voulait manifestement beaucoup à celui qu'il venait d'abattre. Et le fait de le voir se vider de son sang ne l'a pas apaisé. Au contraire, puisqu'il s'est approché du garde du corps agonisant pour l'achever au sol.

Inculpé en février 2011, Emmanuelov a été condamné à la perpétuité. Le tribunal n'a pas suivi sa défense abracadabrante selon laquelle il aurait été victime d'une provocation et se serait retrouvé en état de légitime défense.

Quant à « l'Indien », il n'a pas été retenu bien longtemps dans le cadre de cette enquête. En fait, les policiers voulaient effectuer des vérifications et savoir à qui ils avaient à faire puisqu'ils connaissaient son pedigree judiciaire hors d'Israël.

La curiosité des enquêteurs envers cet « homme d'affaires » au style flamboyant était d'autant plus attisée que son garde du corps abattu par Emmanuelov ne leur était pas inconnu. Parce qu'il disposait d'un casier judiciaire à rallonge mais aussi – et surtout – parce qu'il assurait la sécurité d'Amir Mulner, ce « prince » de la criminalité organisée dont nous avons largement examiné les méfaits dans les chapitres précédents.

À l'époque Mulner, qui fréquentait Astruc depuis l'installation de ce dernier à Eilat, se trouvait en détention préventive. Son *bodyguard* avait donc accepté de travailler pour le patron du *Byblos* en attendant de retrouver ses fonctions habituelles. Mal lui en a pris…

L'homme en Ferrari

Cyril Astruc a toujours aimé donner de lui l'image d'une sorte de *baba cool* attardé sympathique et souriant.[154] Devant certains journalistes, il s'est également présenté, de gourou écologiste en quête d'un monde meilleur.

À tort ou à raison, des enquêteurs israéliens estiment eux qu'Astruc à fait du *business* avec l'organisation de Mulner. Ce qui expliquerait pourquoi ce dernier lui aurait prêté son garde du corps et pourquoi ses hommes étaient aux petits soins pour lui.

Un exemple ? L'histoire débute le 3 novembre 2012 aux environs de minuit au croisement de l'avenue Dizengoff et de la rue Frishman, deux artères importantes du centre de Tel-Aviv.

Sans prévenir, une superbe Ferrari venant du nord de la ville en direction du sud change subitement de direction et heurte violemment une voiture Hyundaï circulant en sens contraire.

Les passagers des deux véhicules sont indemnes mais lorsque ceux de la Hyundaï demandent ses coordonnées à Astruc, le conducteur de la Ferrari, afin de régler l'affaire à l'amiable par le biais des assurances, le franco-israélien refuse. De manière grossière.

Une discussion s'engage. Le couple de la Hyundaï ne sait pas qu'il se trouve face à « l'Indien ». Encore moins son accompagnateur Iwan Abou Jedid, un truand fiché par la *PNI* pour ses contacts avec l'entourage de Mulner.

Abou Jedid se fait rapidement menaçant. Il refuse de donner ses coordonnées ainsi que celles du conducteur de la Ferrari mais il consent finalement de communiquer son numéro de portable aux propriétaires de la Hyundaï, qui se plantent devant la voiture d'Astruc en l'empêchant de démarrer.

Le ton monte. Astruc fait gronder son moteur en menaçant d'écraser ceux dont il vient pourtant d'endommager le véhicule en exécutant une manœuvre fautive. Lui et Abou Jedid se montrent tellement désagréables que des passants et des

témoins de l'accident interviennent. Ils protègent les propriétaires de la Hyundaï en encerclant la Ferrari.

La passagère de la Hyundaï filme la scène avec son portable, ce qui déclenche la fureur d'Astruc. Prêt à en découdre, il menace verbalement la femme en tentant de s'emparer de son appareil. Un couple de témoins intervient pour empêcher « l'Indien » de la frapper et une bousculade s'ensuit.

L'affaire tourne à l'aigre. Astruc et Abou Jedid s'en prennent aux témoins, les insultes fusent. Quelques horions également.

Sous tension

Le public prend fait et cause pour les passagers de la Hyundaï. Face à cette résistance, Astruc rameute ses « amis » par téléphone. Et pas n'importe lesquels : des hommes de Mulner auxquels il demande de rappliquer dare-dare sur la scène de l'accident afin de l'aider à confisquer le portable de la passagère de la Hyundaï. Manque de chance, certains de ces gros bras ont été placés sur écoute par la *PNI,* qui suit l'affaire en *direct.*

Les lieutenants de Mulner débarquent dans une Corvette blanche. Ils semblent pressés d'en finir et surtout d'évacuer le contenu de la Ferrari qu'Abou Jedid a mis à abri dans leur Corvette. De quoi s'agit-il ? Les témoins n'ont pas prêté attention ou ne se souviennent plus. L'un d'entre eux évoque une arme sans être affirmatif à 100 %.

En tout cas, les trois « amis » appelés à l'aide par Astruc ne sont pas inconnus de la police : il s'agit de Gal Shahar, de Gal Levy et d'Avi Rahamim, des truands de Ramat-Gan considérés comme faisant partie du premier cercle de Mulner.

Selon l'acte d'accusation dressé par la suite à charge d'Astruc, d'Abou Jedid, de Shahar, de Levy et de Rahamim, plusieurs restaurateurs et commerçants témoins de la scène ont tenté de calmer les inculpés mais rien n'y a fait. Ces personnes de bonne volonté ont soit été insultées, bousculées, violentées, ou menacées de mort.

Quant au conducteur de la Hyundaï et à sa passagère qui avaient filmé une partie des événements, ils ont dû se réfugier sous une table puis dans les cuisines d'un restaurant voisin. « Donne-moi ton portable que j'efface les photos », a éructé Shahar devant l'un des témoins transi de peur. « Si tu ne fais pas toi-

même je m'en chargerai et je t'exploserai la gueule ». À une serveuse qui tentait de s'interposer, un complice d'Astruc a lancé des menaces explicites : « Tu dégages ou tu crèves ! ».

Arrêtés et inculpés de chantage avec violence, menaces et association de malfaiteurs, « l'Indien » et ses amis ont cependant été remis en liberté au bout de quelques jours. Une décision aussitôt contestée par le parquet.

Dans les mois qui ont suivi, l'un des treize témoins recensés dans le dossier a demandé à ne plus y figurer par peur de devoir en découdre avec les autres membres de l'organisation de Mulner.

Dans le même temps, les avocats des protagonistes de l'échauffourée du carrefour Dizengoff-Frishman ont tenté de négocier une transaction avec le parquet, qui s'y est opposé.

L'attentat du parking

Au début de novembre 2013, c'est-à-dire pendant cette période de négociations entre le parquet et les avocats des prévenus, la voiture d'un procureur a explosé sur le parking du palais de justice. Un procureur oui, pas n'importe lequel puisqu'il était chargé de la plupart des dossiers touchant à la criminalité organisée. Et de celui de Mulner en particulier. Dans ce cadre, le magistrat il gérait donc l'affaire de la rue Frishman et il s'opposait à tout accord de « plaider coupable » avec Astruc et consort.

Précision importante : « l'Indien » n'est pas soupçonné dans l'enquête sur cet attentat. Quant à Mulner, la *PNI* – qui ne dispose d'aucune preuve pour le moment – continue à la présenter comme le cerveau de l'affaire. Cela, même s'il est volontairement revenu de son exil thaïlandais, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent.

Peu après l'explosion du parking, onze membres de l'organisation de Mulner ont en tout cas été arrêtés et son 4 × 4 blindé, saisi. Mais l'intéressé se trouvait déjà loin. Quoi qu'il en soit, il se dit dans les milieux interlopes de Tel-Aviv que Mulner n'a pas apprécié de voir ses hommes impliqués par Astruc dans l'affaire de la Ferrari. Et qu'il lui en veut pour cela. Parce que Mulner a horreur que l'on parle de lui et que l'échauffourée du croisement Dizengoff-Frishman a braqué

les projecteurs de l'actualité – la presse israélienne a consacré plusieurs articles à cette affaire – sur lui et sur ses hommes.

À la même époque, les astres n'étaient en tout cas pas plus favorables à Astruc qu'à Mulner puisque le juge d'instruction Guillaume Daeïf ainsi qu'un magistrat belge accompagnés d'enquêteurs des deux pays et de leurs homologues israéliens ont perquisitionné chez « l'Indien » dans la nuit du 1er au 2 novembre 2013. Une opération coup de poing menée dans le cadre des instructions alors en cours à paris et à Bruxelles.

Cependant, Astruc n'était pas le seul visé puisque vingt villas ont été perquisitionnées et quarante-cinq franco-israéliens impliqués dans des affaires de cavaleries à la TVA ont alors été interpellés pour interrogatoire.

Ces « *olim* » dont nous reparlerons plus loin, vivent en meute. Ils ne parlent quasiment pas l'hébreu et ne frayent pas ou peu avec les Israéliens de souche. Et pas davantage avec les autres Israéliens d'origine française. Voitures tapageuses à plaques étrangères, tocantes impressionnantes et fringues de grand luxe, les arnaqueurs « made in France » mènent grand train en Israël.

En 2013-2014, plusieurs d'entre eux ont ainsi suscité les plaintes des habitants de Neve Tzedek, un quartier huppé de Tel-Aviv où ils s'étaient installés en mobilisant une ruelle entière pour eux et pour les balèzes chargés d'assurer leur sécurité. Outre les caméras sophistiquées qui surveillaient les environs, deux montagnes de muscles originaires d'Europe de l'est patrouillaient en effet autour de la maison vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au grand déplaisir des voisins qui avaient peur et se sentaient assiégés. Même le facteur ne pouvait approcher. D'ailleurs, on ne trouvait aucun nom sur la sonnette de cette maison privative – l'une des plus chères de Neve Tsedek – dont les volets restaient clos en permanence.

Dans le groupe d'Hertzliya perquisitionné en 2013, ce sont majoritairement les hommes qui ont des comptes à rendre avec la justice française mais pas les épouses, les compagnes ou les maîtresses. Puisque les premiers ne peuvent quitter le territoire de l'État hébreu sans risquer l'arrestation immédiate, les secondes ont donc pris l'habitude de partir ensemble en vacances à l'étranger. À Las Vegas, notamment.

Le dossier belge

Retour à Cyril Astruc puisque celui-ci s'est rendu à la justice française le 10 janvier 2014, alors que l'affaire Dizengoff-Frishman était toujours pendante en Israël et que l'enquête sur l'attentat du palais de justice de Tel-Aviv battait son plein. Suite logique de son retour dans l'Hexagone : il a aussitôt été inculpé d'escroquerie et de blanchiment en bande organisée et immédiatement incarcéré à Fresnes pour y purger une peine de quatre ans prononcée dans le cadre d'un dossier de faux papiers.

L'entourage d'Astruc affirme que celui-ci a négocié son retour avec les autorités françaises. Il a en tout cas été remis en liberté provisoire – avec une interdiction de quitter le pays – au bout de quinze mois de détention. Astreint au port d'un bracelet électronique, il s'est manifesté à plusieurs reprises dans les médias. C'est d'ailleurs en faisant une apparition sur Canal + le 13 décembre 2015 qu'il a célébré son retour à la liberté totale en attendant son procès suivant.

Pendant le séjour de « l'Indien » derrière les barreaux, son épouse et ses autres proches sont restés en Israël où un certain Itamar, l'homme de confiance d'Astruc, a consciencieusement veillé sur eux. Et sur les affaires.

À Bruxelles, le juge d'instruction Michel Claise a suivi tout cela avec intérêt puisqu'il soupçonne « l'Indien » d'avoir également opéré à partir du plat pays lorsque les autorités françaises, qui venaient de prendre conscience de l'ampleur de l'escroquerie menée par lui et par de nombreux autres, ont décidé le 15 juin 2009 de supprimer la TVA sur les transactions de *Bluenext* avant de supprimer ce marché un peu plus tard. Outre-Quiévrain, Astruc aurait donc utilisé divers prête-noms et intermédiaires pour vendre pour 400 millions d'euros de « droit de polluer » à la banque BNP-Paribas-Fortis, filiale belge du groupe français. Celle-ci a ensuite été contrainte de rembourser au fisc belge le montant des taxes (72 millions d'euros) qui les arnaqueurs français avaient « oublié » de payer.

Le nom d'Avi Ben Ezra, un homme d'affaires franco-israélien qui agissait pour le compte d'Astruc, revient souvent dans le volet belge de l'arnaque au CO_2. Le 28 avril 2015, le juge Claise, qui l'avait déjà fait entendre par ses enquêteurs, a lancé contre lui un mandat d'arrêt international pour escroquerie en bande organisée et blanchiment. Au début de 2016, l'homme se trouvait toujours dans l'État hébreu. Sans être inquiété alors qu'il est également recherché par la justice française depuis le début de 2014 en raison de ses activités avec Astruc.

Direction Tel Aviv

Plusieurs procès traitant d'escroqueries au carbone ont déjà eu lieu en France et une quinzaine d'affaires y sont encore à l'instruction au moment où ces lignes sont écrites. Cyril Astruc n'est donc pas le seul arnaqueur au CO_2. Il n'est pas le seul non plus à avoir fait sont « *alyah* » pour se mettre à l'abri d'un séjour en prison.

En janvier 2012, la 11e Chambre du tribunal correctionnel de Paris a ainsi condamné Fabrice Sakoun à cinq ans derrière les barreaux et à un million d'euros d'amende pour avoir escroqué l'État de 43 millions d'euros en achetant et vendant des droits de polluer.

Grossiste en textile du Sentier, gérant d'une société baptisée « Nathanaël », le commerçant recyclé dans la combine du gaz carbone avait répondu aux convocations des enquêteurs durant l'instruction du dossier. Placé sous contrôle judiciaire, il s'est d'ailleurs régulièrement présenté au commissariat de police. Mais il était absent à l'audience le jour du prononcé du jugement. À ce moment-là, il se trouvait déjà en Israël où il avait investi dans l'immobilier ainsi que dans un hôtel à Tel-Aviv acheté sept millions d'euros.

Avant d'entamer sa cavale, Sakoun avait investi une partie de ses gains et certains enquêteurs le soupçonnent encore d'avoir gravité autour d'un trafic de cocaïne. Mais il n'est pas le seul escroc du carbone dans le cas.

En novembre 2010, cent onze kilos de cette drogue ont ainsi été découverts à Neuilly-sur-Seine, cachés dans deux valises et dans une armoire, chez une princesse saoudienne apparentée à la famille royale de ce pays. Valeur estimée du butin : environ vingt-cinq millions d'euro.

Le trafic était financé par l'ex-garagiste devenu escroc Yannick Dacheville, alias « le gros », une figure lyonnaise de la « mafia du CO_2 » qui sera, dans le cadre de cette affaire, condamné en mai 2014 à douze ans de prison assorties d'une période de sûreté de huit ans et d'une forte amende. En fuite au moment du prononcé du jugement il a poursuivi sa cavale pendant deux ans avant d'être arrêté à Dubaï en avril 2016.

Les écoutes effectuées pour boucler le dossier de la coke de Neuilly ont établi qu'un superflic de Lyon gravitait autour de ce trafic. Pas pour enquêter mais parce qu'il informait l'entourage de Dacheville, en déplacement permanent dans

les émirats, en Israël, aux États-Unis ou au Venezuela, des progrès de l'enquête le concernant.

Certes, le « Gros » n'apparaissait pas directement au contact du « superflic » ripoux mais il utilisait des relais. Entre autres, Stéphane Alzraa, un « homme d'affaires » douteux que ce policier présentait comme son « informateur » alors qu'il était son corrupteur, ainsi que ses deux cousins Albert et Gilles Benichou, deux figures du milieu juif séfarade de Lyon au casier judiciaire bien rempli. Surtout Gilles, un escroc qui s'est parfois fait passer pour un agent du Mossad et qui a notamment été condamné pour fraude fiscale, escroqueries et extorsion. Habitué des commissariats, il s'est, au début des années 2000, mis à l'abri de la justice française en Israël où il a choisi le nom hébraïsé d'« Itzhak Ben Yshaï ». Flambeur, tchatcheur bling bling et amateur de voitures de luxe, Alzraa était, comme Dacheville, impliqué jusqu'au cou dans l'escroquerie au carbone. Il contrôlait en sous-main de nombreuses sociétés offshore exotiques dont les comptes étaient utilisés pour faire transiter l'argent de la fraude. Une partie de cet argent, ainsi que de luxueux cadeaux, ont été « offerts » à ce flic Lyonnais par les frères Benichou en échange renseignements confidentiels sur les affaires judiciaires les concernant ainsi que sur l'évolution du dossier de Dacheville.

Le « superflic » s'est fait inviter avec son épouse dans de luxueux hôtels marocains et il a accepté des montres de luxe, des flacons de parfums et de nombreux autres « cadeaux amicaux ». Outre les informations orales, il transmettait également à Alzraa et à Benichou des documents confidentiels : des extraits de casiers judiciaires, le contenu de fiches de recherches dans l'espace Schengen, ainsi que des données confidentielles puisées dans la base informatique d'Interpol.

Le « superflic » répondait à quasiment toutes les demandes de ses « amis » et des amis de ses amis. L'une des fiches transmises à Benichou concernait Cyril Astruc, auquel Alzraa affirme avoir rendu visite à Tel-Aviv à deux reprises en 2013. Peut-être pour y parler affaires puisque les deux hommes sont impliqués dans la création d'une coquille fiscale à Chypre. Une autre fiche transmise par ce policier lyonnais à ses prétendus « informateurs » concernait Gilbert Chikli, le pape de l'escroquerie aux FOVI dont nous avons évoqué les faits d'armes dans le chapitre précédent.

Au terme d'un procès retentissant, ce policier lyonnais a été condamné à deux ans de prison avec sursis. Quant à nos deux corrupteurs franco-israéliens, ils étaient déjà en cavale le jour du prononcé du verdict. En Israël ? Évidemment. Avant de tomber dans le cadre de cette affaire, Alzraa y avait en tout cas effectué comme de nombreux autres Français une « *ayah* » fictive dans ce pays pour des raisons fiscales. Au cours de l'un de ses interrogatoires par des enquêteurs français dans le cadre d'une autre affaire (un dossier de fraude fiscale), il avait alors prétendu habiter à Tel-Aviv et travailler pour le compte d'une entreprise immobilière basée à Efrat, une colonie de Cisjordanie située entre Jérusalem et Bethléem.

À l'en croire, il était rémunéré sept mille euros par mois pour trouver des clients à l'étranger. Une somme extravagante lorsque l'on connaît le niveau réel des salaires israéliens et que l'on sait que les intermédiaires immobiliers de l'État hébreu sont payés à la commission.

Quoi qu'il en soit, la cavale d'Alzraa n'aura pas duré longtemps puisqu'il a été arrêté à la mi-novembre 2016, par hasard, par des agents de la PNI qui effectuaient un contrôle routier de routine.

Retour au procès Nathanël. Outre Sakoun, David Illouz, qui passait pour le « trader » de l'organisation, a également écopé d'une peine sévère : trois ans de prison et cent mille euros d'amende. Quant à Haroun Cohen, le tribunal l'a condamné à quatre ans et à un million d'euros d'amende. Mais il s'était lui aussi relocalisé dans l'État hébreu avant le prononcé du jugement.

Enfin, Elie Balouka et Sid Foudil, deux complices de moindre importance, s'en sont sortis avec trente mois, dont six avec sursis pour le premier et douze mois pour le second.

Dans son jugement, la 11e Chambre correctionnelle a condamné les escrocs de Nathanaïl à rembourser les 43 millions d'euros spoliés au Trésor public, mais tout porte à croire que ce dernier ne les récupérera jamais. Certes, sept comptes bancaires ont bien été gelés, des immeubles appartenant à Cohen, ainsi que des voitures de luxe ont été saisis. En outre, la justice israélienne a confisqué plusieurs biens immobiliers et sommes d'argent à la demande de son homologue français. Mais le compte n'y est pas et il ne sera sans doute jamais.

Blanchisseur professionnel

En juin 2013, soit un peu plus d'un an après la clôture du dossier Nathanaïl, l'« homme d'affaires » Michel Keslassy a quant à lui été condamné à trois ans et demi de prison et à 65,6 millions d'euros d'amende. Libéré pour raisons de santé et et contraint de porter un bracelet électronique, ce dernier a profité d'une panne fort opportune du système de surveillance pour rejoindre Israël en décembre 2013.

Étrange personnage que ce franco-israélien ayant déjà eu des ennuis judiciaires en Europe et en Israël avant d'être mêlé aux activités de la mafia du carbone.

En tout cas, il semble avoir trempé dans de sombres affaires liées au blanchiment d'argent sale. Exemple : lorsque IDB, la holding la plus puissante de l'État hébreu, a rencontré des difficultés financières vers 2008-2009 et que deux hommes d'affaires peu connus dans l'État hébreu, un « businessman » argentin et un Israélien fort actif en Allemagne, se sont associés pour en prendre le contrôle, Nohi Dankner, le P-DG de la holding, a alors tout mis en œuvre pour ne pas se faire décramponner. Dans ce cadre, il a loué les services de « Black Cube », un cabinet d'enquêtes privées haut de gamme basé à Tel-Aviv et formé par des anciens des différents services de renseignements israéliens. La mission : savoir qui étaient les candidats à la reprise d'IDB et trouver le moyen de leur mettre des bâtons dans les roues.

Le rapport des enquêteurs privés contient de nombreuses informations sans rapport avec le sujet de ce livre mais son contenu n'a jamais été contesté en justice. Or, le nom de Michel Keslassy y est cité à plusieurs reprises. Ce qui nous intéresse.

En effet, selon « Black Cube », le franco-israélien était lié à l'un des hommes d'affaires qui tentaient de prendre le contrôle de IDB. Et pas par pure amitié puisqu'il l'aidait à créer en Europe des sociétés ayant pignon sur rue afin de blanchir d'importantes sommes d'argent de provenance inconnue.

Dans le cadre de ses investigations, « Black Cube » a d'ailleurs retrouvé un Belge sollicité en 2009 par Keslassy pour servir d'homme de paille dans la combine. Celui-ci a fourni un témoignage détaillé et s'est déclaré prêt à le confirmer devant la justice israélienne. À l'en croire, il aurait rencontré Keslassy à deux reprises. Une première fois dans les tours jumelles de Ramat Gan où son hôte louait alors des bureaux et une deuxième fois à Bruxelles.

Dans son témoignage, le Belge prétend qu'en ces deux occasions, le franco-israélien a insisté pour qu'il serve d'homme de paille et ouvre des « lessiveuses » en Europe dans le but d'y faire circuler de l'argent via leur compte bancaire. Ce qu'il jure avoir refusé.

Indépendamment des investigations menées par « Black Cube », le nom de Keslassy figure à plusieurs reprises dans les annales judiciaires israéliennes. Plus précisément dans les fichiers relatifs à la criminalité organisée puisqu'il a été en contact avec la famille mafieuse Aboutboul de Natanya.

À l'occasion du procès d'Assi Aboutboul que nous avons détaillé dans un chapitre précédent, le procureur a d'ailleurs affirmé que Keslassy a aidé le fils du « parrain de Natanya » a établir un réseau de sociétés fantômes en Europe. Des coquilles vides destinées à lui permettre de recycler le produit financier de ses méfaits.

Après trois longues années de cavale, Keslassy a été arrêté fin octobre 2016 à Neuilly-sur-Seine où il avait loué un appartement sous une fausse identité. Il s'y était installé la veille à son retour d'Israël.

Proximité mortelle

Autre figure importante de la mafia du carbone : Gregory Zaoui[155], un ami de Sakoun – il a témoigné en sa faveur durant le procès Nathanaël – arrêté en mars 2016, à Roissy, à sa descente d'avion.

Considéré comme l'un des initiateurs de l'escroquerie au CO_2, ce quarantenaire avait créé la société « Crépuscule » fort active à la bourse européenne d'achat et de vente des droits de polluer. Sa boîte était virtuelle et ses bureaux inexistants. Lui et sa compagne ont au moins détourné 156 millions d'euros dont une partie a abouti sur un compte à la banque privée zurichoise Julius Baer. Inculpée dans le dossier, celle-ci a d'ailleurs versé une caution de 3,75 millions d'euros.

En 2014, alors qu'il était toujours interrogé sur ses activités, Zaoui a refusé de payer la caution de six millions d'euros que lui réclamait la justice française pour rester libre. Mais il n'avait pas non plus l'intention de se laisser enfermer : il a donc pris la poudre d'escampette avec d'autant plus de fougue que plusieurs autres enquêtes touchant à des arnaques de grande ampleur le cernaient de près.

Sa cavale, Zaoui l'a passée aux États-Unis et en Israël mais il est revenu volontairement en France « pour s'expliquer ».

Les dossiers relatifs aux escroqueries au droit de polluer montrent que les organisations criminelles impliquées dans ces arnaques n'étaient pas structurées. Elles opéraient à partir de plusieurs endroits, prenaient des formes variées et mutaient au fil du temps.

L'une d'entre elles était basée dans les Bouches-du-Rhône et comptait au moins vingt-et une personnes opérant sur le « Bluenext » à travers les sociétés Énergie Groupe et RIDC. Un avocat marseillais connu les aidait à blanchir l'argent, qui coulait à flots.

Les principaux animateurs de cette bande ? Une ancienne prof de math d'origine corse et un « homme d'affaires » passant alors son temps entre Monaco et Israël.

Tous les suspects identifiés dans le « dossier Énergie Groupe » ont été inculpés entre 2013 et 2016. Arrêté à Monaco, « Gad » a été remis aux autorités françaises. Il n'a pas traîné à reconnaître son implication comme « trader » dans cette escroquerie qui a spolié l'État de 385 millions.

En attendant leur procès, un yacht d'une valeur de huit millions d'euros, de l'argent liquide et des montres de luxe ont été saisis. En revanche, tout porte cependant à croire que le produit de l'escroquerie ne sera jamais restitué puisqu'il a été été blanchi via des comptes ouverts dans des paradis fiscaux et à Hong Kong ainsi que dans des opérations immobilières à Los Angeles.

Si les franco-israéliens ont joué un rôle important dans les escroqueries au carbone, le principe de cette arnaque a largement dépassé les frontières de l'hexagone puisque des procédures judiciaires ont également été déclenchées en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne au Danemark et en Grande-Bretagne.

En 2012 ont d'ailleurs été jugés à Londres trois Britanniques d'origine pakistanaise qui avaient réussi à gruger le fisc de leur pays de 34,3 millions d'euros en opérant pendant soixante-neuf jours sur le marché des droits de polluer et en « oubliant » eux-aussi de verser la TVA au budget de Sa Gracieuse Majesté.

Cependant, la France est le seul pays où plusieurs figures de la mafia du carbone étaient en contact avec le « vrai » milieu des truands Corses ou Gitans.

Et c'est aussi le seul pays où quatre personnes impliquées dans ces escroqueries ou gravitant dans l'entourage ont été assassinées.

À commencer par un Azoug Amar abattu le 30 avril 2010 devant le restaurant « Au bois doré » à Saint-Mandé, par deux faux policiers qui se sont enfuis après s'être emparés d'un colis qu'il transportait dans sa camionnette.

Dealer de coke dans les quartiers chics de Paris, braqueur à ses heures, Azoug Amar a longtemps été le lieutenant de Serge Lepage, une figure centrale du « gang de la banlieue sud » dirigé par son père Michel Lepage[156].

Deuxième victime recensée, Sammy Souïed (44 ans), un escroc patenté abattu le 10 septembre 2013 de six balles de 7.65 dans le thorax et dans l'épaule à la porte Maillot, alors qu'il venait de débarquer d'Israël pour une courte réunion.

Surnommé le « caïd des hippodromes » parce qu'il avait fréquenté le milieu hippique et qu'il y avait blanchi une partie de sa fortune illégalement gagnée, ce joueur de poker avait eu maille avec la justice française à de multiples reprises.

Dont certains étaient censés paraître dans des périodiques de la police et de la gendarmerie. Une affaire juteuse qui lui avait semble-t-il permis d'engranger les premiers millions d'euro investis ensuite dans l'escroquerie au carbone.

Avant de « monter » en Israël en 2007 pour y refaire sa vie, Souied s'était fait une réputation peu flatteuse dans le milieu juif pied-noir de Paris.

Ceux qui l'on connu affirment que Souied fréquentait principalement des combinards dont Fabrice Sakoun, l'un des premiers escrocs du carbone a avoir été condamné et avec lequel il a fait quelques affaires douteuses avant de se brouiller.

Quoi qu'il en soit, le « caïd des hippodromes » a vu large lorsqu'il s'est établi dans l'État hébreu : une magnifique villa louée, ainsi qu'une autre propriété à Hertzliya Pitouah.

Là, ce père de quatre enfants ne se cachait d'ailleurs pas, même s'il prenait quelques mesures de précautions. En tout cas, il accordait souvent des dons aux associations caritatives, aux *yeshivot*, ainsi qu'à des organisations de droite favorables à la poursuite de la colonisation des territoires occupés.

Si Soueid était bien connu de la justice française, son nom figurait aussi dans les fichiers des enquêteurs de l'État hébreu depuis 2005.

En effet, en mars de cette année-là a éclaté le « scandale de la Banque Hapoalim », une affaire que le parquet financier israélien présentait comme

d'autant plus « juteuse » que cet établissement bancaire est le plus important de l'État hébreu.

À l'en croire, l'agence numéro 535 de la banque Hapoalim située dans la rue Hayarkon de Tel-Aviv aidait des clients étrangers à éluder le fisc de leur pays d'origine et à blanchir de l'argent noir.

Au cours d'une perquisition menée par la PNI, vingt-quatre membres du personnel ont été arrêtés, 180 comptes appartenant à des clients étrangers ont été gelés, alors que des milliers de documents étaient saisis.

Les investigations ciblaient les clients français et russes de la banque. Dans un chapitre précédant nous avons déjà évoqué cette affaire puisque plusieurs oligarques russophones étaient ciblés par ce coup de filet parmi lesquels Arkady Gaydamak, qui n'a cependant pas été inculpé dans ce dossier.

Au fil des mois, l'« affaire du siècle » s'est pourtant dégonflée. Seuls quatre membres du personnel sur les vingt-quatre interpellés à l'origine ont été jugés… et acquittés.

Cependant, les policiers israéliens, qui travaillaient en collaboration avec leurs homologues parisiens pour ce qui concerne les clients français, ont eu la confirmation qu'à l'instar de ses concurrentes suisses ou autres, la banque Hapoalim prospectait à Paris ou en province des clients désireux de blanchir leur argent non déclaré. C'est ainsi qu'ils sont tombés sur le nom de Soueid.

À l'instar de son neveu Stéphane Mouly et de son épouse alors en délicatesse avec la justice de l'Hexagone pour fraude et blanchiment, le « caïd des hippodromes » disposait en effet plusieurs comptes israéliens inconnus du fisc français, dont un ouvert en mai 2004 par l'intermédiaire de son épouse.

Pour récupérer leurs avoirs gelés, Souied et Stéphane Mouly ont fait appel de la décision judiciaire israélienne mais ils ont été déboutés. L'avocat de l'escroc a alors négocié un accord avec le parquet financier permettant à son client de récupérer une petite partie de son magot planqué (environ trois millions d'euros) en échange de quelques informations sur les méthodes de travail des conseillers en blanchiment de la banque Hapoalim. L'accord a été validé par le tribunal en décembre 2005.

Plus tard, lorsqu'il a commencé à gagner beaucoup plus que par le passé grâce à l'escroquerie au carbone, Souied s'est souvenu de ses mésaventures bancaires. Il a donc cherché un moyen de blanchir les énormes sommes qu'il brassait sans

passer par les canaux financiers classiques. C'est ainsi qu'il est tombé sur Michel Keslassy et que celui-ci s'est mis à son service.

L'ombre d'Arnaud Mimran

Qui a tué le « caïd des hippodromes »? Et pourquoi ? L'enquête est toujours en cours. Dans les milieux judiciaires, il se dit qu'avant d'être assassiné, ce dernier menacait d'éliminer Amar Azoug, le premier des « liquidés » recensés dans le cadre de cette affaire. En tout cas, Azoug avait déposé une main courante pour menaces.

Tout porte à croire que les règlements de compte à l'intérieur de la mafia du carbone ont été motivés par la cupidité. Parce que l'importance des sommes détournées et la facilité relative avec laquelle les protagonistes de l'affaire pouvaient les gagner ont fait tourner la tête, provoqué des disputes et alimenté des haines tenaces.

Plusieurs escrocs au CO_2 s'étaient d'ailleurs constitués en coopérative pour maximaliser leurs gains. Lorsqu'ils ont été arrêtés, certains ont continué à mener des opérations d'achat et de vente de droits de polluer à partir de leur cellule. En utilisant – moyennant finance – le téléphone portable de codétenus pour passer leurs ordres…

Le jour de sa mort, Souied est en tout cas arrivé à Paris vers midi en provenance de Tel-Aviv. Il était censé faire le chemin inverse dans le courant de la nuit après avoir rencontré Arnaud Mimran, l'un des personnages chefs de l'affaire.

Golden boy, noceur et joueur compulsif criblé de dettes dans plusieurs casinos américains, Mimran passait alors pour un compagnon de sortie de Souied. Et pour l'un de ses partenaires de poker.

Pourtant, élevé dans le XVI^{e} arrondissement de Paris, passé par Janson de Sailly puis diplômé en économie, Mimran fait penser à un gendre idéal. Un jeune homme comme il faut qui n'aurait jamais dû croiser un individu tel que Souied.

Mais les apparences sont trompeuses car, outre l'escroquerie au CO_2, le play-boy millionnaire est impliqué dans une série d'affaires glauques. Parmi celles-ci,

l'enlèvement d'un financier genevois d'origine turque organisé avec le boxeur Farid Khider et quelques comparses moins connus.

Ce kidnapping avait pour objectif de forcer la victime à acquérir les parts de l'une des sociétés de Mimran moyennant deux millions d'euros virés sur un compte à Dubaï.

Durant la séquestration de l'homme d'affaires genevois, le Français a tenté de faire croire qu'il était lui aussi détenu contre son gré et que l'acceptation du marché leur sauverait la vie.

Un scénario minable qui lui vaut d'être inculpé en même temps que Khider et que le reste de la bande.

Quoi qu'il en soit, la relation qui unissait le beau gosse bien sapé du XVI^{e} arrondissement et le titulaire d'un casier judiciaire à rallonge semble anachronique. D'abord chaleureuse et sans doute basée sur l'utilisation que l'un pouvait faire de l'autre, elle s'est dégradée au fil du temps.

Durant ses interrogatoires, Mimran a prétendu qu'il avait sollicité la rencontre de la porte Maillot avec le « caïd des hippodromes » afin de remettre les choses à plat. Qu'il voulait également, en gage d'amitié, remettre à Souied une bague destinée à son épouse. Un bijou de valeur commandé au diamantaire Meyer Habib, le futur député UDI de la huitième circonscription des Français de l'étranger et l'ami de Binyamin Netanyahou qui l'avait d'ailleurs mis en rapport avec lui « *in tempore non suspecto* ».

Quoi qu'il en soit, Souied a quasiment été abattu sous les yeux de celui avec lequel il avait rendez-vous. Il est mort sur le coup.

Ami de Netanyahou qu'il invitait dans sa propriété de Monte-Carlo, selon *Mediapart*, contributeur à la caisse du Likoud, ce beau gosse connaît en tout cas du monde puisqu'il est soupçonné d'avoir entretenu des contacts avec une famille de la banlieue est défavorablement connue des services de police.

Le procès de la fraude

Le 2 mai 2016 a débuté devant la 32^{e} chambre du tribunal correctionnel de Paris le plus gros des procès de la mafia du CO_2 : celui de Mimran et consort. Ce n'était pas le premier du genre mais le plus significatif et le plus médiatisé. Outre Mimran, onze prévenus, dont une société israélienne, devaient y répondre

d'escroquerie et de blanchiment en bande organisée. À en croire le dossier d'instruction, ils auraient empoché 283 millions d'euros.

En fuite en Israël, six des inculpés ne se sont pas présentés.

Nous ne reviendrons pas sur les débats judiciaires largement répercutés dans les média français. Retenons que le 7 juillet 2016, la chaîne israélienne de bureaux de change et son PDG mis en cause dans le dossier ont été acquittés puisque la justice n'a pas démontré la moindre intention criminelle dans le fait qu'elle ait été utilisée par Michel Keslassy pour faire transiter des fonds à concurrence de cent millions d'euros.

Quant aux autres protagonistes de l'affaire, ils ont trinqué. Lourdement. Arnaud Mimran a écopé de huit ans de prison, d'un million d'euros d'amende ainsi que de la confiscation de ses biens. Il a été placé en détention sur le champ. Comme Mardoché Mouly, alias « Marco », « Marco l'Élégant » ou « Marco la tchtache », l'un de ses principaux complices.

Escroc professionnel, ce baratineur de talent s'est souvent vanté d'avoir« géré 82 boutiques de fringues », ainsi que des garages. En revanche, il ne s'est jamais montré prolixe à propos de son casier judiciaire très fourni. Entre autres, sa première condamnation à trois ans de prison – dont deux avec sursis – pour cavalerie en 1998. Une affaire dans laquelle il était d'ailleurs associé à… Gregory Zaoui.

Présent aux audiences du procès de l'escroquerie au carbone aux côtés de Mimran et consort, ce quinquagénaire né à Tunis en 1965, marié, et père de trois enfants, donnait l'impression d'être prêt à accepter une nouvelle condamnation. D'autant que dans les mois précédant sa comparution, il s'était d'ailleurs soumis au contrôle judiciaire lié à sa libération conditionnelle. Mais le propre d'un escroc est évidemment de savoir faire illusion pour tromper son monde. Peu avant le prononcé du jugement, il a donc disparu des écrans radar.

Dans un premier temps, les enquêteurs français ont orienté leurs recherches vers le pays de naissance de Mouly puisqu'ils avaient, au cours d'une perquisition, découvert chez lui plusieurs passeports dont un tunisien.

Fort logiquement, ils ont également pensé à Israël où le fuyard avait de solides attaches puisqu'il y a vécu. À Hertzliya pitouah, pas très loin de chez Souied.

C'est d'ailleurs à partir de cette station balnéaire huppée que les deux hommes ont lancé leur magouille du carbone avant d'y introduire d'autres protagonistes

dont Mimran.

En fin de compte, celui qui se flatte d'être « le plus grand mytho que la terre a créé » a été interpellé le 15 novembre à Genève. Sans résistance.

Quoi qu'il en soit, l'enquête sur l'escroquerie du carbone a établi qu'indépendamment de la demi-douzaine de sociétés bidons qu'il avait créées pour opérer sur le marché des droits de polluer, Mouly s'était associé avec Leny Jaroslav Kapulsky, patron du cabinet de broker « Consus », pour fonder en Israël la société « MK Holding » par laquelle à transité une partie de l'argent détourné avant d'être blanchi.

Pour cela, Kapulsky a été condamné à sept ans de prison, à un million d'euros d'amende, ainsi qu'à la confiscation de ses biens.

Moins connu que les autres prévenus, l'homme d'affaires Eddy Abitan, a lui été condamné à six ans de prison, à un million d'euros et à la confiscation de ses biens,

Le tribunal s'est également montré sévère avec Jérémy Grinholz, un ancien complice de Souied dans ses escroqueries à la TVA qui s'est établi en Israël en 2006 sous le nom d'« Eytan Liron » après avoir abandonné femme et enfants en France.

« Liron » réside désormais dans le centre de Tel-Aviv. Lui aussi a joué un rôle important dans la magouille du carbone puisqu'il a initié l'affaire avec Soueid. Pour l'anecdote, le bureau qu'ils avaient loué dans la rue Hakhachmonaïm se trouve à quelques pas de l'endroit où Yehezkiel Aslan, le « parrain » mythique de la mafia israélienne dont la carrière est évoquée au début de cet ouvrage, a été abattu le 24 février 1993.

Contrairement à ses complices, ce franco-israélien s'est en tout cas mis à table. Pas durant le procès, auquel il n'a d'ailleurs pas assisté, mais durant l'enquête. Les explications circonstanciées qu'il a fourni aux policiers israéliens qui l'ont interrogé durant quatre jours en mal 2014, en présence de leurs homologues français, ont permis de décortiquer le fonctionnement de la bande.

Fort logiquement, la France à lancé un mandat d'arrêt international contre les condamnés en fuite. Elle a également demandé à Israël l'extradition de ceux qui se trouvent sur son territoire. Mais nul ne sait encore si celle-ci aura lieu au moment où ces lignes sont écrites.

Le jugement sanctionnant la « mafia du carbone » fera date. En ce qui concerne Mimran, il ne s'agissait cependant que du premier procès d'une série car d'autres affaires sont toujours à l'instruction.

Une affaire dans l'affaire

Il a fallu du temps – beaucoup de temps – pour que l'opinion et la justice israéliennes s'intéressent aux activités de la mafia du CO_2.

Elles ne l'ont pas fait parce que l'escroquerie s'est développée à Hertzliya Pitouah et dans le centre de Tel-Aviv. Ni parce que certains des protagonistes continuent de couler des jours paisibles sur les bords de la Méditerranée malgré leurs ennuis judiciaires en France. En réalité, l'arnaque est devenue un sujet central de l'actualité israélienne à partir de mars 2016 parce que *Mediapart* et le quotidien *Haaretz* ont multiplié les révélations relatives aux rapports entre Binyamin Netanyahou et Mimran.

Outre le gîte et le couvert à Paris, à Monte-Carlo ou ailleurs, l'ex-premier ministre a en effet largement bénéficié de la fortune de son ami français.

Interrogé par les enquêteurs parisiens puis par le tribunal correctionnel à propos d'une contribution financière accordée à Netanyahou, Mimran à varié dans ses déclarations. Il a d'abord évoqué une somme d'un million d'euros versée au leader du Likoud durant la campagne électorale de 2009 afin de l'aider à redevenir Premier ministre. Mais il a ensuite minoré son don à 40 000 dollars avant de citer le chiffre de 170 000 euros.

En 2009, alors que l'arnaque à la TVA battait son plein, Mimran s'est en tout cas rendu a une dizaine de reprises dans l'État hébreu – la plupart du temps en jet privé – pour y rencontrer Souied et d'autres complices. C'est cette année-là qu'il affirme s'être entretenu avec Netanyahou pour la dernière fois.

Durant le procès, le tribunal a constaté qu'il n'existe pas de documents démontrant qu'un don a été accordé par le millionnaire français à Netanyahou mais l'intéressé jure qu'il dispose de preuves écrites.

Lorsque le premier papier de *Mediapart* et du *Haaretz* est paru en mars 2016, les défenseurs du Premier ministre israélien Netanyahou on réagi comme d'habitude : en niant tout en bloc et en hurlant au complot des média. Cependant, au début juin, ils ont fait machine arrière en reconnaissant l'existence d'un don

de 40 000 dollars que Netanyahou aurait accepté en 2001, durant la période où il avait quitté la vie politique après avoir été battu par le leader travailliste Ehoud Barak aux élections législatives de 1999.

Les avocats du Premier ministre jurent par ailleurs que cet argent n'a pas été utilisé pour des besoins privés. Il aurait alimenté un fonds destiné à financer les activités publiques de leur client qui continuait « à défendre l'image d'Israël partout où il se trouvait ». Dont acte.

Pourtant, malgré les demandes insistantes des média israéliens, Netanyahou n'a jamais donné d'informations détaillées sur les activités de ce fonds. Il n'apporte d'ailleurs pas de réponse à ceux qui lui demandent si cet argent a été déclaré au fisc.

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que, bien avant l'« affaire Mimran », Raviv Drucker, journaliste à la chaîne de télévision privée israélienne « Aroutz 10 » (Canal 10), avait révélé qu'au début des années 2000 Netanyahou faisait financer des déplacements et une partie de son train de vie à l'étranger par de riches sympathisants. L'affaire est connue en Israël sous le nom de « scandale Bibitours ». Or, à l'époque, Netanyahou était devenu un homme d'affaires prospère recruté comme conseiller ou consultant par plusieurs entreprises de pointe.

Au-delà de la polémique sur les « cadeaux », l'entourage de Netanyahou argue que lorsqu'il fréquentait Mimran, « Bibi » ne pouvait pas savoir que son hôte deviendrait plus tard un pivot de la mafia du CO_2.

À l'en croire, il se sentait « en famille » avec Arnaud Mimran puisque son père Jacques était alors une personnalité unanimement respectée dans la communauté juive de France, doublée d'un « grand ami d'Israël ».

A priori, l'argumentation se tient. Mais a priori seulement. Car au moment où il invitait son ami Netanyahou, Arnaud Mimran n'était déjà plus blanc-blanc. À Miami où il avait vécu quelques années, la « Securities and exchange commission » américaine l'avait en effet soupçonné de délit d'initié. Comme souvent aux États-Unis, le litige s'est réglé par le versement d'une amende de 1,2 millions de dollars.

Après le retour du « wonderboy » à Paris, l'Autorité des marchés française (AMF) a elle aussi déclenché plusieurs enquêtes relatives aux activités du futur « escroc du carbone ». Celles-ci n'ont cependant pas débouché.

Quant à Jacques Mimran, il était, au moment où Netanyahou fréquentait son fils et sa bru, impliqué dans une sordide affaire de corruption. Lui et un autre homme d'affaires étaient en effet inculpés pour avoir corrompu des cadres de la SNCF et des fonctionnaires du ministère des Travaux publics chargés du projet du TGV nord.

Condamné par la 9e chambre du Tribunal correctionnel de Créteil, Jacques Mimran a écopé de trois ans de prison avec sursis, de deux ans d'interdiction de diriger une entreprise, ainsi que d'une amende.

Avocats et associés

Sous la pression de l'opinion publique, le procureur général de l'État hébreu Avishai Mandelblit a, en mai 2016, ordonné à la PNI d'investiguer sur les relations entre Mimran et Netanyahou. En clair, qu'elle prenne contact avec les enquêteurs français chargés de traquer la mafia du carbone et qu'elle obtienne les documents susceptibles – ou non – d'incriminer pénalement le leader du Likoud.

En Israël, des recherches relatives aux activités de Mimran ainsi qu'à ses contacts avec le futur premier ministre sont également en cours. Elles poussent les policiers à s'intéresser au cabinet d'avocats Shimron, Molkho & Persky qui défend les intérêts de la famille Netanyahou depuis des années.

Non pas que ces plaideurs soient soupçonnés de malversations mais parce que c'est chez eux qu'a été créé le fameux fonds sur lequel le Premier ministre de l'État hébreu affirme avoir versé l'argent de son « ami » français au début des années 2000.

C'est d'ailleurs dans ce même cabinet que Mimran et le diamantaire Meyer Habib, qui n'avait pas encore été élu député UDI, ont créé une société baptisée « Performance track Ltd ».

Interviewé à ce propos par *Galeï Tsahal*, la radio de l'armée, Habib a reconnu qu'il connaissait Mimran depuis longtemps et juré qu'il « n'aurait jamais imaginé le voir tremper dans les escroqueries ». Il a par ailleurs affirmé que la boîte qu'il a fondée avec lui « a bien ouvert un compte en banque mais n'a jamais eu aucune activité ». Au printemps de 2016, elle était pourtant toujours enregistrée au sein cabinet d'avocats Molkho, Shimron & Persky .

Quoi qu'il en soit, Mimran a utilisé les services de ce cabinet, qui défend également les intérêts de la famille Netanyahou, à partir du début des années 2000, au moment où il a commencé à fréquenter le leader du Likoud.

Revenons maintenant à l'excroquerie au CO_2 proprement dite. Si la plupart de ses protagonistes ont été condamnés, tout porte à croire que la France ne récupèrera jamais l'entièreté de l'argent qui a été volé. Parce qu'une partie de ces sommes dort sur des comptes offshore et que d'autres ont été investies le plus légalement du monde dans l'économie de l'État hébreu. Dans des hôtels, des terrains, de l'immobilier et des start-up, entre autres.

Certes, à la demande de la France, les autorités israéliennes ont saisi quinze millions d'euros « appartenant » à Sakoun peu après sa condamnation. Mais de nombreux autres escrocs du carbone continuent de se la couler douce en Israël et à y mener grand train.

150. Cette affaire n'ayant pas été jugée au moment de la parution de cet ouvrage, les personnes évoquées sont présumées innocentes des faits supposés.

151. Le mécanisme de cette combine sans précédent dans les annales judiciaires européennes a été décrit pour la première fois en détail par la journaliste Aline Robert dans son livre *Carbone connexion, le casse du siècle* Éditions Max Milo.

152. Cette affaire n'ayant pas été jugée au moment de la parution de cet ouvrage, les personnes évoquées sont présumées innocentes des faits supposés.

153. La justice belge a collaboré avec la justice française sur ce dossier.

154. À l'instar de ce qui s'est passé avec Gilbert Chikli, un producteur et un réalisateur français préparent un film sur sa vie.

155. Cette affaire n'ayant pas été jugée au moment de la parution de cet ouvrage, les personnes évoquées sont présumées innocentes des faits supposés.

156. Serge Lepage avait été arrêté en novembre 2007 dans le cadre d'une enquête sur des braquages visant des boutiques de luxe. Il a été libéré un an plus tard en raison d'un vice de procédure. Ce qui ne lui a pas porté chance puisqu'il a été abattu à la fin de 2009, devant chez lui, par deux hommes qui l'attendaient cachés dans son jardin.

XX

Les charognards

De nombreuses filières de trafic d'organes fonctionnent dans le monde : en Turquie, en Chine, en Inde, en Syrie, en Arabie saoudite, au Yémen, en Haïti, au Mexique et au Cameroun entre autres. En 2010-2011, dans le désert du Sinaï, des réfugiés érythréens qui tentaient de fuir leur pays pour rejoindre l'Europe ont été assassinés par des passeurs bédouins chargés de les convoyer. Leurs organes ont ensuite été vendus à des cliniques privées du Caire[157].

Des Israéliens ont dirigé certaines de ces filières ou en ont été la cheville ouvrière. Malgré leur nombre réduit, la présence de ces trafiquants alimente les fantasmes antisémites les plus débridés. Certains sites internet se repaissent de scénarii selon lesquels des rabbins se livreraient à des actes de pédophilie sur des enfants arabes afin de revendre leurs organes en Israël. D'autres voient dans les activités de cette poignée d'individus la confirmation de leur thèse selon laquelle Israël serait au centre d'un grand complot visant à prélever les organes de « *goyim* », de « gentils » non-juifs, pour soigner des juifs. Dans le cadre de ce délire, un universitaire ukrainien a par exemple accusé l'État hébreu « d'avoir fait importer 25 000 enfants » de l'ex-URSS afin de servir de réservoir d'organes. Dans la même veine, des fadaises répercutées à l'infini sur la toile prétendent que des « milliers d'enfants algériens et marocains » seraient convoyés en Israël pour y être opérés. À la chaîne, comme il se doit.

Nombre de ces bêtises sont reprises en boucle sur certains sites pro-palestiniens et c'est dommage car la réalité est bien différente. Elle l'est d'autant plus que la *PNI* mène de longue date une action répressive vigoureuse contre les marchands d'organes humains. Et qu'elle le faisait déjà avant que la *Knesset* ne prenne conscience du problème en adoptant une législation ad hoc[158].

En Israël, le « commerce du rein » existait déjà dans les années soixante-dix. Les patients fortunés allaient alors se faire opérer en Turquie, mais il s'est développé de manière exponentielle au milieu des années quatre-vingt-dix. Parce

que l'État hébreu est un petit pays et que sa population est réduite, mais également parce qu'une partie de cette dernière observe à la lettre les lois religieuses juives obligeant à maintenir l'intégrité des cadavres. Ces préceptes amènent à refuser les autopsies au même titre que les prélèvements et les greffes. Or, en raison de l'amélioration générale du niveau de vie à partir de la guerre des Six jours et du passage à une société d'opulence, le nombre de malades n'a cessé d'augmenter alors que le nombre de donneurs plafonnait. Résultat ? Le pourcentage d'organes disponibles par rapport au nombre de malades désireux d'en bénéficier était l'un des plus faibles du monde occidental.

Faute de trouver des organes chez eux, les malades israéliens se sont donc mis à prospecter à l'étranger et les intermédiaires mafieux sont apparus. Pour ces derniers, il s'agit d'affaires en or puisque la loi de 1994 garantit une couverture universelle à chaque ressortissant de l'État hébreu. De ce fait, les mutuelles sont obligées de rembourser une greffe effectuée à l'étranger à concurrence du montant qu'elles auraient dû débourser si l'opération avait été effectuée à l'intérieur des frontières.

En fin de compte, à l'exception des donneurs qui ne percevaient pas grand-chose, tout le monde trouvait son intérêt dans le commerce : les malades bien sûr, les trafiquants évidemment, mais également l'État et les mutuelles qui pouvaient par ce biais réduire les dépenses – dialyse, médication lourde intégralement prise en charge par le Trésor public, soins à domicile – alors affectées aux patients souffrant de leurs reins.

Des filières de trafic d'organes ont fonctionné partout dans l'État hébreu. Y compris au sein de la communauté arabe où Muhamad Ben Taha Jikh, alias « Doktor Muhamad », le plus connu des trafiquants, se faisait passer pour un néphrologue mondialement connu.

Usant parfois de l'identité de « John Allen », il recrutait des donneuses parmi les jeunes femmes vulnérables des villages de Galilée. Des personnes répudiées par leur époux ou rejetées par la famille pour diverses raisons. Certaines se laissaient convaincre par les arguments financiers du « Doktor » : 7 000 dollars pour un rein et étaient ensuite envoyées à Donetz en Ukraine pour y subir l'opération. À leur retour, la plupart d'entre elles ne voyaient cependant pas la couleur de l'argent promis puisque le faux médecin et ses complices déduisaient

de la somme annoncée au départ une série de prétendus « frais médicaux inattendus ».

Chasse aux reins

Les activités du « Doktor Muhamad » se limitaient à la communauté arabe d'Israël. Mais d'autres filières ont eu des activités nettement plus développées. En décembre 2003, les enquêteurs de l'État de Pernambouc au Brésil ont ainsi arrêté Gadalya Tauber, un Israélien résidant en Amérique du Sud, ainsi que son compatriote Eliezer Ramon. Tous deux étaient accusés d'inciter des habitants des favelas à vendre l'un de leurs reins moyennant un « dédommagement » de trois à dix mille dollars. Les donneurs étaient envoyés à Durban en Afrique du Sud où ils étaient opérés au *St Augustine Hospital*, un établissement de soin catholique transformé en clinique de rêve pour patients fortunés après son rachat par le réseau d'hôpitaux privés Netcare dans les années quatre-vingt-dix.

Une loi brésilienne de 1997 qualifie le commerce d'organes de « crime » et le punit d'une peine d'au moins huit ans de réclusion. Lors de leur arrestation, Gadalya Tauber et Eliezer Ramon ont reconnu qu'ils se livraient à ce trafic depuis deux ans et qu'ils avaient déniché une trentaine de donneurs dans les quartiers défavorisés de Recife, la capitale du Pernambouc.

Plusieurs de ces volontaires rémunérés ont changé d'avis lorsque la date de leur embarquement pour Durban s'est précisée, mais il est acquis qu'au moins dix-neuf greffes ont été effectuées en Afrique du Sud avec des reins. Un chiffre auquel s'ajoutent les organes prélevés sur des donneurs dénichés en Roumanie, en Moldavie ainsi que dans l'État hébreu. En tout, un peu plus de deux cents personnes.

Rescapé de la Shoah, officier dans la « *Shayetet 13* », une unité de commandos de marine, avant de prendre le commandement de l'unité anti-fraude de la police de Tel-Aviv, Gadalya Tauber aurait pu connaître une retraite heureuse. Pourquoi s'est-il lancé dans ce commerce glauque ? Il n'a jamais fourni la moindre explication. En tout cas, il était bel et bien à la tête d'une organisation criminelle internationale. À Recife, son groupe comptait une dizaine de membres parmi lesquels un ancien officier de la police militaire connu sous le nom de « Capitaine Ivan » et chargé d'approcher les donneurs

potentiels. En Israël, il s'appuyait sur l'homme d'affaires Ilan Peri, sa tête de pont locale chargée de recruter quelques donneurs, mais surtout des receveurs prêts à payer jusqu'à 120 000 dollars plus frais médicaux pour sauver leur vie. Des Israéliens, mais également des Canadiens, des Allemands, des Turcs et des Américains.

À Durban, Meïr Shoushan, un ressortissant de l'État hébreu résidant de longue date en Afrique du Sud, veillait à ce que les futurs mutilés ne se dérobent pas. Il était également chargé de bichonner ceux qui allaient bénéficier de la greffe. Aux premiers, il offrait des excursions et des spectacles de danse zoulous. Quant aux seconds, il leur faisait passer le temps dans des hôtels de luxe situés sur le front de mer.

Condamné à onze ans de prison à Recife, Tauber a profité d'une permission pénitentiaire d'un mois accordé en 2009 pour prendre la poudre d'escampette. Il a été arrêté à l'aéroport de Rome le 7 juin 2013 et Israël a aussitôt demandé son extradition. Parallèlement au démantèlement en 2003 de la faction brésilienne de l'organisation de l'ex-flic de Tel-Aviv, la police sud-africaine a interpellé une dizaine de membres du réseau dont Meïr Shoushan. Quant à Ilan Peri, il a été intercepté en 2006 en Allemagne sur la base d'un mandat d'arrêt international délivré par Interpol. Extradé vers l'État hébreu pour y être poursuivi pour évasion fiscale et pour fraude, il a été jugé et… acquitté puisque le fait de servir d'intermédiaire dans la vente d'organes humains n'était alors pas puni par le code pénal israélien. L'homme d'affaires est cependant devenu « témoin d'État » dans le dossier de la justice sud-africaine qui a, outre les membres du réseau, inculpé les dirigeants de *Netcare* et quatre des médecins qu'ils employaient. Leur procès a débuté en avril 2011 et les gestionnaires de la chaîne de cliniques privées ont prétendu ne pas avoir été au courant. À en croire leur thèse convenue, ils n'auraient rien à se reprocher puisque les médecins appâtés par les gains auraient agi dans leur dos. Le 12 mai 2015, l'hôpital sud-africain, qui a finalement plaidé coupable dans le cadre d'une transaction avec le parquet, a été condamné à une amende de quatre millions de Rands pour avoir tiré profit de cent et neuf opérations illégales, et à vingt mille Rands supplémentaires pour infraction à la loi sud-africaine sur le trafic de tissus humains.

Le business du général

Au moment où le « *Kidneygate*[159] » défrayait la chronique à Durban, deux autres organisations étaient démantelées en Israël et en Ukraine. L'existence de la première a été révélée le 6 avril 2010 par la *PNI* qui venait d'interpeller son chef, l'ex-brigadier général de réserve Meïr Zamir, un héros de la guerre de Kippour médaillé pour ses faits d'armes, et cinq de ses complices.

Contrairement à celle de Tauber, « l'organisation Zamir » n'en était qu'à ses balbutiements, même si elle opérait déjà à l'international. Par le biais de petites annonces publiées dans les journaux gratuits et sur internet, elle recrutait des personnes en situation sociale précaire, mères célibataires, chômeurs, et leur proposait 10 000 dollars en échange de leur rein. Une somme qu'ils « oubliaient » la plupart du temps de verser aux donneurs une fois l'opération effectuée… Quant aux receveurs, ils étaient également recrutés par le biais d'annonces, mais devaient payer jusqu'à 120 000 dollars pour recevoir l'organe convoité. Les opérations se déroulaient en Europe de l'Est, aux Philippines et en Équateur. Dans des conditions douteuses, semble-t-il, puisque plusieurs greffés ont souffert de complications.

La deuxième organisation était également dirigée par un Israélien, mais fonctionnait en Ukraine avec l'aide d'une dizaine de complices locaux. Elle proposait 10 000 dollars aux futurs « mutilés », majoritairement des femmes pauvres recrutées dans les pays de l'Est, et exigeait jusqu'à 200 000 dollars de chaque receveur. Les greffes se déroulaient à Kiev, à Bakou et en Équateur. Chiffre d'affaires annuel non déclaré : huit millions de dollars.

À ces deux affaires impliquant directement des Israéliens dans des organisations criminelles s'ajoute la publication en décembre 2010 d'un rapport rédigé par le membre suisse de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Dick Marty[160]. À tort ou à raison, ce document établit un lien entre des rumeurs selon lesquelles l'armée de libération du Kosovo, l'UCK, une milice qui combattait les Serbes durant la guerre civile en Yougoslavie, aurait prélevé des organes sur des prisonniers détenus à la fin des années quatre-vingt-dix et un trafic découvert en 2008, dans la clinique *Medicus* de Pristina, au Kosovo.

Sur la base d'informations notamment transmises par différents services de police et de renseignements étrangers, Dick Marty écrit en effet que le noyau dur de l'UCK connu sous le nom de « Groupe de Drenica » avait investi les rouages exécutifs de l'administration kosovare à la fin de la guerre civile, et passé des

accords avec des organisations mafieuses étrangères. Ses dirigeants seraient directement impliqués dans des assassinats et divers trafics dont celui d'organes humains. L'enquête menée par un magistrat de l'Eulex, la mission civile européenne créée pour aider le Kosovo à établir un État indépendant, confirme que le chirurgien turc Youssouf Ercin Sonmetz, alias « Docteur Frankenstein », et l'Israélien Moshe Harel étaient au centre de ce commerce.

Né en 1950 en Turquie, Moshe Harel assurait le paiement promis (soit 20 000 dollars) aux donneurs qui étaient recrutés en Moldavie, au Kazakhstan, en Russie et en Turquie. Avec l'aide de Zaki Shapira, un autre médecin israélien, il se chargeait de trouver des donneurs, mais également des « clients » prêts à débourser au moins 100 000 dollars pour un rein : des ressortissants de l'État hébreu, des Canadiens et des Allemands.

En juillet 2008, l'un de ces patients, un septuagénaire prospère de Westphalie, a ainsi acheté le rein de Vera Shevdko, une femme de chambre d'origine russe qui avait effectué son « *alyah* » en Israël quelques années auparavant et croulait sous les dettes. Recrutée grâce à une petite annonce parue dans l'un des nombreux journaux russophones gratuits alors distribués dans l'État hébreu, la donneuse a accepté dix mille dollars pour son rein. Elle a brièvement croisé Walter, le receveur allemand, peu avant l'opération.

Le 29 avril 2013, cinq médecins de la clinique Medicus ont été condamnés à des peines variant d'un à huit ans de détention. Quant au « Docteur Frankenstein », il s'est enfui en Turquie où la justice l'avait pourtant déjà obligé à fermer la clinique privée qu'il avait dirigée entre 2005 et 2007. Parce que l'on y pratiquait également des greffes de rein dans des conditions douteuses.

Le marché du Caucase

La Turquie n'extradant pas ses nationaux, le chirurgien n'a pas subi d'ennuis majeurs suite à l'enquête au Kosovo. Il a été interrogé par la justice en mars 2011 et l'affaire en est restée là. Quant à Moshe Harel, que le tribunal européen considère comme le cerveau du réseau et le principal recruteur de « clients » dans son pays, il a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur la clinique *Medicus*, mais il a convaincu le magistrat désigné par Eulex de l'autoriser à se rendre en Israël pour « rendre visite à sa mère malade ». Il n'est évidemment pas

revenu au Kosovo depuis lors. Il y a d'ailleurs peu de chances qu'on l'y revoie puisque l'État hébreu n'extrade pas ses nationaux.

Pourtant, Harel a eu tort de se croire quitte de ses ennuis judiciaires car lui et six de ses complices israéliens ont été inculpés dans leur pays le 11 mai 2015.

Le dossier israélien montre que leur réseau ne s'étendait pas seulement à la Turquie et au Kosovo. Et que, malgré les poursuites engagées par Eulex, la recherche de donneurs potentiels au Sri Lanka et dans plusieurs pays du Caucase dont l'Azerbidjan s'est poursuivie jusqu'en 2014.

Selon la PNI, un certain Avigad Sandlar avait également été chargé de repérer les malades disposant de suffisamment de fonds que pour assumer les frais d'une greffe. Quant à Harel, il recrutait avec l'aide d'un certain Boris Wolfman les donneurs que Sonmetz opéraient ensuite en toute discrétion.

Dans cette bande, Zaki Shapira est sans doute la personnalité médicale israélienne la plus connue puisque cet octogénaire a dirigé un service chargé des greffes au sein de l'hôpital Beilinson de Petah Tikvah jusqu'à son départ à la retraite en 2003.

Paradoxalement, le démantèlement de cette filière n'a pas recueilli un grand écho en Israël. À peine quelques entrefilets dans les médias locaux.

En tout cas, elle n'a pas découragé les trafiquants puisque, indépendamment des poursuites visant les médecins cités plus haut, cinq autres recruteurs ont été arrêtés et inculpés en avril 2014.

Basé à Beer Sheva, leur réseau prospectait parmi les mères célibataires et les femmes divorcées en grande difficulté financière. Celles qui acceptaient de vendre un rein étaient envoyées en Turquie où les donneurs avaient payé quatre-vingt-cinq mille euros pour se faire greffer cet organe.

Le bon Doktor Francisco

Si le vote par la *Knesset* de la loi de 2008 interdisant le commerce d'organes humains – et le financement des transplantations effectuées à l'étranger par les mutuelles de l'État hébreu – a fortement réduit le marché des trafiquants, certains poursuivent leurs affaires à la marge. En 2010, le *PNI* a ainsi interpellé Sammy Shem Tov, un retraité de l'hôpital Hadassah Ein Kerem de Jérusalem, et

Dimitri Orenstein, son complice, qui prospectaient depuis 2006 par le biais de petites annonces passées dans la presse russophone de l'État hébreu.

Les opérations étaient effectuées aux Philippines et en Équateur. Les donneurs percevaient un « dédommagement » de 2000 dollars et les receveurs payaient 200 000 dollars pour se faire greffer leur rein. Lors de son procès, Shem Tov a reconnu avoir parfois menacé physiquement les donneurs qui s'étaient engagés et changeaient d'avis au dernier moment. Inculpé de treize chefs d'accusation dont « participation à trafic d'organes humain » et fraude fiscale, il a été condamné à trois ans de réclusion en avril 2013.

« Nous trouvons cette sentence fort sévère », a déclaré son avocat à la sortie de l'audience du tribunal de district de Jérusalem. « Après tout, mon client a fait œuvre utile. Il a aidé à sauver des vies humaines grâce à une médiation bien menée entre des médecins étrangers et des patients israéliens ».

Le 16 juin 2013, l'ex-ministre de la santé Yaël German[161], a annoncé le dépôt d'un texte de loi selon lequel tous les Israéliens seraient automatiquement considérés comme des donneurs sauf opposition motivée. Trois jours à peine après l'ouverture d'un débat public sur cette mesure qui devrait sonner le glas du trafic d'organes, le procureur général de San José au Costa Rica a confirmé l'arrestation du docteur Francisco Mora Palma, chef du département de néphrologie de l'hôpital Calderon Guardia, l'un des établissements les plus importants de la ville.

À en croire les enquêteurs, le « Doktor Francisco », qui vantait d'ailleurs ses capacités professionnelles par le biais d'une vidéo postée sur *Youtube*, dirigeait un important réseau de trafic d'organes comprenant une série de laboratoires et de cliniques privés. Tous perquisitionnés peu avant l'arrestation du médecin. À l'étranger, le bon « Doktor Francisco » travaillait en association avec des médecins israéliens et ukrainiens qui se chargeaient à la fois de trouver des donneurs et de rabattre les clients potentiels. Outre Mora Palma, un employé du ministère costaricain de la Santé a été arrêté. À Jérusalem, le cabinet de la ministre German a déclaré « ne pas être au courant de cette affaire ». Les policiers de l'*Organismo de Investigacion Judicial* (*OIJ*), la police judiciaire costaricaine, ont découvert pourtant que les donneurs israéliens et ukrainiens vendaient leur rein pour un montant de 16 000 à 20 000 dollars. Quant aux receveurs, également Israéliens, originaires de différents pays d'Europe de l'Est

ainsi que des États-Unis, ils déboursaient au moins 150 000 dollars plus les frais afférant au voyage.

Le rôle du Costa Rica comme centre de tourisme médical était connu de longue date. Il a fallu que le quotidien mexicain *El Universal* publie le 27 mai 2013 un long dossier d'investigation sur les trafics d'organes organisés à partir de ce pays – 12 000 par an – pour que la justice se réveille. Et découvre que la filière dirigée par Mora Palma se ramifiait en Europe de l'Est et dans l'État hébreu. Jusqu'au démantèlement du réseau, au moins cinq cent cinquante opérations ont été effectuées par le « Doktor Francisco » ainsi que par ses complices israéliens et ukrainiens. L'enquête internationale en cours réserve sans doute encore de nombreuses surprises puisque, selon le procureur général de San José, une Costaricaine qui s'était rendue en Israël pour y être opérée n'y a pas reçu les soins adéquats. Elle est morte sur le chemin du retour.

Le rein des Syriens

Le 5 décembre 2015, la justice confirmait l'arrestation à l'aéroport Ataturk d'Istanbul d'un passager suspect se présentant sous l'identité de « Boris Walker ». En réalité, il s'agissait de Boris Wolfman, un médecin israélien en fuite et ciblé par un mandat d'arrêt international pour trafic d'organes.

Âgé de 31 ans lorsqu'il a été intercepté après avoir débarqué d'un avion en provenance de Bangkok, Wolfman était recherché de longue date par la justice de l'État hébreu qui l'a inculpé en mars 2015.

Selon l'acte d'accusation alors transmis au tribunal de Tel-Aviv, le médecin aurait, entre 2008 et 2014, participé à des transplantations illégales dans plusieurs. Au Kosovo, en Azerbidjan, et au Sri Lanka, notamment.

À l'époque, les patients de Wolfman payaient de soixante-dix à cent mille euros pour un organe alors que les donneurs percevaient moins de vingt % de cette somme.

Paradoxalement, le médecin se savait recherché mais il s'est quand même rendu en Turquie. Inconscience ? Plutôt l'appât du gain. En fait, s'il a pris le risque de se faire arrêter, c'est parce que lui et les six ou sept personnes composant son réseau avaient décidé de prospecteur parmi les centaines de

milliers de réfugiés syriens exilés en Turquie afin d'y trouver des vendeurs d'organes.

À leurs yeux, ces malheureux parqués dans des camps et sans moyen de subsistance pouvaient constituer un bon vivier de foies et de reins frais pour malades fortunés.

157. Voir les enquêtes spéciales diffusées par *CNN* et par la chaîne égyptienne Canal 25 en novembre 2011.

158. La loi interdisant ce trafic a été votée en 2008. Elle prévoit que quiconque exige ou donne une compensation en échange d'un organe à une personne autre qu'un(e) proche sera puni de six mois de prison ainsi que d'une amende.

159. « *Kidney* » signifie rein en anglais.

160. Dirck Marty a également été procureur général du canton de Tessin.

161. Aujourd'hui députée du parti d'opposition centriste « Yesh Atid ».

XXI

Mais que fait la police ?

Trente-cinq longues années se sont écoulées entre la publication par la *PNI* de sa fameuse « liste des onze » et l'obtention d'instruments modernes lui permettant de mieux combattre la criminalité organisée. Sans l'impressionnante série de règlements de comptes sanglants de la fin des années quatre-vingt-dix et, surtout, sans les attentats de Tel-Aviv visant Zeev Rozenstein, tout porte à croire que le pouvoir politique aurait laissé l'appareil policier et le système judiciaire en l'état.

En 1999, poussée dans le dos par une opinion excédée, la *Knesset* a amendé une loi de 1978 interdisant l'extradition de criminels israéliens au prétexte que les décisions prises par les magistrats étrangers auraient pu être motivées par l'antisémitisme. Cette loi votée peu après l'accession au pouvoir de Menachem Begin, le très charismatique leader du *Likoud* hanté par le souvenir de la Shoah, avait alors recueilli de nombreux soutiens. Entre autres, celui de Samuel Flatto Sharon, un escroc français impliqué dans le scandale de la Garantie foncière au début des années soixante-dix et qui avait réussi à échapper in extremis aux poursuites en se réfugiant en Israël où il a ensuite été élu à la *Knesset*[162] avant de devenir un homme d'affaires respecté. Et fréquemment interviewé par des radios de la communauté juive française.

Mais revenons à l'amendement de la loi de 1978. Car ce texte représente une avancée importante puisqu'il autorise l'extradition de prévenus à des fins de jugement et à la condition qu'ils purgent ensuite leur peine en Israël. Zeev Rozenstein, qui a été condamné aux États-Unis et renvoyé derrière les barreaux dans l'État hébreu, est le plus connu des truands frappés par cette mesure. Mais il y en a d'autres, directement mêlés aux dossiers que nous avons traités dans les pages précédentes. Notamment Yaakov Mushaylov, le tueur russo-israélien qui avait balancé une grenade sous le 4 × 4 d'Assi Aboutboul à Prague.

D'autres dispositions légales ont considérablement renforcé les pouvoirs de la police et du parquet : la loi de 2000 punissant le blanchiment, la loi de 2003 « pour combattre la criminalité organisée », celle de décembre 2007 autorisant l'établissement d'un fichier criminel informatisé[163], ainsi que la loi du 1er janvier 2008 instaurant une autorité pour la protection des témoins (*IWPA*) calqué sur le programme américain du même nom[164]. Enfin, pour asseoir la loi du 29 octobre 2006 punissant le trafic d'êtres humains de seize ans de prison lorsque les victimes sont majeures et de vingt ans lorsqu'il s'agit de mineurs, le gouvernement de Binyamin Netanyahou a décidé le 12 février 2012 d'endosser une proposition de loi punissant les clients de prostituées de six mois de prison [165].

Parallèlement à ce travail législatif, plusieurs nouveaux services opérationnels ont vu le jour. Sur la base de la loi anti-blanchiment, une unité des renseignements financiers a été créée en janvier 2002 au sein du ministère de la justice. En 2005, elle s'est transformée en « autorité pour la lutte contre le blanchiment et le financement de la terreur », plus connue dans milieux judiciaires israéliens sous le nom d'*IMPA*.

Selon les chiffres publiés en juillet 2016 par cet organisme, de six à dix milliards d'euros seraient blanchis annuellement dans l'État hébreu. Environ 18 % de cette somme seraient recyclés directement par les organisations criminelles et 8% proviendraient du trafic de stupéfiants.

Au sein de l'administration fiscale du ministère des finances est né un service d'enquête spécial baptisé « *Yaalom* », « le diamant », et dont les agents, dotés des mêmes pouvoirs judiciaires que ceux de la *PNI*, opèrent la plupart du temps sous couverture. Combien sont-ils ? Quelques dizaines. Des hommes et des femmes, le plus souvent diplômés en droit, en économie, ou en fiscalité.

De « Rico » Shirazi à Amir Mulner, de Shalom Domrani[166] à « Itzik » Aberjil, à Assi Aboutboul et à Itzhak Bar Moha, tous les « grands noms » de la criminalité organisée israéliennes ont, à un moment ou à un autre de leur carrière, été ciblés par les agents de « *Yaalom* ».

Plus récemment, ses enquêteurs ont également participé aux investigations relatives aux escrocs franco-israéliens. Plusieurs de ses membres étaient ainsi présents à Hertzliya en 2013 lorsqu'une vague de perquisitions y a été menée chez des personnes soupçonnées d'avoir trempé dans les escroqueries au CO_2,

ainsi qu'à Natanya à la fin de 2015 à l'occasion du démantèlement de l'organisation criminelle qui siphonnait les comptes de plusieurs entreprises de distribution belges, françaises et européennes.

Opérant en collaboration avec la *PNI*, les agents de « Yaalom » n'ont qu'une devise : « Suivez le pognon ». Dans le courant des années trente et quarante, les enquêteurs fédéraux américains incapables de coincer les mafieux pour des faits criminels avaient réussi à les faire condamner pour des délits fiscaux. C'est ainsi qu'Al Capone s'était retrouvé au pénitencier, suivi par de nombreux autres. Et c'est par ce même biais que le *FBI* et l'*IRS*, l'administration fiscale américaine, ont, beaucoup plus tard, tenté de faire tomber Meyer Lansky et son bras droit Léo Stacher.

« *Yaalom* » s'est réapproprié cette vieille idée en traçant tous les flux financiers émanant des suspects ou aboutissant à eux afin de leur demander de les justifier[167]. Pendant longtemps, estimant que les mafieux n'étaient finalement que des contribuables comme les autres et qu'il ne devait pas s'en occuper tant qu'ils payaient leurs impôts, le ministère des finances avait refusé de s'impliquer dans la plupart des enquêtes criminelles de haut niveau. La création de « *Yaalom* » dénote un changement d'orientation qui s'est notamment concrétisé au début de 2012 par l'arrestation d'une série de membres du clan Abdel Khader impliqués dans le racket de commerçants de Taïbeh ainsi que dans des trafics d'armes ou de stupéfiants.

Cependant, la réforme la plus importante est sans conteste la création, le 1er janvier 2008 de l'unité d'investigation 433 également baptisée « *Lahav* », « la lame ». Formée de membres du parquet et de représentants de plusieurs unités policières de terrain dont le *Yahbal*, la « 433 » a été présentée comme le nec plus ultra de la *PNI*. Une sorte de *FBI* israélien à la pointe du combat contre les organisations criminelles et contre la cybercriminalité. En décembre 2010, les médias de l'État hébreu ont pourtant révélé le contenu d'un rapport rédigé par le contrôleur interne du ministère de la sécurité intérieure, dont dépend la police[168]. Ce dernier critiquait vertement l'inorganisation de la nouvelle structure dont découlait sa relative inefficacité.

En octobre 2012, le contrôleur de l'État, l'équivalent israélien de la cour des comptes avec des pouvoirs plus étendus, a lui aussi publié un rapport consacré aux nouvelles méthodes de lutte contre la criminalité organisée. Un peu moins

acerbe que son homologue du ministère de la sécurité intérieure, il s'est certes félicité de l'arrestation de figures connues telles Zeev Rozenstein et les frères Aberjil, mais il a également conforté les critiques lancées en 2010. En constatant, entre autres, que les techniques consistant à frapper au portefeuille les organisations criminelles et leurs dirigeants ne produisait pas les résultats escomptés[169].

Secousses dans le Néguev

Ces flèches ont conforté le sentiment de malaise des Israéliens face à leur police et le peu de confiance qu'ils lui accordent en général[170]. Pourtant, à première vue, la *PNI* était entrée à marche forcée dans une phase de modernisation. Son budget augmentait d'année en année, pour atteindre l'équivalent d'un peu plus de 300 millions d'euros en 2012. Ce budget a fortement augmenté par la suite, de même que le cadre des effectifs. Mais l'efficacité de ce corps est restée et reste sujette à caution. En raison, entre autres, du manque d'attractivité des salaires (en moyenne en 2015, mille sept cents euros hors primes et bonus pour un policier débutant), de la formation peu adaptée aux réalités du terrain, ainsi que de la piètre qualité d'une partie de ses éléments.

Principal révélateur de ce dysfonctionnement, la manière dont l'enquête sur l'assassinat de Pinhas Bouhbout a été menée. Pour rappel : ce tueur professionnel a été assassiné en septembre 1999, sur le lit d'un hôpital de Tel-Aviv où il était en convalescence après avoir subi une blessure par balles. Les investigations ont rapidement permis d'identifier l'ex-policier de Jérusalem Tsahi Ben Or comme étant son exécuteur. Ce dernier était accompagné de Shimon Elmakayes, un complice « retourné » ensuite par la *PNI* et par le parquet qui lui a proposé une peine réduite en échange d'aveux circonstanciés.

Shimon Elmakayes ne pouvait pas ne pas accepter cette offre puisqu'un policier *undercover* opérant sous le nom d'« Alex » avait réussi à lui tirer les vers du nez, et que ces conversations ont été intégralement enregistrées. Sur ces bandes, le complice de Ben Or confirmait non seulement le rôle du ripou, mais il expliquait comment ce dernier avait tiré une balle à bout portant dans la tête de Pinhas Bouhbout. Il balançait également ceux qu'il présentait sans ambiguïté

comme les commanditaires de l'opération : les frères Sharon et Oded Perinian, deux figures très actives, mais mal connues de la mafia israélienne[171].

Au moment où leur nom est apparu dans le dossier Bouhbout, Oded et Sharon Perinian dirigeaient une organisation criminelle s'étendant sur toute la partie sud de l'État hébreu. Leur palette d'activités ? De l'extorsion au racket et aux trafics divers[172] en passant par les prêts usuraires accordés aux milliers de flambeurs fréquentant leurs casinos clandestins. Basés à Hodaya, un petit village agricole situé à l'orée du désert du Néguev, eux et leur frère Ygal, qui n'est pas impliqué dans l'affaire Bouhbout, étaient surveillés de longue date par la *PNI,* mais celle-ci ne semblait pas pressée d'agir contre eux.

Arrêtés en août 2005 grâce aux déclarations de Shimon Elmakayes, les deux suspects ont nié en bloc et leur attitude a porté ses fruits, puisqu'ils ont été relaxés par le tribunal de district de Tel-Aviv au prétexte que les enregistrements effectués par « Alex » n'étaient pas suffisamment convaincants. Mais le parquet qui n'appréciait guère l'affront a aussitôt introduit une requête devant la cour suprême et ses arguments relatifs à la dangerosité des deux frères ont trouvé une oreille favorable. Les Perinian sont donc restés en prison pour neuf mois supplémentaires, le délai accordé aux enquêteurs par les magistrats afin de leur permettre de boucler leur dossier.

Le grand déballage

Le 22 février 2007, voyant l'enquête progresser à grands pas, les frères Perinian changent leur fusil d'épaule et acceptent une transaction judiciaire. Ils plaident coupable à condition que le ministère public modifie le chef d'inculpation de « conspiration pour commettre un meurtre » en « conspiration pour commettre un crime », une imputation moins lourde aux yeux de la loi israélienne. Tout le monde voyait son intérêt dans ce marchandage. Le parquet qui bouclait l'affaire de manière honorable, et les deux frères qui étaient condamnés à sept ans de privation de liberté – dont deux avec sursis – au lieu de vingt, ainsi qu'au versement d'une indemnité de 20 000 euros à la veuve de Pinhas Bouhbout[173].

Happy end ? En fait, l'histoire ne faisait que commencer car la manière dont Bouhbout avait été assassiné avait choqué l'opinion publique. D'autant que

l'ancien flic Ben Or devenu tueur à gages a ensuite été abattu en décembre 2004 à Cancun au Mexique, et que les frères Perinian, ses commanditaires, disposaient d'entrées au sein de la zone sud de la *PNI*.

En 2001, Ben Or avait négocié un marché avec la justice israélienne. Une transaction prévoyant une peine de deux ou trois années de prison – au lieu de vingt – en échange de révélations sur l'organisation des frères Perinian. Mais les négociations avaient traîné en longueur et l'ex-policier, qui était également impliqué dans le cambriolage de deux villas et « travaillait » comme homme de main d'un petit gang d'Ashkelon alors qu'il était officiellement assigné à résidence en attendant que son sort soit fixé, avait jugé plus prudent de fuir en Amérique centrale. Grâce à l'aide de son frère. Il n'imaginait sans doute pas alors qu'il effectuait son dernier voyage…

À Beer Sheva, « capitale » du désert du Néguev, des rumeurs plus invérifiables les unes que les autres circulaient de longue date quant à la probité de certains policiers. Elles affirmaient entre autres que les frères Perinian « tenaient » des enquêteurs et des magistrats par des dettes de jeu. Dans la foulée du scandale provoqué par le dossier Bouhbout-Ben Or-Perinian, ces bruits sont remontés jusqu'à l'état-major de la police, jusqu'à la commission de la justice de la *Knesset*, et jusqu'aux ministres les plus importants du gouvernement.

L'étouffement n'étant plus envisageable, Tzipi Livni, la ministre de la justice de l'époque, annonce le 30 novembre 2005 la création d'une commission d'enquête présidée par Vardi Zeiler, un magistrat à la retraite mais toujours respecté[174]. Sa mission ? Pointer du doigt les dysfonctionnements qui ont permis à Ben Or de devenir tueur à gages et aux frères Perinian d'étendre impunément leur empire sur le sud d'Israël, mais également désigner les coupables. Et faire tomber des têtes si nécessaire.

Les travaux de la commission ont donné lieu à un grand déballage. Un règlement de comptes nauséabond entre policiers dont chaque déposition attisait la rancœur des collègues et suscitait des réactions anonymes dans les quotidiens populaires qui prenaient un malin plaisir à jeter de l'huile sur le feu.

Au moment de l'assassinat de Bouhbout, l'unité centrale de police du district sud, *Yamar-Sud*, était commandée par l'officier Amir Gur en guerre ouverte avec Yoram Lévy, le responsable des investigations. Or, celui-ci avait été

nommé par le commandant de la zone Moshe Karadi, promu grand patron de la *PNI* depuis lors. Devant la commission, Amir Gur a accusé Yoram Lévy d'avoir saboté l'enquête en raison de ses contacts suivis avec les frères Perinian, qu'il recevait à domicile. Quant à Lévy, il a présenté Gur comme un « ami » de Ben Or et comme l'un de ceux qui l'auraient aidé à s'enfuir au Mexique. À ces déclarations explosives et partiellement vérifiées ensuite se sont ajoutés les témoignages d'autres enquêteurs affirmant, en gros, que le *Yamar-Sud* n'a jamais combattu sérieusement la criminalité organisée malgré des informations abondantes.

En février 2007, alors que les Perinian sont toujours détenus, donc « disponibles » pour être entendus dans le cadre d'une enquête sur leurs connexions avec la police, Vardi Zeiler rend un rapport particulièrement accablant pour la *PNI*[175]. Le document met en cause treize officiers. Il exige la mise à pied immédiate de Lévy ainsi que d'un autre enquêteur en raison de leurs relations suspectes avec le milieu. Moshe Karadi, qui avait nommé Lévy, n'est certes pas soupçonné de malhonnêteté, mais il démissionne de son poste de commissaire général pour avoir soutenu le « mouton noir » envers et contre tout.

Bien sûr, Lévy se défend puisqu'il n'a plus rien à perdre. Il accuse Zeiler de n'avoir rien compris aux méthodes d'investigation policières et d'avoir torpillé plusieurs opérations d'infiltration en cours en raison des fuites provenant du milieu de la commission. Gros scandale, menace d'inculpation pour outrage à magistrat.

Quant à la *Knesset*, elle s'empare de l'affaire dans le bruit et le tumulte. Comme d'habitude, est-on tenté d'écrire. De nombreux députés y vont de leur petite phrase ou de leur imprécation apocalyptiques. « Pourquoi la *PNI* a-t-elle laissé l'empire des frères Perinian se développer impunément alors qu'elle disposait des informations adéquates ? Qui a saboté l'enquête sur l'assassinat de Bouhbout puis de Ben Or ? La mafia infiltre-t-elle les rouages de l'État ? », interrogent-ils. Les questions fusent, plus cinglantes les unes que les autres. Cinq plus tard, elles n'ont toujours pas reçu de réponse…

Lorsque personne ne s'intéressait encore à ce qui se passait au sein de l'unité centrale du district sud, Efraïm Erlich, un officier prometteur et intransigeant sur les principes avait tenté d'alerter sa hiérarchie – y compris Moshe Karadi – sur les étranges relations que maintenaient certains de ses collègues avec les frères

Perinian. Personne n'avait pris la peine d'écouter ce qu'il avait à dire. On le prenait pour un fou. Pire, pour un emmerdeur. Et lorsque le scandale a éclaté, l'état-major l'a remercié en le mutant… à la circulation. C'est-à-dire au purgatoire. Une mesquinerie pour le punir d'avoir enfreint la loi non écrite selon laquelle les policiers israéliens lavent leur linge sale en famille.

Il a fallu attendre le 10 avril 2013 pour que les mérites de ce « traître » soient reconnus et qu'il bénéficie d'une promotion. Et encore, au forceps car les hauts gradés s'y opposaient et le cabinet du ministre n'était pas très chaud non plus. Le contrôleur de l'État a donc dû insister et mettre tout son poids dans la balance pour qu'il soit mis fin à la quarantaine du pestiféré.

L'escadron de la mort

À peine les remous provoqués par l'affaire Perinian ont-ils commencé à s'estomper qu'un autre scandale a frappé la *PNI* de plein fouet et a hypothéqué davantage le peu de crédibilité qui lui restait encore. Tout commence à Nahariya, une station balnéaire située à un kilomètre à peine de la frontière libanaise et qui fut un haut lieu du tourisme francophone au temps où le Club Méditerranée entretenait un village de vacances dans sa périphérie.

L'affaire éclate le 21 novembre 2007 avec l'annonce de l'arrestation de quatre policiers ainsi que d'un artificier civil baptisé « l'Ingénieur ». À en croire le tribunal de district de Haïfa autorisant la publication d'une partie du dossier après l'avoir longtemps interdite afin de ne pas perturber l'enquête, les suspects, qui estimaient que leur hiérarchie et le parquet n'en faisaient pas assez, avaient décidé de former un « escadron de la mort » pour combattre la criminalité organisée dans leur ville. Et ils étaient passés à l'action. Leur cible ? Michael Mor, alias le « parrain du Nord », le chef d'une organisation criminelle violente étendant son influence sur la haute et sur la basse Galilée. C'est-à-dire sur toute la partie nord de l'État hébreu.

Au moment où les quatre policiers ont été interpellés. Le « parrain » se trouvait derrière les barreaux. Il venait d'être condamné à vingt-et-un mois de prison pour avoir, en 2006, balancé des grenades contre le domicile privé de certains des suspects en uniforme, et contre celui de Jacky Sabag, le maire de Nahariya qui refusait d'accorder des avantages à ses protégés[176]. En outre, il était accusé

d'avoir exercé des pressions sur les magistrats, voire de les avoir menacés de mort. Michael Mor savait qu'il ne risquait pas grand-chose en s'attaquant aux policiers locaux. Ceux-ci étaient vulnérables, très vulnérables. Ils s'étaient plaints à plusieurs reprises à leurs supérieurs, qui les avaient ignorés. Quant à leurs demandes de mutation, personne n'en avait tenu compte. Estimant que la vie de leurs proches était menacée en plus de la leur, ils avaient également adressé des rapports – quasiment des suppliques – au quartier général de la *PNI* à Jérusalem… qui les laissait moisir dans un tiroir en estimant qu'il n'y avait rien d'urgent.

Plus qu'un simple désir de vengeance, c'est ce mépris et ce désintérêt de la hiérarchie pour leur sort qui a poussé Rami Moussa, Eldad Hadad, Yossi Lévy et Yoniv Bashur, les quatre membres opérationnels de « l'escadron de la mort » de Nahariya, à prendre la loi entre leurs mains.

Dans un premier temps, les comploteurs se sont entraînés dans la forêt de Yehiam, où ils ont testé les explosifs censés « neutraliser » Michael Mor. Ils ont franchi la ligne rouge le 22 octobre 2006 en plaçant un engin devant un appartement loué par leur cible et par son neveu Rafi Ben Shalom, ainsi qu'un autre sous la voiture utilisée par les deux hommes. La première bombe a explosé à l'heure prévue, mais n'a causé que des dégâts matériels. La seconde, repérée par le « parrain », a été désactivée par les services officiels. Durant leur procès, les policiers-terroristes ont déclaré qu'ils ne voulaient pas attenter à la vie de Michael Mor et consort seulement leur faire peur. Dont acte.

Quatre policiers à l'ombre

Considérés comme de bons flics, « les vengeurs en chemise bleue », couleur de la tenue des policiers israéliens, étaient d'autant plus motivés que les menaces les visant ainsi que leurs proches s'étaient accumulées. Quelques jours avant le double attentat perpétré par eux, des avis funéraires annonçant leur « décès tragique » avaient été commandés de manière anonyme et publiés dans plusieurs journaux. Les membres de leur famille avaient également reçu des appels anonymes de condoléances. Un coup de Michael Mor ? L'enquête ne l'a en tout cas jamais démontré même si les « justiciers » en sont persuadés.

Les membres de « l'escadron de la mort » ont été dénoncés par l'un de leurs complices devenu « témoin d'État » en échange d'une peine réduite fixée par avance. Six mois de travaux d'utilité sociale au lieu de quinze ans de détention. Quant aux autres, ils ont été condamnés à un an de prison et graciés au bout de quelques mois par le président de l'État Shimon Pères.

Le hasard a voulu que le jugement soit rendu un mois à peine après que Mor ait été libéré de la prison de Shata au nord d'Israël où le département du renseignement de la *PNI* l'avait enregistré alors qu'il proférait de nouvelles menaces téléphoniques contre d'autres magistrats et enquêteurs[177].

Interdit de séjour à Nahariya par décision judiciaire, Mor s'est installé dans la ville arabe israélienne de Yokneam d'où il a poursuivi ses activités criminelles. Au début de février 2011, Eldad Hadad, l'un des quatre ex-policiers gracié par Pères, a été touché de trois balles de 9 mm alors qu'il quittait la synagogue de Nahariya où il se rend tous les matins pour y remplir ses obligations religieuses. Peut-être une vengeance du « parrain du Nord », mais l'enquête n'a rien démontré. Ce qui n'a pas empêché la *PNI* de l'arrêter à plusieurs reprises dans le courant de la même année. Pour avoir, entre autres, forcé une jeune fille à boire jusqu'à la rendre ivre avant de l'entraîner avec un complice dans une maison d'hôtes de la région.

Michael Mor a compris que la *PNI* ne le laisserait pas tranquille et qu'il ferait mieux de mettre un peu de distance entre lui et l'État hébreu. Il s'est donc installé en Afrique du Sud avec plusieurs de ses lieutenants dont un certain Abraham Roti, recherché en Israël pour tentative d'assassinat sur policier.

Avant de s'installer en Afrique du sud, Mor est passé par l'Europe il a participé à un trafic de cocaïne organisé par des Israéliens d'origine géorgienne opérant en Hongrie et en Australie.

Plus tard, après avoir séjourné en Afrique du sud, Mor a passé quelques mois en Thaïlande où il a, semble-t-il, pris contact avec Amir Mulner.

Le retour du « parrain du nord »

Qu'il ait été bien inspiré ou bien informé, Mor avait eu raison de quitter Israël au début de décembre 2011 puisque la *PNI* voulait lui mettre le grappin dessus.

Suite à ce qui venait de se passer à Naharya, elle en faisait une question de principe.

Peu après sa fuite, agissant sur la base de renseignements transmis par deux agents *undercover* opérant clandestinement depuis plusieurs mois, plusieurs centaines d'enquêteurs ont lancé un vaste coup de filet contre l'une de ses filières de trafic d'armes et de stupéfiants couvrant le centre de l'État hébreu. Parmi les suspects interpellés, deux femmes, un mineur, ainsi que des anciens détenus directement liés à Mor. Mais également des membres de familles criminelles arabes israéliennes avec lesquelles l'homme fort de Naharya avait conclu une alliance.

Souffrant du mal du pays, l'un des complices de Mor est revenu en Israël en novembre 2012 en imaginant sans doute que la justice l'avait oublié. Il se trompait.

Interpellé dans le hall des arrivées de l'aéroport, le « *yored* » a aussitôt été emmené pour interrogatoire et placé en détention préventive en attendant son jugement. Dans la mémoire de son smartphone, les enquêteurs ont découvert un petit film montrant Michael Mor s'entraînant au tir à l'arme de guerre avec plusieurs membres de son état-major. Un document que la *PNI* a gardé précieusement en attendant de pouvoir régler ses comptes avec celui qui les a humiliés pendant aussi longtemps.

En tout cas, l'état-major de la police a rapidement tiré les leçons de l'affaire de l'escadron de ma mort ». Des cours de protection pour policiers menacés ont été organisés et une cellule spéciale a été créée pour suivre les activités du « parrain du nord » et de ses amis.

Pendant ce temps, de son exil sud-africain, Mor a continué à influer sur les affaires criminelles israéliennes. Le 27 mai 2013, le *Yamar* de Tel-Aviv, qui avait infiltré un agent dans son organisation, a d'ailleurs interpellé une vingtaine de ses complices présumés. Des petits truands de Jaffa qui vendaient des armes de guerre et préparaient des attentats à la bombe visant ceux que le « parrain du Nord » considère comme ses ennemis. Parmi ceux-ci, un membre du clan Azbarja qui a poignardé et gravement blessé Badri Mor, le frère et bras droit du « parrain du Nord », durant un séjour en prison pour trafic de stupéfiants et racket. Une vengeance des Azbarja après que ceux-ci eurent découvert que Mor venait de faire alliance avec les Al Hariri, leurs rivaux du moment, et qu'il

entretenait des contacts avec les Abou Salouk, leurs ennemis intimes. Durant son infiltration, l'agent *undercover* du *Yamar* a enregistré ses conversations avec des membres de la bande pendant qu'il leur achetait cinq bombes artisanales pour le prix de 700 à 3 000 euros l'unité selon leur degré de sophistication[178]. Il a également mis à jour une partie d'un trafic de stupéfiants organisé par l'organisation Mor dans le nord d'Israël.

Malgré ses relations et son influence, Michael Mor pouvait difficilement développer son organisation en résidant à huit heures d'avions de sa zone d'activité. D'autant qu'à peine sorti de prison, son frère Badri a été abattu de plusieurs balles le 1er juillet 2014. Un assassinat mafieux classique, dans une rue de Naharya, face à une série de témoins qui avaient tout oublié lorsque la police les a interrogés.

Le « parrain du nord » avait donc des comptes à régler et son *leadership* était en jeu. Il ne pouvait pas ne pas revenir rapidement en Israël. Ce qu'il a fait le 27 octobre 2014 en transitant par la Roumanie après avoir annoncé son retour sur *Twitter*. Pour être sûr que les flics seraient au rendez-vous. De fait, à peine avait-il posé le pied sur le tarmac de l'aéroport Ben Gourion qu'il a été placé en état d'arrestation.

En prévision de ce beau jour pour elle, la justice avait d'ailleurs concocté un solide dossier le concernant : corruption d'au moins un fonctionnaire, chantage sur des footballeurs du club Hapoël Haïfa afin qu'ils truquent les compétitions importantes, blanchiment d'argent sale par le biais d'agences de change ouvertes au nom de l'épouse du mafieux.

À ces accusations s'ajoutait l'organisation de prêts usuraires au taux astronomique de 10 % par jour, la tenue de salles de jeu clandestines dans une série d'appartement anonymes, et la fraude fiscale puisque Mor avait « oublié » de déclarer au fisc israélien les profits générés par deux casinos légaux situés en Égypte. Le premier dans l'hôtel Hilton de Taba et le second dans l'hôtel Sands, deux palaces du désert du Sinaï destinés aux touristes israéliens.

Représailles en série

La « liquidation » de son frère a été un coup dur pour le « parrain du nord ». Un de plus puisque Shimon Harosh, son ami d'enfance et associé, avait été

arrêté par la *PNI* en février 2014.

Lors de son interpellation pour tentative de racket, Harosh disposait déjà d'un beau palmarès criminel : quatre condamnations à une peine de prison ferme. Avec l'aide de Jean Allouche, un autre lieutenant de Mor qui allait, plus tard, se transformer en concurrent et ennemi, il avait en tout cas étendu les activités de l'organisation à la station balnéaire d'Eilat, à l'extrême sud d'Israël. Là, les hommes de Mor ont vraiment réussi à prendre racine, à se créer un territoire qu'ils défendent en utilisant les moyens ad hoc.

Mais Harosh et Allouche n'ont pas résisté à l'appel de l'argent. Ils ont voulu voler de leurs propres ailes et se sont retournés contre leur ancien patron avec lequel ils sont à couteaux tirés depuis lors.

Le 25 avril 2015, deux hommes du « parrain du nord » ont d'ailleurs tenté de « liquider » Allouche en mitraillant sa 4 × 4 BMW blanche en plein centre d'Eilat sous les yeux de dizaines de vacanciers israéliens et étrangers.

Les tirs n'étaient pas précis et ce sont les enfants de l'ex-lieutenant de Mor qui ont été écopé : un adolescent de 15 ans, deux filles respectivement âgées de huit et de dix ans.

Le lendemain, en représailles, c'est la maison familiale de Mor qui a été mitraillée à Naharya. Soupçonné par la *PNI* d'avoir voulu venger « l'affront » d'Eilat, Allouche a été arrêté un peu plus tard.

En vérité, les policiers n'ont pas eu à se fatiguer puisque le domicile de Mor avait été placé sous surveillance dans le cadre de l'enquête sur l'attentat d'Eilat et qu'Allouche a été vu alors qu'il ouvrait le feu avec une perruque sur la tête et des lunettes de soleil afin « de pas être reconnu ».

La guerre entre Mor et le tandem Harosh-Allouche ne s'est pourtant pas interrompue avec l'interpellation de ce dernier. Le 26 août 2015, le corps sans vie de Daniel Waksman, un vieil ami et un homme de confiance de Mor, a ainsi été retrouvé sur une plage de la banlieue de Naharya. Une étendue de sable sur laquelle Waksman avait, en 1999, assassiné à coups de couteau le patron du club dont il était le portier. Cet assassinat s'était semble-t-il déroulé en présence de Mor mais Waksman n'a jamais parlé et le futur « parrain du nord » lui en a toujours été gré.

Depuis lors, lui et Waksman étaient devenus très proches. Un mois avant le mort de son ami, Mor et quelques comparses avaient d'ailleurs posé pour une

photo de groupe devant l'entrée de l'hôtel le plus réputé de leur fief de Naharya.

À l'instar de Shalom Domrani, Mor passe son temps à entrer et à sortir de prison. Ce qui ne perturbe pas vraiment le fonctionnement de son organisation, qui étend ses activités de manière continue.

En 2015 et au début de 2016, ses hommes étaient en tout cas fort actifs à Tel-Aviv ainsi que dans la grande périphérie de cette ville. Ils profitent de l'affaiblissement de l'organisation d'Itzhak Aberjil pour s'implanter et pour imposer leurs propres filières de « protection » des commerces et des PME.

Guerre des ego

L'état-major de la *PNI* aurait sans doute pu s'épargner les remous causés par l'affaire Perinian et par celle de la fuite de Michaël Mor en Afrique du sud s'il avait fonctionné de manière plus efficace. Et si ses membres s'étaient moins préoccupés de fréquenter la classe politique afin de préparer la suite de leur carrière.

Nombre d'officiers supérieurs de la police israélienne auraient également pu éviter de gros ennuis s'ils étaient parvenus à mettre entre parenthèses cet ego boursouflé qui les pousse à se croire infaillibles.

En 2009, peu après son départ à la retraite, le commandant Shimon Perry, un officier de police, a adressé un long rapport confidentiel au contrôleur de l'État lui détaillant l'état des guéguerres de clans dans les échelons supérieurs de la police. À l'en croire, les officiers rivaux se paralysaient l'un l'autre et favorisaient ainsi le développement de la criminalité organisée.

Durant sa longue carrière, Shimon Perry avait notamment été en rapport avec Rami Amira, un soldat de l'organisation Aberjil qui était prêt à devenir « témoin d'État » contre ses employeurs. À la suite de dysfonctionnements au sein de la police, ce retournement ne s'est jamais produit, et Amira a été abattu le 2 février 2011 au volant de sa voiture. La *PNI* aurait perdu là une occasion de porter un coup fatal à la principale famille mafieuse de l'État hébreu.

Dans son rapport, Shimon Perry affirmait aussi que la *PNI* et le parquet auraient pu faire tomber les Aberjil ainsi qu'une série d'autres figures importantes du milieu dès le début de l'affaire de la banque HaMiskhar. Il aurait suffi pour cela de proposer un statut spécial, voir un aménagement de peine à

Etty Alon, la principale protagoniste de cette fraude[179]. Ce qui n'a pas été fait. Ou de manière maladroite. Ou trop tard…

Peu après l'envoi de son rapport au contrôleur de l'État, plusieurs anciens collègues de Shimon Perry l'ont accusé d'être une sorte de « monsieur-je-sais-tout ». Un frustré taraudé par un puissant désir de vengeance. Peut-être… Mais il faut alors se demander pourquoi il a été jugé suffisamment crédible pour être nommé vice- responsable de la sécurité de l'ambassade d'Israël à Washington, après qu'il a quitté la police. Car il s'agit d'une fonction clé au sein de la légation diplomatique la plus stratégiquement importante de l'État hébreu, et l'on imagine mal qu'elle ait été confiée à un incompétent.

La plainte de Shimon Perry visait notamment le futur grand patron de la *PNI* Yohanan Danino. Elle était soutenue par le Mouvement pour un Gouvernement de Qualité en Israël, une ONG menant des actions juridiques de longue haleine contre la mauvaise gestion de certains secteurs de l'État hébreu. De concert avec Perry, Israël Abrabanel, un autre officier retraité de la *PNI*, a lui aussi contacté le contrôleur de l'État pour accuser ce même Yohanan Danino d'avoir, en 2006, lorsqu'il dirigeait le département du renseignement et des investigations de la police, provoqué par négligence des fuites qui auraient débouché sur l'assassinat de deux informateurs au sein de la criminalité organisée.

À l'instar de Shimon Perry, Israël Abrabanel a alors été accusé d'agir par dépit. Parce qu'il n'aurait jamais pardonné à sa hiérarchie de ne pas l'avoir nommé au grade supérieur avant son départ à la retraite. Vrai, faux ? Outre Danino et ses adjoints, une dizaine d'officiers de haut niveau ont en tout cas été interrogés sur ces affaires par les services du contrôleur de l'État, mais l'enquête n'a rien donné. Du moins, ses conclusions n'ont jamais été rendues publiques.

Quant à Danino, le ministre de la sûreté intérieure l'a nommé commissaire général de la *PNI* en 2010. Il ne l'est plus au moment où ces lignes sont écrites. À son départ au printemps 2015, il a laissé une *PNI* gangrenée par la corruption et par les affaires de harcèlement sexuel d'officiers supérieurs envers leurs subordonnés féminins. En revanche, rien ne permet d'affirmer qu'il ait eu quoi que ce soit à se reprocher dans les affaires citées plus haut[180].

L'organisation « Zaza »

Les scandales provoqués par les affaires Perinian, Mor, et Amira, ainsi que les « bourdes » consistant à révéler involontairement le nom de plusieurs informateurs recrutés dans l'entourage des Aboutboul ou d'autres organisations mafieuses ont contraint la *PNI* à revoir ses méthodes. À prendre conscience que la « police de papa » qui prévalait dans l'État hébreu jusqu'au début des années quatre-vingt-dix n'a désormais plus raison d'être[181].

Cependant, nul ne peut nier que les enquêteurs ont remporté quelques victoires contre des organisations criminelles arabes et juives dont les « parrains » sont condamnés ou en attente de procès : Zeev Rozenstein, les frères Aberjil, Assi Aboutboul, « Rico » Shirazi, Adul Karajah et quelques autres.

Parmi ces succès, le moins médiatisé est sans conteste le démantèlement par le *Yamar*, le 15 octobre 2012, de l'organisation criminelle dirigée par Shmouel Greenberg et Yossi Tzadik, alias « Zaza ».

Née en 2001 et opérant à partir de Beer Sheva, l'association Greenberg-Tzadik s'était spécialisée dans le racket, la gestion de salles de jeux clandestines, la fraude à la TVA, les prêts à taux usuraire, l'évasion fiscale et le blanchiment. À cela s'ajoutaient plusieurs assassinats auxquels certains de ses « soldats » avaient été mêlés sans que l'on sache s'ils agissaient à titre personnel ou pour le compte de leurs « parrains ».

Donc, le 15 octobre 2012, trente-deux membres de « l'organisation Zaza » – comme la surnomment les policiers de terrain – ont été arrêtés dans le cadre d'un vaste coup de filet. Quinze d'entre eux ont été inculpés dans la foulée. Cela, grâce aux aveux de « A.V. », un témoin d'État qui avait participé à la création de la bande pour lui servir de chauffeur pendant onze ans.

Dans le cadre de ses fonctions, l'homme effectuait la tournée des créanciers et des victimes de chantage afin de récolter les enveloppes. Il transportait les fiers-à-bras qui attaquaient dans la rue les commerçants récalcitrants et participait au plastiquage de leurs affaires. En outre, « A.V. » a reconnu qu'il lui est arrivé à plusieurs reprises de transporter des tueurs à gages jusqu'au lieu où ils allaient honorer leur contrat.

Au moment où le *Yamar* interpellait « Zaza » et ses complices, le *Yahbal* lançait lui une opération semblable dans les cercles mafieux d'Eilat. Elle visait l'organisation de Hagaï Zagoury et de Moshe Rubin, les rivaux du duo Greenberg-Tzadik – ils chassaient sur le même territoire – impliqués dans les

jeux clandestins. À l'instar des hommes de « Zaza », ceux du tandem concurrent étaient eux aussi soupçonnés d'avoir « liquidé » plusieurs personnes dans le courant de ces dernières années.

En général, la *PNI* travaille des années avant de pouvoir démanteler une organisation criminelle. Mais deux le même jour… Pour en arriver à ce résultat inédit, le *Yamar*, avait réussi à infiltrer les bandes mafieuses et ses sources opéraient en parallèle. Les enquêteurs savaient par exemple que l'organisation « Zaza » disposait de son propre service de renseignements espionnant les activités des concurrents d'Eilat dans le but de préparer des opérations contre eux.

De leur côté, les hommes du tandem Greenberg-Tzadik préparaient également des attaques contre ceux « d'en face ». Armés jusqu'aux dents, certains sont d'ailleurs descendus à plusieurs reprises jusqu'à Eilat, la station balnéaire de l'extrême sud d'Israël, dans l'espoir d'éliminer « Zaza ». Ce qu'ils ne sont jamais parvenus à faire

En novembre 2014, le parquet et les avocats de sept membres de l'organisation Zaza ont négocié un accord de « plaider coupable » prévoyant des peines de six mois à treize ans de détention selon la gravité des faits reprochés aux inculpés.

Le requin d'Eilat

Autre victoire policière : l'arrestation le procès en septembre 2015 d'Ilan Ben Shitrit, un protégé d'Itzhak Aberjil surnommé le « Requin ».

Au début des années 2000, Ben Shitrit supervisait pour le compte de l'organisation Aberjil une filière de trafic d'ecstasy entre la Belgique, les Pays-Bas et le Japon. En 2004, la justice anversoise l'a d'ailleurs inculpé d'avoir, avec Michael Ozifa et d'autres complices cités dans le chapitre consacré au « Gang de Jérusalem », d'avoir envoyé soixante mille cachets de drogue synthétique vers l'empire du soleil levant.

Interpellé pour seul envoi – la *PNI* a obtenu onze ans plus tard la preuve qu'il y en avait eu beaucoup d'autres – Ben Shitrit a été arrêté et inculpé à Anvers. Mais il a réussi à quitter la Belgique dans des circonstances mal éclaircies pour rentrer en Israël via la Jordanie.

Installé à Eilat, il y a alors mis sur pied, avec l'aide de Michaël Mor et la bénédiction d'Aberjil, plusieurs salles de jeux clandestines où l'alcool coulait à flot. A quatre cents euros la bouteille de vodka plus le bénéfice des jeux, l'affaire s'est immédiatement révélée rentable même si Mor et Aberjil prélevaient leur dîme au passage.

En quelques mois, le « Requin » s'est rapidement imposé comme la principale figure mafieuse de cette station balnéaire fort prisée des touristes français.

Lui et ses hommes y ont en tout cas imposé un système implacable de racket des boîtes, cafés, restaurants et autres commerces. Ils ont également été impliqués dans plusieurs « liquidations ».

En 2012, le *Yahbal* a arrêté une série de personnes dans le cadre de son enquête sur les activités de Michael Mor et sur ses relations avec la famille Aberjil. L'un de ces suspects était le chauffeur de Ben Shitrit. D'abord muet comme une carpe à propos du « Requin », l'homme a finalement craqué. Devenu témoin d'État, il a révélé à peu près tout ce qu'i savait sur l'organisation qui tenait Eilat d'une main de fer.

En tant que « repenti », l'identité du chauffeur ne peut plus être mentionnée en Israël ni sa photo actuelle publiée. Mais Ben Shitrit, qui a été arrêté en même temps que son frère et cinq complices grâce à sa dénonciation, le présente comme « un connard toxicomane dans lequel personne ne peut avoir confiance ».

Tous sont inculpés d'association de malfaiteurs, d'extorsion, et de fraude fiscale. Mais le « Requin » et son frère doivent également répondre deux assassinats de truands locaux ainsi que de plusieurs tentatives.

« Alors, tu la joues moins fier maintenant qu'on a toutes ces charges contre toi. T'es abattu ? », a demandé une interrogatrice du *Yahbal* durant l'une de ces dernières auditions. « Moi abattu ? Pas du tout parce que je ne rackette personne », a répondu Ben Shitrit. « J'ai beaucoup d'amis qui m'offrent des cadeaux, c'est tout. Tout le monde dans cette ville sait que j'aime faire le bien, c'est comme ça qu'ils me remercient ». Le tribunal de Beir-Sheva n'a pas été sensible à ces arguments : le 4 avril 2016, il l'a condamné à 26 ans fermes ainsi qu'à une amende de trois cent mille euros. Jugés en même temps que lui, ses deux principaux lieutenants ont écopé de seize et de douze ans..

162. Scandale judiciaire majeur des années soixante-dix en France, l'affaire de la Garantie foncière impliquait plusieurs personnalités gaullistes, des financiers véreux gravitant autour du pouvoir, ainsi que des milliers de petits épargnants. Ceux-ci ont perdu leurs économies en croyant investir dans la pierre. Confortablement installé en Israël et doté de gros moyens financiers, Flatto Sharon a beaucoup promis aux électeurs de l'État hébreu dont il sollicitait les suffrages durant la campagne électorale de 1977. Dans les zones défavorisées, il leur a même distribué de l'argent, ce qui était interdit mais remplaçait avantageusement le fait qu'il ne parlait pas l'hébreu. Résultat de sa campagne « à l'américaine » : 2 % des voix, soit un siège. Se décrivant comme le « parti d'un seul homme », Flatto Sharon a soutenu la majorité de Menachem Begin et a évidemment milité en faveur de la loi interdisant l'extradition des personnes recherchées par la justice d'un pays étranger. Condamné à cinq ans de prison en France, il n'a pas été réélu aux élections israéliennes suivantes, mais n'a pas été extradé non plus. Depuis lors, reconverti dans les affaires, l'escroc d'origine française a également eu des ennuis avec la justice de son pays d'adoption au milieu des années quatre-vingt et des années quatre-vingt dix. Aujourd'hui âgé de quatre-vingt trois ans, il a mis en vente sa somptueuse propriété du Savyon, anime un talk show sur un réseau de radios locales privées et figure de temps en temps dans des publicités commerciales.

163. Ce fichier passe pour le plus développé du monde occidental. Outre l'identité des individus, il comprend ses numéros de téléphone filaires et hertziens, l'identité des propriétaires des appareils, le numéro de série des portables, le lieu géographique des antennes de réseau GSM par lesquelles transitent habituellement ses communications. Certes, la *Knesset* a rejeté la demande de la police d'y inclure les différentes adresses IP des suspects, mais elle a prévu qu'un juge pourrait autoriser les compagnies téléphoniques à transmettre une série d'informations très précises aux enquêteurs : la liste des messages envoyés et des communications passées ou reçues à partir des appareils surveillés, les dates, les lieux, l'heure, et la taille en kilo-octet. En cas d'urgence motivée comme un projet d'assassinat ou des attentats, la *PNI* peut passer outre le juge et disposer immédiatement des données. Outre cette dernière, les unités d'investigation de la police militaire, le *Shabak* (sûreté générale), le *Mossad*, l'*Aman* (renseignement militaire), la Régie antitrust et l'administration fiscale peuvent demander un accès à ces mêmes données. En 2009, la seule *PNI* a introduit 900 requêtes aux compagnies téléphoniques et aux fournisseurs d'internet israéliens.

164. L'*IWPA* a été créée au terme de six ans d'atermoiements. Elle peut prendre annuellement en charge une vingtaine de témoins menacés en leur fournissant une nouvelle identité et en pourvoyant à leurs besoins financiers. Si nécessaire, elle les relocalise à l'étranger. Depuis le vote de cette loi, Israël a conclu des accords avec six pays et des négociations sont en cours avec plusieurs dizaines d'autres. Des témoins israéliens menacés pourront donc être relocalisés chez eux et y recevoir une nouvelle identité. En échange, des ressortissants de ces pays dans la même situation pourront s'installer en Israël pour y débuter une nouvelle vie à l'abri de ceux qui les menacent. Tous les témoins et les signataires d'une transaction judiciaire avec le parquet n'ont pas automatiquement droit à cette protection. Pour que la demande soit retenue, il faut que l'affaire dans laquelle la personne impliquée soit importante, qu'elle présente un intérêt pour la société, et que les risques de vendetta soient sérieux. Entre 2010 et 2013, une dizaine de témoins protégés ont été envoyés à l'étranger après avoir témoigné contre leurs anciens complices devant un tribunal. En attendant l'audience fatidique, eux et les membres de leur famille sont pris en charge par les psychologues et les assistants de l'*IWPA* qui les préparent à leur nouvelle vie. Au moment où ces lignes sont écrites, au moins trois témoins protégés n'ont pas supporté de devoir vivre à l'étranger, ils sont discrètement revenus en Israël malgré les menaces pesant sur leur tête et sur celles de leurs proches.

165. Selon l'antenne israélienne de l'association "*Task force against trafficking women*", un tiers des prostituées opérant dans l'État hébreu sont des mineures ayant commencé à tapiner dés quatorze ans. 90 % sont placées sous la coupe d'un proxénète et 55 % ont été violées au moins une fois. Par ailleurs, en 2006, la *PNI* a déclaré avoir fermé une cinquantaine de maisons de passe et 71 en 2007. Moins par la suite car les trafiquants d'êtres humains sont devenus plus prudents.

166. Grâce à la collaboration de « Yaalom » avec d'autres unités policières, deux des principaux lieutenants de Domrani, parmi lesquels Motti Kostantini, l'homme de confiance du « parrain en kippa », ont été arrêtés le 28 février 2013 dans le cadre d'une enquête portant sur une série de « liquidations » au sein du milieu.

167. Parmi les succès de « *Yaalom* » figure la découverte, au terme d'une enquêté débutée en 2010, d'une banque clandestine opérant au sein même de la Bourse aux diamants de Tel-Aviv et couvrant des opérations illégales d'achat et de vente de pierres précieuses. Cette banque servait de mille cinq cent à deux mille clients qui commerçaient au noir et éludaient l'impôt ainsi que la TVA. Pour éviter un scandale judiciaire majeur qui aurait anéanti l'industrie diamantaire israélienne pour longtemps, les avocats représentant la bourse et ceux de l'administration fiscale ont conclu un accord selon lequel les diamantaires fautifs paieraient un supplément d'impôt forfaitaire en échange de l'abandon des poursuites. En juin 2013, en coopération avec l'Unité 433, « *Yaalom* » a également démantelé un vaste réseau (trente arrestations) de trafiquants d'or volé dans les territoires palestiniens et revendu en Israël pour permettre à des organisations plus importantes de blanchir le produit de leurs opérations.

168. *Jerusalem Post*, *Haaretz* e. a, 23 décembre 2010.

169. Depuis lors, l'Unité 433 a réussi quelques belles opérations dont l'arrestation, le 3 juin 2013, de vingt-sept personnes impliquées dans un vaste trafic de MDMA, d'héroïne et de cocaïne chapeauté par l'organisation d'Amir Mulner. Le coup de filet a été réalisé par le *Yahbal* et les informations provenaient d'agents undercover infiltrés dans le réseau par la section « renseignements-opérations spéciales » de la 433. Outre les stupéfiants, la bande trafiquait également des armes volées et pratiquaient l'extorsion. Deux assassinats étaient également en préparation, et c'est cette information qui a précipité le coup de filet.

170. Le 11 décembre 2007 par exemple, le quotidien *Yediot Aharonot* a publié une enquête d'opinion réalisée par l'Institut *Mina Tzemah* et selon lequel la majorité des ressortissants de l'État hébreu ne faisaient pas confiance au travail de la police. 43 % estimaient que celle-ci ne prendrait pas la peine d'enquêter s'ils déposaient plainte pour un vol, une agression ou une effraction.

171. En 2000, Ben Or, qui était toujours policier à Jérusalem, a été arrêté et exclu de la *PNI* suite à une enquête sur le cambriolage de deux villas d'Omer, une bourgade résidentielle pour millionnaires de la high-tech située à l'entrée du désert du Néguev et partiellement construite sur des terres appartenant à des tribus bédouines. En 2002, il s'est enfui au Mexique alors qu'il négociait un « *plea bargain* » avec le parquet. C'est dans ce pays qu'il a notamment croisé Amir Mulner, l'ennemi des Alperon, avant d'être abattu en 2004 à Cancun. Selon la *PNI*, les frères Perinian ont loué les services d'Eran Haya et Gadi Hazan pour « liquider » Ben Or. Le premier de ces tueurs est le fils d'Eytan Haya, l'une des têtes de la mafia israélienne de New York au début des années quatre-vingt-dix, et il passe pour être lié au gang de Jérusalem. Peu après leur arrestation (Haya avait été interpellé au pied de l'avion, alors qu'il débarquait de New York), lui et son co-inculpé ont conclu avec le parquet israélien un accord selon lequel ce dernier abandonnait l'accusation principale, le meurtre de Ben Or, mais les poursuivrait pour avoir « causé de graves blessures » à Joana Darli, l'amie de l'ex-policier en cavale. Ce faisant, Haya aurait « seulement » dû être condamné à huit ans de prison et Hazan à quatre. Mais le tribunal de Tel-Aviv chargé d'avaliser cet accord l'a trouvé trop favorable aux inculpés. Le fils d'Eytan Haya a donc écopé de treize ans et Hazan de six. Les deux ont en outre été condamnés à verser d'importantes indemnités à Darli.

172. En mai 1998, alors que se répandaient en Israël les rumeurs d'une nouvelle guerre avec la Syrie, des inconnus ont dérobé dans un entrepôt de Tsahal de la région d'Ashdod un important stock de batteries destinées à alimenter des modèles spéciaux de masques à gaz destinés aux handicapés, aux bébés et aux déficients mentaux. Valeur du butin : deux millions d'euros. En janvier 2006, un détective privé, un ancien policier surnommé « Shogun » et employé par la compagnie d'assurance « Magen », a retrouvé ce stock grâce à Oded Perinian, qui était le seul à savoir où il était planqué. Parce qu'il était impliqué dans le casse ?

173. Depuis la libération des frères Perinian en 2012, la veuve de l'ex-policier Ben Or les poursuit en justice pour obtenir des dommages et intérêts supplémentaires.

174. Président du tribunal de district, l'équivalent d'une instance d'appel en Europe occidentale, de 1989 à 2003, Vardi Zeiler avait également présidé la commission d'enquête sur la « catastrophe du Versailles »,

une salle de réception située au deuxième étage d'un immeuble de la périphérie de Jérusalem et qui s'était effondrée pendant une fête de mariage en faisant vingt-trois morts. La présidence de la commission d'enquête sur « l'affaire Perinian » a été la dernière mission publique de ce retraité, qui s'est éteint le 2 avril 2013 à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

175. *Vaadat Bdika lebrinat maarekhet akhiafat hkhok beparachat Parninian ve hachoter Tzahi Ben Or*, Jérusalem, février 2007.

176. En Israël, les maires disposent de nombreux pouvoirs en matière d'aménagement du territoire et les terrains sont rares, donc chers. Ils peuvent également accorder des « faveurs », telles l'exemption ou la réduction des taxes municipales frappant certains commerces, diminuer le loyer payé par les locataires de biens municipaux, etc. Les organisations criminelles profitent de la faiblesse ou de la cupidité de certains élus municipaux pour mettre le grappin sur les propriétés municipales qu'elles louent pour une somme dérisoire et sous-louent à un prix élevé. Ou pour obtenir des privilèges indus. Les projets de « liquider » des édiles municipaux ont existé de tous temps en Israël, et la ville de Nahariya n'est pas un cas isolé. En 1974, le maire de Tel-Aviv a ainsi été ciblé par deux tentatives d'assassinat, la première à la grenade, la seconde à l'aide d'une bombe fixée sous sa voiture, parce qu'il refusait d'accorder à deux truands le droit d'ouvrir des kiosques dans le centre de la ville. Par ailleurs, nous avons vu au chapitre VII que l'organisation des frères Mousselli a disposé d'entrées à la mairie de Tel-Aviv et qu'elle a tenté d'en profiter elle aussi pour obtenir des avantages.

Dans la nuit du 21 au 22 mars 2013, le maire de Saint-Jean-d'Acre, Shimon Lancri a écopé lui d'une balle dans la poitrine alors qu'il sortait de chez un ami et venait de prendre le volant. Son véhicule a été pris en sandwich par deux autres, et l'un des conducteurs cagoulés à ouvert le feu. Quelques semaines auparavant, l'élu avait déposé plainte à la police en se déclarant victime de menaces de mort. Durant l'automne de 2012, la *PNI* avait déjà arrêté un jeune tueur à gages auquel des commanditaires inconnus avaient offert deux cent euros pour éliminer Lancri. Ce dernier a alors bénéficié d'une protection rapprochée, mais elle a été supprimée parce que le budget municipal ne pouvait en supporter le coût. Une quinzaine d'élus locaux et municipaux figurent actuellement sur la liste établie par la police des personnes à placer sous protection, mais l'État n'a prévu aucun subside pour cela.

177. À la même époque, soixante-six policiers étaient également menacés dont la moitié à Nahariya et alentours. Indépendamment de cette affaire, plusieurs magistrats ont dû être placés sous protection spéciale. Le 5 décembre 2007, le domicile de la juge Hanna Ben Ami spécialisée dans les grands dossiers de criminalité organisée, ainsi que celui de plusieurs de ses proches, a été « visité ».

178. Trois jours après l'opération de Jaffa, la police de Lakhish au sud d'Israël a arrêté deux soldats d'active qui préparaient des bombes à la demande dans un luxueux appartement de Sderot. Des « *pipe bombs* », des charges explosives placées dans un fin tuyau de plomberie, susceptibles d'êtres plaquées sur un véhicule grâce à un aimant. En avril 2013, un laboratoire semblable avait été découvert à Nahariya à l'extrême nord d'Israël, mais les artificiers, également des soldats travaillant pour des organisations criminelles, préparaient des valises explosives. Les découvertes de Jaffa, de Sderot et de Nahariya s'ajoutent à la longue liste de dossiers dans lesquels des militaires sont inculpés pour avoir pillé des entrepôts militaires et utilisé le matériel de *Tsahal* pour le compte de divers « parrains ». Exemples parmi des dizaines d'autres : en février 2010, le *Yamar* de Galilée a interpellé huit soldats du bataillon druze « *Herev* » qui proposaient aux clans mafieux arabes israéliens des mitrailleuses en parfait état volées dans l'armurerie de la base de Rosh Pina. En novembre de la même année, trois soldats ont été arrêtés pour avoir vendu une dizaine de fusils-mitrailleurs M16 et un lance-grenades à des mafieux. Gain : 63 000 euros. Trois mois plus tard, c'est un officier des gardes-frontières Idan Sama et deux de ses proches qui ont été inculpés pour avoir également vendu des fusils-mitrailleurs M16. Enfin, dernière affaire en date au moment où ces lignes sont écrites : le 6 août 2013 a débuté devant un tribunal militaire du nord d'Israël le procès d'un soldat qui volait des missiles et des lance-roquettes Law pour les vendre à des organisations mafieuses arabes et juives. À son domicile, les enquêteurs ont découvert un stock de pièces n'ayant pas encore trouvé preneur et évalué à un demi-million d'euros.

Si ces trafics sont inexcusables, ils peuvent s'expliquer par la situation économique difficile de la plupart

des conscrits israéliens dont la solde n'avait pas été revue à la hausse entre 2002 et 2015. Malgré cette augmentation récente, la situation financière de la plupart des appelés reste précaire. Des études montrent que 60 à 90 % d'entre ne bénéficient d'aucune aide de la part de leur famille, elle même en situation sociale difficile.

179. Le 6 mai 2013, une commission *ad hoc* de l'administration pénitentiaire a rejeté la première demande de libération conditionnelle présentée par l'ex- banquière. Celle-ci pourra introduire une nouvelle requête à l'automne 2014, son avocat affirme qu'elle le fera.

180. Plusieurs informateurs de la *PNI* ont été assassinés ces dernières années. Dans les chapitres précédents, nous avons cité Nissim Yemin, qui avait dénoncé Yossi Harari et Amir Mulner, ainsi que Yoni Elzam, le « repenti » empoisonné par des produits cyanurés alors qu'il se trouvait dans sa cellule. Le dernier en date est Daniel Hakak, dont le principal fait d'armes est d'avoir permis de démanteler en 2008 une organisation forte de quatorze personnes et spécialisée dans les jeux clandestins. Hakak ne bénéficiait pas du statut de témoin protégé. En revanche, lorsqu'il a témoigné contre les mafieux qu'il a fait emprisonner, la *PNI* lui a proposé une forte somme d'argent ainsi que des contacts susceptibles de l'aider à s'installer à l'étranger, mais il a refusé. Il a été abattu le 11 juillet 2012, par deux hommes masqués, sur la promenade de mer de Jaffa.

Avant lui, un trafiquant de drogue opérant pour le clan Al Jarushi et qui renseignait la *PNI* tout en poursuivant ses propres *deals* a été éliminé par certains de ceux qu'il avait dénoncés. Un peu plus tard, en octobre 2006, Eyal Salhov, une source qui infiltrait depuis huit ans l'organisation du petit « parrain » tel-avivien Avi Rouhan a lui aussi été éliminé. Se sachant en ligne de mire, Salhov avait prévenu le *Yamar* de Tel-Aviv qui n'avait pas pris son informateur au sérieux.

Ce sont ces deux dernières affaires qui ont entaché la carrière de Danino. Par ailleurs, en juin 2013, on a beaucoup reparlé de Salhov lorsque Hagaï Felician, un déserteur de l'armée déjà condamné pour une série de vols et de cambriolages a été accusé d'avoir, en juin 2009, organisé un raid meurtrier contre le centre de rencontres pour gays et lesbiennes de Tel-Aviv « Barnoar » (deux tués, une dizaine de blessées). La sœur de Felician était en effet la compagne de Salhov au moment où il infiltrait l'organisation de Avi Rouhan et les médias israéliens ne se sont pas privés de raconter son histoire.

181. Dans le courant des années quatre-vingt, quatre-vingt-dix, la réputation de la police n'a pas seulement été entachée par son efficacité disons… moyenne. En 1985 et en 1990 plusieurs affaires ont éclaté qui impliquaient des officiers de la *PNI* – parfois de haut rang – dans des activités mafieuses. Des scandales semblables dont la liste serait trop longue à publier ici ont également sali la réputation de l'administration pénitentiaire, de l'administration des douanes et de la TVA, ainsi que de la magistrature.

XXII

Le poisson pourrit par la tête

L'affaire des contacts des frères Perinian avec des officiers de police de Beer Sheva aurait dû inciter le pouvoir politique à enquêter plus en profondeur sur la corruption et sur les étranges pratiques de hauts responsables de la *PNI*. Mais il ne l'a pas fait et le cancer de la mauvaise gestion, de l'impéritie et de l'inefficacité s'est développé depuis lors.

Au point d'infecter l'Unité 433, le top du top en matière de police israélienne dont un patron a d'ailleurs été écarté pour corruption. Une surprise ? Pas pour les observateurs spécialisés car l'infiltration de la police par des organisations criminelles est un fait établi de longue date en Israël. Dans un chapitre précédent, nous avons vu comment les frères Mousseli avaient corrompu Gadi Grandvitch, alias « Gil », un officier de renseignement de l'Unité 433 qui leur vendait des informations relatives aux enquêtes les concernant.

Certes « Gil » a été condamné mais le cas de ce ripou n'est pas isolé. En tout cas, le 9 avril 2014, Menashé Arbiv, le commandant de la prestigieuse Unité 433 a lui aussi été éclaboussé par une sombre histoire. Et contraint, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, à démissionner en raison de ses relations suspectes avec un rabbin aux pratiques douteuses. Et comme si cela ne suffisait pas à ternir le blason de la *PNI*, quelques mois plus tard, Eran Malka, l'un des anciens subordonnés d'Arbiv, a lui été condamné à huit ans de prison pour corruption.

Considéré comme « insoupçonnable » et « promis à une belle carrière », cet officier centralisait les dossiers relatifs aux enquêtes relatives à la criminalité organisée. Une fonction sensible qui lui donnait accès à de nombreuses informations classifiées… qu'il vendait à ceux qui les lui payaient. Prêt à beaucoup pour de l'argent, Malka orientait les investigations de ses collègues sur de fausses pistes, de manière à éloigner les soupçons.

Mais avant d'en arriver à son histoire, intéressons-nous aux déboires d'Arbiv. Parce qu'ils ne sont pas tristes et qu'ils prennent la forme d'une étrange saga où se croisent des figures connues de la criminalité organisée, des gens a priori considérés comme « au-dessus de tout soupçon » et un étrange rabbin au carnet d'adresses aussi bien fourni que ses comptes en banque.

Haro sur le rabbin

Tout commence en 2011 lorsqu'un inconnu balance une grenade sur la façade d'une magnifique villa de mille carrés située sur le front de mer d'Ashdod. La propriété dont la valeur est estimée à 2,6 millions de dollars appartient à un riche industriel américain de la confection et celui-ci, homme de foi, l'a prêtée au rabbin Yeshayahou Pinto. Qui l'occupe gratuitement son épouse Dvora Rivka, et leurs enfants.

Pinto et ses proches sont comme chez eux dans ce palais moderne visé par la grenade. Alors quarantenaire, le rabbin né à Ashdod est l'un des descendants du rabbin Israël Abou Hetzra, alias « Baba Sali », l'une des figures religieuses les plus respectées du judaïsme marocain, Son épouse est la fille du grand rabbin d'Argentine. A priori, personne ne devrait leur vouloir du mal, et pourtant…

L'homme à longue barbe noire et à la voix doucereuse passe pour un kabbaliste aux pouvoirs supra-naturels. Peu importe que ce soit vrai ou faux, en raison de la notoriété religieuse de ses ascendants, ses ouailles lui prêtent de nombreuses qualités et personne ne les convaincra du contraire. Pétris de bigoterie et de superstitions, les fidèles de Pinto vénèrent son nom et implorent ses faveurs. Lorsqu'il se déplace, les plus fervents le suivent à la trace pour embrasser sa main ô combien bénie, voire toucher la magnifique Mercedes dernier cri dans laquelle il pose son auguste fessier.

Mais le « rav » (rabbin), que ses adorateurs considèrent évidemment comme un « Tzadik » (« juste » dans le sens de « saint ») est plus qu'un simple gourou local : il reçoit et conseille de grands capitaines d'industries, apaise des généraux de Tsahal et des dirigeants des services de renseignement. Des députés, des ministres, des footballeurs connus, des hauts gradés de la police, des chanteurs populaires et des artistes se pressent à sa table le vendredi soir, à l'occasion du début du shabbat.

Dans cet aréopage de fidèles, les figures connues de la criminalité organisée ne sont pas les plus discrètes et certaines ne se sont pas privées de lui demander qui un conseil et qui un coup de main. Au fil des années, Itzhak Aberjil, les frères Harari, les frères Lavi, et Shalom Domrani ont ainsi eu recours aux lumières (rémunérées) et la médiation du « Tzadik » pour régler des litiges.

Michael Mor, les frères Harari et Shalom Domrani l'ont également accompagné à l'occasion du pèlerinage annuel qu'il organise à Selestria (Bulgarie), sur la tombe d'une personnalité religieuse juive ayant prétendument disposé de pouvoirs miraculeux. Pour y arriver, tout ce beau monde a donc volé dans un charter bondé de dévots psalmodiant des prières et mendiant des grâces au Tout-puissant.

Dans un chapitre précédent, nous avons vu comment Domrani était entré en conflit avec le footballeur international Haïm Revivo qui a été contraint de s'installer durant quelques années aux États-Unis pour éviter une « liquidation ». En réalité, cet accord a été négocié par le « rav » Pinto qui comptait les deux hommes parmi ses ouailles. Sollicité pour un arbitrage « Tzadik » a donc réussi à calmer le « parrain en kippa » en échange du départ du footballeur à Los Angeles.

L'empire Pinto

Mais tout cela n'explique toujours pas pourquoi une grenade lancée sur la façade de Pinto en 2011. Jalousie ? Opération lancée par les fidèles de rabbins concurrents ? Rien de tout cela. En fait, en plus d'être influent, le « rav » était alors déjà très riche. En 2010, sa fortune était évaluée à « au moins 75 millions de dollars » par l'édition israélienne du magazine *Forbes* – et quelqu'un essayait de le faire chanter.

Son argent, Pinto le tenait – et le tient encore – de ces dizaines de milliers de fidèles répartis de par le monde et persuadés que leur maître spirituel est un kabbaliste de haut niveau. Un homme de qualité qu'il convient donc de soutenir par des dons financiers. Au fur et à mesure que son influence grandissait, le rabbin a en effet profité de son aura grandissante pour développer un réseau d'œuvres sociales et de *yeshivot* (écoles talmudiques), ainsi que douze « centres spirituels » situés hors de l'État hébreu. Des institutions privées alimentées par

les dons mais dont personne ne contrôlait ni le fonctionnement ni la comptabilité.

En 2010-2011, Pinto faisait en tout cas partie de la petite caste des rabbins qui comptent en Israël et dans certaines communautés juives de la Diaspora. Un groupe d'une dizaine de personnes tellement « importantes spirituellement parlant » que l'Autorité israélienne des aéroports leur accordait un traitement VIP : démarches administratives allégées, salon réservé dans une zone calme de l'aéroport de Tel-Aviv, et la possibilité d'arriver en voiture au pied de leur avion privé. En raison de leurs contacts au plus haut de l'État, des services de sécurité, de l'armée, et du monde des affaires, rien n'était trop beau pour ces « tzadikim » qui ont cependant vu leurs privilèges supprimés en 2013 suite à la procédure engagée devant la Cour suprême par des voyageurs ordinaires qui se plaignaient de discrimination.

En 2014, le Contrôleur de l'État, qui est l'équivalent israélien de la Cour des comptes, a publié un rapport au picrate dénonçant les avantages dont bénéficiaient cette clique d'hommes en noir ainsi que des centaines d'autres moins connus mais tout aussi actifs. Ce document dénonçait notamment le fait que le produit des ventes d'objets « miraculeux » effectuées par l'entourage des « Tzadikim » ainsi que les dons et avantages divers qui leur sont accordés n'étaient pas taxés. Il a d'ailleurs fallu attendre le début de 2016 pour le département ad hoc de l'administration fiscale se décide à inverser la tendance.

Jusqu'alors, Pinto ne s'était évidemment pas privé de profiter de ces avantages qui l'arrangeaient bien puisqu'il se rendait alors au moins une fois par semaine aux États-Unis. Plus précisément à New-York où il dirigeait « *Shouvou Israël* », une communauté de fidèles installée dans une ancienne bibliothèque de Manhattan payée trente millions de dollars. Une somme énorme sortie de nulle part.

Sur place, le « saint homme » pensait pouvoir s'appuyer sur Ron Terrossian, son attaché de presse, et surtout sur Ofer Biton, un ancien petit truand du sud d'Israël devenu *Hozer be Tchouva*. Lorsqu'il se trouvait encore en Israël, Biton avait réussi à capter l'attention de son « maître » en jouant au larbin utile et dévoué. Lorsqu'il lui a raconté qu'il était couvert de dettes de jeu et poursuivi par des récupérateurs de créances aux méthodes musclées, le rabbin lui a

conseillé d'aller prendre l'air aux États-Unis. Ce qu'il a fait, muni d'une recommandation en bonne et due forme.

Là, Biton a rapidement trouvé un emploi. Et non des moindres : chauffeur de l'un des frères Vaknine, le lieutenant d'Itzhak Aberjil dont nous avons largement évoqué les faits d'armes dans les chapitres précédents. Mais il s'agissait d'un job provisoire puisqu'il est finalement devenu l'homme à tout faire de Pinto.

« *Shouvou Israël* » était alors déjà le plus important des douze centres créés par Pinto. Le plus lucratif en tout cas en raison de la situation aisée des fidèles américains et qui l'abreuvaient de leurs dons. Pourtant, contrairement à ce que pensait le « rav », Terrossian et Biton n'étaient pas dignes de sa confiance puisqu'ils lui ont extorqué 380 000 dollars en menaçant de divulguer à la presse le fait que son épouse avait souffert d'une dépression post-partum après son dernier accouchement.

Une accusation ridicule ? Dans le monde laïc, un tel secret médical n'aurait sans doute pas intéressé grand monde et ceux qui en auraient eu vent se seraient sans doute contentés de compatir avec la jeune femme en souffrance. Mais dans les cercles ultra- orthodoxes juifs, cette information était susceptible de modifier le statut social et l'influence du rabbin. Donc, d'affaiblir son emprise sur ses fidèles et, par ricochet, ses rentrées financières.

Yeshayahou Pinto a donc payé. Et lorsque les deux maîtres- chanteurs ont tenté d'obtenir plus, il jure qu'il a tout simplement refusé. L'information a alors filtré dans la presse ultra-orthodoxe et la « *rabanit* » (épouse de rabbin) a tenté de se suicider.

Le prix d'un c*ongressman*

En 2011, Pinto a déposé plainte contre Biton et Terrossian et les enquêteurs israéliens estiment que la lancer de grenade sur sa villa d'Ashdod s'inscrit dans le cadre de cette affaire-là. Cependant, indépendamment de ce chantage un peu minable, le FBI s'intéressait aussi – et depuis longtemps – aux agissements de Biton. Plus précisément depuis 2002 lorsque des agents fédéraux qui enquêtaient sur le trafic d'ecstasy de la famille Aberjil aux États-Unis, ont perquisitionné dans son appartement de Californie du sud. Là, ils ont découvert un 9 mm chargé ainsi qu'un permis de conduire et une carte de sécurité sociale au nom de « Haïm

Morziane », une fausse identité utilisée par le futur collaborateur du rabbin. Dans quel but ? Mystère. En tout cas, la photo de Biton figurait bel et bien sur le permis de conduire falsifié.

Étrangement, l'Israélien n'a pas été inculpé pour ces faits. Il n'a donc pas été jugé ni condamné. Mais ces informations sont restées en mémoire et elles ont réapparu en 2010 lorsque le même a été soupçonné d'avoir, par le biais de « *Shouvou Israël* » et pour le compte de Pinto qui voulait asseoir son statut aux États-Unis, aidé le candidat républicain au Congrès Michaël Grimm, à lever de 250 000 à 300 000 dollars pour sa campagne électorale.

Ancien agent *undercover* du FBI touché par la politique, Grimm passait alors pour « un grand ami d'Israël », une posture obligatoire pour quiconque désire se faire élire à New-York. Et comme de nombreux politiciens new-yorkais en quête d'électeurs juifs, il s'est évidemment rendu en Israël où il a été reçu par Binyamin Netanyahou afin de se faire photographier avec lui.

La plus grosse partie des dons récoltés pour la campagne électorale de Grimm émanait des communautés ultra-orthodoxes new-yorkaises et surtout de membres de la congrégation de Pinto. Voire du rabbin en personne, si l'on en croit les enquêteurs américains. Dans cette récolte, Biton a évidemment joué un rôle central. Or, les contributions ont dépassé le montant légal autorisé. Ce que le candidat républicain a « oublié » de signaler aux autorités.

Malgré ses ennuis judiciaires, Grimm a été élu et réélu de 2010 à 2014 mais en avril de cette année-là, il a été inculpé de fraude fiscale, de parjure, d'obstruction ainsi que de dix-sept autres charges, Un peu plus d'un an plus tard, il a été condamné à huit mois de prison, une peine qu'il a commencé à purger le 22 septembre 2015.

Quant à Biton, le FBI l'a arrêté en août 2012 pour avoir menti sur ses documents d'immigration. Ou plutôt, pour avoir détourné une partie des fonds de *Shouvou Israël* afin d'ouvrir des commerces et de créer des entreprises afin de bénéficier des avantages de loi accordant la *green card* aux étrangers investissant dans l'économie américaine. Libéré sous caution (1,5 million de dollars) mais assigné à résidence, le H*ozer be Tchouva* reste cependant soupçonné d'avoir pompé à concurrence de plusieurs millions de dollars dans les fonds du rabbin Pinto.

Fin de cette étrange histoire ? Justement non, car du point de vue israélien, elle ne fait que commencer. En effet, placé sur des charbons ardents en raison de l'enquête américaine sur l'origine de l'argent qui transitait dans les caisses de *Shouvou Israël*, Pinto a agité tous ses contacts pour savoir si – et comment – cette affaire embarrassante allait se retourner contre lui. Par chance, Menashé Arbiv, le commandant de l'Unité 433, faisait partie de ses fidèles. Mieux, il appartenait à sa cour, une sorte de garde rapprochée autorisée à partager des grands événements religieux avec lui.

Mort d'un superflic

Au moment où le scandale *Shouvou Israël*-Grimm-Biton a éclaté, le « rav » menait un train de vie d'oligarque et savait se montrer généreux avec ses amis. Du moins, avec ceux qui lui étaient utiles ou qui pourraient lui servir un jour. C'est ainsi qu'Arbiv a bénéficié de plusieurs voyages tous frais payés à New-York et de sommes d'argent – par chèque ou en liquide – destinées à financer les études de son fils. Montant global de ce cadeau « désintéressé » ? Environ quatorze mille euros.

Lorsqu'il a voulu savoir si le FBI avait effectué des demandes de renseignements le concernant auprès de la *PNI*, c'est évidemment à son « ami » que le « Tzadik » s'est adressé. À lui mais également, à Ephraïm Brakha, un autre fidèle considéré comme « l'un des meilleurs flics d'Israël ». Profondément religieux, porteur d'une kippa, Brakha et son épouse fréquentaient le couple Pinto de longue date. À titre bénévole, l'officier leur servait également de chauffeur et de garde du corps. Mais lorsque Dvora Rivka Pinto a proposé au nom de son mari une valise remplie de devises étrangères à l'épouse de Brakha afin d'obtenir des tuyaux sur l'enquête en cours, l'officier a refusé tout net. Il a aussitôt prévenu sa hiérarchie qui lui a ordonné d'enregistrer les conversations de Pinto à propos de l'affaire et de les consigner sur procès-verbal.

Cela n'a pas été facile pour Brakha. Déchiré entre son devoir, ses convictions religieuses et son admiration pour Yeshayahou Pinto, il a choisi le devoir.

Acculé, menacé d'un procès sanglant grâce à la « trahison » de Brakha, le « rav » a conclu un accord de « plaider coupable » avec le parquet : un an ferme en échange de ses aveux complets. Il s'est ensuite envolé pour les États-Unis en

promettant de revenir lorsqu'un tribunal examinerait le « plea bargain » en vue de l'avaliser.

Bien entendu, Pinto a traîné. Se prétendant malade du cancer, il a reporté son retour en Israël à trois reprises avant de rentrer à la fin octobre 2015.

En attendant, les fidèles du « saint homme » ne sont pas restés les bras croisés. Persuadés que leur guide spirituel est innocent et qu'il serait forcément la « victime d'un complot judiciaire », ils ont multiplié les campagnes virulentes ou insidieuses accusant Brakha d'avoir lui aussi accepté de l'argent ».

Le « superflic » s'est défendu comme il le pouvait mais faute d'être soutenu par sa hiérarchie, il a perdu pied avant de sombrer dans une profonde dépression. Ses proches – son épouse et ses enfants – se rendaient compte que quelque chose ne tournait plus rond chez les « superflic » mais celui-ci gardait tout pour lui. À l'aube du 5 juillet 2015 il a quitté son domicile sans donner d'explication et s'est installé au volant de sa voiture et s'est tiré une balle dans la tête.

L'ami de Domrani

De son exil temporaire new-yorkais, Pinto a toujours prétendu « ne rien avoir à faire » avec la disparition de son ancien fidèle, qu'il affirme d'ailleurs « regretter ». Pourtant, ce sont bien ses ouailles et ses proches qui ont, pendant des mois, lancé des rumeurs affirmant que le rabbin allait « enfin révéler la vérité sur Brakha ». En outre, c'est de l'entourage du « rav » que provenaient les nombreuses informations publiées dans le quotidien *Maariv* afin de discréditer le « superflic ». Des tuyaux sur des enquêtes policières qui auraient échoué par sa faute ou sur des fuites dans la presse dont il se serait rendu coupable.

C'est dans cette ambiance électrique qu'ont été diffusées des conversations téléphoniques enregistrées par la *PNI* confirmant que le « Tzadik » n'a jamais été blanc-blanc. Et qu'il était en contacts réguliers avec plusieurs truands dont Shalom Domrani.

Ces enregistrements notamment effectués lorsque Pinto se trouvait aux États-Unis sont accablants pour lui. En substance, le rabbin s'adresse au « parrain en kippa » comme s'il s'adressait à son fils et son interlocuteur lui répond de la manière la plus obséquieuse qui soit. Mais leur dialogue ne porte pas sur des questions spirituelles, voire sur l'exégèse d'un passage du Talmud puisque le

« rav » demande à Domrani de venir le rejoindre aux États-Unis pour y établir une branche de son organisation. Le « Tzadik » n'y va pas par quatre chemins : il propose à Domrani de lui arranger, ainsi qu'à une dizaine de ses lieutenants, une autorisation de séjour de dix ans. Une fois sur place, la bande aurait pu se lancer dans les affaires immobilières. Et sans doute dans les activités illégales.

Yeshayahou Pinto avait manifestement pensé à tout puisqu'il proposait à son protégé de passer par le Maroc – afin de brouiller les pistes – avant de le rejoindre à New York. Mais le plan n'a pas fonctionné en raison des ennuis judiciaires du rabbin. Étrangement, la police n'a jamais interrogé les deux hommes à propos de leurs contacts suivis. Elle ne saura donc jamais pourquoi le « rav » fait, dans ses conversations avec Domrani, des allusions récurrentes aux vingt pourcents qui lui auraient été promis. À en croire certains analystes, il s'agirait de la part que le « Tzadik » aurait pu toucher sur chaque affaire conclue par Domrani aux États-Unis si celui-ci était vraiment parti à la découverte du nouveau monde.

En raison de ses ennuis de santé et ceux de son épouse, le rabbin Pinto n'a pas été incarcéré à son retour des États-Unis. Il a d'ailleurs profité de ce répit pour entamer une procédure devant la Cour suprême d'Israël contre sa condamnation à un an de prison. Mais la manœuvre a échoué et les juges ont fixé la date de son entrée en prison au 16 février 2016. Quant à l'ancien patron de l'Unité 433, il attendait encore la fixation de la date de son procès au moment où ces lignes sont écrites.

Les secrets d'Ashdod

Pendant que se développait l'enquête sur les activités corruptrices de Pinto et sur la cupidité supposée d'Arbiv, un autre scandale a également mis en cause un officier de l'Unité 433. Ici aussi, l'affaire a éclaté par hasard, lorsque la police a inculpé Alon Hassan, un chef syndicaliste du port d'Ashdod qui imposait à ses employeurs des contrats avec des firmes sous-traitantes créées par lui et par ses proches.

Considéré comme le « véritable patron de la ville » en raison de sa surface financière et de son influence – il pouvait bloquer le port d'Ashdod d'un simple claquement de doigt – Hassan avait ses entrées partout. Dans les milieux

politiques, dans l'entourage des grands patrons israéliens et, bien entendu, à la cour du « rav » Pinto auquel il avait offert 200 000 Shekels (50 000 euros) pour créer une synagogue destinée aux ouvriers du site portuaire.

Mais ce n'est pas pour cela qu'Hassan a été arrêté en mai 2014 en même temps qu'une quinzaine d'employés de diverses entreprises opérant sur le port d'Ashdod. En effet, au terme d'une enquête confidentielle plus d'un an la *PNI* avait réussi à établir que le syndicaliste contrôlait en sous-main la plupart des entreprises de maintenance et de nettoyage opérant sur le port. Qu'il fallait passer par lui ou par ses hommes de confiance pour accélérer les procédures douanières et qu'il fallait donc mieux jouer avec lui que contre lui.

Pour assurer sa défense, Hassan a aussitôt fait appel au cabinet à M^e^ Ronel Fisher, un avocat considéré comme un bouledogue. Un ténor qui ne nous est pas inconnu puisque nous l'avons déjà croisé dans le chapitre consacré à Zeev Rozenstein. À l'époque, le plaideur conseillait en effet les frères Dadoush, deux des lieutenants du « Loup » qui avaient accepté de collaborer avec la *PNI* et avec la *DEA* pour éviter une lourde peine de prison. Leur retournement avait notamment permis d'éclaircir les trafics d'ecstasy auxquels Rozenstein se livrait aux États-Unis.

Incidemment, ce dossier majeur avait offert à Ruth David, la procureur du district judiciaire de Tel-Aviv chargée du dossier au parquet, de conforter son image de magistrate « incorruptible et intraitable ». Du moins, le croyait-on à l'époque. En tout cas, dix ans plus tard, lorsque le syndicaliste Hassan a appelé Fisher pour sa défense, Ruth David était passée de l'autre côté de la barrière. Elle avait en effet quitté le parquet pour rejoindre le cabinet de Fisher et traiter ses dossiers.

Se proclamant « innocent et victime d'une cabale politique », Hassan était prêt à aller loin pour blanchir son nom. Mais pas n'importe où : lorsque son avocat lui a proposé de verser de l'argent à un « policier bien placé » de l'Unité 433 pour obtenir des informations de première main sur les développements de l'enquête le concernant, voire pour « arranger » son dossier, le syndicaliste a refusé de franchir la ligne rouge. Il a couru au *Makhach*, la police des polices – les « bœufs-carottes » de l'État hébreu – pour y déballer son histoire et dénoncer son défenseur.

Avec l'accord des enquêteurs du *Makhach* et sous leur supervision, Hassan a donc fait croire à son avocat qu'il acceptait le marché et organisé en juillet 2014 un rendez-vous avec lui. Pour concrétiser l'affaire, c'est-à-dire pour lui verser au noir une importante somme d'argent destinée à Fisher et à sa taupe au sein de l'Unité 433. Mais la conversation était sonorisée et filmée. En outre, les « bœufs-carottes » déguisés en faux consommateurs étaient présents dans la salle.

Ronel Fisher a été interpellé sans opposer de résistance à la sortie de l'établissement, alors qu'il tenait en main la valisette remplie de devises. Se drapant dans sa dignité offensée, il a d'abord nié toutes les accusations avant de se murer dans le silence. Ce qui explique pourquoi la première phase de l'enquête concernant ses activités de Fisher, ainsi que celle visant Ruth David, a duré 74 jours.

Des infos pour Aberjil

Pourtant, en analysant les ordinateurs et les smartphones des deux avocats, les enquêteurs ont découvert l'identité du « ripoux » payé par Fisher et David pour « arranger » les dossiers : il s'agissait d'Eran Malka, un officier de renseignements de l'Unité 433 promis à un bel avenir et auquel ses supérieurs accordaient toute leur confiance.

De par sa qualité, Malka avait accès aux informations classifiées sur les grands noms de la criminalité organisée et qui pouvait orienter les enquêtes comme il le voulait. Bien entendu, l'officier a également nié en bloc lorsqu'il a été interpellé mais devant l'accumulation d'évidences, ses avocats lui ont conseillé d'avouer et de négocier un « plea bargain ». Il a donc écopé de huit ans de prison en échange de ce qu'il savait. Et il savait beaucoup…

Associés aux éléments découverts par les enquêteurs, ses aveux ont permis d'établir que le trio Fisher-David-Malka avait érigé le trafic d'influence en un *business* certes discret mais particulièrement lucratif. En se mettant à table, Malka a suscité le malaise. Et éveillé de lourdes interrogations sur la valeur de plusieurs grosses enquêtes relatives à la criminalité organisée puisque David y était intervenue en tant que magistrate spécialisée et Fisher, en tant que défenseur. Ils ont aussi éveillé de nombreuses interrogations car Fisher et David ont traité de nombreux dossiers touchant à la criminalité organisée.

Ces dernières années, les deux avaient ainsi été appelés à défendre Yaïr Bitton, le P.-D.G. de « B. Yaïr », une importante entreprise de construction cotée à la bourse de Tel-Aviv. Or, nous avons vu dans un chapitre précédent que cet homme d'affaires a été arrêté en 2014 pour avoir permis aux frères Aberjil de blanchir au moins treize millions de Shekels (3,2 millions d'euros) par le biais de diverses sociétés présentées comme des sous-traitants du groupe.

Cet argent sale provenait des divers trafics de la famille Aberjil mais également des caisses de Banque du Commerce siphonnées grâce à Etty Ayalon. Grâce à Malka, Fisher et son client Bitton a donc été informé des progrès de l'enquête relative à ses relations sulfureuses avec Aberjil. Par le biais de Bitton, celui-ci a d'ailleurs également profité de ces renseignements confidentiels.

La *PNI* connaissait déjà les liens entre l'organisation d'Aberjil et Bitton puisque Gaby Ben Harosh, l'homme de confiance « d'Itzik » en Californie, avait été associé à l'entrepreneur. En outre, en 2012, lorsqu'Aberjil était incarcéré aux États-Unis pour trafic d'ecstasy, les enquêteurs israéliens avaient enregistré l'une de ses conversations téléphoniques évoquant des flux financiers avec « B. Yaïr ». Pourquoi n'avaient pas mené alors les investigations plus avant ? Mystère.

L'acte d'accusation de Bitton publié le 6 septembre 2015 confirme que les relations de l'entrepreneur en construction avec Aberjil étaient solides puisque le premier envoyait régulièrement de l'argent au second, emprisonné aux États-Unis pour y purger une peine relative à ses trafics d'ecstasy. Un petit cadeau lui permettant de cantiner. D'autres sommes beaucoup plus importantes (1,1 million d'euros) ont également été versées au casino que contrôle la famille Aberjil en Roumanie. Sans que le conseil d'administration de « B. Yaïr » n'ait jamais été informé de quoi que ce soit.

Yaïr Bitton et Aberjil ont manifestement été satisfaits des services extra-légaux rendus par le duo Fisher-David et leur informateur au sein de l'unité 433. Ils l'étaient d'autant plus qu' Eran Malka a été associé aux investigations du *Yahbal* sur les relations financières entre les deux hommes. Une enquête qu'il a tenté de ralentir ou de faire dévier sur de fausses pistes. En tout cas, le « ripoux » a reconnu durant l'enquête que le patron de « B. Yaïr » lui avait promis un poste de cadre de haut niveau dans l'une de ses entreprises.

Quant à l'ex-procureur David, l'enquête a démontré que lorsqu'elle était encore en fonction au parquet de Tel-Aviv, Fisher, auquel elle était théoriquement opposée dans le cadre de divers procès, lui a offert deux stylos Mont-Blanc, deux montres Cartier, ainsi qu'un sac et divers ustensiles griffés Louis Vuitton. Durant ses interrogatoires, elle a reconnu que certaines de ses activités étaient « moralement condamnables » mais elle a refusé de tout dévoiler de ses rapports avec l'avocat véreux et l'entourage d'Aberjil.

L'ex-magistrate a toutefois avoué s'être rendue à Budapest avec Fisher en mars 2014 et transporté dans son sac une enveloppe contenant des informations confidentielles de l'Unité 433 sur la complicité entre Aberjil et « B. Yaïr ». Cela parce que l'avocat ne voulait pas avoir ces documents sur lui au passage des frontières. En revanche David n'a pas voulu expliquer pourquoi ces rapports confidentiels de police et des notes du parquet ont ensuite été transmis à un homme de confiance de Bitton, qui savait donc ce qui se tramait contre lui et contre son « ami » Aberjil.

Étrangement, malgré les lourds soupçons de corruption et de collusion avec la criminalité organisée pesant David – elle avait également accepté un siège d'administrateur chez « B. Yaïr » alors qu'elle connaissait les activités mafieuses de cette entreprise – le procureur général d'Israël a annoncé le 1er mars 2016 que cette affaire serait classée « faute de preuves ».

XXIII

Le dossier 512

C’est peu dire que la police israélienne a longtemps manqué d’efficacité face à la criminalité organisée et qu’il a fallu attendre 2004-2010 pour qu’elle commence enfin à se prévaloir de résultats intéressants. Outre les succès remportés ces dernières années contre Zeev Rozenstein et les frères Aberjil entre autres, on peut porter à son crédit l’ouverture de nombreux dossiers de corruption impliquant des mandataires publics.

Cependant, la PNI a enregistré son premier véritable succès majeur au printemps 2015, grâce à une enquête de plusieurs années désormais connue sous le nom de « Dossier 512 ».

L’affaire a éclaté en mai 2015 lorsque deux cents inspecteurs en civil et cinq cents policiers en uniforme ont a lancé un gigantesque coup de filet dans les milieux de la criminalité organisée. Parmi les personnes interpellées figuraient Itzhak, Meïr et « Abe » Aberjil, Itzhak Shimon alias « Aka », Assi Aboutboul, Nissim. Alperon, Motti Hassin, Rico Shirazi, Avi Roukhan, Moshé Maloul.

Certes, plusieurs d’entre eux tels « Itzik » Aberjil et Assi Aboutboul étaient déjà détenus. Ou assigné à résidence, Mais le parquet a délivré un nouveau mandat d’arrêt à leur encontre. Pour bien marquer l’importance de cette affaire.

Cette vague d’arrestation a fait d’autant plus de bruit que l’Unité 433 affirmait disposer d’éléments susceptibles de faire tomber ces « grands noms » de la criminalité organisée pour de bon.

Pourtant, l’affaire avait mal commencé puisque Nissim Alperon, arrêté à l’aéroport de Tel-Aviv alors qu’il se préparait à passer des vacances avec ses petits-enfants (il est désormais « retraité du crime »), a rapidement été relâché. La *PNI* l’accusait d’avoir trempé dans l’assassinat de Félix Aboutboul à Prague en 2002 mais le tribunal a ordonné sa relaxe faute du moindre élément sérieux dans les documents transmis par le parquet.

A sa sortie, son frère « Moussa » Alperon (64 ans) qui s'était empressé de dénoncer « les flics qui arrêtent les membres de notre famille en raison de leur nom et parce qu'ils savent que ça fera les gros titres des journaux » a d'ailleurs promis de « fêter cette victoire sur l'arbitraire comme il se doit ». Mais il n' n'a pas eu le temps d'aller plus loin puisqu'il est mort dans la nuit du 21 au 22 novembre 2015. Un décès anormalement « banal » pour un membre en vue : de l'une des familles les plus emblématiques de la mafia israélienne ses proches l'ont découvert inanimé sur le sol du petit appartement.

Dans la foulée de Nissim Alperon, plusieurs autres figures criminelles interpellées dans le cadre du « Dossier 512 » ont également été mises hors de cause. Entre autres, Moshé Maloul, un ancien lieutenant d'Aberjil déjà condamné en Belgique et aux États-Unis pour son implication dans les trafics d'ecstasy de son patron et que la *PNI* voulait faire rejuger pour les mêmes faits.

Le complot de Bruxelles

Malgré ces ratés au démarrage, le « Dossier 512 » reste l'affaire la plus importante qu'aient connus les enquêteurs depuis des décennies. En effet, au fil des investigations, la PNI a réussi à retourner quatre membres de l'entourage d'Itzkhak Aberjil pour les transformer en « témoins d'État ». Les circonstances de leur « trahison » ne sont pas encore connues au moment où ces lignes sont écrites mais il est certain qu'ils ont raconté tout ce qu'il savaient des activités de leur ancien boss moyennant l'impunité absolue, une belle somme d'argent et une réimplantation à l'étranger sous une fausse identité.

Leurs aveux recoupent une série d'éléments épars recueillis auparavant par les enquêteurs sans que ceux-ci n'arrivent à les relier entre eux. Ils permettent d'établir qu'Aberjil a bel et bien ordonné la préparation de l'attentat qui visait Zeev Rozenstein le 11 décembre 2003 devant le bureau de change de change de la rue Halevy, en plein centre de Tel-Aviv.

Cet événement central dans l'histoire récente de la criminalité organisée israélienne est, nous l'avons vu, survenu au milieu de la deuxième intifada et a poussé le gouvernement d'Ariel Sharon à prendre enfin des mesures contre les grands patrons de la mafia locale.

En fin de compte, l'enquête aura duré douze ans mais le jeu en valait la chandelle même si beaucoup de sang a coulé entre-temps.

Selon les « repentis », Aberjil qui était alors au sommet de sa puissance, a commandité la plupart des attentats visant Rozenstein, la « liquidation » de plusieurs « traîtres » à son organisation, ainsi que de rivaux. De qui s'agit-il ? D'Assi Aboutboul qui y a échappé de justesse, de Mikha Ben Harosh que l'on croît abattu en 2005 en Europe ou au Maroc, mais également de Yoni Elzam, cet ancien homme de main d'Aberjil empoisonné dans sa cellule parce qu'il allait raconter ce qu'il savait sur son ex-patron.

Les mêmes dénonciateurs ont également donné des informations précises et concordantes permettant de lier « Itzik » à la mort accidentelle de Margarita Lautin, cette mère de famille tuée par une balle perdue le 27 juillet 2007 alors qu'elle bronzait avec son époux et ses enfants sur la plage de Bat-Yam. Une fois de plus, ils accablent Aberjil et son entourage de l'époque.

Quant au projet d'assassiner Rozenstein devant l'une des agences de change qu'il contrôlait, il a, selon les « repentis », été élaboré dans un café de Bruxelles où Aberjil, de passage en Europe dans le cadre de ses trafics d'ecstasy, avait convoqué ses lieutenants de l'époque. Qui étaient-ils ? D'abord Avi Roukhan, mais également « Aka » Shimon, ainsi qu'Israël Ozifa et Itzhak Touli-Golberg, une figure moins connue de l'organisation.

Meïr Aberjil, le frère d'Itzhik et le vice-patron de leur organisation, ne se trouvait pas à Bruxelles lorsque la décision de supprimer le « Loup » a été prise mais à en croire les « témoins d'État », il était bel et bien au courant de ce qui se tramait.

Durant leurs interrogatoires, tous les protagonistes du complot ont évidemment nié que celui-ci ait eu lieu. Mais ils ont dû reconnaître qu'ils se trouvaient en Belgique au moment des faits puisque les traces administratives existent et que les autorités judiciaires belges ont transmis les documents à leurs homologues israéliens.

L'un des anciens lieutenants d'Aberjil « retourné » par les enquêteurs – son identité est donc protégée – a raconté le déroulement de la réunion conspirative de Bruxelles. À l'en croire, « Itzik » détestait tellement Rozenstein qu'il le surnommait « le porc » et « Zeeva » (féminin de Zeev). À un moment de la rencontre avec ses lieutenants, il a pris Shimon Cohen de côté pour discuter avec

lui à voix basse et lorsque les deux hommes sont revenus s'asseoir autour de la table, il a dit à ses hommes, en parlant de Rozenstein, qu'il « faudra de l'argent pour le dégommer ».

Ma cabane au Canada

Pour le malheur d'Aberjil, l'un de ses ex-hommes de confiance, également devenu « témoin d'État », s'est longtemps occupé d'une partie des comptes de l'organisation criminelle. Grâce à lui, les enquêteurs ont pu établir que ses revenus des trafics de stupéfiants organisés au début des années 2000 par les frères Aberjil aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, au Japon, dans plusieurs pays européens ainsi qu'au Canada ont atteint 227 949 856 Shekels, soit 54 273 000 d'euros.

Ce volet du dossier a d'ailleurs permis d'éclairer le rôle joué dans le commerce clandestin d'Aberjil par Samy Bitton, un promoteur immobilier connu de Montréal, à ne pas confondre avec Yaïr Bitton, le PDG de l'entreprise de construction « B.Yaïr » évoquée dans le chapitre précédent.

Au début des années 2000, l'homme d'affaires israélo-canadien, qui était également prêteur hypothécaire, travaillait en sous-main pour le compte « d'Itzik ». Il a ainsi entreposé 800 kg de cocaïne péruvienne dans les entrepôts de « Sanelle finance », l'une de ses sociétés. Le produit de la vente de cette poudre a ensuite transféré en Israël par le biais de passeurs.

Samy Bitton a été arrêté en juin 2015 à Tel-Aviv et inculpé deux mois plus tard. Ses avoirs dans l'État hébreu ont aussitôt été gelés. À savoir : dix-huit propriétés immobilières, un projet en construction à Tibériade et une série de comptes en banque bien approvisionnés.

Au moment de son interpellation, l'entrepreneur et son fils Dvir se dépensaient sans compter pour promouvoir le « Cinquième quai », un projet immobilier de quatre-vingt-dix-neuf appartements de prestige situé à l'est du Vieux port de Montréal.

La révélation des liens de Bitton avec Aberjil leur a évidemment coupé l'herbe sous le pied et c'est un homme hagard, hébété, qui a comparu devant un magistrat de Tel-Aviv à partir de juin 2015 pour s'entendre régulièrement confirmer la prolongation de son mandat d'arrêt.

Surprises en cascade

Itzhak Aberjil est manifestement le personnage central du « Dossier 512 ». En tout cas, grâce à son enquête, la *PNI* semble bel et bien en passe de démanteler son organisation.

Elément significatif : Meïr Aberjil, qui est incarcéré dans les mêmes conditions d'isolement mais dans une prison éloignée de celle où est enfermé son frère « Itzik », a compris que le « dossier 512 » risque de lui causer beaucoup plus d'ennuis que les affaires dans lesquelles il a été impliqué jusqu'à présent.

Au début de 2016, ses avocats ont donc informé le parquet que leur client ne rejette plus l'idée de négocier un accord de « plaider coupable » par lequel il reconnaîtrait sa participation au complot contre Rozenstein, ainsi qu'au trafic des huit cent kilos de poudre saisis au Canada.

Meïr Aberjil est en effet accusé d'avoir, outre l'attentat contre le « Loup », participé avec son frère à au moins trois assassinats ou tentatives. Treize autres préventions pendent également au-dessus de sa tête parmi lesquelles trafic de stupéfiants à grande échelle.

En négociant des aveux, ses avocats font leur métier : ils cherchent à réduire le nombre d'imputations pénales retenues contre leur client. Et indirectement contre son frère.

Pour Meïr Aberjil, le fait de négocier avec la justice constitue une petite révolution puisque la tradition familiale exigeait jusqu'à présent que les Aberjil n'ouvrent jamais la bouche devant un flic même si celui-ci se contente de leur demander l'heure.

Avant de se mettre à table en échange d'une inculpation limitée, Meïr Aberjil a cependant dû demander l'aval d'Itzhak, puisque celui-ci reste le seul vrai patron de l'organisation. Le parquet a donc récemment extrait les deux hommes de leurs cellules et organisé au début de 2016 une rencontre sous haute protection.

L'intérêt du « Dossier 512 » réside dans le fait qu'il met simultanément en danger plusieurs organisations criminelles. Outre celle d'Aberjil, celle de Rico Shirazi se retrouve également dos au mur.

Que reproche-t-on cette fois à cet « homme d'affaires » d'Hertzliya déjà condamné à huit ans de prison pour fraude, blanchiment et quelques autres méfaits ? D'avoir collaboré avec les Aberjil pour faire assassiner Assi Aboutboul

en août 2004 à Prague, à la sortie du casino créé par son père Félix, lui-même éliminé peu auparavant alors qu'il sortait de l'établissement au bras d'une amie.

Par ailleurs, « Rico » est accusé d'avoir fait « liquider » Guy Yehezkel, un truand en Allemagne, pour le compte d'Aberjil.

Une vieille vengeance puisque la victime et ses frères avaient participé au début des années 2000, pour le compte de la famille Aboutboul alliée à Zeev Rozenstein, à la guerre sanglante que ces derniers livraient aux frères Aberjil.

Quinze ans plus tard, le « Dossier 512 » éclaire bon nombre de ces affaires que l'on croyait classées ou impossible à résoudre. Mais il apporte aussi son lot de révélations sur des faits plus récents. En effet, même s'il a été visé par « Itzik » Aberjil et par Shirazi, Assi Aboutboul est loin de passer pour une victime innocente aux yeux des enquêteurs qui le soupçonnent d'être impliqué dans quelques belles tentatives d'assassinat. En tout cas, des « repentis » l'accusent d'avoir fait « liquider » Moshé Hadass, un truand fraîchement libéré de prison qui avait tenté de s'implanter à Netanya, le fief de la famille Aboutboul en 2000.

Mais il affirment également que l'héritier du clan Aboutboul a fait éliminer Oram Hacham, le ténor du barreau pulvérisé en 2008 dans l'explosion de sa jeep 4 × 4 à Tel-Aviv.

À l'époque, l'avocat préféré des grands noms de criminalité organisée israélienne défendait pourtant Assi Aboutboul dans une série d'affaires évoquées dans le chapitre ad hoc. Il le faisait d'ailleurs très bien. Mais les enquêteurs affirment que le plaideur aurait profité de la mise en détention de son client pour se rapprocher de son épouse Carine. Et pour tenter de devenir son amant, ce qui aurait scellé son sort.

Bien sûr, Assi Aboutboul nie tout. Son épouse également, Arrêtée juillet 2015 après une série de proclamations publiques d'amour pour son «son Assi », elle refuse en tout cas de répondre aux questions des enquêteurs. Quant à son mari, il a – pour protester contre ce qu'il qualifie d'« acharnement policier » – tenté de mettre fin une deuxième fois à ses jours en cellule en avalant des médicaments.

Affaires sans frontières

Grâce au « Dossier 512 », la *PNI* estime avoir enrayé le développement de la criminalité organisée et lui avoir porté un coup dont elle aura du mal à se relever.

De fait, les investigations ont débouché sur l'ouverture du « Dossier 1131 », une autre grosse affaire dans le cadre de la laquelle une vingtaine de suspects – parmi lesquels Motti Hassin – ont été arrêtés dans le courant de juillet-août 2016. Liés pour certains à l'organisations d'Aberjil et pour d'autres à celles de Domrani et des frères Mousseli, ils ont tous été « balancés » par deux repentis qui les accusent d'avoir ordonné, préparé ou participé à dix-sept « liquidations » survenues entre 2010 et 2015, à l'époque où les parties se disputaient le contrôle des agences de change et du trafic de stupéfiants dans les petites villes de la banlieue de Tel-Aviv.

Plusieurs de ces « liquidations » ont été évoquées dans les chapitres précédents : elles visaient à « punir » des « soldats » d'Aberjil qui étaient passés chez les frères Mousseli et vice-versa. Pourtant, de nouvelles figures apparaissent déjà pour prendre la place des anciennes et les règlements de comptes et les tentatives de « liquidation » se poursuivent de plus belle : au moins une par semaine au moment de conclure cet ouvrage.

En réalité, si la *PNI* peut se prévaloir de quelques victoires sur les organisations criminelles « historiques », elle est désormais confrontée à de nouveaux venus bien plus violents.

Pour ajouter au tableau, la mafia « blanche et bleue » continue de déborder largement des frontières étriquées de son pays. Fort logiquement, les organisations criminelles israéliennes ont été les premières à s'inscrire dans le mouvement de la mondialisation en cherchant fortune ailleurs qu'en « Terre promise ». Nous avons vu que dans le courant des années 1960-1980, les « *yordim* » culottés qui tentaient leur chance aux États-Unis ou en Europe occidentale se mêlaient peu aux autres. Qu'ils préféraient vivre entre eux plutôt que de s'intégrer dans la société où ils s'étaient posés[182].

Vingt-trente ans plus tard, ce n'est plus le cas de leurs successeurs qui sont certes motivés par la même ambition et par le même appât du gain, mais disposent d'une meilleure éducation. Plus ouverts, moins frustres, ils n'hésitent pas à coopérer avec les organisations criminelles de leur pays d'accueil. Ils ont d'autant moins de mal à s'intégrer que leur *know how* en matière de maniement d'armes, de techniques de combat et de sécurité constitue un atout de poids.

En mai 2013 a ainsi débuté à Hong Kong le procès de Yoav Hen, d'Omer Gavish et de Daniel Pedlon, trois ex-membres de « Douvdevan », une unité

spéciale de Tsahal spécialisée dans les opérations de commando ainsi que la capture et l'élimination de terroristes. Les trois ex-militaires israéliens étaient accusés de trafic d'or, de diamants et de produits contrefaits, Ils étaient placés sous les ordres de Doron Zvi Shulman, alias « Justin Collins » et « Ewan », un Israélo-Australien disposant également d'un passeport émis au Zimbabwe ainsi que de divers documents officiels californiens et philippins.

À l'instar de ses trois complices, Shulman avait servi dans l'unité « Douvdevan ». En 2006, il a d'ailleurs participé à la deuxième guerre du Liban où il s'est distingué dans le cadre d'opérations contre le Hezbollah. Malgré une blessure au genou en 2007, il a de nouveau été mobilisé en 2008 et à participé à partir de la fin de cette année à la première guerre de Gaza depuis la prise du pouvoir dans l'enclave par le Hamas ; son dernier fait d'arme pour le compte de Tsahal, puisqu'il a été définitivement rendu à la vie civile en 2009.

Pour l'anecdote, on notera qu'au sein de l'unité « Douvdevan », Padlon était le commandant de Shulman et que la situation s'est inversée lorsqu'ils ont plongé dans la grande criminalité.

Placé en détention dans le cadre de l'enquête, Shulman n'a pas été jugé avec ses trois complices. Il a plaidé coupable et écopé d'une peine de cinq ans.

Durant son procès, il s'est présenté comme un « étudiant sans revenu fixe » alors qu'il perçevait un salaire mensuel versé par « La Plata trading », une étrange société dont nous reparlerons plus loin.

Le caractère prétendument irrégulier de ses rentrées financières ne l'a d'ailleurs pas empêché de déménager à vingt-et-une reprises, de disposer de six comptes bancaires approvisionnés, et de contrôler une dizaines de sociétés anonymes.

En réalité, il était plus qu'un simple aventurier en mal d'émotions fortes : il aidait à recycler les revenus d'une organisation criminelle internationale. C'est pour cela que Hen, Gavish, Pedlon l'ancien commando israélien effectuaient pour son compte des dizaines de voyages sous de fausses identités.

Le 25 juin 2013, au terme d'un procès de plusieurs semaines, Gavish – qui n'a jamais pu justifier la provenance des dizaines de lingots d'or trouvés en sa possession – a été condamné à cinq ans et demi de prison pour blanchiment puisque le tribunal a estimé que le métal précieux servait à recycler les revenus

illégaux d'une organisation criminelle inconnue. Hen et Pedlon ont écopé de peines moins importantes.

Les barbouzes de « Monsieur Paul »

Shulman et ses complices faisaient partie de l'organisation de Paul Calder Le Roux, un ressortissant australien né au Zimbabwe et arrêté en septembre 2012 au Libéria par des agents de la DEA qui l'avaient attiré en lui faisant miroiter une grosse commande de cocaïne.

Lorsqu'ils lui ont passé les menottes, les Américains ont poussé un gros soupir de soulagement car le nom de Le Roux figurait depuis 2007 en bonne place sur leur liste des « *most wanted* ». Et pas seulement par la DEA puisque le FBI l'a longtemps présenté comme le « gangster international le plus dangereux du monde ».

L'histoire rocambolesque de ce quarantenaire à la silhouette enrobée mériterait un livre et un film tant sont nombreux les méfaits attribués à son organisation criminelle.

Informaticien de talent, Le roux s'est fait connaître dès 1999 en mettant au point le protocole de cryptage pour Windows « Encryption for the masses » (E4M) devenu plus tard « TrueCrypt », un système que la NSA, l'agence américaine chargée des interceptions électroniques a eu du mal à craquer et dont les nouvelles versions sont encore utilisées par Daesh.

Mais Le Roux est également impliqué dans des trafics d'armes. Par le biais de « La Plata Trading », la boîte qui employait Shulman, il a notamment vendu des fusils mitrailleurs israéliens « Galil », des Kalachnikov, ainsi que des missiles russes « Stinger ». Sans compter la cocaïne et la méthamphétamine, une drogue synthétique plus connue sous les noms de « Crystalmeth », « Ice », ou « Tina ».

Selon son dossier, il a ordonné au moins sept assassinats de collaborateurs « peu fiables ».

Longtemps considéré comme un homme fantasque et cruel, Le Roux a en tout cas attiré l'attention de plusieurs services secrets occidentaux aprés avoir vendu un système de guidage de missile à l'Iran alors que ce pays était placé sous embargo international, et parce qu'il a financé une milice de 220 hommes en

Somalie. Dirigée par trois Occidentaux, dont un ancien soldat de l'armée belge, celle-ci protégeait des plantations et des laboratoires clandestins de stupéfiants.

Cerise sur le gâteau, l'organisation de Le Roux était en contact avec la Corée du Nord, qui lui fournissait de la Meth d'une grande pureté.

Aprés son extradition aux États-Unis, l'« homme le plus dangereux du monde » ne l'est pas resté longtemps puisqu'il a accepté de collaborer avec la DEA en échange d'une condamnation moins sévère.

Or, la plupart des collaborateurs de Le Roux sont Israéliens. Certains travaillaient pour « RX Limited », une plateforme de vente de médicaments via internet basée à Jérusalem puis à Tel-Aviv et qui constituait la « pompe à fric » légale de l'organisation de Le Roux.

Pour la galerie, cette pharmacie virtuelle ne délivrait les préparations que sur prescription médicale. Mais les ordonnances médiales étaient bidon. « RX Limited » se livrait donc au commerce illégal de médicaments, un crime grave aux États-Unis. Elle délivrait aussi bien du Viagra que des barbituriques et de puissants anti-douleurs susceptibles de calmer les toxicomanes en manque.

La plateforme fonctionnait avec plusieurs « call centers » basés loin des États-Unis mais utilisant les mêmes méthodes que celles des escrocs du forex : les télévendeurs parlaient l'anglais avec l'accent US et portaient de faux noms américains.

Jusqu'à la fermeture de « RX Limited » en 2012, ses clients n'y ont vu que du feu. Ou peut-être s'en fichaient-ils tant qu'ils reçevaient leurs pilules via Fedex…

En tout cas, la société générait un chiffre d'affaire d'un peu plus de deux cent millions d'euros par an.

Une partie de ses bénéfices étaient ensuite investis dans l'achat de concessions de diamants, de terres agricoles et de plantations en Afrique, ainsi que dans les opérations noires du patron. Cet argent d'ailleurs se mêlait à celui que recyclaient Shulman et consort à Hong Kong.

Après son arrestation, Le Roux a aidé les enquêteurs américains à piéger plusieurs de ses collaborateurs israéliens. C'est le cas de Shulman et des autres membres de la cellule de Hong Kong, mais également de Moran Oz, le responsable des opérations de « Rx Limited », ainsi que de son adjoint Omer Bezalel.

Ceux-là, Le Roux les a attirés en Roumanie en leur promettant le versement d'importants arriérés de salaire ; mais à leur arrivée, la police locale les attendait pour aussitôt les extrader aux États-Unis où ils attendent leur procès.

Cependant, plusieurs autres complices israéliens de Le Roux sont toujours dans la nature. Entre autres Alon Berkman, haut responsable de « RX Limited », et Shaï Reuven, dont le rôle dans l'organisation nous est inconnu.

Quant à Bezalel, il a profité d'une remise en liberté sous caution pour quitter clandestinement les États-Unis et revenir en Israël.

Aventures en Roumanie

Depuis le début des années 2000, l'on recense des dizaines de cas d'Israéliens impliqués dans des organisations criminelles transnationales.

En mars 2004, trois de ces mercenaires ont ainsi été arrêtés à Caracas, avec des complices locaux, alors qu'ils transportaient vingt kilos de cocaïne. Ils étaient employés par les cartels colombiens pour le compte desquels ils perpétraient parfois des assassinats. À la tête du commando se trouvait Yaakov Amsalem, alias « Mehdipoor Mina », un vieux client de la *PNI* qui a longtemps figuré sur la liste des fugitifs israéliens les plus recherchés. En fait, il se trouvait en cavale au Mexique d'où il est passé en Argentine puis au Venezuela, après être entré en conflit avec d'autres mafieux israéliens basés à Cancún. C'est à Caracas qu'il s'est associé avec des gangsters locaux, eux-mêmes employés par les cartels colombiens.

Aventures en Roumanie

Le 8 octobre 2013, la police roumaine a mené dix-huit perquisitions à Bucarest, arrêté une quinzaine de personnes, et démantelé un réseau mafieux israélo-roumain, le premier du genre, spécialisé dans l'extorsion de fonds. Dirigée par un chirurgien plastique opérant en Roumanie, l'organisation rackettait les hommes d'affaires israéliens venus faire du business en Roumanie ou résidant dans ce pays. Les cerveaux de l'organisation étaient israéliens, les hommes de main roumains. Leurs victimes étaient taxées de sommes variant entre quarante et quatre-vingt-treize mille euros.

Au début novembre 2014, c'est une centaine d'Israéliens qui ont été arrêtés en Roumanie. Si 78 d'entre eux ont rapidement été relaxés, ils sont tous considérés comme des éléments de la « mafia israélienne de Roumanie », un milieu contrôlant des casinos, des réseaux de prostitution ainsi que de trafic d'êtres humains.

Ces affaires ne sont pas isolées. En tout cas, elles donnent un aperçu de ce que deviendra la criminalité organisée « blanche et bleue » dans les prochaines années. De moins en moins israélo-israélienne et de plus en plus mondialisée même si de nouveaux groupes se signalent régulièrement par leur violence extrême à l'intérieur de l'État hébreu[183]. La *PNI* et l'appareil judiciaire israélien se préparent donc à soutenir le choc en se disant qu'ils ont encore beaucoup de travail devant eux.

Mal outillés, désorganisés par les rivalités, les querelles intestines et par les scandales de corruption ou de harcèlement sexuel qui les éclaboussent régulièrement, la PNI et l'appareil judiciaire israélien rencontrent donc les plus grandes difficultés à mener leurs missions à bien. Ils s'y attachent vaille que vaille et en marquant parfois des points mais en sachant qu'ils ont encore beaucoup de travail devant eux.

Tel-Aviv, août 2016.

182. Sorti en salle en 2012, le thriller de série B *Money* raconte l'histoire de l'un de ces nombreux jeunes semi-délinquants de Tel-Aviv qui ont quitté l'État hébreu au début des années soixante-dix pour chercher fortune aux États-Unis. Certains sombreront dans la criminalité, mais pas le héros de l'histoire qui n'est autre que son producteur Izek Shomof. Depuis quarante ans, ce dernier a d'ailleurs tracé sa voie aux États-Unis puisqu'il est devenu l'un des promoteurs immobiliers en vue de Los Angeles. Pour l'anecdote, on retiendra que le film débute par une scène violente mais fictive : le casse de la Banque HaMiskhar de Tel-Aviv, l'établissement dont les caisses ont été siphonnées par le gang de Jérusalem (voir chapitres VI et VII).

183. Exemple parmi de nombreux autres : dans la seule ville arabe israélienne de Ramlah, 70 000 habitants, on a compté plus de « liquidations » entre le 1er janvier et le 30 juin 2015 qu'à Marseille, l'agglomération d'un million d'habitants pourtant considérée comme la plus « chaude » de la scène criminelle française.

Liste des abréviations et des expressions hébraïques

ALYAH : la « montée » en Israël, le fait d'y émigrer.

AGENCE JUIVE : également connue sous son nom hébraïque de « *Sokhnout* », cette organisation semi-étatique été créée en 1929 sous le nom d'« Agence juive pour la Palestine » afin d'y faire immigrer les Juifs de la Diaspora. Un rôle qu'elle n'exerce quasiment plus de nos jours.

AGOUDAT ISRAEL : petit parti politique ultra-orthodoxe créé en Pologne en 1912, c'est-à-dire avant la naissance d'Israël. Depuis lors, il a participé à la plupart des gouvernements de l'État hébreu tout en affichant sa méfiance à l'égard du sionisme.

AMAN : renseignements militaires israéliens.

BAGATZ : initiales hébraïques de Haute cour de justice, l'équivalent de la Cour Suprême américaine. En l'absence d'une constitution écrite, le *Bagatz* est considéré comme le gardien des libertés et des droits fondamentaux.

BAR MITZVAH : cérémonie célébrant la majorité religieuse des garçons âgés de treize ans.

BORER : médiateur, « juge de paix » officiant au sein du milieu.

DRUG ENFORCEMENT ADMINISTRATION (DEA) : agence fédérale américaine chargée de combattre le trafic de stupéfiants à l'échelle mondiale.

EUROPEAN POLICE OFFICE (EUROPOL) : structure intergouvernementale favorisant l'échange d'informations criminelles entre les pays membres de l'Union européenne.

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI) : agence fédérale américaine aux compétences variées. Outre l'antiterrorisme et le contre-espionnage, elle combat également la criminalité organisée.

Houtzpah : « Culot » en hébreu.

HOZER BE TCHOUVA : celui ou celle qui « retourne à la réponse ». Autrement dit : revient à la religion. A contrario, le « *hozer ba cheelah* » (revient à la

question) est celui qui perd la foi pour entamer une vie laïque.

INTERNAL REVENUE SERVICE (IRS) : services fiscaux américains.

INTERPOL : Créée sous un autre nom et avec des compétences beaucoup plus réduites en 1914, la *International criminal police association* compte aujourd'hui 190 états membres et favorise l'échange d'informations ainsi que la collaboration entre les services concernés.

KASPOMAT : distributeur automatique de billets (ATM).

KGB : service de renseignements soviétique remplacé par le *FSU* après la chute du régime communiste.

KIPPA ADOUMA : ou Chaperon rouge. Méthode de « liquidation » fréquemment employée par les mafieux israéliens. Prétextant une réunion amicale ou une rencontre de travail, les tueurs invitent leur victime (inconsciente du danger) et l'abattent sur place. Au restaurant, dans la rue, au domicile, peu importe.

LIKOUD : parti politique nationaliste né en 1977 de la fusion du « *Hérout* » (Liberté) créé par Menachem Begin et de plusieurs autres formations de droite.

LAPD : Los Angeles Police Department.

MAPAI : créé en 1930, le « Parti des travailleurs israéliens » a changé de nom en 1968 pour devenir « *Avoda* » (Travail).

MICHMAR HAGVOUL : Garde des frontières dont les membres portent un uniforme vert foncé, et non vert olive comme la plupart des militaires israéliens. La *Michmar Hagvoul* fait partie de la police, mais dispose de son propre état-major, ainsi que d'unités d'élite et de renseignements opérant à Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville), ainsi qu'en Cisjordanie. Le cas échéant, elle remplit des missions militaires et constitue une sorte de gendarmerie israélienne.

NSI : Nigerian Intelligence Service, agence de renseignements du Nigeria.

OCRTIS : Office Central pour la Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (France).

OLEH HADASH : nouvel immigrant, celui qui « monte » en Israël. Grâce à la loi du Retour (1950), ce statut permet aux juifs de la diaspora s'installant en Israël de bénéficier de divers avantages fiscaux et sociaux durant une période limitée afin de favoriser leur intégration. Ces aides constituent un « panier » variant en

fonction de l'origine des « *olim »* ainsi que des politiques mises en place. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, la tendance est à la restriction.

MOSSAD : Institut pour les missions spéciales, le service de renseignements extérieurs israélien dont le directeur-général actuel est Tamir Pardo.

NATIV : le « Sentier » ou « Bureau de liaison », service clandestin créé en 1953 pour encourager les juifs d'Europe de l'Est – surtout d'URSS – à émigrer en Israël.

OIJ : *Organismo de Investigacion Judicial*, police judiciaire costaricaine.

PLEA BARGAIN : transaction judiciaire conclue entre le parquet et un suspect ou un inculpé, voire un condamné qui bénéficie alors d'une substantielle réduction de peine en échange d'informations cruciales. Dans certains systèmes judiciaires européens, elle est connue sous le nom de « plaider coupable ».

PNI : Police Nationale Israélienne.

PFB : Police Fédérale Brésilienne

SHABAK : Service de la sûreté générale, anciennement « *Shin Beth* ».

SHAYETET 13 : créée en 1949, cette unité d'élite de commandos de marine mène des opérations de renseignements, d'infiltration, de sabotage, et de contre-terrorisme.

SPSP : Service palestinien de sécurité préventive, créé par Yasser Arafat peu après la naissance de l'Autorité Palestinienne en 1994.

YAALOM : l'unité spéciale « *Yaalom »*, « Diamant », dépend du ministère israélien des finances et collabore à la lutte contre la criminalité organisée en utilisant les mêmes méthodes que la police (écoutes téléphoniques, filatures, infiltration).

YAHBAL : unité de la PNI chargée de combattre la criminalité grave et internationale.

YAMAM : unité spéciale de la police spécialisée dans les opérations anti-terroristes et la résolution de prises d'otages. Elle opère au niveau national.

YAMAR : unité centrale des zones de police régionale. Exemple : *Yamar* Tel-Aviv, *Yamar* Jérusalem, etc.

YASAM : unité d'élite semblable au *Yamam* mais opérant dans chaque district.

YORED : contrairement à « *l'oleh* » qui monte en Israël, le « *yored* » en descend. Il va donc vivre ailleurs.

Sur les sources

La préparation de cet ouvrage a débuté en juin 1996, peu après mon installation dans l'État hébreu. Journaliste d'investigation pendant treize ans à l'hebdomadaire *Le Vif-L'Express* à Bruxelles, le virus ne m'a jamais quitté même si j'ai surtout couvert le conflit israélo-palestinien depuis mon arrivée dans la région. Ce sont d'ailleurs les soubresauts politiques de cet épineux dossier, l'occupation puis le retrait israélien du sud Liban, la deuxième *intifada* entre 2000 et 2004, la deuxième guerre du Liban en 2006, les nombreuses opérations militaires lancées par l'État hébreu en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ainsi que les crises politiques en Israël et dans l'Autorité palestinienne qui m'ont forcé à reporter la rédaction de ces pages. De semaine et semaine d'abord, puis de mois en mois et d'année en année.

En marge des articles et reportages consacrés à la situation au Proche-Orient, j'ai pourtant poursuivi mes recherches parce que la criminalité organisée me passionne et parce que celle qui se développe en Israël présente à mes yeux un caractère particulier.

Au fil du temps, il m'est arrivé de croiser de nombreuses personnes dont les avis, les bribes d'informations, les indications m'ont été utiles. Parmi celles-ci, l'ex-chroniqueur judiciaire du *Yediot Aharonot* Bouki Nahè, feu Maître Yoham Chacham, le criminologue et ancien chef du Yahbal Avi Davidovitch, l'ancien commandant de la police de la région de Tel-Aviv David Tzur, l'ex-avocat d'affaires Yaniv Eldad, le militant Daniel Morgenstern, le député Ahmed Tibi, et quelques autres.

Je dois également beaucoup à tous ceux, ex-enquêteurs, truands plus ou moins assagis – et plutôt moins que plus – qui m'ont aidé à garder le cap. Pour des raisons de sécurité, leur nom n'apparaîtra pas ici, mais ils sont chaleureusement remerciés.

Livres et études

Abraham Abramovsky, *Partners against crime : joint prosecutions of israeli crime figures by US and israeli authorities Fordham international law journal, The Berkeley electronic press*, 1995.

Ankori Igal, *Be Ayin boleshet Dokumentari Bam Raanana*, 2006.

Avneri Arieh Zaki, *Eretz mouchhetet*, Teper publishing house, Tel-Aviv, 2008.

Bergman Ronen, *Nekoudat Al Hazor*, Éditions Kineret Zmorah Bitan, Jerusalem, 2007.

Carmel Amos, *Hakol politi Lexicon hapolitika israelit*, (deux volumes), Dvir publishing, Lod, 2001.

Chepesiuk Ron, *Gangsters of Miami*, Barricade books, Fort Lee, 2010.

Center on transnational crime (Transcrime), Study on extorsion racketeering, The need for an instrument to combat activities of organized crime, Universta catolica del Sacro Cuore di Milano, 2008.

Cohen Rich, *Yiddish connection, Histoires vraies des gangsters juifs américains*, Éditions Denoël, Paris, 2000.

Cohen Mickey, *In my own words*, Prentice-Hall edition, Englewood-Cliff, 1975.

Copeland Dave, *Blood and volume Inside the israeli mafia*, Barricade publishing, Fort Lee, 2007.

Davis John H., *Mafia Dynasty*, Harper Torch publishing, New York, 1995.

Derogy Jacques, *Israël connection, La mafia en Israël*, Éditions Plon, Paris, 1980.

État d'Israël – Cabinet du premier ministre, *Divreï Rehavam Zeevi*, Douhifat publishing Jérusalem, 2011.

Eisenberg Denis, Uri Dan, Eli Landau, *Meyer Lansky, the mogul of the mob*, Paddington press New York, 1979.

Findley Marc, *The globalisation of crime*, Cambridge university press Cambridge, 1999.

Galili Lili, Bronfman Roman Hamillion, *Che chinah et hamizrah hatihon*, Matar Publishing house, Tel-Aviv, 2013

Glenny Misha, *Mc Mafia Au cœur de la criminalité internationale*, Éditions Denoël, Paris, 2008.

Gravano Karen, *Mob daughter*, Summersdale publishers Chichester, 2012.

Harari Yossi, *Derekh hamelkh*, Maariv publishing Tel-Aviv, 2010.
Harari Roni, *Haborer, ha emet, kol ha emet, rak ha emet*, Liran editions, 2012.
Hoffman E. David, *The Oligarchs Wealth and power in the new Russia* Public affairs, New York, 2003.
Harouvi Eldar, *Habolechet hokeret Ha CID be Eretz Israël 1920-1948*, Porat publishing Kohav Yaïr, 2011.
Karadi Moshè, *Hamafkal, Yediot Aharonot publishing*, Tel-Aviv, 2012.
Korn Alina, *Military government, political control and crime Crime ; law, social change review*, (volume 2), Kluwer academic publishers, La Haye, 2000.
Kray David Hazel, Crane, *Queen of diamonds*, Spearhead Kenilworth, 2004.
Lallemand Alain, *L'Organizatsiya La mafia russe à l'assaut du monde*, Calmann Lévy, Paris, 1996.
Landesberger Yoram, *Pochea kol Hahaïm*, Editions Maariv, Tel-Aviv, 2013.
Lechem Baroukh, *Ziegel Hasipour hamaleh chel hahakirot Hachritout*, Éditions Maariv Tel-Aviv, 1988.
Lewenkron Naomi, Dahan Yossi Isha overet Sakhar New Israël Fund, sans date.
Malarek Victor, *The Natashas The new global sex trade*, Pinguin Canada Books, Toronto, 2003.
Marshall Jonathan V., *The Lebanese connection Corruption, civil war and the international drug traffic*, Standford university press, Standford, 2012.
Maas Peter, *Underboss Sammy the bull Gavano's story of life in the mafia*, Harper Collins publishers, New York, 1997.
Meiri Doron, *Nekamat Hasayeret*, Maariv publishing, Tel-Aviv, 2012.
Navot Doron, *Chritout politit be Israël*, Israël Democracy Institute, Jérusalem, 2012.
Pierrat Jérôme, *Mafias, Gangs et Cartels. La criminalité internationale en France*, Éditions Denoël, Paris, 2008.
Robert Aline, *Carbone connexion*, Éditions Max Milo, Paris, 2012.
Rochaway Robert, *But He Was Good to his Mother*, Gefen Publishing, Jerusalem, 2000.
Roudaut Mickaël R., *Marché criminel, un acteur global*, Presses universitaires de France, Paris, 2010.
Siegel Dina e.a., *Global organized crime Trends and developpements*, Kluwer Academic Publishers, Dorderecht, 2003.

Sitbon Myriam, *Jusqu'au bout du Sentier*, Michel Lafon Editeur, Paris, 2003.
Shain Yossi, *Safat hachritout ve hatarbout ha loussar haisraéli*, Dvir éditions Or Yehouda, 2010.
Shimron Erwin, *Vaada le birour hanosseh hapchia*, beIsraël Jérusalem, 1978.
Siegel Dina, *The Mazzel Ritual Culture, Customs and Crime in the Diamond Trade*, Éditions Springer.
Sweetingham Lisa,*Chemical cowboys,* Ballantines books, New York, 2010.
Tedhar David,*Houtim veHataïm be Eretz Israël,* Éditions Tarpid, Jérusalem, 1930.
Transnational institute, *The Ecstasy Industry Briefing Series Amsterdam*, 2004.
Werner Simha B.,*The development of Political Corruption : a Case Study of Israël Political Studies*, vol. 31, Décembre 1983.

Arrêts, jugements et documents officiels

Dirck Marty, *Traitement inhumain de personnes et trafic illicite d'organes humains au Kosovo (version provisoire)*, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 12 décembre 2010.
Sénat de Belgique, *Rapport de la commission charge d'enquêter sur la criminalité organisée*, session 1998-1999, Bruxelles, 28 décembre 1998.
Supreme Court of Israël, *Rozenstein versus State of Israël*, Jérusalem, 30 novembre 2005.
Tel-Aviv Magistrate court State of Israel against Yuval Gafni Case 6675-11-09.
US House of Representative Comitee on banking and financial services Russian money laundering Washington, 22 septembre 1999.
Unites States court of appeals for the eleventh circuit.
United States of America versus Shemtov Michtavi.
Southern districy of Florida, 30 juillet 2010.
United States district court for the central district of California.
Grand jury Acte d'accusation contre Itzhak Aberjil, Meïr Aberjil, Sasson Barashy, Yoram Elal, Moshe Mallul, Israël Ozifa, Luis Sandoval, Los Angeles, décembre 2007.

United States district court of New York, Brooklyn US, versus Orgad, 9 mars 2001.

Vaadat bdika lebrinat maarekhet akhifat hakhok beparachat Perinian ve hachoter Tzahi Ben Or (commission pour l'examen du système d'application de la loi dans l'affaire Perinian et du policier Yzahi Ben Or), Jérusalem, février 2007

Journaux et hebdomadaires

Les archives physiques et électroniques de nombreuses publications ont été utilisées pour la rédaction de cet ouvrage :

Afrique du Sud : *The Citizen online*, *The Star IOL*.

Allemagne : *Spiegel online*.

Australie : *The Age.com.au*, *The Sidney morning herald.com.au*.

Belgique : *Le Soir, La Libre Belgique, Le Vif/L'Express, Knack, Vers l'Avenir, De Standaard, De Morgen, Het Nieuwsblad, Gazet van Antwerpen.*

Bolivie : *El Diario.*

Brésil : *O Globo, Brazil news, Estadao.com.br.*

Colombie : *El colombiano, El Tiempo.com.*

Canada : *Le Devoir.*

Costa Rica : *Inside Costa Rica.com, A. M Costa Rica daily.com.*

Espagne : *El Pais, Cambio.*

États-Unis : *The New York Times, The New York post, Los Angeles Times, Forward, The Post-Standard of Syracuse, Echelon monitor, Jweekly.com, The Boston globe, The Palmbeachpost.com, Miami Newtime.com.*

France : *Le Monde, Le Parisien libéré, France Soir, Paris-Match, Le Point, Nice-Matin, Ouest-France, La Provence.com, Le Telegramme.com, La Tribune, Le Républicain lorrain.*

Grande-Bretagne : *The Times, The Independent, Daily news, The Scotsman, Jewish chronicle.*

Israël : *Haaretz>, Yediot Aharonot, Ynet, Maariv, NRG-Maariv, The Times of Israël, The Jerusalem post, Israël Hayom, Sof HaShavua, Jerusalem report, Nana10, Walla, Posta. co. il.*

Mexique : *El Universal, Reportario24.*

Pays-Bas : *De Telegraaf.*
Roumanie : *Business24.com.*